Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Comptes rendus analytiques des débats de la 143e Assemblée de l'UIP

Madrid (Espagne)

26-30 novembre 2021

Table des matières

Page(s)

Introduction 5

Cérémonie inaugurale de la 143e Assemblée

- Discours de Mme Isabel Diaz Ayuso, Présidente de la Communauté de Madrid 6
- Message de M. Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies 6
- Message de M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU 6
- Discours de M. Ander Gil García, Président du Sénat espagnol 6
- Discours de Mme Meritxell Batet Lamaña, Présidente du Congrès des députés espagnol..... 7
- Discours de M. Duarte Pacheco, Président de l'Union interparlementaire 7
- Discours de Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne 7

Débat général sur le thème *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*

- Allocution liminaire de Mme Meritxell Batet Lamaña, Présidente du Congrès des députés espagnol 9
- Allocution liminaire de M. Duarte Pacheco, Président de l'Union interparlementaire 9
- Intervention spéciale de M. Danilo Türk (Président de la World Leadership Alliance – Club de Madrid) 9
- Interventions de Mme L. Vasylenko (Ukraine), Présidente du Bureau des femmes Parlementaires de l'UIP, et Mme S. Albazar (Égypte), Présidente du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP 10
- Débat général 11; 28

Organisation des travaux de l'Assemblée

- Examen de demandes d'inscription d'un point d'urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée 21
- Ordre du jour définitif 24

Point d'urgence intitulé *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19*

- Débat en séance plénière 25
- Adoption de la résolution 66

Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme

- Adoption de l'ordre du jour 68
- Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril/mai 2021) 68

Page(s)

- Préparation de la résolution intitulée *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants*
  a) Présentation du projet de résolution et du mémoire explicatif par les co-rapporteurs 68
  b) Débat sur le projet de résolution 69
  c) Préparation et adoption en plénière du projet de résolution 75
  d) Désignation d'un rapporteur de la résolution à la 143e Assemblée 75
- Préparatifs des prochaines Assemblées
  a) Sujet de la prochaine résolution à préparer par la Commission 76
  b) Ordre du jour de la Commission à la 144e Assemblée de l'UIP 76
- Élections
  a) Élections visant à pourvoir les postes vacants au sein du Bureau 77
  b) Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission 77

Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale

- Adoption de l'ordre du jour 78
- Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril-mai 2021) 78
- Information par le Président de la Commission permanente 78
- Audition d'experts sur le thème *Repenser et redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix en vue de favoriser une paix durable* 78
- Remarques formulées par les co-rapporteurs 83
- Débat 84
- Réunion-débat sur le thème *Le rôle du parlement dans la lutte contre les risques de détournement dans les transferts d'armes* 88
- Débat 91
- Élections
  a) Élections visant à pourvoir les postes vacants au sein du Bureau 94
  b) Élection du Président et du Vice-Président de la Commission 95
- Divers 95

Commission permanente du développement durable

- Adoption de l'ordre du jour 96
- Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril-mai 2021) 96
- Lancement de la publication de l'UIP sur la budgétisation des ODD 96
- Débat sur le thème *Tirer parti des technologies de l'information et de la communication en tant que catalyseur pour le secteur de l'éducation, notamment en période de pandémie* 97
- Réunion-débat sur le thème *L'impact des changements climatiques sur les ressources naturelles : Comment les parlements peuvent-ils veiller à ce que l'eau soit accessible et disponible pour tous ?* 108
- Élections 107
- Plan de travail 107

Commission permanente des Affaires des Nations Unies

- Adoption de l'ordre du jour 116
- Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril/mai 2021) 116
- La campagne mondiale de vaccination pour mettre fin à la pandémie de COVID-19 : les enseignements de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) 116
- Le rapport du Secrétaire général de l'ONU – Notre programme commun 124
- Élections
  a) Élections visant à pourvoir les postes vacants du Bureau 130
  b) Élection du Président et du Vice-Président de la Commission 130
- Divers 131

Page(s)

Forum des femmes parlementaires
- Ouverture de la session 132
- Élection de la Présidente de la 32e session du Forum des femmes parlementaires 132
- Allocution de bienvenue 132
- Adoption de l'ordre du jour 134
- Activités récentes relatives à l'égalité des sexes
  a) Rapport du Bureau des femmes parlementaires 134
  b) Rapport du Groupe du partenariat entre hommes et femmes 135
  c) Informations sur les activités récentes de l'UIP en matière d'égalités des sexes 135
- Étude régionale sur le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes dans les parlements africains 136
- Contributions aux travaux de la 143e Assemblée dans une perspective de genre 138
- Réunion-débat: *Stratégies pour l'élaboration de lois sensibles au genre* 138
- Lancement du *Guide à l'usage des parlementaires sur l'élaboration des lois sensibles au genre* 139
- Réunion-débat - Axe stratégique 1 : Bénéfices et enjeux d'une réforme juridique sensible au genre 139
- Réunion-débat - Axe stratégique 2 : Les partenariats nécessaires pour mener une réforme juridique sensible au genre 141
- Réunion-débat - Axe stratégique 3 : Mécanismes et moyens d'action au parlement 144
- Rapports des groupes de travail 146
- Élections au Bureau des femmes parlementaires 147
- Lieu et date de la 33e session du Forum des femmes parlementaires 148

Forum des jeunes parlementaires
- Adoption de l'ordre du jour 149
- Séance d'ouverture 149
- Dernières informations sur la participation des jeunes 151
- Contribution aux travaux de la 143e Assemblée 156
- Séance de questions-réponses sur le thème : *Quel bilan tirer des forums de jeunes parlementaires et de leurs travaux ?* 158
- Préparatifs de la 144e Assemblée (mars 2022) 161
- Divers 161

Séance publique du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire – *Pour un monde exempt de mines : universalisation et mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel* 164

Atelier sur les changements climatiques 171

Atelier: *Les bonnes pratiques parlementaires en matière de promotion du dialogue interconfessionnel* 178

Atelier: *La participation du public au travail des parlements : défis, opportunités et bonnes pratiques* 185

Adoption des résolutions, documents finaux et rapports
- Déclaration de Madrid : *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie* (Débat général) 191
- *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants* (Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme) 191
- Rapports de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, de la Commission permanente du développement durable et de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies 192
- Approbation du thème d'étude de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme pour la 145e Assemblée de l'UIP et nomination des rapporteurs . 194
- Divers 194

Page(s)

Clôture de l'Assemblée 195

Annexes

I. Déclaration de Madrid : *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie* (Point 3) 197

II. *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants* (Point 4)
Texte de la résolution 201

III-A.– III-C Rapports des Commissions permanentes 205-212

IV. *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19* (Point 7)
Texte de la résolution 215

V. Liste des participants 217

Introduction

Des délégations des 117 Parlements membres ci-après ont pris part aux travaux de l'Assemblée :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chypre, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Eswatini, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

Les six Membres associés ci-après ont également pris part aux travaux de l'Assemblée : Assemblée législative est-africaine (EALA), Assemblée parlementaire pour la coopération économique de la Mer noire, Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Parlement arabe et Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes (PARLATINO).

Les observateurs comprenaient des représentants :

i) du système des Nations Unies : Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH),

ii) des assemblées ou associations parlementaires : Assemblée parlementaire asiatique (APA), Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM), Assemblée parlementaire des pays de langue turcique, Assemblée parlementaire de l'Union du Bélarus et de la Russie, Association parlementaire du Commonwealth, Comité interparlementaire G5-Sahel, Forum parlementaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe (FP-SADC), Forum des Parlements de la Conférence internationale sur la Région des Grands lacs (FP-CIRGL), Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre, Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC), Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND), Union interparlementaire arabe (UIPA), Union parlementaire africaine (UPA), Union parlementaire des États membres de l'Organisation de la Coopération islamique (UPCI),

iii) des organisations non gouvernementales mondiales : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme,

iv) des associations politiques internationales : Internationale socialiste (IS),

v) des autres organisations partenaires de l'UIP : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA), Ordre souverain de Malte.

Sur les 936 délégués ayant assisté à l'Assemblée, 515 étaient parlementaires (509 de Parlements membres et 6 de Membres associés). Parmi eux, 39 étaient président(e)s de parlement, 31 vice-président(e)s, 200 étaient des femmes (38,8 %) et 128 des jeunes parlementaires (24,9 %).

Cérémonie inaugurale de la 143e Assemblée

VENDREDI 26 NOVEMBRE 2021

La cérémonie inaugurale de la 143e Assemblée de l'UIP a lieu le vendredi 26 novembre 2021 à 18 h 30 au Palacio Municipal (IFEMA) de Madrid, en présence de Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne.

Mme Isabel Diaz Ayuso (Présidente de la Communauté de Madrid), souhaite la bienvenue aux délégués à Madrid et relève que le Palais des congrès IFEMA, qui accueille l'Assemblée, a été, en mars 2020, le site du premier hôpital de fortune créé par la ville pour soigner les cas de COVID-19. L'Espagne a une longue tradition de démocratie parlementaire, qui remonte aux *Cortes de Léon*, en 1188. Le pays est entré de plain-pied dans la modernité en 1978 et la monarchie, désormais incarnée par le Roi Felipe VI, est essentielle à sa stabilité.

Mme Diaz Ayuso remercie l'UIP d'avoir choisi Madrid pour y tenir son Assemblée et souhaite aux délégués pleine réussite dans leur travail essentiel en faveur de la paix et de l'entente. La vocation des parlements est de se mettre au service du bien commun, de protéger le peuple des abus de pouvoir, de dialoguer pour résoudre les difficultés et de garantir une coexistence pacifique. Les citoyens du monde comptent sur les délégués de l'Assemblée pour coopérer et trouver un consensus dans l'intérêt de la démocratie et de la liberté. Elle formule le vœu que les délégués trouvent également un moment pour explorer Madrid pendant leur séjour.

M. Abdulla Shahid (Président de l'Assemblée générale des Nations Unies), dans un message vidéo, évoque son mandat de parlementaire et le rôle important revenant aux parlements pour que les accords des Nations Unies portent leurs fruits. L'Assemblée de l'UIP constitue une occasion de s'appuyer sur la déclaration adoptée à l'occasion de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement, qui s'est déroulée en septembre 2021 à Vienne, pour vaincre la pandémie de COVID-19, développer notre résilience et renforcer notre engagement commun à l'égard de l'état de droit, de la durabilité, de la démocratie et des droits de l'homme.

M. António Guterres (Secrétaire général de l'ONU*)*, dans un message vidéo, met en valeur le rôle vital des parlements pour trouver des solutions aux nombreuses difficultés graves auxquelles le monde est confronté, à savoir l'urgence climatique, les inégalités et les conflits incessants sur la planète entière. Dans son récent rapport, intitulé *Notre programme commun*, il souligne l'importance de construire une forme de multilatéralisme plus inclusive, rassemblant les parlements, la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs pour une prise de décision à l'échelon mondial. Les sujets tels que la parité, la participation du public et la promotion du dialogue interreligieux abordés à l'Assemblée sont tous essentiels pour la promotion de communautés et de sociétés pacifiques et résilientes.

Les danseurs du Ballet national espagnol interprètent une danse flamenco traditionnelle.

M. Ander Gil García (Président du Sénat espagnol), souhaite la bienvenue aux délégués au nom des *Cortes Generales* et souligne que les parlementaires sont unis par les difficultés auxquelles le monde est actuellement confronté. Les parlementaires doivent prêcher par l'exemple, faire preuve de bonne volonté et de respect et surmonter leurs divergences de vue par le dialogue pour renforcer la confiance des citoyens dans la démocratie. Les inégalités dans les zones rurales et urbaines, ainsi que l'écart séparant les responsables de la prise de décision à l'échelon central de la périphérie sont des questions indispensables à aborder dans de nombreux pays.

La violence et les abus subis par les femmes dans les parlements restent d'une banalité révoltante, les coupables en étant souvent leurs collègues parlementaires masculins. Les parlements doivent œuvrer à faire de leurs Chambres des lieux sûrs et respectueux, où règne une vraie égalité des sexes, et exempts de toute violence. Les parlements doivent représenter les citoyens et préserver les valeurs démocratiques. La Stratégie de l'UIP pour 2022-2026, qui doit être adoptée dans la semaine à venir, présente une série d'objectifs et de domaines stratégiques qui orientera les activités de l'Organisation et incitera les parlements à œuvrer de concert dans les cinq années à venir pour exercer une influence accrue.

Mme Meritxell Batet Lamaña (Présidente du Congrès des députés espagnol), souhaite la bienvenue aux délégués à Madrid au nom du Congrès des députés. La 143e Assemblée de l'UIP, la quatrième à se tenir à Madrid, marque un retour aux réunions en présentiel au terme de pratiquement deux années de pandémie de COVID-19. Le Parlement espagnol est conscient de la responsabilité particulière qui est la sienne de veiller à ce que l'Assemblée se déroule dans des conditions de sécurité optimales. Le virus de la COVID-19 est désormais maîtrisé dans un grand nombre de pays, mais il reste encore beaucoup de progrès à accomplir, notamment pour garantir un accès universel aux vaccins.

La pandémie a constitué un défi important pour les parlements, qui ont dû adopter de nouvelles méthodes de travail, passant souvent par les nouvelles technologies, et reformuler et approuver des mesures d'urgence dans une situation en constante évolution. La crise avait créé beaucoup de méfiance, mettant la démocratie en danger. Les parlements ont donc dû faire preuve de cohérence, d'union et d'ouverture à des solutions radicales. Le mécontentement des populations à l'égard de la politique a suscité une polarisation, de l'exclusion et du populisme dans un grand nombre de pays, minant les institutions démocratiques. Le thème de l'Assemblée, à savoir : *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie* est donc particulièrement bien choisi. Le monde attendra des débats et des conclusions de l'Assemblée qu'ils redonnent espoir dans l'avenir de la démocratie.

M. Duarte Pacheco (Président de l'Union interparlementaire), remercie le Parlement espagnol d'avoir accepté d'accueillir l'Assemblée et de l'avoir organisée en bien moins de temps que ce n'est habituellement le cas. Depuis la dernière Assemblée en présentiel à Belgrade, en octobre 2019, l'UIP a réussi à poursuivre ses activités grâce aux réunions à distance, mais la véritable diplomatie parlementaire se nourrit de contacts interpersonnels. La pandémie de COVID-19 a montré à quel point le monde est devenu interdépendant et révélé l'impérieuse nécessité de collaborer les uns avec les autres pour trouver des solutions mondiales à des problèmes mondiaux. Plus de cinq millions de personnes ont perdu la vie à cause du virus, dont de nombreux parlementaires, et la pandémie est responsable d'un recul par rapport aux progrès durement acquis dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Ces deux dernières années ont également été marquées par de dangereuses régressions de la démocratie et des droits de l'homme, notamment une épidémie de coups d'État militaires et d'attaques directes contre les parlements en Afghanistan, en Guinée, au Mali, au Myanmar et au Soudan, entre autres. Il y va de la responsabilité des parlements de reconstruire en mieux. La cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement a envoyé un message fort, signalant qu'il n'était pas envisageable d'agir comme si de rien n'était. Il faut faire davantage pour combattre la crise climatique de façon efficace et responsable. La pandémie a atteint particulièrement durement les femmes et les jeunes, et il est essentiel de veiller à ce qu'ils soient représentés dans tous les aspects de la société et de la prise de décision, y compris au parlement. La technologie permet aux populations d'être moins isolées qu'autrefois, mais elle a aussi permis une recrudescence terrible de l'extrémisme, de la polarisation et de la désinformation. Les parlementaires doivent s'écouter les uns les autres, promouvoir la coopération et la confiance en faisant passer un message d'espoir, et non de haine, et protéger la démocratie.

Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne souhaite la bienvenue aux délégués et présente ses condoléances pour les terribles pertes de vies humaines à déplorer dans le monde entier à cause de la pandémie de COVID-19. L'Espagne est fière d'avoir été choisie pour accueillir l'Assemblée et elle prend toutes les mesures requises pour veiller à ce que cette dernière se déroule dans les meilleures conditions sanitaires possibles. L'UNESCO a reconnu l'Espagne comme étant le berceau du parlementarisme, les *Cortes de Léon*, qui remontent à 1188, étant considérées comme le premier système parlementaire documenté en Europe. Il ne saurait y avoir d'accords et de coopération sans dialogue entre les pays et les institutions. L'UIP est le fruit de la conviction de Sir William Randal Cremer et de Frédéric Passy que les parlements doivent présenter un front uni face aux défis mondiaux.

L'accent mis par le débat général de l'Assemblée sur les menaces que subissent les parlements et la démocratie s'inscrit dans le droit fil des intentions des fondateurs de l'UIP. Dans les journées qui vont suivre, les parlementaires auront fort à faire pour concilier leurs diverses perspectives et trouver un consensus pour l'avenir. Les parlements ont beaucoup de difficultés en commun, notamment la pandémie de COVID-19 et l'urgence climatique. Il y va de leur responsabilité de mettre à profit les talents et les compétences de tous les secteurs de la société, ainsi que d'améliorer la représentation des femmes et des jeunes, qui est une nécessité vitale.

Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne souhaite une bienvenue toute particulière aux parlements d'Amérique latine, avec lesquels l'Espagne partage un lien culturel historique, ainsi qu'aux parlements de la Méditerranée et des autres pays de l'Union européenne. L'Espagne est particulièrement honorée d'accueillir la première Assemblée de l'UIP de ces 20 dernières années se déroulant dans l'Union européenne. Sa Majesté le Roi souhaite la bienvenue aux parlementaires du monde entier et se déclare convaincu que l'intérêt qu'ils portent aux débats à venir, ainsi que leur détermination, porteront leurs fruits. Il remercie le Ballet national espagnol pour le spectacle de flamenco qu'il a présenté et invite les délégués à participer aux nombreuses autres activités culturelles et de loisir que Madrid a à offrir.

Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne déclare ouverte la 143e Assemblée de l'UIP.

Séance du samedi 27 novembre 2021

(Matin)

La séance est ouverte à 11 h 45 sous la conduite de Mme M. Batet Lamaña (Espagne), Présidente de l'Assemblée.

La Présidente souhaite la bienvenue aux participants en Espagne et adresse des remarques liminaires à l'Assemblée. En rappelant le thème du débat général, *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*, elle indique que la démocratie, ses institutions clés que sont les parlements et ses principes fondateurs, tels que le pluralisme, la représentation politique, le débat public et la prise de décisions à la majorité ou par consensus, sont confrontés à de nouveaux défis et dangers, qui ne sont plus exogènes mais endogènes. La démocratie parlementaire, qui favorise l'intégration politique et la cohésion sociale, est le régime qui prévaut aujourd'hui dans la plupart des pays. C'est un vecteur d'unité porté par les principes fondateurs mentionnés ci-dessus et par un consensus sur des valeurs et des objectifs communs et une ouverture à des visions différentes – visions qui pourraient bien prévaloir à l'avenir. Le discours politique, devenu conflictuel et étriqué, n'a souvent d'autre objet que de décrédibiliser voire de mettre à mal l'adversaire.

Résultat, l'opinion publique manifeste une hostilité croissante, qui alimente le populisme et la polarisation. Ces deux fléaux mettent en péril la démocratie à un moment où l'intégration, l'harmonie et la stabilité politiques sont paradoxalement plus nécessaires que jamais pour traiter des questions cruciales comme l'urgence climatique, les droits de l'homme et les libertés individuelles, les inégalités et la migration. De même, il est impératif d'avoir confiance dans les institutions démocratiques, qui sont les plus à même de s'emparer de ces questions dans un environnement fondé sur l'inclusion et la cohésion sociales, garant de la sécurité, la liberté et la prospérité. Pour leur part, les parlements doivent affronter les défis de la démocratie. En faisant preuve de détermination et de solidarité et en œuvrant en partenariat avec la société civile, il leur faut établir des accords et des consensus tout en reconnaissant toujours la légitimité des autres points de vue. Les consensus doivent en outre reposer sur des fondements scientifiques et juridiques pour enrayer les tentatives populistes de diffuser des informations mensongères et de duper les populations. L'affaiblissement des institutions publiques renforcera les pouvoirs non démocratiques aux dépens du pouvoir démocratique.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, se réjouit à la perspective d'entendre des opinions divergentes, surtout celles des jeunes. En effet, il s'agit d'un débat général constructif et respectueux entre parlementaires souhaitant tirer des enseignements mutuels de leurs expériences et pratiques respectives en vue de rechercher activement des solutions. Ils devront notamment réfléchir à la manière dont ils pourront et devront contribuer au renforcement la démocratie en vue d'empêcher son déclin. Dans cette perspective, le débat est axé sur quatre thèmes principaux : les nouvelles façons d'envisager la politique dans le cadre d'un effort concerté visant à relever les défis par une coopération et un dialogue accrus, les mesures législatives et politiques pour lutter contre la désinformation et les discours de haine, y compris l'investissement dans la formation aux médias et l'éducation civique, les mesures pour lutter contre la polarisation et l'hostilité, et les moyens de reconnecter les citoyens à leurs institutions démocratiques en les associant pleinement aux procédures décisionnelles inclusives et participatives. La composition des parlements devra également refléter celle de la société s'agissant de la proportion de femmes et de jeunes. En tant que fervents défenseurs de la démocratie, les parlementaires ne sauraient craindre d'aborder ces questions à la recherche de solutions.

M. D. Türk (Président de la World Leadership Alliance – Club de Madrid), invité spécial, déclare à titre d'introduction qu'il a étroitement coopéré avec l'UIP pendant sa carrière, en tant que Sous-Secrétaire général aux affaires politiques à l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ancien Président de la Slovénie. L'organisation dont il occupe actuellement la présidence compte 120 anciens présidents et premiers ministres qui s'emploient à formuler collectivement des recommandations et des suggestions pour promouvoir la démocratie en tant que plateforme essentielle pour trouver des solutions globales aux problèmes mondiaux dans le cadre d'une coopération multilatérale. Le Club de Madrid apprécie avec un optimisme retenu la résilience de la démocratie, en particulier sa capacité de se développer et de se corriger si nécessaire, mais il comprend également le danger de l'excès de confiance, surtout dans les périodes difficiles. Comme l'UIP le sait, il est essentiel de nouer un dialogue inclusif et d'accumuler de l'expérience dans toutes les situations.

La démocratie est une valeur en soi, qui est éprouvée au quotidien dans sa capacité à faire face à des situations telles que la montée des tendances autoritaires et des coups d'État, l'émergence d'un écosystème de l'information sans cadre normatif adéquat pour sa gestion, l'accroissement des écarts salariaux et des inégalités, source de grogne et de fracture sociales, et le renforcement de la polarisation politique alimenté notamment par le nationalisme, les discours de haine et les informations mensongères. La démocratie reste néanmoins le plus grand espoir de trouver des solutions équilibrées, entre stabilité et liberté.

Dans ce contexte et dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, le Club de Madrid a créé une Commission mondiale de la démocratie et des urgences, qui compte le Secrétaire général de l'UIP parmi ses membres. Sa contribution aux travaux de la Commission s'est révélée précieuse tout au long de l'année 2021. Dans son rapport qui sera publié prochainement, la Commission formulera des recommandations clés sur trois pièces maîtresses de la résilience démocratique : les mécanismes de la démocratie et les droits fondamentaux, l'inclusion et la cohésion sociale, un leadership et une culture démocratique efficaces. Les recommandations se fondent sur la nécessité d'établir un cadre institutionnel suffisamment solide et faisant l'objet d'une définition juridique, d'éradiquer les causes profondes de l'autoritarisme, de ne pas plier devant la politique de polarisation et de garantir la protection des droits de l'homme.

Les parlements ont joué un rôle prépondérant pendant la pandémie. Ils ont su faire preuve d'adaptabilité mais aussi d'efficacité, de transparence, d'inclusion et d'innovation. La Commission recommande qu'ils s'emploient à revoir les cadres juridiques et constitutionnels applicables aux situations d'urgence, à établir d'autres cadres de cette nature, clairs, accessibles et rendus publics en amont, à se préparer à répondre à d'autres crises à l'avenir et à assurer un contrôle parlementaire efficace des actions gouvernementales en la matière, à intensifier l'usage des technologies numériques afin d'assurer la continuité des travaux parlementaires dans les situations d'urgence, à s'adapter à un nouvel écosystème de l'information au service de la population, à étudier de nouveaux mécanismes de participation, à instaurer une démocratie participative et une représentation inclusive, et à rechercher de nouveaux mécanismes de mobilisation de la jeunesse. La 143e Assemblée est une excellente occasion pour les parlementaires de tenir des discussions approfondies sur la pandémie et de tirer des enseignements pour l'avenir. Il se félicite de la perspective de poursuivre la coopération entre la World Leadership Alliance et l'UIP.

Mme L. Vasylenko (Ukraine), Présidente du Bureau des femmes parlementaires, souhaite orienter le débat général dans une perspective de genre. Elle indique que la polarisation sociale accrue est à l'origine d'une méfiance envers les institutions politiques et qu'elle fait naître une culture de haine et d'intolérance. La haine, qui cible souvent les femmes et d'autres groupes poussant à maintenir le statu quo, a été exacerbée par l'omniprésence des plateformes de réseaux sociaux et autres plateformes en ligne et le fait qu'elles sont propices à l'anonymat. Par ailleurs, de telles formes de violence sont préjudiciables à l'ensemble de la société.

Il convient de renforcer les démocraties de toute urgence afin de rebâtir des communautés plus égalitaires et plus unies après la crise due à la pandémie de COVID-19. À cet égard, le rôle des femmes pour susciter la confiance est précieux. En plus de créer une coopération entre partis sur des questions susceptibles de faire l'unanimité, les forums de femmes parlementaires peuvent contribuer à défendre les priorités des femmes en matière de législation, à renforcer les capacités des femmes parlementaires et à promouvoir la prise en compte de la dimension de genre au parlement. Autre étape clé pour surmonter les défis de la démocratie : poursuivre l'objectif d'une représentation plus égale des femmes en augmentant le nombre de femmes à toutes les fonctions en général et le nombre de femmes occupant des postes dirigeants au parlement et en levant les obstacles à leur participation politique, notamment la discrimination fondée sur le genre, le sexisme, le harcèlement et la violence. Les parlements qui respectent l'équilibre homme-femme donnent vie à des politiques sensibles au genre, qui sont des facteurs de croissance, de durabilité, d'autonomisation, de bon état de santé et d'éducation pour tous à long terme.

Mme S. Albazar (Égypte), Présidente du Conseil du Forum des jeunes parlementaires, prenant la parole par liaison vidéo et exprimant le point de vue des jeunes sur le débat à venir, fait remarquer que ces derniers ont été gravement touchés par les conséquences de la pandémie. Ils pourraient se retrouver privés de leur droit inhérent à ouvrir la voie à un avenir résilient, prospère et juste. Les jeunes parlementaires continueront de faire entendre leur voix aux manifestations de l'UIP, notamment à la présente Assemblée, et d'attirer l'attention sur la nécessité de renforcer la participation des jeunes au processus démocratique. Malgré les mesures prises par les parlements pour accroître la participation des jeunes et mieux intégrer leur point de vue aux travaux parlementaires, il reste encore à faire pour accorder aux jeunes la place qui leur revient en politique.

Soutenue par des acteurs du changement dans le monde, la campagne de l'UIP *Oui à plus de jeunes au parlement !* continue d'inciter les parlements à mener une action transformatrice afin de devenir des institutions plus résilientes, inclusives et ouvertes à la jeunesse. La méfiance des jeunes vis-à-vis de la politique est un facteur de marginalisation, de désengagement et de polarisation. À l'inverse, leur participation à la vie politique aura pour effet de combler le fossé entre les générations, ce qui rendra la démocratie plus forte et plus résiliente.

Point 3 de l'ordre du jour

Débat général sur le thème *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*
(A/143/3-Inf.1 et Inf.2)

Mme S. Gafarova (Azerbaïdjan) ouvre le volet de haut niveau du débat réservé aux présidents de parlement. Elle considère que les problèmes existants, même dans les démocraties établies, ont été aggravés par la pandémie de COVID-19 et la détérioration de la conjoncture économique, ce qui a accru la polarisation et la méfiance à l'égard des systèmes politiques. La frontière entre liberté d'expression et désinformation est de plus en plus ténue. Les parlements doivent affermir leur rôle prépondérant consistant à surmonter les clivages et à bâtir des passerelles entre les différents groupes sociaux. À cette fin, il leur convient d'adopter une perspective élargie et une approche englobant l'ensemble de la société dans le cadre de leurs travaux législatifs visant à renforcer cette liberté et à lutter contre la désinformation et ses conséquences néfastes. Tirant les enseignements de son manque de préparation à réagir promptement face à la pandémie de COVID-19, la communauté internationale, dont font partie les parlementaires, doit mettre davantage l'accent sur la phase de relèvement afin de se doter d'outils plus efficaces pour relever les défis à venir. À cette fin, son pays a proposé la création d'un groupe de haut niveau de l'ONU chargé d'élaborer des recommandations sur les mesures à prendre.

La paix et la sécurité sont des conditions indispensables à la démocratie, à la protection des droits de l'homme et au développement durable. Après la libération de ses territoires internationalement reconnus occupés par l'Arménie, l'Azerbaïdjan a établi des programmes de relèvement à grande échelle sur lesdits territoires pour faciliter le retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Depuis la fin du conflit avec l'Arménie, en 2020, il a montré à plusieurs reprises qu'il était disposé à normaliser les relations par un accord de paix en cours de négociation pour signature. Enfin, en sa qualité de Président du Mouvement des non-alignés, l'Azerbaïdjan a proposé une initiative visant à élargir et à approfondir la dimension parlementaire du Mouvement, qui contribuera aux efforts déployés au niveau mondial pour promouvoir la paix, la démocratie et le développement durable.

Mme N.B.K. Mutti (Zambie) affirme que le recul démocratique observé depuis 10 ans doit être stoppé de toute urgence. Ce recul est notamment dû à la polarisation politique, qui engendre parfois une hostilité telle que des dirigeants aux vues autocratiques s'arrogent le droit de contourner les normes démocratiques en vue de faire plier leurs opposants. Un autre facteur est la montée du populisme. Le populisme est considéré par ses défenseurs comme la promesse d'un renouveau démocratique incarné par de nouvelles réformes et de nouveaux acteurs politiques, alors que dans les faits, il entrave la qualité de la démocratie et entraîne des privations de libertés civiles. Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment des réseaux sociaux, est un facteur supplémentaire. Certes, ces technologies incarnent la promesse d'une société bien informée, mais leur multiplication a sapé la démocratie en faisant le lit de la désinformation, phénomène qui a lui-même pour effet d'opposer les citoyens et les décideurs. En outre, la cyberintimidation et les discours de haine véhiculés en ligne empêchent certains groupes, surtout les femmes, de prendre part aux processus démocratiques.

Le renforcement de la démocratisation est également mis à mal par le manque d'intégrité observé dans les processus électoraux. Parallèlement, les fraudes électorales non sanctionnées entravent la confiance des citoyens et peuvent entraîner des violences post-électorales et des divisions au sein de la société. En outre, les troubles sociaux, l'instabilité politique et l'effondrement de la démocratie sont autant de conséquences potentielles des effets des changements climatiques sur l'approvisionnement alimentaire et la fixation des prix des aliments, en particulier dans les démocraties précaires et émergentes dotées d'institutions faibles. En tant que parties

prenantes clés, les parlements doivent relever ces défis en établissant un cadre juridique solide visant à promouvoir la démocratie, l'unité nationale et la bonne gouvernance. Ils doivent également renforcer leurs mécanismes de contrôle pour veiller à ce que les besoins de tous les groupes sociaux soient pris en charge par des politiques transparentes et équitables, en vue d'instaurer un environnement favorable à la démocratie, à la paix et au renforcement de la cohésion.

M. I. Dacic (Serbie) fait remarquer que dans les démocraties récentes comme anciennes, les tendances autoritaires, les violations des droits de l'homme, l'affaiblissement des institutions et la montée du populisme traduisent une diminution du respect des valeurs démocratiques. Les institutions démocratiques, cependant, sont les seules structures dotées de la légitimité et de la transparence nécessaires pour contrer les mouvements d'influence ayant pour effet de miner le pouvoir des démocraties. Au début de la pandémie de COVID-19, la Serbie a été critiquée par d'autres pays pour avoir mis en place des restrictions en matière de déplacements – restrictions que ces pays ont eux-mêmes fini par adopter après avoir admis qu'elles constituaient le seul moyen de sauver des vies. Cet exemple montre que l'état actuel de la démocratie doit être envisagé de façon pragmatique et circonscrite à un contexte et non d'après des considérations théoriques. La démocratie est un système de valeurs changeant, qui s'adapte aux conditions d'existence et aux besoins concrets tout en incarnant la volonté populaire exprimée par voie démocratique.

En dépit de la crise sanitaire, la Serbie a continué de préserver sa démocratie par des prises de décisions transparentes et participatives, dans le strict respect de ses obligations constitutionnelles et internationales. La pleine participation de tous les intervenants à ces processus est la seule façon de rétablir la confiance du public dans les institutions et de réaffirmer les principes fondamentaux de la démocratie, parmi lesquels la représentativité et la participation électorale. Le renforcement permanent des institutions démocratiques est un moyen de répondre aux problématiques actuelles, qui sont desservies par les débats sur les réseaux sociaux et les mouvements apolitiques ou antipolitiques. Il convient de promouvoir activement le rôle de ces institutions et notamment du parlement, en tant que pilier et protecteur suprême de la démocratie, pour contrer efficacement toutes les tendances antidémocratiques.

M. M. Al-Ghanim (Koweït) estime que le débat, outre son caractère politique, est empreint de considérations conceptuelles et culturelles. Il devrait porter sur des moyens de surmonter les défis lancés à l'essence et à l'esprit du système démocratique plutôt qu'à ses aspects formels. Traiter un sujet aussi sensible et cristallisé que la démocratie requiert du courage et de l'objectivité. Idéaliser le système est le premier obstacle empêchant de renouveler la démocratie et de pallier ses éventuelles lacunes. Il ne faut pas craindre d'évoquer les contextes où la démocratie est exercée à tort. La démocratie est un moyen, pas une fin. C'est une pratique, pas un slogan. Personne ne devrait être prisonnier d'une idéologie politique ou juridique, ni même d'une idéologie dite démocratique.

Bien que considérée comme le meilleur de tous les systèmes, la démocratie n'est pas sacrée au point de ne pas pouvoir légitimement remettre en question ses pratiques et les ajuster le cas échéant. La démocratie peut avoir d'innombrables effets indirects, tels que des conflits sociaux dus à la polarisation, des bouleversements dévastateurs dus aux guerres, des conflits raciaux, sectaires et autres déclenchés par les réseaux sociaux et les campagnes de désinformation, la violation des droits de certains groupes par la majorité, et l'abus de pouvoir constitutionnel en vue de créer des mésententes, entraînant des conséquences pour le développement. Le présent débat constitue une étape essentielle vers la protection de la démocratie et la prévention du repli démocratique. À ce titre, il devra être poursuivi par l'UIP dans le cadre d'ateliers, de discussions et de séminaires associant tous les groupes géopolitiques. Le Parlement du Koweït est disposé à organiser un séminaire de haut niveau pour examiner des moyens de traiter les déséquilibres structurels du système démocratique et rétablir son efficacité.

M. A.C. Bundu (Sierra Leone) affirme que les parlements ont la capacité de surmonter les multiples et complexes défis de la démocratie s'ils ont la latitude nécessaire pour nouer un dialogue avec la société civile, comme dans son pays, où la polarisation a été traitée par cette voie. La loi érigeant la diffamation en délit a été abrogée et la peine de mort abolie, tandis qu'une nouvelle loi sur la cybersécurité est entrée en vigueur récemment. Après la proclamation de l'état d'urgence à la suite de viols et d'agressions sexuelles, la législation a été modifiée et certaines infractions sexuelles commises à l'encontre des femmes sont désormais passibles de la prison à perpétuité. Des mesures ont également été prises pour promouvoir l'éducation civique et la

participation du public aux instances de gouvernance. Ces exemples illustrent clairement comment la volonté de faire participer la société civile peut contribuer à surmonter les divisions et à renforcer la cohésion. Pour illustrer le caractère inclusif du Parlement de la Sierra Leone, son Président invite un membre de l'opposition et un jeune parlementaire à partager son temps de parole.

Un représentant de la Sierra Leone, membre de l'opposition de son pays, mentionne que les femmes sierra-léonaises sont encouragées en toutes circonstances à participer à la vie publique, comme en témoigne la nomination de plusieurs femmes aux plus hautes fonctions juridiques. Le pays compte un important forum de femmes parlementaire. Par ailleurs, un projet de loi visant à attirer davantage de femmes en politique est à l'étude. La création d'un ministère traitant des questions de genre est un autre exemple de mesure visant à promouvoir l'émancipation des femmes et à leur offrir le champ politique qu'elles méritent – autant d'objectifs qui ne manqueront pas d'être atteints au fil du temps.

Un représentant de la Sierra Leone note que dans son pays, les jeunes comme lui sont encouragés à occuper des fonctions de gouvernance et à contribuer à la promotion de la paix et de la démocratie, notamment grâce aux efforts déployés par une commission nationale de la jeunesse, qui organise des formations techniques et administratives et des missions bénévoles à l'intention des jeunes.

M. P. Katjavivi (Namibie) déclare que la démocratie est une condition indispensable à la réalisation du développement durable et à la construction de sociétés inclusives. Or, les divisions fondées sur la richesse, l'accès à l'éducation, les soins de santé et l'emploi restent légion, de même que la marginalisation de certains groupes. Son pays connaît bien les dangers de la polarisation, ayant retrouvé la liberté après avoir subi l'une des formes de polarisation les plus graves jamais sanctionnées par un État : l'apartheid. Depuis, la Namibie a instauré des processus électoraux démocratiques et des institutions d'État. Pour autant, elle fait face aux mêmes difficultés que d'autres pays, à savoir les inégalités, la faible participation électorale, le désengagement des jeunes et l'augmentation de la violence envers les femmes et les enfants. En plus de prendre des mesures pour renforcer la reddition de comptes et la transparence, les parlements doivent intensifier leurs efforts pour être accessibles et trouver des moyens plus novateurs de fournir des services. Il s'agit de lutter contre le flux constant d'informations non vérifiées, en particulier sur les réseaux sociaux, qui nuisent aux sociétés et entament la crédibilité des institutions. Le Parlement namibien développe son site web en vue de transmettre des informations actualisées et de permettre la diffusion de pétitions en ligne.

Afin d'atteindre l'objectif important consistant à protéger et à renforcer la démocratie participative, il est impératif que les femmes et les jeunes soient représentés. En Namibie, les femmes représentent 44 pour cent des parlementaires. Or, seuls 8 pour cent des parlementaires ont moins de 30 ans, en dépit des initiatives visant à augmenter ce taux. Parmi eux se trouve la plus jeune parlementaire d'Afrique, une jeune femme de 22 ans, membre de sa délégation. Par ailleurs, il est important de continuer de s'opposer au nationalisme vaccinal et de prôner la répartition équitable des vaccins contre la COVID-19 afin que les pays du Sud ne soient pas laissés pour compte.

M. R. Talbi El Alami (Maroc) estime que la pandémie de COVID-19 a creusé les inégalités sociales dans tous les secteurs et accentué les défis de la démocratie représentative, dont le populisme croissant et les tendances souveraines. Les sentiments d'injustice, de marginalisation et d'exclusion, en particulier parmi des groupes du Sud, ont été renforcés par un défaut de solidarité internationale pendant la pandémie, que confirment les faibles taux de vaccination en Afrique. Le monde contemporain ne serait pas tel qu'il est sans démocratie participative. Par exemple, dans le contexte de la pandémie, les parlements ont été utilisés pour adopter les lois appropriées, protéger les droits et les libertés, approuver les budgets et autoriser les dépenses. Incarnant toujours cette forme de démocratie que d'aucuns considèrent aujourd'hui – peut-être à juste titre – comme étant "en déclin", les parlements doivent rester déterminés à lui donner un nouvel élan, en tant que principal rempart contre le chaos.

Pour promouvoir le renouveau de la démocratie institutionnelle, les parlements, en plus d'exercer leurs fonctions législatives et de contrôle, devront s'attacher à évaluer l'impact des politiques publiques, à renforcer la démocratie parlementaire et à développer les interactions avec les citoyens afin de recenser et de traiter leurs préoccupations. Les partis politiques doivent non seulement favoriser la stabilité en renforçant leur rôle de médiateur mais également participer à la

gestion des affaires publiques. De même, il est important de renforcer la démocratie participative et le rôle de la société civile, notamment en proposant des lois et en interpellant les pouvoirs publics. De nouvelles TIC doivent en outre être déployées pour favoriser un débat public constructif et promouvoir les valeurs que sont la démocratie, le pluralisme, la modération et l'ouverture. Enfin, les parlements doivent constituer la base des valeurs de participation et de démocratie, en plus d'apporter leur soutien aux valeurs de la famille, aux médias, aux écoles, aux universités et aux institutions publiques.

La séance est levée à 13 h 30.

Samedi 27 novembre 2021

(Après-midi)

La séance est ouverte à 15 heures sous la conduite de Mme C. Widegren (Suède), Vice-Présidente de l'Assemblée.

Point 3 de l'ordre du jour
(suite)
Débat général sur le thème *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*

Mme T.K. Narbaeva (Ouzbékistan) fait savoir que l'Ouzbékistan est en train de bâtir une nouvelle société fondée sur des principes démocratiques et des perspectives pour la population. La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur chaque être humain dans le monde et a fait reculer les progrès en matière d'égalité des sexes. Il est essentiel d'encourager l'égalité hommes-femmes et de renforcer le rôle des femmes dans la société et dans la vie politique. La violence sexiste est omniprésente, dans toutes les couches de la société, y compris au sein des parlements. L'Ouzbékistan prend des mesures pour promouvoir l'égalité des sexes et renforcer la participation des femmes à la vie politique. Des progrès ont été accomplis pour atteindre la parité dans les partis politiques, l'enseignement supérieur et les entreprises. Les femmes sont plus présentes dans les secteurs de l'innovation et de l'ingénierie. En 2022, l'Ouzbékistan doit organiser le Sommet des présidentes de parlement, qui représentera une occasion unique d'échanger des données d'expérience et des pratiques optimales dans les domaines de la promotion de l'égalité des sexes, des droits des femmes et des perspectives pour les femmes. Des efforts sont également déployés dans le pays pour améliorer la compréhension et renforcer la tolérance entre personnes de différentes nationalités et confessions. Les parlements doivent donner l'exemple à cet égard. Il est impératif que les jeunes participent à la vie politique. À ce titre, la campagne de l'UIP, *Oui à plus de jeunes au parlement*, arrive à point nommé. L'adoption, par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, d'une résolution relative aux incidences de la pandémie de COVID-19 sur les droits humains des jeunes insiste sans ambiguïté sur l'importance de protéger les droits des jeunes.

Mme A.A. Among (Ouganda) estime que la participation du public est indispensable pour relever les défis actuels de la démocratie. Pour susciter la confiance de la population dans les systèmes politiques, les parlements doivent représenter les citoyens et répondre à leurs besoins. Dans cette optique, des mesures ont été prises en Ouganda pour améliorer l'accès des citoyens à l'information et leur participation aux travaux parlementaires : les débats sont diffusés en direct et le public peut proposer des amendements aux projets de loi en ligne lors de leur examen en commission parlementaire. Des efforts ont été déployés pour améliorer la visibilité du Parlement sur les réseaux sociaux, accroître l'accès du public, en particulier des jeunes, à l'activité parlementaire, développer des activités de plaidoyer et de sensibilisation et recevoir les commentaires du public. En étant plus présent sur les réseaux sociaux, le Parlement pourra contribuer à lutter contre la désinformation, qui met à mal les valeurs démocratiques, accentue le mécontentement et réduit la confiance des citoyens dans les institutions politiques. Des mesures ont également été prises pour dialoguer avec les conseils locaux en vue de promouvoir le développement équitable des districts et de corriger les déséquilibres. Une loi a été adoptée pour consolider le système des partis politiques et renforcer la confiance dans les processus électoraux. Pour associer le public à la prise de décisions et favoriser la confiance dans les systèmes démocratiques, il conviendra de mener des campagnes de sensibilisation et d'information. Il est essentiel de se doter d'un système de justice vigoureux et efficace. Le développement et l'autonomisation économique des citoyens sont essentiels. En effet, la pauvreté menace la démocratie depuis toujours.

Mme P. Maharani (Indonésie), Vice-Présidente de l'Assemblée, prend la présidence.

Mme C. Widegren (Suède) affirme que la démocratie est menacée et que la société n'a jamais été aussi polarisée. Les parlementaires doivent lutter pour protéger la démocratie en veillant à ce que leurs électeurs se sentent écoutés et soutenus. La confiance est le fondement d'une

société stable et démocratique. Ce n'est qu'à travers le dialogue et dans le respect mutuel que les dangers qui menacent une société pourront être écartés. La démocratie ne surgit pas du néant : elle s'inscrit dans un contexte de transparence et d'état de droit. Le risque de corruption constitue, à des degrés différents, une menace dans tous les pays. Dotée d'institutions opaques et corrompues, la démocratie est vouée à l'échec. La corruption est un phénomène complexe et répandu. Elle n'a pas uniquement trait aux transactions financières, mais elle implique aussi des échanges de services et d'abus de pouvoir, qui doivent être repérés et éradiquées. Les tendances négatives de l'indice de perception de la corruption de *Transparency International* sont inquiétantes. Tout doit être fait pour corriger la situation et l'UIP a un rôle clé à jouer à cet égard. La démocratie n'est jamais acquise. Cela fait un siècle que la Suède a adopté le régime démocratique, mais la situation peut toujours changer. Chaque génération doit donc gagner sa propre démocratie au sein de la société dans laquelle elle vit. En tant que représentants du peuple, les parlementaires doivent faire preuve d'équilibre. Le dialogue doit être maintenu en tout temps et pas uniquement dans les situations de crise. La lutte pour la démocratie s'inscrit dans une volonté de poursuivre le dialogue.

M. K.M. Ngoga (Assemblée législative est-africaine) confirme que la polarisation croissante constitue une menace pour la démocratie. La diversité ethnique et les inégalités économiques, qui alimentent le populisme, sont exploitées à des fins d'exercice de pouvoir. La désinformation et les discours de haine sont particulièrement sources d'inquiétude. Il convient de trouver un équilibre entre la défense de la liberté d'expression et la prévention de l'incitation à la haine. Les réseaux sociaux jouent un rôle important en la matière. Des données de Facebook traduisent une augmentation des contenus incitant à la haine et à la violence. Le discours public est utilisé comme arme à des fins politiques. Dans plusieurs pays, des campagnes massives de désinformation pèsent sur les processus décisionnels importants. En Afrique de l'Est, il a fallu couper Internet lors de grandes campagnes électorales pour empêcher la diffusion d'informations mensongères, l'annonce de résultats erronés, la diffusion de discours de haine en ligne et l'organisation de manifestations violentes. Les parlements doivent exploiter tout le potentiel des TIC pour diffuser des informations exactes. Il leur faut également légiférer pour instaurer un environnement propice à l'accès à l'information et développer la connectivité dans les zones rurales et mal desservies et auprès des personnes vulnérables et isolées. Il convient d'organiser des campagnes de sensibilisation à une utilisation responsable des médias en ligne. Les parlements doivent également nouer un dialogue avec d'autres parties prenantes, notamment les médias, les milieux universitaires, les organisations de la société civile et le secteur privé, pour promouvoir l'équilibre entre liberté d'expression et lutte contre la désinformation. La coopération internationale est à cet égard essentielle.

M. A. Farrugia (Malte) estime que les technologies modernes, en particulier les plateformes de réseaux sociaux, déploient tous les outils possibles pour maintenir les utilisateurs actifs, ce qui donne lieu à des fractures sociales. Les réseaux sociaux emploient des méthodes qui leur sont propres pour susciter la dépendance des utilisateurs. L'estime de soi repose sur un cycle de renforcement des croyances – un phénomène dangereux, notamment pour les personnes les plus vulnérables de la société. S'il est bien légitime de vouloir être en contact avec les autres, force est de constater que les réseaux sociaux sont sources de division. Les querelles en ligne sur des questions telles que les changements climatiques trouvent leur origine dans les algorithmes utilisés pour enfermer les utilisateurs dans des chambres d'écho médiatique visant à valider leurs propres croyances. Le phénomène est particulièrement dangereux car il rassemble des points de vue de plus en plus extrêmes. Les parlements doivent donc relever le défi consistant à intégrer les connaissances relatives aux outils numériques et aux réseaux sociaux dans le paysage politique, tout en s'employant à trouver un équilibre entre garantir la liberté d'expression, protéger la vie privée et éradiquer l'incitation à la haine. Les parlements doivent envisager de prendre des mesures législatives pour s'attaquer aux discours de haine et à la désinformation en ligne de manière juste et globale. Les régimes autoritaires ne doivent pas être autorisés à bâillonner des sources médiatiques légitimes au nom de la lutte contre les informations mensongères ou "fake news". La transparence concernant les sources de financement des médias est essentielle pour évaluer l'authenticité et la fiabilité des informations. Il convient d'encourager la formation des citoyens à l'utilisation des médias et des outils numériques.

Mme F. Zainal (Bahreïn) considère que les principes et les pratiques de la démocratie ne peuvent être validés et respectés que si les processus décisionnels sont pleinement participatifs. La démocratie est confrontée à des menaces multiples et complexes. Les parlements ont la responsabilité de protéger les systèmes démocratiques en rétablissant la confiance des citoyens et en encourageant leur participation à la vie politique. La confiance dans les institutions démocratiques, qui s'est érodée, doit être restaurée. Les parlements doivent communiquer en toute transparence avec les citoyens. Des efforts doivent être déployés pour surmonter les divisions sociales par le dialogue. Il convient de veiller à ne pas rompre la communication entre les différents acteurs en vue de relever les défis de manière transparente et ouverte. Plus les progrès technologiques accélèrent l'accès à l'information, plus les parlements doivent devenir transparents. Il convient de promouvoir une culture de la démocratie et des valeurs parlementaires. Au Bahreïn, des réformes ont été lancées pour restaurer et consolider la démocratie. Des élections libres et équitables se sont tenues dans le respect des droits et des libertés de tous les citoyens. Face à la pandémie de COVID-19, tout a été fait pour respecter les droits de l'homme et préserver les libertés individuelles, maintenir un niveau de vie élevé et défendre les valeurs et les principes de la démocratie.

M. Park Byeong-Seug (République de Corée) déclare que la polarisation politique constitue une grave menace pour la démocratie à l'échelle mondiale, car elle divise les communautés et sape les valeurs que sont le compromis, le dialogue, la tolérance et la modération. La polarisation politique et les inégalités économiques doivent être vaincues pour combler la fracture sociale. En République de Corée, une commission d'unité nationale composée d'éminentes figures politiques, d'universitaires et de journalistes de tous les horizons politiques et sociaux a été établie afin d'élaborer un nouveau contrat social fondé sur les réformes des secteurs du travail, de la protection sociale et de l'innovation. Des mesures sont également prises pour rétablir l'activité parlementaire, qui a souffert des conflits entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition. Il est donc nécessaire de trouver un consensus par le dialogue. La recherche d'un compromis a donné naissance à un accord bipartite visant à établir une commission sur la réforme des médias pour lutter contre la désinformation et les propos extrémistes sur les réseaux sociaux. Le dialogue pourra donner lieu à un consensus puis à des compromis, qui est la seule voie possible pour restaurer l'activité parlementaire. Enfin, des efforts sont déployés pour encourager la tenue d'une réunion parlementaire entre les deux Corées en vue de surmonter les divisions dans la péninsule coréenne. L'instauration d'une paix durable dans la péninsule contribuera de manière significative à la paix et à la prospérité en Asie et dans le monde entier. Le soutien de la communauté internationale est bienvenu. La pandémie de COVID-19 a mis en avant l'importance de la solidarité et de la coopération et levé le voile sur les dangers de la division.

M. J.F.N. Mudenda (Zimbabwe) est d'avis que la polarisation politique constitue une grave menace pour la démocratie. C'est pourquoi il est impératif d'engager des réformes institutionnelles positives et d'élaborer des normes démocratiques et des processus parlementaires inclusifs fondés sur la tolérance. Les parlements doivent s'efforcer de veiller à l'inclusion multiculturelle dans les partis politiques. Les inégalités économiques doivent être combattues à la source, en particulier en raison des conséquences socio-économiques catastrophiques de la pandémie de COVID-19, qui ont fait reculer les progrès en matière de développement. De nombreux régimes démocratiques sont fondés sur des constitutions et des systèmes électoraux obsolètes : il conviendrait de modifier des constitutions, de promulguer des lois électorales bien conçues et d'établir des systèmes judiciaires impartiaux et indépendants. Tout doit être entrepris pour éliminer la corruption et promouvoir la transparence. Les changements climatiques menacent l'humanité et imposent aux parlements de prendre des mesures de toute urgence. Les citoyens doivent être associés aux décisions et tous les groupes sociaux doivent être représentés de façon égale en politique. Les progrès technologiques et le développement des réseaux sociaux ont radicalement modifié la participation à la démocratie et contribué à la désinformation, minant le débat éclairé et les fondements de la démocratie. Les parlements doivent légiférer sur ces questions.

La pandémie de COVID-19 a entraîné des défis sans précédent pour la mondialisation, les libertés individuelles, la fiabilité des informations et la capacité des institutions démocratiques à suivre l'évolution rapide des normes sociétales. Les parlements doivent exercer un contrôle essentiel pour veiller à ce que les politiques publiques relatives à la pandémie soient respectueuses des droits sans entrer en conflit avec le pouvoir exécutif. Les restrictions en matière de déplacements et de rassemblements, ainsi que les changements profonds imposés aux modes

de vie, aux modalités de travail, aux études, aux façons de se déplacer et aux interactions sociales, auront des conséquences à long terme sur la société. De nombreuses activités parlementaires ont été restreintes ou suspendues. L'enseignement à domicile a eu des répercussions, notamment sur les filles. Au Zimbabwe en particulier, beaucoup sont tombées enceintes ou ont été mariées de force très jeunes pendant la pandémie. La démocratie est en constante évolution. La communauté parlementaire mondiale doit œuvrer collectivement pour tenir compte de l'évolution des contextes et parvenir à une vision commune.

S'agissant de la découverte d'un nouveau variant du virus responsable de la COVID-19 en Afrique australe, plusieurs délégations sont concernées par des restrictions en matière de déplacements imposées récemment aux pays de cette région et ne seront pas en mesure de regagner leur propre pays à l'issue de l'Assemblée. Il appelle l'UIP à prendre position et à protéger les parlementaires contre les élans nationalistes issus de la COVID-19.

Mme N. Mapisa-Nqakula (Afrique du Sud), Vice-Présidente de l'Assemblée, prend la présidence.

Mme P. Maharani (Indonésie) reconnaît que la pandémie de COVID-19 expose de nombreuses personnes à l'extrême pauvreté et à la malnutrition. Certes des vaccins sont disponibles, mais ils sont répartis de façon inégale. La crise climatique constitue également une grave menace, que tous les pays doivent affronter en orientant leurs efforts vers l'atténuation et l'adaptation. Les engagements en matière de financement climatique doivent être tenus. Les crises humanitaires provoquées par les conflits et les menaces pour la sécurité sapent également la démocratie. Dans ce monde en proie à des défis complexes, la résilience de la démocratie est remise en question. La pandémie de COVID-19 a très lourdement éprouvé les processus démocratiques. Des élections ont été reportées dans le monde entier, la liberté de déplacement a été limitée et la désinformation s'est répandue, ce qui a entraîné des tensions et des divisions sociales croissantes. Ces défis sont exacerbés par des inégalités persistantes, un manque d'accès à l'éducation et la montée de l'injustice – autant de phénomènes qui mettent à l'épreuve la résilience de la démocratie.

Le renforcement de la démocratie exige une large participation aux processus décisionnels et des cadres permettant aux citoyens de faire connaître leurs désirs. Il convient de définir et de diffuser les meilleures pratiques en matière de bonne gouvernance pendant les crises. La démocratie reste le moyen le plus efficace de s'adapter aux différents points de vue et de promouvoir le dialogue entre personnes d'origines différentes. Les parlements doivent être placés au cœur d'une démarche visant à encourager l'établissement de sociétés démocratiques, inclusives et prospères, capables de s'adapter au monde en constante évolution. En temps de crise, le rôle du Parlement consistant à représenter et à défendre les droits des citoyens est particulièrement important. Les parlements doivent s'efforcer de renforcer la confiance et la coopération. En Indonésie, des mesures ont été prises pour accroître la transparence, notamment l'adoption d'une loi sur l'information publique et d'une décision visant à élargir l'ouverture parlementaire. Les parlements doivent faire preuve de solidarité à l'échelle internationale pour affronter la pandémie, protéger la démocratie et bâtir un monde plus égalitaire.

M. A. Qaiser (Pakistan) considère que des défis importants subsistent en dépit des avancées démocratiques incarnées notamment par le système de gouvernance mondiale, les gouvernements axés sur les personnes et l'autonomisation des populations grâce aux avancées technologiques. La montée du populisme dans le monde fragilise la démocratie. Les idéologies haineuses fragmentent les sociétés et les dirigeants populistes divisent l'opinion publique en répandant de fausses informations. L'ordre mondial présente encore des pôles de privilège, qui creusent le fossé entre les principes et les pratiques. La situation au Cachemire est un exemple parlant. La population subit des actes d'une grande brutalité et toute une série de mesures illégales et unilatérales de la part de la puissance indienne occupante, mesures qui contreviennent clairement aux principes fondamentaux que sont la démocratie, la primauté du droit et les droits de l'homme. Le système économique mondial est injuste et suscite un mécontentement croissant, puisqu'il enrichit les riches et appauvrit les pauvres. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des inégalités structurelles croissantes entre les pays développés et les pays en développement. Les pays du Nord agissent dans leur propre intérêt. La démocratie est la meilleure solution aux problèmes auxquels le monde est confronté. Une démocratie digne de ce nom doit reposer sur des citoyens instruits et responsabilisés ainsi que sur des systèmes juridiques efficaces et une gouvernance transparente et responsable. Les valeurs et les principes démocratiques mondiaux

ne pourront être renforcés que si la gouvernance mondiale est réformée en donnant un nouvel élan à l'Assemblée générale des Nations Unies et en redoublant d'efforts pour assurer un règlement pacifique des différends.

M. H.A. Al-Ghanim (Qatar) annonce que le Qatar a tenu ses premières élections générales en octobre 2021 et qu'elles ont bénéficié d'une participation importante. Elles ont eu lieu à un moment historique de liberté et de démocratie, dans le plein respect de la Constitution, de l'état de droit et des normes internationales. La paix et la stabilité sont les fondements du développement durable. Dans cet esprit, tout doit être fait pour rétablir la paix en Palestine et défendre le droit du peuple palestinien à créer son propre État, avec Jérusalem-Est comme capitale. La polarisation et les divisions menacent la démocratie et fragilisent la paix et la stabilité dans le monde entier. La coopération internationale est essentielle pour vaincre la haine, le terrorisme et l'extrémisme. Les médias ont un rôle clé à jouer pour informer le public de façon objective et transparente et, à terme, éradiquer la désinformation et la polarisation. L'Émir du Qatar a insisté sur le fait qu'il était important d'utiliser des technologies et des outils pour améliorer le développement durable et la communication entre les pays et les peuples. Il est fondamental de faire bon usage des TIC pour préserver la démocratie. Si la liberté d'expression doit être respectée, aucun effort ne doit être épargné pour combattre la désinformation et l'utilisation abusive d'Internet à des fins populistes. Il n'est pas aisé de trouver un équilibre. Les parlements, en tant que représentants du peuple, ont un rôle clé à jouer pour faire en sorte que cet équilibre soit atteint et que toutes les minorités et tous les groupes vulnérables se sentent compris et représentés. Aucun progrès ne sera accompli sans égalité. Les changements climatiques et la pandémie de COVID-19 creusent les inégalités. La coopération internationale est essentielle pour surmonter ces défis. Les petits États insulaires devront recevoir une aide pour atténuer les effets des changements climatiques et parvenir à un développement durable.

M. K.H. Al Mawaali (Oman) déclare que seul le dialogue peut permettre à tous les peuples et toutes les races de se comprendre, afin de consolider la stabilité et la prospérité. Les politiques fondées sur le dialogue et la recherche de solutions pacifiques aux conflits sont fondamentales pour le bien-être, la sécurité et le développement de chacun. Il convient donc de favoriser un dialogue constructif à tous les niveaux. Par ailleurs, il faut lutter contre l'utilisation abusive des réseaux sociaux en vue de diffuser de fausses informations sous couvert de liberté d'expression. Les parlementaires ont un rôle clé à jouer à cet égard. Une approche concertée et intégrée est nécessaire pour éradiquer les discours de haine, qui fragilisent toutes les communautés. La tolérance entre toutes les nations et toutes les religions est la valeur la plus noble qui soit. C'est l'essence même de la communication et le pilier de la cohésion sociale. Des mesures sont prises à Oman pour promouvoir la tolérance, en particulier pour combler les écarts qu'a creusés la pandémie de COVID-19. De même, des efforts sont déployés en permanence pour consolider la communication et promouvoir la paix et la stabilité afin d'assurer une existence sûre et décente à chacun.

M. T. Xhaferi (Macédoine du Nord) considère que la confiance dans les institutions politiques est mise à rude épreuve, notamment en raison des restrictions imposées dans de nombreux pays pour lutter contre la pandémie de COVID-19. En cette période de crise sans précédent, il est plus important que jamais que les parlements représentent les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées et qu'ils veillent à ce que toutes les voix se fassent entendre. Le dialogue et la communication sont les seuls moyens de pallier la polarisation croissante, de susciter l'espoir et de favoriser la coopération. Si un certain niveau de concurrence entre les partis politiques est sain pour la démocratie, la polarisation accentue les divisions dans la société et peut entraîner des troubles. Les restrictions imposées pendant la pandémie de COVID-19 divisent les esprits et alimentent un sentiment de frustration, propice à la désinformation et à la destruction. Les parlements ont un rôle clé à jouer pour défendre le droit à la liberté d'expression tout en érigeant des protections contre la désinformation et les discours de haine. Ils doivent donc promouvoir une culture de tolérance, d'inclusion et de coopération. La coopération parlementaire internationale, dans le cadre d'un dialogue honnête et transparent, est nécessaire pour rétablir la confiance du public dans les institutions, promouvoir l'inclusion et renforcer la démocratie et la paix. Les Membres de l'UIP manifestent leur détermination à déployer des efforts conjoints pour relever les défis contemporains par le leadership politique et la solidarité, protéger la démocratie et garantir la paix et la stabilité à tous les citoyens.

M. H.A. El Gibaly (Égypte) affirme que les parlementaires sont la voix du peuple libre et que la démocratie est le fondement de la bonne gouvernance. La démocratie garantit la participation des citoyens aux processus décisionnels et, par là même, consolide la sécurité, la stabilité et la prospérité. Toutes les nations s'efforcent d'instaurer la démocratie pour cimenter la cohésion sociale. Pourtant, la démocratie est menacée. La montée des messages populistes et extrémistes et des discours de haine, qui ont servi de terreau au terrorisme, constitue une menace pour la paix et la sécurité. La désinformation, qui vise à duper les gens et à les priver d'informations avérées, érode la confiance dans les institutions démocratiques. Parallèlement, les conséquences sociales, économiques et politiques de la pandémie de COVID-19 ont plus que jamais permis d'éprouver la vigueur de la démocratie. L'imposition de règles et de restrictions a entravé les processus électoraux et constitutionnels et, dans certains pays, a aggravé les divisions au sein de la société. L'honnêteté et la transparence sont essentielles à la coexistence pacifique. L'exclusion de certains groupes, de communautés et de minorités doit être évitée à tout prix. Les parlements, en tant que représentants du peuple, doivent veiller à ce que toutes les voix se fassent entendre. L'inclusion est fondamentale et la diversité doit être considérée comme une source de richesse, et non pas comme une excuse pour engendrer des divisions. Le droit à l'autodétermination pour tous doit être protégé et respecté, et la diversité culturelle doit être encouragée. L'Égypte a adopté une vision nationale, qui consolide la démocratie et la citoyenneté et qui assure une représentation équitable des femmes, des jeunes et des personnes handicapées au Parlement. La promotion des droits des personnes handicapées et l'accessibilité des services publics fait l'objet d'une attention particulière. Tout est fait pour assurer la continuité des travaux parlementaires pendant la pandémie de COVID-19. Les parlements du monde doivent œuvrer main dans la main pour vaincre les menaces qui pèsent sur la démocratie et parvenir à la prospérité et à la stabilité de toutes les nations et de tous les peuples.

M. A. Alasoomi (Parlement arabe) dit que les parlementaires sont la pierre angulaire du développement démocratique, grâce à leurs fonctions législative et de contrôle. Or le développement démocratique ne concerne plus uniquement ces deux fonctions. Il englobe aujourd'hui des aspects tels que l'autonomisation des femmes, la participation des jeunes aux processus décisionnels, les avancées en matière de droit à l'information et la participation de la société civile. La démocratie va de pair avec le développement durable, l'éradication des discours de haine et de l'intolérance et la promotion du dialogue. Les parlements doivent suivre l'évolution de la société et élaborer les outils et les mécanismes nécessaires pour faire participer les citoyens et susciter la confiance. La 143e Assemblée de l'UIP, loin d'être une simple instance de discussion, se veut plutôt un tremplin vers la prise de mesures concrètes visant à affermir la démocratie dans le monde. Le Parlement arabe propose que l'UIP prépare un guide pour l'action parlementaire en vue de promouvoir la démocratie dans le monde.

M. E. Sinzohagera (Burundi) explique que la démocratie est un droit fondamental dont les citoyens doivent pouvoir jouir de façon libre et égale, en toute transparence et dans le respect des divergences d'opinions et d'intérêts. La démocratie ne saurait exister sans véritable partenariat entre les hommes et les femmes et sans leur égale participation aux processus publics de prise de décisions. La représentation des femmes a atteint 39,2 pour cent à l'Assemblée nationale du Burundi et 41 pour cent au Sénat. La démocratie implique également que les institutions à tous les niveaux soient réellement représentatives de l'ensemble de la société. Tout doit être fait pour que toutes les opinions soient représentées dans la législation et dans le processus de contrôle de l'action gouvernementale. Compte tenu de l'histoire du Burundi en matière d'exclusion, la Constitution prévoit des quotas pour la représentation des femmes sur les listes électorales. Le Sénat a été rétabli en 2001, instaurant un quota de 30 pour cent de sièges réservés à des femmes. Des règlements prévoient qu'aucun groupe ne se voie refuser l'accès aux services publics. La libre concurrence politique est garantie par le droit de tous les citoyens de participer à la vie politique, sans discrimination. Des élections libres et équitables se sont tenues en 2020.

La démocratie doit également reposer sur la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que sur une société civile mobilisée et libre. Toutefois, des mesures doivent également être prises pour que les mouvements de la société civile ne soient pas utilisés à des fins de déstabilisation. Les parlements doivent prendre des mesures pour protéger la liberté d'information et la liberté d'expression, tout en veillant à ce qu'elles ne soient pas exploitées en vue d'alimenter les divisions. La pauvreté aussi ébranle la démocratie. L'objectif du plan national de développement du Burundi est d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales dans tout le pays. Un projet visant à atténuer les effets de la déforestation et des changements climatiques a été lancé.

Tous les parlements doivent s'efforcer de défendre les principes démocratiques. À cette fin, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, tous les efforts doivent être déployés pour vaincre les inégalités dans la répartition des vaccins.

M. D. Das Neves (São Tomé-et-Principe) constate que la pandémie de COVID-19 fait toujours rage. Des campagnes de vaccination de masse sont menées dans certains pays mais pas dans tous. La lutte contre la pandémie doit être impérativement conduite avec plus de cohésion et d'unité. La pandémie a augmenté de façon exponentielle et creusé les écarts au sein de la société. Il convient de déployer des efforts concertés aux niveaux national et international pour contrer ses multiples effets néfastes par la coopération, tout en prenant en considération les spécificités nationales. La démocratie ne doit pas seulement être considérée comme un système politique. Les principes démocratiques doivent être pleinement intégrés à la vie quotidienne des citoyens et à leurs interactions dans la société. Pour surmonter les divisions et renforcer la cohésion, il faut défendre les droits des minorités dans le cadre des processus décisionnels. Les droits des migrants en général et leurs droits sociaux en particulier doivent être respectés. Les migrants doivent être associés aux décisions qui les concernent et ils doivent pouvoir vivre librement et dans la dignité. Si les divergences d'opinions constituent la norme en démocratie, les divisions bien ancrées peuvent entraver les processus démocratiques, éroder la confiance dans les institutions publiques et entraîner des troubles civils. Les divisions doivent donc être surmontées dans le respect de toutes les opinions. La désinformation et l'incitation à la haine, en ligne ou hors connexion, constituent des violations des droits de l'homme. Les parlements doivent donc légiférer contre la désinformation et la diffusion des discours de haine. De même, ils doivent sensibiliser le public et assurer l'inclusion des minorités dans tous les secteurs de la société.

M. J. Pizarro Soto (Parlement latino-américain et caribéen) indique que la démocratie est un système politique en constante évolution fondé sur la souveraineté du peuple et le droit de celui-ci d'élire ses dirigeants. Loin d'être un concept figé, la démocratie évolue au fil des nouvelles réalités et, à ce titre, constitue le système politique le plus à même de protéger la société. Pourtant, la démocratie subit les conséquences néfastes d'un mécontentement alimenté par la désinformation – un phénomène utilisé pour polariser les sociétés au profit de quelques-uns et au détriment de tous. La coopération et le dialogue entre les États et les organisations internationales sont essentiels pour bâtir des solutions durables profitables à tous de manière juste et équitable. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la démocratie est en crise. La montée des gouvernements ayant fait fi des procédures électorales libres et équitables et qui souhaitent se maintenir au pouvoir indéfiniment ont polarisé toute la région, démolissant ainsi des années d'efforts visant à assurer le respect des libertés et des droits fondamentaux. La démocratie est bien davantage qu'un ensemble de procédures électorales : elle garantit la participation active des citoyens et de la société civile à tous les aspects de la vie. Chaque personne doit pouvoir tirer parti d'une bonne gouvernance, qui vise à améliorer la qualité de vie par la stabilité économique, l'emploi et l'exercice des droits sociaux. La démocratie s'est retrouvée menacée par les restrictions imposées à de nombreux endroits pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, l'inéquité vaccinale a provoqué des dissensions dans les relations internationales. Il est donc essentiel d'œuvrer en coopération et d'adopter un accord international sur la propriété intellectuelle en matière de vaccins.

M. S. Patra (Inde), exerçant son droit de réponse, dit qu'il est regrettable qu'un pays ait décidé de fausser le débat général en soulevant des questions hors sujet. L'Inde ne saurait tolérer une quelconque ingérence dans ses affaires intérieures. Les territoires indiens du Jammu-et-Cachemire et du Ladakh font partie intégrante de l'Inde. Il n'est pas dans l'intérêt du Pakistan de s'interposer. Le Gouvernement indien a demandé à maintes reprises au Pakistan de quitter la région. Il est paradoxal qu'un pays qui exporte ouvertement des terroristes se réclame des droits de l'homme.

Point 2 de l'ordre du jour

Examen de demandes d'inscription d'un point d'urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée

(A/143/2-P.1, P.2.rev et P.3-P.5)

La Présidente dit que cinq demandes ont été reçues pour l'inscription d'un point d'urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée.

M. F. Zon (Indonésie) présente le point d'urgence proposé par sa délégation, intitulé *Soutien parlementaire mondial à la situation humanitaire des Palestiniens* (A/143/2-P.1). Il explique que la situation humanitaire du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés demeure extrêmement préoccupante et qu'elle s'est aggravée sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Le peuple palestinien a besoin d'un soutien politique accru. La communauté parlementaire internationale doit condamner les agressions commises par Israël dans les territoires occupés, en particulier à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza, qui ont fait d'innombrables morts et blessés parmi les civils, y compris des femmes et des enfants. La communauté internationale doit continuer de faire preuve d'un engagement déterminé, afin d'appuyer la solution à deux États et le maintien de la paix et de la sécurité internationales et régionales. Il est d'autant plus important de soutenir la cause palestinienne dans le contexte de la pandémie. L'accès des Palestiniens aux soins de santé est toujours extrêmement limité et le régime des permis mis en place par Israël ainsi que le système complexe des restrictions de mouvement ont fortement entravé l'accès aux services de santé. L'UIP est la plus compétente pour appuyer la prise de mesures visant à remédier à la détérioration de la situation dans les territoires palestiniens occupés.

M. J. Wadephul (Allemagne) présente le point d'urgence proposé par sa délégation, intitulé *Faire cesser la traite des êtres humains, mettre un terme aux violations des droits de l'homme et œuvrer en faveur d'élections libres et régulières au Bélarus* (A/143/2-P.2.Rev). Il reconnaît que si la migration est un phénomène bien appréhendé, le Bélarus se trouve dans une situation inédite. Le Président et dictateur du Bélarus, M. Loukachenko, a fait venir des migrants dans son pays pour les utiliser comme armes humaines contre d'autres pays. Il les a acheminés à la frontière avec la Pologne et des États baltes et les a abandonnés à des températures inférieures à 0 °C. L'objectif est de faire pression sur les pays européens pour qu'ils retirent les sanctions qu'ils ont imposées au Bélarus en raison du comportement d'un dictateur impitoyable qui a truqué les élections et emprisonné des manifestants. Utiliser des hommes, des femmes et des enfants comme arme politique constitue une nouvelle catégorie de crimes contre l'humanité. Sa délégation demande donc que cessent la traite des êtres humains et les violations des droits de l'homme et que des mesures soient prises pour assurer la tenue d'élections libres et régulières au Bélarus. Cela étant dit, sa délégation souhaite retirer sa demande en faveur de celle que propose le Groupe africain sur l'équité vaccinale dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Sa délégation portera la question de la situation au Bélarus devant la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme.

Mme S. Núñez-Cerón (Mexique) présente le point d'urgence proposé par sa délégation, intitulé *Stimuler le développement régional dans les pays à taux de migration internationale élevé* (A/143/2-P.3). Elle déclare qu'une crise humanitaire et sanitaire ravage l'Amérique latine et les Caraïbes et que seule la coopération internationale permettra de l'affronter. La protection des personnes les plus vulnérables passe par le dialogue et l'entente. Dans l'économie mondiale, divers déséquilibres ont eu pour effet de plonger des millions de personnes dans la pauvreté. Les violations des droits économiques, sociaux et culturels ont été accentuées par des catastrophes naturelles. En Haïti, par exemple, la profonde misère et l'absence de perspectives se sont aggravées à l'issue du tremblement de terre de 2010, qui a entraîné le déplacement de milliers de personnes et interrompu le développement social et économique. Le nombre de migrants demandant l'asile dans les Amériques a augmenté de façon exponentielle. Ce sont donc les causes de la migration forcée qu'il faut traiter. L'examen de la question en vue de son inscription comme point d'urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée témoignera d'un élan de solidarité internationale envers les efforts déployés pour surmonter la crise. Pour éradiquer les causes de la migration forcée à la source, il faut donner des perspectives aux citoyens dans leur pays d'origine. Les pays de transit doivent élaborer des lois qui visent, d'une part, à empêcher le renvoi des migrants et des demandeurs d'asile et la détention des enfants migrants et des mineurs non accompagnés aux frontières et, d'autre part, à inscrire l'unité familiale au cœur des politiques migratoires.

M. K. Kosachev (Fédération de Russie) présente le point d'urgence proposé par sa délégation, intitulé *La nécessité impérieuse d'assurer la continuité de l'activité parlementaire en période de pandémie* (A/143/2-P.4) et reconnaît que ce titre est explicite. La pandémie de COVID-19 a considérablement bouleversé tous les aspects de l'existence de chaque habitant du monde. Dans un tel contexte, le rôle des parlements est particulièrement important. Les droits de

l'homme doivent être protégés et les parlements doivent légiférer pour surmonter des défis nouveaux, inédits et imprévus. Les parlementaires du monde entier devront mettre en commun leurs expériences et définir des pratiques optimales permettant de garantir que les mesures prises pendant une pandémie n'interrompent pas l'activité parlementaire. Cependant, il souhaite retirer sa demande en faveur de la proposition on ne peut plus urgente du Groupe africain sur l'équité vaccinale. Il demande si, avec l'accord du Groupe africain, la Fédération de Russie pourra être ajoutée à la liste des co-auteurs du point d'urgence du Groupe.

M. J.K. Mhagama (République-Unie de Tanzanie) présente au nom du Groupe africain un point d'urgence intitulé *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19* (A/143/2-P.5). Il admet que tous les habitants du monde ont été touchés par la pandémie de COVID-19 mais précise que les conséquences sont exacerbées en Afrique. Le continent se trouvait déjà dans une situation de vulnérabilité face aux crises en raison de la fragilité des systèmes de santé, de la situation économique de pays moins développés et d'une forte dépendance au tourisme et au commerce, qui ont subi les effets négatifs de la fermeture des frontières. Au total, 6,4 milliards de doses de vaccin ont été administrées dans le monde, mais seules 2,5 millions l'ont été en Afrique. Pourtant, le continent représente 17,4 pour cent de la population mondiale. Une telle injustice va à l'encontre de l'esprit du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du principe consistant à "ne laisser personne de côté". Cette situation est contraire au droit à la vie. Personne ne sera à l'abri de la COVID-19 tant que tout le monde ne le sera pas. Le virus doit être éradiqué tant dans les pays en développement que dans les pays développés. Le Groupe africain est heureux d'ajouter la Fédération de Russie à la liste des co-auteurs de ce point d'urgence.

M. F. Zon (Indonésie) et **Mme S. Núñez-Cerón** (Mexique) souhaitent retirer les propositions de leurs délégations respectives en faveur de celle que propose la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe africain.

L'Assemblée approuve par acclamation la proposition de point d'urgence intitulé "Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19".

Mme M. Vasilevich (Bélarus) fait savoir que le Bélarus rejette la déclaration faite par l'Allemagne, qui a lancé de manière irrespectueuse un message politisé et erroné. Les autorités polonaises contreviennent aux normes internationales en recourant à des canons à eau remplis de pesticides contre les demandeurs d'asile, notamment des femmes et des enfants, qui tentent de franchir la frontière polonaise. Un tel traitement est inhumain. L'UIP et son Assemblée ne doivent pas être utilisées à des fins abusives. Le Bélarus se tient disposé à négocier.

La Présidente dit que le point d'urgence sera ajouté au point 7 de l'ordre du jour de la 143e Assemblée de l'UIP.

La séance est levée à 18 h 15.

Ordre du jour définitif

1. Élection du Président et des Vice-Présidents de la 143e Assemblée

2. Examen de demandes d'inscription d'un point d'urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée

3. Débat général sur le thème *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*

4. *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne*
(Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme)

5. Rapports de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, de la Commission permanente du développement durable et de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies

6. Approbation du thème d'étude pour la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme à la 145e Assemblée de l'UIP et désignation des rapporteurs

7. Point d'urgence : *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19*

Point d'urgence intitulé *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19*

SÉANCE DU DIMANCHE 28 NOVEMBRE 2021

(Matin)

La séance est ouverte à 9 h 20 (HNEC) sous la conduite de Mme F. Zainal (Bahreïn), Vice-Présidente de l'Assemblée.

Point 7 de l'ordre du jour

Débat en plénière sur le point d'urgence : *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19*
(A/143/7-DR)

Mme E. Afanasieva (Fédération de Russie), exprimant son soutien en faveur du projet de résolution sur le point d'urgence tel qu'il figure dans le document A/143/7-DR, souligne que le protectionnisme et la non-reconnaissance de certains vaccins restreignent l'accès aux vaccins et aux traitements contre la COVID-19 pour de nombreux pays. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) devrait accélérer l'évaluation de la qualité, de l'innocuité et de l'efficacité des nouveaux vaccins et médicaments. En attendant, le Gouvernement de la Fédération de Russie est prêt à fournir les vaccins Spoutnik V et Spoutnik Light individuellement à chaque pays ainsi que par l'intermédiaire d'organisations telles que l'Union africaine. De grandes quantités de données sur l'innocuité et l'immunogénicité de ces vaccins ont été recueillies en 2021 par les quelque 100 pays où ils ont été homologués. Des millions de doses du très efficace vaccin Spoutnik Light à dose unique seront disponibles en décembre 2021 pour être livrées dans les pays qui souhaitent l'homologuer et se procurer des stocks.

M. B. Mahtab (Inde), appuyant également le projet de résolution, précise que l'Inde préconise de déroger à certaines dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) afin de pouvoir transposer rapidement les capacités de production des vaccins contre la COVID-19 à plus grande échelle dans l'intérêt d'un accès équitable, rapide et à un prix abordable à ces vaccins ainsi qu'aux produits permettant de lutter contre la pandémie. Un protocole standardisé de dédouanement devrait également être élaboré, en consultation avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin de s'assurer que les fournitures indispensables à la fabrication puissent circuler prestement et librement. Des mécanismes supplémentaires devraient être conçus afin d'assouplir l'importation et l'exportation des intrants et des matières premières nécessaires à la fabrication des vaccins, tout en reconsidérant par ailleurs les restrictions aux déplacements afin de faciliter la mobilité de la main-d'œuvre essentielle qui participe à la fabrication et à l'immunisation. En tant que membre du *Quad Vaccine Partnership* (Partenariat quadripartite sur les vaccins), l'Inde a œuvré afin d'augmenter la production d'un vaccin sûr, efficace et de qualité garantie, et d'élargir l'accès équitable aux vaccins pour les pays en développement, notamment dans la région indo-pacifique. Elle a également fourni 70 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 à plus de 95 pays et elle est convaincue que le passage à des vaccins à dose unique devrait être retardé jusqu'à ce que la phase aiguë de la pandémie se termine.

Mme N. Mapisa-Nqakula (Afrique du Sud), condamnant les effets du nationalisme vaccinal, affirme qu'elle a été choquée d'apprendre, il y a quelques heures seulement, que sa délégation, et sans doute d'autres délégations d'Afrique australe, ne pourraient pas rentrer chez elles tel que prévu. La raison étant que tous les vols en partance d'Espagne vers cette région ont été annulés dans le cadre des restrictions visant à prévenir la propagation du nouveau variant de la COVID-19 récemment découvert en Afrique du Sud et signalé par ses chercheurs. On a le sentiment que

cette région est désormais pénalisée d'avoir partagé cette information et que cela pourrait dissuader d'autres pays d'en faire autant s'ils venaient à découvrir d'autres variants. L'UIP est l'instance idéale pour soulever la question et adopter une résolution ferme soulignant la perpétuation du colonialisme que subissent les habitants de sa région.

M. A. Salman (Bahreïn) fait savoir que, avec ses conséquences sur les droits de l'homme et le développement socio-économique durable, la question de l'équité vaccinale revêt la plus haute importance. Le Bahreïn a préconisé à maintes reprises le partage juste et équitable des vaccins entre tous les peuples, sans discrimination, ainsi que la solidarité et la coopération internationales à cette fin afin d'accélérer le recul de la pandémie. À Bahreïn, les décès et les infections liés à la COVID-19 ont diminué, grâce en grande partie à son taux de vaccination élevé qui dépasse les 90 pour cent. Les Membres doivent utiliser la plateforme vitale fournie par l'UIP pour réclamer haut et fort l'équité vaccinale, surtout pour les pays d'Afrique.

Mme R. Kavakci Kan (Turquie) dit que la pandémie a fait clairement apparaître l'interconnectivité et l'interdépendance mondiales. Étant donné que la sécurité sanitaire d'un pays dépend de la sécurité sanitaire de tous les autres, il en va de l'intérêt de chacun de veiller à ce que les populations du monde entier, notamment les groupes les plus vulnérables, bénéficient des mêmes services en matière de santé. Dans un moment historique, les Membres de l'UIP ont soutenu unanimement le point d'urgence proposé par le Groupe africain, sacrifiant leurs propres priorités dans l'intérêt plus large de l'humanité. Le Parlement turc, qui a perdu deux de ses membres en raison de la COVID-19, adresse ses condoléances à toutes les nations pour leurs pertes. En agissant solidairement afin de garantir un accès équitable aux vaccins et au traitement contre la COVID-19, la communauté internationale trouvera une issue à la pandémie.

Un représentant du Yémen déclare que cela illustre parfaitement la façon dont les pays pauvres subissent de manière disproportionnée la pandémie en raison de l'incapacité des pays riches et de la communauté internationale à œuvrer en faveur de l'équité vaccinale, qui constitue un droit fondamental. Le Yémen déplore sept parlementaires et de nombreux intellectuels parmi les personnes décédées de la COVID-19 dans le pays. Il appelle également la communauté internationale à faire pression sur les milices houthistes afin qu'elles cessent d'empêcher la vaccination des Yéménites vivant dans les zones sous leur contrôle.

Mme K. Slassi (Maroc), constatant que la pandémie a modifié le comportement des individus et des communautés dans le monde entier, précise que le Maroc s'est vivement engagé dès le départ dans les efforts visant à prévenir la propagation de la COVID-19. Le Maroc a été parmi les premiers à déployer le vaccin à l'échelle nationale et, en outre, à envoyer des stocks de vaccin à des pays africains (25 d'entre eux au total). Par ailleurs, il produit des vaccins utilisés partout en Afrique ainsi qu'au niveau national. Avec près de 25 millions de ses citoyens doublement vaccinés et 2 millions supplémentaires ayant reçu une dose de rappel, le Maroc ouvre la voie en matière d'immunité collective, mais celle-ci restera néanmoins inatteignable sur le plan mondial tant que tous les pays, notamment en Afrique, ne pourront accéder aux vaccins et aux traitements de manière juste et équitable. La pandémie a mis en évidence l'importance de la solidarité, de la cohésion et de l'action commune pour lutter contre les crises mondiales.

M. A. Gajadien (Suriname) partage les avis exprimés, mais propose que le projet de résolution tienne compte du fait que la COVID-19 n'opère aucune distinction entre les pays en mentionnant toutes les nations plutôt que l'Afrique en particulier.

Un représentant de l'Uruguay explique que l'Assemblé a démontré sa maturité en décidant d'inclure le présent point d'urgence à son ordre du jour – dont l'objet est éminemment qualifié à tous les égards – sans procéder à un vote. En Uruguay, la vie est pratiquement redevenue normale grâce aux mesures préventives et aux actions de sensibilisation associées à une campagne de vaccination réussie contre la COVID-19 avec près de 79 pour cent des habitants disposant d'un schéma vaccinal complet et quelque 40 pour cent ayant reçu une dose de rappel. Le nombre relativement faible de décès et d'hospitalisations concerne généralement les personnes non vaccinées. Néanmoins, comme le montrent les annulations de vols mentionnées précédemment, aucun pays ne peut se considérer en sécurité tant que tous les pays ne le sont pas. Ils doivent donc tous travailler de manière solidaire, ou dans leur propre intérêt, pour atteindre cet objectif.

Mme H. Martins (Portugal) déclare que le Portugal a démarré une campagne afin de vacciner l'ensemble de sa population, en commençant par les groupes les plus vulnérables, et préconise de partager les vaccins avec la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), étape essentielle sur la voie de l'équité vaccinale. En juillet 2021, le Portugal a triplé le nombre de vaccins contre la COVID-19 expédiés aux États membres de cette communauté, notamment à ceux situés en Afrique et au Timor-Leste. Il a par ailleurs appelé les autres membres de l'Union européenne (UE) à faire preuve de davantage de solidarité afin d'améliorer l'accès au vaccin et sa distribution. La communauté internationale doit elle aussi travailler de manière solidaire pour protéger l'humanité contre le virus, notamment en accélérant la vaccination en Afrique.

M. J.P. Letelier (Chili), adressant ses condoléances aux familles des parlementaires décédés de la COVID-19 et félicitant le Groupe africain pour le point d'urgence proposé, rappelle que la pandémie a mis en lumière les problèmes mondiaux – tels que l'inégalité dans l'accès aux vaccins et les politiques de prix variables appliquées par l'industrie pharmaceutique – qui ne pourront être résolus que grâce à une action multilatérale collective. Le fait que les changements climatiques puissent créer des conditions propices à d'autres mutations virales et que l'on ait continuellement besoin de vaccins pour lutter contre la menace pesant sur l'humanité représente une préoccupation majeure et constituera un défi onéreux, notamment pour les pays les moins avancés. Face à l'éventualité de nouvelles pandémies à l'avenir, des mécanismes multilatéraux obligeant les compagnies pharmaceutiques à fabriquer des vaccins accessibles à tous et à des prix abordables devraient être mis en place.

M. E. Kanku (République démocratique du Congo), reconnaissant que la vaccination est le seul remède efficace contre la COVID-19, affirme que le virus a semé la désolation dans son pays. De nombreux parlementaires et professeurs universitaires ont perdu la vie en raison du virus. Même si la persuasion et l'information suffisaient à neutraliser la théorie du complot largement répandue qui suscite le refus et l'hésitation face à la vaccination, la République démocratique du Congo n'aurait pas les doses nécessaires pour vacciner l'ensemble de sa population. Afin de résoudre ces deux problèmes et dans le cadre de l'action mondiale menée contre la pandémie, des arguments ont été avancés en vue de fabriquer les vaccins en Afrique, stratégie en faveur de laquelle les pays aisés devront faire preuve de solidarité financière. À défaut, le virus ne connaîtra aucune limite et un apartheid vaccinal suicidaire se mettra en place, les pays à faible revenu constituant les principales victimes. L'initiative visant à lever les brevets sur les vaccins contre la COVID-19 – qui constituent essentiellement un bien public – doit être soutenue pour permettre de produire massivement ces vaccins en Afrique et de promouvoir la vaccination de tous les habitants du continent.

M. J.K. Mhagama (République-Unie de Tanzanie), clôturant le débat, adresse ses sincères remerciements à tous les Membres de l'UIP pour leur soutien unanime à l'égard du point d'urgence proposé par le Groupe africain et tient à remercier tout particulièrement les auteurs des autres propositions de s'être désistés au profit du présent point, indépendamment des problèmes urgents et préoccupants qu'ils rencontrent eux-mêmes. Un tel appui montre que le monde est capable de se rassembler pour former une seule famille. La contribution de tous ceux qui se sont exprimés sur un sujet de préoccupation bien d'actualité est également très appréciée. Ce qui ressort essentiellement c'est que l'impact de la COVID-19 a altéré les modèles socio-économiques dans le monde, radicalement modifié les règles de l'économie mondiale et anéanti les marchés boursiers, en plus d'entraîner des déficits budgétaires sans précédent pour les parlements, empêchant ces deniers de s'acquitter pleinement de leur mandat constitutionnel.

Les incessantes mutations du virus aggravent le gouffre financier provoqué par la pandémie et exercent une pression sur la capacité des États à poursuivre la production des vaccins dans l'intérêt d'un accès mondial équitable pour tous, en particulier les pays les moins avancés. Malheureusement, l'accès inégalitaire aux vaccins a des conséquences délétères sur les initiatives prises au niveau mondial pour lutter contre la COVID-19. Les principales questions qui doivent être abordées sont les suivantes : Pourquoi laisse-t-on les pays les plus pauvres si loin derrière dans la course à la vaccination nationale alors que les pays à revenu élevé sont capables de vacciner la majorité de leurs citoyens ? Quelle aide peuvent apporter les pays développés ?A-t-on suffisamment investi dans la préparation aux situations de catastrophe ? Pourquoi n'y a-t-il pas de plateforme préalablement négociée pour les outils et les fournitures ? Les parlementaires peuvent-ils ou non faire bloc autour d'un financement international coordonné en faveur de la préparation et

de la riposte à la pandémie ? La pandémie est un coup de semonce invitant à la solidarité mondiale, qui constitue la seule issue pour sauver le monde de la COVID-19 et de toutes les pandémies à venir.

La Présidente, remerciant tous les intervenants ayant participé au débat, précise que le message essentiel à retenir est que toute l'humanité doit œuvrer de concert pour un monde sûr et en bonne santé. Les personnes qui souhaitent rejoindre le comité de rédaction chargé de finaliser la résolution sur le point d'urgence, qui sera constitué au maximum de 11 personnes sur la base de la répartition géographique équitable et de l'équilibre politique ainsi que de celui entre les hommes et les femmes, sont invitées à se manifester.

M. J.F.N. Mudenda (Zimbabwe), intervenant sur une motion d'ordre, déclare que l'Assemblée, par l'intermédiaire de son Président, doit de toute urgence trouver un moyen pour que les délégations d'Afrique australe dont les vols de retour ont été annulés puissent rentrer chez elles. En ce qui concerne le débat sur le point d'urgence, il propose de consacrer une période de plus d'une heure à cet effet, à l'avenir, afin de pouvoir prendre en compte le plus d'avis possibles dans le projet de résolution y relatif.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, reconnaît que le point d'urgence mérite qu'on y consacre un plus long débat et ajoute que, dès qu'elle a eu connaissance des annulations de vol, l'UIP s'est immédiatement mise en relation avec les autorités espagnoles, qui ont promis de trouver une solution pour que les délégations concernées puissent rentrer chez elles en toute sécurité.

M. G. Coutinho Rodríguez (Uruguay), Vice-Président de l'Assemblée, prend la présidence.

Point 3 de l'ordre du jour

Débat général sur le thème *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*
(suite)
(A/143/3-Inf.1 et Inf.2)

M. A. Simonyan (Arménie) fait savoir que l'Arménie, un acteur régional important jouant un rôle actif dans toutes les initiatives visant à renforcer la démocratie, la sécurité et la stabilité, a lancé des réformes sectorielles pour continuer de s'engager fermement sur la voie de la démocratie. Des événements récents dans son histoire ont démontré la ferme volonté et l'engagement de son peuple à l'égard de la primauté du droit, avec la démocratie comme seule solution pour la nouvelle Arménie. Les élections législatives anticipées qui se sont tenues en juin 2021 sont de bon augure pour surmonter les profondes divisions et travailler avec l'opposition afin de résoudre les problèmes nationaux complexes en plus de trouver une solution durable, avec l'aide du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), au conflit du Haut-Karabakh.

La lutte contre la corruption et la criminalité qui lui est associée est la principale priorité de l'Arménie, qui valorise aussi pleinement la liberté de la presse en tant que pilier essentiel de la démocratie et n'impose donc aucune censure aux médias. Toutefois, en plus d'élaborer des outils pour lutter contre les informations mensongères, la désinformation et les discours de haine, toute démocratie en bonne santé doit inclure les femmes et les jeunes dans ses processus de prise de décisions. En vue de donner davantage de moyens d'action à ses jeunes parlementaires, le Parlement arménien a souscrit à la campagne *Je dis oui à plus de jeunes au Parlement !* Consciente que le développement démocratique est mis à rude épreuve par la déstabilisation et le conflit régional, l'Arménie s'est engagée, pas plus tard qu'il y a deux jours, dans des pourparlers avec l'Azerbaïdjan orchestrés par la Russie afin de résoudre toutes les questions en suspens entre les deux pays à travers un dialogue franc plutôt qu'en ayant recours à la force. Le bien-être des générations futures est subordonné à cette initiative qui vise à relever les défis contemporains auxquels se heurte la démocratie.

M. J.Y. Ndugai (République-Unie de Tanzanie) affirme que le temps de parole de sa délégation sera réparti entre deux de ses membres, la première étant une représentante de l'opposition nationale et le deuxième un jeune parlementaire.

Mme E.N. Matiko (République-Unie de Tanzanie) précise que la démocratie représentative est préférable au modèle du vainqueur, qui engendre des divisions, des clivages, de l'hostilité et de l'intolérance. Si en Afrique le niveau de démocratie repose largement sur la bonne volonté du leader du moment, en République-Unie de Tanzanie, un glissement récent vers un modèle plus draconien montre que le pays n'a pas encore pleinement adhéré à la démocratie. Il faut parvenir à des compromis politiques et éviter la concurrence afin de créer une démocratie représentative basée sur la coopération entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition. Les parlementaires, quant à eux, doivent créer des liens avec la population et parler en son nom, sous peine de perdre leur pertinence.

Si l'on considère généralement que les démocraties parlementaires œuvrent avec efficacité pour le bien commun, dans les démocraties présidentielles, la confiance du public envers les parlements a plutôt eu tendance à s'éroder dans la mesure où ces derniers se sont pliés à la volonté de l'exécutif afin de protéger les intérêts de la classe dirigeante. Toutes les lois répressives sont adoptées parce que les parlements se comportent comme des domestiques du pouvoir exécutif. Pour terminer, les parlementaires devraient s'attacher à renforcer le débat autour d'une démocratie respectueuse de l'égalité entre les femmes et les hommes, concept qui gagne rapidement du terrain en tant que catalyseur du changement.

M. E.I. Kingu (République-Unie de Tanzanie) déclare que la démocratie concerne le bien-être des citoyens, mais que les craintes africaines dans ce contexte ont souvent été marginalisées. Néanmoins, au cours de la présente Assemblée, la réaction chaleureuse face au problème de l'équité vaccinale a envoyé à l'Afrique un signal indiquant que le monde pouvait s'unir pour écouter une voix minoritaire et prendre des mesures. Ce signal renvoie à la bonne gouvernance, ainsi qu'à la volonté de protéger les vies humaines, d'assurer la stabilité au niveau mondial et de garantir l'égalité des chances pour tous. La démocratie ne peut s'épanouir dans un contexte de violation des droits fondamentaux, d'instabilité et de chaos qui ont des conséquences néfastes sur l'existence des populations. C'est en se concentrant sur le bien-être public et en associant tous les groupes, y compris les femmes et les jeunes, à tous les aspects de la vie que la République-Unie de Tanzanie est demeurée stable sur le plan politique pendant les 60 années qui ont suivi son indépendance.

M. M. Sentop (Turquie) estime que la série de fractures et de crises inédites survenues ces 20 dernières années avait eu des répercussions majeures dans le monde entier. Les clivages portent atteinte aux institutions démocratiques et érodent les principes tels que la tolérance et la coexistence pacifique au détriment des relations quotidiennes. Le populisme constitue également une autre menace pour la démocratie et les droits de l'homme. Face à une telle évolution, les organisations internationales continuent malheureusement de fonctionner en vase clos, comme l'illustre la récente décision prise par le Conseil de l'Europe, à la suite des vives réactions de certains politiciens dans son pays hôte, la France, destinées à mettre un terme à sa très positive campagne sur le hijab visant à promouvoir le respect envers les Musulmanes. La discrimination fondée sur la religion ou un autre statut représente une plus grande menace pour l'intégrité et l'unité sociales que tout clivage politique. Compte tenu de l'essor de la xénophobie et de l'islamophobie en particulier, ce type de discrimination devrait être ouvertement abordé et l'hypocrisie de ceux prétendant défendre les droits de l'homme et la démocratie mise en évidence.

La pandémie de COVID-19 a montré ce qu'était un monde interdépendant, un monde dans lequel le nationalisme vaccinal égoïste n'a pas sa place. Une cruauté et une irresponsabilité identiques animent les pays qui ne sont pas parvenus à faire amende honorable de leur passé d'exploitation et à aider les migrants en fuite. La Méditerranée se transforme en fosse commune pour ces migrants, notamment pour les bateaux repoussés inhumainement vers les eaux turques par la Grèce. En revanche, la Turquie, qui accueille le plus de migrants en situation irrégulière, soit près de cinq millions, est la conscience de l'humanité. Il y aura un prix à payer pour le traitement inégal qui est réservé aux habitants de la planète.

M. K. Kuchava (Géorgie) dit que la pandémie de COVID-19 a nui à la stabilité politique et accentué les clivages politiques dans de nombreux pays, notamment en Géorgie, où les résidents des régions sous occupation russe de l'Abkhazie et de Tskhinvali subissent, entre autres, des violences quotidiennes, des restrictions injustifiées et un accès insuffisant aux soins de santé. Des stratégies audacieuses et innovantes favorisant la résilience démocratique, permettant de bâtir des communautés fortes, forgeant un avenir durable et ancrant profondément la démocratie devraient viser à renforcer les synergies entre les parties prenantes locales, à mobiliser toutes les parties prenantes pour bâtir un avenir axé sur les citoyens, et à réinventer le rôle non négligeable des parlements pour ce qui est de défendre et de redynamiser la démocratie, et éviter que l'âpre concurrence politique ne se transforme en clivages destructeurs.

En ce qui concerne le Parlement géorgien, en plus de mettre en œuvre une politique étrangère pro-occidentale et d'entreprendre de nouvelles réformes en faveur de la prospérité et de la paix, il continuera d'œuvrer pour promouvoir la poursuite du développement démocratique, le respect des droits de l'homme et le renforcement des institutions, car toutes ces initiatives faciliteront sa candidature pour l'adhésion à l'UE en 2024. Les débats parlementaires sérieux, constructifs et axés sur les résultats se poursuivront également, ainsi que l'exercice vigoureux des fonctions législatives et de contrôle dans l'intérêt supérieur de la nation tout entière. Conscients des effets des changements climatiques, tous les parlements devraient agir sans délai afin de progresser considérablement en vue de bâtir un avenir sain et durable aux générations futures. Le Parlement géorgien est prêt à collaborer étroitement avec ses homologues en vue de garantir la vitalité des démocraties pour lutter contre les dangers que posent les forces antidémocratiques qui œuvrent de façon pernicieuse pour compromettre de tels efforts.

M. A.P. Sapkota (Népal) précise que, s'il s'agit d'une forme de gouvernement répandue car privilégiée, la démocratie comporte son lot de défis, notamment la prolifération anarchique des réseaux sociaux facilement utilisés pour propager la désinformation de manière large et rapide à une vaste population. Les institutions politiques doivent répondre efficacement pour regagner la confiance du public et atténuer les divisions, le ressentiment et la haine en identifiant leurs causes, ainsi qu'en associant les groupes marginalisés à la prise de décisions et en les plaçant au cœur de la vie nationale. Parce qu'ils incarnent la démocratie, les parlements doivent gagner la confiance et le respect en garantissant la justice et l'équité à ces groupes et convaincre les citoyens que la démocratie fonctionne en renforçant leur participation aux processus et en veillant à ne laisser personne de côté.

Au Népal, la frustration engendrée par la marginalisation persistante de plusieurs communautés a conduit, en 2015, à la promulgation d'une constitution fondée sur les droits consacrant les principes fondamentaux de la démocratie participative et inclusive. L'engagement du Népal à créer une société basée sur ces principes a donné des résultats prometteurs. Les femmes représentent actuellement un tiers des membres du Parlement fédéral et, quelque 40 pour cent des membres des assemblées provinciales et locales. Une discrimination positive a également permis de renforcer la représentation des communautés marginalisées dans les structures gouvernementales. Des efforts collectifs déployés dans le cadre de cette extraordinaire instance que constitue l'UIP viendrait compléter les mesures prises par les chefs politiques, de concert avec des solutions innovantes face aux nouveaux défis que pose la fracture sociale, en vue de bâtir des sociétés justes et d'atteindre la paix et la sécurité.

M. A. Frick (Liechtenstein) relève que, jusqu'à une période relativement récente, il était facile de conserver une vue d'ensemble du paysage médiatique, qui reflétait le poids des opinions de manière généralement conforme aux principales tendances sociales, les auditoires étant également proportionnels à ce poids. Compte tenu des coûts de distribution, il était difficile pour les nouvelles thèses moins conventionnelles de gagner du terrain, contrairement à la situation actuelle où de telles thèses peuvent être instantanément diffusées, de manière gratuite, et exercer une influence à travers les réseaux sociaux et les services de messagerie omniprésents. Néanmoins, le contenu repose largement sur sa valeur ludique, avec les nouveaux formats de communication du "divertissement éducatif" et de "l'info-divertissement" qui, au bout du compte, prennent au dépourvu les institutions démocratiques.

Les populistes ont bien compris comment incorporer les tendances actuelles dans une rhétorique facile qui libère les émotions, séduisant ainsi rapidement de nombreux adeptes – comme ils y sont autorisés, dans les limites de la loi et de la décence, dans toute démocratie – grâce à une communication simpliste faisant appel à la passion plutôt qu'à la raison. Les politiciens qui s'efforceront de transmettre des positions plus équilibrées devraient tenter de

communiquer dans des termes plus simples, tout en utilisant un langage châtié afin d'être plus largement compris. Étant donné que les politiciens ont l'habitude d'être tenus responsables de leurs décisions, il est possible que leurs solutions ne soient jamais aussi simples que celles des spécialistes de l'info-divertissement politique. Néanmoins, avec des messages clairs ciblant les réels avantages, ils permettraient au public de bien mieux comprendre ces solutions. Si toutes les informations dans une démocratie étaient présentées de manière compréhensible et accessible, les citoyens prendraient les bonnes décisions.

M. K. Lusaka (Kenya) estime que, si la démocratie triomphe dans la plupart des pays, les citoyens des anciennes et des nouvelles démocraties, ainsi que des démocraties naissantes ont vécu une amère désillusion dans sa mise en pratique. Les parlements, notamment en Afrique, ont un rôle essentiel à jouer pour réfuter ce cruel paradoxe. En tant que symbole des idéaux démocratiques, les parlements incarnent la volonté du peuple, portant ses attentes et caractérisant ces dernières dans les actions qu'ils mènent pour satisfaire les besoins de la société et relever les défis. Les parlements ont également la responsabilité particulière de concilier les intérêts divergents à travers le dialogue, la gouvernance participative et les compromis, et de superviser le pouvoir exécutif.

Au cours de la décennie précédente, les parlements se sont efforcés d'être davantage à l'écoute du public, d'améliorer leurs méthodes de travail et de mieux représenter leur électorat, et d'être plus accessibles et responsables, ainsi que plus ouverts et transparents dans leurs procédures et plus efficaces dans leurs principales fonctions législatives et de surveillance. L'intérêt croissant en faveur des valeurs démocratiques et de la bonne gouvernance montre qu'il est de plus en plus largement admis qu'elles sont indispensables au développement durable. Dans les démocraties fonctionnelles, les gouvernements doivent respecter tous les citoyens, y compris ceux qui n'ont pas voté pour eux.

Mme J. Oduol (Kenya) explique que les défis rencontrés par la démocratie sont l'instabilité politique, la corruption, la médiocrité des structures de gouvernance et les systèmes autorisant la surabondance de l'information et la propagande. Le rôle des parlements dans le renforcement de la démocratie est de garantir par l'intermédiaire des lois, de la surveillance et de procédures adéquates que le gouvernement exerce son pouvoir au nom du peuple et au service de ce dernier. Le parlement est une institution qui doit servir d'intermédiaire entre le gouvernement et la société, en particulier les partis politiques, garantir la participation du public afin que les voix de tous les groupes soient représentées dans les politiques et les lois, renforcer la responsabilité et adopter des lois pour la société civile. Par ailleurs, il doit représenter toute la diversité sociale et politique, garantir l'égalité des chances et être transparent, ouvert et accessible au public à travers les plateformes médiatiques. Dans la conduite de leurs affaires, les parlements doivent être à l'écoute du public, toujours répondre de leurs actes vis-à-vis de l'électorat, et conserver leur intégrité en conformité avec les valeurs démocratiques qui servent l'intérêt public et non un quelconque intérêt personnel.

Mme N. Mapisa-Nqakula (Afrique du Sud) dit que l'Afrique du Sud est favorable à une dérogation aux provisions de l'Accord sur les ADPIC afin de faciliter l'accès aux vaccins salvateurs. L'inégalité d'accès aux vaccins est la manifestation d'une démocratie vécue de manière asymétrique dans le monde ; le nationalisme vaccinal doit cesser. Largement adoptée comme système de gouvernement, la démocratie a nivelé le paysage politique et instauré l'ordre là où il n'y en n'avait pas, permettant à l'humanité d'avoir son mot à dire et de participer aux affaires nationales, entraînant la reconnaissance des droits des femmes, favorisant la responsabilisation et facilitant la coopération et la paix. En tout état de cause, il n'est pas certain cependant que l'on puisse mesurer sa réussite en utilisant ces mêmes critères. Si, pour survivre, elle doit tenir compte de la situation socio-économique déplorable dans laquelle se trouvent toutes les personnes du système, elle n'en doit pas moins préserver sa légitimité et faire preuve d'autorité morale au risque de déclencher l'indignation des populistes.

En plus du respect de l'état de droit et des droits de l'homme, les débats autour des objectifs de l'UIP devraient porter sur le droit d'accès à la justice, qui suppose la création d'institutions démocratiques reflétant toutes les diversités et l'abrogation des lois discriminatoires. Il est par ailleurs essentiel de lutter contre toutes les formes de corruption et d'actes illicites, et de veiller à ce que tous les organes de surveillance, y compris les parlements, soient dotés des ressources adéquates. La tendance déroutante qui affecte également la viabilité des démocraties, notamment dans le contexte de la COVID-19, est celle qui consiste, parmi les gouvernements

démocratiquement élus, à adopter des tactiques autoritaires pour réprimer les dissensions et limiter la liberté d'expression, ainsi que celle de la presse. Enfin, comme dans toutes les situations d'instabilité, les femmes ont été les plus touchées par la pandémie, au cours de laquelle on a assisté à une recrudescence de la violence fondée sur le genre.

Mme J. Nunu Kumba (Soudan du Sud), soulignant les événements survenus dans son pays en lien avec le thème du débat, précise que le Soudan du Sud, qui est né dans le sillage d'amers épisodes de marginalisation et d'exclusion politiques, est une entité multi-ethnique, multiculturelle, multiconfessionnelle, multilingue et multiraciale confrontée à la difficulté de faire coexister pacifiquement toutes ces diversités et de les faire participer à la gouvernance. L'épouvantable guerre civile survenue après l'indépendance a constitué un véritable coup dur que le pays a surmonté grâce à un accord de paix réunissant les acteurs politiques et non politiques dans le cadre des efforts déployés pour dénouer le conflit et promouvoir la réconciliation et l'apaisement. Constitué en 2020, le Gouvernement national d'union provisoire met en œuvre des réformes dans tous les secteurs visant à conduire le pays vers la gouvernance démocratique, laquelle favorisera l'unité dans la diversité et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, avec des élections prévues en 2023. La participation des femmes et des jeunes aux structures de gouvernance, notamment au Parlement, et le nombre de femmes occupant un poste de haut fonctionnaire sont des étapes marquantes déjà franchies.

Compte tenu des enseignements tirés au Soudan du Sud, les parlements devraient s'efforcer de sensibiliser le public au danger des fractures communautaires ; légiférer afin d'interdire les discours de haine et le langage injurieux ; coopérer afin de promouvoir l'unité nationale en associant le public pour éviter d'exacerber les clivages dans les communautés ; souligner qu'il est important de préserver la diversité et l'unité ; associer les femmes, les jeunes, les minorités et les groupes vulnérables à la prise de décision ; être plus sensibles au genre et à la jeunesse ; et contribuer à encourager le dialogue comme moyen privilégié pour surmonter les divisions et régler les différends.

Mme M. Alva Prieto (Pérou) fait savoir que, en juillet 2021, de nouveaux mandats présidentiel et parlementaire, y compris le sien, ont démarré au Pérou. Son parti a assuré la transition nationale après la dictature avec, en point d'orgue, les élections démocratiques de 2001, qui ont continué d'être organisées depuis, comme il se doit. Sous sa présidence, le Congrès péruvien a élaboré un programme législatif visant à répondre aux attentes des citoyens au lendemain de la pandémie en redynamisant l'économie nationale, en créant des emplois, en renforçant le cadre institutionnel et en améliorant l'éducation et les soins de santé.

Le Congrès œuvre également afin de renforcer la démocratie et l'état de droit afin de rétablir la stabilité politique et constitutionnelle, qui a été mise à mal par une crise persistante ayant provoqué sa dissolution en 2019 par le Président péruvien alors en fonction. Le Président a finalement été mis en accusation et démis de ses fonctions par le Congrès pour incapacité morale permanente. Depuis, une loi a été adoptée afin de limiter la faculté de l'exécutif à dissoudre le parlement en invoquant, comme il l'a fait, le mécanisme constitutionnel du vote de confiance. Aux termes de cette loi, les présidents ne peuvent demander un vote de confiance que sur les politiques gouvernementales, et non sur les réformes constitutionnelles, mais sont toujours susceptibles d'être destitués pour incapacité morale. En ce qui concerne l'actuel Président, ses efforts visant à organiser un référendum en faveur de la création d'une assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution ont créé une instabilité, touchant à son tour l'économie nationale. Le Congrès péruvien continuera de défendre la démocratie ainsi que son propre rôle en tant qu'institution démocratique.

M. G. Migliore (Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM)) annonce que, concernant le premier défi auquel la démocratie fait face, à savoir la division politique et l'insécurité qui en découle, l'APM s'efforce de fournir une plateforme pour le dialogue politique afin d'appuyer les processus de paix et de réconciliation régionaux, renforcer la lutte anti-terroriste, consolider les institutions démocratiques et trouver des moyens de collaborer de manière concrète. Eu égard au second défi de l'incertitude économique et de la viabilité économique à long terme, l'APM partage les meilleures pratiques en matière législative entre les régions et travaille étroitement avec les principales parties prenantes, organisant de nombreux événements en faveur de la reprise économique. Dans le cadre du troisième défi, à savoir un défi culturel qui concerne la fracture sociale, l'essor des discours haineux et de la radicalisation et une augmentation alarmante de la violence fondée sur le genre, l'APM s'efforce de promouvoir, dans son action législative, le dialogue interculturel et interreligieux, l'éducation et les droits de l'homme. Entre autres activités, elle est sur le point de lancer son propre Forum parlementaire des femmes.

M. Al Nuaimi (Émirats arabes unis) prend la présidence.

Mme A. González (Panama) déclare que, au Panama, les nouvelles technologies rapprochent les citoyens du Parlement, car ils ont la possibilité de suivre les activités parlementaires, y compris les débats sur les projets de loi et les initiatives citoyennes, et d'accéder plus rapidement à l'information. Les procédures administratives internes ont été facilitées grâce à une plateforme en ligne qui permet de voter par voie électronique et de présenter des projets de lois par l'intermédiaire de dispositifs portables, assurant ainsi des économies de papier. Cependant, ces nouvelles technologies pourraient encourager la désinformation qui fausse le jugement et porte atteinte à la démocratie, un constat qui montre à quel point il est important de s'engager en faveur de la transparence pour minimiser les doutes à propos du rôle des parlements dans l'administration publique. Dans la région de Mme González, où des manifestations sociales sont survenues en 2019, seulement 55 pour cent des personnes interrogées privilégient la démocratie par rapport à d'autres formes de gouvernement et un pourcentage identique de personnes désapprouve les actions gouvernementales.

L'apparition de la pandémie a exacerbé les problèmes structurels existants, renforçant la méfiance du public à l'égard de la classe politique, cette dernière étant en fait constituée d'êtres humains dont la vocation est de faire partie intégrante de la solution et de donner une voix à ceux qui en ont le plus besoin. Ayant l'obligation de préserver la plus pure expression de la démocratie incarnant la volonté des électeurs, les parlementaires doivent poursuivre leur action pour renforcer la coopération et les liens d'amitié avec les autres, ainsi que pour s'améliorer sur le plan personnel. Dans sa quête de la démocratie participative, le Parlement panaméen offre aux citoyens un espace leur permettant de participer aux processus législatifs, du début à la fin, et privilégie le dialogue horizontal avec le public grâce à sa politique d'ouverture. Le pouvoir émane du peuple uniquement et plus il y a de consultations avec le public, moins il y a d'erreurs commises.

M. T. Kivimägi (Estonie), notant que les parlements sont les garants et les protecteurs de la démocratie, dit que cette dernière se heurte à une crise de confiance en cette période de turbulences. Ses détracteurs sont de plus en plus nombreux, ses adeptes la considèrent comme acquise et les gouvernements sont mis au défi de résoudre des difficultés complexes à l'échelle mondiale. On ne doit jamais perdre de vue les valeurs fondamentales de la démocratie et des droits de l'homme, même dans les cas où les autres forces en présence promettent des solutions faciles face à ces difficultés au mépris du cadre institutionnel et juridique. Les gouvernements antidémocratiques utilisent n'importe quel moyen pour faire avancer leurs objectifs politiques, sans considération pour la vie, comme l'illustre le régime autocratique biélorusse avec son déploiement de boucliers humains aux frontières entre le Bélarus et l'Europe dans le cadre de sa guerre hybride contre l'UE. De tels actes sont intolérables et devraient être résolument condamnés.

La participation active aux élections est une clé de voûte de la démocratie et, pourtant, un changement de perception est en cours avec des taux de participation à la baisse et une méfiance grandissante à l'égard des institutions et des politiciens. En tant que piliers de la démocratie, les parlements doivent montrer l'exemple, en particulier dans les moments difficiles et également en incluant les jeunes dans leurs processus. Au cours des dernières élections législatives et municipales estoniennes, près de 45 pour cent des votes se sont exprimés par voie électronique. Le taux de participation aurait été beaucoup plus faible si le système de vote électronique n'avait pas été mis en place vingt ans plus tôt, ce qui encourage les jeunes à participer au processus politique et illustre une démocratie inclusive à l'œuvre. En dépit de toutes les difficultés, la démocratie demeure attractive pour la simple raison qu'elle permet le développement humain, qui mène à la liberté.

Mme H. Järvinen (Finlande) est attristée de voir que des milliers de migrants, y compris des enfants, sont utilisés comme instruments dans une guerre hybride, et sont soumis à des conditions inhumaines à la frontière entre le Bélarus et la Pologne. Dans le cadre d'une manœuvre orchestrée par le régime de Lukashenko face aux sanctions imposées par l'UE à la suite des élections présidentielles contestées du Bélarus, ces migrants ont été attirés et repoussés plus loin vers les frontières du pays avec l'UE. Le but de l'opération, au cours de laquelle des personnes ont été tuées, est de déstabiliser l'UE et de diviser ses États membres. De tels actes, où qu'ils surviennent, sont clairement inacceptables et doivent toujours être contrés. Par ailleurs, l'acheminement de l'aide humanitaire et médicale aux personnes en détresse ne doit pas laisser croire aux trafiquants d'êtres humains qu'ils ont le champ libre.

La démocratie représentative est un terreau fertile où les besoins et les aspirations sont satisfaits, où les gens se sentent en sécurité et où une société meilleure et plus juste pour tous s'épanouira dans le respect des droits de l'homme et la prise en compte de toutes les opinions. Dans une société juste, les citoyens sont disposés à travailler dur pour une société florissante et le reste suit. L'une des caractéristiques clés de la démocratie est le dialogue franc, direct et ouvert comme première étape vers le règlement des désaccords et des griefs et en tant que fondement d'un partenariat et d'une confiance tangibles. Par opposition, l'absence de dialogue conduirait à des hypothèses, des rumeurs et des malentendus potentiellement dangereux. Dans l'intérêt national, les parlementaires doivent toujours maintenir le dialogue pour la paix durable et la prospérité.

M. B. Rajić (Slovénie) remarque que la crise engendrée par la COVID-19 a mis en lumière les inégalités qui existaient déjà bien avant la pandémie. La démocratie fondée sur les droits de l'homme et la primauté du droit sont elles-mêmes indubitablement en crise depuis longtemps, comme en témoignent non seulement le populisme et la défiance à l'égard de l'establishment politique, mais aussi les doutes qui entourent le concept et les valeurs de la démocratie. Le problème épineux de la polarisation croissante est étroitement lié aux réseaux sociaux, à travers lesquels les parlementaires eux-mêmes communiquent de plus en plus. Ce faisant, ils garantissent la transparence et fournissent des informations au public. Il est cependant indispensable qu'ils continuent de s'engager à promouvoir une culture du dialogue en ligne et qu'ils montrent le bon exemple, compte tenu du rôle de ces réseaux dans la propagation du populisme, de la désinformation et des discours haineux. Le Parlement doit demeurer respectueux lors des échanges de vues.

Les parlementaires slovènes font le serment de défendre l'ordre constitutionnel, d'agir selon leur propre conscience et de faire de leur mieux pour assurer la prospérité nationale. Il est peut-être temps que les parlementaires s'engagent en faisant le serment d'agir dans l'intérêt supérieur de la planète et des générations futures avant que les thèmes du présent débat ne deviennent hors-sujet. Au lieu de cela, le monde est dominé par les intérêts particuliers et passe d'une catastrophe à l'autre. La solidarité et un sentiment d'unité aideraient l'humanité à surmonter tous ces types de catastrophes, conduisant vers une nouvelle normalité intégrant de meilleures façons de collaborer et de vivre. L'UIP devrait jouer un rôle important dans ce processus.

M. M.A. Rakotomalala (Madagascar) précise que le rejet de la loi du plus fort et de la hiérarchie sociale en faveur des principes de l'égalité et de la liberté ont donné naissance aux idéaux démocratiques, qui doivent encore surmonter des obstacles. La démocratie traverse actuellement une crise de représentation qui fragilise la relation entre le public et les élus, comme cela se manifeste parfois à travers la défiance ou l'hostilité à leur égard et, de fait, à l'égard des institutions politiques elles-mêmes. Cette crise engendre également d'autres problèmes néfastes pour la démocratie, comme le communautarisme, qui divise les concitoyens. La transformation rapide des pays tels que Madagascar en États modernes basés sur la citoyenneté endommage le tissu social. L'action de l'État est mise à mal et la cohésion nationale affaiblie par la propension à s'identifier principalement à des groupes communautaires ou ethniques.

La ratification des principaux instruments internationaux et nationaux relatifs aux droits de l'homme, l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des citoyens et l'instauration de l'état de droit pour garantir la représentation de tous les groupes au sein des institutions, ainsi que l'égalité en matière d'accès à l'emploi public constituent la première étape vers le renforcement de la cohésion. Les États doivent également veiller à améliorer les conditions socio-économiques pour les plus vulnérables, tandis que les parlementaires devraient promouvoir le multiculturalisme démocratique égalitaire et interactif – essentiel à toute démocratie opérationnelle – et favoriser la coexistence à travers l'éducation et la communication. Une attention particulière devrait être consacrée à l'élaboration d'un cursus national pour la culture et l'histoire. À Madagascar, par exemple, l'histoire générale de l'Afrique est enseignée à partir des travaux de grands historiens africains qui, dans leur approche, diffèrent considérablement de ceux des auteurs occidentaux.

M. A. Alahmad (Palestine) explique que la diffusion des valeurs démocratiques est une immense responsabilité qui incombe aux parlementaires dans les efforts qu'ils déploient en vue d'atteindre, entre autres, la paix, le développement durable et le bien-être universel. Sous l'occupation israélienne, le peuple palestinien fait l'objet depuis des décennies de pratiques qui le privent de son droit le plus fondamental à la sécurité, à la stabilité et à une vie décente. Il espère

que ces pratiques, qui vont de la répression, aux meurtres et aux attaques des colons à l'expropriation des terres et des ressources naturelles, prendront fin. La Puissance occupante israélienne enfreint continuellement les accords signés avec la partie palestinienne et ignore les instruments relatifs aux droits de l'homme et les résolutions de légitimité internationale, comme si elle était au-dessus du droit international et du droit international humanitaire. Aucune des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se comptent par centaines, n'a été mise en œuvre, ce qui va à l'encontre de la justice, de l'égalité, ainsi que de la paix et de la sécurité internationales.

Il est difficile de comprendre pourquoi les États qui participent à la rédaction de ces résolutions, par-dessus tout les États européens, reconnaissent Israël mais pas la Palestine, qui est un État observateur non-membre auprès de l'ONU depuis 2012. Le peuple palestinien ne peut plus supporter de se demander pendant combien de temps encore des résolutions adoptées dès 1947 continueront d'être ignorées et pendant combien de temps encore l'occupation persistera, avec ses démolitions, ses blocus, ses détentions, sa discrimination raciale et ses semences de la haine. Cette situation de frustration, de désespoir et de détresse ne peut perdurer, de même que la communauté internationale doit arrêter de fuir ses responsabilités et traduire ses paroles en actes.

M. B. Mahtab (Inde) affirme que parmi les nombreuses difficultés écrasantes rencontrées par la démocratie figurent le terrorisme, les changements climatiques et la polarisation politique, et que la suspicion, la colère et la défiance à l'égard des institutions politiques sont souvent alimentées par l'information qui circule de manière incontrôlable sur les réseaux sociaux. En adoptant la démocratie parlementaire, système le plus adapté aux aspirations et aux besoins de son peuple, l'Inde a préservé son riche héritage en termes d'organismes représentatifs chargés de régler les questions d'intérêt public à travers la consultation et le débat. Synonyme de l'Inde, ce système florissant a renforcé la participation électorale lors des élections organisées à intervalles réguliers, de même que le respect des droits, des libertés et des divergences d'opinion. Le pouvoir exécutif répond pleinement au Parlement, le pouvoir judiciaire est entièrement indépendant, et les femmes et les groupes défavorisés, notamment les castes et les tribus, sont représentés dans le système de gouvernance à trois niveaux en vigueur dans l'ensemble du pays. La participation socio-économique et politique des femmes est également promue et protégée par la loi.

Vaste pays dont la diversité se reflète dans son grand nombre de confessions, de cultures, de traditions et de langues, l'Inde est unie à travers cette diversité, qui renforce et modernise ses valeurs démocratiques. Le Parlement et les assemblées législatives des États sont des instruments permettant de satisfaire les besoins fondamentaux et les aspirations du peuple, l'accent étant mis sur la démocratie économique et politique. Le Parlement est un organe fédérateur de décision chargé de formuler une vision des priorités et des stratégies de développement national. Néanmoins, les fonctions parlementaires se sont multipliées et incluent notamment le suivi de l'actualité internationale, une tâche potentiellement contraignante qui, à l'instar des autres fonctions et responsabilités, est facilitée par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC).

Mme P. Cayetano (Philippines), notant qu'il faut trouver des solutions durables face aux défis rencontrés par la démocratie, dit que, en mesurant les progrès accomplis par les Philippines dans le domaine du développement durable, une commission parlementaire a reconnu, en adoptant une démarche prospective de réflexion, que le monde actuel est volatile, incertain, complexe et ambigu. Les problèmes qui en découlent pourraient être résolus à travers ce type de réflexion, en ayant recours à une vision stratégique plutôt qu'à des solutions à court terme. En suivant cette méthode, les parlements pourraient prendre des décisions éclairées, à la fois pertinentes pour le présent et l'avenir.

Aux Philippines, la représentation des femmes dans la fonction publique pourrait être améliorée, même si les femmes ont occupé les plus hauts postes au niveau national et si le pourcentage de femmes au Parlement est largement supérieur à la moyenne asiatique. Dans la perspective des prochaines élections, il faut apprendre à tous les citoyens, en particulier aux jeunes, à vérifier l'information afin de lutter contre la désinformation diffusée en ligne et encourager ainsi les décisions de vote intelligentes. La qualité de l'éducation universelle doit être améliorée afin d'obtenir de meilleurs emplois, d'améliorer la productivité et d'accélérer la croissance économique qui a des effets positifs à long terme. Les Philippines mettront à exécution les engagements audacieux qu'elles ont pris pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment à travers des pratiques plus durables et des projets verts, et en dirigeant en priorité les dépenses vers l'éducation et l'ensemble du secteur de la santé afin de préparer le système à

affronter les nouvelles menaces sanitaires à l'avenir. Parmi les auditions parlementaires, les auditions sur le budget sont celles où toutes les parties prenantes sont invitées. Dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions en tant qu'agents publics, les parlementaires doivent être guidés par les Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que par la réflexion prospective et l'équité intergénérationnelle pour toucher les groupes traditionnellement laissés de côté.

M. S. Yang (Cambodge) relève que, dans le contexte de sa guerre civile prolongée, le Cambodge s'est battu à la fois pour prévenir le retour du régime génocidaire de Pol Pot qui a apporté tant de tumultes et de destruction, et pour faire renaître le pays de ses cendres tout en faisant l'objet de sanctions imposées de manière injuste. Cependant, les luttes incessantes ont empêché le pays de se reconstruire, incitant finalement le Cambodge à adopter, en 1998, sa politique du "gagnant-gagnant". En conséquence, toutes les factions se sont réunies afin de parvenir, pour la première fois dans l'histoire moderne du Cambodge, à la réconciliation, la paix et l'unification nationales. La paix durement acquise a ouvert des perspectives de développement à l'échelle nationale qui ont transformé le Cambodge en une destination touristique attractive dans une société sûre et harmonieuse.

Le Cambodge, qui accueillait autrefois le personnel de l'ONU chargé du maintien de la paix, envoie désormais des troupes pour les missions de maintien de la paix dans le monde entier. Il s'agit également d'un pays exportateur de riz et c'est devenu un pays à revenu intermédiaire inférieur, décidé à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2030 et à revenu élevé d'ici 2050. Le Cambodge s'est toujours efforcé de se conformer scrupuleusement au principe de la démocratie libérale multipartite en organisant régulièrement des élections libres, équitables, justes et transparentes. Les organisations non gouvernementales (ONG) continuent d'endosser le rôle qu'elles jouent depuis longtemps en tant que partenaires du développement dans l'ensemble du Cambodge, où elles ont appuyé les efforts déployés pour gérer les risques engendrés par la COVID-19 à travers une campagne vaccinale qui a couvert près de 90 pour cent de la population, réduisant considérablement les infections et les décès. Le Cambodge est résolu à renforcer l'étroite collaboration et les partenariats constructifs avec toutes les parties prenantes concernées afin de promouvoir et de protéger davantage les droits de l'homme, la liberté et la démocratie libérale multipartite dans le pays.

M. K. Kosachev (Fédération de Russie) regrette que la plateforme fournie par l'UIP pour débattre largement des thématiques qui devraient unir ses Membres soit utilisée à mauvais escient pour des arguments stériles sur des questions ne pouvant être résolues que par les États eux-mêmes. En ce qui concerne les thèmes d'intérêt commun dans le contexte du débat actuel, il serait utile de partager des informations sur la législation liée à la pandémie de COVID-19 et de débattre de questions telles que la vaccination obligatoire, l'utilisation de passes COVID-19 et les programmes d'appui dans le cadre de la COVID-19. Il serait également utile d'échanger sur ce qui s'est passé et sur la façon dont les parlements ont continué de fonctionner, interrompant ou non leurs activités, pendant la pandémie. Le Parlement russe, par exemple, n'a annulé aucune de ses séances et a adopté une série de lois liées à la COVID-19. L'acceptabilité des sanctions à l'encontre des parlementaires est une autre préoccupation commune qui devrait faire l'objet d'un débat, en particulier le fait de ne pas émettre les visas en temps opportun aux membres de certaines délégations à la présente Assemblée, notamment celle du Bélarus. M. Kosachev lui-même a fait l'objet de sanctions, y compris en matière de visa, imposées par les Gouvernements du Canada, de l'Ukraine et des États-Unis pour des raisons qu'il ignore, étant donné qu'il n'a commis aucun délit. En conséquence, il a été exclu de plusieurs événements. L'UIP est la plateforme idéale pour renforcer la lutte contre de telles sanctions, car c'est ainsi que la démocratie devrait fonctionner. La délégation de la Fédération de Russie espère pouvoir compter sur l'appui des Membres de l'UIP sur la question des sanctions visée dans le projet de résolution qu'elle a présenté en lien avec sa demande de point d'urgence.

M. A.T. Correia (Cabo Verde) souligne que l'état actuel déplorable de la démocratie exige une action commune afin de renverser l'autoritarisme grandissant, et le nombre de démocraties en recul, qui aurait doublé au cours des dix dernières années. D'autres résultats récents montrent que plus des deux tiers de la population mondiale vivent dans des démocraties en repli ou sous des régimes autocratiques et que, en 2020, davantage de pays ont sombré dans l'autoritarisme plutôt que de basculer vers la démocratie, les régimes démocratiques disparaissant à la suite d'élections âprement disputées ou de coups militaires. Certaines restrictions imposées par la COVID-19 ont aggravé encore davantage la crise démocratique mondiale. De nouvelles mesures à court, moyen

et long termes doivent être prises pour préserver et renforcer la démocratie, mais il est d'abord nécessaire de recenser les causes profondes du déclin, y compris en examinant la situation de l'intérieur.

Le niveau de participation politique des femmes et des jeunes risque d'engendrer de l'insatisfaction si tous les débats dont il fait l'objet restent sans suite. Les pays doivent aussi investir de manière efficace dans une croissance économique durable et inclusive en faveur de la paix et de la prospérité ; l'inclusion est un autre facteur important pour favoriser le respect des principes et des valeurs démocratiques. À Cabo Verde, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme sont protégés en tant que moyens d'action inaliénables en faveur du développement socio-économique, ainsi que de l'inclusion, de la cohésion et de l'unité nationale. En dépit de la pandémie, des élections municipales, législatives et présidentielles libres et équitables ont été organisées en 2020, suivies d'une passation de pouvoir pacifique. Il vaut mieux toujours privilégier les votes libres aux balles de fusil, le dialogue politique et la compréhension au conflit, la vérité au populisme, ainsi que la transparence et la bonne gouvernance à la corruption.

Mme I. Valente (Angola) affirme que la pandémie de COVID-19 a aggravé les nombreuses difficultés rencontrées par la démocratie, notamment les inégalités économiques et structurelles grandissantes, la défiance croissante envers le système politique et les flux de migrants et de réfugiés qui ne cessent d'augmenter. Face à ces défis, les parlementaires doivent poursuivre le travail remarquable et influent de l'UIP afin de créer des sociétés plus inclusives en associant les femmes, les jeunes et tous les autres groupes à la prise de décisions politiques. À cette fin, ils doivent légiférer en faveur de politiques inclusives et durables et approuver des budgets propices à la stabilité et à une distribution plus équitable des richesses. La réalisation de ces objectifs requiert des consultations permanentes avec le gouvernement et la société civile, ainsi qu'au sein des parlements et entre eux, afin de trouver un terrain d'entente.

Ce sont néanmoins les désaccords persistants sur le pourquoi et le comment de ce processus qui ont favorisé les clivages politiques, portant à leur tour préjudice à la culture de la tolérance, favorisant la défiance et compromettant l'efficacité et la crédibilité des parlements, parfois jusqu'au disfonctionnement.

Fait tout aussi important, les parlements sont généralement composés de groupes de partis politiques comprenant des députés dûment élus que ces partis présentent comme candidats. Il en résulte souvent des divisions profondes, qu'elles soient idéologiques ou subjectives. Autre facteur à prendre en considération, la relation entre l'éthique et la politique repose sur la relation entre l'individu et la collectivité. Des mesures urgentes doivent donc être prises afin de promouvoir l'éducation civique en vue du rôle vital qu'elle joue dans le développement de l'esprit démocratique et le renforcement de la solidarité.

M. S. Gkikas (Grèce), se référant aux commentaires précédents à propos des événements en mer Égée, précise que chaque État a l'obligation évidente de préserver et de sécuriser ses frontières. Les autorités grecques agissent dans le strict respect du droit international et européen, ainsi que des règles concernant la participation à des opérations en mer, et ont systématiquement fait preuve de leur volonté à appliquer le droit international en tout temps. La Turquie, en revanche, n'a pas respecté son engagement vis-à-vis de l'UE en ce qui concerne les réfugiés. Au contraire, elle a continué de laisser les migrants et les réfugiés entrer illégalement en Grèce. Preuves visuelles à l'appui, les garde-côtes turcs escortent clairement les migrants à la frontière maritime, sans égard pour leur sécurité. Depuis 2015, la Grèce a sauvé 250 000 réfugiés et migrants dans le cadre de 5 500 incidents.

Eu égard aux défis actuels rencontrés par la démocratie, ils diffèrent sur la base des facteurs historiques, sociaux et autres. En Grèce, la crise financière a suscité un mécontentement grandissant vis-à-vis de l'injustice sociale et des mesures d'austérité. Le pic de la crise, en 2015, a coïncidé avec la crise migratoire européenne dans une combinaison létale qui a favorisé l'émergence des mouvements populistes d'extrême-droite et d'extrême-gauche, creusant les divisions et menaçant la démocratie. En Grèce, le parti d'extrême-droite Aube dorée est devenu le troisième plus grand parti du pays, une évolution qui illustre le danger du mécontentement, de la défiance et de la fracture sociale. L'exemple grec montre la nécessité d'adopter immédiatement des contre-mesures dans de telles crises, mais prouve aussi qu'elles peuvent être surmontées avec des institutions et des pratiques solides et stables. La meilleure façon de protéger la cohésion sociale, de favoriser la reconstruction des communautés et d'améliorer les pratiques démocratiques est de s'attaquer à l'injustice, aux inégalités, aux divisions sociales et à la pauvreté en renforçant ces institutions.

M. J.I. Echániz (Espagne) dit qu'il est toujours nécessaire de défendre la démocratie, les droits de l'homme et la liberté, car rien ne garantit durablement qu'ils ne seront pas un jour menacés. S'ils ne sont pas surmontés, les défis rencontrés actuellement par l'ensemble des pays saperont les progrès réalisés pour combler les écarts dans la société. Cela aggraverait la défiance à l'égard des systèmes et des institutions politiques, ainsi que des politiciens, et ferait le lit du populisme et des clivages sociaux qui ignorent la tolérance, le dialogue et l'action menée pour résoudre pacifiquement les conflits et trouver un terrain d'entente. La polarisation politique croissante a des conséquences néfastes sur l'efficacité et la crédibilité des parlements et sur leur capacité à trouver des solutions et à mener à bien des plans en faveur du développement. Comme l'illustre l'exemple de la COVID-19, les valeurs démocratiques et les progrès harmonieux ont dû faire face à un autre risque, à savoir celui de la maîtrise des nouvelles technologies qui désinforment et diffusent de fausses nouvelles propres à alimenter les frustrations et la rage.

Pour résoudre les problèmes existants, il serait nécessaire d'améliorer les mécanismes participatifs, de promouvoir l'éducation civique et de renforcer la coopération et la solidarité en vue d'une action nationale, régionale et internationale concertée afin de préserver la démocratie. Il est également essentiel d'encourager la tolérance et le dialogue afin d'améliorer l'inclusion et de surmonter les différences. Enfin, les institutions représentatives doivent continuer de prendre des décisions en se basant sur des données factuelles et s'employer à renforcer leur propre pertinence et efficacité. Afin d'avancer dans ces domaines, les parlements auraient tout avantage à utiliser les nouveaux objectifs stratégiques de l'UIP comme fil conducteur.

En conclusion, M. Echániz remercie les membres de toutes les délégations d'avoir participé à l'Assemblée en Espagne et espère que les efforts déployés par les autorités espagnoles pour organiser l'événement ont été à la hauteur.

Le Président, au nom de l'UIP, remercie le Congrès des députés espagnol pour sa généreuse hospitalité et l'excellent accueil réservé à l'événement.

M. S. Gkikas (Grèce), exerçant son droit de réponse, ajoute que sa délégation rejette les accusations portées contre la Grèce, qui agit en conformité avec le droit et les règles de participation aux opérations en mer. La délégation turque n'a aucun droit de porter de telles accusations, considérant que la Turquie s'est servie de la tragédie survenue sur le fleuve Evros en 2020 pour repousser les réfugiés vers la frontière grecque en vue de déstabiliser le pays et l'UE. La Grèce a le droit de protéger ses frontières.

Mme R. Kavakci Kan (Turquie), exerçant également son droit de réponse, rétorque que tous les pays en ont effectivement le droit mais qu'aucune vie humaine supplémentaire ne doit être sacrifiée dans le processus. Chacun a droit à la vie et les réfugiés devraient être libres de fuir pour sauver la leur. L'incident précédemment mentionné par sa délégation a été rapporté par la presse grecque, qui a publié une lettre ouverte envoyée à ce sujet par les résidents de Samos au Premier Ministre grec. La lettre et la vidéo qui s'y rapportent sont à la disposition de tous ceux qui souhaitent les consulter. L'accusation portée contre la Turquie est par ailleurs mensongère. Personne n'a le droit de critiquer la Turquie. Depuis le début de la crise syrienne, elle a accueilli quelque 4,5 millions de personnes pour des motifs humanitaires et ses homologues de l'UE savent bien lequel des protagonistes n'a pas rempli sa part du contrat.

La séance est levée à 13 h 20.

Séance du dimanche 28 novembre

Point 3 de l'ordre du jour

Reprise du débat général sur le thème *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*

Reprise du débat

La séance est ouverte à 14 h 50, sous la conduite de Mme M. Guerra (Mexique).

M. K.B. Abdullahi (Nigéria) dit que la démocratie est largement associée à la nécessité de garantir un niveau élevé de participation des citoyens. Les différents groupes de la population doivent être pris en compte afin de promouvoir un sentiment d'appartenance et d'harmonie et d'assurer la paix, la croissance et le développement.

La démocratie, c'est aussi le dialogue, le débat, le consensus, la confiance et la compréhension, même si ce n'est pas toujours le cas. En effet, le monde connaît actuellement une forte polarisation qui constitue un défi de taille pour la démocratie. Il est possible de lutter contre ce phénomène par des mesures à court terme, mais aussi à long terme. Parmi les mesures à court terme, on peut citer la promotion de la diversité et d'un leadership adéquat. Pour ce qui est des mesures à long terme, on peut citer la mise en place de services et d'infrastructures en vue d'atteindre une croissance et un développement significatifs.

Les canaux de communication entre les citoyens et le gouvernement doivent être efficaces. Il n'est pas de démocratie sans liberté d'expression. Les citoyens doivent donc pouvoir faire part de leurs préoccupations à leurs représentants parlementaires. Aujourd'hui, les canaux de communication vont au-delà des supports traditionnels hors ligne et s'étendent au nouveau monde en ligne, ce qui contribue à renforcer la démocratie. Néanmoins, les citoyens doivent garder à l'esprit leurs responsabilités sociales fondamentales, notamment celle de ne pas diffuser de fausses informations. Le succès d'une démocratie se mesure également à la capacité du parlement à faire converger différents points de vue pour trouver un terrain d'entente.

Il est essentiel d'assurer une culture démocratique saine qui inclue tous les groupes de la population, notamment les personnes vulnérables comme les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. L'heure est venue pour les parlements de mettre en œuvre leurs engagements et de façonner des stratégies en faveur du développement durable.

M. B.G. Tunkara (Gambie) explique que l'action parlementaire est effectivement nécessaire pour renforcer la démocratie à travers le monde. La démocratie n'est pas parfaite et ne permet pas toujours de satisfaire tous les intérêts au sein de la société. Il s'agit d'un processus en constante évolution. Les parlements doivent exercer leur pouvoir législatif pour créer une démocratie structurée plutôt que restreinte, en appliquant par exemple des quotas de femmes et de jeunes. Les États ont le devoir de respecter, de protéger et de faire appliquer tous les droits de l'homme, notamment les droits économiques, socioculturels, civils et politiques.

Le Parlement gambien s'emploie pleinement à défendre la démocratie en utilisant une approche fondée sur les droits qui place les personnes au centre des préoccupations. Il a soutenu son gouvernement en garantissant une représentation effective et l'égalité des chances pour tous. Le Parlement a récemment adopté plusieurs lois démocratiques, notamment le projet de loi sur le *Gambia Women Enterprise Fund* (Fonds pour l'entrepreneuriat des femmes en Gambie), le projet de loi sur le régime national d'assurance maladie et celui relatif aux personnes handicapées. Il est également en train de créer un forum de femmes.

Avec l'élection du Président Adama Barrow, l'année 2017 a marqué un nouveau départ pour la Gambie. Bien qu'il ait été élu dans une période difficile, le Président a mis en œuvre de nombreuses réformes positives. Il a notamment mis fin à de nombreuses pratiques scandaleuses utilisées par l'ancien gouvernement et a supervisé l'adoption d'un système de justice transitionnelle, notamment la création d'une commission Vérité, réconciliation et réparation et d'une commission nationale des droits de l'homme. De nombreux Gambiens déclarent se sentir plus libres sous le régime actuel que sous le précédent. Le pays prévoit d'organiser des élections présidentielles et parlementaires dans un avenir proche, qui seront très disputées étant donné le haut niveau de liberté politique et de sensibilisation des électeurs.

M. A. Dichter (Israël) estime que l'UIP doit relever deux défis pour améliorer la qualité de vie et sauver des vies dans le monde, à savoir la pandémie de COVID-19 et le terrorisme.

Il est important que les pays soient transparents en ce qui concerne les données relatives à la pandémie. Partager les données sur le nombre de cas ou sur l'efficacité des vaccins et des médicaments est un moyen efficace de progresser pour venir à bout du virus. Davantage doit être fait pour réduire le nombre de décès dus à la COVID-19. Israël a connu un succès relatif dans sa lutte contre la maladie en limitant le nombre de décès à 0,6 pour cent, contre 2 pour cent au niveau mondial. Le pays sera heureux de partager son expérience avec d'autres pays. Les vaccins doivent être disponibles partout dans le monde.

La coopération internationale est nécessaire pour combattre le "virus" du terrorisme. Le terrorisme nuit aux démocraties comme aux non-démocraties, même si ses racines résident dans les pays non démocratiques. Il ne fait aucun doute que l'Iran est devenu le principal État parrain du terrorisme dans le monde. Les tirs hebdomadaires de roquettes du Yémen vers l'Arabie saoudite ont été planifiés en Iran. Les attaques terroristes menées contre Israël par le Hezbollah, le Hamas et le Mouvement du Jihad islamique sont financées et dirigées par l'Iran. Le pays se dirige également vers la production d'armes nucléaires. Outre l'Iran, les autorités palestiniennes encouragent le terrorisme en versant des salaires à ses parlementaires qui ont été emprisonnés pour terrorisme dans les prisons israéliennes. L'UIP doit empêcher que de telles pratiques puissent avoir lieu. La seule façon de lutter contre le terrorisme de manière efficace et déterminée est de considérer que tout terroriste est, avant tout, un terroriste, qu'il soit parlementaire ou non. En relevant les deux défis susmentionnés, l'UIP contribuera à façonner un monde plus sûr et plus sain.

M. A. Gajadien (Suriname) souligne l'importance de promouvoir une culture de coopération et de dialogue dans un contexte d'érosion de la confiance du public dans les systèmes politiques, de polarisation croissante et de propagation de la désinformation sur les réseaux sociaux.

Les raisons de la polarisation sont nombreuses, notamment les écarts socio-économiques et la discrimination. Il est possible de remédier à la polarisation, par exemple en améliorant les conditions socio-économiques et en offrant des chances égales à tous.

Les partis politiques ont un rôle important à jouer afin de promouvoir le dialogue entre les différents secteurs de la société. Il importe également de mettre en place des plateformes de consultation citoyenne, notamment au sein des structures existantes, telles que les conseils de district.

Les parlements doivent écouter et répondre aux demandes de la société. Ils doivent renforcer leurs relations avec les autres parlements par le biais de programmes d'échange et de conférences. De manière générale, les parlementaires doivent remplir leur rôle de représentants du peuple en respectant les règles nationales et internationales.

Le Suriname est une société multi-ethnique et multiculturelle qui peut servir de modèle à d'autres pays. Actuellement, le Parlement travaille sur plusieurs projets de loi, notamment une loi sur la violence et le harcèlement sexuel au travail et une autre sur l'égalité de traitement en matière d'emploi. Une loi sur les droits collectifs des peuples autochtones et tribaux est également à l'étude. Le Suriname s'est engagé à respecter les Objectifs de développement durable (ODD) et est en bonne voie pour les atteindre.

Les parlements des pays en développement connaissent de nombreuses difficultés financières et économiques. L'UIP doit accorder une importance primordiale à la lutte contre la corruption et à l'accès aux financements à des conditions favorables.

M. K.M. Karidio (Niger) déclare que le niveau de dysfonctionnement de nombreuses institutions politiques est alarmant. On constate une crise de la gouvernance et du développement économique, une répartition inégale des richesses et un nombre croissant d'attaques terroristes et de guerres à travers le monde. Certains groupes ont été complètement exclus de la société, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. De grands écarts existent également entre les élites intellectuelles et politiques, entre les riches et les pauvres, et entre les pays à faible revenu et ceux à revenu élevé. Les organisations internationales ont échoué à favoriser les bonnes relations entre les pays.

Dans ce contexte, de nombreux citoyens se sentent déconnectés de la vie politique et ont perdu confiance dans le système. Beaucoup sont même sceptiques à l'égard de la science, notamment envers les vaccins contre la COVID-19. Il faut renouer le dialogue social et politique. Les parlementaires doivent écouter tous les citoyens, et pas seulement quelques privilégiés. Ils doivent concevoir des programmes et des projets en concertation avec la population. Il est

également nécessaire de réfléchir à réduire le nombre de mandats que les parlementaires peuvent exercer. L'humanité est mal en point. Les pays doivent repenser la politique et créer un nouvel ordre mondial fondé sur des relations fraternelles.

M. B. Sandag (Mongolie) rappelle que cela fait 30 ans que son pays a opté pour la démocratie parlementaire. Ce type de gouvernance confère les rênes au peuple. C'est la meilleure solution pour bâtir une société véritablement civile.

La Constitution mongole garantit au peuple le droit de participer directement aux affaires de l'État et d'exercer ce droit par l'intermédiaire d'organes représentatifs élus. Ces droits sont également consacrés dans la législation nationale, notamment la loi sur le Grand Khoural d'État de Mongolie et celle relative aux auditions publiques. Néanmoins, des recherches ont montré que la législation n'a pas suffi à accroître la participation des citoyens aux processus législatifs et décisionnels. Trois raisons expliquent ce phénomène. Premièrement, il n'existe aucune procédure destinée à faire respecter le droit à la participation du public. Deuxièmement, la reddition de comptes en la matière fait défaut. Troisièmement, les plateformes destinées à favoriser la participation du public sont inexistantes et les citoyens ne sont pas suffisamment sensibilisés.

La Mongolie a pris plusieurs mesures pour remédier aux lacunes susmentionnées. Elle a par exemple mis en place diverses plateformes électroniques qui permettent aux citoyens de voter sur des projets de loi, et a aussi établi un système de pétitions électroniques destiné à recueillir les demandes des citoyens. Une loi sur le devoir de contrôle a également été adoptée. Elle établit des mécanismes de reddition de comptes et définit des normes procédurales destinées à garantir la participation du public aux travaux du parlement.

Mme M. Vasilevich (Bélarus) dit que son pays n'a jamais été source d'instabilité. Néanmoins, le pays connaît actuellement un flux accru de migrants en provenance de pays touchés par des conflits, qui traversent son territoire pour se rendre dans l'Union européenne (UE). Le Bélarus continue à œuvrer en faveur de la sécurité régionale et de la protection des frontières, malgré la décision de l'UE, motivée par des sanctions, de mettre fin à la coopération portant sur des projets d'assistance technique internationale.

Le Bélarus n'a rien à voir avec la survenue de la crise en cours et n'a rien à se reprocher. Le pays est entièrement ouvert à la coopération avec les organismes internationaux intéressés et a déjà permis la tenue de plusieurs visites. Par exemple, en novembre 2021, deux délégations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), entre autres, se sont rendus à la zone frontalière et ont visité le centre logistique qui accueille les réfugiés et les migrants. La Pologne ne fait pas preuve d'une telle ouverture. Elle bafoue de façon systématique les droits de l'homme des demandeurs d'asile et ne veut pas que le monde le sache. La crise migratoire a révélé le côté sombre de l'UE : des responsables politiques qui prônent des valeurs tout en dressant des barrières et en soutenant le refoulement des migrants.

Il est étonnant d'entendre les pays de l'UE accuser le Bélarus de refuser l'aide humanitaire aux réfugiés. Le Bélarus a mis en place un mécanisme efficace de collecte, d'acheminement et de distribution de l'aide humanitaire aux personnes se trouvant à la frontière, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge bélarussienne. L'UE essaie de créer une image négative du Bélarus et d'induire le monde en erreur sur la situation réelle du pays.

Il importe de déterminer rapidement les mesures à prendre pour transférer les réfugiés vers les pays où ils souhaitent demander l'asile et les aider à retrouver leur famille. Seuls le dialogue et la coopération permettront de trouver une issue à la crise migratoire.

Le débat général est ajourné.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, attire l'attention sur la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !*. La présence des jeunes au parlement est très importante. Les jeunes regorgent d'énergie et ont une ouverture au changement qui est essentielle à la démocratie. Leur participation crée des sociétés plus fortes et plus inclusives. Le monde est confronté à de nombreux défis qui auront une incidence sur le sort des prochaines générations. Les jeunes doivent donc avoir voix au chapitre dans les décisions. Le Président dit vouloir s'engager personnellement dans la campagne.

Mme S. Albazar (Égypte), Présidente du Conseil du Forum des jeunes parlementaires, s'exprimant par message vidéo, déclare que l'UIP a déployé de gros efforts ces dix dernières années pour autonomiser les jeunes. L'Organisation a créé le Forum des jeunes parlementaires,

recueilli des données concrètes sur les jeunes au parlement, rédigé des orientations politiques sur la participation des jeunes et mis au point des formations sur l'autonomisation à l'intention des jeunes parlementaires. L'infrastructure est là, mais la volonté politique fait défaut. La campagne vise à stimuler la volonté politique. Mme Albazar invite les délégués à soutenir la campagne.

M. M. Bouva (Suriname), ancien Président du Conseil du Forum des jeunes parlementaires, souligne que, partout dans le monde, les jeunes se heurtent à de nombreux défis, aussi bien au niveau national qu'international. Tous les citoyens doivent collaborer pour trouver des solutions, quel que soit leur âge ou leur sexe. Il invite les délégués à dire "oui" à plus de jeunes au parlement.

Projection d'une vidéo sur la campagne "Oui à plus de jeunes au parlement !".

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, précise que la campagne ne s'adresse pas uniquement aux jeunes parlementaires mais aux parlementaires de tous âges. Il est possible d'insuffler des changements grâce à la collaboration de l'ensemble des parlementaires. Le Président invite les délégués à soutenir la campagne.

Mme B. Argimón (Uruguay), s'exprimant par liaison vidéo, indique que son parlement souhaite soutenir la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !*. Les jeunes ont une contribution essentielle à apporter au travail parlementaire et doivent avoir la possibilité de s'exprimer. La démocratie gagne en qualité lorsque les jeunes sont en mesure de participer.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, dit que c'est un plaisir de voir des présidents de parlement expérimentés, comme Mme Argimón, aussi engagés dans la campagne. La campagne se poursuivra jusqu'à ce que davantage de jeunes soient représentés au parlement.

L'UIP présente désormais une nouvelle publication élaborée en collaboration avec ONU Femmes, à savoir le guide à l'usage des parlementaires intitulé *Élaboration de lois sensibles au genre.*

Projection d'une vidéo sur la publication.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, affirme que les femmes jouissent globalement de deux tiers des droits légaux dont bénéficient les hommes, jugeant cette situation inacceptable. Bien que l'égalité sur le papier ne soit pas suffisante, cela constitue déjà une première étape. La loi énonce ce qui est acceptable dans la société et ce qui ne l'est pas. Elle constitue une base pour mettre en œuvre des mesures qui favorisent l'égalité, notamment les moyens de promouvoir l'égalité d'accès aux postes de direction et aux possibilités d'éducation. La loi protège également contre les violences et les atteintes sexistes. C'est pour cela que l'UIP a mis au point, en collaboration avec ONU Femmes, un outil destiné à aider les parlements à adopter des lois qui tiennent compte de la dimension de genre. Les sociétés plus égalitaires sont plus résilientes, plus développées et plus pacifiques. Il exhorte les délégués à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le guide.

Mme A. Regnér (Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes) déclare que le pouvoir législatif des parlementaires est essentiel pour libérer le plein potentiel des femmes et des filles. Les lacunes de la législation et les lois discriminatoires à l'égard des femmes et des filles consacrent et perpétuent les inégalités entre les sexes. Selon les estimations les plus récentes, 3,7 milliards de femmes et de filles vivent actuellement dans des pays qui entretiennent des lois discriminatoires ou qui manquent de protections essentielles. Lutter contre l'inégalité devant la loi nécessite un effort multipartite. Par conséquent, ONU Femmes collabore avec l'UIP et d'autres partenaires à la mise en œuvre de sa stratégie intitulée *Égalité devant la loi pour les femmes et les filles d'ici à 2030 : une stratégie multipartite en faveur d'une action accélérée.* Le guide sur l'élaboration de lois sensibles au genre constitue un élément important de cet effort commun.

Le guide souligne le rôle que l'ensemble des parlementaires doit jouer d'urgence dans la promotion de lois sensibles au genre et se veut utile à tous les parlements qui souhaitent mettre en place les réformes nécessaires. L'oratrice appelle les parlementaires à adopter des lois, des politiques et des dotations budgétaires appropriées. Ces dix dernières années, ONU Femmes a fourni des connaissances spécialisées et un soutien technique aux gouvernements de près de 90 pays et son action a bénéficié à quelque trois milliards de femmes et de filles. Tous ces succès ont été obtenus grâce à un partenariat étroit avec les parlementaires. Le guide représente une nouvelle opportunité d'aller encore plus loin.

Mme L. Vasylenko (Ukraine), Présidente du Bureau des femmes parlementaires, indique que les inégalités entre les sexes persistent au XXIe siècle. Les inégalités prennent diverses formes et sont devenues encore plus manifestes durant la pandémie. Par exemple, les femmes ont été en première ligne dans la lutte contre la maladie, mais elles sont moins bien payées et occupent souvent des emplois moins prestigieux que les hommes. Les femmes assument la majeure partie des soins à la famille non rémunérés, lesquels ont augmenté pendant la pandémie. Et elles ne reçoivent pas la reconnaissance qu'elles méritent à cet égard. Les violences domestiques à l'encontre des femmes et des filles ont également augmenté pendant la pandémie.

Les phénomènes susmentionnés illustrent la fragilité des cadres juridiques et politiques en vigueur. Davantage doit être fait pour réformer la législation dans des domaines essentiels tels que l'héritage de la nationalité et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.

Il n'est pas facile de mener des réformes juridiques, surtout lorsqu'elles remettent en cause le *statu quo*. Il faut que les pays établissent des alliances au sein des parlements et au-delà, entre les hommes et les femmes, entre la majorité et l'opposition, ainsi qu'entre le gouvernement, le parlement et la société civile.

Le Secrétaire général précise que la publication du guide s'inscrit dans le cadre d'une stratégie élaborée par ONU Femmes en coopération avec l'UIP et d'autres parties prenantes en vue de garantir l'égalité devant la loi d'ici 2030. Le guide a été élaboré sur la base des engagements existants mais aussi des réalités vécues sur le terrain dans de nombreux pays. Il a été conçu en étroite consultation avec des parlementaires du monde entier. Le guide insiste sur le fait qu'adopter des lois ne suffit pas. De nombreuses bonnes lois tardent à être appliquées car elles ne sont pas bien comprises ou connues. En outre, les organismes chargés de faire appliquer la loi ne disposent souvent pas des ressources humaines ou financières nécessaires. Le Secrétaire général est fermement convaincu que les parlements et les parlementaires ont un rôle déterminant à jouer dans la publicité des lois et l'allocation des ressources pour leur mise en œuvre. Le parlement lui-même doit disposer des mécanismes et structures nécessaires pour faire avancer ses travaux. Comme le souligne le guide, il faut adopter une approche globale si l'on veut parvenir à une parfaite égalité d'ici 2030. ONU Femmes et l'UIP sont disposés à soutenir les parlements qui s'engagent à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le guide.

Le guide est officiellement lancé.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, attire l'attention sur une étude conjointe menée par l'UIP et l'Union parlementaire africaine (UPA) sur le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes en Afrique.

Le Secrétaire général rappelle que l'un des principaux objectifs de l'UIP est de parvenir à une participation pleine et effective des femmes à la vie politique. L'un des autres objectifs est de faire de tous les parlements des institutions et des lieux de travail sensibles au genre, où les femmes peuvent remplir leurs fonctions en toute sécurité et sur un pied d'égalité avec les hommes. Mais plusieurs obstacles compliquent la réalisation de ce deuxième objectif : le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes au sein du parlement. Auparavant, il n'existait pas de données permettant d'évaluer la nature et l'étendue du problème. Par conséquent, l'UIP a mené en 2016 une étude mondiale sur cette question, puis une autre en 2018 consacrée aux parlements d'Europe. Les deux études ont montré que tous les parlements sont concernés par les problèmes de sexisme, de harcèlement et de violence à l'égard des femmes. Une troisième étude, qui sera rendue publique à l'occasion de la présente Assemblée, fait le point sur la situation en Afrique. Les données exploitées dans cette étude ont été collectées par le biais d'entretiens confidentiels effectués auprès de 224 femmes parlementaires en exercice et membres féminins du personnel parlementaire dans 50 pays et 50 parlements d'Afrique. Afin de rendre l'étude la plus représentative possible, les entretiens ont été menés avec trois femmes parlementaires de chacun des 50 parlements concernés. L'étude révèle une réalité que les parlements ne peuvent ignorer.

Mme A.D. Mergane Kanouté (Sénégal), Vice-Présidente du Comité exécutif, précise que l'étude vise à briser le silence et les tabous persistants autour de la question de la violence à l'égard des femmes au parlement. La violence empêche les femmes de s'investir en politique et fait douter de leurs capacités et de leurs compétences pour la seule raison qu'elles sont des femmes.

Quatre-vingts pour cent des femmes parlementaires qui ont participé à l'étude ont subi des violences psychologiques au cours de leur mandat. Soixante-sept pour cent ont fait l'objet de propos ou de comportements sexistes. Quarante-deux pour cent ont reçu des menaces de mort, de viol, de passage à tabac ou d'enlèvement. Quarante pour cent ont été harcelées sexuellement et vingt-trois pour cent ont subi des violences physiques. Les femmes qui ont répondu à l'enquête ont indiqué que la plupart des actes de violence avaient été commis par des parlementaires masculins, essentiellement issus d'autres partis politiques, mais aussi de leur propre parti. Quarante-deux pour cent des cas de harcèlement sexuel en ligne sont attribués à des membres de la population ou à des anonymes. Pour ce qui est des cas d'intimidation, 30 pour cent ont été perpétrés par des membres de la population, notamment en période électorale.

Les femmes parlementaires handicapées, âgées de moins de 40 ans, célibataires ou issues de groupes minoritaires subissent un niveau de violence plus élevé. Les femmes parlementaires issues de l'opposition ou qui défendent les droits des femmes sont également plus exposées.

L'étude montre que les actes de violence sont rarement signalés. La plupart des parlements ne disposent même pas d'un mécanisme permettant aux femmes de faire entendre leur voix en toute sécurité. Le problème concerne tout le monde, aussi bien les femmes que les hommes. Il est du devoir des parlementaires de mettre un terme à la triste réalité que vivent actuellement les femmes en politique.

Mme L. Vasylenko (Ukraine), Présidente du Bureau des femmes parlementaires, déclare que les problèmes de sexisme, de harcèlement et de violence à l'égard des femmes en politique ne se posent pas uniquement en Afrique mais dans le monde entier. Les pourcentages concernant les violences psychologiques à l'encontre des femmes au parlement sont similaires dans les trois études. En Europe, le pourcentage est légèrement supérieur en raison du taux d'attaques en ligne plus élevé enregistré pour ce continent (58 pour cent en Europe contre 46 pour cent en Afrique). Ces chiffres peuvent s'expliquer par la disparité d'accès à Internet entre les deux régions.

Le niveau de violence physique et économique mis en évidence dans l'étude sur l'Afrique est comparable à celui indiqué dans l'étude mondiale. En revanche, les cas de violence sexuelle sont beaucoup plus nombreux en Afrique qu'en Europe ou dans le reste du monde. Ce phénomène peut s'expliquer en partie par les contextes politiques, sociaux, culturels et religieux dans lesquels évoluent les femmes parlementaires en Afrique.

Le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes sont inacceptables, quelles que soient les différences entre les régions, et ne font en aucun cas partie du travail d'un parlementaire. L'élimination du sexisme et de la violence sexiste doit être une priorité tous les parlements, y compris les parlementaires, les secrétaires généraux et le personnel administratif.

M. B. Idi Gado (Secrétaire général de l'Union parlementaire africaine (UPA)) souligne que l'étude témoigne de l'excellente collaboration entre l'UIP et l'UPA. Il se dit vivement préoccupé par les constats alarmants dressés dans l'étude. Il est particulièrement inquiétant de constater que les principaux auteurs de violences à l'égard des femmes dans les parlements africains sont des parlementaires hommes et que la plupart des actes de violence ont lieu au sein même de l'institution. Les parlements africains doivent agir de toute urgence pour lutter contre le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, appelle tous les parlements à appliquer une politique de tolérance zéro concernant toutes les formes de violence à l'égard des femmes au sein de l'institution, ajoutant que ces actes sont inacceptables. L'étude propose des mesures pratiques qui devraient être appliquées dans tous les parlements. Il est important de collaborer en vue de créer un environnement parlementaire équitable et inclusif et exempt de violence, et de promouvoir une plus grande participation des femmes au processus démocratique. Cette question concerne tout le monde : les hommes, les femmes et l'ensemble de la société.

L'étude est officiellement lancée.

Reprise du débat général.

Mme E. Abdulla (Maldives) prend la présidence.

M. M.A. Alajlani (République arabe syrienne) déclare que la démocratie est confrontée à de nombreux défis, notamment la polarisation et les fausses nouvelles. Les pays peuvent améliorer la démocratie en sensibilisant la population aux évolutions politiques et en encourageant la liberté d'expression.

La Syrie a beaucoup souffert ces dernières années en raison de la guerre et du terrorisme. Elle a pâti de l'action menée par les forces israéliennes et a été la cible d'attaques perpétrées par des groupes terroristes. Elle a fait l'objet d'une occupation illégale de la part de la Turquie et d'autres armées. Le pays est également soumis à un embargo qui viole les droits de l'homme de la population et entrave l'économie. Malgré ce contexte, la Syrie trouve la force de se relever et fait tout son possible pour instaurer la paix et la stabilité. Le pays souhaite entretenir de bonnes relations avec la communauté internationale et est prêt à dialoguer avec toute partie intéressée.

M. A. Neofytou (Chypre) souligne que la pandémie de COVID-19 a eu de profondes répercussions sur la démocratie. Elle a perturbé le système multilatéral, restreint les libertés individuelles, remis en question la fiabilité des informations et diminué la capacité des institutions démocratiques à répondre à l'évolution rapide des besoins de la société.

La communauté internationale est également confrontée à d'autres défis qui affectent la démocratie. La crise financière a entraîné un mécontentement croissant chez les citoyens en raison des inégalités, de la détérioration du niveau de vie et de l'injustice sociale. La guerre civile en Syrie a provoqué d'importants flux migratoires et de réfugiés. Le monde a également connu des avancées technologiques rapides, en particulier la croissance des réseaux sociaux. Ces progrès multiplient les possibilités de mobilisation citoyenne, mais contribuent aussi à la diffusion de fausses nouvelles.

Il n'existe pas de solution simple à l'un ou l'autre de ces problèmes. Néanmoins, l'UIP doit se montrer à la hauteur de sa mission et défendre ses valeurs et principes fondamentaux. Il faut faire preuve de détermination politique et de solidarité si l'on veut renouveler et sauvegarder la démocratie. C'est en conjuguant les efforts aux niveaux national et international que l'on pourra jeter les bases d'un avenir meilleur pour tous les citoyens du monde.

M. E. Mulembwe (Mozambique) explique que la démocratie consiste à promouvoir les libertés individuelles et à assurer l'égalité des conditions. Cela signifie défendre le gouvernement pour tous et établir un gouvernement au service du peuple. La démocratie est essentielle au fonctionnement des sociétés et est nécessaire pour maintenir l'ordre, notamment dans des circonstances exceptionnelles. Les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 et le terrorisme sont autant de menaces pour la démocratie.

L'orateur dit espérer que la 26e session de la Conférence des Parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue à Glasgow, marquera un nouveau départ dans la manière dont l'homme interagit avec l'environnement. Il espère également voir se terminer la pandémie de COVID-19, laquelle a eu de nombreux effets négatifs sur la vie démocratique des populations.

Le Mozambique a été durement touché par le terrorisme, en particulier la province de Cabo Delgado, où 800 000 personnes ont été déplacées et 2 000 autres sont décédées. Des infrastructures publiques et privées ont également été détruites, empêchant les citoyens d'exercer leurs droits civiques. Mais la situation s'améliore grâce aux efforts des forces de défense et de sécurité du Mozambique et de leurs homologues du Rwanda et de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

Il appelle les délégués à soutenir la candidature du Mozambique au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2023-2024.

M. A. Mikzad Samarin (République islamique d'Iran) déclare que le parlement est l'incarnation de la démocratie car il est le vecteur par lequel les citoyens peuvent exprimer leurs opinions et leurs pensées. Le Parlement iranien est le plus ancien exemple de véritable gouvernance démocratique en Asie occidentale.

Le plus grand souhait des pays d'Asie occidentale est de vivre sans l'ingérence de puissances étrangères. Les ingérences extérieures, en particulier celles menées par les États-Unis d'Amérique, comme les actes de terrorisme, les occupations, le développement d'armes de destruction massive et les violations flagrantes des droits de l'homme, ont causé de grandes souffrances à la région. Les États-Unis ont notamment violé les principes de la diplomatie en soutenant des assassinats ciblés de citoyens iraniens par Israël, en nouant des alliances contre l'Iran, en alimentant l'iranophobie dans le but de saboter les relations de voisinage et en violant l'accord sur le nucléaire. En outre, en imposant des sanctions inhumaines contre l'Iran, les États-Unis ont porté atteinte aux moyens de subsistance, au bien-être et à la santé du peuple iranien. Les États-Unis utilisent le prétexte de la démocratie pour humilier des pays tiers et consolider leur hégémonie à travers le monde.

Le calvaire palestinien est l'exemple le plus ancien de l'hypocrisie occidentale. Israël continue à se montrer agressif envers les Palestiniens et à implanter des colonies sur les territoires palestiniens. Le comportement d'Israël constitue une violation flagrante des résolutions de l'ONU et une négation pure et simple de tous les droits des Palestiniens. Et pourtant, les États-Unis et d'autres pays qui partagent leurs idées continuent de soutenir Israël, démontrant ainsi un mépris total pour les valeurs fondamentales de la démocratie.

La démocratie suppose la participation égale de tous les pays aux interactions régionales et internationales. C'est le seul moyen de garantir la paix, la stabilité et le développement durable.

M. M.A. Al-Shadadi (Yémen) dit que les progrès technologiques, notamment l'émergence des réseaux sociaux, permettent aux citoyens du monde entier de participer davantage à la vie politique. Mais les avancées technologiques ont aussi provoqué un accroissement de la polarisation. Il est primordial d'assurer l'égalité des chances pour les femmes et les jeunes, de lutter contre la corruption et de concrétiser l'égalité devant la loi. Garantir la justice sociale est également important pour éradiquer toutes les formes de discrimination.

Le Yémen est plongé depuis sept ans dans une guerre violente. L'orateur appelle la communauté internationale à continuer de soutenir le Yémen dans sa lutte contre les milices houthistes soutenues par l'Iran. Les milices houthistes ont exécuté 47 parlementaires et leurs familles, dont des femmes et des enfants, et ont aussi détruit les habitations d'autres personnes. Le Président et les deux Vice-Présidents du Parlement ont également été attaqués.

Les milices diffusent des fausses nouvelles et des menaces sur les réseaux sociaux et utilisent des armes balistiques et des drones pour perpétrer des attentats, notamment contre le Président de la République. De nombreuses personnes ont été contraintes de fuir le pays en raison du manque de ressources de base, comme la nourriture. Des milliers d'élèves ont également été privés d'enseignement et de nombreux enseignants ont été contraints de chercher un autre emploi en raison de la baisse de leur salaire. Les années de guerre ont affaibli le système de santé du Yémen, ce qui a entraîné un taux de mortalité élevé pendant la pandémie de COVID-19. Les milices ont interdit l'acheminement des vaccins et d'autres formes d'aide humanitaire pendant la pandémie.

M. A. Al Nuaimi (Émirats arabes unis) explique que les parlements se doivent de promouvoir une culture de tolérance, d'ouverture et de paix entre toutes les communautés. L'arrogance culturelle et religieuse est la véritable cause du terrorisme et de l'extrémisme, lesquels constituent deux des plus grandes menaces pour la cohésion sociale.

Dans un document intitulé *Principes des 50*, les Émirats arabes unis ont défini leur stratégie pour les 50 prochaines années. Cette feuille de route vise à éliminer la haine, la rancœur et la division en promouvant la justice, la paix, la stabilité, la fraternité et la tolérance, autant d'éléments essentiels pour surmonter les défis auxquels la démocratie est aujourd'hui confrontée. Grâce à cette initiative, le pays espère fournir une aide d'urgence internationale à toutes les personnes dans le besoin, sans distinction de race, d'ethnie, d'affiliation politique ou de religion.

La démocratie n'a pas d'avenir si on ne lutte pas contre les changements climatiques. L'orateur espère que la COP28, prévue aux Émirats arabes unis, fera progresser l'humanité sur cette question.

Il est essentiel de faire de la cybersécurité une priorité. Les Émirats arabes unis ont adopté de nombreuses lois sur la cybersécurité et luttent pour éradiquer les discours de haine.

M. Ha Vu Hai (Viet Nam) souligne que la pandémie de COVID-19 a provoqué d'immenses pertes humaines, exacerbé les dissensions et creusé les inégalités entre les pays. Et la paix, la stabilité et le développement durable en ont pâti.

Il est important de regagner la confiance des citoyens. Pour ce faire, les parlements doivent renforcer leurs systèmes juridiques et actualiser leurs politiques en fonction des engagements pris sur le plan socio-économique. Ils doivent exercer leur fonction de contrôle pour s'assurer que les politiques adoptées répondent bien aux besoins des citoyens. Ils doivent mobiliser des ressources en faveur du développement durable. De manière générale, les citoyens doivent être au centre de l'ensemble des travaux parlementaires.

Plusieurs mesures doivent être prises pour relever les défis auxquels la démocratie est aujourd'hui confrontée. Premièrement, il est important de renforcer la paix, la sécurité et la stabilité à tous les niveaux, de défendre l'état de droit, de respecter le droit international, de promouvoir le dialogue et la confiance et de trouver des solutions pacifiques aux problèmes urgents. Deuxièmement, les parlements doivent favoriser la coopération technologique afin d'accroître la

participation des citoyens aux travaux de l'État. Troisièmement, il convient d'élaborer des lois appropriées et de contrôler la mise en œuvre des politiques. À cet égard, il faut adopter une approche centrée sur les personnes, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes ainsi que sur la situation des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées. Quatrièmement, les parlements doivent soutenir la diplomatie parlementaire, notamment la mission de l'UIP. Cinquièmement, il faut renforcer la collaboration entre l'UIP, les Nations Unies, les organisations parlementaires régionales et les Parlements membres sur des questions telles que le commerce, l'investissement, la sécurité et les changements climatiques.

Mme E. Nyirasafari (Rwanda) dit que la démocratie se heurte à de nombreux défis qui doivent être relevés de manière globale et harmonieuse. Les parlements doivent promouvoir une culture de coopération afin de combler les fractures sociétales et de bâtir des sociétés inclusives. Les citoyens doivent pouvoir s'exprimer sur les questions qui touchent à leur bien-être et réclamer des comptes à leurs dirigeants.

Dans le passé, le Rwanda a beaucoup souffert du divisionnisme qui a finalement conduit au génocide des Tutsis en 1994. Depuis, le pays s'est efforcé de construire un État fondé sur une démocratie consensuelle et pluraliste basée sur le partage du pouvoir, l'unité nationale, la réconciliation, la tolérance et le dialogue. Parmi les mesures prises figure la création du Forum consultatif national des organisations politiques, qui réunit les partis politiques en vue de former des consensus et de promouvoir la cohésion nationale. Le pays a également créé un nouveau ministère chargé de l'unité nationale et de l'engagement civique, dont la mission consiste à élaborer des politiques et des stratégies destinées à panser les blessures du passé.

Le Parlement rwandais est représentatif de toutes les catégories de la population, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Il s'emploie activement à réclamer des comptes au gouvernement à propos de ses engagements. Les parlements doivent adopter des lois qui garantissent la liberté de la presse, la liberté d'expression et la liberté d'information, mais ils doivent également veiller à ce que ces libertés ne portent pas atteinte à l'ordre public et préservent la dignité et la vie privée de tous les citoyens.

La communauté internationale doit s'unir pour faire en sorte que les vaccins contre la COVID-19 soient disponibles pour tous. Personne n'est à l'abri de la maladie tant que le vaccin n'est pas disponible pour tous.

Mme M.Y. Ferrer Gómez (Cuba) indique que la démocratie se heurte à des défis nombreux et variés qui amènent les citoyens à perdre confiance dans les systèmes politiques. Ces défis comprennent notamment l'exclusion, la corruption, les abus de pouvoir et les injustices sociales. Il est important d'accroître la participation des groupes sous-représentés au parlement, comme les femmes et les jeunes. Les citoyens doivent pouvoir participer aux élections mais aussi se porter candidats. En effet, la présentation des candidatures doit cesser d'être le monopole exclusif des partis politiques et devenir un droit accessible à tous. Il faut améliorer la reddition de comptes, promouvoir le droit de révocation et tisser des liens plus étroits avec la population. Le modèle cubain de démocratie est fondé sur tous les principes susmentionnés et vise à confier la souveraineté au peuple.

L'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à plusieurs reprises la levée de l'embargo économique imposé à Cuba par les États-Unis. Les États-Unis ont ignoré ces demandes et ont même renforcé l'embargo. Ce dernier vise à briser le peuple cubain, mais il n'y parviendra pas. L'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers n'a rien à voir avec la démocratie. Tant que les pratiques colonialistes perdureront, la démocratie demeurera fragile dans les pays en développement.

L'oratrice rappelle la nécessité de disposer d'un instrument juridiquement contraignant afin de réglementer l'utilisation des technologies numériques. Cet instrument devrait responsabiliser davantage les grandes entreprises et garantir que les technologies de l'information et de la communication (TIC) ne puissent être utilisées qu'à des fins pacifiques.

Il est urgent de bâtir un ordre international plus juste, inclusif, équitable et harmonieux. Ce nouvel ordre devrait être fondé sur le respect du droit international et sur les principes de la Charte des Nations Unies, tels que l'égalité souveraine des États, le règlement pacifique des différends et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Chaque État a le droit de bâtir son propre système politique sans être inquiété par des menaces, des agressions ou des mesures unilatérales coercitives.

M. J.A. Coloma (Chili) explique que le monde traverse une crise politique qui se manifeste avant tout par le manque de confiance des citoyens dans leurs institutions. Il est de la responsabilité des parlements de comprendre les causes de cette crise et de regagner la confiance des citoyens. Ce manque de confiance est dû au large fossé entre les électeurs et les représentants élus. Parmi les facteurs qui contribuent au problème, on peut citer le populisme, la polarisation, les divergences idéologiques, la rupture du consensus social et l'incapacité à satisfaire les demandes des citoyens. Mais le principal problème est la déformation de la vérité. En effet, chacun peut diffuser des informations erronées et déformer les faits, notamment sur les réseaux sociaux, sans encourir de sanctions politiques, pénales ou sociales. Il s'agit là d'un réel problème car 70 pour cent des électeurs fondent leur choix politique en fonction de ce qu'ils voient sur les réseaux sociaux. Il est absolument indispensable de rétablir la vérité. Outre la législation nationale, des accords mondiaux doivent être conclus pour réglementer les plateformes numériques. Le Chili a déjà commencé à légiférer en la matière et encourage les autres pays à faire de même. L'UIP devrait prendre l'initiative sur toutes ces questions. Il s'agit certes d'une tâche gigantesque, mais c'est une question de vie ou de mort pour la démocratie.

Mme O. Rudenko (Ukraine) déclare que la démocratie se heurte à de nombreux nouveaux défis qui ont entraîné une perte de confiance dans les systèmes politiques. Parmi ces défis figure le développement technologique, notamment l'utilisation toujours plus grande des réseaux sociaux. Si les nouvelles technologies permettent de multiplier les interactions, elles favorisent également les divisions et la polarisation. La pandémie, qui a donné lieu à des manifestations de haine, d'intolérance et de méfiance mutuelle tout en accroissant les inégalités sociales, a constitué une nouvelle épreuve pour les valeurs démocratiques. Cette situation a amené de nombreuses personnes à adhérer à la propagande populiste, qui propose des solutions simples à des problèmes complexes.

Les parlementaires doivent être en première ligne pour défendre les valeurs démocratiques, aussi bien au niveau national qu'international. Il est important de s'adresser directement aux citoyens et de prendre leurs préoccupations au sérieux. Il convient également de trouver un équilibre entre la promotion de la liberté d'expression et la limitation du flux de désinformation en ligne.

Le Parlement ukrainien s'efforce de représenter tous les groupes de la société, notamment les femmes et les jeunes. L'Ukraine a également amélioré sa législation et ses politiques en matière de COVID-19 et a échangé des pratiques avec plusieurs partenaires internationaux.

L'oratrice souhaite rappeler au délégué de la Fédération de Russie pourquoi des sanctions ont été prises contre son pays. La Russie a annexé le territoire ukrainien de Crimée, comme le confirme la résolution 68/262 de l'Assemblée générale des Nations Unies, et poursuit ses actes d'agression dans l'est de l'Ukraine, où elle a installé une prison de torture.

M. G. Daudze (Lettonie) rappelle que le monde a célébré récemment la Journée internationale de la tolérance, qui vise à renforcer la tolérance en favorisant la compréhension mutuelle entre les cultures et les peuples. La tolérance consiste à adopter une attitude juste, objective et ouverte à l'égard des opinions, croyances, pratiques, cultures et origines différentes des siennes. Le monde a plus que jamais besoin de tolérance.

Ces dernières décennies, le monde a été ébranlé par de nombreux défis, notamment les changements climatiques, la croissance démographique, l'insécurité alimentaire, l'intolérance, l'accès inégal aux médicaments, la course aux armements, les migrations, les inégalités entre les sexes et la désinformation. Le dernier défi en date est la pandémie, qui a infecté un grand nombre de personnes et perturbé le commerce mondial. Tous ces défis constituent une menace pour la démocratie. Les parlementaires doivent être en première ligne pour relever ces défis, en proposant des solutions stables et durables.

La science devrait jouer un rôle plus large dans la diplomatie, car elle est fondée sur l'analyse des faits plutôt que sur les émotions, les interprétations ou la culture et peut donc contribuer à renforcer la démocratie. Il est important de faire des concessions pour aller de l'avant et d'embrasser la diversité.

Mme H. Baldwin (Royaume-Uni) affirme que la démocratie est le meilleur moyen de faire progresser l'humanité, notant néanmoins que cette forme de gouvernement se heurte à des défis partout dans le monde. Le premier critère essentiel de la démocratie est de s'assurer que chaque voix compte. Toute personne éligible doit pouvoir voter, se présenter aux élections et écouter les avis des différents candidats. Tous les candidats doivent être libres de s'exprimer et de faire

campagne selon leurs convictions sans avoir à subir de répression interne ou d'actes d'ingérence de la part d'acteurs extérieurs. Le deuxième critère essentiel de la démocratie est que toute élection ou tout référendum doit donner aux citoyens la possibilité de changer de gouvernement ou de Constitution. Si le système électoral ne permet pas aux citoyens de voter pour le changement, il ne permettra jamais d'élire un gouvernement capable de répondre efficacement aux besoins des citoyens. Le troisième critère essentiel de la démocratie est que les perdants doivent accepter le résultat de l'élection et assurer la transition pacifique du pouvoir.

Au cours de l'année écoulée, notamment pendant la pandémie, la démocratie a été mise à l'épreuve sur tous ces aspects. Le Royaume-Uni n'a pas tenu d'élections locales en raison de la pandémie, ce qui a permis à de nombreux conseillers municipaux et maires d'être mécaniquement reconduits dans leur mandat. On observe aussi de nombreux cas d'entrave à l'exercice du droit de vote, par exemple lorsque de fausses informations sont publiées en ligne pour dissuader les personnes dont la voix est la plus nécessaire d'aller voter. On a également vu en janvier 2021 un président des États-Unis refuser le résultat de l'élection de son adversaire et rester inactif alors que le Congrès était pris d'assaut par la foule.

Les citoyens ne sont pas libres sans démocratie. La loi doit émaner de responsables politiques démocratiquement élus afin de s'assurer qu'elle est approuvée par le peuple.

Mme C. Urbano de Sousa (Portugal) dit que, selon le Rapport 2021 sur l'état de la démocratie dans le monde, le nombre de pays où la démocratie est en recul a doublé ces dix dernières années et un nombre croissant de ces pays tendent vers l'autoritarisme. On dénombre de plus en plus de pays où les élections ne se déroulent pas en toute liberté ou bien dans lesquels des coups d'État militaires sont perpétrés afin de renverser des régimes démocratiquement élus.

La démocratie est confrontée à des défis de grande ampleur, dont certains sont anciens et d'autres plus récents. Parmi les plus récents figure la manipulation de l'opinion publique via la diffusion de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. La pandémie a également aggravé la crise de la démocratie. Il est important de garantir la pérennité de la démocratie et de la défendre au quotidien. La démocratie est toujours vivante dans de nombreux mouvements militants de la société civile. La mission de l'UIP est de promouvoir la démocratie mais aussi de soutenir tous les défenseurs de la démocratie qui sont en danger.

La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance de la solidarité et de l'action collective. De grands progrès ont déjà été réalisés, mais il reste encore beaucoup à faire, car de nombreux pays attendent toujours des vaccins. Il est important de résister à l'instinct égoïste de conservation, de se rassembler en tant que communauté mondiale et de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Les pays peuvent parfois avoir des différends, mais ils poursuivent finalement les mêmes objectifs : vivre en paix et en sécurité, être en bonne santé, garantir le respect de la dignité humaine et jouir de la démocratie et de la liberté. Ils sont aussi aux prises avec les mêmes problèmes, notamment la durabilité et les changements climatiques. L'objectif ultime doit donc être l'unité.

M. L. Bugli (Saint-Marin) indique que son pays, qui est l'une des plus anciennes démocraties au monde, a toujours été un symbole de démocratie et de liberté. Selon le système institutionnel du pays, les citoyens élisent tous les six ans un parlement composé de 60 parlementaires. Deux chefs d'État président les trois branches du pouvoir : exécutif, législatif et judiciaire. Saint-Marin a également mis en place un système de démocratie directe grâce auquel les citoyens peuvent présenter une motion tous les six mois.

Il n'existe pas de démocratie parfaite. C'est pourquoi il faut sans cesse s'efforcer de l'améliorer. Un système démocratique ne fonctionne pas en s'appuyant sur la force ou la coercition, mais sur des convictions et la recherche commune de l'intérêt général. Tout système démocratique doit reconnaître la valeur de chaque individu en tant que fondement de la communauté. Les sociétés fragmentées sont les plus exposées au risque de voir reculer la démocratie et aussi les plus vulnérables au populisme et au nationalisme. Pour que vive la démocratie, les responsables politiques doivent placer les citoyens au centre de leur action. L'éducation est fondamentale pour permettre aux citoyens de participer à la vie politique. Les parlementaires doivent promouvoir une culture à même de rapprocher les jeunes de la démocratie.

Mme S. Nuñez Cerón (Mexique) déclare que l'on assiste à un recul de la démocratie dans le monde, notamment du fait de la polarisation. La polarisation est un phénomène dangereux qui oppose des citoyens aux positions extrêmes difficilement conciliables, ce qui est souvent source de tensions politiques, de divisions, de haine, d'intolérance et de discrimination. Le fossé grandissant

entre les responsables politiques et les citoyens constitue également une menace pour la démocratie. L'aggravation des inégalités sociales alimente la criminalité, la violence et le non-respect de l'état de droit. On constate également une montée de l'autoritarisme et de l'unilatéralisme.

L'oratrice invite les délégués à réfléchir aux multiples répercussions de la pandémie sur la démocratie. Les pays ont mis en place des restrictions allant de la fermeture des frontières et du strict confinement à la vaccination obligatoire en passant par une étroite surveillance des citoyens grâce à la technologie. Cette situation a suscité partout dans le monde des débats sur l'équilibre entre restrictions et libertés. Dans ce contexte, il importe de mettre en place des cadres juridiques efficaces qui profitent à l'ensemble des citoyens, qui favorisent la science et qui montrent la voie à suivre. Les parlementaires doivent travailler sur des questions telles que l'accès universel aux soins de santé, la sécurité, la pauvreté, la migration, ainsi que les droits des femmes et des enfants. Mme Nuñez Cerón appelle les parlementaires à mettre fin à la polarisation et à promouvoir la réconciliation.

M. E. Mundela (République démocratique du Congo) explique à son tour que la démocratie se heurte actuellement à de nombreuses menaces, notamment la polarisation, les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 et le terrorisme. La polarisation s'accentue en raison de la défiance des citoyens à l'égard des responsables politiques. Par conséquent, la République démocratique du Congo a mis en place des institutions destinées à soutenir la démocratie et à promouvoir un dialogue ouvert avec les différents acteurs de la vie publique, notamment les partis politiques, les organisations de la société civile et les organisations religieuses. Le pays a également promu l'égalité des sexes et est parvenu à atteindre une représentation élevée de femmes au Sénat (25 pour cent). L'orateur dit partager le point de vue du Groupe africain sur la question de la COVID-19.

La République démocratique du Congo dispose d'atouts pour lutter contre la crise climatique. Le pays possède l'une des plus fortes concentrations de couvert forestier au monde et peut donc jouer un rôle clé dans la capture et le stockage du carbone. M. Mundela appelle la communauté internationale à soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation et à respecter ses engagements financiers, notamment ceux pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Son pays possède également de nombreuses réserves minérales, comme le cobalt, qui sont nécessaires à la production d'innovations économes en énergie, comme les véhicules électriques.

La République démocratique du Congo est fortement touchée par le terrorisme. Des groupes armés opèrent depuis longtemps dans le pays en perpétrant des massacres et en pillant les matières premières. Une riposte mondiale est nécessaire pour éradiquer le terrorisme. Les capacités doivent être renforcées, notamment en ce qui concerne l'échange d'informations et la fourniture d'équipements.

La démocratie est le seul moyen de parvenir à un équilibre et à la stabilité au sein de la société. Les pays doivent adopter des lois efficaces afin de promouvoir et de renforcer la démocratie. Mais pour établir une véritable démocratie, encore faut-il que ces lois soient appliquées.

M. R. Lopatka (Autriche) déclare que les démocraties sont confrontées à de nombreux défis qui sont source de déstabilisation, de polarisation et, parfois, d'effondrement. Il est important de discuter des moyens de surmonter les clivages et de renforcer la cohésion. Il faut de l'amour, de l'empathie et de la solidarité. Les pays doivent trouver des moyens de négocier et de communiquer avec tous les systèmes politiques, même s'ils ne sont pas d'accord avec leur politique ou ne reconnaissent pas leur légitimité. Par exemple, malgré leur politique, il faut dialoguer avec les Talibans pour le bien du peuple afghan, dont une grande partie souffre de la famine.

Les parlementaires doivent collaborer avec les personnes qui les critiquent et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour combler le fossé entre les responsables politiques et les citoyens. En descendant dans la rue ou en participant à des débats, les citoyens montrent qu'ils s'intéressent à la politique.

Les réseaux sociaux empoisonnent la démocratie à bien des égards. Ils ne doivent pas devenir un déversoir permettant d'attiser la polarisation, de diffuser des fausses nouvelles ou de publier des contenus illégaux. Les problèmes transfrontaliers nécessitent des solutions transfrontalières. Chacun a droit au respect, quelles que soient ses opinions.

M. F. Ayadi (Tunisie) explique que son pays traverse une situation très difficile. Non seulement la Tunisie se débat avec la pandémie, mais elle subit aussi une dictature. En effet, le 25 juillet 2021, le Président de la République Kais Saied a suspendu les activités du Parlement,

empêchant ainsi les parlementaires d'exercer leur mandat. Ses actions constituent une agression à l'encontre du peuple tunisien. Le pays est également touché par la polarisation, les clivages et le populisme. Il ne fait aucun doute que la démocratie est menacée en Tunisie.

L'orateur demande à l'UIP d'aider son pays à renouer avec la démocratie. Sans démocratie, la Tunisie ne pourra pas assurer la croissance, la stabilité et l'autonomisation des jeunes. L'examen de la situation en Tunisie devrait figurer à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée de l'UIP. M. Ayadi rappelle aux délégués que toute attaque contre un parlement est une attaque contre tous les peuples.

M. N. Miyara (Association des Sénats, Shoora et Conseils équivalents d'Afrique et du monde arabe (ASSECAA)) dit que la démocratie se heurte à de nombreux défis, comme le populisme et le terrorisme, notamment en Afrique et dans le monde arabe. Il faut revoir les principes et les structures démocratiques et fournir aux parlements les outils nécessaires pour préserver la démocratie. La démocratie doit être la base du développement.

Il existe plusieurs moyens pour aider les pays à relever les défis qui pèsent sur la démocratie. Premièrement, il est possible de combattre le populisme en comprenant ses causes profondes et en permettant aux citoyens de prendre part aux processus décisionnels. Deuxièmement, une façon de lutter contre le terrorisme et d'autres types d'instabilité géopolitique est d'abolir le monopole que détiennent certains pays sur les ressources mondiales, y compris les vaccins. Troisièmement, il est nécessaire de coopérer et d'établir des partenariats. Quatrièmement, pour bâtir des pays forts, il importe de traiter les questions d'ordre socio-économique, politique et religieux. En effet, les pays et les gouvernements faibles sont les plus vulnérables aux mouvements populistes.

Un représentant de la République islamique d'Iran, exerçant son droit de réponse, déclare que le représentant d'Israël s'est évertué à diffuser autant de fausses informations que possible et à proférer des allégations infondées contre l'Iran. Il n'est pas étonnant qu'un pays dont la création repose sur l'occupation, les massacres, le terrorisme, les agressions et les effusions de sang souhaite répandre des mensonges et des messages de haine. Le peuple palestinien continue d'être la cible de crimes indescriptibles de la part d'Israël, notamment des actes de nettoyage ethnique, des tortures systématiques, des meurtres et des détentions arbitraires. Au regard du droit international, ces crimes constituent un génocide et des crimes contre l'humanité. Israël mène de longue date une campagne de déstabilisation dans la région en prêchant l'iranophobie. L'orateur tient à souligner que l'Iran dispose de capacités d'armement conventionnel et d'un programme nucléaire à visée pacifique étroitement surveillé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Il rejette les allégations de la délégation yéménite concernant l'intervention de l'Iran au Yémen. L'Iran réitère son soutien total à la recherche d'une solution pacifique à la crise yéménite.

Mme R. Kavakci Kan (Turquie), exerçant son droit de réponse, indique que la Turquie partage une frontière avec la Syrie et a accueilli de nombreux réfugiés syriens qui ont fui leur pays pour échapper aux atrocités. Elle ajoute que des organisations terroristes ont alors commencé à tuer des citoyens turcs vivant près de la frontière. Par conséquent, la Turquie a pris des mesures en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies afin de protéger ses frontières. La Turquie respecte l'intégrité territoriale de la Syrie mais doit empêcher que des terroristes ne fassent de nouvelles victimes.

La séance est levée à 18 h 50.

Séance du lundi 29 novembre
(matin)

La séance est ouverte à 9 h.15 sous la conduite de M. J.F.N. Mudenda (Zimbabwe), Vice-Président de l'Assemblée.

Point 3 de l'ordre du jour

Débat général sur le thème : *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*
(A/143/3-Inf.1 et Inf.2)

Reprise du débat

M. A. Bennai (Algérie) déplore la vague croissante de coups d'État militaires et de changements anticonstitutionnels de gouvernement, qui illustrent la multiplicité des menaces existentielles pesant sur la démocratie dans un monde instable en proie aux conflits, au terrorisme, à l'extrémisme, et à la criminalité transnationale organisée dans un grand nombre de régions. Toutes ces questions sont des problématiques mondiales, dont la résolution exige l'adoption d'une perspective mondiale mettant l'accent sur leur origine. Dans ce contexte, les parlementaires ont un rôle important à jouer dans la consolidation de la démocratie afin d'éviter le pire et de réaliser les aspirations des peuples qu'ils représentent à une vie digne, libre et paisible. La démocratie est également intrinsèquement liée au développement durable, qui doit être instauré grâce à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dans l'intérêt de la paix, de la prospérité et d'une vie meilleure pour tous.

Avec la participation active de la société civile, l'Algérie met à profit son engagement en faveur des ODD pour diversifier son économie nationale et élaborer un nouveau modèle de croissance adapté aux caractéristiques sociales du pays et au principe constitutionnel d'égalité. De nouveaux principes ont été inscrits dans la Constitution en 2020, à savoir la démocratie participative, l'égalité des sexes face à l'emploi et la représentation politique des femmes et des jeunes. Sur son chemin de transformation démocratique, l'Algérie tient à renforcer l'état de droit, à établir une gouvernance de qualité, à moderniser la justice et à promouvoir les droits et les libertés en parallèle de son action pour lutter contre la corruption et améliorer les services publics. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les liens qui unissent la destinée humaine et la nécessité qui en découle de faire preuve de coopération, y compris pour faire face aux crises politiques, entre autres, tout particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique, afin de construire un avenir meilleur.

M. S. Cogolati (Belgique) considère que la crise de la COVID-19 a prouvé qu'aucune partie d'un monde interconnecté n'est à l'abri si toutes ses parties ne le sont pas. La lutte contre le virus n'est pas une lutte individuelle, mais un marathon collectif que tous gagneront ensemble. La crise de la COVID-19 a aussi soulevé des questions fondamentales concernant la poursuite de nos activités habituelles. La jeune génération à laquelle il appartient sera celle qui souffrira le plus des effets des changements climatiques et qui sera la dernière à pouvoir les combattre. Les chiffres du réchauffement planétaire révèlent le caractère ambitieux des objectifs fixés pour le climat, mais il existe des solutions, notamment de nouveaux instruments juridiques. La délégation de M. Cogolati est fière que sa proposition de reconnaître le délit d'écocide dans la résolution de l'UIP sur les catastrophes liées au climat et leurs conséquences, adoptée en mai 2021, ait recueilli le premier grand consensus international concernant cette question. S'attaquer au bien commun de l'un revient à s'attaquer à tous.

Des efforts concertés sont indispensables pour faire avancer l'égalité des sexes en faveur des femmes et des filles, premières victimes de toute crise. Quelle que soit leur origine ou leur statut, tous les individus ont les mêmes droits fondamentaux, que les parlementaires doivent s'efforcer de protéger. Petit pays qui s'est donné pour devise nationale "L'union fait la force", la Belgique est un laboratoire de cohabitation, ce que reflète la délégation belge à l'UIP, non seulement composée de membres de la majorité et de l'opposition, hommes et femmes, mais aussi plurilingue. Le pluralisme est la richesse de l'UIP et ses Membres gagnent en force en s'unissant pour faire entendre leur voix en faveur de la création d'un monde meilleur pour tous, y compris les jeunes générations.

M. B.N. Bassiere (Burkina Faso) déplore que la polarisation soit exacerbée par l'incapacité à tenir compte, dans les politiques en faveur du développement socio-économique, des inégalités résultant inévitablement de la mauvaise répartition des richesses et des services. Les jeunes, qui ont connaissance des perspectives qui s'offrent ailleurs grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, aspirent légitimement à un avenir meilleur. Les parlementaires doivent promouvoir activement la culture de la démocratie, tant dans leur pratique que sur le plan institutionnel. Au Burkina Faso, de nouvelles perspectives s'ouvrent à la fois pour les femmes et pour les jeunes grâce à l'adoption de lois et de politiques adaptées, et les efforts pour faire évoluer les mentalités traditionnelles progressent, même s'il reste encore du chemin à parcourir. Le pays célèbre la journée annuelle de la femme depuis 1984, année qui a vu les femmes faire leur entrée à des postes à responsabilités dans l'exécutif. Des mesures sont en outre prises pour contrer les conséquences du chômage et de l'exclusion, notamment la radicalisation et le recrutement par des groupes terroristes, tout particulièrement des jeunes, en offrant l'égalité des chances pour tous. L'amélioration de la représentation des femmes et des jeunes au parlement permet aussi le renforcement de la démocratie participative et inclusive.

Pour préserver et développer la confiance requise par une démocratie florissante, les parlements doivent se rendre plus accessibles aux citoyens et les faire participer à la gouvernance. Les citoyens du Burkina Faso ont régulièrement l'occasion de demander aux parlementaires de rendre compte de leurs actes, contexte dans lequel les divergences de vues et les sensibilités politiques deviennent secondaires et doivent être reléguées au second plan. Dans un environnement dans lequel la coexistence pacifique et le développement durable sont menacés au quotidien, l'UIP joue un rôle fondamental de promotion et de protection de la démocratie, qui est un important mode de gouvernance.

M. T.J. Mørland (Norvège) considère que, pour lutter contre la polarisation croissante, les parlementaires doivent toujours faire preuve de respect à l'égard de leurs opposants politiques, dont la présence, indispensable dans une démocratie, oblige à peaufiner les argumentations, à travailler plus dur et à prendre en considération d'autres points de vue. En réalité, les opposants ont eux aussi de bonnes et honnêtes raisons d'abriter certaines convictions. Les objectifs sont souvent les mêmes, mais la façon d'y parvenir fait l'objet de désaccords exigeant de fréquents compromis. Le traitement que se réservent les représentants politiques entre eux influe en outre sur la perception du public. En Norvège, les responsables politiques doivent de plus en plus souvent être protégés et la rudesse des débats, notamment sur les réseaux sociaux, où certaines personnes se croient autorisées par leur origine ou leur statut à en faire taire d'autres, n'incite pas à exprimer un avis. Les parlementaires doivent s'unir pour inverser cette tendance et empêcher la démocratie de péricliter.

L'UIP est une enceinte permettant de faire l'apprentissage du respect en entrant en contact avec un éventail de cultures, de convictions religieuses et de mentalités. La qualité de la gouvernance est fondamentale pour gagner la confiance du public et les parlementaires doivent être transparents et responsables dans leur travail. Personne ne peut plaire à tout le monde, mais tous les avis méritent d'être entendus, comme le garantit la liberté d'expression, principe de base de la démocratie souligné, en 2021, par le fait que le Prix Nobel de la paix soit venu récompenser des efforts pour préserver cette liberté. Les parlementaires doivent toutefois s'opposer aux discours de haine, qui en sont une forme inacceptable. Ce n'est que par le dialogue qu'il sera possible de construire un avenir meilleur renforçant les liens communautaires et protégeant la démocratie.

M. D. Florea (Roumanie) considère que la pandémie a fait ressortir le meilleur et le pire des sociétés, affectant la démocratie tout en intensifiant les retombées antérieures de lois préexistantes sur la sécurité nationale et la riposte à la menace terroriste. La voix du public est aujourd'hui extrêmement présente en ligne et la société civile, bien qu'elle ait été contrainte d'abandonner certains de ses sujets et formats de discussion, a contribué à promouvoir et contrôler le respect des droits de l'homme. Elle a aussi réorganisé sa participation aux consultations publiques et à la prise de décision. Internet et les TIC, désormais accessibles au plus grand nombre, et qui incluent les réseaux sociaux, ont ouvert un espace nouveau où faire prospérer les initiatives publiques de toute sorte.

La xénophobie, le racisme et la haine n'en restent pas moins répandus partout dans le monde. La polarisation politique s'intensifie dans un grand nombre de pays et les propos haineux qui s'étalent sur Internet et dans les médias trouvent trop souvent un écho dans les discours

politiques. Les parlementaires roumains se sont engagés à adopter des positions actives, fermes et ouvertes à l'égard de ces fléaux, quels que soient leurs motifs et leurs manifestations, en devenant membres de l'Alliance parlementaire contre la haine, dont l'objectif est de collaborer avec les parlements nationaux, les pouvoirs publics et les organisations de la société civile pour lutter contre les propos haineux et la xénophobie, qui sont l'inverse de la solidarité. Les parlementaires doivent unir leurs forces dans ce combat, en commençant par prouver qu'ils sont transparents, ouverts au public et accessibles. Tous les parlements sont bien placés pour faire de l'éducation à la démocratie et promouvoir l'action en faveur de cette dernière. Les parlementaires doivent créer des canaux de consultation du public efficaces avant d'adopter des lois et de prendre des mesures précises.

M. T. Mansmann (Allemagne) voit davantage de similitudes que de différences entre les êtres, dont il estime qu'ils partagent des présupposés paraissant évidents, mais autrefois considérés comme radicaux et subversifs, par exemple l'hypothèse que tout le monde a et mérite les mêmes droits. À l'époque actuelle, la grande difficulté à créer une société supranationale vient du fait que les problèmes communs, dont les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 et la crise migratoire ne peuvent avoir de solution que commune, ce qui exige une identité commune. Les structures supranationales constituent de plus en plus fréquemment la réponse à de tels problèmes, à l'instar de l'Union européenne (UE), où la normalisation et l'harmonisation des lois ont créé des conditions de concurrence plus équilibrées pour tous. De telles structures, fondées sur la concurrence économique, peuvent être déployées ailleurs dans un effort concerté pour résoudre des problématiques mondiales.

Les clivages radicaux sur des sujets controversées tels que la vaccination, la migration et la protection des frontières, se sont creusés. S'il reste des divergences en Allemagne, malgré 30 années d'efforts de réunification, il sera sans doute difficile de trouver des solutions faciles et rapides aux difficultés mondiales. L'expérience passée nous apprend qu'il faut de la patience pour faire évoluer les mentalités, que personne ne peut transformer du jour au lendemain. Les parlementaires sont bien placés pour trouver l'équilibre entre des intérêts contradictoires, tout en respectant tous les avis et la dignité de toutes les parties. Concrètement, les traités multilatéraux, fermes et fiables, offrent la solution la plus percutante aux problèmes mondiaux. La protection de la dignité humaine doit constituer le fondement de la diplomatie, qui doit avoir pour but le respect du contrat mondial. Plus les économies seront connectées les unes aux autres, et plus prospères et pacifiques seront les nations. La puissance économique constituée au cours des décennies écoulées sera essentielle pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

M. H. Julien-Laferrière (France) déplore que le défi consistant à éviter l'effondrement généralisé, que sa génération doit relever, soit entravé par la multitude de réseaux sociaux par l'intermédiaire desquels tout le monde tente d'imposer sa vérité, en la considérant comme unique, sans tenir compte de l'avis ou du sentiment des autres. L'incapacité à remettre en cause sa propre vérité constitue un piège majeur, le doute étant, selon Aristote, le début de la sagesse. Dans les relations internationales, la diplomatie a cédé la place au pouvoir, et à une interaction entre les États de plus en plus désinhibée, voire violente. Les individus semblent eux aussi incapables d'arriver à un compromis au nom du bien commun, désormais menacé par l'écocide, les inégalités croissantes et le déclin démocratique.

Les parlementaires sont particulièrement déconcertés par cette situation, étant donné que les parlements sont le lieu par excellence de la recherche de compromis et qu'ils se doivent d'être toujours inclusifs. Sur ce plan, des progrès restent à accomplir. Les parlementaires doivent aussi faire tout ce qui est en leur pouvoir pour débattre des sujets qui préoccupent ceux qu'ils représentent, en incluant leurs retombées plus générales dans des domaines tels que les libertés civiles et les pouvoirs de l'exécutif, comme dans le cas de la législation contre la COVID-19. De surcroît, des représentants élus doivent constamment s'efforcer de tenir compte de l'avis du public dans leurs décisions. À cet égard, les réseaux sociaux pourraient constituer un allié précieux. En France, le public est consulté sur les projets de loi phares avant leur examen, mais il pourrait être décidé d'aller plus loin en faisant participer les citoyens à la rédaction du texte. Accroître la participation du public aux processus politiques pour rétablir la confiance de l'opinion dans les institutions est une mission dans laquelle l'UIP pourrait jouer un rôle de premier plan.

Mme L. Fehlmann Rielle (Suisse) regrette la montée en puissance mondiale de la polarisation politique, du populisme et des discours de haine, qu'elle considère comme une évolution préoccupante, tout comme la recrudescence inacceptable des menaces à l'égard de

responsables politiques démocratiquement élus. La démocratie sera encore plus fragilisée si ces responsables ne montrent pas ce qu'ils valent par un comportement exemplaire (manquement qui alimenterait les préjugés actuellement véhiculés par les propos visant à discréditer l'institution parlementaire). Dans le paisible pays qu'est la Suisse, les partisans de la proposition de loi contre la COVID-19, finalement adoptée, et le Ministre de la Santé, ont fait l'objet de violentes attaques dans le cadre d'une campagne disproportionnée et trompeuse, menée par une minorité tentant d'exploiter les inquiétudes du public et d'éviter l'application des mesures de lutte contre la COVID-19.

Le recul démocratique a été confirmé sur tous les continents par la découverte, en 2020, que le nombre de pays glissant vers l'autoritarisme dépassait le nombre de ceux qui évoluent vers la démocratie. Aucun pays n'échappe à cette inquiétante dérive autoritaire, que toutes les personnes engagées en faveur de parlements forts, démocratiques, inclusifs et transparents doivent prendre au sérieux. La pandémie a également creusé les inégalités sociales et mis en exergue le rôle sous-estimé de ceux qui remplissent des fonctions indispensables pour la société. Le droit à l'accès universel à l'éducation doit être une priorité pour que les citoyens puissent prendre des décisions fondées sur des faits et qu'il n'y ait aucun exclu. Les parlements doivent aussi adapter la législation et approuver des budgets correspondant aux objectifs stratégiques fixés dans des domaines tels que la violence sexiste, qui doit être combattue avec la plus grande fermeté. Ils doivent aussi continuer à viser l'égalité des sexes, ainsi que la hausse du nombre de jeunes parlementaires et de parlementaires représentant les migrants afin d'enrichir le débat et de trouver des solutions novatrices aux difficultés actuelles.

Mme N.W.T. Makwinja (Botswana) rappelle que les difficultés socio-économiques de l'Afrique sub-saharienne sont en grande partie attribuées par certains à l'incapacité à mettre en œuvre une authentique démocratie permettant à l'Afrique de contribuer aux efforts pour créer un monde meilleur. La démocratie donne aux individus la possibilité d'assumer la responsabilité morale de leurs choix et de la prise de décision politique. La corruption endémique, en partie institutionnalisée, est à l'origine d'une pauvreté généralisée, d'injustice sociale, de marginalisation et de conflits et menace le sentiment d'appartenance communautaire et l'unité. Certains dirigeants politiques abusent de leur pouvoir en restant en fonctions après l'échéance constitutionnelle de leur mandat, tandis que l'exclusion sociale crée des sociétés inégalitaires, menaçant la paix et la stabilité. Tout comme les parlements, les instances de lutte contre la corruption et d'audit doivent être renforcées pour demander efficacement des comptes aux responsables.

Fort d'un système politique inclusif et accessible, le Botswana, plus ancienne démocratie ininterrompue d'Afrique, adhère au constitutionnalisme, conserve une gouvernance libérale et démocratique et organise des élections régulières, équitables, libres et crédibles. La démocratie est l'un de ses principes fondateurs et un pilier de sa Vision 2036 pour une terre de paix, liberté et gouvernance progressiste. Le Botswana, classé parmi les pays d'Afrique et du monde les moins corrompus, continuera à attirer les investissements grâce à sa stabilité politique. Ses institutions de surveillance s'efforcent d'éradiquer toute corruption, tandis que les commissions parlementaires de contrôle veillent à la redevabilité et à la transparence du gouvernement en matière d'affectation des fonds publics. Le Botswana est convaincu que la bonne gouvernance est une condition essentielle de la paix et du développement durable. Outre le renforcement dont les parlements ont besoin pour faire face aux défis actuels, leur capacité à promouvoir une démocratie saine et un mieux-être économique doit être supervisée et évaluée.

Mme J. Heitmann (Danemark) estime que les divergences de vues et les différentes valeurs des parlementaires et des gouvernements ne sont pas un signe de faiblesse, mais le reflet fidèle de la composition démocratique des parlements. Outre la prise de décision, la démocratie consiste à protéger les droits des minorités et des autres groupes vulnérables. Malheureusement, toutefois, les démocraties ne sont pas toujours aussi inclusives et représentatives qu'elles le paraissent. Bien que la force de la démocratie repose sur le pilier principal que constitue une éducation de qualité permettant aux individus de s'engager dans la société et la vie politique et de s'exprimer à l'échelon local et mondial, le même modèle ne peut pas convenir à tout le monde. Les personnes souffrant de troubles psychiques sont souvent perdues dans les systèmes éducatifs, à l'instar de ceux qui souffrent d'hyperactivité et de troubles de l'attention (TDAH) qui, s'ils ne sont pas pris en charge, peuvent provoquer des difficultés tout au long de la vie. La majorité des jeunes qui souffrent de ces difficultés ne finissent pas leurs études, sont au chômage et commettent plus fréquemment des délits visant les personnes. Au Danemark, le premier projet de plan décennal en faveur de la psychothérapie est finalement au programme du parlement. La participation des personnes ayant

des besoins spéciaux, notamment les personnes dyslexiques, à la vie politique démocratique est un autre défi exigeant des réponses à long terme, en dépit des améliorations apportées au système éducatif sur ce plan.

Concernant le changement récent de régime en Afghanistan, les parlementaires doivent marteler le droit de tous les enfants de ce pays à l'éducation. Il est essentiel que les filles afghanes de tous les âges puissent reprendre sans tarder leurs études et que les enseignantes puissent reprendre le travail. En Afghanistan ou ailleurs, aucune fille ne doit être exclue.

M. Á. Lins (Brésil) déplore la polarisation politique, qui constitue une entrave majeure à la démocratie, les idéologies extrêmes rivalisant pour capter l'attention du public et divisant la société dans une mesure telle que tout dénominateur commun est éliminé et que les dissidents sont traités comme des ennemis à réduire à tout prix au silence. La polarisation a aussi gagné la sphère familiale, la désinformation alimentant les dissensions au sein des foyers et sur les réseaux sociaux. Elle s'accompagne d'intolérance, de mécontentement social et de la perte de confiance du public dans les institutions et les partis politiques, ce qui fait paradoxalement le lit de la radicalisation du monde, un monde dans lequel tout est politisé, où les opinions extrêmes s'enracinent et où la recherche démocratique du consensus et de solutions aux problèmes sociaux subit un discrédit généralisé. La radicalisation augurant toujours de la fin de la démocratie, il incombe aux parlements de reconstruire le tissu social tout en respectant pleinement les différences.

La diffusion de la COVID-19 a pris des proportions alarmantes au Brésil, où des milliers de vies ont été perdues et l'économie sérieusement déstabilisée. La polarisation est une fois de plus intervenue, politisant des discussions qui auraient dû rester purement factuelles. Comme il le devait, le Parlement brésilien a rapidement réagi pour venir de toute urgence en aide aux plus vulnérables en particulier, reléguant au second plan les débats extrémistes qui n'offrent aucune solution aux difficultés et ne font que creuser le fossé entre les électeurs et les milieux politiques. Les parlements doivent répondre aux demandes des jeunes par des mesures rétablissant leur foi dans la politique en tant que bastion de la citoyenneté, du dialogue respectueux et des réalisations de la civilisation. Enfin, ils doivent s'efforcer de remplacer la radicalisation et l'intolérance par la bonté, la compréhension et les avancées démocratiques irréversibles.

M. W. William (Seychelles) rappelle qu'il revient aux parlements de veiller à ce que l'éducation politique, essentielle pour influer sur des processus et des choix démocratiques sains visant le bien-être collectif et les améliorer, soit enseignée depuis le plus jeune âge afin que les générations futures soient bien informées. L'accès en temps réel à des informations crédibles élimine la désinformation et la propagande fallacieuse. Les parlements doivent donc, grâce à des lois et des politiques adaptées, protéger le droit d'accéder à l'information. La stabilité politique constitue une responsabilité démocratique collective que les parlements doivent continuer à prôner pour garantir l'appropriation citoyenne requise pour contrebalancer les tendances mondiales à la polarisation. Les parlements doivent aussi protéger les droits de l'homme universels pour écarter les tentations clivantes et les gouvernements démocratiquement élus doivent adopter des politiques crédibles et efficaces, respectueuses de l'état de droit et garantissant un développement démocratique inclusif. Les parlements doivent faire valoir et promouvoir une participation inclusive de nature à consolider les éléments clés de l'appropriation, en continuant à défendre les principes de la bonne gouvernance pour la stabilité et la paix.

La corruption et les prévarications, qui nourrissent une polarisation, une exclusion et une frustration publique progressives, doivent être endiguées et maîtrisées. En parallèle, les parlements doivent, par leur travail de promotion et de protection des droits de l'homme, sensibiliser le public à l'importance de la responsabilité collective de préserver la démocratie sous toutes ses formes. Pour leur part, les parlementaires doivent honorer leur rôle de gardiens de la démocratie et de l'intérêt national et concevoir des outils de contrôle permettant de veiller au respect des principes de la bonne gouvernance. Les conséquences qu'entraîne le choix du "moi, le peuple", plutôt que le "nous, le peuple", sont bien connues. Tout est envisageable en ce monde, pour autant que ce soit objectif, bénéfique et constructif.

M. J. O'Reilly (Irlande) souligne que les dangers mondiaux qui perdurent et les défis qui s'exacerbent rendent d'autant plus urgent de trouver des solutions pratiques imaginatives et créatives aux divisions politiques, religieuses et économiques. Les parlements, dont la mission première est d'améliorer la vie des communautés qu'ils représentent, doivent lutter avec davantage de conviction et de diligence aux côtés des parties prenantes à l'échelon local contre l'intolérance

croissante et la menace que représentent des voix politiques tentant de semer la discorde, le sectarisme et la haine. Ils doivent reconnaître leurs différences, respecter la diversité et promouvoir l'égalité des sexes et la participation politique des femmes, notamment en adoptant des quotas de genre. Il faut également continuer à remettre en cause l'intolérance à l'égard de communautés mises au banc pour des raisons de préférences sexuelles. Les gouvernements locaux et régionaux doivent en outre bénéficier du financement et des ressources requis pour assumer leurs responsabilités envers les personnes les plus vulnérables, ce qui implique d'être prêt à augmenter les impôts locaux si nécessaire.

La pandémie nous a appris que nos efforts portent davantage s'ils sont communs et que le repli sur soi n'est pas une bonne solution pour venir à bout de la COVID-19, qui reste un défi sérieux et fondamental pour les structures démocratiques, même si les parlements ont adapté leurs méthodes de travail à la situation. Les parlementaires doivent prêcher activement par l'exemple en transmettant des informations justes et fiables dans le cadre des efforts entrepris en commun pour lutter contre le virus. Les vaccins doivent toutefois être répartis de façon plus équilibrée et équitable pour assurer la sécurité de tous, notamment les groupes vulnérables, et ceux qui tentent d'instrumentaliser le virus pour diviser les communautés doivent être contrés, mais toujours avec respect et dignité. Une communication ouverte et un désaccord courtois sont des éléments indispensables pour surmonter les divisions.

Mme G. Burokienė (Lituanie) rappelle que son pays a consenti beaucoup d'efforts pour promouvoir les valeurs démocratiques, vis-à-vis desquelles il est fermement engagé. Sa propre lutte sanglante pour la liberté l'amène à se sentir moralement responsable de répondre aux demandes d'aide en provenance des pays où la démocratie périclite et où les droits de l'homme sont remis en cause. L'inquiétude que suscitent en Lituanie les violations des droits de l'homme commises au Bélarus a motivé son appel en faveur de mesures internationales visant à remédier à la détérioration de la situation dans ce pays, dont le régime doit être tenu pour responsable. La Lituanie accueille les demandeurs d'asile bélarussiens fuyant la répression et la situation alarmante mise en place par le régime pour exercer des pressions politiques sur l'UE en représailles de son soutien à la lutte pour la liberté menée par le peuple bélarussien et des sanctions imposées à ce pays. La Lituanie, qui condamne la récente instrumentalisation bélarussienne des flux migratoires et de l'exploitation inhumaine des migrants à des fins politiques, appelle la communauté internationale à intervenir auprès du régime bélarussien pour fournir une aide médicale et humanitaire à ces migrants.

Concernant la désinformation généralisée, qui polarise les sociétés et brise la confiance à l'égard des institutions démocratiques, elle peut être contrée par des médias indépendants et pluralistes vérifiant les faits et les rectifiant. Il est impératif de protéger la liberté des médias et la santé de l'écosystème mondial de l'information, pour éviter les dégâts suscités par la désinformation autour de la pandémie de COVID-19. Plutôt que de tenter de préserver leur popularité ou de troquer les valeurs démocratiques contre des avantages économiques, les parlementaires doivent rester fidèles à ces valeurs pour créer un avenir mondial meilleur.

Mme J. Bogavac (Monténégro) se félicite de ce que son Parlement, qui respecte plus des trois quarts des critères fixés dans une enquête menée en 2021, soit considéré comme l'un des parlements les plus ouverts de la région. Ses efforts pour améliorer la transparence, communiquer avec le public et renforcer son rôle législatif et de contrôle ont également été reconnus. Il est particulièrement fier d'avoir été le premier parlement extérieur à l'UE à coorganiser avec le Parlement européen une assemblée citoyenne novatrice visant à promouvoir la participation publique à la prise de décision et à l'élaboration des politiques. Il s'agit aussi du premier parlement à avoir été soutenu dans cette démarche par les institutions européennes. Cette conférence, qui a permis aux participants de faire connaître leurs avis et recommandations sur un sujet donné, a constitué un exemple parlant de ce que les parlements peuvent mettre en place pour améliorer la perception que le public a de leur rôle.

Toutes les séances des instances de travail parlementaires, auxquelles des représentants de la société civile participent fréquemment, sont diffusées en direct sur la chaîne officielle sur YouTube. Une chaîne d'information parlementaire a aussi été créée. Soucieux des jeunes en tant qu'avenir de la nation, le Parlement monténégrin reçoit régulièrement des visites d'élèves et d'étudiants, dont certains ont pris part à des simulations récentes de ses travaux visant à les familiariser avec le processus législatif et les compétences requises pour se lancer dans la vie politique. Également conscientes de la nécessité d'accroître la participation politique des femmes, les femmes parlementaires du pays ont formé un groupe se consacrant à cette question. Le

parlement de Mme Bogavac continue à s'engager en faveur des normes démocratiques les plus exigeantes et apprécie de pouvoir se familiariser avec les bonnes pratiques mises en place ailleurs pour surmonter les obstacles auxquels tous sont actuellement confrontés.

Mme L. Quartapelle Procopio (Italie) déplore que la myriade de difficultés menaçant de nombreux pays remette en cause la stabilité nationale et internationale. La pandémie de COVID-19 et les changements climatiques mettent en évidence la fragilité de la coopération internationale et sa nécessité. La démocratie est constamment menacée par le déficit de confiance, la désinformation, l'absence de communication et le manque de connaissances des valeurs et des processus démocratiques qui prévalent actuellement. Pour répondre aux nombreuses questions qui se posent autour de ces problématiques, il faut se départir de toute arrogance ou polarisation, ce qui ne signifie toutefois pas qu'il faille tolérer des menaces aux valeurs communes que sont l'état de droit, la démocratie et les droits de l'homme.

Au contraire, il faut lutter contre le chaos et la polarisation affectant les institutions démocratiques, ce qui exige une démarche globale et un renforcement des alliances. La coopération ne pourra cependant s'instaurer que si les parlementaires revisitent d'abord les approches utilisées dans leur propre pays, faute de quoi ils donneront le sentiment d'être coupés du peuple qu'ils représentent. Le meilleur endroit pour commencer à faire changer les choses est chez soi.

M. A.-E. Ntugu Nsa (Guinée équatoriale) qualifie l'état de droit, le respect des droits de l'homme, le pluralisme politique, l'égalité et les diverses libertés de pierres angulaires de la démocratie moderne. Au terme de 15 années de dictature, son pays est passé du dysfonctionnement à une démocratie participative grâce à l'approbation par référendum d'amendements constitutionnels. Outre la crise sanitaire déclenchée par la COVID-19, une base militaire de la Guinée équatoriale a été touchée par des explosions dévastatrices, qui ont provoqué de nombreux décès et blessures, ainsi que des dégâts importants à des bâtiments publics et privés. Le public a affronté les conséquences de cette tragédie dans un climat de solidarité avec les institutions du pays et le Vice-Président est intervenu personnellement pour obtenir le soutien moral et financier requis par les victimes, qui ont dû être évacuées immédiatement de la zone de la catastrophe, et par les blessés graves, dont certains ont perdu des membres. Une organisation non gouvernementale a aussi donné des vêtements, de la nourriture, des médicaments et une aide financière aux victimes.

Le pays de M. Ntuga Nsa remercie tous les États, les organisations internationales et les partenaires du développement qui ont spontanément apporté leur aide au cours de cette bien triste période. Ses remerciements vont également au Gouvernement espagnol pour être si rapidement intervenu sur place. Le Président de la Guinée équatoriale a demandé à la communauté internationale son aide financière pour reconstruire les zones touchées et M. Ntuga Nsa souhaite faire de même auprès des Membres de l'UIP, qu'il invite à relayer cet appel à leurs gouvernements respectifs. Sur un autre sujet, une commission chargée de la COVID-19 et deux sous-commissions (une politique, et l'autre technique) ont été créées pour lutter contre la pandémie, ce qui a permis de faire baisser les infections dues à la COVID-19 et de lancer une campagne de vaccination massive.

Mme M.A. Djalo Nandigna (Guinée-Bissau) considère que la pandémie de COVID-19 a obligé l'humanité à se confronter à une réalité qu'elle avait écartée, à savoir que seuls des efforts conjoints peuvent permettre de surmonter des problèmes mondiaux. La croyance obstinée dans des barrières physiques et mentales fictives contribue à accroître les divisions et à faire échouer de tels efforts. En dépit des leçons de l'histoire et des institutions, mécanismes et instruments créés pour promouvoir la paix, la stabilité et la coexistence saine, les difficultés peuvent faire ressortir un égoïsme battant en brèche l'adage qui dit que l'union fait la force. L'esprit d'union doit toujours être présent dans toutes les luttes contre les menaces existentielles, quelles qu'elles soient. La diversité est un autre point fort, ce qui signifie qu'il faut œuvrer pour le bien de tous, sans discrimination et dans le respect de la dignité. Toutes les avancées permises par une concurrence saine doivent aussi être inclusives et équitablement partagées.

Les pandémies, les événements climatiques et les autres catastrophes naturelles touchent tous les êtres humains, car la nature ne fait pas de distinction. Des êtres humains qui pensent et ressentent ne devraient pas non plus exercer de discrimination à l'encontre de leurs congénères, mais apporter leur contribution au progrès en œuvrant pour le bien commun et en traitant tout un chacun de façon équitable. Les États doivent appliquer le même principe d'égalité et coopérer avec

les pays les moins avancés plutôt que de les considérer comme un marché à conquérir. Personne ne doit être vu comme un ennemi. L'accent doit au contraire porter sur la mise à profit de la sagesse, de la technologie et des ressources naturelles pour servir l'intérêt du plus grand nombre. En résumé, les habitant de la terre doivent consentir des efforts concertés pour relever les défis mondiaux qui créent des liens de plus en plus puissants entre eux.

M. G. Coutinho Rodriguez (Uruguay) s'élève contre le fait que les efforts consentis par les parlementaires pour créer un environnement harmonieux et éviter la polarisation soient interprétés comme excluant le débat. Bien au contraire, les débats sérieux et approfondis, qui se soldent par l'adoption de lois de qualité et par l'élaboration ultérieure de politiques répondant aux besoins du public, y compris dans des situations d'urgence, renforcent le pluralisme et la démocratie. Il faut punir les propos haineux. La tolérance et la diversité d'opinion étant leur raison d'être, les parlements sont le lieu idéal pour développer l'entente et la bonne intelligence. Caisse de résonance de l'opinion publique, en outre, ils sont les mieux placés pour interpréter les inquiétudes des citoyens et s'attaquer aux défis nationaux et mondiaux. La participation de la société civile et l'interaction avec elle doivent aussi être encouragées.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a pour objectif de ne laisser personne de côté et la Décennie d'action visant à atteindre les ODD s'est déjà ouverte. Les défis découlant des conflits, de la pauvreté extrême et des changements climatiques doivent par conséquent être atténués ou neutralisés en luttant contre la désinformation et en adoptant une perspective large et plurielle développant la confiance du public. Un message dénonçant clairement la corruption doit aussi être envoyé, car cette dernière érode et corrode la société, affaiblissant ses institutions et attisant les tensions. La pluralité, le respect, la responsabilité, la transparence et la rigueur législative sont les facteurs saillants en jeu pour surmonter les défis menaçant la démocratie.

Mme M. Palmitjavila (Andorre) conclut que la pandémie de COVID-19 a amené les citoyens à réfléchir à leurs habitudes, comportements et relations aux autres et à l'environnement. Le sentiment de coupure et de méfiance à l'égard du parlement a été exacerbé, favorisant la montée du populisme et du radicalisme, qui remettent en cause, affaiblissent et menacent la coexistence démocratique. Défendre et développer la démocratie revient à redonner espoir. Il convient d'évaluer l'incidence de la pandémie sur tous les secteurs pour redéfinir les priorités et éliminer la discrimination et les inégalités, les décisions politiques devant, quant à elles, être calibrées de façon à assurer la protection des groupes vulnérables. Pour leur part, les parlementaires doivent faire évoluer leurs méthodes de travail, écouter leurs concitoyens, s'engager en faveur de l'amélioration des consultations rassemblant les partenaires locaux, nationaux et mondiaux, y compris les acteurs privés, et élaborer en particulier de nouveaux modèles de participation des jeunes. Il serait également opportun de s'inspirer du travail mené par les organisations internationales.

D'autres considérations doivent être prises en compte, notamment le développement écologique, qui doit être mis au cœur du débat politique, la définition de projets prioritaires, accompagnés de priorités d'action visant à assurer une gouvernance transversale protégeant efficacement l'environnement et contrant les effets des changements climatiques, y compris avec la participation du public. L'éducation doit s'adapter aux défis qui se présentent et promouvoir l'adaptabilité. Des efforts doivent également être consentis pour promouvoir la santé humaine, en particulier la santé mentale, protéger les personnes âgées et assurer les droits à la retraite et à une vie digne aux générations futures, en affectant à tous ces domaines prioritaires un financement suffisant. La coopération qui s'est manifestée pendant la pandémie doit se poursuivre et se développer et les institutions, les parlements et les assemblées interparlementaires faire tout ce qui est en leur pouvoir pour renforcer cette solidarité.

Mme W. Andrade Muñoz (Équateur) invite les parlements à innover, à surmonter leurs divisions et à intensifier le dialogue pour susciter de l'espoir et non de la haine. Les deux guerres mondiales et la chute du communisme ont accéléré la démocratisation jusqu'au stade actuel, caractérisé par le fait que plus de la moitié de la population mondiale vit dans une démocratie d'un type ou d'un autre. Peu de gens sont toutefois convaincus que la démocratie fonctionne. Elle est prise en tenailles entre un autoritarisme croissant, l'innovation et les réformes citoyennes en faveur des libertés fondamentales, qui ne survivront que si la démocratie est adaptée et revitalisée. Dans ce contexte, le Parlement équatorien a réformé en profondeur en 2020 le Code de la démocratie du pays, qui prévoit désormais, entre autres mesures, la désignation d'une femme en tête de 50 pour cent des listes de candidats d'ici 2025 et l'application de sanctions aux violences politiques, qui dissuadent les femmes, plus particulièrement, de participer à la vie politique.

Les changements climatiques figurent au nombre des défis à relever de toute urgence en collaboration avec la jeune génération. Le renforcement des institutions sera un atout pour la démocratie représentative. Les partis politiques sont les piliers de la démocratie et il ne saurait y avoir de démocratie sans partis politiques, qui ne peuvent pas non plus se développer sans elle. Il faut des partis politiques audacieux pour repousser les limites de la démocratie, défendre la cause du féminisme et de l'environnement, lutter contre la corruption et renforcer la démocratie par le dialogue et le consensus avant tout. L'heure est venue de réfléchir aux enseignements à tirer de la pandémie et de mettre en œuvre les réformes requises pour garantir les critères de base de la dignité humaine, ce qui devrait constituer l'objectif quotidien poursuivi par les réseaux parlementaires pour promouvoir la participation des citoyens.

M. J.I. Echániz (Espagne) assume la présidence de la réunion.

M. M.R. Majidi (Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire asiatique (APA)) déclare que relever les défis auxquels la démocratie est confrontée est une tâche complexe exigeant une démarche globale, tout particulièrement dans une situation de pandémie critique mettant à rude épreuve les systèmes et les institutions chargés de la gouvernance. La pandémie a soulevé des interrogations concernant l'équilibre à trouver entre la santé publique et les libertés civiles, ainsi que la mesure dans laquelle ces libertés pourraient être limitées au nom du bien commun. Bien que des enquêtes récentes aient révélé que la majeure partie des individus sont prêts à sacrifier certaines de leurs libertés civiles à cette fin, ces questions ont déclenché de vastes controverses concernant la question de savoir si les démocraties étaient sacrifiées sur l'autel de la santé publique. Les gouvernements démocratiques tentent en général de tenir compte des préférences du public. Le degré d'acceptation, par les citoyens, des principes justifiant les restrictions législatives ou réglementaires aux libertés influe toutefois directement sur la bonne volonté dont ils feront preuve pour respecter les mesures d'urgence adoptées. C'est le respect de ces politiques dont dépend, en dernière analyse, leur réussite ou leur échec.

M. S. Boule (Spécialiste principal du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme) annonce que le Fonds mondial, qui a sauvé plus de 44 millions de vie au cours de ses 20 années d'existence, est le plus grand financeur multilatéral du renforcement des systèmes de soins, grâce au soutien politique indéfectible d'un grand nombre de pays dans le monde. Lorsque la pandémie de COVID-19 s'est déclenchée, le Fonds mondial a réagi rapidement en débloquant plus de 4,1 milliards d'USD pour venir en aide à une bonne centaine de pays, mais son financement s'épuise. Partout dans le monde, investir durablement dans les systèmes de santé doit être une priorité politique absolue. De tels investissements montrent aux citoyens que le gouvernement œuvre pour reconstruire en mieux et offrent une occasion réelle de renforcer la démocratie. La réussite de la septième Reconstitution du Fonds, qui interviendra fin 2022 dans le but de collecter des financements pour le prochain cycle triennal de dons, revêtira une importance centrale pour les efforts déployés par ce dernier dans le but de mettre un terme d'ici 2030 aux pandémies actuelles de VIH, de tuberculose et de paludisme et de construire des systèmes de soins plus solides, capables de faire face aux futures menaces pandémiques qui feront inévitablement leur apparition.

M. F. Zon (Indonésie, Vice-Président du Comité exécutif de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC)) déplore la corruption généralisée profondément enracinée dans la société, qui est à l'origine de la division sociale et produit des effets à long terme tels que la polarisation sociale, la contestation et l'absence de confiance du public dans les processus démocratiques, tout en sapant la croissance économique et la cohésion sociale. La lutte contre la corruption exige de combler ce fossé et les parlements jouent un rôle central dans la réalisation et la pérennisation d'une gouvernance de qualité, qui constitue un élément indispensable.

La GOPAC, plateforme chargée de cette collaboration, met l'accent sur la promotion d'une plus large ouverture législative et prône l'adoption de lois garantissant le droit du public à l'information et facilitant la divulgation active de l'information parlementaire pour inciter à la tenue de débats publics reposant sur des éléments factuels. Elle encourage également les personnes concernées par des décisions publiques à s'impliquer dans le processus de prise de décision et s'efforce de veiller à ce que les groupes vulnérables et minoritaires ne soient ni exclus ni marginalisés lors de l'élaboration des politiques. Elle est donc à disposition pour faciliter l'échange d'informations, fournir des outils de référence, présenter les bonnes pratiques et permettre aux différentes régions de mener à bien un examen par les pairs et un apprentissage réciproque.

M. D. Verga (Ordre souverain de Malte) annonce que son ordre est honoré d'avoir le privilège de disposer désormais du statut d'observateur permanent à l'UIP, organisation dont il partage les principes et les valeurs, comme en témoigne sa mission humanitaire millénaire visant à aider les faibles, les malades, les groupes marginalisés et les personnes dans le besoin. Institution d'inspiration religieuse neutre, impartiale et indépendante, l'Ordre se tient prêt à apporter ses idées et propositions pour relever la multitude de défis auxquels sont confrontés les États et les sociétés et à mettre à disposition son expérience et ses connaissances spécialisées pour renforcer la confiance dans les institutions représentatives, ainsi que développer la culture du dialogue, de la solidarité, de la coopération et du respect mutuel. L'Ordre entretient une relation de qualité mutuellement profitable avec l'UIP, avec laquelle il partage des intérêts se recoupant sur un grand nombre de points, notamment le dialogue interreligieux, la consolidation de la paix, les droits de l'homme et l'état de droit. Il se félicite de la coopération fructueuse qui s'établira entre les deux organisations.

Mme A. Shkrum (Ukraine) évoque les références aux crises de la démocratie, à la division, au populisme, à la désinformation, à la manipulation de l'opinion publiques et aux dangers des réseaux sociaux qui ont émaillé le débat en cours. Décrite par Winston Churchill comme le pire des régimes, à l'exception de tous les autres, la démocratie doit bénéficier au peuple, notamment grâce à la promotion des droits de l'homme, de l'inclusion et de la participation. La maxime qui veut que la liberté de l'un se termine là où commence la liberté de l'autre s'applique aussi aux pays qui se lancent dans des tentatives d'annexion de territoires étrangers, qu'il convient d'arrêter par un effort conjoint. Des franges du territoire ukrainien ont été annexées et occupées par la Fédération de Russie, qui a tué et blessé des milliers d'Ukrainiens et en a déplacé 1,5 million à l'intérieur de leur pays. Il faut aussi mettre un terme à la guerre hybride, qui prend la forme de cyberattaques, de mensonges, de désinformation et de propagande, sujets auxquels l'UIP devrait consacrer toute son attention.

M. P. O'Sullivan (Irlande) considère que les échanges, les débats et la participation du public devraient être le fondement de tout État démocratique florissant, mais qu'une large part du public boude le système politique, tout particulièrement les jeunes, qui se sentent sous-représentés et négligés. Le temps requis pour régler les difficultés posées par l'éducation, le logement et les changements climatiques, entre autres, suscite impatience et mécontentement, souvent exprimés en ligne et alimentés par les réseaux sociaux et la désinformation, dont les responsables des plateformes devraient être tenus pour responsables. L'une des armes clés pour lutter contre la désinformation et la désaffection du public est l'éducation civique et politique telle qu'elle est pratiquée en Irlande. Elle permet aux jeunes de comprendre quel rôle ils remplissent dans le monde en faisant entendre leur voix et en exerçant leurs responsabilités de citoyens pour veiller à ce que la démocratie reste participative et transparente. La transformation rapide, lors de l'Assemblée en cours, de cinq points d'urgence en un seul offre un exemple flagrant de dialogue, de communication et d'entente respectueuse dont il faudra s'inspirer ailleurs.

M. F. Naek (Pakistan) explique que la démocratie continue à évoluer dans son pays, qui est l'une des plus grandes démocraties du monde musulman, mais qu'il faut constamment surveiller les forces antidémocratiques et les combattre. Il est important de préserver une liberté d'expression et d'opinion saine et de combler les inégalités économiques, qui constituent une source majeure de frictions et de méfiance de nature à alimenter les conflits et l'extrémisme. Les parlementaires doivent contribuer à promouvoir la cohésion, l'entente et les compromis (évolution que des médias libres peuvent soutenir en invitant à la tolérance) et à combler le fossé économique. D'autres facteurs sont d'immense valeur pour faire évoluer positivement la démocratie et consolider la confiance, notamment les élections libres et équitables, la transparence institutionnelle et l'accès rapide à une justice impartiale. La démocratie ne peut toutefois pas s'enraciner ni être revitalisée sans un engagement collectif, ce qui révèle toute l'importance de l'UIP en tant qu'enceinte défendant les principes démocratiques. En dernière analyse, la pire des démocraties vaut toujours mieux que la meilleure des dictatures.

M. W. Soto Palacios (Pérou) estime que la démocratie ne se résume pas à voter lors des élections programmées, mais qu'elle exige aussi du public qu'il participe à la vie politique pour le bien-être de tous. La solidité de la démocratie est directement proportionnelle à l'exercice d'une citoyenneté conditionnée par le contexte politique, socio-économique et culturel. La démocratie

exige la coexistence dans un cadre où prévalent la liberté, la justice, l'égalité et la solidarité et où les décisions, qui visent à créer l'égalité sociale, sont adoptées au consensus. Il faut consentir davantage d'efforts pour que tous les groupes de population se sentent représentés et servis par des institutions performantes œuvrant pour le bien des citoyens. Le changement commence chez soi et dans la famille et des individus meilleurs feront de meilleurs citoyens, ce qui permettra ensuite l'établissement d'une société plus humaine, tolérante et respectueuse. Toute cette société doit œuvrer de concert pour constituer une communauté meilleure, dans laquelle la liberté, l'égalité, la justice, les droits de l'homme, le développement et la démocratie deviendront des réalités.

Mme J. Oduol (Kenya) déplore que les femmes de son pays donnent encore aujourd'hui le sentiment d'être dans l'antichambre des organes de prise de décision au lieu d'y être représentées. Dans ses efforts pour faire fonctionner la démocratie, le Parlement kényan abordera les questions de l'origine ethnique, qui entrave la participation des femmes, de la corruption, de la désinformation et du cybercrime, qui s'en prend aux femmes, et de la faiblesse des institutions, qui ne donnent pas la priorité aux femmes. Les parlements doivent tenir compte de l'avis des femmes, les partis politiques doivent veiller à ce que les femmes aient leur mot à dire et les femmes elles-mêmes doivent montrer qu'elles dirigent autrement, notamment en abordant des questions vitales et en faisant entendre des voix d'habitude silencieuses. Les parlements doivent être représentatifs de la diversité, garantir l'égalité des chances pour tous sur les plans social et politique, protéger les citoyens, ainsi que le droit et le devoir d'assumer le leadership politique, promouvoir l'engagement neutre et la transparence dans les dépenses d'argent public et veiller à ce que tout le monde puisse être entendu Après tout, la démocratie est faite pour le peuple, avec le peuple, et les femmes font partie du peuple.

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo) ouvre le dernier segment du débat, consacré aux jeunes parlementaires, en se déclarant convaincue que les parlementaires doivent user de leurs pouvoirs législatif et de contrôle pour endiguer la vague de polarisation et les fausses informations diffusées par les réseaux sociaux. Pour son pays, la menace représentée par la remise en cause de la cohésion sociale et du respect de la diversité, de l'inclusion et des droits de l'homme est majeure. Le Parlement congolais, partisan de la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !,* cherche des fonds pour renforcer la capacité des plus jeunes de ses membres à promouvoir la bonne gouvernance. Tant que les lois ne sont pas correctement appliquées, les droits et les besoins ne pourront pas être garantis et la démocratie en tant que telle devient inapplicable. Le pays de Mme Furaha Muyumba , qui abrite une riche biodiversité et joue donc un rôle décisif dans les changements climatiques, s'est engagé à respecter ses contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. Le soutien et la solidarité à l'échelle internationale seront toutefois indispensables pour arrêter les effusions de sang provoquées par les groupes participant au pillage de ses ressources naturelles et semant du même coup la discorde. Ce n'est qu'à de telles conditions qu'il sera possible de rétablir la stabilité et le développement.

Mme L. Vasylenko (Ukraine) déplore que les parlements, en profitant des avancées technologiques pour investir l'espace en ligne, aient perdu le contact avec les peuples qu'ils représentent dans le nouveau défi que la démocratie s'impose à elle-même. L'absence d'ouverture et de possibilité de se rencontrer et de s'exprimer librement alimente aussi la désinformation, autre ennemi de la démocratie. L'information est diffusée par les réseaux sociaux à une vitesse sans précédent, qui ne laisse souvent pas le temps de vérifier sa véracité. Il devient donc de plus en plus facile de manipuler les faits et d'alimenter les tensions, ce qui entraîne la division, la fragmentation et la polarisation. Dans le cadre de la reprise post-pandémie, les parlements doivent consentir davantage d'efforts pour offrir de nouveau aux citoyens des espaces de discussion ouverts et libres impliquant tous les groupes et accroître la représentation des jeunes et des femmes. Outre le fait qu'ils doivent unir leurs forces en ce sens, les parlementaires doivent adopter un positionnement ferme à l'égard des pays utilisant l'information comme arme de manipulation et retournant les peuples contre les régimes démocratiques.

M. S. Tynkkynen (Finlande) annonce la mauvaise nouvelle concernant l'état mondial de la démocratie, à savoir que le monde devient de plus en plus autoritaire. Pour la cinquième année consécutive, le nombre de pays qui semblent glisser dans une dérive autoritaire augmente, presque les trois quarts de la population du monde vivant dans un pays connaissant un recul de la

démocratie ou étant gouverné de façon totalement non démocratique. L'erreur commise à l'issue de la guerre froide a été de croire que les pays adopteraient automatiquement un mode de gouvernement démocratique. La démocratie exige beaucoup d'efforts, toutefois, car elle est exposée partout aux forces non démocratiques. L'autoritarisme est une menace croissante, tout particulièrement dans les pays dans lesquels la notion de démocratie reste fragile. Parmi les actes inconsidérés des régimes autoritaires figure celui du Président bélarussien Loukachenko, qui utilise les propres structures de l'Europe à son détriment pour provoquer de l'instabilité. Ces intervenants, qui ne respectent pas les règles du jeu, ne craignent pas d'exercer un pouvoir d'un autre type pour atteindre leur objectif. Personne ne doit rester passif ni silencieux dans la bataille en cours, dans laquelle les valeurs sont constamment remises en cause.

Mme T. Owatemi (Royaume-Uni) déclare qu'il apparaît clairement aux jeunes parlementaires comme elle qu'un grand nombre des problèmes débattus au cours de l'Assemblée découlent de décisions prises (ou pas) par les générations précédentes, problèmes qui sont apparus pendant la vie de ces parlementaires sans qu'ils en soient cependant responsables. L'un des bienfaits et l'un des points forts du système parlementaire, toutefois, est qu'il reste ancré dans l'ici et maintenant, quel que soit le caractère historique de l'institution et l'origine ancienne des problèmes. Les parlementaires sont élus pour s'aventurer sur de nouveaux chemins et proposer des idées nouvelles. Leur travail ne se définit pas seulement par le passé, il est constamment façonné par les titulaires actuels des postes, leurs idéaux et leur lien avec ceux qu'ils représentent. Les jeunes parlementaires aptes à apporter un changement positif doivent continuer à construire leur propre démocratie avec optimisme, énergie et innovation pour laisser un monde et un héritage meilleurs aux jeunes générations dans des domaines tels que les changements climatiques, la diversité et les inégalités entre les sexes.

M. S. Patra (Inde) rappelle que son pays abrite la population jeune la plus importante du monde, qui doit jouer un rôle catalyseur significatif dans son économie en pleine croissance. La politique nationale en faveur des jeunes, entre autres initiatives, incite la jeunesse indienne, porteuse d'espoir comme dans toutes les nations, à participer à la vie politique et la prise de décision à tous les échelons et la question des jeunes est au cœur de la feuille de route du pays en faveur du développement, établie sur 25 ans. L'âge à partir duquel il est possible de voter a été fixé à 18 ans et l'âge pour être élu au Lok Sabha et aux assemblées des états à 25. Le Lok Sabha compte 12 pour cent de membres de moins de 40 ans. Un Parlement des jeunes indien a été créé, ainsi que des plateformes informelles permettant aux jeunes parlementaires de dialoguer avec les dirigeants. En bref, l'Inde dispose des ressources nécessaires pour aider les jeunes à renforcer leurs connaissances et compétences sur le plan de la procédure politique et du bien-être social et communautaire, ce qui promeut leur participation à la prise de décision.

Mme M. Farrell (Irlande) rappelle les nombreux défis auxquels est confrontée la démocratie. Les inégalités économiques ont entraîné des inégalités politiques, un grand nombre de communautés se sentant exclues en raison de l'influence exercée par les milieux financiers sur la politique et des vases communicants entre gouvernements et intérêts acquis. Il faut réautonomiser ces groupes en axant la politique publique sur les gens ordinaires et en fermant une bonne fois pour toutes la porte aux grandes sociétés et aux intérêts acquis, réalité politique qu'il n'est plus possible d'ignorer. L'un des exemples les plus frappants concerne le refus d'offrir les brevets des vaccins contre la COVID-19 aux pays en développement où, s'il n'est pas endigué, le virus continuera à muter et à se jouer de la lutte mondiale pour l'éradiquer. Les parlementaires, éclairés par la science et la solidarité, doivent mettre un terme à la discrimination et garantir à tous l'accès aux vaccins. Les bénéfices des entreprises privées doivent avoir une limite. Si la COVID-19 est une pandémie publique, les vaccins doivent être un bien commun.

M. H. Naderi (République islamique d'Iran) souligne qu'il est important de prévoir le développement et les besoins des jeunes, qui sont les catalyseurs les plus motivés et puissants de la transformation et des changements radicaux. L'histoire a montré que les extraordinaires compétences et le dynamisme et la réflexion incomparables des jeunes étaient à l'origine d'un grand nombre de nouveautés économiques, politiques, scientifiques et culturelles. Pour pleinement jouer leur rôle, y compris dans des situations aussi difficiles que la crise de la COVID-19, les jeunes doivent être bien formés et éduqués. Dans le pays de M. Naderi, un grand nombre d'innovations scientifiques et économiques de ces dernières décennies sont à porter au crédit des jeunes générations. De surcroît, un tiers des parlementaires iraniens sont des jeunes représentant

diverses ethnies, religions et écoles de pensée. En développant leurs talents, les jeunes prennent conscience du pouvoir et des responsabilités politiques importants qui sont les leurs. Leur engagement en faveur de la démocratie marquera un tournant permettant une participation significative à la bonne gouvernance et à la protection des valeurs nationales.

Mme R.A. Barbarán Reyes (Pérou), qui, à 27 ans, s'exprime en sa qualité de plus jeune parlementaire de son pays, souligne que les jeunes ont l'énergie et l'enthousiasme requis pour assumer des fonctions publiques et que les parlements doivent prendre des mesures pour les faire participer à la vie politique et soutenir leur aspiration à occuper de tels postes. Au Pérou, le nombre de partis présentant des jeunes déterminés sur leurs listes de candidats s'accroît et un parlement des jeunes a été créé pour que les jeunes Péruviens de 18 à 25 ans se familiarisent avec la vie parlementaire et le fonctionnement du Congrès. Les membres de ce parlement représentent leurs régions respectives et présentent leurs propres initiatives. Cette expérience porte ses fruits et pourrait être reproduite ailleurs. Dans la même veine, il serait intéressant d'entendre parler d'autres initiatives de même nature, visant à augmenter la visibilité et la représentation des jeunes. Les jeunes ne sont pas des concurrents, mais des alliés. Mme Barbarán Reyes invite les Membres à soutenir la campagne de l'UIP *Oui à plus de jeunes au parlement*.

M. E. Eriksen (Norvège) rappelle que, depuis sa création en 1889, l'UIP, consciente qu'une nation ne peut pas résoudre les problèmes isolément, construit des ponts entre les pays. Des efforts communs de la part de tous, sont par exemple requis pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et ralentir les changements climatiques, qui sont des problèmes impossibles à résoudre en un tournemain. Personne ne peut tout faire, mais tout le monde peut faire quelque chose. Ce que dit et fait l'UIP, qui représente 179 nations, compte. Elle doit mettre l'accent sur le renforcement de la démocratie, tout particulièrement pour les femmes et les jeunes. La moitié de la population mondiale a moins de 30 ans, mais seulement 2,6 pour cent des parlementaires appartiennent à cette tranche d'âge. Tout le monde doit pouvoir prendre part au processus démocratique, quel que soit l'âge, notamment. Les parlementaires doivent garantir ce droit, écouter les voix qui ne se font pas entendre et résister à l'oppression et à la tyrannie.

M. J.W. Kiarie (Kenya) déclare que, dans son pays, l'instabilité politique, la corruption, la mauvaise qualité des structures de gouvernance, la réactivité et la représentation limitées et les changements climatiques sont considérés comme les réels défis actuels pour la démocratie. L'une des autres difficultés vient de l'avalanche d'informations, principalement alimentée par la technologie, tout particulièrement les réseaux sociaux, qui permettent de diffuser en permanence dans le monde entier, à la vitesse de la lumière, des fausses informations, des demi-vérités et des prises de position morales et éthiques floues et ambiguës. La remise en cause des objectifs communs que cela occasionne entrave la capacité des démocraties parlementaires à s'unir et à prendre appui sur les manifestations de bonne volonté. Les parlementaires doivent décider de remplir leur mission pour surmonter ces difficultés, la démocratie en dépend. La démocratie, héritée de nos ancêtres, doit être protégée avec détermination et, surtout, esprit d'innovation, afin de pouvoir la léguer aux générations futures. Les parlementaires doivent donc prendre la décision de préserver la démocratie en la protégeant et en la défendant jalousement en permanence.

Mme J. Nemadzinga-Tshabalala (Afrique du Sud), relevant que l'avenir d'une nation dépend de sa jeunesse, rappelle que la jeunesse africaine connaît des difficultés telles que le chômage, la violence et les conflits, que ses inquiétudes restent sans réponse et qu'elle est sous-représentée dans les instances de prise de décision, dont le parlement. Il faut créer davantage de groupes de jeunes parlementaires, comme le préconise l'UIP, pour défendre la cause des jeunes et veiller à ce que les programmes gouvernementaux soient fermement axés sur les jeunes. Depuis la création du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP en 2018, la participation des jeunes à la vie politique a augmenté, mais lentement. L'âge minimum élevé pour se présenter à des élections législatives, le manque de jeunes dans les partis politiques pour des motifs divers et la tendance des partis à sélectionner des candidats expérimentés figurent au nombre des entraves potentielles. Les quotas de jeunes parlementaires se sont révélés efficaces ailleurs, mais il n'existe pas de disposition législative ni constitutionnelle prévoyant des quotas en Afrique du Sud, où le parlement se consacre à la création d'un groupe de jeunes parlementaires, entre autres mécanismes visant à promouvoir la représentation des jeunes.

M. D. Stögmüller (Autriche), exprimant son admiration pour le Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, déclare que non seulement ses membres aident les nouveaux arrivants comme lui à s'orienter dans les Assemblées de l'UIP, mais ils soutiennent les jeunes parlementaires du monde entier désireux de créer des réseaux et d'échanger des idées sur les orientations politiques vues dans la perspective des jeunes. Certaines des mesures prises contre le virus au cours de la pandémie de COVID-19 ont exacerbé la polarisation existante. Les gens se sentant en colère, frustrés, discrédités et exclus, les responsables politiques, tenus de nouer un dialogue avec le public, doivent prouver chaque jour qu'ils sont en mesure de faire la différence.

Il convient également d'agir dans les plus brefs délais pour lutter contre les changements climatiques, crise énorme pour laquelle il n'existe pas de remède miracle et dont les conséquences commencent à se faire sentir. Des projets novateurs tels que l'Assemblée australienne pour le climat, au cours de laquelle les citoyens sont appelés à participer à l'élaboration de la politique climatique du pays, peuvent contribuer à améliorer le dialogue et à donner espoir en montrant la différence que fait l'union.

M. U. Lechte (Allemagne) qualifie l'exploitation sexuelle des enfants en ligne d'épidémie mondiale, encore aggravée par les innombrables images et vidéos constamment mises sur le réseau, ce qui a des conséquences physiques et mentales graves sur les enfants et leur vie. Par le biais d'Internet, des contenus nuisibles de cette nature (qui, sans Internet, ne seraient à la disposition que d'un groupe restreint d'individus) sont accessibles facilement et diffusés rapidement et sans moyen de contrôle, les coupables bénéficiant de l'anonymat accordé par le support numérique, ce qui rend les poursuites judiciaires plus difficiles. Cette question doit être abordée dans une perspective mondiale globale, qui exige l'harmonisation croissante et le renforcement des cadres juridiques, des lois criminalisant la production, la distribution, l'acquisition et la possession de ce contenu et une coopération mondiale plus intense en matière de répression grâce à l'échange d'informations. Les mesures de prévention et d'intervention doivent aussi être renforcées pour accélérer la détection des délits de nature sexuelle, l'éducation jouant un rôle clé. Les parlementaires assument collectivement la responsabilité de protéger les populations les plus vulnérables et de créer une culture de vigilance permettant de lutter contre ce problème.

M. M.R. Rahmani (Afghanistan), s'exprimant à la fin du débat en sa qualité d'observateur, rappelle que le récent processus de paix en Afghanistan, qui n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés, y compris la préservation des avancées enregistrées, a également subi les conséquences délétères des politiques discriminatoires et de la corruption régnant dans les cercles dirigeants afghans. Le Parlement présidé par M. Rahmani, plus puissant, plus jeune, mieux formé et comportant davantage de femmes parlementaires, n'a pas ménagé ses efforts pour consolider la démocratie, ce qui lui a valu un énorme soutien politique et lui a donné une forte légitimité. Une fois au pouvoir, les Talibans se sont brutalement imposés, provoquant des milliers de décès, un exode de masse, la peur de ceux qui sont restés, la fermeture des établissements scolaires et la libération de criminels aguerris.

La Constitution afghane et des centaines de lois ont été abolies, toutes les obligations souscrites au titre d'instruments internationaux ont été reniées et il n'y a plus ni tribunaux ni parlement. Les principes appliqués par les Talibans reposent sur des croyances personnelles et l'idéologie, sans aucune connaissance du fonctionnement quotidien d'un pays. Les Afghans n'ont donc plus de moyen de subsistance, avec tout ce que cela implique, et l'Afghanistan est en outre la destination préférée des terroristes internationaux, qui prolifèrent et sont susceptibles d'organiser des attentats dans les pays avoisinants. L'indifférence de la communauté internationale à l'égard de la menace constituée par le régime des Talibans et ses alliés terroristes aura des conséquences dangereuses pour la région et au-delà. Pour éviter une guerre civile sanglante et éviter que le pays ne devienne le refuge des groupes terroristes, l'Afghanistan doit avoir un gouvernement national inclusif, dans lequel tous les groupes pourraient se retrouver. Sans pression internationale en faveur d'une aide humanitaire sans entraves, des Afghans innocents mourront de faim et de pauvreté, un nombre considérable d'autres continuant à souffrir sous le joug de la tyrannie.

La séance est levée à 12 h 50.

Séance du lundi 29 novembre

(Après-midi)

La séance est ouverte à 15 h 15 sous la conduite de Mme M. Batet Lamaña, Présidente du Parlement espagnol et Présidente de la 143e Assemblée.

La Présidente attire l'attention sur le point d'urgence intitulé *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19*.

M. W. William (Seychelles), rapporteur du point d'urgence, déclare que le comité de rédaction du point d'urgence s'est réuni la veille au soir pour examiner le projet de résolution. Les pays suivants ont pris part à la réunion : Arabie saoudite, Belgique, Fédération de Russie, Mexique, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Uruguay et Zambie. M. J. Wadephul (Allemagne) a été nommé Président de la réunion. Un conseiller spécialisé d'ONUSIDA a aussi contribué aux travaux du comité.

L'Assemblée a également pu débattre de la résolution. Les Membres ont unanimement considéré que l'équité vaccinale était une question grave, en soulignant la nécessité de lever toutes les entraves à l'immunité mondiale.

Le projet de résolution final souligne l'importance accordée par les parlementaires du monde entier à l'équité vaccinale. Il faut faire évoluer la situation, afin de passer de "personne n'est protégé tant que tout le monde n'est pas protégé" à une sécurité mondiale plus convaincante. L'une des priorités de la promotion de l'équité vaccinale consiste à mieux faire connaître l'efficacité des vaccins et à inciter à les adopter.

M. J.F.N. Mudenda (Zimbabwe) annonce qu'il souhaite exprimer des réticences et demande comment procéder.

Le Secrétaire général répond que l'Assemblée est libre de proposer des amendements au texte. Cependant, ces amendements ne doivent pas modifier la portée ni le fond de la résolution. Les amendements quant à la forme sont autorisés. M. Mudenda est prié de préciser ses réticences.

M. G. Coutinho Rodriguez (Uruguay) indique que le comité de rédaction n'a pas ménagé ses efforts pour rédiger un projet de résolution final fidèle à l'esprit du message que l'Assemblée souhaitait faire passer. Un débat long et animé a eu lieu et les membres ont tenté d'être aussi concis que possible. Il a été décidé de donner des précisions concernant les inégalités entre les pays, ainsi que de parler de "vaccination" plutôt que de "vaccins". Le projet final s'inspire de la motion présentée par le Groupe africain, qui a été unanimement soutenue par l'Assemblée. Il est demandé à M. Mudenda de préciser ce qui ne lui convient pas afin de trouver une solution.

M. J.F.N. Mudenda (Zimbabwe) demande à ce que l'alinéa 8 parle de "pays en développement" au lieu de "pays à revenu élevé". Il faut une phrase d'introduction avant le premier paragraphe du dispositif, qui indique que c'est la 143e Assemblée de l'UIP qui s'exprime. Au premier paragraphe du dispositif, l'expression "des régions les plus touchées" doit être remplacée par "des régions les plus touchées par la COVID-19". Au deuxième paragraphe du dispositif, il faut écrire "invite instamment" au lieu de "prie également" et "observer" au lieu de "reconnaître", afin de souligner l'aspect critique de ce problème. M. Mudenda pense que le troisième paragraphe du dispositif devrait être plus ferme et il opterait pour le verbe "implore" en remplacement du verbe "encourage". La formule "pour garantir l'accès aux vaccins à tous les bénéficiaires en ayant besoin" doit être ajoutée après "initiatives régionales concernées". Il faut que le quatrième paragraphe du dispositif aborde la question essentielle des brevets sur les vaccins, qui influe sur l'aptitude de certains pays à produire des vaccins. Le sixième paragraphe du dispositif devrait mentionner "l'approvisionnement en vaccins contre la COVID-19" au lieu des "vaccins contre la COVID-19".

M. W. William (Seychelles), rapporteur du point d'urgence, indique qu'il ne voit pas d'objection à procéder aux modifications proposées par M. Mudenda si le comité de rédaction est d'accord.

M. G. Coutinho Rodriguez (Uruguay) considère que le mot "implore" a des connotations différentes dans les différentes langues, qui ont déplu à certains membres. Il pourrait toutefois s'agir d'une question de traduction facile à résoudre. Les brevets sur les vaccins concernent les vaccins, alors que la résolution porte sur la vaccination. Débattre de cette question prendrait beaucoup de temps et pourrait donner un texte qui modifierait la signification de la motion initiale ou qui irait contre l'élan de l'Assemblée. Les désaccords sur la forme peuvent être résolus, mais pas les divergences sur le fond.

Mme A. Gerkens (Pays-Bas) estime que certaines des observations formulées par M. Mudenda infléchiraient le texte dans un sens qui ne permettrait pas au Groupe des Douze Plus de continuer à le soutenir. Le contenu ne doit pas être modifié. Il est important de parler de "vaccination" et non de "vaccins".

M. J.K. Mhagama (République-Unie de Tanzanie) convient que la majeure partie du contenu doit rester identique, puisque la résolution bénéficiait du soutien de la majorité de l'Assemblée. Il est toutefois prêt à accepter tout changement de libellé.

M. J.F.N. Mudenda (Zimbabwe) pense également qu'une partie du problème peut se situer au niveau de la traduction. Il est favorable à la résolution sur le fond, mais pense qu'elle pourrait être peaufinée. La résolution doit être rédigée dans un anglais parfait. La question ne concerne pas tant la vaccination que l'équité vaccinale, qui vise à garantir l'accès aux vaccins sur une base non discriminatoire.

M. W. William (Seychelles), rapporteur du point d'urgence, déclare qu'il se ralliera à l'avis de la majorité. Cependant, les questions de forme pourront être réglées par le Secrétariat.

Le Secrétaire général rappelle le règlement, qui prévoit que le projet de résolution peut être amendé jusqu'à son adoption par l'Assemblée. Cependant, ces amendements ne doivent pas modifier la portée ni le fond de la résolution. Il est important de préciser que les propositions formulées par M. Mudenda concernent la forme et non le fond du texte. Le Secrétariat devrait donc être en mesure de procéder à ces changements une fois la résolution adoptée.

Mme A. Gerkens (Pays-Bas) pense que certaines des propositions formulées par M. Mudenda infléchissent le fond de la résolution, notamment son observation concernant la distinction entre vaccins et vaccination.

La Présidente conclut que l'Assemblée souhaite adopter la résolution à la condition que les changements proposés par M. Mudenda ne modifient pas le fond du texte.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 15 h 55.

Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme

Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants

SÉANCE DU SAMEDI 27 NOVEMBRE

(matin)

La séance est ouverte à 9 h 10 sous la conduite de M. D. Marie (France), membre du Bureau de la Commission permanente.

Adoption de l'ordre du jour
(C-III/143/A.1)

L'ordre du jour est adopté.

Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril/mai 2021)

Le compte rendu est approuvé.

Préparation de la résolution intitulée *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants*

a) Présentation du projet de résolution et du mémoire explicatif par les co-rapporteurs
(C-III/143/DR et C-III/143/M)

Le Président annonce que la séance 2021 du Forum de la gouvernance d'Internet des Nations Unies (FGI) prendra la forme d'une réunion hybride qui aura lieu à Katowice (Pologne), du 6 au 10 décembre 2021. Les parlementaires sont encouragés à participer au Forum, qui pourrait compter parmi les principaux thèmes de discussion des questions en rapport avec la présente résolution : le respect de la vie privée et l'usage légitime de données personnelles ; le juste milieu entre protection de la liberté d'expression et prévention des contenus préjudiciables ; et la gouvernance de l'intelligence artificielle.

Il rappelle que le projet de résolution et le mémoire explicatif en cours d'examen par la Commission permanente ont été préparés par trois co-rapporteurs : Mme A. Gerkens (Pays-Bas), Mme J. Oduol (Kenya) et M. P. Limjaroenrat (Thaïlande).

Mme A. Gerkens (Pays-Bas), co-rapporteure, remercie ses collègues co-rapporteurs et précise que le projet de résolution est l'aboutissement d'un travail intensif de collaboration. Les délégations ont proposé environ 80 amendements, qui témoignent de l'importance accordée au sujet à l'étude. Ces contributions démontrent que tous les parlementaires reconnaissent la nécessité de travailler de concert pour protéger les enfants d'un fléau qui fait fi des frontières. L'absence de législation nationale freine la lutte mondiale contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants : les auteurs d'abus ont vite fait de détecter la moindre faille juridique existant dans un pays et d'en tirer parti. Un large éventail d'instruments sont donc requis : non seulement une législation transversale indispensable, mais également des mécanismes de protection des victimes, tels que des services d'assistance téléphonique.

Certes, l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants est un sujet difficile, souvent tabou. Mais il est encourageant de constater que les parlementaires reconnaissent en général la nécessité d'adopter une résolution de l'UIP sur cette question. Le cyberespace est un monde complexe et difficile à comprendre, mais les parlementaires ne devraient pas se sous-estimer. Les jeunes savent sans aucun doute mieux utiliser les plateformes en ligne et ils apprennent vite dans un environnement en constante évolution. Mais les adultes sont, quant à eux, plus conscients des risques et des dangers existants. Les jeunes ont besoin de l'accompagnement des adultes. L'utilisation du cyberespace est une expérience éducative et enrichissante, mais qui peut aussi être dangereuse.

Même si les abus sexuels à l'égard des enfants sévissent souvent aussi dans le monde réel, la résolution est axée précisément sur les abus en ligne, qui sont multiples et complexes, et qui demeurent impunis le plus souvent. Il n'existe pas de solutions simples : une kyrielle de mesures s'impose dans plusieurs secteurs. Il aurait été difficile de condenser en un seul projet de résolution l'examen de toutes ces mesures. Les co-rapporteurs ont donc utilisé, comme point de départ, le modèle d'intervention nationale conçu par l'Alliance mondiale WeProtect, qui constitue un cadre d'action complet et adaptable à la situation nationale propre à un pays. Les co-rapporteurs espèrent que la résolution suscitera un débat sur le sujet, qui se poursuivra jusqu'à ce que tous les enfants du monde soient mis à l'abri.

Mme N. Lesuuda (Kenya), s'exprimant au nom de Mme Oduol (Kenya), co-rapporteure, explique que, la technologie ayant pris racine partout dans le monde, plusieurs préoccupations sont à l'origine du projet de résolution : l'absence de droit international unifié protégeant les enfants contre les abus en ligne, la nécessité de développer la technologie de balayage des communications Internet, la nécessité d'équiper des organismes au niveau national et de former leur personnel pour satisfaire aux exigences budgétaires et autres, la nécessité de renforcer la collaboration entre toutes les parties prenantes, y compris les parents et autres responsables, concernant les nouvelles pratiques exemplaires, et la nécessité de relever les défis associés à la répression de la cybercriminalité. Les parlements nationaux doivent s'efforcer de mettre en œuvre la législation et d'appliquer les pratiques exemplaires.

La coopération internationale en matière d'application de la loi est nécessaire pour les modalités de collecte, de traitement, de présentation et d'échange d'éléments de preuve sur les crimes commis en ligne. Les services d'assistance téléphonique pour la protection de l'enfance devraient bénéficier d'une aide aux utilisateurs. Des mécanismes de coordination devraient être mis en place pour permettre aux entreprises, en particulier les sociétés de jeu en ligne, et aux gouvernements d'échanger des renseignements concernant les activités des plateformes de messagerie. Les autorités chargées de la réglementation ont besoin d'assistance pour l'application de lignes directrices relatives aux mesures précises à prendre en cas d'infractions. Les mécanismes d'application de la loi insuffisants devraient être révisés, en particulier concernant la nécessité de tenir les fournisseurs de services, les entreprises et les auteurs responsables.

Il faut mettre en place des mécanismes permettant de signaler aux autorités compétentes la présence en ligne de délinquants sexuels notoires sans crainte de représailles pour violation de la vie privée. Les lacunes législatives – telles que l'absence de lois empêchant les pédophiles de passer des frontières – devraient être comblées et la législation relative à la cybercriminalité devrait être renforcée si elle est insuffisante. Le renforcement des capacités est également essentiel, d'autant plus qu'une proportion importante des cas d'exploitation sexuelle d'enfants en ligne impliquent la sollicitation d'enfants sur Internet à des fins sexuelles ou la contrainte de la part des auteurs. Il convient de corriger les lacunes constatées dans les programmes de sensibilisation et l'action éducative à l'intention des décideurs, des parents et d'autres responsables. La coopération internationale doit être axée sur six fronts : la politique et la gouvernance, la justice pénale, l'assistance aux victimes, l'éducation et la sensibilisation, les procédures industrielles ; les médias et les communications.

b) Débat sur le projet de résolution

M. F. Naek (Pakistan) déclare que le projet de résolution est bien rédigé et aborde sous tous ses angles la question de l'exploitation et des abus à l'égard des enfants. La coopération entre les pays est essentielle en la matière. Au Pakistan, de nombreux décideurs connaissent et comprennent le problème, et ont beaucoup fait pour la protection des enfants en ratifiant la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et en adoptant des mesures législatives au niveau national pour la prévention et la répression de la maltraitance des enfants. La pédopornographie, la séduction et la sollicitation d'enfants sur Internet à des fins sexuelles ont été érigées en infractions pénales par un amendement modifiant le Code pénal. Une commission nationale pour les droits de l'enfant a été créée, comportant des antennes aux niveaux provincial et fédéral, qui conseille le Gouvernement et se tient au courant de l'évolution des normes internationales. En vertu de la loi relative à la justice pour mineurs, des conseils juridiques sont prodigués gratuitement aux mineurs. En outre, des mesures législatives ont été adoptées prévoyant une réponse intégrée pour la réhabilitation d'enfants séquestrés et agressés sexuellement. Un service d'assistance téléphonique a été mis en place pour le signalement des cas d'enlèvement et de disparition d'enfants. Des règles de bienséance médiatique ont été

édictées et la possession d'images représentant des mineurs se livrant à un comportement sexuellement explicite est interdite. L'adoption de la résolution déposée devant la Commission permanente aiderait les parlements à faire passer d'autres lois propres à renforcer la protection des enfants contre les abus en ligne.

Mme A. Attalides (Chypre) indique que l'utilisation accrue de l'espace numérique résultant des restrictions imposées pour prévenir la propagation de la COVID-19 a entraîné une augmentation des abus en ligne à l'égard des enfants. Les parlementaires ont l'obligation de protéger les enfants. L'adoption de cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés, inspirés du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect, est cruciale. Il faut mettre en place une infrastructure pour protéger les victimes et leur offrir un environnement sain et favorable. Les parlements devraient envisager de légiférer sur les réseaux sociaux, en habilitant les entreprises à détecter, supprimer et bloquer les abus en ligne à l'égard des enfants et les contenus sexuellement explicites. Il est également primordial de sensibiliser les décideurs, les responsables de l'application de la loi et le grand public. Depuis 2014, la législation en vigueur à Chypre visant à lutter contre l'exploitation des enfants et la pédopornographie prévoit également des dispositions concernant les infractions en ligne. En qualité de législateurs, les parlementaires mesurent l'importance d'une riposte collective. L'initiative de l'UIP visant à élaborer une loi type contre l'exploitation en ligne des enfants est bien accueillie. Les parlements ont un rôle clé à jouer dans la coopération transfrontalière pour empêcher les responsables de commettre des crimes dans d'autres pays. En protégeant les enfants, on préserve l'avenir de la société.

M. D. Velkovski (Macédoine du Nord) remercie les co-rapporteurs pour leur travail concernant le projet de résolution. Bien qu'il soit exhaustif, le cadre international pour la protection des droits des enfants a été adopté avant le recours généralisé aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux réseaux sociaux, à une époque où les crimes contre les enfants n'étaient pas encore liés à l'environnement numérique. Les lignes directrices sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à l'ère numérique, adoptées par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, sont donc une bonne chose. La législation nationale en vigueur en République de Macédoine du Nord pour protéger les enfants de la violence a une large portée, mais sa mise en œuvre demeure problématique. Une stratégie nationale et un plan d'action complémentaire sur la violence à l'égard des enfants ont été adoptés, et un protocole a été établi pour la coopération entre institutions compétentes dans les cas de pédophilie et d'abus sexuels à l'égard des enfants. Un amendement au Code pénal est à l'étude qui vise à ajouter des dispositions régissant les abus, le harcèlement sexuel et la prédation en ligne. Les parlementaires ont l'obligation de mettre tout en œuvre pour l'adoption d'une législation exhaustive visant à protéger les enfants contre toute forme de violence ou d'exploitation dans les espaces numériques.

M. D. Florea (Roumanie) constate que l'activité criminelle en ligne et le recours au web clandestin ont augmenté de façon significative pendant la pandémie de COVID-19. On doit s'employer à mettre en place une législation efficace pour lutter contre ce phénomène, en tenant dûment compte des obligations internationales et régionales. En Roumanie, le système de protection des droits de l'enfant s'inspire du système de l'Union européenne, et des stratégies et instruments internationaux. Les parlements ont un rôle déterminant à jouer pour garantir la protection des enfants en toutes circonstances. L'adoption de la résolution actuellement devant la Commission permanente est donc cruciale. Les parlements doivent travailler en étroite collaboration avec les organes chargés de l'application de la loi et d'autres parties prenantes pour garantir la protection des enfants contre toutes formes d'abus, que ce soit en ligne ou en d'autres circonstances.

M. V. Dayal Ram (Inde) précise que l'Inde a adopté une loi historique – la loi sur la protection des enfants contre les abus sexuels – qui a été amendée en 2019. La délégation de l'Inde approuve globalement les questions traitées dans le projet de résolution, qui souligne la nécessité d'une législation nationale pour lutter contre les formes nouvelles et émergentes de violence, mais a néanmoins présenté un certain nombre d'amendements. Il explique que ces propositions ont plusieurs objectifs : aligner la terminologie du préambule sur celle de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, reconnaître l'importance pour les enfants des TIC comme instrument d'apprentissage, de socialisation, de jouissance de leurs droits humains et libertés fondamentales telles que le droit à l'éducation et à la liberté d'expression, et soulever la question des nouvelles formes de cyberharcèlement et de violence à l'égard des enfants résultant de l'utilisation des TIC.

Mme J. Salman (Bahreïn) remercie les co-rapporteurs du travail accompli pour le projet de résolution et déclare que les enfants doivent être protégés contre tous les dangers et risques. Les abus sexuels à l'égard des enfants sont ces crimes odieux qui devraient être traités avec le même sérieux que le terrorisme et le blanchiment d'argent. La lutte contre cette criminalité internationale transfrontalière nécessite une action à grande échelle, concertée et globale. Du fait des mesures imposées pour freiner la propagation de la COVID-19, les enfants privés de leur vie normale ont passé beaucoup plus de temps devant les écrans. La crise a profité à ceux qui s'en sont pris aux enfants en utilisant les jeux sur Internet pour les solliciter à des fins sexuelles, les exploiter et les maltraiter. Les enfants ont peur de se confier à leurs parents, les troubles mentaux augmentent, ainsi que les tentatives de suicide, dans certains cas.

Les parlementaires doivent tout mettre en œuvre pour combattre de tels crimes. Les enfants du numérique doivent être protégés. Le réseau d'appui à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants doit être global et reposer sur une coopération étroite et l'échange d'information. Les coupables doivent être identifiés, et toutes les entreprises impliquées doivent coopérer avec toutes les autres parties prenantes à l'échelle internationale et, en cas de violation, doivent être tenues responsables de ces crimes dangereux commis à l'égard d'un groupe vulnérable. Par ailleurs, la sensibilisation des enfants doit être une priorité. La cybersécurité pour les enfants devrait faire partie intégrante des programmes d'enseignement. Il est également primordial de sensibiliser les médias. Une action internationale s'impose pour protéger les victimes : les initiatives locales ne suffisent pas. La coopération à tous les niveaux est essentielle.

Mme A. Nassif (Égypte) note qu'il est difficile de mesurer l'ampleur de la criminalité en ligne, mais que la coopération internationale est essentielle pour combattre ce phénomène transfrontalier. À l'échelle nationale, de solides cadres juridiques doivent être en place, et la législation doit s'aligner sur les normes internationales. La ratification des traités internationaux et leur adaptation au contexte national est un premier pas dans la bonne direction. L'Égypte évolue avec les progrès technologiques et doit en faire autant avec la législation. La Loi sur les enfants est étroitement alignée sur le droit international, et toutes les parties prenantes ont été soigneusement consultées pour la rédaction des dispositions législatives régissant la protection des enfants. Les amendements récemment apportés au Code pénal ont érigé en infractions l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants. La coopération internationale est essentielle pour lutter contre la criminalité et la maltraitance d'enfants en ligne au moyen de divers mécanismes, techniques et stratégies. Les responsables de l'application de la loi et les enquêteurs doivent recevoir une formation spécifique sur la répression de tels crimes.

Mme S. Nane (Uruguay) constate que l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants est un problème transfrontalier qui requiert une approche globale et collaborative. Le projet de résolution traite de plusieurs points particulièrement importants : reconnaissance du rôle de la pauvreté dans l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, la nécessité de favoriser l'autonomisation économique des femmes, et la nécessité de pouvoir compter sur une infrastructure suffisante pour venir en aide aux victimes. Ces points requièrent des efforts importants en matière d'investissement et de coopération, et une collaboration avec les institutions financières internationales en vue de décider de la répartition des ressources financières et humaines. Une loi type rédigée par l'UIP à l'intention des États doit inclure des dispositions qui obligent les entreprises à rendre des comptes en cas de violation de manière à établir la responsabilité des personnes morales comme des personnes physiques. Concernant les méthodes de détection automatisées, il faut tenir compte de l'évolution du web clandestin et de la technologie des chaînes de blocs, qui permettent de dissimuler de l'information, des images et des contenus illicites et explicites. Sur le chapitre de la protection de la vie privée et de l'utilisation de l'intelligence artificielle et des techniques de reconnaissance faciale, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) est en train d'élaborer un guide sur les innovations responsables pour une intelligence artificielle au service de l'application de la loi, que les parlements devraient prendre en compte. Sept paragraphes du modèle d'intervention nationale WeProtect mentionnent la technologie. Lorsqu'ils légifèrent dans leur pays, les parlementaires doivent donc coopérer activement avec la communauté scientifique et technique.

Mme S. Falaknaz (Émirats arabes unis) indique que les Émirats arabes unis sont les premiers à assurer la sûreté et la sécurité des espace numériques pour les enfants, et à garantir une pleine protection de leurs droits. Les Émirats arabes unis ont accueilli le deuxième sommet de

l'Alliance mondiale WeProtect. L'UIP devrait préparer un guide à l'usage des parlementaires concernant les méthodes spécifiques de rédaction de lois visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants. Des orientations en matière de surveillance de l'application devraient également y figurer.

M. A.F. Al-Marri (Qatar) reconnaît que, même si le problème de l'exploitation et des abus sexuels en ligne à l'égard des enfants fait la une des journaux partout dans le monde, rien de concret n'est fait pour y remédier. Ce problème existe depuis des décennies, mais demeure sans solution évidente. La volonté politique international ne s'est jamais manifestée. Certains États n'ont pas pris de mesures suffisamment rigoureuses. Partout dans le monde, on persiste à fermer les yeux sur la traite et la maltraitance des enfants. Les Nations Unies ont plaidé en faveur d'un modèle législatif global, que tous les États appliqueraient, prévoyant de sévères sanctions en cas de violation. Par l'intermédiaire des Nations Unies et de ses institutions, le monde fait front contre le terrorisme. L'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants ne sont pas moins dangereux que le terrorisme, la corruption ou le blanchiment d'argent. Il faut combattre ces pratiques au moyen d'une approche globale et collaborative, comme on le fait pour le terrorisme. La résolution et toute autre loi type produites par l'UIP joueraient un rôle essentiel dans la lutte contre ce problème.

M. M.A. Sera (Indonésie) constate que l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants est un grave problème auquel il faut remédier de façon immédiate et appropriée. À cet égard, la fonction décisionnelle des parlements est essentielle. Les enfants sont l'avenir de la société. Il convient de s'attaquer au problème de l'exploitation et des abus sexuels en ligne à l'égard des enfants de façon globale. La pandémie de COVID-19 a aggravé le risque que des enfants vulnérables ne soient victimes de la traite et de l'exploitation, partout dans le monde. L'augmentation de la cybercriminalité constitue une grande menace pour les enfants : l'exploitation et les abus sexuels en ligne peuvent avoir des conséquences irréparables sur leur développement. En conséquence, des mesures s'imposent de toute urgence, à tous les niveaux. En Indonésie, plusieurs textes de loi ont été adoptés pour ériger l'exploitation d'enfants en infraction. L'Indonésie a ratifié le Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Il incombe aux parlements non seulement d'adopter des lois, mais également de surveiller leur mise en application, dans le respect des obligations et normes internationales. Les parlementaires doivent être associés au mécanisme de notification périodique à l'intention du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies et doivent actualiser la législation conformément aux recommandations du Comité. Du fait de son caractère transnational, la cybercriminalité ne peut être combattue que par une action concertée du réseau parlementaire mondial, qui doit également s'assurer que les parties prenantes nationales sont pleinement informées en la matière et veillent au respect de la réglementation applicable. La coopération internationale est essentielle. La Commission permanente doit tenir compte de tous les points de vue et adopter la résolution la plus rigoureuse possible.

M. Cho Taeyong (République de Corée) affirme que l'on ne saurait trop insister sur la nécessité du retour aux réunions en présentiel pour les parlementaires. Il se félicite du projet de résolution et ajoute que l'UIP a un rôle clé à jouer dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, alors que la connectivité augmente. Le projet de résolution est exhaustif. Il se félicite également des demandes faites aux parlements nationaux de renforcer les cadres législatifs et à l'UIP de rédiger une loi type à l'intention des États. Le paragraphe 4 du dispositif sur l'engagement du secteur public est particulièrement important, la plupart des cas d'exploitation et d'abus sexuel en ligne à l'égard d'enfants se produisant par le canal de plateformes commerciales en ligne. Le Parlement coréen a redoublé d'efforts pour lutter contre la cybercriminalité sexuelle et la sanctionner. Il a renforcé l'assistance fournie aux victimes et mis en place des mesures d'éducation dans les écoles. Des modifications législatives ont été adoptées sur la prévention de la violence sexuelle et la protection des victimes en vue d'élargir le mandat des autorités compétentes pour permettre le retrait d'Internet de la pédopornographie, des images et des contenus sexuellement explicites mettant en scène des enfants. La coopération internationale est essentielle pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants. Chaque parlementaire doit agir à cette fin. La Commission permanente doit adopter une résolution exhaustive et en assurer l'application.

M. M. Kabtouleh (République arabe syrienne) indique que la République arabe syrienne, le berceau de la civilisation, lutte contre le terrorisme et endure depuis plus de dix ans une guerre imposée par les terroristes. Les femmes et les enfants sont victimes d'exploitation et de maltraitance dans ce conflit. Des dispositions législatives ont donc été adoptées pour les protéger. Des mesures ont été prises pour sensibiliser la population, par le biais des réseaux sociaux et des médias conventionnels, à la nécessité de protéger les enfants et d'assurer leur éducation. Il se félicite du projet de résolution qui aborde une question qui est cruciale pour l'avenir de l'humanité en général et des enfants en particulier.

Mme N. Lanjri (Belgique) déclare que tous les enfants méritent d'être heureux, en sécurité et protégés. Le problème de la violence et des abus sexuels en ligne est particulièrement répandu dans le monde entier. Facebook a retiré un total de 5,4 millions d'images, rien qu'au cours des six derniers mois de 2020. Les entreprises en ligne devraient avoir l'obligation de remédier à ce problème. Les plateformes en ligne sont tenues de retirer rapidement de telles images, mais leur suppression peut entraîner la destruction d'éléments de preuve essentiels pour trouver les auteurs de ces contenus et traduire en justice les coupables de crimes à l'égard des enfants. En conséquence, des mesures doivent être prises afin de collaborer avec les plateformes numériques et les réseaux sociaux à l'élimination de ces crimes et à la préservation de la preuve.

M. R.M. González Patricio (Cuba) remercie les co-rapporteurs pour les efforts déployés pour la préparation du projet de résolution, dont toutes les personnes présentes respectent l'esprit révélateur de l'engagement de la communauté parlementaire mondiale. L'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants font fi des frontières. C'est pourquoi la coopération internationale et les efforts concertés sont d'une importance primordiale. L'expérience existante devrait être prise en compte ; les réseaux parlementaires régionaux ont déjà pris des mesures. En 2019, le Parlement latino-américain et caribéen (PARLATINO) a adopté une loi type relative à la sollicitation d'enfants sur Internet à des fins sexuelles pour protéger les enfants contre les abus sexuels en ligne commis par des adultes. Cuba a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard des crimes contre les enfants. Concernant le projet de résolution, le paragraphe 1 du dispositif devrait s'inspirer d'autres pistes existantes que le modèle WeProtect pour la législation, et la résolution ne devrait pas être restrictive. En outre, l'importance de prévenir la revictimisation dans le contexte de la protection des victimes devrait être soulignée dans la résolution. Chaque fois que la nécessité de la législation est invoquée, il faut rappeler combien il est important d'aligner les lois nationales sur les normes internationales.

M. O. Almunawer (Koweït) souligne la nécessité de renforcer la protection des enfants et leur scolarisation. L'exploitation en ligne des enfants est un crime inhumain, plus odieux que le terrorisme. Les enfants représentent l'avenir de la société ; les abus perpétrés à l'égard des enfants ont de graves répercussions sur tous les aspects de la vie des victimes et compromettent leur développement à tous les niveaux. Les périodes de confinement et les conditions d'apprentissage en ligne imposées pendant la pandémie de COVID-19 ont entraîné une hausse des cas d'abus en ligne. La coopération entre les pays, qui permet l'échange d'expériences sur les moyens de lutte contre ce fléau, est primordiale. Tout doit être mis en œuvre pour tenir les coupables responsables de leurs crimes contre les enfants. La suppression des contenus explicites publiés en ligne ne suffit pas. Les enfants doivent se sentir en sécurité pour signaler les abus dont ils ont été victimes, et l'on doit veiller en priorité à ce que ni le signalement des cas ni les enquêtes requises n'infligent de nouvelles souffrances aux victimes.

Mme R.R. Makoni (Zimbabwe) reconnaît que l'exploitation et les abus sexuels à l'égard des enfants portent gravement atteinte à leur dignité ainsi qu'à leur intégrité physique et mentale. Les auteurs de tels crimes exploitent la vulnérabilité de leurs victimes pour de l'argent ou à d'autres fins. L'exploitation en ligne des enfants a des conséquences immédiates et à long terme, et beaucoup d'autres répercussions sur le développement psychosocial des victimes et de leurs familles.

Mme R.A. Barbarán Reyes (Pérou) indique que, selon des rapports du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les enfants passent plus de temps devant les écrans depuis ces dernières années et sont donc nettement plus exposés aux abus en ligne et à l'usage abusif de leurs renseignements personnels. D'où la nécessité de détecter les menaces et les dangers qui mettent en péril l'innocence des enfants. Compte tenu de la forte augmentation des activités

numériques pendant la pandémie de COVID-19, des mesures urgentes s'imposent pour protéger les enfants. Au Pérou, 89 pour cent des victimes d'abus en ligne sont de sexe féminin et la majorité d'entre elles sont des enfants. Le nombre de cas signalés a triplé pendant la pandémie. Des mesures législatives ont bien été adoptées au Pérou pour protéger les enfants, mais les coupables se cachent derrière leurs écrans. Il est impératif que d'autres pays dotés de technologies plus avancées témoignent de leurs expériences afin de faciliter l'utilisation de moyens de lutte efficaces contre ces crimes. La coopération et l'action concertée sont cruciales pour inciter les entreprises privées de technologie, les sites web et les plateformes de réseaux sociaux à assumer leur responsabilité. À cette fin, il est essentiel que la résolution déposée devant la Commission permanente reçoive toute l'attention qu'elle mérite.

Mme F. Benbadis (Algérie) affirme que le Gouvernement algérien est bien déterminé à protéger les droits des enfants. À cette fin, des mécanismes sont mis en place pour permettre aux enfants de se faire entendre et des mesures législatives ont été adoptées pour assurer la protection des enfants en situation de crise. Le système de protection des enfants s'articule autour de cinq programmes interdépendants : un service d'assistance téléphonique permettant aux enfants de se faire entendre sur des sujets qui les préoccupent, un programme de prévention de la violence dans les écoles, un programme de justice pour mineurs, un programme pour la protection des enfants réfugiés et un programme de lutte contre la violence sexuelle à l'égard des enfants. En Algérie, la violence sexuelle contre les enfants est un sujet tabou et, de ce fait, ne reçoit généralement pas assez d'attention. On s'en préoccupe davantage depuis peu et des mesures sont prises pour enquêter sur des cas de maltraitance d'enfants, et pour renforcer les méthodes de signalement et faire en sorte que les victimes soient entendues, prises en charge et protégées. Le cadre législatif est renforcé et des dispositions sont prises pour faciliter l'accès à la justice, sensibiliser les enfants par des programmes éducatifs et alerter les instances politiques.

Mme T. Owatemi (Royaume-Uni) indique que le Gouvernement du Royaume-Uni est bien déterminé à utiliser toutes les ressources disponibles pour faire en sorte que le Royaume-Uni devienne le lieu le plus sûr dans le monde en ligne. L'exploitation en ligne ne sera pas tolérée. L'augmentation considérable de l'utilisation des plateformes en ligne en réaction aux restrictions imposées pour lutter contre la pandémie de COVID-19 est problématique. L'exploitation en ligne est en pleine expansion parce qu'elle n'est pas détectée. Le Parlement du Royaume-Uni est en train d'adopter un projet de loi sur la sécurité en ligne, qui impose à toutes les plateformes numériques un devoir de diligence en les obligeant à détecter et à signaler tout contenu révélateur ou à verser des amendes à l'organisme de réglementation compétent. Le projet de loi reconnaît donc que les plateformes de *chat* et de réseaux sociaux sont tenues responsables de tout cas d'exploitation se produisant sur leurs sites web. Le projet de loi facilite également la communication aux organismes d'application de la loi de renseignements qui manquent actuellement. Pour que ce projet de loi donne des résultats, il doit inclure des mesures permettant non seulement de réduire substantiellement les contenus révélateurs d'exploitation en ligne, mais également de conférer des pouvoirs à la police pour lui permettre de détecter les cas d'abus et de s'assurer que les plateformes dénoncent de telles conduites et les jugent clairement inacceptables. Des mesures doivent être prises à l'échelle internationale pour garantir que les coupables soient traduits en justice.

Mme A. Gerkens (Pays-Bas), co-rapporteure, remercie tous les participants pour leurs contributions et leur engagement sur la question. Le fait qu'ils reconnaissent la gravité du problème démontre clairement que l'intervention de l'UIP concernant une affaire aussi urgente pourrait se révéler précieuse. Il est rassurant d'entendre dire que l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants est un phénomène grave et prioritaire pour tous les parlements, et qu'il est jugé à juste titre aussi grave que le terrorisme. Il est crucial de ne pas blâmer les enfants : ils ont été pris au piège. Leur apprentissage de la vie passe par l'expérimentation. Les adultes ont le devoir d'empêcher les enfants de commettre des fautes dangereuses.

La solution du problème réside dans le droit international. Les parlementaires doivent donc assurer la ratification et l'application des lois. L'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants ont de nombreuses spécificités qui rendent particulièrement difficiles les efforts de lutte contre ce phénomène, notamment la possibilité qu'ont les coupables de passer d'un pays à l'autre pour transmettre en direct leurs crimes odieux tout en échappant à la justice. En outre, les lois sur la protection de la vie privée peuvent protéger les coupables et entraver le cours de la justice. Une loi type serait utile, bien que les pays aient bien sûr l'obligation d'élaborer une législation adaptée à

leurs particularités nationales et à leurs besoins propres. Il faut prendre soin, toutefois, de veiller à ce que les entreprises passibles de sanctions dans un pays donné ne puissent pas tout simplement déménager ailleurs et poursuivre leurs activités en toute impunité. Le partage d'expériences est donc crucial, et il faut optimiser les possibilités de coopération avec d'autres organes internationaux. Si de nombreuses victimes sont effectivement des filles, il apparaît clairement que les garçons sont également concernés, bien qu'ils éprouvent plus de honte que les filles et sont donc moins enclins à se manifester et à signaler ce qui leur est arrivé. Le modèle d'intervention nationale conçu par l'Alliance mondiale WeProtect tient compte de tous les aspects considérés par les co-rapporteurs dans leur enquête sur le sujet. Ce document complet n'est pas une loi, il n'est ni normatif ni restrictif dans ses orientations et recommandations concernant les types de législation à mettre en œuvre et les mesures à prendre. Il appartient à chaque parlement national d'édicter ses propres lois.

Le Président annonce que la Commission permanente va débattre des amendements proposés au projet de résolution.

Le débat sur le projet de résolution prend fin à 11 heures.

SÉANCE DU LUNDI 29 NOVEMBRE
(après-midi)

La séance est ouverte à 17 h 05 sous la conduite de M. D. Marie (France), membre du Bureau de la Commission permanente.

c) Préparation et adoption en plénière du projet de résolution
(C-III/143/DR)

Le Président indique que le projet de résolution a été révisé à la lumière des amendements débattus lors de la réunion de rédaction en plénière du samedi 27 novembre. Au total, 81 amendements ont été reçus et débattus, dont 57 ont été intégrés au texte. Le document révisé a été présenté à la Commission permanente pour adoption et soumission ultérieure à la 143e Assemblée de l'UIP.

Mme A. Gerkens (Pays-Bas), co-rapporteure, fait savoir que, lorsqu'elle a plaidé en faveur de la résolution, de nombreux parlements, tout en reconnaissant la gravité du problème de l'exploitation et des abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, ont exprimé leurs préoccupations concernant l'ampleur du phénomène et les moyens à utiliser pour le combattre. De toute évidence, ils s'accordent sur la nécessité de coopérer et d'unir leurs forces. La résolution représente un espoir, non seulement comme déclaration d'engagement, mais également comme document d'orientation pratique pour l'introduction de mesures visant à garantir la protection des enfants en ligne tout en respectant la vie privée. Le projet de résolution est équilibré et exhaustif, et constitue une véritable avancée sur la voie de la protection des enfants partout dans le monde.

Mme J. Oduol (Kenya), co-rapporteure, constate que le temps passé à la préparation du projet de résolution démontre bien le rôle et le mandat importants des parlementaires pour ce qui est de représenter la société et de protéger les plus exposés à une souffrance extrême. Le grand intérêt que suscite le projet de résolution et la reconnaissance de l'importance cruciale des partenariats transnationaux sont appréciés. On a pris soin de trouver un juste équilibre entre le respect de la vie privée et la nécessité de protéger les enfants.

La Commission permanente adopte la résolution par acclamation.

d) Désignation d'un rapporteur de la résolution à la 143e Assemblée

Sur proposition du Président, la Commission désigne Mme A. Gerkens (Pays-Bas), co-rapporteure, Rapporteure de la résolution à la 143e Assemblée.

Préparatifs des prochaines Assemblées
a) Sujet de la prochaine résolution à préparer par la Commission
(C-III/143/4-R.1)

Le Président indique que la Commission permanente est chargée de présenter le sujet de sa prochaine résolution à l'Assemblée. Le Bureau a reçu cinq propositions, de l'Allemagne, l'Inde, les Maldives, la Fédération de Russie et l'Uruguay. Il a décidé à l'unanimité de recommander une proposition présentée par la délégation de l'Allemagne, intitulée *L'impulsion parlementaire en faveur du développement local et régional des pays à taux de migration internationale élevé et de la cessation de toutes formes de traite des êtres humains et de violation des droits de l'homme, y compris celles commanditées par les États.*

M. U. Lechte (Allemagne) indique qu'il y a actuellement 80 millions de réfugiés dans le monde. Les crises migratoires sont légion. Ce sujet intéresse donc l'ensemble de l'UIP et mérite d'être débattu à la 144e Assemblée de l'UIP.

Le Président constate qu'en l'absence de commentaires ou d'objections, il considère que la Commission permanente souhaite approuver cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

Le Président indique que le Bureau a également recommandé que M. J. Wadephul (Allemagne) soit le premier co-rapporteur.

Il en est ainsi décidé.

M. M.A. Sera (Indonésie) dit que sa délégation souhaite proposer M. F. Zon (Indonésie) comme second co-rapporteur pour le projet de résolution.

Il en est ainsi convenu.

b) Ordre du jour de la Commission à la 144e Assemblée de l'UIP

Le Président fait savoir qu'à la 144e Assemblée de l'UIP, la Commission permanente entend débattre non seulement du thème de sa prochaine résolution mais également d'une seconde question. Le Bureau a décidé à l'unanimité de recommander le thème proposé par la France : *Le rôle des parlements pour concilier les exigences sanitaires en période de pandémie et la préservation des libertés publiques*.

Mme V. Riotton (France) indique que la pandémie de COVID-19 a montré que les parlements avaient l'obligation de trouver un équilibre entre protection de la santé public et défense des principes de la démocratie. Les restrictions imposées en période de pandémie peuvent porter atteinte aux libertés individuelles. Il convient de réfléchir aux limites à imposer à de telles restrictions, aux seuils à ne pas dépasser pour ne pas porter atteinte aux libertés individuelles et collectives, ainsi qu'au rôle des parlements et à leur obligation d'exercer leur fonction législative tout en préservant les libertés publiques dans des circonstances sans précédent.

Le Président annonce qu'en l'absence de commentaires ou d'objections, il considère que la Commission permanente souhaite approuver cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

Le Président indique que le Bureau recommande également que deux ateliers aient lieu à l'occasion de la 144e Assemblée, si le programme de l'Assemblée le permet : le premier sur l'intelligence artificielle, proposé par Mme Gerkens (Pays-Bas), et le second sur les mutilations génitales féminines, proposé par la délégation des Maldives. Il considère que la Commission permanente souhaite avaliser ces propositions.

Il en est ainsi décidé.

Élections

a) Élections visant à pourvoir les postes vacants au sein du Bureau

Le Président précise au sujet des postes vacants au sein du Bureau que, pour le Groupe Eurasie, le Bureau a reçu la candidature de M. H. Konjoryan (Arménie). Pour le Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), il est proposé que M. A. Gajadien (Suriname) remplace M. G. Boric (Chile) qui ne peut terminer son mandat. Pour le Groupe africain, le Bureau a reçu la candidature de Mme E. N. Matiko (Tanzanie). Enfin, pour le Groupe arabe, M. A.F. Al-Marri (Qatar) remplacera M. D. Al-Hamad (Qatar) jusqu'à la fin de son mandat.

Il en est ainsi décidé.

b) Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission

Le Président annonce que, compte tenu de la nécessité de garantir une représentation géographique équitable et l'équilibre entre les sexes dans la composition des commissions permanentes, les présidents des groupes géopolitiques sont parvenus à un accord concernant la répartition des rôles au sein des commission permanentes. En vertu de cet accord, il est donc proposé que M. A. Gajadien (Suriname) exerce la présidence de la Commission permanente, et Mme B. Saranchimeg (Mongolie) la vice-présidence.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 30.

Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale

SÉANCE DU DIMANCHE 28 NOVEMBRE 2021

(Après-midi)

La séance est ouverte à 14 h 45 sous la conduite de M. J.I. Echániz (Espagne), Président de la Commission permanente.

Adoption de l'ordre du jour
(C-I/143/A.1)

L'ordre du jour est adopté.

Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril-mai 2021)

Le compte rendu est approuvé.

Information par le Président de la Commission permanente

Le Président déclare que le Comité de l'UIP chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire tiendra le jour suivant une séance publique sur la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et son universalisation pour un monde exempt de mines. Les membres de la Commission permanente sont invités à assister à cette discussion et à contribuer aux débats. Il souhaite également attirer l'attention de la Commission permanente sur la publication récente d'une étude régionale menée en Afrique sur le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes au parlement, et sur la campagne de l'UIP *Oui à plus de jeunes au parlement !*, qui a identifié six pistes d'amélioration de la participation des jeunes au parlement. Les parlementaires sont encouragés à s'engager à rajeunir les parlements, depuis une page web dédiée sur le site de l'UIP. Il encourage par ailleurs les Membres de l'UIP à adhérer aux Principes communs de l'UIP en matière d'assistance aux parlements.

Audition d'experts sur le thème *Repenser et redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix en vue de favoriser une paix durable*

Le Président rappelle que l'audition d'experts vise à mieux faire connaître le thème sur lequel la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale adoptera une résolution lors de la 144e Assemblée de l'UIP. L'audition sera l'occasion d'échanger avec des acteurs clés pour comprendre comment les processus de paix en cours sont menés et comment mieux les définir pour instaurer une paix durable. Comme l'a décidé la Commission permanente lors de sa session tenue à l'occasion de la 142e Assemblée de l'UIP, Mme C. Widegren (Suède) a été designée co-rapporteure pour l'élaboration du projet de résolution. Au terme des négociations menées par le Président de l'UIP conformément au Règlement des commissions permanentes, M. A.S.K. Bagbin (Ghana) a accepté d'être le deuxième co-rapporteur. Le projet de résolution sera prêt d'ici la mi-décembre 2021 ; tout parlement membre souhaitant enrichir son contenu soumettra ses observations par écrit au Secrétariat d'ici le 3 décembre 2021.

Les membres ont visionné une vidéo présentant les conclusions d'une équipe de quatre étudiants de l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève, qui collaborent avec l'UIP depuis mars 2021 dans le cadre d'une étude sur la sécurité humaine en tant qu'approche multidimensionnelle et centrée sur les personnes de la politique étrangère, reconnaissant que les causes profondes des conflits doivent être ciblées au niveau local, et que les menaces pesant sur la sécurité sont non seulement d'ordre militaire mais comportent également des aspects économiques, sociaux, environnementaux, sanitaires et relatifs à la cybersécurité. Une approche axée sur la sécurité humaine en vue d'instaurer et de préserver la paix repose sur la participation du public aux processus de prise de décision et d'élaboration des politiques ; les parlements sont critiques à cet égard. Une approche multisectorielle de la sécurité est essentielle

et permettra de gagner en efficacité. Les parlementaires doivent donc collaborer dans tous les secteurs au niveau national, et coopérer à l'échelle internationale, afin d'élaborer des politiques de sécurité axées sur la prévention, viables et durables, centrées sur les personnes et spécifiques au contexte.

Le Président invite Mme H. Qasas, Chef du secrétariat de l'initiative Principes pour la paix, à modérer l'audition d'experts.

La modératrice prend la présidence.

La modératrice fait remarquer que l'initiative Principes pour la paix, hébergée par Interpeace, est un effort collectif de 120 organisations et six États qui apportent leur soutien à la Commission internationale pour une paix inclusive, composée de 12 éminents spécialistes, pour repenser les procédés d'élaboration des processus de paix et établir un ensemble de principes pour la paix afin d'aider les acteurs nationaux et internationaux à prendre d'importantes décisions à cet égard. Présentant les intervenants et leur souhaitant la bienvenue, elle précise que Mme N. Bagayoko, Présidente du Réseau africain du secteur de la sécurité, est une universitaire de renom et est membre du comité de recherche de l'initiative Principes pour la paix. M. B. Koenders, ancien Représentant spécial de l'Organisation des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire et le Mali qui a également été parlementaire aux Pays-Bas pendant de nombreuses années est l'Envoyé spécial de la Banque mondiale sur les États de fragilité et Co-Président de la Commission internationale pour une paix inclusive. Mme J. Lilja est Directrice d'études sur la paix et le développement de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm, et Mme B. Nepram Mentschel est défenseure des droits de l'homme de l'État du Manipur en Inde, et cofondatrice de la *Control Arms Foundation of India* et du *Manipur Women Gun Survivors' Network*.

La décision de la Commission permanente de rédiger un projet de résolution sur le recadrage des processus de paix tombe à point nommé, compte tenu du nombre record de conflits actifs dans le monde et de l'ampleur considérable des conséquences des processus de paix avortés, en particulier les déplacements massifs et la polarisation, qui sont aggravés par les changements climatiques. Il est impossible de relever ces défis sans modifier le statu quo. Les intervenants seront priés de préciser quels changements s'imposent et comment les parlementaires peuvent favoriser ces changements aux niveaux national et international.

M. B. Koenders (Co-Président de la Commission internationale pour une paix inclusive de l'initiative Principes pour la paix) estime que les parlementaires, en tant que représentants des citoyens, jouent un rôle essentiel non seulement dans l'envoi de personnel militaire dans le cadre des opérations internationales de maintien de la paix, mais aussi en tant que garants des processus de paix. Il leur incombe en particulier de déterminer si les accords de paix sont effectivement appliqués, ce qui leur fait défaut et dans quelle mesure on peut les renforcer. La décision de la Commission permanente de rédiger un projet de résolution sur la redéfinition des procédés d'élaboration des processus de paix est donc urgente. La situation en Afghanistan a clairement mis en lumière l'échec et les failles de l'approche dominante de la stabilisation et de la consolidation de la paix.

Le nombre de conflits qui sévissent encore à travers le monde n'a jamais été aussi élevé depuis la Seconde Guerre mondiale et ne cesse d'augmenter. La paix post-conflit dure en moyenne sept ans avant que ceux-ci ne réapparaissent et s'intensifient. Un accord de paix sur trois n'est pas rigoureusement appliqué. Les missions de stabilisation à travers le monde sont contestées, s'agissant notamment de leurs résultats et de leurs conséquences pour les populations locales. L'impact des changements climatiques accroît la susceptibilité aux conflits, s'ajoute à leur complexité et aggrave leurs effets.

Les relations internationales sont rompues, non seulement entre les pays mais également au sein même des pays, comme en témoignent les rivalités géopolitiques, les guerres par procuration, le non-respect du droit international humanitaire et l'exclusivité des accords de paix. Il est absolument nécessaire d'envisager une autre manière de résoudre ces questions, et les changements devront être ancrés dans une action parlementaire forte. Le rôle et la conduite de la médiation doivent faire l'objet d'une attention particulière. La médiation des conflits, bien qu'essentielle, s'intéresse toujours exclusivement à ceux qui portent les armes. Certes importante, une telle approche n'est pas durable. S'il importe évidemment de mobiliser les parties susceptibles de rompre un accord de paix, il est également essentiel de former une coalition de ceux qui

mettront en œuvre cet accord, notamment les femmes, les jeunes, les groupes et organisations de la société civile, et les entités décentralisées. Les accords de paix sont souvent élitistes et non durables, et ont tendance à être établis selon une approche descendante et un modèle "universel". Les élections varient d'un pays à l'autre, et peuvent amener ou atténuer un conflit.

Une nouvelle stratégie de consolidation de la paix en phase avec les changements géopolitiques s'impose. L'initiative Principes pour la paix a par conséquent engagé un processus de consultation exhaustif à l'échelle mondiale avec entre autres des chefs de tribu, des dirigeants religieux et des jeunes afin de réfléchir au moyen de parvenir à élaborer une charte ou une convention qui prenne réellement en considération le rôle des acteurs internationaux et nationaux pour instaurer une paix durable. L'initiative examinera les moyens de faire évoluer les processus de paix par une analyse scientifique et politique de la nature des conflits, et d'acquérir la légitimité requise pour pérenniser ces processus. Les parlementaires auront un rôle essentiel à jouer à cet effet.

La modératrice indique que les limites des stratégies actuelles de stabilisation et de maintien de la paix sont particulièrement visibles dans la situation au Sahel. Elle demande quels sont les principaux enseignements qui peuvent être tirés.

Mme N. Bagayoko (Présidente du Réseau africain du secteur de la sécurité) estime que la situation au Sahel offre un excellent exemple de l'échec des efforts déployés par la communauté internationale. Le conflit qui perdure au Mali ne résulte pas seulement d'un fiasco de l'intervention militaire destinée à contenir la mouvance djihadiste et d'autres formes d'insécurité et de violence, il s'agit également d'un échec civil. Si des mesures ont été prises par les forces armées, les Nations Unies et la force conjointe du G5, ainsi qu'un groupe opérationnel des forces spéciales agissant dans le cadre de l'opération Barkhane, aucune n'est parvenue à rétablir la paix, et l'insécurité et la violence persistent et s'intensifient. Initialement, le conflit est apparu dans le nord du Mali, s'est élargi aux régions centrales puis s'est étendu au Burkina Faso et au Niger, pour ensuite progresser vers le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Le confinement s'est donc avéré un échec. Le djihadisme n'est pas le seul type de violence qui sévit dans la région ; les milices locales ont également une incidence sur la gestion de la sécurité, et des rébellions politiques ont lieu dans le nord du Tchad et au Nord-Mali, des zones gérées par des groupes signataires de l'accord de paix conclu en 2015. Les instruments internationaux mobilisés n'ont pas permis de traiter les questions fondamentales au cœur des conflits, qui ne sont pas nécessairement liés au terrorisme ou au djihadisme. L'approche civile "unique" qui a été appliquée s'est révélée inefficace, et toutes les approches militaires conventionnelles pour contrer les insurgés ont largement échoué dans le contexte local.

La modératrice affirme que le contexte local est effectivement primordial ; les consultations menées dans le cadre de l'initiative Principes pour la paix ont toutes mis en lumière la nécessité de se poser quelques questions importantes : Qu'est-ce qui constitue un processus de paix ? Quand celui-ci doit-il débuter ? Quand doit-il se terminer ? Qu'est-ce qui rend la paix légitime aux yeux du public ? Comment instituer le changement afin de dépasser le cadre actuel des processus de paix ?

Mme J. Lilja (Directrice d'études sur la paix et le développement de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm) estime que la notion de processus de paix doit être élargie pour tenir compte du fait qu'aucune société n'est à l'abri d'un conflit violent. Les conflits armés sont le fruit de griefs accumulés et d'une propension à la violence organisée. Il est par conséquent nécessaire de prendre conscience du mécontentement exprimé au sein de la société et de pouvoir y répondre. Si les gens se sentent exclus des processus politiques établis et ont le sentiment de ne pas être écoutés, la violence peut facilement devenir leur moyen privilégié d'attirer l'attention. La plupart des conflits actifs dans le monde, bien qu'internes, sont internationalisés. À mesure que s'impliquent de nouveaux acteurs, les conflits s'éternisent dans la durée et sont plus difficiles à régler. Malheureusement, il y a moins de processus de paix en cours que de conflits armés.

Le risque d'émergence de conflits devrait s'accroître en raison des changements climatiques, et aucune société n'est à l'abri. Il faut promouvoir plus activement la paix au niveau local. S'ils attachent de l'importance à la souveraineté et ne souhaitent pas voir l'internationalisation de leurs affaires internes, les parlements doivent renforcer leurs compétences en matière de maintien de la paix. Ils sont présents dans les pays avant, pendant et après les conflits, et sont censés être opérationnels à tout moment. Il convient de réfléchir à la façon de

s'engager dans la voie d'un dialogue et d'un débat politiques pacifiques, en particulier comment dialoguer avec l'opposition et répondre aux doléances des groupes marginalisés de la société, notamment les majorités marginalisées comme les femmes et les jeunes. Les parlements sont donc en mesure de relâcher la pression en favorisant le dialogue et en prévenant et en désamorçant les situations de conflit, tant au niveau local qu'international. Deux aspects du dialogue doivent être pris en considération : premièrement, les échanges entre les parlementaires et l'ensemble des secteurs de la population en général, afin de traiter les griefs susceptibles de donner lieu à la violence organisée faute de solution ; et deuxièmement, le dialogue au sein des parlements durant des périodes sensibles lorsque le risque de conflit augmente ou que le conflit perdure.

La modératrice estime qu'il faut changer l'actuelle formule de rétablissement de la paix, pour s'éloigner des négociations élitistes et transcender le recours à la violence comme principale monnaie des négociations, et examiner comment contribuer véritablement à apporter la paix au monde.

Mme B. Nepram Mentschel (défenseure des droits de l'homme et fondatrice du *Manipur Women Gun Survivors' Network*) fait remarquer que dans l'État du Manipur, la quête de la paix n'est pas une vaine intention mais tient plutôt aux conflits qui font rage depuis des décennies. Sa nièce de 14 ans est décédée après avoir sauté sur une mine posée par un groupe armé d'insurgés qui était destinée au départ à un homme politique. Dans cet État du Manipur, le processus de paix tire son origine du peuple dans sa quête de réponses. La population y prône la paix, négligée des décennies durant dans le climat persistant de violence. En fait, si le nombre de pays en proie à des conflits armés n'a plus été aussi élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, on compte à travers le monde plus de 370 conflits oubliés qui font encore rage et ne sont pas couverts par les médias. Nombre de ces conflits se déroulent dans des territoires autochtones, des points chauds de biodiversité. Les communautés autochtones doivent par conséquent être associées aux processus de paix et à la résolution des conflits.

L'État du Manipur au nord-est de l'Inde abrite 45 millions d'autochtones. La région est le théâtre du conflit le plus long en Asie du Sud. Soixante-douze groupes armés rebelles y prolifèrent et 300 000 soldats ont été déployés. Elle est sous le coup de la loi martiale, en vigueur depuis 1958. La loi, qui a été adoptée par les parlementaires, ne devrait pas exister dans une démocratie. L'État du Manipur déplore 50 000 décès survenus pendant le conflit, et 20 000 femmes ont perdu leur mari. Le *Manipur Women Gun Survivors' Network* a été créé pour protéger et défendre ces femmes, les émanciper sur le plan économique et leur permettre de nourrir leur famille. Les instigateurs de conflits n'en deviennent pas les victimes ; leurs victimes sont en fait les pauvres et les plus vulnérables, les femmes qui ne savent pas se servir d'une arme mais ont été à même de constater les ravages causés par la prolifération des armes légères et de petit calibre dans la région. Ces femmes ont tout perdu, tandis que la drogue et les armes provenant d'autres pays ont inondé la région, sapant tous les efforts de paix. Dans le nord-est de l'Inde, 17 pourparlers de paix sont en cours et aucune femme n'y prend part, bien que des mères et des grands-mères sillonnent les rues de l'État du Manipur pour assurer la sécurité de leurs enfants et petits-enfants. Œuvrer pour la paix suppose des recherches et une mobilisation collective mais les efforts n'aboutiront jamais sans l'engagement de personnes de pouvoir de même sensibilité. Il convient d'impliquer les femmes et les communautés autochtones.

La modératrice s'accorde à dire que les femmes sont des éléments constitutifs importants de la paix et que la question du maintien de la paix doit être élargie pour les y associer ainsi que les communautés autochtones. Elle demande quelles recommandations les intervenants souhaitent formuler au sujet des aspects qui figureront dans la prochaine résolution de la Commission permanente, afin d'ancrer les changements que préconise l'initiative Principes pour la paix.

M. B. Koenders (Co-Président de la Commission internationale pour une paix inclusive de l'initiative Principes pour la paix) fait remarquer que le climat qui règne actuellement est un climat de méfiance au sein des institutions et des représentations politiques. De nombreuses couches de population à travers le monde ne se sentent pas suffisamment représentées dans les politiques ou dans le cadre de leur mise en œuvre. Faire en sorte que toutes les voix soient entendues et que les droits fondamentaux soient respectés est la clé d'une paix durable. Les parlementaires ont trois rôles essentiels à jouer dans les processus de paix. Premièrement, mobiliser des fonds et des

troupes et élaborer des stratégies d'intervention afin d'accélérer les processus de paix dans d'autres pays. Les parlements doivent veiller à ce que toute intervention de ce type au niveau international soit pérenne à long terme, fondée sur l'inclusion et dûment adaptée au contexte local. Deuxièmement, les parlements doivent établir des normes définissant le rôle de la communauté internationale dans les processus de paix qui devront être incluses dans les consultations internationales et être entendues, établir les budgets et garantir la transparence des nouveaux gouvernements dans les situations post-conflit. La gouvernance doit s'aligner sur les Principes pour la paix. Troisièmement, les parlements du monde entier doivent partager leurs expériences pour bien saisir l'impact des différentes politiques d'un endroit à un autre. Les processus de paix doivent en partie être énoncés dans le droit national, établi par le législateur national pour déterminer dans quelle mesure de tels processus sont censés aider, et les revisiter afin de juger de leur efficacité. Les processus de paix doivent être menés de manière flexible, constamment évalués et révisés dans le cadre des procédures parlementaires, pour rendre compte du fait que les conflits s'expliquent par le besoin de changement.

Mme N. Bagayoko (Présidente du Réseau africain du secteur de la sécurité) souligne l'importance de la langue dans les processus de paix. Trop souvent, ceux-ci reposent sur la traduction de concepts externes. Il faut davantage mettre en évidence les langues et concepts locaux, tout comme les solutions proposées par les intervenants locaux, qui sont souvent systématiquement rejetées parce qu'elles ne reflètent en rien les normes internationales ou ne correspondent pas aux valeurs externes ni aux attentes. Les acteurs externes ne doivent pas simplement imposer des normes et des solutions extérieures.

Mme J. Lilja (Directrice d'études sur la paix et le développement de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm) fait remarquer que les parlements doivent explorer et adopter des mécanismes et procédures de participation continue des citoyens et d'échanges d'expériences entre les élections, afin de permettre aux minorités et aux couches défavorisées d'exprimer leurs doléances, et aux parlementaires d'y répondre. Il faut mener régulièrement des consultations, des enquêtes de perception, des auditions et des actions de concertation en ligne, entre autres, et les adapter en conséquence au contexte local. Les pratiques de dialogue au parlement doivent être évaluées, pour faire le point sur les procédures parlementaires et les modèles associés au dialogue et à la prise de décision qui ont un réel impact sur l'examen des questions critiques à l'échelle des pays et peuvent conduire à une violence généralisée, notamment les droits des minorités, les droits linguistiques, les problèmes de corruption, entre autres.

Les parlements jouent par ailleurs un rôle clé s'agissant de surveiller les dépenses militaires et d'exercer un contrôle sur la façon dont les États composent avec le monopole de la violence. Les compétences budgétaires des parlementaires sont donc essentielles. Les personnes ayant participé aux débats sur les dépenses militaires doivent être prises en considération, l'égale participation des femmes parlementaires étant essentielle. Il faut également tenir compte de l'optimisation de ces investissements et des interactions avec d'autres dépenses à d'autres fins qui peuvent avoir une incidence sur la vie et la mort. Les parlements doivent envisager d'investir dans le bien-être psychosocial, notamment dans les pays à population de jeunes exposés à la violence, où il y a probablement une forte prévalence de troubles post-traumatiques. Enfin, les changements climatiques et la sécurité sont des questions primordiales ; des recommandations peuvent être formulées à cet égard.

Mme B. Nepram Mentschel (défenseure des droits de l'homme et fondatrice du *Manipur Women Gun Survivors' Network*) estime qu'il n'y a aucune raison pour laquelle les gouvernements négocient uniquement avec des groupes armés. Les négociations de paix doivent impliquer des groupes de femmes et des groupes d'autochtones, pour entendre et comprendre les citoyens dont la voix compte. Dans la mesure où les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale, les processus de paix sont voués à l'échec si elles en sont exclues. La sagesse autochtone est la clé de la protection des terres et des ressources, et les populations indigènes ont donc un rôle crucial à jouer dans la résolution des conflits et le maintien de la paix. Les conflits oubliés dans le monde, ignorés des grands médias, doivent être pris en compte et réglés, faute de quoi la violence se poursuivra. Les communautés ravagées par une telle violence en sont épuisées, et doivent être prises en considération en priorité.

La modératrice dit qu'il est manifestement nécessaire d'élargir le cadre de référence des processus de paix en renonçant aux accords politiques dans lesquels la violence est le principal levier de tractation et de négociation en vue d'adopter une approche inclusive qui réponde aux doléances à l'origine des troubles et aux attentes, et rende la paix légitime aux yeux de la société. La contextualisation offre une base essentielle à l'instauration de la paix ; il n'existe aucune approche "universelle" du maintien de la paix. Il faut tirer parti des acteurs civils. Les parlements doivent s'engager non seulement au niveau international en contribuant aux processus de paix internationaux, mais également au niveau national en assurant une budgétisation et une transparence appropriées. Ils doivent contribuer aux travaux de la Commission internationale pour une paix inclusive et de ce fait aux Principes pour la paix, et veiller à ce que ceux-ci soient appliqués au niveau national.

Remarques formulées par les co-rapporteurs

Le Président, M. J.I. Echániz (Espagne), prend la présidence.

Mme C. Widegren (Suède), co-rapporteure, déclare que les parlements ont un rôle essentiel s'agissant de contribuer aux processus de paix. Les co-rapporteures veilleront par conséquent à ce que la résolution qu'adoptera la Commission permanente lors de sa prochaine session constitue une panoplie d'outils accessibles et utilisables par tous les parlementaires qui s'occupent des questions de paix et de sécurité, que l'on peut adapter aux contextes locaux. La résolution a pour objet de lancer un processus de participation en vue d'établir de nouvelles normes durables et de mettre en place des outils qui seront utilisés sur le plan mondial immédiatement et dans les années à venir. Les processus de paix sont vulnérables, et tout chaînon manquant peut conduire à un échec total. Il est donc essentiel d'impliquer d'emblée autant d'acteurs que possible, pour observer les situations de conflit les plus vastes et élaborer des solutions pour une paix durable. La Charte des Nations Unies s'ouvre sur les mots, "Nous, peuples". Les parlementaires représentent le peuple. Ils ont donc la responsabilité d'agir pour le bien de tous. Les parlements ont un rôle essentiel à jouer pour créer les conditions sûres et propices au dialogue, aux débats et à l'échange d'arguments, avant et pendant les crises et les conflits, de la manière la plus inclusive possible pour ne laisser personne de côté.

La Suède, qui commémore ses 100 ans de démocratie, a joué un rôle de premier plan dans la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit, tant au niveau national qu'international, avec comme principe intégral de sa politique étrangère le rétablissement de la paix. Bien que la démocratie ne soit pas un système parfait, elle est le fondement essentiel de la paix et de la sécurité. S'ils étaient convaincus qu'ils pouvaient remplacer leurs dirigeants en organisant des élections libres et équitables, les citoyens seraient moins enclins à recourir à la violence. Pourtant, la Suède a un lourd passé fait de guerres agressives. Tout est donc mis en œuvre désormais pour veiller au respect des droits de l'homme. Après 100 ans de démocratie, la Suède est passée de l'un des pays les plus pauvres de la planète à une société prospère et inclusive, dans laquelle les hommes et les femmes sont représentés sur un pied d'égalité, les réformes économiques ont abouti et la prospérité s'est accrue. Le pays a mis en place un système de gouvernance ouvert et transparent, avec le respect de l'état de droit, une forte participation aux élections et une société civile dynamique. Les réformes politiques menées en Suède ont amené les représentants élus à travailler ensemble dans un esprit de collaboration, œuvrant de concert pour relever les défis à travers le dialogue et la mise en place de commissions d'enquête, afin de répondre aux préoccupations de tous les citoyens.

Les parlementaires du monde entier doivent tirer mutuellement les enseignements de leurs expériences et perspectives. Les conflits se multiplient mais pas les processus de paix. Il faut redéfinir le maintien de la paix pour les années à venir. Les crises mondiales qui sévissent encore actuellement nécessiteront une coopération : les changements climatiques, la pandémie de COVID-19, la polarisation et les conflits font obstacle au développement durable. Les co-rapporteurs accueilleront volontiers toutes les contributions au projet de résolution qui sera élaboré dans le cadre d'un processus consultatif, et espèrent que celui-ci sera approuvé par la Commission permanente lors de sa prochaine session.

Mme A.D. Gomashie (Ghana), co-rapporteure en remplacement de M. Bagbin, déclare que les parlementaires se sont employés à instaurer et à maintenir la paix pendant des années, et pourtant les conflits pullulent à travers le monde. Il est clairement établi que les institutions démocratiques représentatives sont appelées à jouer un rôle essentiel pour apaiser les conflits et

instaurer la paix. L'octroi d'un rôle dans le processus de maintien de la paix aux institutions représentatives et aux organisations locales ne peut qu'améliorer la pérennité des efforts de maintien de la paix et promouvoir le développement durable, ce qui permettra en retour de remédier aux causes profondes de l'instabilité. Les conflits revêtent de multiples aspects ; la signature des accords de paix ne garantit pas nécessairement le rétablissement de la paix. Il faut tenir compte de la culture, de l'identité, de l'appartenance ethnique et de la race. Des efforts doivent être déployés pour "décortiquer" chaque situation de conflit : identifier tous les acteurs et leurs centres d'intérêt, qu'il est capital d'appréhender et de respecter. On ne saurait adopter une approche universelle en matière de résolution des conflits, chaque conflit ayant sa propre dynamique. Pour garantir la durabilité, la médiation des conflits doit aller de pair avec l'autonomisation, l'éducation et d'autres mesures sociales destinées à apaiser les tensions. Ensemble, les co-rapporteures élaboreront un projet de résolution détaillé pouvant être utilisé pour parvenir à instaurer la paix pour tous et contribuer à la survie de la planète pour les générations futures.

Débat

M. B. Mahtab (Inde) déclare que l'instauration de la paix est l'objectif ultime. Les conflits engendrent l'instabilité et la peur, avec des conséquences catastrophiques pour les individus et la société. En dépit de tous les efforts déployés pour maintenir la paix par le biais des accords internationaux et des institutions mondiales qui œuvrent en faveur de la paix, la violence et la guerre l'emportent. Il convient par conséquent de redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix. La coexistence pacifique basée sur le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté a toujours été la pierre angulaire de la politique étrangère de l'Inde. L'Inde a toujours répondu rapidement aux demandes qui lui ont été faites par les Nations Unies de mettre à disposition du personnel militaire pour les opérations internationales de maintien de la paix, et est aussi l'un des pays contribuant le plus à cet effort. Le terrorisme s'est révélé être un défi majeur pour l'humanité tout entière. L'Inde a adopté une politique de tolérance zéro et met particulièrement l'accent sur la coopération internationale afin de lutter contre le terrorisme. L'Inde est membre fondateur du Forum mondial de lutte contre le terrorisme. Le pays accorde par ailleurs la plus haute priorité et affirme son attachement à un désarmement nucléaire global, non discriminatoire et vérifiable. Afin d'instaurer la paix, il est impératif de s'attaquer aux causes économiques et sociales à long terme des conflits. Il convient de mobiliser des ressources à cette fin sur le long terme. Les parlementaires ont un rôle de premier plan à jouer à cet égard. La coopération parlementaire est essentielle, et l'UIP doit rester au cœur de l'action menée pour partager les expériences en vue d'édifier un monde plus sûr. Condition sine qua non du développement, la paix laisse planer l'espoir d'un avenir meilleur pour l'humanité.

Mme S. Falaknaz (Émirats arabes unis) note que les Émirats arabes unis se félicitent du débat et sont bien conscients des défis et problèmes qui entravent les processus de paix à travers le monde. Elle demande aux experts comment les parlementaires peuvent utiliser au mieux leurs mandats législatifs, diplomatiques et de surveillance pour garantir la paix. Le Gouvernement des Émirats arabes unis fait tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir les efforts visant à instaurer la paix et la sécurité humaine, à l'interne comme à l'externe, en combattant l'extrémisme et la violence, en favorisant la compréhension et la cohabitation, et en prônant la tolérance et le respect des droits de l'homme et notamment les droits des femmes et des enfants. Les Émirats arabes unis contribuent largement à l'aide humanitaire sans aucune discrimination. Les efforts déployés à cet égard ne se sont pas estompés pendant la pandémie de COVID-19, et une assistance médicale a été fournie à plus de 135 États. Afin de promouvoir la paix, il y a lieu d'adopter des directives parlementaires se référant aux instruments, mécanismes et processus de contrôle internationaux applicables.

M. M.B.M. Al-Ahbabi (Qatar) déclare que, si la médiation politique a clairement un rôle à jouer dans les processus de paix, il souhaite savoir si les experts estiment qu'une telle médiation sera d'autant plus efficace qu'elle sera organisée en interne, à l'échelle internationale par l'intermédiaire des Nations Unies, ou au niveau régional grâce à la mobilisation des pays voisins et des organisations régionales.

M. A. Ware (Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires (PNND)) fait remarquer que les Nations Unies ont décrit l'approche de la consolidation de la paix axée sur la sécurité humaine dans la résolution 66/290 de l'Assemblée générale, qui peut utilement servir de référence dans le projet de résolution afin d'assurer la cohérence entre les documents des Nations Unies et ceux de l'UIP. On croit à tort que la sécurité humaine est en contradiction avec la sécurité nationale ou la sûreté de l'État. La résolution doit par conséquent inclure la notion de sécurité commune afin de favoriser la cohésion entre ces concepts conformément aux articles 2 et 33 de la Charte des Nations Unies qui décrit les instruments de résolution pacifique des conflits que sont notamment la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire, le recours aux organismes régionaux ou d'autres moyens pacifiques. Le concept de sécurité commune a été mis en œuvre par des instances régionales, telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et la Commission suédoise du désarmement et de la sécurité, dirigée par Olof Palme. L'abolition des armes nucléaires est essentielle pour promouvoir la sécurité de l'humanité. Non seulement la menace de l'utilisation de ces armes représente un danger pour les générations présentes et futures, mais les budgets conséquents consacrés aux programmes d'armement nucléaire peuvent contribuer davantage à la sécurité s'ils sont réaffectés au développement durable et au maintien de la paix.

M. O. Almunawer (Koweït) affirme que la paix est un principe fondamental de l'Islam. Lorsque l'on parle de maintien et de rétablissement de la paix, la question de la Palestine et la situation au Moyen-Orient ne doivent être ignorées. Ce conflit aussi grave qui s'éternise bouleverse la vie de millions de personnes, car les gens sont condamnés à vivre dans des conditions inhumaines et voient leurs terres et leurs maisons détruites. Aucun pays de la région du Moyen-Orient n'est épargné par les conflits. On est parvenu par le passé à mettre fin aux conflits et occupations de longue date, comme l'a décrit Mme Widegren. On peut vite oublier la cause palestinienne uniquement parce qu'elle remonte à bien longtemps. Il faut mettre fin à l'occupation, et rétablir les droits des peuples afin de ramener la paix dans la région.

M. J.V. Ndouma Mbadinga (Gabon) précise que l'article 2, paragraphe 3 de la Charte des Nations Unies appelle tous les États Membres à régler les conflits par des moyens pacifiques. Il s'agit de savoir si la paix est tributaire des relations entre États, ou si elle repose sur le respect des populations locales, dans la mesure où celles-ci souffrent des divergences qui prévalent partout dans le monde. Il faut trouver des solutions en amont afin d'atténuer les conflits. Les armes ne sont pas produites en Afrique, bien que le continent soit le théâtre de nombreux conflits actifs. Qui fournit ces armes ? Il est impératif de recueillir le point de vue des acteurs locaux pour éviter que les conflits ne se répandent encore davantage et instaurer la paix, puisqu'ils savent mieux que quiconque comment les tensions surgissent et comment les conflits s'intensifient en conséquence. Les parlementaires, en tant que porte-voix des citoyens, doivent être réellement représentatifs. Trop souvent, les parlements interviennent uniquement au nom du parti au pouvoir et ne peuvent s'exprimer et décider librement au nom du peuple. Une ferme résolution de la Commission permanente est donc essentielle.

M. A. Touizi (Maroc) indique que le nombre important de conflits armés actifs dans le monde illustre à quel point les mesures de consolidation de la paix se révèlent inefficaces. Les efforts entrepris aux niveaux international, régional ou local n'ont pas porté leurs fruits. Le conflit israélo-palestinien, par exemple, fait rage depuis deux décennies. Des conflits de longue date perdurent également dans d'autres régions, et de nouveaux conflits apparaissent dans bon nombre de pays. Les causes de conflit ne sont pas toujours transfrontalières. Elles comprennent également des clivages ethniques au sein des pays. L'impact des changements climatiques contribue également à nourrir les conflits locaux. Dans ces circonstances, il faut pouvoir déterminer la provenance des armes utilisées étant donné que les conflits sont souvent fomentés par ceux qui fabriquent des armes. La fin du commerce des armes mettrait un terme aux conflits et aux guerres par procuration. Il faut sanctionner l'envoi et le transfert d'armes vers des zones de conflit. Les pays vulnérables sont manipulés par les grandes puissances, qui tirent profit du trafic d'armes. L'édification de la paix doit transcender les frontières et remédier aux causes profondes des conflits pour défendre les droits des personnes vulnérables et démunies, et traduire en justice les instigateurs des guerres, dont les actes fomentent et nourrissent les conflits, et déstabilisent les nations.

M. J. Cepeda (Espagne) déclare que le monde est aujourd'hui le théâtre de nombreux conflits actifs de longue date entre groupes armés, qui ont fait un nombre considérable de morts, causé d'importants dégâts matériels et provoqué la souffrance de millions de personnes. Les conflits évoluent parallèlement au développement sociétal. Le développement numérique offre de nouveaux moyens de propager la haine et d'inciter à la violence par le biais des réseaux sociaux, ce qui donne lieu à de nouvelles formes de conflits. La cybercriminalité et les attaques visant les systèmes et réseaux informatiques sont d'autres moyens de faire la guerre. Il convient d'évaluer soigneusement ces risques et d'en tenir compte comme il se doit dans le cadre de la future mise en œuvre des mesures de maintien de la paix. Les parlementaires doivent travailler de concert, notamment renforcer la législation et coopérer avec les services de renseignement, afin de mettre un terme à la désinformation transfrontalière et à l'utilisation abusive des réseaux numériques pour inciter à la haine. Une vision prospective est nécessaire afin d'étudier la manière dont les conflits seront susceptibles d'évoluer au cours des 50 prochaines années dans des sociétés toujours plus numériques. Les parlementaires doivent élaborer des cadres législatifs solides pour relever les défis posés par la montée du terrorisme grâce aux technologies mobiles et aux réseaux numériques.

M. M.S. Alabrach (République arabe syrienne) dit que la Charte des Nations Unies, qui a défini le cadre des processus de paix et de sécurité, a permis à certains États de se considérer comme les précurseurs de la paix. La cause syrienne figure toutefois parmi toutes celles que le Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas parvenu à défendre. La guerre et la terreur continuent de régner, et la population syrienne souffre, sans aucun respect pour leurs droits fondamentaux. Tout a été mis en œuvre au niveau local pour chasser les terroristes hors de Syrie. Une concertation multilatérale est nécessaire pour faciliter la réconciliation et la coexistence pacifique. Les défis pèsent énormément de toutes parts et sont exacerbés par les effets des changements climatiques. Il faut surmonter les conflits et instaurer la paix à l'échelon local en impliquant des groupes de population vulnérables, notamment les jeunes et les femmes.

M. B. Koenders (Co-Président de la Commission internationale pour une paix inclusive de l'initiative Principes pour la paix) indique que le message fort qui est ressorti des discussions a été l'urgence de se tenir au fait des nouveaux types de conflits, des nouvelles dynamiques géopolitiques et des avancées en matière d'échanges et d'exportations d'armes, qui évoluent rapidement tandis que les conflits internes deviennent également de plus en plus complexes et sont plus difficiles à régler. Les principes et pratiques de maintien de la paix doivent par conséquent faire l'objet d'une attention particulière. Les parlementaires ont la possibilité d'influencer les efforts de consolidation de la paix, pour les adapter aux situations de conflit en cours et veiller à ce que les processus de paix soient plus inclusifs et durables.

Les contributions nationales aux forces de maintien de la paix des Nations Unies sont essentielles. Les parlements jouent un rôle essentiel dans le déploiement de contingents dotés d'un mandat approprié chargés d'assurer une surveillance et un contrôle adéquats. Les missions de stabilisation doivent toutefois être plus flexibles et plus inclusives, et s'appuyer sur une concertation locale avec la participation des femmes et des jeunes. Les accords de paix tendent à être élitistes et focalisés sur ceux qui portent des armes et la paix ne peut être durable si la population n'en profite pas. La Commission internationale pour une paix inclusive s'efforce d'apporter des changements fondés sur des données probantes aux processus de consolidation de la paix afin d'encourager les parlements à déterminer où et pourquoi les opérations de maintien de la paix et de stabilisation n'aboutissent à aucun résultat, comme en Afghanistan, et d'identifier plus tôt les problèmes. Les parlements nationaux doivent accorder plus d'importance à l'établissement des budgets, à l'obligation de rendre des comptes et au suivi de leur participation nationale aux activités de stabilisation. Au Mali, des groupes très divers ont pris part aux négociations de paix. Pourtant, en dépit d'un dialogue national riche et inclusif, les décisions n'ont pas été appliquées. Le parlement joue un rôle de premier plan pour assurer non seulement l'inclusion, mais également l'application des décisions. À cette fin, il importe que l'opposition politique soit associée aux discussions relatives aux modalités de mise en œuvre des processus de paix.

L'ONU, telle qu'elle existe actuellement, fait preuve de faiblesse. Le Conseil de sécurité est divisé, non représentatif et doit être réformé. Dans la plupart des conflits, le droit international humanitaire est bafoué et les processus de paix ne sont pas respectés, ce qui donne lieu à de futiles négociations et à des accords à court terme qui suscitent peu l'intérêt et n'ouvrent aucune action en retranchement. Les conflits de longue date, comme la situation en Palestine, montrent

que les problèmes ne disparaissent pas si l'on n'y remédie pas. Il faut répondre aux préoccupations des citoyens, à travers la participation locale et régionale aux négociations, pour s'attaquer aux causes profondes des conflits. Les décisions sur la question de savoir si les initiatives de maintien de la paix doivent être prises au niveau local, par les pays limitrophes ou les instances internationales ne peuvent être prises qu'au cas par cas. Dans les guerres par procuration, les pays frontaliers doivent faire partie de la solution, alors que dans d'autres situations, ceux-ci nourrissent les conflits. Il faut même tenir compte des nouvelles technologies et de l'utilisation abusive des médias sociaux. Les stratégies de consolidation de la paix doivent être fondées sur l'honnêteté, des faits et des preuves scientifiques.

Mme N. Bagayoko (Présidente du Réseau africain du secteur de la santé) estime que les réponses concrètes sont tout aussi importantes que les principes sur lesquels elles reposent. Le monde a atteint le point de rupture, ce qui nécessite de repenser les outils et instruments de consolidation de la paix, qui se sont révélés insuffisants pour régler des conflits de longue date, comme la situation en Palestine, et inadéquats pour traiter les conflits contemporains. L'échec du processus de stabilisation en Afghanistan a été l'échec d'un système mixte civil et militaire, et montre à l'évidence qu'il faut le modifier. Toutes les parties ont le droit de voir les résultats probants de tels processus, et celles qui contribuent tant financièrement que militairement méritent que leurs investissements en faveur de la paix soient récompensés. Les perspectives locales doivent demeurer au cœur des efforts de maintien de la paix, chaque conflit étant considéré séparément, au cas par cas, et tenir compte du rôle de tous les facteurs qui y contribuent, comme les changements climatiques, dans chaque situation particulière. Le rôle des parlementaires doit faire l'objet d'une attention particulière, et il convient de renforcer les moyens du parlement dans sa mission de contrôle de l'application de la politique étrangère et des politiques relatives au transfert d'armes et de technologies.

Mme B. Nepram Mentschel (défenseure des droits de l'homme et fondatrice du *Manipur Women Gun Survivors' Network*) fait remarquer que la passion et l'engagement reflétés dans le débat donnent de l'espoir malgré les situations de conflit et de pandémie mondiale. Pour ce qui est de savoir ce qu'il convient de faire pour réviser les processus de maintien de la paix, l'adoption, au niveau national, de résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité, comme cela se fait en Inde, sera particulièrement bénéfique pour garantir une paix inclusive. Chaque année, les gouvernements du monde entier consacrent au total 2 000 milliards d'USD aux dépenses militaires, ce qui équivaut au financement du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour 400 ans. Les parlements doivent contrôler les dépenses et empêcher le financement des conflits. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se sont montrés incapables de protéger la paix dans le monde. Il faut que cela cesse, grâce à une réforme du Conseil de sécurité. Il ne peut y avoir de paix sans justice. La réparation accordée aux victimes et aux survivants de la guerre est essentielle, et il convient de protéger les lanceurs d'alerte. La paix ne peut être conclue dans les instances internationales, il faut plutôt chercher à l'instaurer localement, dans les zones touchées par des conflits. Il convient de lutter contre le commerce international des armes et les transferts d'armes. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU produisent 88 pour cent des armes qui sont utilisées dans des conflits aux quatre coins du globe et coûtent de nombreuses vies humaines.

Mme J. Lilja (Directrice d'études sur la paix et le développement de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm) explique que des groupes extrémistes violents se sont établis dans des zones à l'épreuve de mécontentements locaux préexistants, lesquels doivent être pris très au sérieux. Le parlement, qui se veut le porte-parole des populations locales, a un rôle déterminant à jouer. Les investissements dans les secteurs sociaux revêtent une importance particulière, et le parlement doit favoriser une égale participation des femmes et des hommes à l'élaboration des budgets. La question de savoir si une ingérence extérieure dans les négociations de paix est nécessaire et bénéfique dépend du contexte individuel du conflit en question, et doit donc être décidée au cas par cas. La clé du succès d'une médiation, sous quelque forme que ce soit, est de s'assurer que le médiateur jouit de la confiance de toutes les parties au conflit. Le type de médiation requis peut également évoluer avec le contexte du conflit : une médiation locale peut suffire dans un premier temps, bien qu'une aide internationale puisse s'avérer nécessaire pour la mise en œuvre d'un accord de paix. La cybercriminalité et le recours aux technologies et aux réseaux sociaux constituent en fait une menace importante et méritent une attention particulière.

Mme A.D. Gomashie (Ghana), co-rapporteure, estime que le débat a montré la nécessité de modifier les stratégies de consolidation de la paix, et souligné l'importance de financer des mesures destinées à favoriser l'inclusion sociale, et à réhabiliter les victimes de conflits. L'apaisement est crucial, et la paix ne saurait durer sans la justice.

Mme C. Widegren (Suède), co-rapporteure, remercie l'ensemble des participants pour leurs contributions et se félicite de l'engagement clairement exprimé de recadrer les processus de paix. Les co-rapporteurs s'emploieront à élaborer une résolution concise et ciblée mettant en lumière des exemples clairs et concrets de moyens illustrant la manière dont les parlements et les parlementaires peuvent intervenir. Le projet de résolution sera communiqué aux membres de la Commission permanente en janvier 2022 et les propositions d'amendement seront soumises en février, à temps pour la prochaine session de la Commission permanente prévue en mars.

Le Président remercie l'ensemble des participants pour leurs contributions.

La séance est levée à 17 h 45.

SÉANCE DU LUNDI 29 NOVEMBRE

(Après-midi)

La séance est ouverte à 14 h 45 sous la conduite de M. J.I. Echániz (Espagne), Président de la Commission permanente.

Réunion-débat sur le thème *Le rôle du parlement dans la lutte contre les risques de détournement dans les transferts d'armes*

Les membres de la Commission ont visionné un message vidéo de M. L. Gberie, Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Président de la septième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, dans lequel il affirme que l'axe thématique central du Traité durant la présidence de la Sierra Leone a été de renforcer les efforts visant à éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'assurer une gestion efficace des stocks, avec pour objectif principal de promouvoir une réglementation appropriée du commerce international des armes classiques dans le cadre des instruments internationaux de contrôle des armes, de non-prolifération et de désarmement. Les armes légalement acquises par les États sont trop souvent utilisées par des groupes auxquels celles-ci n'étaient pas destinées. Les transferts illicites et les détournements d'armes provenant de stocks officiels sont devenus un aspect important de la réglementation des armes classiques dans de nombreux pays, notamment en Afrique. La volonté politique et l'engagement de la communauté internationale sur ce sujet se sont révélés forts.

La présidence de la Sierra Leone s'est attachée à encourager l'ensemble des États parties et autres intervenants à établir un lien entre la mise en œuvre du Traité et le cadre mondial relatif au contrôle des armes, à la non-prolifération et au désarmement. Les membres ont identifié des domaines dans lesquels des efforts restent à accomplir pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et renforcer la gestion et la sécurité des stocks. Les intervenants sont encouragés à appliquer ces directives et à utiliser les outils internationaux et régionaux existants dans les efforts qu'ils déploient pour lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. Des mesures ont été adoptées pour coopérer avec les États qui ne sont pas encore parties au Traité, notamment un projet conjoint élaboré en collaboration avec l'UIP pour sensibiliser les parlementaires au Traité et encourager de nouvelles ratifications. Les États parties et les signataires ont réaffirmé leur volonté d'assurer la transparence et d'échanger des informations en créant le Forum d'échange d'informations sur le détournement afin de partager des informations concrètes et opérationnelles sur les cas de détournement suspecté ou détecté.

Le Président présente le modérateur de la réunion-débat, M. A. Ware, Coordonnateur mondial des Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires (PNND). Le PNND, en collaboration avec l'UIP et d'autres organisations, a élaboré un nouveau guide parlementaire intitulé *Défendre notre avenir commun : guide d'action parlementaire à l'appui du désarmement, pour la sécurité et le développement durable.*

Le modérateur prend la présidence.

Le modérateur précise que le Traité sur le commerce des armes est l'un des nombreux mécanismes de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre et le détournement dans les transferts d'armes. Il convient d'optimiser l'utilisation de tous les mécanismes disponibles. De nombreuses ressources sont également disponibles spécifiquement pour les parlementaires. Le guide en ligne sur le désarmement, comme l'a mentionné précédemment le Président de la Commission permanente, est disponible sur le site www.disarmamenthandbook.org. Celui-ci propose des sections spécifiques sur les armes classiques, les ALPC et les armes inhumaines. Le modérateur présente les trois intervenants : M. R. del Picchia, ancien sénateur français et ancien membre du Comité exécutif de l'UIP, Mme K. Olofsson, Secrétaire générale du Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre, et Mme B. Nepram Mentschel, défenseure des droits de l'homme et cofondatrice de la *Control Arms Foundation of India* et du *Manipur Women Gun Survivors' Network*.

M. R. del Picchia (France) indique que l'accent est souvent mis sur la prolifération des armes de destruction massive, mais la crainte à l'égard de ces armes règne surtout dans l'esprit des gens, puisque ces armes ne sont pas utilisées dans une large mesure. Les ALPC, d'autre part, tuent près de 500 000 personnes chaque année. Se pose la question de savoir comment et pourquoi il y a tant d'ALPC en circulation dans le monde, entre les mains de criminels, de terroristes et de révolutionnaires. Les armes qui ont été utilisées dans les conflits pendant des années sont commercialisées après la fin des hostilités. Le commerce illicite d'armes "d'occasion" constitue une grave menace pour la paix. Malgré la lutte contre ce trafic, qui perdure depuis plus de 30 ans, les risques restent élevés et le trafic d'armes demeure un sérieux problème, susceptible de déboucher sur des crimes contre l'humanité, voire un génocide. Il faut lutter contre la circulation illicite de ces armes pour garantir non seulement la sécurité des citoyens, mais également la sécurité politique.

Le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel au Recueil de Traités de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2001), a été ratifié il y a peu par la France et l'Allemagne, deux des pays producteurs d'armes parmi les plus importants au monde. S'il s'agit là d'une mesure positive, le protocole est le seul accord juridiquement contraignant contre la circulation de ces armes et n'est pas suffisant. Il reste encore beaucoup à faire pour empêcher le transfert illicite de ces armes. Le débat public sur cette question reste limité. L'UIP a pris la situation très au sérieux et adopté des mesures pour sensibiliser les parlementaires et promouvoir la ratification universelle du protocole. Toute nouvelle ratification impliquera moins d'armes illicites et moins de trafic, et fera de ce monde un lieu de vie meilleur et plus sûr pour tous. Les parlementaires doivent s'engager plus résolument et être pleinement disposés à lutter contre les marchés noirs et le détournement des armes à feu afin d'aboutir à des résultats concrets. Les mesures législatives et leur application sont essentielles. Chaque parlement doit assumer sa part de responsabilité. Les défis à venir sont de taille, il ne faut donc pas perdre de temps.

Mme K. Olofsson (Secrétaire générale du Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre) précise que le Forum est une organisation associative axée spécifiquement sur la prévention et la réduction de la violence liée à l'utilisation des ALPC. Le Forum a été constitué pour les parlementaires par les parlementaires œuvrant pour la sécurité humaine, le développement durable et le maintien de la paix. La circulation illicite d'ALPC est un problème majeur pour les individus, les sociétés et le monde dans son ensemble. Créé en 2002 à l'initiative des parlements latino-américains, espagnol et suédois, le Forum réunit 300 parlementaires de 100 pays pour coopérer dans les domaines du renforcement des capacités, de l'élaboration des politiques et de la sensibilisation. Il sert de passerelle entre les échelons national, régional et mondial, et intègre une dimension de genre dans tous les contenus thématiques. Le Forum s'emploie à favoriser l'engagement des parlementaires dans les cadres internationaux sur le désarmement, notamment le Traité sur le commerce des armes, le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, le Programme sur les femmes, la paix et la sécurité du Conseil de Sécurité de l'ONU, et travaille en collaboration avec les assemblées parlementaires régionales. Le Forum a été fier de coparrainer le guide parlementaire susmentionné sur le désarmement et attend avec intérêt sa mise en œuvre.

Le détournement des ALPC est un grave problème pour la sécurité internationale. La prolifération illicite de ces armes constitue une violation sérieuse du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Malgré un important arsenal de mécanismes et d'instruments internationaux relatifs au désarmement, qui contient des dispositions sur le sujet, il n'existe encore aucune définition universellement acceptée de "détournement". À l'échelle mondiale, près de 550 000 armes à feu illicites ont été saisies en 2016 et 2017 ; 54 pour cent des homicides ont été commis avec des armes à feu. Le détournement contribue dans une large mesure au transfert illicite de ces armes. Il s'agit d'un problème complexe qui requiert une solution complexe. Le rôle législatif des parlementaires est donc essentiel, à travers la ratification des traités internationaux et l'élaboration de dispositions législatives nationales reflétant les obligations internationales. La législation nationale relative au détournement doit être révisée régulièrement pour refléter la nature en constante évolution du détournement d'armes, notamment lorsqu'il s'agit d'armes légères et de petit calibre, et le rythme rapide auquel évoluent les nouvelles technologies.

Lorsqu'un détournement a été documenté ou signalé, les parlements doivent demander des comptes aux pouvoirs publics, en les questionnant et en appelant au changement. Les parlementaires ont par ailleurs un rôle de sensibilisation et doivent favoriser un dialogue ouvert et constructif avec l'exécutif et les ministères concernés sur l'importance d'éviter les détournements et les moyens de renforcer les systèmes visant à les prévenir. En tant que représentants de leurs électeurs, les parlementaires doivent veiller à ce que le cadre juridique international se concrétise sur le terrain, afin de réduire les souffrances humaines. S'agissant des transferts d'armes susceptibles de présenter un risque de détournement, les parlementaires peuvent tenir compte des circonstances particulières de ces risques et fournir une analyse politique claire aux autorités compétentes. Les activités de renforcement des capacités et le partage d'informations peuvent être organisés afin d'examiner les risques de détournement, et il est possible de tirer des enseignements d'expériences antérieures. La contribution de la société civile est par ailleurs essentielle pour dégager des perspectives nationales et régionales, et tirer parti de l'expérience déjà acquise.

Il est possible de constituer des groupes et réseaux parlementaires qui se consacreront expressément au détournement et à l'application des cadres internationaux, comme le Traité sur le commerce des armes et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et appuieront les travaux des commissions parlementaires compétentes. La coopération aux niveaux national, régional et international est cruciale, et l'UIP joue un rôle de premier plan pour faciliter la poursuite du dialogue. Le Forum d'échange d'informations sur le détournement sous l'égide du Traité sur le commerce des armes est particulièrement important à cet égard. Les parlementaires disposent des outils et des occasions nécessaires pour s'associer à d'autres acteurs afin d'appuyer les efforts visant à lutter contre le détournement et à soutenir l'universalisation et la mise en œuvre des instruments pertinents, et à faire preuve de volonté politique pour mettre fin à la violence et ainsi réduire les souffrances humaines. Une campagne a été lancée sur les réseaux sociaux pour sensibiliser aux risques de détournement des armes ; tous les participants à la réunion sont encouragés à y prendre part.

Le modérateur précise que l'éducation et la sensibilisation sont tout aussi importantes que l'action. Le Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre joue un rôle essentiel à cet égard. Le débat à suivre offrira une excellente occasion d'échanger des exemples et des expériences d'action parlementaire susceptibles d'offrir une orientation et de susciter l'inspiration. La lutte contre le détournement des ALPC n'est pas simplement une question de chiffres : elle permettra de réduire considérablement les souffrances humaines.

Mme B. Nepram Mentschel (défenseure des droits de l'homme et fondatrice du *Manipur Women Gun Survivors' Network*) dit qu'elle souhaite tout d'abord rendre hommage au général de brigade aérienne Jasjit Singh, ancien directeur de l'Institut Manohar Parrikar d'études et d'analyses de la défense, et au lieutenant-général B.S. Malik, qui ont tous deux été chefs de file de la lutte contre le transfert illicite d'ALPC, et l'ont aidée à comprendre la dynamique et la gravité du problème, qui compromet la sûreté et la sécurité dans le monde entier. Elle est née dans l'État du Manipur, au nord-est de l'Inde, une région durement touchée par le conflit, où la population est prise sous les feux croisés des acteurs étatiques et non étatiques. L'État du Manipur déplore 50 000 morts, et 20 000 femmes ont perdu leur mari. Le climat permanent de violence dans cet État, et partout ailleurs dans le monde, l'a amenée à créer le *Manipur Women Gun Survivors' Network* et la *Control Arms Foundation of India*, et à publier *South Asia's Fractured Frontier: Armed Conflict, Narcotics and Small Arms Proliferation in India's North East* (Fractures territoriales en Asie du Sud : conflits armés, trafic de stupéfiants et prolifération d'armes légères dans le nord-est de l'Inde).

Les activités du *Manipur Women Gun Survivors' Network* se fondent sur l'hypothèse selon laquelle la violence touche les plus démunis, et qu'il faut lutter contre le désarmement sur le terrain, et visent à créer des entreprises dirigées par des femmes, soutenir leur indépendance financière, leur permettre d'ouvrir des comptes bancaires et leur offrir un accompagnement social et psychologique. Ce réseau réunit des femmes originaires de différents États du nord-est de l'Inde. Les armes tuent leurs enfants, et la situation déjà extrêmement tendue est aggravée par la pandémie de COVID-19. Le mouvement féministe est important, toutefois, et peut servir d'exemple pour permettre au monde de donner un nouvel élan au contrôle des armes afin de bâtir des communautés pacifiques où les enfants peuvent aller à l'école, les démocraties ne sont pas menacées et les gens peuvent se construire une existence paisible, prospère et décente. Le réseau œuvre au niveau national avec les parlementaires à Delhi, et au niveau international avec les Nations Unies, dans le but de sensibiliser et de partager expériences et meilleures pratiques.

D'importants efforts ont été accomplis au niveau international, avec notamment l'adoption du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, et du Traité sur le commerce des armes, bien que ces instruments ne soient pas suffisants. Si les campagnes de désarmement et les négociations à ce sujet se poursuivent depuis de nombreuses années, plus de 100 entreprises dans 90 pays continuent de produire des armes et des munitions. Dans l'État du Manipur, une balle peut s'acheter pour 10 roupies et une grenade à main 250 roupies. De jeunes enfants sont en possession d'armes à feu. La violence a déstabilisé la communauté tout entière. Les fabricants de 88 pour cent des armes à travers le monde sont des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. La plupart des armes produites dans le monde sont entre les mains d'acteurs étatiques. Les parlements sont par conséquent tenus de demander des comptes à leurs gouvernements. La montée des régimes autoritaires accroît l'instabilité et 80 pour cent des guerres dans le monde sont menées dans les pays du Sud, qui accueillent 80 pour cent de la population mondiale de réfugiés. Pour chaque dollar reçu des pays du Nord au titre de l'aide humanitaire, 10 USD servent à payer des armes provenant de ces pays.

Dans la situation actuelle, les pays du Nord continuent d'établir des normes auxquelles les pays du Sud sont censés adhérer. Il convient de remédier à cette situation. Les pays du Sud doivent pouvoir prendre en main leur propre sécurité nationale, humaine et commune. La voix des pays du Sud n'est pas entendue dans les négociations mondiales sur le désarmement. Les questions relatives aux groupes armés non étatiques doivent être incluses dans le Traité sur le commerce des armes. À l'échelle mondiale, au cours de l'année écoulée, 2 000 milliards d'USD ont été consacrés aux dépenses militaires et 75 milliards d'USD aux capacités nucléaires, alors que seulement 25 millions d'USD ont été dépensés pour vacciner la planète contre la COVID-19. Le rôle des parlementaires est essentiel s'agissant d'établir des budgets, et de veiller à ce que les deniers publics soient consacrés à la sûreté et à la sécurité. La question du désarmement mondial doit être reconsidérée. Les parlements doivent mettre la personne et la sécurité humaine au cœur de tous les efforts déployés à cet égard. Il faut allouer davantage de ressources aux organisations non gouvernementales dans les pays du Sud. Celles-ci doivent pouvoir disposer de fonds suffisants pour rendre les sociétés plus sûres. L'aide humanitaire doit être distribuée de façon plus équitable, les survivants et les victimes sur le terrain étant une priorité. Les femmes doivent être associées aux mesures visant à maintenir la paix et la sécurité, car si les femmes sont en danger, tout le monde est en danger. Le maintien de la paix et le désarmement doivent être au service de la société tout entière, notamment des plus vulnérables.

Le modérateur remercie les intervenants pour leurs contributions.

Débat

Le Président, M. J.I. Echániz (Espagne), prend la présidence.

M. A. Al Aifan (Parlement arabe) dit que la recrudescence des conflits ces dernières décennies fait apparaître les menaces croissantes liées à la dissémination des armes et leur utilisation illégale. La situation est particulièrement grave dans la région arabe. L'absence d'informations claires et d'une base de données exhaustive sur l'existence et la circulation des ALPC est particulièrement préoccupante. Il convient par conséquent de renforcer les contrôles internationaux sur les exportations d'armes pour s'assurer que les armes ne se retrouvent entre les mains de groupes extrémistes. Les parlements jouent un rôle essentiel à cet égard, notamment en légiférant contre la prolifération de ces armes, et en encourageant les gouvernements à renforcer la coopération transfrontalière pour partager des informations et des expériences. Il faut renforcer les capacités de chaque pays à éliminer le commerce illicite des ALPC.

M. H. Naderi (République islamique d'Iran) indique que la République islamique d'Iran soutient activement l'ensemble des instruments visant au désarmement et en particulier les normes internationales pour prévenir l'utilisation des armes de destruction massive et des armes classiques, notamment le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. La mise en œuvre efficace, complète et non discriminatoire du Programme d'action en tant qu'instrument non contraignant et volontaire peut atténuer les répercussions du détournement de ces armes sur la vie humaine et le développement durable. Le détournement d'armes classiques vers des destinataires non autorisés représente une menace importante pour les civils dans le monde entier. Le rôle des parlementaires est essentiel pour contrer cette menace en légiférant contre le transfert illicite de ces armes. Les principaux fabricants d'armes ont la responsabilité particulière de lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Les États qui produisent et exportent des armes le font à des fins commerciales, quelles que soient les conséquences, et doivent être tenus pour responsables. Il convient également de lutter contre les importations illicites. Il faut promouvoir la coopération internationale, adopter des mesures collectives et parvenir à une entente commune afin de relever les défis liés au détournement dans les transferts d'armes.

M. O. Almunower (Koweït) juge alarmants les chiffres sur les conflits, les armes et les décès enregistrés à l'échelle mondiale. La croissance des économies illicites, notamment le commerce des armes, a lourdement pesé sur la sécurité internationale. Des efforts internationaux concertés s'avèrent nécessaires pour remédier à la situation. Les dangers inhérents à la prolifération illicite des ALPC en particulier ne cessent de croître jour après jour, semant la peur et déstabilisant les sociétés. Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les pistolets sont le type d'arme à feu le plus utilisé au monde. Les groupes terroristes et les milices utilisent les ALPC pour accroître leur pouvoir sur la scène internationale. Le Koweït a déployé d'importants efforts pour mettre un terme au commerce illicite de ces armes et entend mettre en œuvre le Programme d'action des Nations Unies. Le Parlement koweïtien a adopté une loi importante sur le contrôle des armes au niveau national.

M. B. Mahtab (Inde) déclare que la prolifération des ALPC est pour la communauté internationale tout entière un sujet de préoccupation qui est complexe et multidimensionnel, et a par conséquent des répercussions intersectorielles sur le développement, la sécurité ainsi que les aspects humanitaires et socio-économiques des sociétés. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît le lien existant entre la réglementation des armes et le développement. Les armes classiques deviennent plus sinistres et meurtrières entre les mains des terroristes, qui les utilisent systématiquement pour cibler des civils innocents. L'usage illégal des armes par des acteurs non étatiques constitue une violation de la souveraineté des États. Depuis plusieurs décennies, l'Inde est en proie au terrorisme et à des faits de violence transfrontières perpétrés par des groupes terroristes. Ces groupes n'existeraient pas sans le parrainage et l'appui d'États, qui doivent être condamnés sans équivoque.

L'Inde attache énormément d'importance au Programme d'action des Nations Unies et appuie les efforts déployés pour renforcer sa mise en œuvre et l'application de l'Instrument international de traçage, notamment par le biais de mesures législatives nationales et de l'application des contrôles à l'exportation, du partage d'informations et du renforcement des capacités. De solides mécanismes ont été mis en place au niveau national, notamment des contrôles stricts à l'exportation de toutes les munitions. Le Gouvernement indien établit régulièrement des rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme d'action au titre de l'Instrument international de traçage et du Registre des Nations Unies sur les armes classiques. Un cadre législatif national strict a été mis en place pour réglementer la fabrication, l'acquisition, la possession, le commerce, la commercialisation et l'octroi de licences régissant l'utilisation des armes, y compris les interdictions et les sanctions. Les parlementaires jouent un rôle clé dans la prévention du détournement dans les transferts d'armes, par le biais de mesures législatives, de la surveillance et de la sensibilisation. Une action mondiale coordonnée et ciblée s'avère nécessaire pour lutter contre le commerce illicite et le détournement d'armes.

M. V. Gerengo N'vene (République démocratique du Congo) indique que la République démocratique du Congo est en proie à un conflit armé depuis 1994. Le détournement des armes est un sujet sensible. Les parlements n'ont qu'un rôle limité. Ils peuvent légiférer mais ne peuvent garantir l'application et le respect des lois. Il existe trois aspects interconnectés au trafic d'armes :

la production, le transfert et l'utilisation. En dépit d'une certaine réglementation, la traçabilité, essentielle pour faire la distinction entre possession et utilisation licites et illicites, fait défaut à chacune des trois phases. La plupart du temps, l'accent est mis sur les conséquences du transfert d'armes plutôt que de dégager les liens qui existent entre les trois aspects. La circulation des armes dans les États qui bordent des zones de conflit armé doit par ailleurs faire l'objet d'une attention particulière. La communauté internationale peut engager l'ensemble des communautés voisines à se concerter pour apporter des solutions, et aborder les trois aspects de la prolifération des armes.

Mme S. Falaknaz (Émirats arabes unis) estime que le transfert illicite d'armes constitue une menace réelle pour la paix et la sécurité. Les parlements disposent des outils législatifs et diplomatiques pour réduire les menaces causées par ces armes. Les parlements sont par conséquent tenus d'assumer leurs responsabilités à cet égard. Une coopération doit être instaurée entre l'ensemble des intervenants et les institutions concernées à tous les niveaux, afin d'établir un solide réseau pour pouvoir mettre un terme au commerce illicite des ALPC. Aux Émirats arabes unis, le commerce des armes est strictement réglementé et un décret énumérant les munitions, armes et équipements militaires qui peuvent être achetés et pour lesquels une autorisation peut être délivrée a été promulgué au niveau national en 2013. Les Émirats arabes unis sont parties au Traité sur le commerce des armes.

M. J. Razarindriatsara (Madagascar) déclare que Madagascar n'est pas à l'abri des menaces que représentent les armes légères et de petit calibre. Un coup d'État a été perpétré depuis l'étranger seulement quelques mois auparavant. La coopération systématique, universelle, législative et politique est essentielle entre les pays pour contrer la menace que représente la prolifération illégale de ces armes. Le marché mondial des armes illicites menace la démocratie, la paix et la stabilité.

M. J.V. Ndouma Mbadinga (Gabon) affirme que le transfert illicite des ALPC constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Le détournement de ces armes a des répercussions sur l'efficacité des efforts déployés pour contrôler leur circulation et réglementer le commerce international des armes conformément aux lois et aux normes internationales. Les efforts de la communauté internationale ont porté sur l'élimination du trafic d'armes, notamment les ALPC, dont le détournement continue de mettre des vies en danger. Le transfert illicite de ces armes, qui se manifeste par leur vol et leur revente, conduit à la corruption, et les stocks d'armes mal protégés risquent de tomber entre de mauvaises mains en échange de ressources naturelles. Les parlementaires doivent légiférer contre le commerce illicite de ces armes. Il convient d'imposer des sanctions internationales aux trafiquants, vendeurs et acheteurs. Il faut remédier à l'absence de définition consensuelle et universellement convenue du détournement, puisqu'elle crée des vides juridiques qui rendent la régulation de la situation et l'application du Traité sur le commerce des armes particulièrement difficiles.

Mme A. Shkrum (Ukraine) indique que l'Ukraine appuie pleinement les dispositions du Traité sur le commerce des armes, qu'elle a ratifié en 2014, malgré l'annexion et l'occupation de 7 pour cent du territoire ukrainien. De nouvelles ratifications sont nécessaires, toutefois, dans la mesure où deux des cinq principaux exportateurs d'armes ne sont pas encore parties au Traité. Il convient de réfléchir à la façon d'encourager plus activement ces ratifications et l'universalisation du Traité. Le Gouvernement ukrainien présente chaque année à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe un rapport sur les ALPC et s'emploie à respecter ses engagements à cet égard. Un récent rapport de *Conflict Armament Research*, intitulé *Weapons of the War in Ukraine* (les armes de la guerre en Ukraine), documente de nombreux exemples d'armes, en provenance de la Fédération de Russie, récupérées sur le territoire ukrainien occupé au cours de la période 2018-2021, une situation particulièrement difficile à régler pour le Gouvernement ukrainien. En 1994, l'Ukraine a renoncé à son arsenal nucléaire, l'un des plus importants au monde, et en est fière. Malheureusement, l'annexion de l'Ukraine constitue un manquement au respect du Mémorandum de Budapest sur les garanties de sécurité. Le peuple ukrainien est donc inquiet pour sa sécurité et a de plus en plus tendance à penser que l'abandon de l'arsenal nucléaire est une erreur. Un tel exemple n'augure rien de bon pour l'avenir du désarmement.

M. T.M. Mnangagwa (Zimbabwe) affirme que, conformément au Traité sur le commerce des armes, les États parties doivent prendre des mesures pour empêcher le détournement des armes classiques grâce à un système de contrôle national. Il incombe aux parlements de veiller à ce que leurs gouvernements tiennent cet engagement. Le Zimbabwe a ratifié le Traité en 2014. La Communauté de développement d'Afrique australe a adopté un protocole révisé sur les armes, conformément à la cible 16.4 de l'Objectif de développement durable qui vise à réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes d'ici à 2030. Les parlements doivent adopter une loi pour lutter contre le détournement des armes et son impact sur le développement national. Le législateur doit être disposé à relever le défi d'instaurer la paix dans le monde en mettant fin au détournement des armes, grâce à une volonté commune et un effort collectif. Les nations où l'industrie de l'armement est fortement développée continuent de tirer parti des conflits. Il ne peut y avoir de développement sans paix. Les populations souffrent. Les parlementaires doivent faire du contrôle, du transfert et de la non-prolifération des armes et du désarmement le fer de lance de leurs activités. Ils ont un rôle primordial à jouer lors du débat sur les nouvelles politiques et dispositions législatives à cet égard.

M. W. David (Royaume-Uni) déclare que, selon une étude récente des Nations Unies, les trois quarts des ALPC dans le monde se trouvent entre les mains de civils. Des mécanismes locaux s'avèrent donc nécessaires pour contrôler la production et la vente de ces armes. Il convient d'étudier et de traiter les causes profondes du désir du public de posséder ces armes. Les parlements ont une lourde responsabilité à porter à cette fin et il convient de mettre en place des dispositions législatives et des contrôles au niveau national pour s'attaquer au problème à la source.

Mme B. Nepram Mentschel (défenseure des droits de l'homme et fondatrice du *Manipur Women Gun Survivors' Network*) précise que 50 pour cent des États qui fabriquent ces ALPC ne participent pas à la présente séance et ne sont pas parties aux traités concernés. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU produisent 88 pour cent des armes dans le monde. Les parlements doivent tenir ces États pour responsables du trafic et des transferts d'armes. Il faut s'efforcer de promouvoir la ratification universelle du Traité sur le commerce des armes. La ratification a pour objectif d'obliger à rendre des comptes et d'assurer la sécurité des collectivités. Les réunions sur le désarmement ne doivent plus se tenir à Genève, New York et Londres, mais dans les pays du Sud, où le conflit est une réalité quotidienne, et les communautés locales doivent participer aux négociations de paix.

Mme K. Olofsson (Secrétaire générale du Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre) estime que le débat a reflété l'engagement sans réserve des mécanismes internationaux à endiguer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. La ratification universelle du Traité sur le commerce des armes est essentielle et ceux qui ne l'ont pas encore ratifié sont encouragés à le faire. La récente ratification par la Chine a démontré que des progrès sont bel et bien possibles. Les autres grands exportateurs d'armes au monde doivent également chercher à adhérer au Traité. La mobilisation des parlementaires du monde entier est appréciée.

M. R. del Picchia (France) dit que l'attachement exprimé à l'égard de la coopération et de l'action internationales est particulièrement apprécié. Les parlementaires du monde entier doivent œuvrer de concert pour édifier un monde meilleur et mettre un terme à la souffrance humaine. La transparence joue un rôle essentiel. Il faut encourager les fabricants d'armes à agir en toute transparence et intégrité, notamment grâce à des mécanismes de certification et à la traçabilité des armes, afin d'instaurer un climat de confiance et de sécurité.

Le modérateur demande à tous les parlements de poursuivre le dialogue et la communication, pour mettre fin au commerce et au transfert illicites des ALPC.

Élections

a) Élections visant à pourvoir les postes vacants au sein du Bureau

Le Président annonce qu'il y a trois postes vacants au Bureau. Les candidatures suivantes ont été reçues : M. Z.M. Galadima (Nigéria) du Groupe africain, Mme H. Hakobyan (Arménie) du Groupe Eurasie et Mme C. Cano Córdoba (Panama) du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes. Eu égard à la réélection des membres du Bureau de la France et du Qatar,

M. M. Al-Ahbabi (Qatar) exercera un second mandat, alors que M. E. Blanc (France) entamera un deuxième mandat en remplacement de M. P. Dallier (France). M. A. Touizi (Maroc) terminera le premier mandat de M. D. El Idrissi (Maroc). S'il n'y a pas de commentaires ou d'objections, le Président dit considérer que la Commission permanente souhaite approuver ces candidatures au Bureau.

Il en est ainsi décidé.

b) Élection du Président et du Vice-Président de la Commission

Le Président fait savoir qu'en vertu de l'article 7.5 du Règlement des Commissions permanentes, les présidents des groupes géopolitiques se sont prononcés sur la rotation des présidences des commissions permanentes jusqu'en 2033, reconnaissant que les postes de président et de vice-président doivent être équitablement répartis entre femmes et hommes, et que, durant une période déterminée, chaque groupe géopolitique doit avoir la possibilité de présider chacune des commissions permanentes. Pour 2022–2023, le Groupe arabe s'est vu confier la présidence de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale et le Groupe Eurasie la vice-présidence. Des candidatures ont été reçues du Groupe Eurasie pour Mme H. Hakobyan (Arménie) au poste de vice-président et du Groupe arabe pour M. M.B.M. Al-Ahbabi (Qatar) au poste de président. S'il n'y a pas de commentaires ou d'objections, il dit considérer que la Commission permanente souhaite approuver ces nominations.

Il en est ainsi décidé.

M. M. Al-Ahbabi (Qatar) remercie la Commission permanente de l'avoir élu à sa présidence et exprime sa gratitude et ses remerciements à M. Echániz pour sa direction éclairée de la Commission permanente dans le climat peu ordinaire de la pandémie de COVID-19.

Divers

Le Président indique que le Bureau a proposé de consacrer à la résolution les séances de la Commission permanente qui se tiendront lors de la 144e Assemblée de l'UIP. Remerciant la Commission permanente pour son soutien pendant la durée de son mandat, il déclare que cela a été un honneur d'occuper le poste de président.

La séance est levée à 16 h 40.

Commission permanente du développement durable

SÉANCE DU SAMEDI 27 NOVEMBRE

(Morning)

La séance est ouverte à 9 heures sous la conduite de M. W. William (Seychelles), membre du Bureau de la Commission permanente.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril-mai 2021)

Le compte rendu est approuvé.

Lancement de la publication de l'UIP sur la budgétisation des ODD

Mme K. Jabre (Directrice de la Division des programmes, UIP) annonce que l'UIP lance un nouvel outil intitulé *Gestion optimisée des ressources publiques : lignes directrices à l'usage des parlementaires pour la budgétisation des Objectifs de développement durable*. La pandémie de COVID-19 a engendré la pire récession que le monde ait connue au cours des 90 dernières années. Elle a fortement ralenti les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et a eu des répercussions sur tous les aspects du financement du développement. De nombreux pays redirigent leurs fonds d'objectifs de développement sur le long terme à des mesures de relèvement plus immédiates. Et pourtant, la réalisation des ODD est aujourd'hui encore plus importante que lorsque ces objectifs ont été adoptés.

De nombreux éléments entrent dans le processus d'optimisation du financement du développement. Il est nécessaire : a) de mobiliser des ressources financières nationales et internationales, b) de tirer profit de la contribution du secteur privé, c) d'exploiter au maximum les sources et les mécanismes innovants de financement, et d) d'utiliser au mieux les fonds.

Les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer pour que les fonds soient dûment investis au profit du développement durable. Ils ont la responsabilité non seulement de traduire les ODD dans la législation et de suivre leur mise en œuvre, mais aussi de veiller à ce que les gouvernements rendent des comptes sur la manière dont les ressources sont utilisées. On s'est toutefois peu préoccupé de donner aux parlementaires les connaissances et les capacités nécessaires pour s'acquitter efficacement de ces tâches. Les nouvelles lignes directrices visent à combler cette lacune en brossant un tableau des questions liées à la budgétisation, au suivi et aux choix politiques en matière d'ODD.

Pour tirer le meilleur parti de ressources publiques limitées, les pays doivent procéder à une analyse approfondie des pratiques budgétaires en vigueur et entretenir une communication régulière avec tous les acteurs concernés. Ils doivent comprendre les sources de financement dont ils disposent et réfléchir aux différentes stratégies permettant de les hiérarchiser au mieux. Des fonds adéquats doivent être consacrés aux ODD et les politiques et plans nationaux doivent tenir compte des besoins des plus vulnérables. La publication donne aux parlementaires des informations clés sur des sujets de budgétisation des ODD et sur les défis actuels en la matière, ainsi que des moyens de définir des actions concrètes.

L'intervenante souligne pour conclure que les ODD pourront être réalisés uniquement si les pays mettent en place des systèmes financiers qui utilisent rationnellement les ressources et sont avantageux pour tous. Les parlements ont un rôle primordial à jouer pour que des approches et des instruments financiers adéquats soient adoptés.

M. C. Chauvel (Responsable mondial et Point focal Asie-Pacifique, Processus et institutions inclusifs, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)) dit que le PNUD est enchanté d'avoir contribué à l'élaboration des lignes directrices. Avant l'apparition de la pandémie

de COVID-19, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé qu'il faudrait investir 2 500 milliards d'USD supplémentaires par an pour réaliser les ODD. Mais ce chiffre a été revu à la hausse avec la pandémie : on parle désormais de 4 200 milliards d'USD. L'intervenant souligne la nécessité impérieuse d'accroître l'aide publique au développement, les investissements étrangers directs et l'assistance philanthropique, et de trouver de nouveaux outils et sources d'investissement, comme les obligations vertes et la finance islamique. Une nouvelle ère s'ouvre pour le financement du développement, qui ne rime plus avec emprunts, dépenses et fiscalité. Les parlements doivent être équipés pour examiner minutieusement les nouveaux outils, s'assurer qu'ils sont pris en compte dans le budget national et créer un cadre réglementaire des finances qui soit non pas hostile, mais ouvert. Ils ont également besoin de partenariats forts et systémiques avec la société civile et les organes nationaux de contrôle pour s'assurer que les investissements publics sont efficaces et efficients. Lors du contrôle du budget national, les parlementaires doivent veiller à ce que ce dernier soit adapté à la réalisation des ODD. Par exemple, chaque service et organisme doit être tenu de mettre en œuvre des indicateurs de genre. Ces indicateurs pourraient être ensuite reproduits pour les autres groupes marginalisés, tels que les personnes handicapées et les minorités ethniques et religieuses. Toutes les lois doivent faire l'objet d'analyses d'impact. Les nouvelles lignes directrices sont une source d'information sur tous ces points.

Le Président invite les délégués à utiliser les lignes directrices dans leur travail de budgétisation.

Débat sur le thème *Tirer parti des technologies de l'information et de la communication en tant que catalyseur pour le secteur de l'éducation, notamment en période de pandémie*

Le Président présente le thème de la prochaine résolution de la Commission, intitulée *Tirer parti des technologies de l'information et de la communication en tant que catalyseur pour le secteur de l'éducation, notamment en période de pandémie.*

Mme I. Kharkova (Chargée de projet adjointe, **Organisation des Nations Unies pour l'éducation**, la **science et la culture** (UNESCO)), experte, s'exprimant par message vidéo et accompagnant son intervention d'un diaporama numérique, dit que les innovations technologiques ont transformé les modes de vie et d'apprentissage des gens. La culture numérique et l'accès au numérique sont devenus des droits fondamentaux au 21e siècle. Toutefois, la technologie n'est pas sans incidence. Tous les acteurs de l'éducation doivent apprendre à utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) de manière conforme à l'éthique, équitable, inclusive et efficace dans les processus d'enseignement et d'apprentissage.

Les TIC sont largement employées dans l'éducation. Elles permettent de mettre en place des programmes d'enseignement et d'élargir ainsi les opportunités d'apprentissage. Elles constituent un outil pédagogique dont les enseignants et les apprenants se servent pour renforcer la pertinence et la qualité des processus d'enseignement et d'apprentissage. Elles peuvent également aider les personnes qui les utilisent à renforcer leurs compétences numériques. Les technologies doivent être exploitées pour faciliter l'éducation, donner accès à l'information et favoriser les échanges. Elles doivent aussi servir à créer des processus d'enseignement et d'apprentissage mieux structurés, sans pour autant régir ces processus. Les enseignants et les apprenants doivent être au cœur de toute intervention technologique.

Plusieurs instruments internationaux reconnaissent l'importance des TIC. Les ODD, en particulier l'Objectif 4, visent à assurer l'accès de tous, sur un pied d'égalité, à des possibilités d'apprentissage. Il est largement admis que les TIC peuvent contribuer pour beaucoup à la réalisation de l'ODD 4. La Déclaration de Qingdao présente les possibilités offertes par les TIC ainsi que les principaux domaines auxquels elles peuvent contribuer. Le Consensus de Beijing sur l'intelligence artificielle et l'éducation propose des mesures pour prendre en compte les possibilités et les défis que représente l'intelligence artificielle. Le Plan d'action de coopération numérique du Secrétaire général de l'ONU présente des moyens de promouvoir un monde numérique plus sûr et plus équitable. Il s'agit non seulement de faire appel aux technologies dans l'éducation, mais aussi d'établir des partenariats et une coopération dans tous les secteurs.

Il est indéniable que les technologies numériques peuvent faciliter nos existences, y compris dans le domaine de l'éducation. Les TIC peuvent fournir des moyens nouveaux et plus flexibles d'accéder aux éléments d'enseignement et d'apprentissage et favoriser un enseignement et un

apprentissage moins "géodépendants". Elles peuvent ainsi présenter des avantages de taille notamment pour les enfants les plus marginalisés ou pour les étudiants vivant dans une zone de conflit. Les TIC peuvent améliorer la qualité de l'apprentissage ; elles peuvent par exemple être mises à profit pour faciliter l'acquisition de compétences numériques, pour encourager un apprentissage actif et axé sur les problèmes, et pour promouvoir de nouvelles méthodes d'enseignement. Elles peuvent être utiles aussi pour offrir des plateformes d'apprentissage plus flexibles, avec des parcours personnalisés proposant des apprentissages formels et non formels. Enfin, ces technologies peuvent fournir des données sur les apprenants, leurs comportements et leurs acquis, lesquelles peuvent à leur tour servir à alimenter des politiques et pratiques fondées sur des données factuelles. Il est toutefois important de garantir que ces données sont utilisées de manière sûre et conforme à l'éthique et que la confidentialité des apprenants est préservée.

Malgré les possibilités offertes par la technologie, le monde continue de faire face à une fracture numérique, de nombreuses personnes n'ayant toujours pas accès au numérique dans les pays à faible revenu. Plusieurs valeurs ne doivent pas être perdues de vue. Premièrement, il est important de promouvoir l'inclusion numérique dans l'éducation. L'équité et l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux outils numériques et à la connectivité doit être une condition préalable à l'intégration des TIC dans les politiques d'éducation. Les femmes et les filles sont bien souvent privées d'accès aux TIC, en particulier à Internet. Deuxièmement, une approche humaniste doit être adoptée. La technologie doit être mise au service des enseignants et des apprenants et ne doit pas porter atteinte aux droits de l'homme. Un regard critique doit être porté sur les TIC afin d'atténuer leurs effets néfastes. Il est par exemple essentiel de ne pas tomber dans le "techno-solutionnisme" – l'idée fausse selon laquelle les problèmes sociaux peuvent être réglés via la technologie à elle seule – et de ne pas oublier que de nombreuses innovations technologiques sont dictées par des intérêts commerciaux et non par le bien commun. Troisièmement, il est nécessaire de créer des écosystèmes qui associent la technologie, les contenus numériques et les compétences numériques aux capacités des enseignants et des responsables politiques à mettre en place des systèmes éducatifs résilients.

Les gouvernements ont été nombreux à réagir rapidement à la COVID-19 et à proposer des modalités d'enseignement à distance quand les écoles ont fermé, que ce soit des matériels sur papier, des médias audiovisuels – comme la télévision et la radio – ou des plateformes numériques. Les leçons clés tirées de cette expérience pourront être utiles pour améliorer l'apprentissage à distance dans le futur. Il est par exemple apparu qu'un simple enseignement à distance n'est pas suffisant pour susciter l'adhésion et la participation des élèves. Pour être efficace, ce mode d'enseignement doit s'appuyer tant sur des outils à la pointe du progrès technique, comme les TIC, que sur des outils plus rudimentaires, comme les kits de travail à domicile (sur papier).

Une enquête sur l'enseignement à distance menée conjointement par l'UNESCO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale et l'OCDE a permis de tirer plusieurs conclusions en la matière. Premièrement, tandis que la plupart des pays à faible revenu ont recours aux médias audiovisuels, les pays à revenu élevé privilégient les plateformes numériques. Deuxièmement, il est plus efficace de combiner des technologies unidirectionnelles, comme la télévision et la radio, et des outils mobiles interactifs, comme les SMS et les appels téléphoniques. Lorsque plusieurs modalités sont mises en œuvre, les enfants qui n'ont pas accès aux appareils numériques ou à la connectivité ont davantage de chances de pouvoir suivre un enseignement à distance. Troisièmement, plusieurs facteurs peuvent renforcer l'adhésion à l'enseignement à distance et le recours à cette pratique dans la durée. Il convient par exemple de s'assurer que la technologie utilisée est adaptée au contexte, de fournir un soutien efficace aux enseignants et de créer des contenus intéressants. Quatrièmement, l'utilisation d'une technologie d'apprentissage à distance en particulier n'aboutit pas systématiquement à un réel apprentissage. Il est impératif de créer un environnement sûr et des conditions favorables pour les apprenants, notamment en fournissant une formation et une préparation adéquates aux enseignants et en tenant compte des besoins des apprenants les plus marginalisés et les plus vulnérables. Cinquièmement, l'enseignement en ligne doit être envisagé dans le cadre d'une approche multidimensionnelle qui prévoit des politiques solides et des financements adéquats. Et enfin sixièmement, il s'est avéré que seulement 27 pour cent des pays à revenu faible et intermédiaire – contre 50 pour cent des pays à revenu élevé – disposent d'une politique en matière d'enseignement en ligne pleinement opérationnelle. Les pays dont les politiques d'éducation prévoyaient l'utilisation des TIC déjà avant la pandémie n'ont pas toujours été en mesure de déployer ces technologies pendant la fermeture des écoles.

Les pays doivent appliquer plusieurs principes directeurs s'agissant du déploiement des TIC dans leurs politiques d'éducation. Premièrement, ils doivent s'attacher à garantir l'équité, l'inclusion et l'égalité des sexes, ce qui peut être envisagé selon deux perspectives : 1) utiliser l'éducation pour remédier à l'inégalité d'accès aux TIC et aux compétences numériques, et 2) garantir l'inclusion, l'équité et l'égalité des sexes lors de l'intégration des TIC dans les programmes d'éducation. Il est important de garder à l'esprit que certains outils et algorithmes d'intelligence artificielle (IA) peuvent être sexistes et peu inclusifs. Deuxièmement, les pays doivent déterminer si les avantages pédagogiques du déploiement des TIC dans les programmes d'éducation valent la dépense. En effet, la mise en œuvre de ces technologies dans les systèmes éducatifs est coûteuse et peut accaparer des fonds destinés à couvrir d'autres besoins fondamentaux, comme la nécessité que chaque élève dispose d'un bureau ou la sécurité dans les salles de classe. Troisièmement, les pays doivent impérativement évaluer les incidences néfastes des TIC ainsi que les risques qui y sont liés. Ils doivent par exemple se préoccuper de la protection des données et de la cybersécurité, promouvoir le "bien-être numérique" des apprenants et des enseignants, et atténuer l'impact des TIC sur l'environnement. Quatrièmement, il convient d'adopter une approche sectorielle globale couvrant l'ensemble des sous-secteurs dans le domaine de l'éducation et au-delà. Cinquièmement, la formation et le soutien des professionnels, y compris des enseignants, sont essentiels. Et enfin sixièmement, il est important d'élaborer des stratégies de suivi et d'évaluation adéquates et de démontrer l'impact et l'efficacité des TIC.

Le Groupe de travail sur l'enseignement en ligne de la Commission sur le large bande a formulé plusieurs recommandations en la matière. L'intervenante souhaite en mentionner deux en particulier. La première consiste à formuler des solutions de financement stables et autonomes. L'enseignement en ligne n'occasionne pas une dépense unique, c'est pourquoi il doit être pris en compte dans les budgets des institutions et, idéalement, s'inscrire d'une manière générale dans les plans des gouvernements pour l'éducation. Des investissements plus prévisibles et plus durables sont nécessaires. La seconde recommandation est d'anticiper l'impact des technologies émergentes. L'intervenante invite les délégués à consulter deux publications récentes de l'UNESCO, à savoir celle intitulée *IA et éducation – Guide pour les décideurs politiques*, ainsi que la *Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle*.

La technologie peut être une source tant de défis que d'opportunités dans le secteur de l'éducation. C'est toutefois la société qui décide le cap qu'elle veut lui donner. Indépendamment de ce cap, les valeurs pédagogiques doivent toujours être à la base de l'innovation numérique dans le domaine de l'éducation.

Mme H. Järvinen (Finlande), co-rapporteure, dit qu'un important déficit d'éducation existait dans le monde déjà avant la pandémie de COVID-19. Elle relève à titre d'exemple que 80 pour cent des enfants de dix ans vivant en Afrique subsaharienne ne savent ni lire ni écrire. De plus, l'ONU estime que 150 millions d'enfants dans le monde n'ont pas accès à l'apprentissage en ligne ou à distance. Des problèmes existent même en Finlande où le système d'éducation est très bon.

L'enseignement en ligne offre de nombreuses possibilités et peut contribuer à ce que l'éducation soit accessible partout dans le monde. Trois enjeux doivent être pris en compte pour progresser sur cette voie. D'abord, les outils technologiques doivent être mis à disposition en quantité suffisante. Ensuite, il est important que des professionnels comme des psychologues soient mis à contribution pour soutenir les enseignants et pour réduire les taux d'abandon scolaire. Enfin, les enseignants doivent être formés afin qu'ils soient à l'aise avec les ordinateurs et qu'ils sachent comment exploiter les outils numériques pour enseigner. L'enseignement numérique doit être aussi interactif que possible.

M. S. Patra (Inde), co-rapporteur, dit qu'il est important d'être clair sur l'intention de la résolution. Celle-ci repose sur deux termes clés, à savoir "tirer parti" et "catalyseur". S'il est indéniable que les TIC peuvent servir de catalyseur dans le domaine de l'éducation, savoir comment tirer parti des TIC est une question plus épineuse.

Plusieurs enjeux doivent être abordés lors de la préparation de la résolution : comment les parlements peuvent-ils combler le fossé numérique et garantir un accès équitable aux ressources tant universitaires que financières ou technologiques ? Comment peuvent-ils promouvoir l'enseignement en ligne dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur pour qu'il soit accessible à tous ? Comment faire en sorte que les contenus numériques soient traduits dans les langues locales ? Comment l'éducation et le système de formation peuvent-ils tenir compte des besoins de ce secteur et garantir le renforcement des compétences par l'intermédiaire des TIC ?

Comment les TIC peuvent-elles donner un avantage concurrentiel aux personnes qui les utilisent et leur apprendre à être créatives et innovantes ? Comment mettre en place des bourses d'étude et des fonds pour favoriser le perfectionnement des connaissances ? Quel rôle les partenariats public-privé peuvent-ils jouer à cet égard ? Comment intégrer les TIC dans toutes les étapes de l'éducation et de la formation et dans la mise en valeur des ressources humaines, y compris dans la formation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie ? Comment trouver un équilibre entre l'apprentissage en ligne et l'apprentissage hors ligne ? La résolution doit guider les pays en la matière, en particulier en période de pandémie.

M. B. Rajić (Slovénie) relève que la COVID-19 a engendré des problèmes sans précédent dans le secteur de l'éducation. Après que l'épidémie a été qualifiée de pandémie, le Gouvernement de la Slovénie a ordonné la fermeture de tous les établissements d'enseignement et la tenue de tous les cours en ligne. Ces mesures ont dans un premier temps entraîné des problèmes techniques, tels que des surcharges de serveurs, des erreurs logicielles et des attaques informatiques. Afin d'assurer que l'acquisition des connaissances se fasse sur un pied d'égalité, les enfants rencontrant des difficultés d'apprentissage ont bénéficié d'un soutien particulier.

L'école est un lieu de socialisation où les enfants peuvent acquérir des compétences sociales comme la tolérance et le respect de la diversité. Les pays doivent étudier la possibilité d'organiser en ligne non seulement les cours, mais aussi des activités extrascolaires. L'aspect social de l'enseignement à distance en serait renforcé, car les enfants pourraient ainsi avoir des échanges même en période de quarantaine et se sentir moins isolés.

Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis) explique que les Émirats arabes unis ont réussi à adapter leur système éducatif pendant la pandémie grâce à leur infrastructure numérique solide. Le Gouvernement a mis en place l'enseignement à distance et forme les professionnels aux dernières technologies. Le pays a obtenu de bons résultats en comparaison mondiale dans le domaine de l'éducation et de la pédagogie. Il prend des mesures pour créer une société fondée sur le savoir, combler le fossé numérique, veiller à l'égalité des chances et parvenir à un développement durable global.

Il est important de créer des partenariats stratégiques entre l'UIP et l'ONU en vue de promouvoir le développement numérique, de combler le fossé numérique et de garantir l'égalité des chances en matière d'éducation. Des lois sur l'enseignement à distance et l'émancipation numérique dans le secteur de l'éducation doivent être adoptées, de même que des manuels ou des lignes directrices présentant les dernières évolutions dans le domaine doivent être élaborés. Les parlementaires doivent exercer leur fonction de contrôle pour suivre l'émancipation numérique dans toutes les stratégies nationales et les politiques publiques. Ils doivent aussi coopérer avec le secteur privé et encourager l'utilisation d'applications et de services gratuits.

Mme D. Kumari (Inde) dit que, pendant la pandémie, les TIC ont contribué pour beaucoup à renforcer l'accessibilité, l'utilité, la qualité et l'efficacité de l'éducation. Les parlementaires doivent impérativement s'employer à améliorer la vie des citoyens en veillant à ce que l'éducation soit accessible, de qualité et à la portée de toutes les bourses.

Au cours des dernières décennies, l'Inde a fait en sorte que l'information devienne un élément essentiel au sein de sa société. De nombreuses initiatives visant à promouvoir l'éducation numérique ont été mises en place. Le Gouvernement a lancé la Mission nationale d'éducation par les technologies de l'information et de la communication pour que les possibilités offertes par les TIC soient exploitées et que des contenus de qualité soient gracieusement mis à la disposition de tous les apprenants. En outre, le pays a mis en place divers programmes permettant aux apprenants d'accéder à des ressources numériques. L'initiative PM eVidya vise à conjuguer tous les efforts relatifs à l'éducation en ligne et à offrir un accès à l'éducation reposant sur plusieurs supports.

Les dernières technologies, comme la 5G, l'Internet des objets et l'IA, peuvent être extrêmement utiles dans le secteur de l'éducation. La réalité virtuelle et la réalité augmentée peuvent fortement stimuler la participation des étudiants, enrichir les pratiques éducationnelles et promouvoir un apprentissage basé sur la compréhension.

La pandémie est l'occasion pour les pays de réformer leurs systèmes éducatifs. Dans ce contexte, ils doivent se pencher sur les processus d'apprentissage existants, sur le rôle nouveau des technologies et sur les difficultés qui se posent face à un futur incertain. L'intervenante encourage les parlementaires à collaborer activement avec des parties prenantes clés (étudiants, parents, éducateurs et leaders dans le secteur technologique) et à agir pour un avenir meilleur.

Mme S-M. Dinică (Roumanie) dit que la crise de la COVID-19 a rappelé l'importance des TIC en tant que moyen de ne laisser personne de côté, notamment en assurant la continuité du processus éducatif. Toutefois, s'il n'est pas inclusif et accessible à tous, le numérique peut creuser les inégalités sociales et économiques. Tirer profit des TIC en tant que catalyseur pour le secteur de l'éducation doit revenir à combler le fossé numérique dans et entre les pays. Il convient à cet effet d'investir massivement dans l'infrastructure et les matériels des TIC, dans le développement des compétences numériques des étudiants et des enseignants, et dans de nouveaux contenus pédagogiques adaptés à l'apprentissage en ligne.

Le fait de disposer de ressources physiques, telles que l'Internet haut débit et des ordinateurs, ne suffit pas pour combler le fossé numérique. La manière dont les outils numériques sont utilisés est tout aussi importante. Le recours aux outils numériques dans l'éducation doit aller de pair avec la prise de mesures pour protéger les utilisateurs de ces outils, en particulier les enfants, contre tout type d'abus et d'actes de violence perpétrés dans l'espace virtuel. De plus, ces outils ne doivent pas être déployés seulement dans les écoles et les universités : ils doivent faire partie intégrante des programmes d'apprentissage tout au long de la vie. Tous les citoyens doivent avoir l'occasion de développer leurs compétences informatiques et de s'immuniser contre la désinformation.

Les femmes continuent de représenter une importante source de talents non exploitée dans le domaine de la technologie. Les parlements doivent prendre des mesures pour renforcer la formation des femmes aux disciplines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) en vue d'exploiter les possibilités offertes par les TIC. Dans le cas contraire, des opportunités sociales et économiques seront perdues et l'inégalité entre les sexes s'accentuera.

M. H. Al Mutar (Koweït) estime qu'il est important de se pencher sur les causes profondes du fossé numérique dans le secteur de l'éducation. Les acquis scolaires doivent être évalués à tous les niveaux du processus éducatif, en commençant par le préscolaire.

L'éducation a été fortement perturbée par la pandémie de COVID-19. Les écoles ont été brusquement contraintes de passer des méthodes d'enseignement traditionnelles au mode numérique. Des problèmes se sont présentés même dans les pays les plus avancés, comme la Finlande, et donc à plus forte raison dans les pays qui connaissent des difficultés politiques et économiques. Le Koweït a quant à lui réussi à s'adapter assez rapidement au mode d'enseignement à distance, dont il tire un bilan en demi-teinte.

Les pays ont l'obligation morale de se soutenir mutuellement pour promouvoir une éducation de qualité dans le monde entier, notamment par l'intermédiaire de la technologie. Les parlementaires doivent œuvrer en faveur d'une législation adéquate pour que chacun puisse tirer le meilleur parti des TIC dans l'éducation. L'éducation devra rester une priorité même après la pandémie, car elle est la voie d'accès à la stabilité politique et économique.

Mme S. Sheehan (Royaume-Uni) dit qu'il est essentiel de régler le problème du manque de matériel dans l'éducation. L'enseignement à distance n'a aucune chance de succès tant que tout le monde n'a pas accès au matériel nécessaire. Le Royaume-Uni connaissait une pénurie de matériel informatique déjà avant la pandémie. Le Gouvernement a reconnu le problème pendant les confinements et a équipé les écoles de nombreux ordinateurs portables supplémentaires. Les appareils existent en quantité, mais sont souvent abandonnés. Les parlements et les gouvernements, notamment les administrations locales, doivent mettre en place des processus de recyclage des vieux ordinateurs. L'économie circulaire aura un rôle clé dans le règlement de ce problème.

M. A. Ademi (Macédoine du Nord) dit que l'utilisation des TIC dans le système d'éducation en Macédoine du Nord n'a pas été pleinement déployée au début de la pandémie. Les écoles se sont toutefois rapidement adaptées pour assurer la continuité de l'enseignement. Le pays a créé un système national pour l'enseignement à distance, élaboré des manuels scolaires numériques et des contenus interactifs, et initié les enseignants à des méthodes nouvelles et appropriées pour enseigner à distance. Près de 10 000 ordinateurs tablettes ont été donnés à des étudiants issus de groupes vulnérables. Le Ministère de l'éducation et des sciences a par ailleurs mis en place un site web fournissant des services électroniques dans le domaine de l'éducation, notamment l'inscription des enfants à l'école, la reconnaissance des titres et les demandes de bourses. Le passage au numérique s'est d'abord heurté à une résistance de la part du public, mais est désormais considéré comme un changement très important et utile.

Les parlementaires peuvent contribuer grandement à la progression et à la mise en œuvre efficace de l'éducation numérique. Les systèmes d'éducation doivent résister aux crises et continuer de fonctionner en période de pandémie. Les pays qui n'investissent pas dans ce processus risquent d'être laissés pour compte.

Mme S. Attia (Égypte) constate que le système éducatif a connu un changement de paradigme. La pandémie a souligné la pertinence de l'ODD 4 sur la réalisation d'une éducation de qualité et accessible à tous sur un pied d'égalité, et de l'ODD 17 sur la création de partenariats en faveur du développement durable. Des partenariats sont nécessaires pour combler le fossé numérique dans l'éducation.

Une loi type sur l'utilisation des TIC dans l'éducation doit être promulguée afin de réduire l'impact des crises sur ce secteur. Afin de combler le fossé numérique dans l'éducation, il est important de veiller au transfert des connaissances entre les pays. Les pays développés doivent apporter un soutien financier aux pays les moins avancés au profit de leur infrastructure technologique. De plus, de nouveaux modèles de développement basés sur les TIC et l'économie du savoir doivent être mis en place. Le respect de l'éthique en lien avec l'utilisation des TIC est également important. Les parlements doivent adopter des plans d'action nationaux en vue d'optimiser l'utilisation des TIC dans l'éducation, avec la participation du secteur privé et de la société civile. Il faut élaborer des programmes pédagogiques axés sur la transformation numérique et sur la formation continue des étudiants et des enseignants. Les pays doivent mettre en commun leurs bonnes pratiques en ce qui concerne l'utilisation des TIC dans l'éducation, en particulier en période de pandémie. Par ailleurs, les budgets nationaux doivent prévoir un soutien financier accru en faveur des établissements d'enseignement.

M. R. Zare (République islamique d'Iran) dit que l'Iran est un leader dans le domaine technologique et a su tirer profit des opportunités offertes par le numérique pendant la pandémie. Le pays a pris plusieurs mesures pour stimuler l'éducation, notamment la gratuité de l'Internet pour les enseignants et la mise en service d'une plateforme d'apprentissage à distance permettant la tenue de tous les cours d'une manière coordonnée et uniforme. En dépit des difficultés rencontrées les premiers temps, les efforts déployés pour mettre en place l'enseignement en ligne se sont révélés très utiles et marqueront peut-être l'avènement d'un système national d'éducation plus participatif. Le rôle des TIC dans l'éducation doit être pris au sérieux. Les pays doivent confronter leurs expériences et aménager l'infrastructure nécessaire.

M. N. Alalou (République arabe syrienne) fait remarquer que la guerre a eu des conséquences dévastatrices sur le système d'éducation en Syrie. Des terroristes ont détruit des écoles et des universités et ont lancé des attaques ciblant expressément des professeurs. La plupart des ressources humaines ont quitté le pays. Face à cette situation, le Gouvernement promeut l'identité, le dialogue et l'acceptation par l'intermédiaire de l'éducation. Les étudiants dont les universités ont été attaquées et détruites ont pu poursuivre leurs études dans d'autres universités.

La COVID-19 a également eu un impact sur l'éducation en Syrie, de nombreuses universités et écoles ayant dû interrompre les cours. Le Gouvernement a déployé des outils numériques et s'emploie à automatiser l'ensemble des matériels pédagogiques. Toutefois, en raison de la situation économique précaire résultant de la guerre et du blocus, il a été difficile d'acquérir l'infrastructure nécessaire. Le pays a également pris des dispositions pour que les populations les plus vulnérables puissent elles aussi bénéficier des solutions en matière d'éducation.

Mme A. Mulder (Pays-Bas) s'associe aux remarques de Mme Dinică. La technologie n'est effectivement pas neutre. Au contraire, elle a introduit de graves biais qui désavantagent les femmes par rapport aux hommes. Il en résulte que les femmes, même celles qui ont un niveau d'éducation très élevé, peinent à trouver du travail.

Mme A. Lotriet (Afrique du Sud) fait observer que l'éducation a rarement été autant perturbée dans l'histoire moderne que par la COVID-19. En Afrique du Sud, les écoles, les universités et les établissements d'enseignement secondaire ont tous fermé, ce qui a menacé la sécurité alimentaire et augmenté le taux d'abandon scolaire. La pandémie a néanmoins un aspect positif : elle a été l'occasion de repenser l'éducation numérique. L'Afrique du Sud a encouragé la collaboration sous forme de partenariats public-privé en faveur de l'éducation. Des entreprises privées ont accepté de ne pas facturer leurs plateformes d'apprentissage et de réduire considérablement les prix des forfaits de données afin de faciliter l'accès aux contenus pédagogiques. Des cours ont également été diffusés sur des chaînes de télévision et de radio.

La pandémie a mis en évidence les inégalités criantes qui frappent le système d'éducation. En raison d'un manque d'accès aux technologies, seuls 30 pour cent des apprenants ont reçu un enseignement en ligne en Afrique du Sud. Les parlementaires doivent remédier de toute urgence au fossé numérique en réexaminant et en mettant en œuvre les objectifs nationaux relatifs au raccordement au haut débit, en réduisant les coûts des données et des appareils, et en soutenant les étudiants en matière de connectivité. Il faut également proposer des cours en ligne dans les langues nationales, encourager les partenariats public-privé, mettre en place des sites d'apprentissage gratuits et promouvoir l'utilisation de technologies accessibles, comme la radio. Les enseignants doivent recevoir une formation et un soutien en matière d'enseignement à distance et d'enseignement hybride. Par ailleurs, des mesures de cybersécurité et de protection des données doivent être mises en place. Il ne fait pas de doute que les infrastructures et technologies numériques sont essentielles pour renforcer la résilience et les capacités de réponse aux futures pandémies.

Mme M. Alsenan (Arabie saoudite) explique que l'Arabie saoudite dispose d'une stratégie nationale pour la transformation numérique depuis 2006 et a investi 1,5 milliard d'USD dans l'infrastructure numérique. Le pays est parvenu à faire passer son système d'éducation entièrement en ligne pendant la pandémie. Toutefois, cette transition ne s'est pas faite sans difficultés : certains étudiants ne maîtrisent pas le numérique tandis que d'autres n'ont pas accès à Internet. Le Gouvernement a néanmoins remédié rapidement à ces problèmes, notamment en diffusant les cours à la télévision, en créant des applications proposant des contenus pédagogiques et en s'attachant à améliorer la couverture Internet dans les zones rurales. Par ailleurs, des organisations non gouvernementales ont distribué gratuitement des ordinateurs portables. Il est essentiel de restructurer l'éducation afin qu'elle soit entièrement adaptée à l'ère du numérique et d'accroître la participation des parents au processus éducatif.

M. A.H. Tohir (Indonésie) dit que les pays doivent tirer parti des avantages offerts par les TIC pour améliorer l'éducation, tout en tenant compte des enjeux connexes. L'un des principaux défis à relever est le fossé numérique. Soixante pour cent de la population mondiale a accès à Internet, mais la majorité des internautes vivent dans les pays développés. Il existe par ailleurs d'importants écarts en matière d'accès à Internet entre les zones urbaines et les zones rurales, et entre les ménages à revenu élevé et les ménages à faible revenu. Le potentiel des TIC pourra être exploité uniquement si l'infrastructure numérique est accessible à tous. La sécurité numérique est un autre enjeu majeur à cet égard. La jeune génération est exposée à de nombreuses menaces en ligne, comme le cyberharcèlement et l'exploitation sexuelle en ligne des enfants. Néanmoins, dans la mesure où ces problèmes sont surveillés de près et de façon concertée, les TIC présentent plus d'avantages que d'inconvénients. L'intervenant se félicite des initiatives mondiales déployées dans ce domaine, et notamment du projet Giga, qui vise à accroître la connectivité des jeunes.

Les crédits budgétaires alloués à l'éducation doivent être augmentés, notamment en vue d'améliorer l'utilisation des TIC dans les écoles. En Indonésie, les gouvernements locaux ont l'obligation d'allouer au moins 20 pour cent de leur budget annuel au secteur de l'éducation. Le contrôle parlementaire doit être renforcé dans ce domaine. La coopération internationale et le leadership sont essentiels pour relever les défis liés aux TIC dans l'éducation.

M. P. Gasunzu (Burundi) rappelle que la pandémie a causé des ravages dans le secteur de l'éducation en obligeant les pays à interrompre les cours pour des millions d'élèves et à opérer une transition rapide à l'enseignement en ligne. Elle offre toutefois une opportunité sans précédent de réformer le système d'enseignement. Le Burundi a accompli des progrès notables dans le domaine des TIC, mais beaucoup reste à faire pour garantir un accès juste et équitable à ces technologies. Le pays a pour ambition d'accroître la connectivité, d'augmenter le nombre d'appareils disponibles et de développer les compétences numériques de la population. Il a déjà pris un certain nombre de mesures à cet effet, telles que l'exonération de taxes des matériels des TIC et l'introduction dans les écoles de cours obligatoires sur ces technologies. Bien que le Burundi n'ait jamais fermé ses écoles, les compétences numériques ont une place essentielle dans sa stratégie d'éducation, qui doit impérativement être traduite en actions concrètes. Les parlementaires doivent veiller à ce qu'une coordination interministérielle soit déployée et à ce que les outils de base, tels que l'électricité et une connexion Internet de qualité, soient disponibles.

Les nouvelles technologies peuvent avoir un impact positif sur l'enseignement et l'apprentissage, en particulier si elles tiennent compte de la communication entre les enseignants et les étudiants et des différents besoins selon les contextes d'apprentissage. Les TIC peuvent être un bon moyen de stimuler le développement. L'intervenant appelle les investisseurs à investir dans ce secteur en particulier, ce qui contribuera à renforcer le système d'éducation.

Mme A.G. Pasha (Pakistan) dit que la pandémie a accru l'utilisation des TIC dans le secteur de l'éducation. Au Pakistan, des initiatives ont été lancées dans les écoles publiques et privées ainsi qu'aux niveaux national, régional et même local, telles que le déploiement de l'enseignement en ligne et par l'intermédiaire de la télévision et de la radio. Cependant, de nombreux défis doivent encore être relevés. Le recours aux TIC peut notamment exacerber les inégalités en matière d'éducation et donc entraver la mobilité sociale et créer d'autres types de problèmes. Les inégalités entre les sexes risquent aussi de s'aggraver.

L'intervenante estime que la question nécessite la mise en place de tout un écosystème. La communauté mondiale doit examiner les moyens de garantir le financement nécessaire pour réaliser les ODD, notamment l'ODD 4 sur l'éducation. Il convient de mobiliser les ressources nationales et de s'assurer le concours du secteur privé et des organismes multilatéraux de développement. L'ODD 17 sur les partenariats est également important. Les pays développés doivent aider les pays en développement à mobiliser des ressources, non seulement financières, mais aussi en matière de transfert de technologies. La coopération Sud-Sud et la coopération Nord-Sud doivent être des priorités, en particulier à la suite de la pandémie, qui a freiné l'avancement de nombreux pays en développement.

Mme M. Guerra (Mexique) ajoute que l'isolement social imposé pendant la pandémie a eu des effets considérables sur l'éducation. Au Mexique, de nombreuses écoles ont été contraintes de fermer leurs portes et d'instaurer l'instruction à domicile. La situation a intensifié l'utilisation des TIC. Cependant, tout le monde n'a pas accès à ces outils. Selon l'UNESCO, seule la moitié des ménages dans le monde ont accès à Internet, avec un écart important entre les pays développés, les pays en développement et les pays les moins avancés. Or, sans le matériel nécessaire, les enfants ne peuvent bénéficier de l'éducation en ligne.

Les pays ne disposent pas tous des ressources ou des plateformes nécessaires pour l'enseignement à distance, c'est pourquoi il est essentiel de développer l'infrastructure et les capacités. Même si les pays ont pris des mesures pour améliorer ce mode d'enseignement – développement des ressources numériques, diffusion des cours à la télévision et à la radio, par exemple –, nombre d'entre eux ne disposent pas d'une stratégie nationale pour l'éducation numérique. Les pays doivent continuer de moderniser leurs systèmes éducatifs en mettant en pratique les leçons tirées pendant la pandémie. Les parlementaires doivent adopter des lois appropriées et allouer des budgets suffisants pour les TIC dans l'éducation.

Mme H. Martins (Portugal) dit que la pandémie a exacerbé les inégalités sociales. Les étudiants les plus marginalisés ont été les plus éprouvés par la perturbation des systèmes éducatifs. Il est essentiel de veiller à ce qu'aucun enfant ne soit laissé de côté. Le Portugal a mis sur pied un programme d'apprentissage pour soutenir les personnes en difficulté. Toutes les écoles ont reçu des ordinateurs et des cours ont été diffusés à la télévision. Il faut renforcer les connaissances numériques et acquérir les matériels nécessaires pour l'enseignement à distance. Les enfants doivent maintenir des échanges directs avec leurs enseignants et les autres élèves.

M. J.P. Mabaya (République démocratique du Congo) dit que la République démocratique du Congo a entrepris de déployer les TIC dans les écoles pendant la pandémie, mais sans grand succès. L'enseignement n'a pu être dispensé que par l'intermédiaire de la télévision et de la radio.

Il existe un écart marqué entre les pays développés et les pays en développement en matière d'accès aux TIC. Les pays à la traîne doivent être soutenus pour qu'ils rattrapent leur retard. Si des pays avancés comme la Finlande ont été en difficulté, il y a peu d'espoir que les pays en développement en Afrique réussissent à faire face. Il est important de créer des partenariats pour surmonter le problème. Le déploiement des TIC dans l'éducation doit devenir une priorité.

M. M.A. Bouchouit (Algérie) affirme que l'Algérie a été parmi les premiers pays à intégrer les TIC dans l'éducation. Le pays a mis en service une chaîne de télévision consacrée spécifiquement à la diffusion de cours, ainsi que des applications pour l'apprentissage à distance. En outre, l'éducation est gratuite à tous les niveaux en Algérie.

L'éducation doit être une priorité pour tous afin que la justice puisse être servie partout dans le monde. Les parlementaires doivent faire abstraction des crises politiques afin d'aider les pays comme la Palestine qui peinent à fournir des services d'éducation. La participation du secteur privé sera essentielle dans tous les domaines du développement, y compris celui de l'éducation.

M. M. Alabbasi (Bahreïn) explique que le Bahreïn met en place une infrastructure pour l'utilisation des TIC dans l'éducation depuis plus de dix ans, ce qui a permis une transition sans heurt à l'enseignement à distance pendant la pandémie. Les TIC doivent désormais faire partie intégrante du processus éducatif. Il appelle les délégués à tirer parti de l'expertise de l'UNESCO en la matière, et en particulier de ses recommandations sur les ODD.

Mme J. Aybar (Cameroun) indique qu'au Cameroun, 19 pour cent des adolescents de 15 ans ne savent ni lire ni écrire, et que la COVID-19 a encore aggravé la situation. Pendant la pandémie, le pays a mis en place des programmes en ligne dans les zones urbaines et des programmes à l'échelon local dans les zones rurales. Les parents d'élèves se sont réunis en petits groupes pour aider les enfants à apprendre à lire et à écrire. Les écoles ont diffusé des cours à la radio et à la télévision, et les universités ont mis en place des programmes d'apprentissage à distance. Le Ministère de l'éducation met au point un système qui permettra à chaque étudiant d'avoir accès à un ordinateur portable dans les universités. Il s'emploie aussi à ce que les établissements d'enseignement primaire et secondaire disposent de manuels sur les TIC. Par ailleurs, la formation des enseignants n'est plus axée sur la lecture, l'écriture et l'arithmétique, mais sur les aptitudes suivantes : le développement de l'esprit critique et la résolution de problèmes, la capacité à communiquer efficacement, la collaboration et l'esprit d'équipe, et la créativité et l'innovation. Cette nouvelle approche plus personnalisée vise à mieux préparer les enfants au futur. Les TIC ont une triple fonction : elles servent à la fois de tuteur, d'outil d'enseignement et d'outil d'apprentissage. Elles peuvent ainsi aider les enfants à rattraper leur retard en matière d'apprentissage et à améliorer leurs compétences en lecture et en écriture.

M. M. Qasem (Palestine) dit que la Palestine attache de l'importance à l'éducation et a fait tout son possible pour assurer la continuité de l'enseignement sous différentes formes tout au long de la pandémie. Toutefois, du fait de l'occupation, le pays ne dispose pas des capacités et des opportunités nécessaires pour fournir une éducation de qualité. L'intervenant appelle la communauté internationale à exercer une pression sur la puissance occupante pour que les enfants de Palestine puissent avoir une existence libre et en paix.

M. E. Ferzli (Liban) déclare que le Liban traverse une période difficile. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette situation, notamment des conditions économiques précaires, la pandémie de COVID-19, la révolution du 17 octobre, ainsi que des ingérences extérieures, en particulier d'Israël. La situation a mis en lumière le fossé qui sépare le système politique de la population. Le Gouvernement travaille à la mise en place de réformes, notamment par le biais de son plan de redressement financier. L'intervenant estime qu'une culture de coopération et de dialogue politique est nécessaire pour surmonter les divisions et bâtir une société unie. Il appelle la communauté internationale à soutenir son pays. Le Liban est l'une des plus anciennes démocraties et constituait une source de culture pour le reste du monde. Son effondrement laisserait entendre que le monde démocratique n'est pas parvenu à protéger les fondements de la démocratie.

M. M. Rossi (Saint-Marin) estime que des ressources financières et technologiques sont nécessaires pour aider les enseignants, les familles et les États à fournir une éducation de qualité. Saint-Marin a eu du mal à mettre en place l'enseignement à distance pendant la pandémie. Il a été plus difficile de former les enseignants à l'utilisation des technologies que les enfants, qui sont beaucoup plus à l'aise avec les ordinateurs. Les parlementaires doivent veiller à ce que les technologies et les accès à Internet soient disponibles en quantité suffisante partout dans le monde pour assurer la continuité de l'éducation pendant la pandémie.

M. J. Yoh (Soudan du Sud) relève le manque d'infrastructure et d'appareils numériques au Soudan du Sud, comme dans la plupart des autres pays d'Afrique de l'Est. Le pays a donc peiné à fournir des services d'éducation pendant les confinements. Trois leçons importantes ont été tirées de la pandémie. Premièrement, tous les pays et populations du continent africain doivent avoir accès aux outils des TIC. Deuxièmement, une coopération mondiale doit être mise en place pour améliorer l'accès des enfants à l'éducation par l'intermédiaire des TIC. Troisièmement, la COVID-19 peut être surmontée grâce à la technologie, la science, le progrès et l'innovation, à condition que tous les pays avancent main dans la main.

Mme T.V. Muzenda (Zimbabwe) dit que le droit à l'éducation est inscrit dans la Constitution du Zimbabwe et réaffirmé dans la Loi sur l'éducation de 2020. Dès le début de la pandémie, le Gouvernement s'est attaché à déployer de nouvelles méthodes d'enseignement – diffusion des cours à la radio, à la télévision, sur WhatsApp et sur Internet, et création d'une bibliothèque d'apprentissage en ligne, entre autres – afin d'assurer la continuité de l'éducation. Toutefois, seuls les élèves privilégiés des écoles publiques et privées exploitent ces méthodes de remplacement. La majorité des enfants, en particulier ceux issus de familles pauvres, n'ont pas accès au numérique en raison du coût élevé des données. Pour que l'enseignement puisse être dispensé en ligne, les écoles doivent disposer de l'équipement approprié, c'est-à-dire de matériels informatiques, de logiciels, de connexions Internet rapides et d'autres appareils utiles. Or, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas équipés. Au Zimbabwe, seul un tiers (33 %) de la population a accès à Internet. Aussi, les étudiants de ce pays sont pénalisés pour ce qui est de l'apprentissage en ligne.

Mme J. Sabao (Zambie) explique qu'en réponse à la pandémie de COVID-19, la Zambie a développé des plateformes d'apprentissage en ligne flexibles proposant des contenus didactiques bien conçus. Le pays a aussi amélioré ses services Internet pour que l'éducation puisse être poursuivie en ligne. Les fournisseurs d'accès à Internet ont proposé des services non décomptés afin de rendre Internet plus abordable. Parmi les autres mesures prises en Zambie, l'intervenante mentionne la création de portails d'apprentissage en ligne, l'élaboration d'un système de gestion de l'apprentissage et la distribution d'ordinateurs dans les écoles. Cependant, le pays fait face à de nombreux défis, notamment l'instabilité de l'approvisionnement en électricité, l'absence ou la lenteur d'Internet et une capacité limitée à enseigner les TIC. Les responsables de l'éducation déploient les TIC dans les écoles du mieux qu'ils peuvent, conformément aux objectifs régionaux et internationaux. Le Gouvernement investit davantage dans la formulation de politiques et met en place des programmes pour améliorer l'éducation, notamment en période de pandémie. Les TIC sont une pièce maîtresse de l'enseignement et de l'apprentissage, et facilitent l'enseignement en temps de crise.

M. A. Zhupanyn (Ukraine) dit que le Gouvernement de l'Ukraine a pris des mesures pour soutenir son système d'éducation, qui n'était pas prêt pour le confinement. À la suite de la fermeture des écoles et des universités, tous les cours ont été transposés en ligne et des programmes ont été mis en place pour assurer la continuité de l'enseignement. L'un de ces programmes vise à ce que l'ensemble des zones urbaines bénéficient d'une couverture Internet. Un autre programme prévoit de mettre des milliers d'ordinateurs portables à la disposition des enseignants. La transition vers l'enseignement en ligne s'est mal passée au niveau des universités. Si les étudiants étaient prêts techniquement, ils ne l'étaient pas mentalement, persuadés que l'enseignement à distance réduisait leur temps libre. Certains ont commencé à travailler parallèlement à leurs cours en ligne. D'autres considèrent l'apprentissage numérique comme une perte de temps. La situation n'est pas réglée et risque d'engendrer des problèmes sur les marchés de l'emploi.

M. N.F. Shivambu (Afrique du Sud) relève que tandis qu'une quatrième révolution industrielle est en marche, de nombreuses régions d'Afrique en sont encore aux deuxième et troisième révolutions industrielles. Nombre de pays africains ont une connexion à Internet de mauvaise qualité et peinent même à pourvoir aux besoins fondamentaux en électricité. Il n'est pas possible de sauter d'une société rudimentaire à la quatrième révolution industrielle. Cela dit, l'Afrique est en fait l'un des plus grands consommateurs d'appareils tels que les téléphones portables et les ordinateurs. Ces appareils ne sont cependant pas fabriqués sur place. Il convient de mettre résolument l'accent sur la fabrication de technologies en Afrique, car cela permettra non seulement de déployer davantage de technologies à des fins d'éducation, mais aussi de stimuler le développement économique. L'Afrique ne peut plus continuer de produire des ressources naturelles brutes et semi-transformées tout en important des produits finis. La question de la technologie doit être abordée dans sa globalité.

Mme I. Kharkova (Chargée de projet adjointe, UNESCO), experte, convient que l'enseignement en ligne n'est pas réalisable sans accès aux appareils ou à la connectivité. Toutefois, les appareils et la connectivité à eux seuls ne suffisent pas. Il importe également de former les enseignants, d'appliquer des pédagogies appropriées et d'élaborer des contenus numériques adaptés aux besoins des apprenants. Plusieurs modalités peuvent être combinées. En

effet, les TIC désignent non seulement les plateformes d'apprentissage en ligne régies par des algorithmes d'IA ou l'analyse de données, mais aussi la télévision, la radio, WhatsApp et les SMS, qui peuvent être des outils d'apprentissage très utiles aussi bien en temps normal qu'en période de crise. Les algorithmes d'IA contiennent des biais sexistes qui peuvent avoir un impact sur l'éducation et dont il faut se débarrasser pour assurer un développement humain efficace. L'intervenante estime que la maîtrise des outils numériques est aussi importante que la maîtrise de l'IA. En effet, les outils d'IA font leur entrée dans les systèmes d'éducation aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Il faut tirer parti des partenariats entre le secteur privé, les organisations non gouvernementales et le gouvernement, et garantir une réglementation. Les gouvernements doivent veiller à ce que les appareils déployés dans les écoles soient compatibles avec les valeurs pédagogiques et les programmes scolaires nationaux. Ils doivent aussi examiner les moyens de protéger la vie privée et les données des apprenants et des enseignants, et ce avant même que les plateformes numériques ne soient développées. La technologie ne remplacera pas les enseignants et les écoles, mais elle peut contribuer efficacement à renforcer la résilience dans le secteur de l'éducation.

Mme H. Järvinen (Finlande), co-rapporteure, estime que la discussion a jeté de très bonnes bases pour le projet de résolution. Tous les pays doivent progresser en matière d'enseignement en ligne, faute de quoi ils seront laissés pour compte.

La séance est levée à 11 h 50.

SÉANCE DU LUNDI 29 NOVEMBRE

(Matin)

La séance est ouverte à 11 heures sous la conduite de M. W. William (Seychelles), membre du Bureau de la Commission permanente.

Élections

Le Président annonce que trois postes vacants doivent être pourvus au Bureau : deux pour le Groupe arabe et un pour le Groupe Eurasie. Le Groupe arabe a désigné M. N. Al Alou (République arabe syrienne) et M. H. Al Matar (Koweït), et le Groupe Eurasie a désigné Mme T. Vardanyan (Arménie). En outre, le Groupe Asie-Pacifique souhaite remplacer son membre actuel de la Thaïlande par M. K. Tontisirin (Thaïlande) pour achever le second mandat de ce pays jusqu'en avril 2023.

Les nominations sont approuvées.

Le Président rappelle que la présidence de la Commission permanente change tous les deux ans sur la base d'une rotation régionale. Le système garantit que l'équilibre hommes-femmes soit respecté aux postes dirigeants. Les groupes géopolitiques ont décidé d'accorder la nouvelle présidence au Groupe des Douze Plus et la nouvelle vice-présidence au Groupe africain. Le Groupe des Douze Plus et le Groupe africain ont été invités à désigner respectivement une femme et un homme parmi les membres du Bureau. Les deux candidats retenus sont Mme A. Mulder (Pays-Bas) à la présidence et M. W. William (Seychelles) à la vice-présidence.

Les nominations sont approuvées.

Plan de travail

Le Président indique que le Bureau propose que la Commission consacre tout le temps à sa disposition lors de la prochaine Assemblée à la préparation et au débat de la prochaine résolution.

Il en est ainsi décidé.

Réunion-débat sur le thème *L'impact des changements climatiques sur les ressources naturelles : Comment les parlements peuvent-ils veiller à ce que l'eau soit accessible et disponible pour tous ?*

M. D. Muruven (Responsable de la politique mondiale de l'eau douce au Fonds mondial pour la nature (WWF)), intervenant, fait observer que l'impact des changements climatiques se fera ressentir principalement sur la ressource hydrique, avec aussi bien des excès d'eau que des pénuries qui causeront inondations et sécheresses. Si le débat sur le climat a porté jusqu'ici essentiellement sur l'atténuation, il convient désormais de se diriger davantage vers l'adaptation. Les populations en première ligne ont déjà été contraintes de s'adapter. Le monde a néanmoins une responsabilité collective de renforcer la résilience.

Lorsque la pandémie de COVID-19 a fait son apparition, les dirigeants mondiaux ont exhorté leurs peuples à se laver les mains, un acte considéré comme le premier bouclier contre le virus. Toutefois, cet acte n'est pas donné dans un monde où plus d'un milliard de personnes n'a pas accès à l'eau et 2,7 milliards de personnes connaissent des pénuries d'eau pendant au moins un mois par an.

Le problème ne sera pas facile à régler, car de multiples obstacles entravent l'accès à l'eau. L'intervenant souhaite en mentionner un en particulier. Souvent, les pays ne se demandent pas d'où viennent leurs eaux. Il est pourtant vital de protéger les rivières, les lacs et les zones humides qui approvisionnent la planète en eau. Il est tout aussi important de se préoccuper des ressources naturelles en eau elles-mêmes que de mettre en place l'infrastructure d'accès à l'eau.

L'élaboration des politiques visant à remédier à la pénurie d'eau doit tenir compte de trois facteurs. Premièrement, les politiques doivent être intégrées afin de répondre à des problèmes multiples et interconnectés sans les cloisonner. Cela concerne en particulier les politiques relatives aux infrastructures, à l'environnement, à la santé et à la planification, qui doivent être mieux coordonnées. Deuxièmement, il faut de toute urgence innover, notamment sur le plan social. Toutes les parties intéressées doivent s'unir pour concevoir de nouvelles solutions. Le secteur public est coutumier de l'innovation et les parlementaires peuvent contribuer pour beaucoup à stimuler le débat. Troisièmement, il est primordial de faire appel aux connaissances autochtones dans le processus d'élaboration des politiques. Les populations autochtones entretiennent des relations avec l'environnement naturel depuis des générations et ont une compréhension poussée des concepts de durabilité et de résilience.

L'intervenant appelle l'attention sur le concept d'*ubuntu*, un terme issu de la philosophie sud-africaine signifiant "Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous". Si les pays élaboraient leurs politiques en gardant ce concept à l'esprit, le monde serait meilleur.

M. L. Li (Directeur de la Division de la mise en valeur des terres et des eaux à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)), accompagnant son intervention d'un diaporama numérique, relève l'ampleur du défi qui consiste à conserver les ressources naturelles et à répondre aux besoins croissants en nourriture et en eau. Les systèmes topographiques et hydrographiques, qui fournissent plus de 95 pour cent des ressources alimentaires mondiales, subissent de fortes pressions. Les schémas actuels d'intensification de l'agriculture ne sont pas durables en raison des hauts niveaux de pollution et d'émissions de gaz à effet de serre qu'ils induisent. Des problèmes se posent au niveau de la production alimentaire et de l'innovation en matière climatique. En outre, il ne fait pas de doute que la productivité est poussée à ses limites et que la pénurie d'eau fait peser une menace croissante sur la sécurité alimentaire. La communauté internationale doit trouver de nouveaux moyens de gérer les ressources en terres et en eau dans le futur.

Le monde fait face à plusieurs enjeux liés à l'eau. Premièrement, les changements climatiques modifient le bilan hydrique mondial. Deuxièmement, le manque d'eau est devenu un problème majeur : plus d'1,2 milliard de personnes sont touchées par de graves pénuries d'eau. Troisièmement, plus de 730 millions de personnes vivent dans des pays présentant un stress hydrique très élevé. Quatrièmement, l'épuisement des eaux souterraines a de lourdes répercussions sur la sécurité alimentaire. Et enfin cinquièmement, les zones arides, qui représentent 44 pour cent des terres cultivées dans le monde, doivent être mieux gérées.

Des opportunités d'innovation existent. La FAO a par exemple utilisé des données de télédétection pour comprendre dans quelles régions l'eau manque, en quelles quantités l'eau est disponible et comment gérer l'irrigation. Elle a aussi développé une application pour aider les agriculteurs à concevoir les plans d'irrigation et à gérer leur eau.

La FAO s'apprête à publier un rapport intitulé *L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde : des systèmes au bord de la rupture (rapport 2021).* Le rapport définit quatre domaines d'action pour le futur. Premièrement, la gouvernance des terres et de l'eau doit être beaucoup plus inclusive. Il faut élaborer des politiques cohérentes et coordonnées et établir des mécanismes juridiques et institutionnels dans tous les secteurs. Il convient aussi de déléguer la gouvernance et de réduire les rapports de force, mais aussi de mettre en place des changements structurels et une gouvernance plus souple. Deuxièmement, les pays doivent mettre en œuvre des solutions concertées à grande échelle, notamment la planification de ressources en terres et en eau à différents niveaux de la prise de décision et la présentation d'ensembles de solutions viables, telles que la gestion responsable de l'environnement et les principes de responsabilité sociale. Ces solutions permettront d'éviter et d'inverser la dégradation des terres, et de mettre en œuvre des approches favorisant la gestion durable des terres, la gestion durable des sols et la gestion intégrée des ressources en eau. Troisièmement, il est important d'adopter des technologies innovantes pour traiter les sols difficiles, remédier à la pénurie d'eau et agir au-delà de l'exploitation agricole. Quatrièmement, les pays doivent investir dans la durabilité à long terme.

La FAO a travaillé avec des parlementaires de l'Union européenne (UE) en vue de dégager le financement nécessaire pour ses projets et d'établir des partenariats indispensables. Cette collaboration a porté ses fruits, en particulier en matière de protection des sols. En effet, plusieurs recommandations émises par la FAO ont été consignées dans la Stratégie de l'UE pour la protection des sols à l'horizon 2030, qui constate que le sol pourrait jouer un rôle beaucoup plus important pour assurer tant la production alimentaire que la fixation du carbone. La FAO compte collaborer plus étroitement avec l'UE notamment pour promouvoir une agriculture verte et résiliente, lutter contre les effets des changements climatiques par une gestion durable des ressources naturelles et valoriser la conduite responsable du secteur privé.

Mme M. Alsenan (Arabie saoudite) dit que les pays doivent reconnaître qu'un problème existe afin de pouvoir prendre des mesures concertées. L'Arabie saoudite est une zone de désert qui manque de cours d'eau. Le pays s'efforce ainsi d'améliorer la disponibilité de l'eau. Le pays a mené des projets locaux touchant les ressources en eau et contribue à la recherche dans ce domaine. Il a aussi lancé sa Stratégie nationale pour l'eau à l'horizon 2030, qui vise à assurer une exploitation durable des ressources en eau, à faire baisser la demande d'eau et à préserver les ressources hydriques non renouvelables. Au moyen de cette Stratégie, le Gouvernement compte mettre en place un système de gestion de l'eau, renforcer les capacités et créer une institution publique chargée de la purification des eaux salées. L'Arabie saoudite a récemment organisé un sommet qui a réuni des dirigeants de la région afin de renforcer la coopération et la volonté politique dans le domaine de l'environnement. Elle a aussi organisé des réunions sur des questions relatives à l'eau pendant le Sommet du G20 de 2020, qui s'est tenu à Riyad.

M. J.P. Mabaya (République démocratique du Congo) fait remarquer que la République démocratique du Congo détient plus de 50 pour cent des réserves d'eau en Afrique. Le Congo et ses affluents constituent en effet le plus long fleuve du monde. Toutefois, ses ressources hydriques sont menacées par les effets des changements climatiques, notamment par la hausse des températures, la baisse des précipitations et la désertification. Par exemple, le désert du Kalahari commence à empiéter sur le fleuve Congo et menace déjà les ressources en eau de la République centrafricaine. Dans le sud-est du pays par ailleurs, la saison des pluies est de moins en moins longue et les périodes de sécheresse sont toujours plus fréquentes.

M. V. Dayal Ram (Inde) constate que l'impact des changements climatiques sur les ressources en eau est manifeste. La modification du régime des précipitations ainsi que la fonte des neiges et des glaces modifient les systèmes hydrologiques et réduisent la quantité et la qualité des ressources en eau dans le monde. L'Inde subit également l'impact des changements climatiques, qui devraient en effet se répercuter sur les divers écosystèmes du pays, notamment son littoral, ses montagnes, ses forêts et ses glaciers.

L'eau est non seulement un besoin fondamental de l'être humain, mais aussi une ressource cruciale pour le développement durable. Les parlementaires doivent prendre l'initiative de prescrire des mesures pour une gestion efficace de l'eau, et contrôler la mise en œuvre de ces mesures. En Inde, ce sont les commissions parlementaires qui surveillent la gestion de l'eau. À plusieurs reprises, la commission parlementaire sur les ressources en eau a persuadé l'exécutif de prévoir des dispositions propres à inciter les agriculteurs à appliquer des techniques permettant

d'économiser l'eau. Le Premier Ministre a par ailleurs annoncé le lancement de la *Mission Jal Jeevan*, un programme qui vise à ce que tous les ménages des régions rurales du pays soient dûment approvisionnés en eau potable d'ici 2024.

M. N. Al Alou (République arabe syrienne) relève que les changements climatiques ont eu des effets préjudiciables sur l'agriculture syrienne, qui est mise à rude épreuve en particulier par la désertification. De plus, l'embargo contre la Syrie entrave non seulement la capacité du pays à atténuer l'impact des changements climatiques, mais aussi sa transition vers des énergies propres et l'accès à des ressources essentielles, comme l'eau. Malheureusement, des groupes terroristes opérant dans le nord-est du pays déploient des dispositifs très polluants. Les parlementaires doivent soutenir le peuple syrien dans ses efforts pour assurer la viabilité de son secteur agricole et pour obtenir les parts du Tigre et de l'Euphrate qui lui sont dues. Des initiatives financières et des mesures de renforcement des capacités doivent être mises en œuvre pour lutter contre les changements climatiques et promouvoir le développement durable. L'intervenant appelle la communauté internationale à condamner les événements dans la ville d'Hassaké, où les insurgés coupent l'approvisionnement en eau des Syriens.

Mme S. Attia (Égypte) rappelle que l'Égypte est composée principalement de terres désertiques. Même si elle produit moins d'émissions que d'autres pays, elle fait face à de nombreux défis climatiques. Le Parlement a lancé un nouveau projet d'irrigation en octobre 2021 et a récemment annoncé l'adoption d'une nouvelle stratégie pour le climat. Le pays s'efforce par ailleurs de déployer des mesures d'adaptation aux changements climatiques pour le secteur agricole, en particulier concernant la gestion de l'eau, et de renforcer la coopération avec les pays voisins en vue de remédier à la pénurie d'eau.

Les parlementaires doivent se demander si leur législation en matière de changements climatiques tient dûment compte de la crise de l'eau. La législation doit en effet garantir une utilisation et une qualité optimales des ressources hydriques. Il est important que toutes les parties prenantes dans le monde entier travaillent non seulement à limiter la dégradation de l'environnement, mais aussi à préserver les ressources environnementales, y compris le cycle naturel de l'eau. Les États doivent investir dans l'économie verte et promouvoir la recherche et l'innovation scientifiques en vue d'améliorer la gestion des ressources en eau. C'est ainsi que l'on pourra renforcer la sécurité hydrique et la sécurité alimentaire, et réduire la pauvreté dans le monde.

M. Bui Son Hoai (Viet Nam) fait remarquer que la pénurie d'eau a des effets négatifs sur la santé, la productivité du travail et les moyens de subsistance, en particulier au sein des populations à revenu faible et des groupes vulnérables. La modification de la disponibilité de l'eau se répercute aussi sur la sécurité alimentaire, ce qui est un facteur de conflits politiques, d'instabilité et de déplacements. Un accès à l'eau potable en quantité suffisante contribue au maintien d'un monde stable et prospère.

Le Parlement du Viet Nam souhaite formuler plusieurs recommandations. Premièrement, il faut encourager la recherche et l'éducation. En effet, les avancées scientifiques et technologiques seront essentielles pour renforcer la sécurité hydrique dans le monde entier et pour protéger les ressources en eau. Des solutions innovantes sont nécessaires pour recycler l'eau de pluie et les eaux usées, pour purifier l'eau et pour améliorer la rétention des eaux. Deuxièmement, les pays doivent promouvoir des politiques de reboisement et de protection des forêts, faire revivre les mangroves pour protéger les côtes de l'érosion et de l'élévation du niveau de la mer, et réduire la salinité des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines. Troisièmement, il faut sensibiliser les gens à une utilisation efficace des ressources naturelles, en particulier de l'eau, et les encourager à adopter des modes de vie respectueux de l'environnement et durables. Et quatrièmement, il est important de renforcer la coopération internationale en matière de gestion, de protection et de mise en valeur des ressources hydriques, en particulier pour assurer la disponibilité d'eau salubre et l'utilisation durable des ressources en eau transfrontières.

Mme A. Lotriet (Afrique du Sud) dit que bien qu'elle ait inscrit le droit à l'eau dans sa Constitution, l'Afrique du Sud continue de faire face à d'importants problèmes liés à l'eau. Plus de trois millions de personnes n'ont pas accès aux services d'approvisionnement en eau et 14,1 millions de personnes ne bénéficient pas de moyens d'assainissement sûrs. Le pays a perdu plus de la moitié de ses zones humides, et celles qui restent sont en mauvais état écologique. L'Afrique du Sud souffre également de la faiblesse de l'infrastructure, de la maintenance et de

l'investissement hydriques ainsi que d'un manque d'ingénieurs hydrauliciens. S'ils ne sont pas réglés, ces problèmes feront peser un fardeau supplémentaire sur les efforts de lutte contre la pauvreté et entraveront fortement la prospérité socio-économique du pays.

En 2017, la ville du Cap a vécu un "jour zéro", lors duquel les habitants se sont retrouvés privés d'eau. La population et les entreprises ont été contraintes d'adopter des mesures extrêmes, notamment de recycler les eaux de lavage et de prendre moins de douches. Selon les experts, si le dessalement est le moyen le plus efficace de garantir l'approvisionnement en eau, c'est aussi le plus coûteux. La plupart des pays dépendent ainsi d'un soutien et d'investissements internationaux massifs pour procéder au dessalement. Les parlements doivent faire pression sur leurs gouvernements pour que des fonds soient transférés aux pays en développement au titre de l'action climatique. Ils doivent en outre prendre des mesures pour renforcer les services climatologiques, tels que les systèmes de conseil agricole, et mettre en place des mécanismes d'alerte rapide au niveau local. Il faut sensibiliser le public à l'importance de la conservation des eaux et veiller à ce que les infrastructures nationales soient entretenues en permanence.

M. B.N. Bassiere (Burkina Faso) signale que le Burkina Faso s'attend à connaître, ces prochaines années, une diminution de la pluviosité, une raréfaction des ressources hydriques, un plus haut taux d'évaporation de l'eau et une diminution du volume d'eau disponible. Compte tenu de cette perspective, le pays a établi deux réseaux parlementaires sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement, l'un au niveau national et l'autre pour l'Afrique de l'Ouest. Les parlementaires doivent veiller à ce que les politiques nationales sur l'eau et l'assainissement prévoient des dispositions pour les situations d'urgence et de conflit, ainsi que des modèles de bonne gouvernance qui prennent en compte les enjeux climatiques et notamment la gestion de l'eau. Il faut aussi légiférer sur les substances dangereuses qui sont déversées dans le milieu aquatique. Il serait par ailleurs utile de mettre en place des installations propres à acheminer de l'eau potable en quantité suffisante pour tous et de disposer de pratiques de tarification de l'eau adéquates, telles que des systèmes dégressifs ou des méthodes de paiement flexibles. Il demande aux intervenants de clarifier le rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Mme S.M. Dinică (Roumanie) rappelle que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont des droits fondamentaux de l'homme. La Roumanie s'est employée à développer son infrastructure et ses services d'eau et d'assainissement conformément aux exigences de l'UE. Le pays travaille aussi à la réalisation des nouveaux objectifs climatiques de l'UE, qui sont ambitieux. Le pays a pour priorités notamment de remédier à la vulnérabilité du secteur agricole, d'améliorer la gestion de l'eau et de renforcer le rôle de la réduction des risques de catastrophe. Le plan national pour la reprise et la résilience prévoit des réformes visant à améliorer la gestion des ressources hydriques et à accroître le nombre d'avertissements et d'alertes météorologiques en développant l'information météorologique.

La Roumanie participe activement aux efforts mondiaux dans le domaine de l'eau. En 2020, elle a alloué 10 pour cent de son budget d'aide humanitaire et de coopération internationale pour le développement à des petits États insulaires en développement afin de les soutenir dans les domaines de la sécurité hydrique, de la biodiversité, de la préservation des eaux et de la préparation aux catastrophes.

Les gouvernements, les parlements, les spécialistes de l'eau, le secteur privé et la société civile doivent prendre des mesures audacieuses pour répondre à la demande croissante de ressources hydriques. Il est important qu'ils travaillent ensemble à trois objectifs étroitement liés : 1) améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en vue de renforcer la santé humaine, 2) améliorer la gestion des ressources en eau, et 3) augmenter la productivité des ressources en eau. Les parlementaires doivent suivre attentivement le Forum mondial de l'eau à Dakar en 2022 et étudier la possibilité d'adopter une résolution sur la gouvernance de l'eau dans le futur.

M. H. Al Mutar (Koweït) constate que les changements climatiques ont de nombreux effets, notamment la raréfaction de l'eau et de la nourriture, qui ont eux-mêmes un impact sur la stabilité et la paix dans le monde. Il est essentiel de réduire les émissions de gaz à effet de serre, y compris les émissions de carbone, et de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. L'appauvrissement continu de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes sont des phénomènes préoccupants pour le monde entier, car ils détruisent les moyens de subsistance, provoquent une augmentation de la faim et de la pauvreté et sont le détonateur de conflits et de migrations. Si l'on veut assurer la sécurité hydrique et la sécurité alimentaire, il est essentiel d'élaborer des politiques d'adaptation, d'échanger des informations précises sur les questions environnementales et d'investir dans la

recherche scientifique. Le Koweït a pris de nombreuses mesures pour remédier au problème. Le pays se mobilise activement et efficacement au niveau international et a lancé des plans de réforme pour réduire les effets négatifs des changements climatiques. Les parlementaires doivent adopter des législations pour protéger l'environnement.

M. R. Zare (République islamique d'Iran) déclare que la communauté internationale doit concevoir des moyens de préserver l'environnement. Des partenariats régionaux doivent être créés pour empêcher que les changements climatiques aient des répercussions négatives sur la vie des gens. L'Iran a signé plusieurs accords et traités internationaux sur la protection de l'environnement. Il est important de préserver les ressources hydriques car la pénurie d'eau est souvent un facteur de conflit.

Mme S. Sheehan (Royaume-Uni) rappelle que l'eau est un droit de l'homme. Cependant, 800 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable, en particulier les femmes et les filles. Les parlements se doivent d'ancrer la résilience climatique dans tous leurs programmes. Il est important de renforcer les systèmes hydriques, d'assainissement et d'hygiène tout en luttant contre les inégalités, en particulier celles qui touchent les femmes et les filles.

Les pays qui manquent d'eau doivent affronter de longues périodes de sécheresse et une augmentation de la salinité des eaux souterraines. Pour remédier à ce problème, il convient de mettre en place des installations de stockage plus adéquates, de créer des infrastructures de transport permettant d'acheminer l'eau de zones de faible salinité vers des zones de haute salinité, et de donner aux ménages les moyens de recueillir et de purifier eux-mêmes l'eau de pluie. Les pays où l'eau est présente en excès sont frappés par des inondations et des cyclones. Le Royaume-Uni est gravement touché par le problème de l'excès d'eau, qui fait déborder les réseaux d'assainissement et contamine les cours d'eau.

Tous les plans d'adaptation nationaux doivent prévoir des mesures en matière d'hygiène et d'assainissement. Il est important d'évaluer les menaces liées à l'eau, de réaliser une planification basée sur les risques et de créer des liens entre les populations et entités locales, y compris les écoles. Les perspectives des administrations locales et des institutions de soutien régionales doivent aussi être prises en compte.

M. A. Al Aifan (Parlement arabe) estime que la croissance économique ne doit pas se faire au détriment des ressources naturelles comme l'eau. Une coordination internationale est nécessaire pour parvenir à une croissance durable, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il convient aussi de remédier aux difficultés liées aux changements climatiques, conformément aux recommandations formulées lors du Sommet du G20 à Rome et de la 26e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Glasgow (COP26). Les parlements doivent agir de concert pour que tous les accords, lois et stratégies pour la lutte contre les changements climatiques soient appliqués. Ces efforts communs contribueront fortement à la mise en œuvre de la CCNUCC. Il est également important que les parlementaires échangent leurs bonnes pratiques et procèdent régulièrement à des réévaluations.

Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis) dit que son pays a joué un rôle de premier plan dans les efforts pour lutter contre les changements climatiques au niveau tant régional qu'international. Les Émirats arabes unis ont été le premier pays arabe à s'engager à atteindre l'objectif "zéro émission nette" à l'horizon 2050. Il a ratifié les déclarations de la COP26 et organisera la 28e Conférence des Parties à la CCNUCC en 2023 (COP28). Les changements climatiques sont au cœur des stratégies environnementales, des plans économiques et des politiques intérieures et extérieures du pays. Les parlements ont un rôle clé à jouer dans la gestion de la crise climatique. L'intervenante appelle l'UIP à lancer une campagne encourageant les parlementaires à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement.

M. M. Rakotomalala (Madagascar) fait remarquer que Madagascar s'est heurté à de nombreuses difficultés liées au climat, en particulier en matière d'accès à l'eau. Le sud du pays est confronté à une grave sécheresse et à la famine qui en a résulté. La solution consiste à reboiser. Toutefois, le reboisement n'est pas une mesure à court terme. L'intervenant préconise l'adoption d'une stratégie de protection de l'environnement globale visant à préserver l'ensemble de la planète.

Mme M. Guerra (Mexique) constate que bien que l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène soit un droit fondamental de l'être humain, des milliards de personnes en sont privées. Selon les Nations Unies, 3 personnes sur 10 n'ont pas accès à l'eau potable et 6 personnes sur 10 ne disposent pas d'installations sanitaires sûres. Près de 80 pour cent des eaux résiduaires sont rejetées sans épuration dans les fleuves et les mers, et des milliards de personnes dans le monde utilisent de l'eau contaminée.

Bien que les Amériques disposent du plus grand volume d'eau douce dans le monde, la crise de l'eau se fait particulièrement ressentir dans cette région. Le Mexique en subit aussi les effets : il a récemment déclaré la disparition de son glacier Ayoloco, ce qui aura de graves répercussions sur la disponibilité de l'eau.

Les parlementaires sont très bien placés pour analyser la manière dont les gouvernements remédient aux changements climatiques et pour surveiller leur action en la matière. C'est seulement en prenant des mesures concrètes, et en particulier par la législation, que les pays parviendront à une meilleure couverture en eau. L'eau doit être de bonne qualité, non contaminée et accessible à un prix approprié. Il convient aussi de prévoir des allocations budgétaires suffisantes. L'eau est une question de sécurité nationale.

M. M. Qasem (Palestine) dit que l'État occupant se comporte en tyran et dérobe les nombreuses ressources naturelles appartenant à la Palestine. Il fait également preuve de racisme envers les Palestiniens, notamment en privant les femmes et les enfants d'eau potable et les agriculteurs d'eau d'irrigation pour leurs champs, et en empêchant les pêcheurs de travailler. À Gaza, plus d'un million de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Une grande partie des eaux a en effet été polluée par la guerre. Il est vrai que les changements climatiques ont eu de nombreuses conséquences négatives, mais il y a un autre problème en Palestine : le pays souffre d'un manque de liberté, d'indépendance et de paix qui empêche les Palestiniens de jouir des fruits de leurs terres. L'intervenant appelle l'UIP à faire pression sur l'État occupant pour qu'il agisse dans le respect des résolutions internationales. Il est également important d'appliquer des sanctions pour les pratiques racistes dirigées contre les Palestiniens.

Mme V. Riotton (France) dit qu'en France, tous les citoyens ont un accès égal à l'eau. Le volume d'eau disponible n'est cependant pas le même partout dans le pays, et certaines régions connaissent des pénuries. La France axe ses efforts en matière d'accès à l'eau sur trois aspects. Premièrement, elle vise à réduire la déperdition d'eau de 20 pour cent en rénovant son réseau hydrique, qui est étendu mais assez vétuste. Deuxièmement, le pays s'emploie à introduire de nouvelles technologies pour la régulation de l'eau. Et troisièmement, il déploie des mesures pour que davantage d'eau soit recyclée. Aujourd'hui, seulement 0,2 pour cent de l'eau est recyclée en France, contre 8 pour cent en Italie et 14 pour cent en Espagne. Outre l'accès à l'eau, il est important de garantir la qualité de l'eau en la traitant contre les micropolluants et les microbactéries.

Le Parlement français a décidé d'allouer 30 milliards d'euros de son plan de relance post-COVID-19 à la transition écologique. Les fonds seront investis dans l'agriculture, le reboisement et la production d'aliments biologiques, durables et locaux. Le changement est une responsabilité à la fois individuelle et collective.

M. M. Zulu (Zambie) relève que les changements climatiques font peser un fardeau sur la Zambie, en provoquant inondations et sécheresses et en nuisant à l'approvisionnement en eau. Pour remédier au problème, le Gouvernement de la Zambie a établi le Ministère de la mise en valeur de l'eau et de l'assainissement, l'Autorité de gestion des ressources en eau et le Conseil national pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Le pays compte par ailleurs élaborer une politique nationale pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour 2022 et dispose déjà d'une politique climatique. Celle-ci prévoit la création de systèmes résilients et à faibles émissions de carbone, notamment par l'application de mesures d'adaptation dans le secteur de l'eau. De son côté, le Parlement a établi une commission parlementaire sur la mise en valeur de l'énergie et de l'eau, et prépare plusieurs lois sur l'environnement, notamment la Loi sur les forêts, qui vise à garantir la gestion durable et la surveillance des forêts protégées. Les forêts sont importantes, car elles constituent des puits de carbone. En Zambie toutefois, de nombreuses forêts ont été rasées. L'intervenant appelle la communauté internationale à intensifier la plantation d'arbres en vue d'atténuer les changements climatiques.

Mme T.V. Muzenda (Zimbabwe) dit qu'au Zimbabwe aussi, les changements climatiques ont eu des effets préjudiciables sur les ressources naturelles et la disponibilité de l'eau. Le pays a été récemment frappé par le cyclone Idai, qui a donné lieu à un régime pluviométrique imprévisible et a nui à la productivité agricole. Le Gouvernement a lancé récemment sa Stratégie nationale de développement 1 qui présente des plans pour récolter autant d'eau que possible pendant la saison des pluies. Il prévoit aussi d'améliorer les grands barrages, de rénover l'infrastructure d'irrigation et de forer 35 000 puits dans les régions rurales. Le Parlement doit faire usage de sa fonction de contrôle pour s'assurer que ces projets sont mis en œuvre. Cela dit, la pandémie de COVID-19 a fortement réduit les ressources disponibles. L'intervenante appelle le secteur privé et la communauté internationale à faire en sorte que l'eau soit disponible au profit des gens, de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire. L'UIP doit continuer de promouvoir d'une seule voix des solutions énergétiques qui ménagent l'environnement et des pratiques agricoles durables dans le monde entier.

Mme A. Kalmari (Finlande) dit que la Finlande souffre d'un excès d'eau. Bien que le pays ait entrepris de drainer ses terres, la moitié des récoltes a été perdue l'année passée. La Finlande fournit sa part d'efforts pour lutter contre les changements climatiques, notamment en réduisant autant que possible ses émissions et en préservant ses forêts. Elle a alloué un grand nombre de ses ressources à la mise au point de techniques pour la gestion des eaux de surface, par exemple au moyen de bandes végétales filtrantes. La Finlande est disposée à faire connaître ses techniques à d'autres pays. La communauté internationale doit conjuguer ses efforts pour trouver des solutions.

M. J.V. Ndouma Mbadinga (Gabon) dit que le Gabon est très attentif aux impacts des changements climatiques et s'emploie en particulier à réduire ses émissions de dioxyde de carbone. La forêt constitue près de 87 pour cent du territoire du Gabon, c'est pourquoi le pays met l'accent sur les stocks de carbone dans sa stratégie de lutte contre les changements climatiques.

L'accès à l'eau potable est un droit reconnu par les Nations Unies. Néanmoins, des milliards d'êtres humains en sont privés dans le monde. Il est important de faire en sorte que tous les ménages aient accès à l'eau et de travailler tant au niveau national et qu'avec des organisations internationales pour que cet accès devienne une priorité à long terme. Les parlementaires doivent veiller à ce que le droit à l'eau soit proclamé dans les lois et les constitutions nationales. Ils doivent accorder de l'importance à l'eau en tant que ressource, garantir une distribution de l'eau égale pour tous et mettre en place une gouvernance de l'eau à différents niveaux. La gestion quotidienne de l'eau potable et des services d'assainissement doit incomber aux autorités et collectivités locales, à qui il convient de donner les fonds et les connaissances nécessaires pour s'acquitter de ces fonctions.

M. M. Abdallah (Niger) rappelle que le désert couvre les trois quarts du territoire du Niger, ce qui rend difficile le développement agricole. Le désert contient toutefois des milliards de mètres carrés d'eau douce pouvant être utilisée pour le reboisement et l'agriculture. Des fonds sont nécessaires pour rendre cette eau accessible. Les parlementaires du monde entier doivent encourager les pays riches à dégager des fonds verts pour les pays en développement. Il incombe à tous les pays de protéger la planète Terre.

Mme H. Martins (Portugal) estime que les pays doivent créer les conditions nécessaires pour assurer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, tout en donnant la priorité aux personnes les plus défavorisées. Les changements climatiques ont de nombreux impacts sur l'accès à l'eau ; ils sont souvent à l'origine de sécheresses, qui occasionnent à leur tour des migrations. Il est essentiel de mettre en place des systèmes de rétention des eaux qui ont des effets positifs sur les écosystèmes. La situation se complique lorsqu'un fleuve traverse plusieurs pays, comme c'est le cas du Tigre. Des politiques doivent être élaborées pour régler ces questions sans délai.

M. A. Dichter (Israël) dit que fournir de l'eau à la Palestine n'est pas un problème pour Israël. Son pays approvisionne déjà la Jordanie en eau à raison de 50 millions de mètres cubes par année, et pourrait en faire autant pour la Palestine. Le problème dans ce pays concerne non pas l'approvisionnement en soi, mais les canalisations, qui ne sont pas à même de transporter la quantité d'eau qu'Israël pourrait fournir. L'Autorité palestinienne, au lieu de consacrer des fonds à la rénovation des canalisations, consacre 7 pour cent de son budget aux salaires des terroristes.

Le problème est le même avec l'électricité. En contrepartie de l'eau qu'il fournit à la Jordanie, Israël reçoit de l'électricité et dispose ainsi de cette ressource en quantité suffisante pour en faire profiter également ses voisins. En Palestine toutefois, les câbles ne sont pas assez larges pour permettre l'acheminement de cette électricité.

M. D. Muruven (Responsable de la politique mondiale de l'eau douce au Fonds mondial pour la nature (WWF)) déclare qu'il est essentiel de déplacer l'accent de l'atténuation à l'adaptation et d'assurer l'accès au financement de l'action climatique. Il faudra œuvrer ensemble à honorer les engagements pris en matière de financement climatique pour que les plus mal lotis disposent des ressources nécessaires pour s'adapter.

La séance est levée à 12 h 40.

Commission permanente des Affaires des Nations Unies

LUNDI 29 NOVEMBRE 2021

(Après-midi)

La séance est ouverte à 14 h 30 sous la présidence de M. P. Katjavivi (Namibie), membre du Bureau de la Commission permanente.

Adoption de l'ordre du jour
(C-IV/143/A.1)

L'ordre du jour est adopté.

Approbation du compte rendu de la session en ligne de la Commission tenue lors de la 142e Assemblée de l'UIP (avril/mai 2021)

Le compte rendu est approuvé.

La campagne mondiale de vaccination pour mettre fin à la pandémie de COVID-19 : les enseignements de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)

Le Président, introduisant le point et notant que le thème d'étude fait écho au point d'urgence de la 143e Assemblée, intitulé *Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19,* dit que l'inégalité d'accès au vaccin contre la COVID-19 dans le monde montre clairement qu'une réforme du système multilatéral s'impose. De nombreux appels ont été lancés pour que le vaccin soit déclaré "bien public mondial" et que des initiatives soient prises pour obtenir à peu de frais les grandes quantités de vaccin nécessaires pour répondre à la demande de milliards de doses. Il souhaite la bienvenue aux trois intervenants qui feront profiter la Commission de leur expertise par visioconférence.

Mme S. Swaminathan (Scientifique en chef, Organisation mondiale de la Santé (OMS)), intervenante, illustrant ses propos de diapositives numériques, dit que des programmes de vaccination contre la COVID-19 sont en cours dans tous les pays, territoires et zones du monde sauf deux et qu'en une année, les doses distribuées dans le cadre de cette campagne mondiale ont atteint un nombre record de près de 8 milliards. Des six régions de l'OMS, c'est le Pacifique occidental qui compte la plus forte proportion de personnes entièrement vaccinées, soit 75 pour cent, suivi par les Amériques, l'Europe, l'Asie du Sud-Est et la Méditerranée orientale ; l'Afrique arrive en dernier avec seulement 5 pour cent de personnes entièrement vaccinées. Les pourcentages seraient plus élevés si les données démographiques de chaque région ne comptaient pas les enfants. De plus, si l'offre mondiale de vaccins était distribuée de manière équitable, les objectifs de couverture de 10 pour cent à la fin du mois de septembre 2021 et de 40 pour cent à la fin de l'année 2021 seraient atteints.

Des dizaines de vaccins ont été mis au point et sont en voie de l'être, ce qui relève de la prouesse scientifique et technologique. Au moins 17 ont été déployés jusqu'à présent, dont huit homologués par l'OMS en application de son protocole d'autorisation d'utilisation d'urgence (EUL) et conformes à ses recommandations, ce qui signifie qu'ils ont satisfait aux critères de qualité, d'innocuité et d'efficacité, après inspection des sites de fabrication et d'autres examens, que les autres, potentiellement aussi bons, n'ont peut-être pas encore subis. D'autres vaccins sont en cours d'évaluation actuellement, comme Novavax et Clover, qui se sont révélés efficaces dans les essais cliniques et seront probablement les prochains à être validés. Le vaccin Spoutnik est en cours d'évaluation, lui aussi. Les recommandations détaillées sur les vaccins sont actualisées selon que de besoin par le Groupe stratégique consultatif d'experts de la vaccination de l'OMS, désigné généralement par l'acronyme SAGE, qui se réunit tous les 15 jours.

Omicron, le dernier variant préoccupant, signalé pour la première fois en Afrique du Sud, circule dans un nombre croissant de pays mais on ne sait pas encore s'il est plus contagieux que le variant Delta, par exemple, plus virulent ou s'il se manifeste par des symptômes différents des variants précédents. Les infections signalées concernent surtout des jeunes qui ont tendance à présenter des symptômes moins graves et qui, pour certains, ont déjà eu la COVID-19 ou ont été

vaccinés. Le variant Omicron a ceci de préoccupant cependant qu'il a beaucoup plus de mutations que les précédents. Tous les groupes consultatifs compétents de l'OMS se réunissent quotidiennement pour examiner les données à leur arrivée et l'OMS a demandé aux pays de renforcer la surveillance ; de partager toute séquence génomique sur les bases de données accessibles au public, telles que celle de l'Initiative mondiale de partage des données sur la grippe aviaire (GISAID en anglais) ; de signaler à l'OMS les premiers cas conformément aux dispositions prévues par le Règlement sanitaire international ; de réaliser des enquêtes sur le terrain et des examens de laboratoire pour parvenir à une meilleure compréhension du variant Omicron ; et de continuer à faire appliquer les mesures de santé publiques efficaces telles que la distanciation physique, le port du masque, une bonne ventilation et une bonne hygiène respiratoire pour réduire la circulation générale du virus. La couverture vaccinale sera bien entendu un facteur primordial dans la lutte contre n'importe quel variant.

Le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) a été mis en place en avril 2020 pour fournir des vaccins, des thérapies et des diagnostics. Sur la base de ses réalisations, on calcule que le mécanisme pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 (COVAX) devra livrer quelque 5 milliards de doses de vaccin pour atteindre la couverture vaccinale visée d'au moins 70 pour cent des populations nationales fin juin 2022. Un soutien sous la forme de 2 milliards de tests sera aussi nécessaire pour s'assurer que tous les pays atteignent l'objectif récemment fixé en matière de tests de dépistage, qui est d'au moins 100 par jour pour une population de 100 000 habitants. On sait que, administrés dans les trois à cinq premiers jours de l'infection, les traitements antiviraux oraux mis au point par Merck et Pfizer ont donné des résultats positifs, ce qui est une nouvelle encourageante. Les deux sociétés ont signé des accords de licence avec *Medicines Patent Pool* (MPP) pour permettre aux fabricants de génériques d'accélérer l'accès à ces traitements dans une centaine de pays à revenu faible et intermédiaire. L'Accélérateur ACT, de son côté, est à la recherche de 23 milliards d'USD – dont 17 milliards pour l'immédiat – pour financer la livraison d'équipements de protection individuelle (EPI) au personnel de santé.

Le mécanisme COVAX, qui est essentiel pour l'équité vaccinale, a fourni à ce jour 80 pour cent des vaccins administrés dans les pays à faible revenu, dont 40 au moins n'auraient pas eu de vaccins du tout sans lui. Les fabricants de vaccins se trouvent essentiellement dans une poignée de pays. L'ensemble du continent africain et une grande partie de l'Amérique latine ont des capacités de fabrication insuffisantes – 1 pour cent seulement dans le cas de l'Afrique – non seulement pour les vaccins, mais aussi pour les médicaments, le matériel de diagnostic médical et d'autres produits, ce qui crée un goulot d'étranglement sur lequel on butera dans toute pandémie future. Pour s'attaquer à ce problème et à d'autres qui y sont liés, par exemple ceux des chaînes d'approvisionnement et des restrictions au commerce, a été créé le Groupe de travail sur la fabrication des vaccins qui dépend du Conseil de facilitation de l'accélérateur ACT. Comme certaines sociétés comme AstraZeneca participent déjà à des transferts de technologie bilatéraux, le Groupe travaille à un modèle de transfert de technologie multilatéral dans lequel un centre de transfert de technologie servirait de site de formation à des fabricants de différents pays. Nombre de pays se sont déclarés désireux d'héberger un tel centre ou de faire don de technologie, tandis que d'autres ont demandé à en acquérir. Le premier centre de transfert de technologie pour les vaccins à ARNm au Cap est bien placé pour devenir un lieu de formation dès le début de 2022. Après un nouvel appel lancé aux entreprises pour qu'elles manifestent leur intérêt pour la création de centres de transfert de technologie, l'Argentine et le Brésil ont été récemment sélectionnés pour devenir des relais pour les vaccins à ARNm en Amérique latine. D'autres pays dans d'autres régions devraient suivre leur exemple, le but étant de parvenir à la sécurité sanitaire dans chaque région.

Il est aussi prévu de créer un centre de formation à la fabrication de matériel biologique pour accroître l'offre de travailleurs qualifiés en dispensant une formation à la fois générique et spécifique. L'Académie de l'OMS s'occupe actuellement d'établir et de livrer le programme d'études pour un apprentissage sur site et en ligne. De nombreux pays ont répondu à l'Appel à la solidarité, qui a été le point de départ du lancement du Groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19 (C-TAP), conçu pour promouvoir la recherche scientifique en libre accès par une mise en commun de la propriété intellectuelle, des données et des savoir-faire, fabriquer à plus grande échelle et mettre en relation tous les partenaires clés, notamment les bailleurs de fonds, les instituts de recherche et les gouvernements. Le premier accord de transfert de technologie et de licence C-TAP a été signé la semaine précédente avec le CSIC, le Conseil supérieur de la recherche scientifique espagnol, qui a offert une licence mondiale, transparente et non exclusive pour le dépistage des anticorps sérologiques. L'espoir est de voir le C-TAP devenir

le dépositaire de beaucoup d'autres technologies. L'OMS travaille en liaison étroite avec le *Medicines Patent Pool* pour bénéficier de son expertise en matière de licence et de gestion de la propriété intellectuelle.

S'agissant des objectifs mondiaux de vaccination contre la COVID-19, la première difficulté à surmonter pour les atteindre consistera à produire une réserve mondiale suffisante de vaccins, bien qu'heureusement les fabricants accroissent leur production et que de nouveaux vaccins deviennent disponibles. Ensuite, il faudra réunir suffisamment de ressources financières et de programmes pour les acheter et les livrer par l'intermédiaire des partenaires du mécanisme COVAX, notamment l'OMS, le Gavi, l'UNICEF et des organisations non gouvernementales ; garantir un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 : et gérer les risques liés à l'apparition de nouveaux variants du SARS-CoV-2.

La vaccination elle-même pose aux pays nombre de problèmes qui tiennent à l'irrégularité et à l'imprévisibilité de l'approvisionnement, à la volonté politique, au nombre limité des agents de santé, à la disponibilité limitée des doses, à leur durée de conservation assez courte, au maniement complexe du vaccin, aux conditions très strictes de stockage, à la multiplicité des produits à gérer, à l'évolution des données scientifiques et au manque de financement. Si la prévisibilité de l'approvisionnement a posé un problème de taille pendant la plus grande partie de l'année 2021, le rythme des expéditions s'accélère rapidement et plus de 120 millions de doses ont été livrées le mois précédent.

Concernant le cahier des charges à remplir pour atteindre la couverture vaccinale visée de 70 pour cent d'ici au 30 juin 2022, il incombe aux fabricants et aux donateurs de communiquer en toute transparence des données sur la fourniture et l'administration des vaccins et, aux pays, sur tout accord bilatéral conclu avec des fabricants. Il est demandé aux pays d'établir des plans nationaux, compte tenu des groupes à haut risque et dans une optique d'équité, et à ceux qui ont déjà vacciné plus de 40 pour cent de leur population de renvoyer les doses au mécanisme COVAX. La société civile et le secteur privé ont un rôle important à jouer, en particulier pour mobiliser la population, donner aux gens des moyens d'action et travailler en partenaires au niveau local. Les partenaires de COVAX devraient en accroître l'impact de bout en bout en agissant, entre autres, sur la recherche-développement, les achats, l'administration et la distribution des vaccins et la communication pour vaincre les hésitations face à la vaccination. Les banques de développement multilatérales devraient continuer à fournir d'importantes ressources pour financer les services de vaccination nationaux, tandis que les fabricants devraient privilégier la transparence et la fourniture de vaccins au mécanisme COVAX. Quant à l'OMS, elle devrait faire une recommandation sur la nécessité ou l'opportunité de changer la composition des vaccins contre la COVID-19.

Comme on peut le constater, l'accélération de campagnes équitables de vaccination ne dépend pas seulement des vaccins, mais aussi du diagnostic, des médicaments, de l'appareillage médical et de l'EPI, ainsi que des mesures prises dans le pays et des autres mesures mentionnées. Elle a aussi incité à demander des dérogations à certaines dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) et la concession de licences obligatoires. La gestion de la pandémie n'échappe pas aux règles générales du succès. Ainsi il importe que la classe politique soit mobilisée au plus haut niveau, que le contrôle ne soit pas négligé et que soit nommé(e) un ou une responsable de la vaccination ; il faut aussi aborder la gestion de la pandémie comme une opération d'urgence, rapprocher les lieux de vaccination de la population et communiquer constamment avec elle pour actualiser les informations qui lui sont données et combattre l'influence des adversaires des vaccins. Pour éviter les batailles juridiques prolongées, COVAX a créé un fonds de compensation au bénéfice de toutes les personnes concernées des pays éligibles à la garantie de marché (AMC), qui souffriraient d'effets indésirables graves du fait de vaccins distribués par ses circuits. De nombreux pays ont aussi des ressources liées à la polio dont ils pourraient faire usage.

M. E. Gomez (Chef du personnel, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)), intervenant, accompagnant son exposé de diapositives numériques, dit que la pandémie du VIH, qui continue de faire rage 40 ans après le signalement des premiers cas, est riche d'enseignements pour ce qui est des mesures efficaces en cas de pandémie. Du point de vue de l'ONUSIDA, ce sont des pandémies en collision qu'il faut gérer ; l'infrastructure mise en place pour le VIH dit être mise à profit pour battre la COVID-19, d'autant que beaucoup de pays n'ont pas d'autre solution ; et il faut réinventer la santé et la réflexion à ce sujet. Le rapport de la Journée mondiale de lutte contre le sida 2021, *Inégalités, impréparation, menaces*, met en évidence cinq éléments essentiels pour mettre fin au sida d'ici à 2030 et renforcer l'architecture mondiale de

prévention, de préparation et de réponse aux pandémies : une infrastructure dirigée par la communauté et centrée sur elle ; un accès équitable aux médicaments, vaccins et technologies de la santé ; le soutien aux travailleurs en première ligne en cas de pandémie ; les droits humains au centre des réponses à la pandémie ; et des systèmes de données centrés sur les personnes qui mettent en évidence les inégalités. Ces facteurs de succès, la participation et l'inclusion ont parfois fait défaut dans la riposte à la COVID-19 mais sont essentiels pour combattre la désinformation et les réticences à se faire vacciner, domaines dans lesquels les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer, de même que pour veiller à ce que la législation et le contrôle soient abordés sous l'angle des droits de l'homme.

L'ONUSIDA s'est engagé à fond sur la question de l'accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 ; non seulement la situation ressemblait à celle des premiers jours du VIH mais les personnes vivant avec le VIH étaient à risque devant la COVID-19. De plus, comme lui a enseigné l'histoire de la lutte contre le VIH, il faut empêcher les décès évitables. Ce que l'ONUSIDA sait des moyens d'améliorer l'accès aux technologies, il le fait donc partager, notamment par l'intermédiaire de la *People's Vaccine Alliance*, qu'il a fondée dans le cadre de son rôle de sensibilisation en mai 2020. Soutenue par plus de 170 dirigeants de notoriété mondiale, dont des chefs d'État et de gouvernement, l'Alliance plaide pour un plan de vaccination efficace, la révision des droits de propriété intellectuelle, une augmentation des investissements publics dans la fabrication de vaccins, un accès gratuit aux vaccins et aux médicaments contre la COVID-19 ainsi qu'aux aux tests de dépistage, et un renforcement du système de santé publique.

L'ONUSIDA a découvert au cours de ses activités que les moteurs des graves inégalités constatées dans la distribution des vaccins contre la COVID-19 avaient aussi une incidence sur la disponibilité, l'accessibilité et le prix des nouveaux traitements contre le VIH, de la prophylaxie orale pré-exposition, des antirétroviraux injectables à longue durée d'action et d'autres traitements innovants du VIH, ainsi que des vaccins et remèdes efficaces contre le VIH. Une approche plus progressiste du partage aiderait à vaincre la COVID-19 et aussi à mettre en place des systèmes qui auraient des effets bénéfiques dans les pandémies futures. Les parlementaires devraient user de tous les outils à leur disposition pour aider à vaincre la COVID-19 en mettant à profit les leçons tirées de la lutte contre le VIH, qui a remporté certains succès, et améliorer la préparation aux pandémies.

L'ONUSIDA soutient sans réserve tous les efforts déployés pour que tous aient accès aux technologies de la santé mais ils n'aboutiront pas sans pression supplémentaire. Les parlementaires ont à l'évidence un rôle législatif à jouer pour renverser les barrières juridiques qui n'ont aucun sens du point de vue de la santé publique. De plus, il doivent user plus fermement de leurs pouvoirs en matière de finances pour créer des incitations financières, d'abord pour promouvoir la transparence qui fait encore souvent défaut, bien qu'elle soit bonne et saine pour un marché qui fonctionne, les pays rivalisant parfois inutilement entre eux dans la recherche de solutions à la COVID-19. Et ensuite, parce que des incitations financières peuvent favoriser le partage, compte tenu du fait en particulier que les vaccinations, là où elles sont disponibles, sont payées par les deniers publics et donc gratuites sur le lieu d'utilisation.

Mme R. Saad (Égypte), notant que personne n'est en sécurité tant que tous ne le sont pas, dit que la réalisation de la couverture vaccinale visée de 70 pour cent est indispensable pour endiguer la propagation de la COVID-19. Malgré l'initiative COVAX, il reste un décalage sensible entre les taux de vaccination dans les pays développés et ceux des pays en développement. Dans ces derniers, l'accès aux vaccins et aux outils de diagnostic laisse aussi à désirer et les droits de propriété intellectuelle font obstacle à la fabrication de vaccins à faible coût. La soudaine apparition du nouveau variant de la COVID-19, qui est peut-être attribuable à la distribution inéquitable des vaccins, met en évidence la nécessité d'unir ses efforts, sans discrimination, pour le bien de l'humanité. En Égypte, un plan complet financé par l'État est en place pour combattre les effets de la pandémie, et des vaccins ont été obtenus grâce à la coopération internationale. Cette coopération est indispensable pour corriger l'inégalité vaccinale qui aurait sinon des répercussions économiques bien plus graves que ce que coûte la fabrication des vaccins nécessaires à une distribution équitable à travers le monde.

M. B. Rajić (Slovénie) dit que la pandémie de COVID-19 a révélé de sérieuses lacunes dans la préparation mondiale à la gestion des crises sanitaires, d'où la nécessité d'améliorer la planification de la riposte et les mécanismes de riposte. Sachant que l'architecture sanitaire mondiale actuelle n'est pas conçue pour protéger contre une future pandémie, il est temps d'élaborer un instrument international contraignant sur les pandémies. Aucun pays n'est équipé

pour affronter seul une menace pandémique. Aussi faudrait-il que la détection, la notification de toute menace future pour la santé publique et la riposte soient mieux coordonnées et que soient définies d'urgence les actions conjointes à entreprendre pour lutter contre les pandémies présentes et futures et rétablir la confiance dans les soins de santé au niveau mondial. Dans sa lutte contre la COVID-19, la Slovénie a mis l'accent sur une approche commune, la solidarité, la vaccination transfrontières, l'augmentation des réserves de vaccins et la résilience face aux situations imprévues. Les parlementaires doivent s'employer à instaurer un climat de confiance à l'égard des vaccins et à répondre aux préoccupations des électeurs. En période de reprise, il serait juste de mondialiser ces campagnes et d'adopter une approche de pointe pour toutes.

Mme D. Kumari (Inde) dit qu'il faut que toute la société, l'ensemble du gouvernement et le monde entier s'unissent dans un élan de compassion et de solidarité pour surmonter les nombreux effets dévastateurs de la crise causée par la pandémie. La mise au point de vaccins exige des efforts de collaboration et, pour renforcer les chaînes d'approvisionnement et que tout le Sud puisse disposer de vaccins abordables, il faut résoudre la question de la levée des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et produits contre la COVID-19. L'Inde, qui mène avec succès une campagne de vaccination massive et qui a une grande expérience de la production de vaccins, reste déterminée à travailler en partenariat avec les pays intéressés et COVAX pour approvisionner le monde en développement en vaccins sans danger, efficaces et abordables. Elle est fière d'avoir fourni, à ce jour, plus de 70 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 à 93 pays et deux entités de l'ONU. Ses livraisons doivent en outre augmenter régulièrement dans les semaines et mois à venir.

M. M. Karakaya (Turquie) constate que, malgré l'éventail des mesures prises à travers le monde pour endiguer la COVID-19, la solution passe en définitive par la vaccination. Une riposte concertée est indispensable pour que tous les pays aient accès à des vaccins abordables en temps utile et dans des conditions équitables, défi qui ne peut pas être relevé sans un plan de vaccination mondial et une solidarité mondiale. Non contente d'aider 160 pays et 12 organisations internationales à lutter contre la pandémie, la Turquie a aussi fourni, par le biais d'initiatives bilatérales et internationales, 1,5 million de doses de vaccin contre la COVID-19 à 11 pays à titre de contribution à la réalisation de la couverture vaccinale mondiale visée. Elle prévoit aussi de s'allier aux membres de l'Organisation des États turciques pour faire don de 2 millions de doses de vaccin à des pays d'Afrique en détresse et fera don aussi de 5 millions de doses à COVAX.

M. M. Almheri (Émirats arabes unis) dit qu'il importe d'accélérer, par la coopération et la solidarité internationales, une distribution équitable des vaccins contre la COVID-19 : c'est avant tout une question d'éthique et un enjeu humanitaire. Pour obtenir l'efficacité souhaitée, il faut avoir une approche collective et participative et un système global intégré pour la production, le stockage et la distribution des vaccins et les droits de propriété intellectuelle. Cette approche devrait mettre à l'honneur les valeurs de justice, d'égalité, de dignité humaine et le droit à la vie pour tous. Pour sa part, l'UIP doit travailler avec les Nations Unies, l'OMS, COVAX et d'autres acteurs à l'établissement d'une stratégie mondiale efficace et d'un plan d'action pour faciliter et accélérer l'accès de tous aux vaccins dans des conditions équitables. Quant aux parlements, ils devraient non seulement engager vivement leurs gouvernements à rediriger leurs stocks excédentaires de vaccins vers les pays en développement, mais aussi combler les vides juridiques et réviser la législation pour résoudre les questions liées à la propriété intellectuelle et au transfert des techniques de production de vaccins aux pays à revenu faible et intermédiaire.

M. A. Gryffroy (Belgique) dit que la vaccination s'inscrit dans une stratégie globale conçue pour sauver des vies en période de pandémie. La levée des droits de propriété intellectuelle est une solution à long terme au problème de l'inégalité d'accès aux vaccins, qui demande aussi de la transparence, un partage des connaissances et le renforcement de capacités. Il serait important en outre d'encourager les fabricants de vaccins à accroître leur capacité de production en recourant à des modes de coopération flexibles, de fournir la logistique et de former des gens à la réalisation de programmes de vaccination à grande échelle, d'insister sur l'efficacité des vaccins et de dialoguer avec les populations pour vaincre leur réticence à se faire vacciner. Il serait utile d'en savoir plus sur la distribution des 550 millions de doses de vaccin fournies par COVAX aux pays à revenu faible et intermédiaire.

M. E. Gomez (Chef du personnel, ONUSIDA), intervenant, répond aux commentaires en disant que la discussion a mis en évidence la priorité absolue donnée par les pays au règlement de la question de l'équité vaccinale par la solidarité et le partage. Il est important que les parlementaires fassent pression sur les gouvernements pour qu'ils partagent – et le fassent en permanence – ce dont ils disposent. De nombreux contribuables se demandent si les deniers publics sont investis au mieux pour réaliser les objectifs de santé mondiaux. En tant que législateurs, les parlementaires peuvent vraiment aider à lever les obstacles artificiels à la poursuite de ces objectifs en s'acquittant de leurs fonctions pour créer des outils juridiques et des incitations financières qui encouragent les gouvernements au partage et à la transparence.

Mme K. O'Brien (Directrice du Département Immunisation, vaccins et produits biologiques de l'OMS) intervenante, répond elle aussi aux commentaires en disant que l'apparition récente du nouveau variant du virus de la COVID-19 a fait comprendre de manière plus aiguë encore l'importance cruciale des objectifs d'équité vaccinale et de couverture vaccinale mondiale de 70 pour cent au moins d'ici au 30 juin 2022. L'apparition de variants est en effet la conséquence de la circulation continue du virus, qui elle-même résulte de l'inégalité vaccinale. En ce qui concerne les doses de vaccin fournies par COVAX, elles ont été distribuées à 130 pays à travers le monde sur la base de l'équité vaccinale et du nombre de doses que ces pays pouvaient absorber. Le monde dans lequel l'approvisionnement était soumis à de fortes contraintes est en train de changer et cède peu à peu la place à un monde beaucoup plus hybride dans lequel l'offre a sensiblement augmenté.

Certains pays, cependant, ont une capacité très limitée de distribution de doses, en partie à cause de la demande. Pour améliorer cette situation, il faut une mobilisation politique, autrement dit une volonté de se fixer des objectifs en matière de couverture vaccinale, d'établir un mécanisme clair pour la planification et le déploiement des doses auquel adhère l'ensemble du gouvernement et de faire sauter les goulots d'étranglement très résistants qui existent dans chaque pays, étant donné l'ampleur de la vaccination, qui n'a jamais atteint une telle échelle auparavant. Cette mobilisation est vitale aussi pour que la population ait confiance dans les vaccins et leur innocuité et pour donner la priorité aux groupes qui risquent le plus de développer des formes graves de la maladie et d'en mourir.

Enfin, le lien étroit entre fabrication régionale de vaccins et équité vaccinale fait ressortir la nécessité d'avancer aussi rapidement que possible, par le mécanisme des centres de transfert de technologie, pour garantir une certaine capacité de production vaccinale dans chacune des régions du monde. Il n'est pas seulement juste de parvenir à l'équité vaccinale ; c'est aussi nécessaire d'un point de vue épidémiologique pour mettre fin à une pandémie dont la durée a déjà dépassé toutes les prévisions.

M. V. Tsvangirai (Zimbabwe) rapporte que son pays a acheté, à ce jour, 13 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 pour sa population de près de 15 millions d'habitants, dont 3,2 millions ont reçu une première dose et 2,5 millions une deuxième, ce qui veut dire que le Zimbabwe est bien placé pour atteindre l'objectif de vaccination fixé par l'OMS. La désinformation relayée par les réseaux sociaux suscite une certaine réticence à se faire vacciner. Il serait intéressant d'entendre des suggestions quant aux moyens à employer pour surmonter cette réticence et convaincre plus de gens de se faire vacciner sans pour autant porter atteinte aux droits de l'homme fondamentaux.

M. A. Althawadi (Bahreïn) évoque les efforts concertés qu'il faudra déployer pour adhérer à la feuille de route à 50 millions d'USD dans les domaines de la santé, du commerce et des finances pour venir à bout de la pandémie et assurer une reprise mondiale. Dévoilée en juin 2021 par les dirigeants du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'OMS et de l'Organisation mondiale du commerce, la feuille de route privilégie la fabrication, la fourniture, l'achat et l'administration des vaccins dans le but d'accélérer l'accès équitable aux outils de diagnostic et de traitement et de mettre fin le plus tôt possible à la pandémie dans les pays en développement. Au royaume de Bahreïn, la sécurité en matière de santé publique a été garantie par l'administration gratuite à tous de doses de vaccin contre la COVID-19. Grâce aux mesures préventives, au respect des règles et au travail de sensibilisation accompli, les infections et les décès dus à la COVID-19 sont en chute libre et l'immunité augmente. Il incombe aux parlementaires, individuellement et collectivement, de sensibiliser la population à l'importance de la vaccination et des rappels pour étendre cette immunité**.**

Mme P. Cayetano (Philippines) dit que, selon des statistiques récentes, seuls 3 pour cent des habitants des pays à bas revenu ont reçu une première dose de vaccin, contre 60 pour cent dans les pays à haut revenu, où les vaccins ont été administrés ou même jetés, alors qu'ailleurs des gens mouraient. Le Parlement philippin a contribué à convaincre le Gouvernement d'acheter et d'administrer des vaccins et a voté les crédits nécessaires, tandis que le Sénat s'est déclaré favorable à une dérogation aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC aux motifs que les vaccins contre la COVID-19 devaient être considérés comme un bien public mondial exempt de brevets et de droits d'auteur. Aux Philippines, une campagne de vaccination est en cours pour augmenter encore le nombre des habitants vaccinés, qui s'élève à 81 millions, dont 35 millions ayant reçu deux doses. Elles ont cependant une préoccupation majeure, qui concerne les professionnels de la santé. Attirés par les salaires plus élevés que leur offrent d'autres pays qui manquent de personnel qualifié et où la demande est continuelle, ils abandonnent des pays comme le sien en pleine lutte contre la pandémie.

Le Président dit qu'il apprécierait qu'on lui explique comment fonctionne le mécanisme COVAX.

Mme K. O'Brien (Directrice du Département Immunisation, vaccins et produits biologiques de l'OMS), intervenante, répond d'abord à l'importante question relative aux réseaux sociaux. La désinformation à propos des vaccins contre la COVID-19 et d'autres, ainsi que de diverses interventions sanitaires, constitue de plus en plus une menace dans tous les pays et a de graves répercussions sur la demande de vaccins et la confiance dans les vaccins. Chacun a les moyens de contrer cette menace mais doit s'assurer que son influence a plus de poids que les messages négatifs diffusés. Il est important que les populations comprennent que, le plus souvent, les influenceurs et influenceuses ne sont pas au pouvoir. Il est aussi important qu'elles aient accès à un contenu exact et clair. Lorsqu'on communique des informations au public, il faut dire clairement de quelle information on ne dispose pas, ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas et quand on pourra s'attendre à avoir telle ou telle information. La désinformation est très difficile à combattre autrement que par un déluge d'informations exactes. De grosses sociétés de réseaux sociaux revoient actuellement leurs règles pour supprimer les informations qui se sont révélées inexactes, et l'OMS fournit des lignes directrices pour aider à déterminer ce qui constitue une telle information. Il semble que tous les pays s'emploient aujourd'hui à faire en sorte que des populations submergées de fausses informations du fait d'une tactique délibérée, aient accès à des informations exactes provenant de sources crédibles.

Concernant le mécanisme COVAX, qui a été créé pour assurer un accès équitable aux vaccins au niveau mondial, il comporte deux volets : l'un dans lequel les doses sont achetées par des pays qui les financent eux-mêmes et l'autre, dans lequel les doses sont données ou achetées par collecte de fonds pour approvisionner les pays dits au bénéfice de la garantie de marché (AMC), qui sont au nombre de 92. COVAX s'attend à avoir en 2022 plus de 4 milliards de doses de vaccin à distribuer, ce qu'il fera à mesure qu'elles seront disponibles, sur la base de l'équité vaccinale et du principe selon lequel, tous les pays devant avoir également accès aux vaccins, la priorité est donnée à ceux qui y ont le moins accès. Le mécanisme traite actuellement avec huit vaccins différents. D'autres vaccins sont encore en cours d'homologation. N'achetant que des vaccins autorisés pour l'utilisation d'urgence par l'OMS après examen des données concernant leur innocuité, leur efficacité et leur qualité de fabrication, COVAX continue à étudier son éventail de produits afin d'optimiser la livraison aux pays des vaccins qu'ils souhaitent et qui conviennent au mode d'administration retenu pour les populations. Le mécanisme est étroitement aligné sur la stratégie mise en place pour la réalisation de la couverture vaccinale mondiale visée de 70 pour cent, à laquelle il apporte sa propre contribution, bien que la responsabilité d'acheter les doses nécessaires ne lui incombe pas totalement.

M. M. Al-Naimi (Qatar) relate que son pays a versé 10 millions d'USD au fonds COVAX pour aider des pays en développement à acheter leur part de vaccins contre la COVID-19, dont les principaux pays développés ont initialement gardé pour eux la majeure partie. Le Qatar fournit gratuitement des doses de vaccin à tous ses habitants et fournira aussi gratuitement 1 million de doses aux visiteurs qui viendront assister à la Coupe du monde de la FIFA en 2022. L'OMS devrait dresser un plan dans lequel chaque pays aurait un rôle clairement défini dans la lutte contre la pandémie.

M. M. Zulu (Zambie) dit que son pays a été durement touché par la COVID-19, ce qui rappelle que nul n'est en sécurité si des pays continuent à se voir refuser l'accès aux vaccins contre la COVID-19 et aux produits associés. Si élevé que soit le nombre de cas de COVID-19 en Afrique australe, il est toujours resté sans comparaison avec les nombres en Europe. L'apartheid vaccinal doit cesser. Les pays développés ont tellement monopolisé les vaccins que les pays en développement en reçoivent très peu. Les vaccins devraient être administrés en temps utile et ne pas mettre des mois à arriver. De plus, certains pays, comme la Fédération de Russie, ont mis au point avant d'autres des vaccins qui, pourtant, n'ont pas encore été homologués par l'OMS, qui est la seule à savoir pourquoi. La validation des vaccins ne devrait pas être sélective.

Mme P.T. Masua (Namibie) dit que son pays est relativement peu peuplé mais que la population hésite à se faire vacciner. De plus, certains parlementaires se servent du parlement pour exprimer leur opposition aux vaccins. Des suggestions quant aux moyens à employer pour augmenter le nombre des vaccinations et faire barrage à ce genre d'opinions tout en préservant la liberté d'expression seraient les bienvenues.

Mme H. Alhelaissi (Arabie saoudite), soulignant la nécessité de continuer à se préparer aux pandémies futures par des efforts concertés, dit que son pays a réagi rapidement face à la pandémie de COVID-19, en imposant des mesures strictes et en vaccinant sa population pour freiner la propagation du virus, de sorte que le nombre des cas de COVID-19 a baissé de manière spectaculaire. Outre la solidarité, les principaux outils de lutte contre la maladie sont notamment l'évaluation constante de la situation, le dépistage, les stratégies de prévention à un stade précoce et la sensibilisation des étudiants. Il importe de diffuser les connaissances acquises sur le virus et la maladie dans les pays gangrénés par les fausses informations, où l'on croit que les vaccins sont inefficaces ou portent atteinte à des droits ou dans lesquels les vaccins sont carrément inabordables. Il est vain et sans issue de vacciner certains et pas d'autres. Comment faire comprendre à ceux qui refusent de se faire vacciner que la vaccination est efficace pour eux et sert aussi à protéger les autres ? Elle apprécierait des conseils à ce sujet.

M. E. Bustamante Donayre (Pérou) dit que les questions concernant les vaccins touchent non seulement à la distribution et à l'équité mais aussi à la qualité. Aucun vaccin n'étant égal à un autre, il est important que tous soient évalués et homologués par exemple par l'OMS, l'Agence européenne des médicaments ou aux États-Unis la *Food and Drug Administration*. Sinon, un vaccin inefficace pourrait être administré à un grand nombre de gens et avoir des conséquences. Il est nécessaire que tout vaccin soit validé avant d'être mis sur le marché.

Mme K. O'Brien (Directrice du Département Immunisation, vaccins et produits biologiques de l'OMS), intervenante, répond aux questions soulevées. S'agissant de la question des livraisons, elle dit que les contrats pour la fourniture de doses de vaccin, quelle que soit la méthode ou le mécanisme, ne sont pertinents que dans la mesure où les fabricants ou les pays donateurs sont en mesure de livrer ces doses en temps utile. Dans ce contexte, l'OMS demande aux fabricants qu'ils déclarent en toute transparence le nombre de doses qu'ils produisent par mois et leur destination. La fabrication de vaccins étant un processus complexe, presque tous les fabricants ont parfois des retards. La question est de savoir si les doses dont la fabrication a été retardée sont distribuées également entre les différents contrats ou si elles sont envoyées de préférence aux pays qui ont payé plus cher ou qui ont un autre moyen de pression, au lieu d'être réservées en priorité à COVAX et à l'*African Vaccine Acquisition Trust* (AVAT), dispositif basé sur l'achat groupé de vaccins par l'Union africaine, qui les acheminent vers les pays ayant le plus besoin de ces doses. Tous les pays et COVAX sont très reconnaissants pour les doses qui leur sont données mais elles n'ont pas toutes les mêmes caractéristiques. Dans les cas où ces doses ont une durée de conservation courte et où leur livraison est notifiée à bref délai à un pays, il lui est pratiquement impossible de mettre en place un programme de vaccination et de stimuler assez la demande pour qu'elles puissent être utilisées efficacement en temps voulu. L'OMS espère vivement que les pays donateurs réagiront favorablement à la déclaration commune qu'elle a publiée avec l'AVAT, entre autres, concernant la nature et la qualité des dons de vaccins contre la COVID-19.

Sur le sujet de la procédure EUL de l'OMS, toute candidature se voit appliquer les mêmes normes écrites. La procédure repose sur les informations fournies par le fabricant, ce qui peut déboucher sur des demandes d'informations, lorsqu'elles manquent sur un point, ou de renseignements supplémentaires. Les sites de fabrication sont inspectés, mais les exigences relatives au moment de la quarantaine et au calendrier des inspections sont parfois indépendantes

de la volonté de l'OMS. Celle-ci prie instamment tous les pays et fabricants ayant un produit dont ils croient qu'il satisfait aux critères requis de prendre contact avec elle dès que possible pour que la procédure EUL puisse être promptement engagée. Aucun produit, pays ou fabricant n'est préféré à d'autres ou favorisé par rapport à d'autres. L'OMS étudie à fond tout dossier qui répond aux critères fixés.

Concernant la question sur la liberté d'expression, qui est liée à celle qui avait trait au comportement à adopter face à la réticence à se faire vacciner, on ne peut pas faire disparaître les fausses informations. Il s'agit donc de veiller à ce que ceux qui y accèdent aient les capacités et les moyens de faire la différence entre les données scientifiques exactes émanant de sources crédibles et les autres informations. Chacun a un rôle à jouer pour aider à faire cette distinction.

M. E. Gomez (Chef du personnel, ONUSIDA), intervenant, répond aux questions soulevées à propos de l'infodémie, des réseaux sociaux et de la réticence à se faire vacciner. Il importe de respecter le droit international des droits de l'homme, qui profite à tout le monde à long terme et dans les moments difficiles, qui sont précisément ceux pendant lesquels ce respect est le plus nécessaire. Il est important de travailler avec, et non pas contre les populations pour établir un climat de confiance et favoriser un comportement rationnel, et les parlementaires peuvent jouer un rôle essentiel à cet égard.

Concernant le problème de la fidélisation des professionnels de santé, il est démoralisant de voir qu'ils sont applaudis alors que rien n'est fait pour en augmenter le nombre, ce qui les laisse épuisés. Les parlementaires et les institutions mondiales compétentes en matière de santé telles que l'ONUSIDA et l'OMS devraient lancer un appel collectif à l'action pour corriger cette situation. En conclusion, il serait heureux de faire connaître aux participants, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'UIP, le rapport qu'il a mentionné plus tôt, *Inégalités, impréparation, menaces*, qui est sorti le jour même à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida et qui est instructif sur les moyens de combattre efficacement les pandémies.

Le Président dit que le rapport sera le bienvenu et intéressera sans doute de nombreux participants. Il remercie les intervenants d'avoir éclairé la Commission sur ces questions complexes.

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU – Notre programme commun

Le Président, introduisant le point, rappelle que la déclaration adoptée en septembre 2020 pour le 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies comporte 12 engagements concernant l'action à mener d'urgence pour relever les défis mondiaux dans le cadre d'un multilatéralisme revitalisé. Sous le titre *Notre programme commun*, ces engagements visent à relancer les efforts mondiaux en faveur d'un monde plus durable, plus juste et plus pacifique, avec l'ONU pour chef de file. À la suite de consultations avec les parlements et d'autres parties prenantes, dont l'UIP, qui a participé à tous les travaux s'y rapportant, le Secrétaire général de l'ONU a publié en septembre 2021 un rapport de premier plan contenant des recommandations sur la manière de mettre en œuvre *Notre programme commun*. Il s'est engagé entre autres à explorer les options permettant de renforcer la contribution parlementaire aux travaux des Nations Unies, en collaborant avec les partenaires actuels. Après la présentation du rapport, les participants auront la possibilité de faire part de leurs réflexions et commentaires.

Mme M. Griffin (Conseillère politique au Cabinet du Secrétaire général de l'ONU), présentant le rapport du Secrétaire général, dit que, lors de la préparation du 75e anniversaire de l'ONU, il était déjà manifeste que le multilatéralisme était mis à rude épreuve et que les efforts collectifs ne parvenaient pas à maîtriser les problèmes les plus urgents ni à leur trouver des solutions – surtout des solutions durables – comme en témoignent la rapidité des changements climatiques et l'inefficacité relative de l'action sur le climat, la méfiance croissante des peuples à l'égard des institutions, la montée des protestations, du populisme et de la désaffection, les niveaux consternants des inégalités et de la pauvreté, la propagation des discours de haine, les migrations massives et la multiplication des conflits. Ces problèmes ont été encore exacerbés par la survenue de la COVID-19, qui a fait comprendre l'urgence de trouver des solutions collectives pour relever les défis, et même les anticiper. Ils ont aussi fait ressortir le paradoxe qui veut que les solutions soient plus essentielles que jamais mais, à certains égards, plus difficiles à trouver. Dans une telle situation, il est assez remarquable que les États membres aient décidé de charger le Secrétaire général de leur présenter des recommandations visant à faire progresser le programme

commun et à répondre aux défis présents et futurs, car cela les engage sur 12 objectifs majeurs exposés en termes très audacieux : protéger la planète, respecter le droit international et faire régner la justice, attribuer une place centrale aux femmes et aux filles, instaurer un climat de confiance, et favoriser les partenariats par l'intensification des échanges avec les nombreux acteurs reconnus comme ayant quelque pouvoir sur les problèmes clés, pour ne citer que les plus évidents.

Le rapport a été établi dans l'optique d'un multilatéralisme inclusif et de la participation de toutes les parties prenantes au développement et au lancement des idées à inclure dans *Notre programme commun* et à soumettre à l'examen des États membres et du public mondial. Il a été nourri par les conclusions d'un large processus qui s'est déroulé en 2020 et tendait à mettre l'ONU à l'écoute du monde par des concertations, des sondages d'opinion et des enquêtes. Ces conclusions ont confirmé, avant même que ne se déclare la pandémie de COVID-19, le besoin impérieux de multilatéralisme et de solutions collectives à des problèmes qui sont communs à tous dans un monde interconnecté. Des concertations avec des groupes spécifiques, à savoir des leaders d'opinion, des jeunes, des représentants de la société civile, dont des parlementaires, et les États membres, ont permis de glaner d'autres idées pour le rapport. Des milliers de personnes ont participé à cet exercice à travers le monde et, pour beaucoup d'entre elles, c'était la toute première fois qu'elles avaient l'occasion de proposer des idées et de dialoguer avec les Nations Unies.

Notre programme commun est donc un rapport historique qui restera longtemps d'actualité. Conçu comme un coup de semonce, son message central est simple : en continuant comme si de rien n'était, nous n'avons pas la garantie que la vie puisse continuer comme si de rien n'était. La pandémie de COVID-19, les changements climatiques, le creusement massif des inégalités et la paralysie qu'entraîne la déstabilisation sont parmi les facteurs annonciateurs d'un scénario de rupture. Si le monde ne change pas de cap, il va devenir de plus en plus inhabitable, affronter des pandémies bien plus graves et sera de plus en plus déstabilisé par les inégalités croissantes, la défiance envers les institutions publiques érodant encore leur capacité à résoudre les problèmes collectivement. Le rapport plaide en faveur d'un virage dans une direction beaucoup plus positive, expliquant que le multilatéralisme et le règlement collectif des problèmes fonctionnent déjà raisonnablement bien lorsque sont réunies la volonté nécessaire, les ressources et la confiance mutuelle. Il parle essentiellement de solidarité, qui n'est pas la charité mais procède d'un intérêt bien compris.

Le rapport regroupe plus de 90 recommandations dans quatre domaines, traités chacun dans un chapitre séparé. Les propositions contenues dans le premier de ces chapitres, concernant la refondation du contrat social par un ancrage dans les droits humains, visent à s'attaquer aux causes du malaise mondial actuel, dont la pauvreté et les inégalités. Fondées sur l'idée que les pays se démènent pour que les liens entre eux subsistent alors qu'à l'intérieur les liens se délitent, elles ont pour objectif de rétablir la confiance du public dans les institutions par un code de conduite mondial qui prône l'intégrité de l'information donnée au public pour lutter contre l'infodémie ; des mesures de lutte contre l'évasion fiscale, les flux financiers illicites et la corruption ; une pensée revigorée sur les droits de l'homme, en particulier sur ces droits en ligne ; la protection sociale universelle, en particulier des soins de santé universels ; l'élimination de la violence envers les femmes et les filles et la reconnaissance des liens incroyablement forts entre cette violence et d'autres formes de violence et entre la misogynie et le terrorisme, le conflit et toutes sortes de problèmes ; la correction de l'angle mort qui subsiste dans la manière dont sont mesurés la prospérité et le progrès économiques ; et la nécessité de compléter le produit intérieur brut par d'autres mesures tenant compte de facteurs tels que le bien-être et la durabilité.

Le deuxième chapitre porte sur les générations futures qu'il faut préserver, selon la promesse faite dans le préambule de la Charte des Nations Unies : 10 milliards d'êtres humains vont naître au cours de ce siècle, pour la plupart en Afrique et en Asie. Les propositions à ce sujet sont axées sur la transformation de l'éducation, de la formation, notamment professionnelle, et de l'apprentissage continu tout au long de la vie, et incluent un appel à un sommet de l'éducation en 2022 et la création d'un bureau des Nations Unies pour la jeunesse qui permettrait de consulter les jeunes, de mieux les écouter et de tenir compte de leurs besoins. D'autres propositions visent les générations futures : il s'agirait notamment d'ouvrir un laboratoire de prospective mettant à profit les capacités accrues en matière de prévision et de modélisation pour évaluer l'impact des décisions sur les générations futures, examiner la prise de décision intergouvernementale et explorer les moyens de tenir compte de cet impact au niveau mondial, peut-être sous la forme d'une déclaration sur les générations futures, et de faire nommer par le Secrétaire général un envoyé spécial pour les générations futures.

Le troisième chapitre plaide pour un renouvellement de la réflexion sur la protection des communs mondiaux et la préservation des biens publics mondiaux. On y trouve des propositions qui revêtent un caractère d'urgence et ont trait à la santé, en lien entre autres avec la pandémie, à la distribution équitable des vaccins, aux pouvoirs dont il faudrait doter l'OMS, et à la préparation aux inévitables pandémies futures. Il comporte aussi des propositions sur les moyens de mieux gérer l'économie mondiale et d'agir plus efficacement sur le climat. Bon nombre des recommandations sont en rapport avec les résultats de la récente Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques – appelée couramment COP26. Parmi elles figure un appel en faveur d'une implication plus large de toutes les parties prenantes dans l'action sur le climat et l'établissement du bilan mondial en 2023, à une intensification des échanges sur la biodiversité et les systèmes alimentaires, et à un redoublement d'efforts pour atteindre l'objectif de zéro émission nette avant 2050.

À plus long terme, le rapport évoque des pistes possibles en vue d'un sommet de l'avenir en 2023, qui serait convoqué pour dégager un nouveau consensus sur le règlement collectif des problèmes. Une de ces pistes passe par l'élaboration d'un nouvel agenda pour la paix à la lumière des changements survenus dans le paysage de la paix et de la sécurité depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies et par l'actualisation de la réflexion et des outils disponibles pour tenir compte d'une foule de réalités nouvelles telles que les risques stratégiques liés au numérique et à un système hybride, les capacités des armements nucléaires, et les liens entre toutes les formes de violence. Sont aussi prônés des concertations multipartites sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, un pacte mondial sur le numérique, et des efforts concertés pour mieux se préparer aux risques majeurs, y compris les menaces imprévues, et mieux les affronter, et la prise en compte des droits et des besoins des générations futures dans le processus décisionnaire. À ces fins, le Secrétaire général propose la création d'un conseil consultatif de haut niveau sur les biens publics mondiaux qui serait dirigé par deux anciens chefs d'État et de gouvernement, pour améliorer la gouvernance de ces biens et des communs mondiaux.

Le dernier chapitre, sur l'adaptation de l'ONU à cette nouvelle ère de défis que décrit le rapport, fait une distinction entre les initiatives qui peuvent être prises au sein du système des Nations Unies et par le Secrétaire général lui-même et celles que les États membres pourraient souhaiter envisager. Parmi les actions systémiques figurent l'exploitation des données, un recours beaucoup plus fréquent aux sciences comportementales, à l'innovation et à tous les outils de prospective disponibles, et les mesures à prendre pour avoir des échanges stratégiques plus nourris avec les parlementaires, les pouvoirs publics locaux et régionaux, la société civile et les organisations régionales. De nombreuses idées sont soumises à l'examen des États membres, notamment celle d'utiliser le Conseil de tutelle comme organe délibératif pour agir au nom des générations futures. Le Secrétaire général est prêt à soutenir les États membres s'ils choisissaient d'engager une réforme d'autres organes de l'ONU, par exemple de rendre le Conseil de sécurité plus représentatif du monde actuel, ou d'élargir la Commission de consolidation de la paix pour lui donner plus de poids. Les États membres devraient aussi mettre davantage à profit les mécanismes des droits de l'homme.

Pour ce qui est des prochaines étapes, l'Assemblée générale a adopté la semaine précédente une résolution par laquelle elle accueille favorablement le rapport, et les consultations ont commencé avec les États membres sur le suivi de ces idées, en particulier celles qui se rapportent à l'action intergouvernementale ou à une possible action nationale que les Nations Unies seraient heureuses de soutenir. Les Nations Unies commencent déjà à mettre en œuvre les 50 recommandations ou plus qui relèvent de leurs mandats et prérogatives actuels et discutent avec les États membres et les autres institutions du système des moyens de les faire avancer sensiblement avant le sommet de l'avenir proposé pour 2023.

Parmi ces recommandations se trouve celle qui concerne l'intensification des échanges systématiques avec d'autres parties prenantes, notamment les parlementaires ; elle s'appuie sur la déclaration faite à l'occasion de la célébration du 75e anniversaire de l'ONU, qui est très claire sur la nécessité de favoriser les partenariats et de donner aux parlementaires un rôle plus systématique dans la prise de décision mondiale. Le Secrétaire général est fermement décidé à étudier les possibilités qui s'offrent de renforcer l'apport parlementaire aux Nations Unies et invite les parlementaires à lui faire part de leurs idées sur les meilleurs moyens de le faire et à mettre à profit le sommet de l'avenir proposé pour conseiller les États membres sur les possibilités qu'ils auraient de faire une place plus grande à cet apport dans la prise de décision intergouvernementale. Le rôle des parlementaires dans la mise en pratique des idées exposées dans *Notre programme commun* ne se réduira pas à la contribution qu'ils peuvent apporter au niveau intergouvernemental à New York mais se jouera le plus souvent sur la scène locale et

nationale où ils concourront à refonder le contrat social, à rétablir la confiance du public dans les institutions et les informations reçues, veilleront à ce que les générations suivantes ne soient pas oubliées dans la prise de décision et tiendront les promesses faites au niveau mondial dans leur action législative et réglementaire, budgétaire ou de contrôle. En bref, l'ensemble des idées présentées dans le rapport implique une mise à contribution des parlementaires.

Mme J. Oduol (Kenya), exprimant sa vive gratitude à Mme Griffin et notant la nécessité de reconstruire en mieux après la pandémie pour la santé et la sécurité de tous, constate que le rapport a ceci de positif qu'il indique quelles actions les parlementaires devraient entreprendre au niveau non seulement multilatéral mais aussi national en qualité de médiateurs entre les institutions publiques et les diverses populations qu'ils représentent – y compris les générations futures – et qui attendent d'eux des preuves qu'ils agissent dans leurs intérêts. Le Parlement kényan reste attaché à ce rôle de médiateur, ainsi qu'à ses fonctions de législateur et de contrôle, et est particulièrement impatient de voir les jeunes, qui sont l'avenir, occuper le devant de la scène. Il espère pouvoir gérer la bureaucratie qui parfois fait obstacle à ses aspirations.

Mme M. Griffin (Conseillère politique au Cabinet du Secrétaire général de l'ONU) dit qu'elle se réjouit de travailler avec les parlementaires et leurs pays à New York et trouve gratifiant d'apprendre que tant d'idées contenues dans le rapport touchent une corde sensible, en particulier celles qui ont trait aux jeunes et à l'importance de tenir compte de leurs droits et de leurs besoins – ainsi que de ceux des générations futures – dans la prise de décision nationale et mondiale. Elle espère qu'un jour ce rapport apparaîtra comme un tournant à partir duquel l'ONU s'est montrée désireuse et capable d'entendre et de respecter la voix des jeunes.

M. M. Garoyian (Chypre) dit que la pandémie de COVID-19 et ses graves répercussions ne sont pas une excuse pour baisser les bras devant les Objectifs de développement durable (ODD). Il faut au contraire redoubler d'efforts pour les atteindre, par solidarité avec ceux qui sont le plus touchés par les problèmes actuels. Mobilisés par les 12 engagements qui constituent *Notre programme commun*, les Parlements membres de l'UIP, qui approuvent les budgets, demandent des comptes aux gouvernements et sont le trait d'union entre eux et les peuples, ont un rôle important à jouer dans la reconstruction du monde après la crise de la pandémie et dans la réorientation du système vers des économies plus inclusives, des sociétés plus résilientes, plus justes et moins inégalitaires, une meilleure coopération numérique et une participation plus efficace des jeunes. Vu l'interdépendance de tous dans le monde actuel, amplement démontrée par la pandémie, celui-ci a besoin avant tout d'un multilatéralisme plus fort, plus inclusif et plus efficace qui soit encadré par les Nations Unies, et les parlements doivent témoigner de leur ferme volonté de hâter son avènement afin d'assurer à tous, y compris aux générations à venir, un avenir meilleur, plus vert et plus pacifique.

M. M. Agha Tehrani (République islamique d'Iran) dit que le rapport du Secrétaire général énonce des concepts nouveaux et des propositions qui méritent d'être examinés de près et discutés en profondeur. Pour construire l'avenir, il est important de retenir les engagements passés et de concentrer en même temps son attention sur les menaces qui pèsent sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales et sur la réalisation de la coopération internationale dans les domaines économique et social qui, avec la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, sont parmi les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Si de nombreux principes, objectifs et valeurs mondiaux ont évolué au cours des 75 dernières années, la souveraineté des États reste l'une des bases les plus solides de l'ordre mondial actuel. C'est un principe fondamental que doit respecter *Notre programme commun,* lequel devrait aussi s'attaquer aux injustices omniprésentes qui sont causes du sous-développement et de conflits dans le monde actuel. Son pays étudie avec soin le rapport et ses recommandations et les examine sous divers angles.

Mme D. Kumari (Inde) dit que les nombreuses propositions d'action contenues dans *Notre programme commun* vont dans le sens des ODD et sont conçues pour en hâter la réalisation. Son pays a progressé régulièrement dans cette voie, et fait des avancées sur le plan du développement socio-économique et de l'environnement par rapport à l'année précédente. Il y a lieu de féliciter le Secrétaire général des propositions, des idées et de la vision que contient son rapport, notamment de la place qu'il accorde aux changements climatiques. L'Inde est le seul pays du G20 à être en bonne voie pour atteindre ses objectifs au titre de l'Accord de Paris. Bien qu'il soit très complet, le

rapport aurait peut-être pu accorder plus d'importance au terrorisme comme menace pour la paix et la sécurité internationales et comme obstacle majeur à l'exécution du programme commun. Elle espère que les initiatives proposées dans le rapport seront revues et finalisées par les États, comme l'ont été les ODD – ce qui leur donne un avantage sur les Objectifs du Millénaire pour le développement – pour qu'elles soient vraiment communes à tous et que tous se les approprient.

M. M. Almheri (Émirats arabes unis) dit que le rapport du Secrétaire général met en avant la valeur des êtres humains et de la Terre et l'impératif prioritaire de les protéger et de les défendre. Avec une gouvernance rationnelle et des institutions fortes, il est possible, par une action collective et solidaire, de transformer des défis mondiaux et transnationaux en grandes chances. Son pays a été parmi les premiers à soutenir des initiatives humanitaires pendant la pandémie ; il a réaffirmé son engagement à la COP26, offert d'accueillir la COP28 en 2023, et entend être le premier de la région à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Sa Division parlementaire tient pour centrales les questions de coexistence, de tolérance, de lutte contre la discrimination, la violence et la haine dans l'élaboration des politiques ; l'autonomisation des femmes et des jeunes dans tous les domaines ; et la place de la technologie moderne et de l'intelligence artificielle dans le programme commun. Il aimerait savoir comment les parlements, en coopération avec les Nations Unies, pourraient contribuer à un travail législatif qui anticipe les développements et les crises au lieu d'être réactif.

M. V. Tsvangirai (Zimbabwe), parlant de l'amélioration de la coopération numérique, suggère la mise en place d'un comité ou d'une commission qui étudie le potentiel des monnaies virtuelles et leur officialisation, laquelle aurait au moins l'avantage de réduire la corruption financière. Passant à un autre sujet, il note que la pandémie et la distribution des vaccins servent de leçon sur le comportement à adopter pour ne laisser aucun pays de côté. Cette leçon devrait être mise à profit à l'avenir, surtout s'il s'agit de reconstruire en mieux et en plus vert. Il est très sensible à l'idée d'associer les jeunes à la prise de décision car il est lui-même jeune et vient d'un continent où les jeunes constituent la majorité de la population. Un peu partout dans le monde, de jeunes activistes font des progrès marquants sur les questions mondiales, y compris les changements climatiques et les droits des femmes. Ils ne sauraient être exclus de la politique mondiale. Comme l'a montré la pandémie, des visions apocalyptiques peuvent devenir rapidement réalité, et c'est ce qui se produira si le contenu de *Notre programme commun* n'est pas pris au sérieux.

Mme G. Hooper (Royaume-Uni) dit que la pandémie et les changements climatiques ont fait prendre plus largement conscience de l'interdépendance de tous dans le village planétaire. La généralisation de l'accès à la technologie et aux moyens de communication et le recours fréquent aux réunions en ligne multiplient les occasions de coopération culturelle. La COP26, accueillie à Glasgow par son pays, la journée parlementaire organisée par le Groupe interparlementaire britannique et les autorités italiennes pour mobiliser les parlementaires en vue de la conférence, et la coopération à laquelle donne lieu la pandémie sont autant d'exemples d'un programme commun. Il serait utile d'avoir des informations sur les mesures prises face aux migrations comme problème mondial causé par des trafiquants d'êtres humains. Les parlementaires ont besoin d'être tenus informés des actions entreprises par les Nations Unies dans les 12 secteurs couverts par *Notre programme commun*. Au Parlement britannique, des groupes parlementaires réunissant des membres de tous les partis travaillent en profondeur sur des sujets tels que les ODD, le désarmement multilatéral, et les affaires des Nations Unies et aident à cerner les problèmes et à suivre leur évolution.

M. J. Razarindriatsara (Madagascar) dit que le rapport du Secrétaire général souligne l'importance de la coopération entre les Nations Unies et les parlements dans le cadre multilatéral. On ne peut pas aller vers plus d'équité, de durabilité et de paix sans les populations. En tant que représentants de la population mondiale, les parlementaires doivent travailler en liaison étroite avec les Nations Unies et, de leur côté, les peuples qu'ils représentent doivent être tenus informés des efforts de paix.

Mme C.I. López Castro (Mexique) dit que la pandémie a fait ressortir le contraste entre les pays développés et les pays en développement, surtout ceux d'Afrique qui n'ont pas suffisamment accès aux vaccins contre la COVID-19. Il faut engager instamment les Nations Unies et les pays développés à venir en aide aux pays, principalement d'Afrique, qui sont durement touchés par la COVID-19, en leur faisant don sans délai de stocks de vaccins, sinon il y aura de nouvelles vagues de COVID-19 et de nouveaux morts.

Mme F. Ilimi (Algérie) constate que la coopération bilatérale et multilatérale est maintenant axée sur la recherche de solutions à la crise pandémique. Cette épreuve commune à tous a fait naître une solidarité nouvelle, une riposte collective et des mécanismes innovants tels que COVAX. L'Algérie a participé à cette riposte en contribuant au Fonds d'affectation spéciale de réponse et de relèvement créé par le Secrétaire général de l'ONU et au Fonds d'intervention COVID-19 de l'Union africaine. Elle a aussi bénéficié de l'aide de COVAX sous la forme de 5 millions de doses de vaccin et d'autres types d'assistance, médicale entre autres, de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique. L'Algérie vient en aide aux pays voisins, notamment à la Mauritanie et à la Tunisie, et à des pays du Sahel comme le Mali et le Niger, leur apportant une assistance humanitaire et médicale. Épaulée par la Chine, elle a commencé récemment à fabriquer des vaccins. Les parlementaires doivent établir une stratégie pour combattre la pandémie et prévenir de nouvelles vagues d'infection qui pourraient compromettre la reprise économique mondiale.

Mme M. Griffin (Conseillère politique au Cabinet du Secrétaire général de l'ONU), répondant aux commentaires, dit qu'elle sait gré à ceux qui ont évoqué les ODD et ainsi attiré son attention sur l'omission flagrante qu'elle a faite en ne les mentionnant pas dans sa présentation et en n'expliquant pas que le rapport du Secrétaire général s'appuie sur les ODD, va dans le même sens qu'eux et cherche à en généraliser et à en accélérer la mise en œuvre et certainement pas à en détourner l'attention. Toutes les idées contenues dans le rapport ont été calquées sur les ODD et leurs cibles, et révèlent de très importants chevauchements entre les deux.

Pour répondre au souci de non-ingérence dans les affaires intérieures, elle précise que bon nombre des idées figurant dans le rapport sont là pour que les pays les envisagent avec le contexte national à l'esprit. Le Secrétaire général ne souhaite nullement imposer ces idées, mais simplement les livrer à leur réflexion collective, qu'il juge nécessaire dans le contexte mondial de pandémie. Les Nations Unies sont prêtes à soutenir les pays qui souhaiteraient avancer sur l'une ou l'autre d'entre elles. Le rapport contient en outre beaucoup d'idées qui s'adressent aux organisations intergouvernementales et aux décideurs mondiaux.

Il est pris bonne note de la remarque sur le terrorisme. Un rapport tel que *Notre programme commun* est forcément un peu sélectif mais il sera tenu pleinement compte du terrorisme dans le travail sur le nouvel agenda pour la paix proposé et dans d'autres suites à donner à ce rapport. La remarque sur l'appropriation des ODD est elle aussi bien notée ; il faut effectivement y veiller et les Nations Unies ont déjà engagé de sérieuses concertations avec les États membres sur le suivi du rapport et attendent avec impatience de travailler avec eux dans ce contexte. Quant à la manière dont les parlementaires pourraient contribuer au travail législatif sur ces questions, les Nations Unies se réjouissent aussi de poursuivre leur dialogue direct avec l'UIP, ses Membres et leurs gouvernements pour explorer des idées, dont certaines de celles qui ont été exprimées pendant ce débat. La proposition faite à propos des monnaies virtuelles, par exemple, sera examinée de plus près et elle est bien notée, de même que celle qui concerne les leçons à tirer de la distribution des vaccins pour que personne ne soit laissé de côté. Le Secrétaire général a été parmi les premiers à plaider pour une distribution équitable des vaccins – et reste l'un de ses défenseurs les plus fervents et cohérents – et contre la monopolisation des vaccins par les pays riches alors que d'autres pays ne sont même pas en mesure de vacciner les groupes les plus vulnérables, avec les conséquences contre lesquelles l'OMS et lui-même mettaient en garde et que l'on subit maintenant.

Elle convient que les réunions en ligne ont beaucoup d'avantages : sans visioconférence, par exemple, elle ne serait pas en mesure de participer au débat actuel. L'ONU espère vivement que les avatars futurs du multilatéralisme mettront à profit tous les moyens technologiques qui, notamment pendant la pandémie, ont encouragé différentes formes de travail et de consultation et permis d'atteindre des publics qui ne l'avaient jamais été auparavant et qui ont pu de la sorte participer pour la première fois à des concertations. L'Organisation espère que les échanges virtuels resteront acquis même lors d'un retour à la normale après la pandémie. Ceux qui ont préparé le rapport du Secrétaire général ont tout mis en œuvre – et continueront à le faire dans le suivi – pour que les consultations numériques et les outils en ligne servent à faire reculer l'exclusion et à amener le plus grand nombre à se faire entendre. S'agissant des migrations, autre remarque dont l'intervenante prend bonne note, le rapport ne manque pas de renvoyer au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et au Pacte mondial sur les réfugiés ; l'ONU engage instamment les gouvernements à continuer de les mettre en œuvre car ce sont les instruments les plus importants sur ces sujets.

En ce qui concerne les déplacements en période de pandémie, elle donne lecture d'un communiqué de presse publié par hasard quelques minutes plus tôt par le Secrétaire général sur les restrictions liées à la COVID-19, que l'on peut trouver à l'adresse suivante : https://www.un.org/press/fr/2021/sgsm21047.doc.htm.

Elle remercie tous ceux qui, par leurs contributions, ont alimenté les deux fonds de riposte à la COVID-19 et qui reconnaissent l'aide apportée par le mécanisme COVAX. Le Secrétaire général tente dans son rapport d'indiquer dans quels secteurs le multilatéralisme fonctionne mieux que l'on se l'imagine. Elle espère que les parlementaires seront parmi ceux qui rappelleront aux populations que beaucoup de choses fonctionnent bien et que, malgré la malheureuse inégalité constatée dans la riposte à la COVID-19 et le regrettable manque de solidarité mondiale à ce sujet, il y a eu aussi des miracles, par exemple dans le domaine scientifique et l'entraide des populations. Si la COVID-19 s'était déclarée dix ans plus tôt, sans les organismes et les technologies qui existent à ce jour, il aurait fallu beaucoup plus de temps pour mettre au point des vaccins efficaces et les distribuer et il y aurait eu des millions de morts supplémentaires. S'il reste un long chemin à parcourir pour améliorer la riposte multilatérale aux problèmes mondiaux communs, beaucoup de choses fonctionnent et les leçons que l'on ne cesse de tirer ne peuvent que conduire à des progrès. Le message important à retenir du rapport est celui-ci : avec la volonté, la confiance mutuelle et la solidarité nécessaires, on peut déjà accomplir beaucoup ensemble en écoutant la science et en se servant des outils disponibles pour relever les défis.

Le Président, notant que le communiqué de presse du Secrétaire général arrive à point nommé étant donné le sujet du point d'urgence examiné par l'Assemblée, adresse ses remerciements à Mme Griffin pour sa très instructive présentation.

Élections

a) Élections visant à pourvoir les postes vacants du Bureau

Le Président dit que les candidatures reçues pour pourvoir les postes vacants au Bureau sont, pour le Groupe arabe, celle de M. A. Almutairi du Koweït, pour le Groupe Eurasie, celles de Mme H. Tigranyan d'Arménie et de Mme E. Qatrawi de Moldova, pour le Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes, celle de Mme C. López Castro du Mexique et, pour le Groupe des Douze Plus, celle de Mme E. Lindh de Suède. Il considère que la Commission souhaite élire ces candidats au Bureau.

Il en est ainsi décidé.

b) Élection du Président et du Vice-Président de la Commission

Le Président annonce que, conformément au système de rotation entre les groupes géopolitiques convenu pour la désignation des présidents et vice-présidents des Commissions permanentes, Mme S. Abdi Noor du Kenya, pour le Groupe africain, et M. L. Wehrli de Suisse, pour le Groupe des Douze Plus, ont été choisis pour occuper les postes de Présidente et de Vice-Président pour une durée de deux ans.

Mme C. López Castro (Mexique), appuyée par **M. E. Bustamante Donayre** (Pérou), dit que les candidats briguant la présidence devraient être présents et que, la candidate kényane étant absente, elle n'en soutiendra pas la candidature et se propose comme candidate à sa place.

Le Président répond que la candidate proposée a été choisie conformément à la procédure établie et qu'il n'est pas obligatoire que les candidats soient présents. En l'occurrence, la candidate kényane est absente en raison d'un décès dans sa famille, ce dont il faut tenir compte en plus de la pandémie actuelle.

M. V. Tsvangirai (Zimbabwe), confirmant que le Groupe africain a été informé de ce décès lors sa dernière réunion, dit que les représentants kényans ont demandé à être excusés parce qu'ils étaient engagés par ailleurs. Sans cet engagement, ils auraient assisté à la présente séance.

Mme C.I. López Castro (Mexique) dit que, l'Afrique ayant besoin de soutien et de coopération dans sa lutte pour accéder aux vaccins contre la COVID-19, il n'est que juste qu'un ou une représentant(e) d'Afrique soit choisi(e) pour assumer la présidence de la Commission. Il est important, cependant, que ce représentant soit présent aux réunions de la Commission.

Le Président, soulignant l'importance de la solidarité et de la bonne entente et notant aussi que le règlement en l'espèce est parfaitement clair, dit qu'il considère que la Commission souhaite élire les candidats proposés pour les postes de Présidente et de Vice-Président.

Il en est ainsi décidé.

Divers

Mme B. Brenner (Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès des Nations Unies et des autres organisations internationales à Vienne) prend la parole à l'invitation du Président pour se présenter, elle et son travail. Elle explique qu'elle est la nouvelle représentante de l'UIP auprès des Nations Unies à Vienne, où sont regroupées des organisations compétentes sur des sujets relevant du mandat de la Commission tels que le désarmement, l'énergie et les sauvegardes nucléaires, la criminalité et la corruption. Son bureau travaille à renforcer l'impact de l'UIP dans le milieu des Nations Unies, notamment en contribuant aux échanges entre l'UIP et l'ONU sur tous les sujets, et se tient à la disposition des Membres de l'UIP.

M. V. Tsvangirai (Zimbabwe) dit qu'il aimerait en savoir plus sur la manière dont les parlements pourraient aider, en liaison avec les Nations Unies, à raccourcir les délais entre la signature d'un traité et sa ratification, qui retardent aussi l'incorporation des traités dans la législation nationale.

Mme B. Brenner (Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès des Nations Unies et des autres organisations internationales à Vienne) observe que la question fait écho au désir de l'UIP de renforcer la coopération avec les Nations Unies à de telles fins, mais aussi pour garantir l'apport, à un stade précoce, d'une contribution parlementaire aux travaux des Nations Unies et informer les parlements des activités, notamment des négociations auxquelles leurs gouvernements participent. Les parlements peuvent alors infléchir les travaux en temps utile et y contribuer, ce qui est conforme à leur mission démocratique, plutôt que de réagir après coup.

Mme P. Torsney (Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès des Nations Unies à New York) dit que le Bureau de l'UIP à New York a depuis de longues années l'habitude d'alerter les parlements aux activités des Nations Unies et de favoriser la participation de parlementaires aux négociations de l'ONU, notamment en les faisant venir à New York. Le Bureau est toujours désireux d'entrer en contact avec des parlementaires qui, par leurs connaissances d'experts dans un domaine donné, peuvent s'impliquer à fond dans ces activités et négociations et apporter une contribution de fond. Elle encourage les parlementaires à consulter la page événements du site Internet de l'UIP et à demander à faire partie des délégations assistant aux événements mentionnés. Le Bureau de New York restera fidèle à cette pratique et se réjouit à la perspective de travailler avec les Membres.

Le Président, après un échange de politesses, déclare close la séance.

La séance est levée à 18 heures.

Forum des femmes parlementaires

SÉANCE DU VENDREDI 26 NOVEMBRE

(Matin)

La séance est ouverte à 10 h 30 sous la conduite de Mme L. Vasylenko (Ukraine), Présidente du Bureau des femmes parlementaires.

Ouverture de la session

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires ouvre la session et remercie le Parlement espagnol d'avoir organisé une rencontre en présentiel en dépit des événements. La 143e Assemblée de l'UIP est une excellente occasion de placer l'égalité entre les sexes au cœur des priorités de l'ensemble des parlements. Le Forum s'articulera autour du thème de l'Assemblée : *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie.* La polarisation accrue a débouché sur une culture de haine et d'intolérance. La pandémie de COVID-19 a accentué les inégalités, les divisions et la violence en ligne. Il est donc urgent de renforcer les démocraties et de reconstruire en mieux. Une dimension de genre s'avère nécessaire pour comprendre comment renforcer la confiance, favoriser les échanges entre les citoyens et les institutions et rendre les parlements plus inclusifs en favorisant la participation des femmes et d'autres groupes sous-représentés de la société. La pandémie a mis en lumière l'importance pour les véritables démocraties de répondre aux besoins pressants et divers de la société. Malgré ce contexte difficile, le Forum des femmes parlementaires poursuit l'action parlementaire sensible au genre menée sur de multiples fronts, qui a incité les parlementaires du monde entier à agir en faveur de l'égalité des sexes malgré le contexte de la pandémie.

Élection de la Présidente de la 32e session du Forum des femmes parlementaires

(FEM/32/1-Inf.1)

Conformément à la recommandation de Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis) et de Mme E. Anyakun (Ouganda), Mme M. Batet Lamaña, Présidente du Congrès des députés (Espagne) est élue par acclamation à la présidence de la 32e session du Forum des femmes parlementaires.

Allocution de bienvenue

La Présidente du Forum déclare que la présence normalisée des femmes dans tous les domaines de la vie publique et le processus de prise de décision est essentielle pour intégrer une perspective de genre dans l'action publique. Le nombre croissant de femmes présidentes de parlement démontre l'engagement grandissant en faveur de l'égalité des sexes. Le Forum a considérablement progressé dans sa lutte pour augmenter le nombre de femmes parlementaires ; il joue un rôle moteur en matière de sensibilisation et de renforcement des synergies, et pour porter l'égalité hommes-femmes à l'attention des parlements, non seulement en termes d'égalité dans la représentation mais aussi pour ce qui est de l'élimination de la violence fondée sur le sexe. Les parlements doivent mettre en place des cadres législatifs destinés à renforcer la protection des femmes, pour non seulement mettre un terme à la discrimination *de jure*, mais également éliminer effectivement la discrimination dans toutes les couches de la société. L'égalité devant la loi permettra de prendre des mesures pour veiller à ce que l'égalité soit respectée dans la sphère privée et, le cas échéant, pour obtenir réparation. Il faut éradiquer les violences faites aux femmes car elles constituent une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui menace le développement social et démocratique des États.

Le thème de la 143e Assemblée de l'UIP, *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie*, reconnaît que les inégalités mettent en péril les processus démocratiques. Les efforts visant à supprimer les discriminations invisibles exigent un travail constant et une coopération continue. Toutes les mesures et initiatives destinées à promouvoir l'égalité des sexes doivent être renforcées. De constants efforts de coopération seront essentiels. Le Gouvernement espagnol s'engage à garantir la liberté et l'égalité de tous les citoyens. À cet égard, l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes est une priorité absolue.

Le Président de l'UIP dit qu'il tient à remercier le Gouvernement et le Parlement espagnols pour leur ferme conviction de l'importance du dialogue interparlementaire, qui étaye leurs efforts pour organiser une Assemblée de l'UIP en présentiel en cette période de défis sans précédent. Le Gouvernement espagnol a également démontré son engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion. La démocratie ouverte ne peut exister sans parité au Parlement. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes figurent au premier rang des priorités de l'UIP. Le Forum des femmes parlementaires aide à faire en sorte que les perspectives des femmes soient prises en compte dans tous les aspects du travail de l'UIP. En 2021, portée par le Forum, l'UIP a continué de promouvoir l'égalité entre les sexes, à travers notamment les délibérations interparlementaires afin de mobiliser une reprise post-COVID-19 sensible au genre. Lors du Forum Génération Égalité, l'UIP a recommandé de placer la parité dans la prise de décisions politiques au cœur des actions en faveur de l'égalité des sexes. L'UIP a également organisé un fructueux Sommet des présidentes de parlement à Vienne, et soutient la coopération interparlementaire en faveur de l'autonomisation des femmes au niveau régional.

L'UIP fait valoir l'égalité entre les sexes dans la vie politique ; le leadership inclusif renforce la gouvernance et améliore les résultats. Il convient le cas échéant d'appliquer des mesures novatrices, comme des quotas. Les parlements sensibles au genre doivent être ouverts non seulement à la participation des femmes mais également à leur influence et à leur leadership. Les obstacles à la participation des femmes doivent être levés, notamment la discrimination fondée sur le sexe, le sexisme et la violence à l'égard des femmes en politique. La récente étude régionale de l'UIP et de l'Union parlementaire africaine sur les parlements d'Afrique a fourni de nouvelles informations factuelles sur la persistance des actes de violence à l'égard des femmes dans les instances législatives, auxquels il convient de mettre un terme.

Les cadres législatifs ne doivent pas discriminer les femmes mais doivent tenir compte de l'égalité entre les sexes. Aujourd'hui plus que jamais, les hommes et les femmes doivent pouvoir jouir sur un pied d'égalité de garanties prévues par la loi plus efficaces pour leur permettre d'exprimer pleinement leur potentiel. Il faut renforcer le contrôle parlementaire. La réunion du Forum doit être l'occasion de partager des connaissances et des enseignements tirés, et d'accroître la responsabilité des femmes et des filles. L'égalité des sexes doit être intégrée dans les programmes d'enseignement ; l'éducation est la clé de l'apprentissage et du changement durable. 2021 a montré la nécessité d'édifier des sociétés meilleures, plus fortes et plus résilientes. Les parlementaires peuvent contribuer à faire changer les choses. L'égalité des sexes exige une étroite coopération. Les hommes doivent se joindre à la lutte pour l'égalité des sexes ; ce n'est qu'en agissant ensemble que l'on pourra bâtir une société meilleure et plus équitable.

M. P. Sánchez (Premier Ministre espagnol) souligne que la 143e Assemblée offrira une excellente occasion de tisser des liens pour mener des actions communes sur une multitude de questions, s'agissant notamment d'optimiser la reprise post-COVID-19, de lutter contre les changements climatiques, de remédier aux inégalités et de combattre l'érosion de la confiance au sein des institutions démocratiques. Afin d'asseoir la démocratie, les parlements eux-mêmes doivent être renforcés pour s'assurer qu'ils sont inclusifs, novateurs, représentatifs et capables de soutenir les collectivités. Le thème de l'Assemblée est donc particulièrement important et la Déclaration de Madrid, qui doit être adoptée au terme des délibérations, énoncera clairement l'engagement pris pour surmonter les obstacles politiques et dégager un consensus, réduire la polarisation, éliminer les appels à la haine et rapprocher les institutions démocratiques des citoyens. Le dialogue et la coopération sont essentiels pour relever les grands défis auxquels l'humanité est confrontée. À défaut, la polarisation continuera de mettre en péril les démocraties.

La méfiance s'installe et le manque d'empathie pour les différences s'accroît, dans la mesure où les citoyens ont le sentiment d'être de plus en plus exclus des institutions démocratiques. Le Forum des femmes parlementaires a un rôle essentiel à jouer pour relever ces défis ; assurer la représentation des femmes dans la vie politique est l'un des meilleurs moyens de réduire la polarisation et de promouvoir le dialogue et le compromis. En Espagne, tout est mis en œuvre, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19, pour renforcer l'engagement politique en faveur de l'égalité, dans le cadre d'un processus inclusif et coordonné impliquant les autorités locales.

Instaurer la parité au parlement représente un défi. L'Espagne dispose du parlement le plus égalitaire de l'Union européenne, avec 46 pour cent de sièges occupés par des femmes. Au sein de l'exécutif, 63 pour cent des ministres sont des femmes. La composition des bras législatif et exécutif du pouvoir en Espagne a fortement évolué en l'espace de 40 ans. La parité entre hommes

et femmes doit être assurée dans tous les aspects de la vie. L'un des grands pas en avant pour garantir la représentation des femmes en politique a été l'adoption, en 2007, de la loi sur la parité, qui a rendu obligatoire au plan juridique l'égale représentation des femmes et des hommes au parlement et poussé les partis politiques à renforcer leur engagement en veillant à ce que pour chaque candidat masculin sur les listes électorales, une candidate féminine soit également mise en avant. La loi a également introduit l'égalité des sexes dans d'autres domaines, notamment la magistrature et les postes de responsabilité dans les grands ministères, comme la santé, le travail et les finances. Les premier, deuxième et troisième Vice-premiers ministres espagnols sont des femmes. Les Ministres de la justice, des finances, de l'industrie et de la défense également. L'égalité des sexes est donc dans l'ADN du Gouvernement espagnol, et fait partie intégrante de toutes les politiques publiques. Le rang qu'occupe l'Espagne dans l'Indice d'égalité de genre s'est nettement amélioré ces dernières années. Pourtant, il est toujours possible bien entendu de faire plus.

En Espagne, les mesures prises par le Gouvernement et la société civile ont permis d'améliorer l'implication des femmes dans les institutions publiques et les entreprises privées. Les fonds en nette augmentation qui ont été alloués au Ministère de l'égalité ont contribué à l'élaboration de nouvelles politiques d'égalité entre les sexes, notamment sur la prévention de la violence à l'égard des femmes. La nouvelle loi sur l'éducation qui a été promulguée prévoit une dimension de genre dans l'enseignement, pour intégrer l'égalité des sexes dans tous les aspects de l'éducation et du développement de l'enfant, mais aussi promouvoir la tolérance et la diversité, sensibiliser à la violence fondée sur le sexe et veiller à ce que le genre soit systématiquement pris en compte dans tous les sujets. L'enfance et l'adolescence font l'objet d'une attention particulière, notamment afin de protéger les jeunes contre la violence et les mauvais traitements, surtout en ligne. La loi sur la protection des enfants qui a été promulguée réprime l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, et contient des dispositions sur la réadaptation des victimes et la familiarisation des enfants à la sécurité en ligne. Une feuille de route des droits numériques, la première du genre, a été approuvée, et une nouvelle loi renforçant les sanctions contre les auteurs de crimes sexuels à l'encontre des mineurs a été promulguée.

Tout le travail et les progrès accomplis doivent être protégés ; l'égalité des sexes ne peut jamais être considérée comme acquise. À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les parlementaires espagnols ont pris l'engagement de mettre de côté leurs allégeances politiques afin d'œuvrer ensemble pour prendre des décisions plus fermes et allouer davantage de fonds pour veiller à l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Adoption de l'ordre du jour

(FEM/32/A.1)

L'ordre du jour est adopté.

Activités récentes relatives à l'égalité des sexes

a) Rapport du Bureau des femmes parlementaires

Mme M. Baba Moussa Soumanou (Bénin), rapporteure du Bureau des femmes parlementaires, présente le rapport sur les travaux du Bureau, qui s'est réuni en mars et en mai 2021. Le Bureau a renouvelé la moitié de ses membres et élu Mme L. Vasylenko (Ukraine) au poste de Présidente et Mme H. Ramzy Fayez (Bahreïn) au poste de première Vice-Présidente. Le Forum a approuvé ces nominations lors de sa 31e session. Mme W. Andrade Muñoz (Équateur) a été nommée deuxième Vice-présidente. Le Forum sera appelé à approuver cette nomination au cours de la présente session.

Le Bureau s'est réuni en visioconférence afin de définir sa vision et de planifier son travail pour les mois à venir. Compte tenu de l'impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les femmes et les filles, et des défis supplémentaires posés par l'égalité entre les sexes, le Bureau s'est engagé à multiplier les initiatives destinées à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, et à accélérer les progrès au sein et par l'entremise du Parlement. À cette fin, des actions transformatives mises en place par des parlements nationaux ont été identifiées pour : légiférer en faveur de l'égalité des sexes et lever tout obstacle juridique aux droits des femmes et des filles ; renforcer l'implication et le leadership des femmes dans l'action climatique et l'atténuation des changements climatiques ; parvenir à l'égalité entre les sexes au parlement et

promouvoir la participation de divers groupes de femmes au processus décisionnel ; et éliminer la violence fondée sur le sexe à l'encontre des femmes et des filles, en vue de mettre fin au sexisme, au harcèlement et à la violence à l'égard des femmes au parlement et dans la vie politique.

La vision et les domaines d'activité prioritaires du Bureau s'alignent sur les actions mises en évidence par le Forum Génération Égalité. L'UIP codirige la Coalition d'action de Génération Égalité consacrée aux mouvements et au leadership féministes, qui adhère à la vision de l'UIP de conduire un plan d'action féministe à travers la parité hommes-femmes dans la prise de décision et des processus sensibles au genre et inclusifs. Le Bureau espère que tous les Parlements membres de l'UIP donneront corps à cette vision. Le Bureau a également réfléchi à la manière d'associer davantage les hommes à l'action engagée en faveur de l'égalité des sexes. Dans le cadre de la 143e Assemblée de l'UIP, un débat sur la parité aura lieu le 29 novembre, sur le thème *Les hommes et les femmes parlementaires s'impliquent-ils dans une égale mesure en faveur de l'égalité des sexes ?* Le débat ne peut avoir lieu sans les hommes. Il est essentiel de comprendre comment motiver et soutenir l'engagement des hommes en faveur de l'égalité des sexes. Elle exhorte l'ensemble des membres du Forum à y prendre part et à encourager leurs homologues masculins à en faire de même.

Mme M. Batet Lamaña, Présidente de la 32e session du Forum des femmes parlementaires, prend la présidence.

b) Rapport du Groupe du partenariat entre hommes et femmes

Mme A.D. Mergane Kanouté (Sénégal), Vice-Présidente du Comité exécutif de l'UIP, indique que le Groupe du partenariat entre hommes et femmes se compose des membres suivants : Mme L. Vasylenko (Ukraine), Présidente du Bureau des femmes parlementaires ; M. A.R. Al Nuaimi (Émirats arabes unis) ; M. A. Saidov (Ouzbékistan) et elle-même. Il se réunira le 29 novembre 2021 pour examiner la participation des femmes et l'intégration de la dimension de genre dans la 143e Assemblée de l'UIP, ses organes décisionnaires et les délégations nationales. Lors de la 141e Assemblée de l'UIP, le Groupe du partenariat entre hommes et femmes a proposé des amendements aux Statuts et Règlements de l'UIP, qui a renforcé les sanctions à l'encontre des délégations qui ne respectent pas les lignes directrices sur la parité hommes-femmes. Depuis l'adoption de ces amendements, la représentation des femmes dans les délégations nationales aux Assemblées de l'UIP a augmenté.

Lors de la 142e Assemblée virtuelle de l'UIP en mai 2021, les femmes ont représenté 38 pour cent des participants, plus forte proportion jamais enregistrée auparavant. À la présente Assemblée, 37,7 pour cent des délégués inscrits sont des femmes. Bien que la situation se soit globalement améliorée, il reste encore beaucoup à faire. Sur les 11 délégations non mixtes de deux personnes ou plus inscrites à la présente Assemblée, 10 seulement sont des hommes. En ce qui concerne l'environnement de travail, lors de la 141e Assemblée de L'UIP à Belgrade, le Groupe a lancé un processus visant à élaborer un cadre pour prévenir et éliminer le sexisme et le harcèlement lors des Assemblées et autres réunions de l'UIP. Aucune organisation n'est à l'abri de discriminations et de violences fondées sur le sexe. L'UIP doit montrer l'exemple. Le Groupe du partenariat entre hommes et femmes appelle tous les parlements à coopérer sur les questions de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La volonté politique est une condition préalable pour parvenir à la parité.

c) Informations sur les activités récentes de l'UIP en matière d'égalités des sexes
13e Sommet des présidentes de parlement
(FEM/32/4c)-Inf.1)

Mme P. Maharani (Indonésie) annonce que le 13e Sommet des présidentes de parlement, organisé par l'UIP, le Parlement autrichien et les Nations Unies à l'occasion de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement, s'est tenu le 6 septembre 2021 à Vienne (Autriche). 155 participantes au total, dont 26 présidentes de parlement, y ont pris part. Le thème du Sommet, *Les femmes au cœur de l'action : de la lutte contre la pandémie à la sauvegarde des acquis durant une reprise tenant compte de la dimension de genre*, a permis aux présidentes de réfléchir à la manière dont les effets de la pandémie de COVID-19 ont aggravé les inégalités existantes. Les présidentes ont débattu du rôle central occupé par les femmes pendant la pandémie et de la manière dont la reprise post-pandémie pourrait faire avancer l'égalité hommes-femmes.

Le Sommet s'est articulé autour de deux volets. Au cours du premier volet, *Les femmes en période de pandémie : hommage aux héroïnes du quotidien*, les participantes ont appris que durant la phase d'intervention contre la pandémie, 70 pour cent des professionnels de santé étaient des femmes. Des femmes scientifiques, docteurs et infirmières continuent de travailler en première ligne de la pandémie. Un hommage a également été rendu aux femmes décisionnaires, aux femmes occupant des postes de pouvoir ainsi qu'aux femmes journalistes qui ont permis d'accroître la diversité des perspectives dans la société en ces temps difficiles dus à la pandémie. Il est urgent d'encourager et de soutenir la représentation des femmes dans toutes les sphères publiques et privées des fonctions dirigeantes.

Le deuxième volet, *Le rôle des femmes dans la reprise post-pandémie : préserver les avancées et poursuivre la progression*, a reconnu que l'autonomisation économique doit prendre la forme de régimes de protection sociale universels sensibles au genre. Actuellement, 60 pour cent des femmes dans le monde ne sont pas couvertes par un type de protection sociale. C'est pourquoi il faut amender les politiques de protection sociale afin de mieux soutenir les femmes, notamment celles en situation de précarité. Eu égard aux défis en matière de violences faites aux femmes et aux enfants, les participantes ont débattu de la façon dont les présidentes de parlement doivent redoubler d'efforts pour éradiquer ce problème. Les politiques doivent s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité en rendant autonomes les filles et en s'assurant qu'elles bénéficient d'un accès à l'éducation. Les présidentes de parlement ont convenu de la nécessité d'une transformation de l'économie et de la société selon une approche féministe. Il incombe aux parlementaires de conduire cette transformation afin de garantir une affectation juste des ressources et une égalité des chances à l'avenir.

Étude régionale sur le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes dans les parlements africains
(FEM/32/4(c)-Inf.3)

La Secrétaire du Forum fait observer qu'il faut entendre par violence à l'égard des femmes en politique et au parlement tous les actes de violence à l'encontre des femmes en raison de leur genre, visant à les décourager de s'engager en politique et finalement à les exclure de la vie politique. Il existe un cadre normatif engageant les États et les parlements à mettre un terme à la violence à l'égard des femmes dans la vie politique. Il incombe à l'UIP d'explorer et de révéler la prévalence de la violence à l'égard des femmes au parlement ainsi que son impact sur leur présence dans les institutions politiques et leur capacité à poursuivre une carrière politique. Des études ont donc été menées pour combler le manque de données et recueillir des informations factuelles à cet égard. Une étude mondiale a été conduite en 2016, et une étude régionale a été menée en Europe en 2018. La dernière étude a été réalisée en Afrique. Des études semblables seront menées dans toutes les régions afin d'affiner les conclusions et de mieux évaluer les formes spécifiques et la prévalence de la violence à l'égard des femmes au parlement.

L'étude pour l'Afrique repose sur une série d'entretiens confidentiels auprès de 224 femmes de 50 pays africains, dont 137 ont été parlementaires et 87 membres du personnel parlementaire. Les questions ont porté sur la prévalence et les formes de violence, les auteurs et les différents cadres dans lesquels elle s'inscrit. Il ressort de cette étude que la violence psychologique est la forme la plus répandue de violence à l'égard des femmes parlementaires. 80 pour cent des femmes interrogées déclarent avoir été victimes de violence psychologique : 67 pour cent ont fait l'objet de comportements ou de remarques sexistes, 46 pour cent ont été la cible d'agressions sexistes en ligne, 42 pour cent ont reçu des menaces de mort, de viol et d'agression, et 39 pour cent ont fait l'objet d'intimidations, tout ceci pour chercher à réduire au silence les femmes au parlement. L'étude a par ailleurs examiné la prévalence de la violence sexuelle, physique et économique. 39 pour cent des femmes interrogées ont subi des violences sexuelles : 40 pour cent ont été harcelées et 9 pour cent ont subi une « sextorsion » (demandes de faveurs sexuelles). En outre, 23 pour cent ont été victimes de violence physique et 29 pour cent ont été exposées à la violence économique.

Par rapport aux résultats des études mondiale et européenne, les niveaux de violence psychologique, physique et économique en Afrique sont analogues, mais les niveaux de violence sexuelle sont largement plus élevés. Les facteurs contextuels qui expliquent cette disparité comprennent la prévalence des situations de conflit et d'après-conflit dans la région, où le viol est utilisé comme une arme de guerre. Une culture générale de violences faites aux femmes dans la société a également un impact sur les violences à l'égard des femmes au parlement. Les auteurs

sont principalement des collègues parlementaires masculins, appartenant au même parti politique ou à des partis d'opposition. Pour ce qui est du cyberharcèlement, 44 pour cent des agressions sexistes sont attribuables à des citoyens ou à des auteurs anonymes, 30 pour cent des actes d'intimidation sont commis par des citoyens, en particulier à l'approche des élections, et 52 pour cent des menaces sont faites par des citoyens, des groupes d'activistes, des groupes de terroristes et surtout, des auteurs anonymes. Les parlements, en tant que lieux de travail, sont directement concernés : 83 pour cent des actes de harcèlement sexuel, 78 pour cent des cas de comportement sexiste et 40 pour cent des actes de violence physique à l'égard des femmes parlementaires en Afrique ont lieu au sein même du parlement. Ces actes se produisent également sur les plateformes de communication électroniques, sur le terrain lorsqu'elles retournent dans leur circonscription et dans les foyers.

Les formes multiples de discrimination engendrent une augmentation des cas de violence. Sont particulièrement visées les femmes parlementaires présentant un handicap, les jeunes femmes, les femmes célibataires et les femmes issues de groupes minoritaires, ainsi que les opposantes politiques et celles qui militent en faveur des droits des femmes et de l'égalité. Les taux de signalement sont faibles : les victimes craignent de porter plainte. Seules 27 pour cent des femmes parlementaires ayant été giflées, poussées ou frappées, 7 pour cent de celles ayant fait l'objet de harcèlement sexuel, et 12 pour cent des femmes parlementaires qui ont été harcelées ou intimidée psychologiquement ont rapporté les faits. La violence porte atteinte à la dignité et aux droits fondamentaux des femmes parlementaires et du personnel parlementaire, a des conséquences sur leur santé psychologique et physique, et perpétue les inégalités entre les sexes, crée des environnements de travail déstabilisants, hostiles, dégradants, humiliants et abusifs, nuit à la participation, à la visibilité et à l'influence des femmes en politique, et remet en cause l'idée d'un parlement représentatif et inclusif, mais aussi d'une démocratie véritablement représentative.

Il faut des politiques claires au sein des parlements afin de mettre un terme à la violence à l'égard des femmes. Il convient de mettre à disposition des cellules d'écoute et d'orientation et de mettre en place des mécanismes de dépôt de plaintes strictement confidentiels et « respectueux des victimes ». Des sanctions doivent être infligées aux auteurs, et une formation doit être dispensée à toute personne travaillant au parlement pour s'assurer de bien comprendre ce qui constitue la violence à l'égard des femmes. L'UIP a publié des *Lignes directrices pour l'élimination du sexisme, du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes dans les parlements*. Les parlements ne doivent pas accepter de laisser la violence à l'égard des femmes se perpétuer. Des politiques et des mécanismes doivent être mis en place pour remédier au problème. Les parlements doivent apprendre les uns des autres et unir leurs efforts pour mettre fin au fléau de la violence. Chaque parlement doit évaluer la situation. L'UIP peut offrir un soutien pour mener ce type d'évaluations en toute confidentialité, afin de protéger les victimes et sans intention de blâmer ou d'humilier, mais plutôt dans le but de rechercher des solutions constructives. L'UIP peut aussi aider à mettre en place des mécanismes, notamment de soutien par les pairs, et des mécanismes de sensibilisation au sein des parlements.

De nombreux parlements africains ont déjà commencé à prendre des mesures pour remédier au problème. La politique pour l'égalité des sexes dans la fonction publique adoptée par la Sierra Leone condamne le harcèlement sexuel et fournit des exemples précis pour renforcer la compréhension. En Ouganda, le Manuel des politiques de gestion des ressources humaines définit, interdit et réprime le harcèlement sexuel au sein et en dehors du Parlement, y compris lors de conférences. Des mécanismes de traitement des plaintes ont été mis en place en Sierra Leone, en Afrique du Sud, en Ouganda et en Zambie. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont fait savoir que l'augmentation du nombre de femmes parlementaires et la promotion de la solidarité entre les femmes ont des effets positifs. L'implication des collègues masculins dans la lutte contre la violence fondée sur le sexe est par ailleurs impérative. Les partenariats avec la société civile sont également importants. L'UIP se tient à la disposition de l'ensemble des Parlements membres pour les aider à combattre toutes les formes de violence faite aux femmes au parlement.

La Présidente du Forum déclare que, même si les résultats de l'étude sont consternants, la première étape consiste à rendre pleinement compte de la situation afin d'amorcer un changement crucial. Il convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer une tolérance zéro à l'égard de la violence faite aux femmes parlementaires.

Contributions aux travaux de la 143e Assemblée dans une perspective de genre
(FEM/32/5-Inf.1)

La Présidente du Forum explique que le Forum est appelé à débattre devant la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme le projet de résolution intitulé *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne.* À cette fin, les participantes seront réparties en deux groupes de travail. Le premier groupe se penchera sur le thème *Législation sensible au genre et axée sur les besoins des victimes pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne*. Le groupe sera présidé par Mme H. Ramzi Fayez (Bahreïn) et Mme M. Baba Moussa Soumanou (Bénin) assumera la fonction de rapporteure. Le second groupe examinera les *Stratégies sensibles à l'âge et au genre pour éduquer les enfants et leur donner les moyens de se protéger et de signaler toute exploitation sexuelle en ligne.* Le groupe sera présidé par Mme V. Riotton (France) et Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis) assumera la fonction de rapporteure.

Il en est ainsi décidé.

Mme A. Gerkens (Pays-Bas), co-rapporteure de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme, fait remarquer que le projet de résolution a été préparé dans le cadre d'un processus de rédaction intensif et complet auquel ont spécifiquement participé les trois co-rapporteures. Les quelque 80 propositions d'amendements au projet qui ont été reçues témoignent de l'intérêt et du dévouement pour le sujet. L'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants sont un crime qui ne connaît pas de frontières. Il faut éliminer les failles juridiques qui ont permis aux auteurs de demeurer impunis. Nombre de parlements ont exprimé leur inquiétude sur la manière de traiter un délit aussi vaste et complexe dans un monde virtuel en mutation, où les adultes ont du mal à rester au fait des nouvelles technologies et de leur utilisation. Il est primordial de partager les expériences et les meilleures pratiques.

S'ils devancent leurs aînés dans l'utilisation des applications en ligne, les jeunes ont tendance à apprendre à travers l'expérience et en commettant des erreurs ; les adultes sont mieux à même d'évaluer les dangers de situations données et de s'assurer que les enfants reçoivent un soutien et une protection adéquats. Lorsque l'on aborde l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, il importe de savoir que selon les chiffres les garçons sont tout autant susceptibles que les filles d'être victimes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne, mais ressentent généralement plus de honte et peinent à se faire entendre. Dans certains cas, les victimes se sont suicidées. Les co-rapporteures espèrent que la résolution servira d'amorce pour l'échange de bonnes pratiques et d'informations sur la manière d'élaborer des lois et de garantir un soutien aux victimes, et de décoder les signaux pour identifier les occurrences de l'exploitation et des abus sexuels en ligne à l'égard des enfants.

La séance est levée à 12 h 10.

(Après-midi)

La séance est ouverte à 14 h 45 sous la conduite de Mme L. Vasylenko (Ukraine), Présidente du Bureau des femmes parlementaires.

Réunion-débat: *Stratégies pour l'élaboration de lois sensibles au genre*

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires déclare que la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ont fixé des objectifs pour atteindre l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans la loi et dans la pratique. Pourtant, la législation de nombreux pays est encore discriminatoire à l'égard des femmes. La pandémie de COVID-19 a aggravé les inégalités entre les sexes préexistantes et révélé la fragilité des mesures mises en œuvre pour les combattre. Il incombe aux parlementaires de veiller à ce que les lois nationales garantissent l'égalité entre les sexes dans la pratique. La réunion-débat permettra aux participantes de partager des expériences et des bonnes pratiques sur trois axes stratégiques : bénéfices et enjeux d'une réforme juridique sensible au genre ; les partenariats nécessaires pour mener une réforme juridique sensible au genre ; et les mécanismes et moyens d'action nécessaires au parlement pour se mobiliser.

En collaboration avec ONU Femmes, l'UIP a récemment publié un nouveau *Guide à l'usage des parlementaires sur l'élaboration des lois sensibles au genre*. Le partenariat de longue date entre les deux organisations est crucial pour aider les parlements à accélérer les mesures en faveur de l'égalité hommes-femmes.

Lancement du *Guide à l'usage des parlementaires sur l'élaboration des lois sensibles au genre*

Une brève vidéo présentant le guide est projetée.

Un message vidéo de Mme A. Regner, Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes, est visionné pour marquer le lancement du guide, qui reconnaît la persistance d'une législation discriminatoire et les lacunes du cadre juridique. Tous les parlementaires doivent jouer un rôle essentiel pour les combler. Le guide est censé être utilisé par l'ensemble des parlementaires souhaitant prendre des mesures dans ce domaine crucial de la réforme législative, qui sera même plus important en vue de reconstruire en mieux dans le cadre de la reprise post-COVID-19.

Le Secrétaire Général remarque qu'en dépit de la persévérance du Forum pour intégrer la dimension de genre dans les travaux de l'UIP, et des efforts déployés par de nombreux défenseurs de l'égalité des sexes à travers le monde, les inégalités hommes-femmes persistent partout, sous des formes diverses et variées. La pandémie de COVID-19 a aggravé ces inégalités. Le lancement du guide vise à promouvoir l'instauration de sociétés plus équitables. Les sociétés plus égalitaires sont plus résilientes, plus prospères et plus pacifiques. Afin de reconstruire en mieux, il est donc nécessaire de reconstruire de façon plus équitable. La tâche est immense ; à travers le monde, les femmes jouissent des deux tiers des droits juridiques des hommes. De nombreuses lois ne considèrent pas les hommes et les femmes sur un même pied d'égalité, s'agissant notamment du droit à la nationalité, des droits de succession ou du droit au divorce. De même, certaines lois ne prennent toujours pas en compte les besoins et réalités spécifiques des femmes et des filles, comme la protection contre toutes les formes de violence et de discrimination à caractère sexiste. Les parlementaires doivent tout mettre en œuvre pour endiguer le flot de violence à l'égard des femmes, notamment à l'égard des femmes politiques.

La loi peut jouer un rôle de rectification ; les preuves de l'impact de mesures juridiques favorables pour parvenir à la parité hommes-femmes au parlement sont claires. Afin de parvenir à une véritable égalité et d'atteindre les buts et objectifs du développement durable d'ici à 2030, l'égalité devant la loi doit être au cœur des priorités des parlementaires. L'UIP et ONU Femmes ont par conséquent entrepris l'élaboration du guide, qui aidera les parlements à légiférer dans un souci d'égalité des sexes. Le guide offre une approche globale et pratique pour parvenir à une égalité parfaite dans les textes d'ici 2030. Il s'appuie sur des engagements existants, tels que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, les ODD et la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et les réalités observées sur le terrain dans une multitude de contextes. Il a été élaboré en collaboration avec des parlementaires du monde entier.

Les réformes législatives dans une optique d'égalité des sexes nécessitent de forger des alliances au sein et hors du parlement, entre les hommes et les femmes, entre la majorité et l'opposition, et entre le gouvernement, le parlement et la société civile. Le guide insiste sur le fait que légiférer n'est pas suffisant ; l'application de nombreuses lois adéquates prend du retard. Les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer pour veiller à ce que les lois soient diffusées et que les ressources humaines et financières nécessaires soient consacrées à leur application. Le guide a pour objectif de combler les lacunes à cet égard, et d'orienter le développement des connaissances et compétences nécessaires. L'UIP et ONU Femmes sont disposées à aider les parlements à mettre les orientations du guide en pratique, afin de tracer la voie à suivre pour parvenir à l'égalité aux niveaux national et international.

Réunion-débat

Axe stratégique 1 : Bénéfices et enjeux d'une réforme juridique sensible au genre

Mme H. Ramzi Fayez (Bahreïn), intervenante, précise que les réformes législatives engagées au Bahreïn prennent en compte les questions d'équité entre les sexes afin de garantir l'égalité dans toutes les sphères de la société, et de permettre aux femmes de passer de l'autonomisation au progrès et au développement. Des lois tenant compte des sexospécificités ont

été promulguées, avec le concours de femmes parlementaires, de membres du Conseil suprême pour les femmes et de femmes membres du Gouvernement. Le Conseil suprême pour les femmes joue un rôle essentiel dans l'autonomisation des femmes et leur intégration dans tous les projets et programmes de développement au Bahreïn. Il travaille avec le pouvoir législatif afin de promulguer des lois visant à promouvoir le rôle des femmes dans le monde du travail, et à améliorer la qualité et le niveau de vie des femmes, pour faire de Bahreïn un modèle de participation des femmes. L'égalité des sexes est inscrite dans la Constitution bahreïnite. Les femmes sont protégées par la loi contre la discrimination et l'inégalité de traitement. L'impact des efforts déployés par le Conseil suprême pour promouvoir l'égalité des sexes apparaît dans la législation sur diverses questions, notamment la garantie d'une même rémunération pour un travail de valeur égale et d'autres lois qui interdisent la discrimination fondée sur le sexe en matière de sécurité sociale, d'accès aux soins et de prestations de santé. Des lois ont également été promulguées pour protéger les femmes contre les violences conjugales et promouvoir la participation des femmes dans la société.

Mme M. Vasilevich (Bélarus) fait remarquer que des résultats notables ont été obtenus en matière de réduction des inégalités entre hommes et femmes en Biélorussie. Largement représentées dans l'administration publique, les femmes représentent 35 pour cent des parlementaires. Les premières mesures législatives pour autonomiser les femmes et promouvoir l'égalité des sexes ont été adoptées il y a 25 ans environ. En vertu de la Constitution bélarussienne, les femmes jouissent des mêmes opportunités que les hommes dans les domaines de l'éducation et de l'emploi, et dans les sphères sociale, politique, culturelle et autres. Le Code du travail interdit toute discrimination pour quelque motif que ce soit, notamment le genre. Afin d'intégrer une perspective de genre dans la politique gouvernementale, des programmes pluriannuels axés sur l'égalité des sexes ont été adoptés. La législation doit être sans cesse améliorée. Des lacunes persistent en ce qui concerne la protection des femmes contre les violences conjugales. Un projet de loi est par conséquent en cours d'élaboration pour combler ces lacunes. Les stéréotypes liés au rôle des femmes dans l'éducation des enfants et les tâches ménagères signifient que les femmes biélorusses y consacrent deux fois plus de temps que les hommes. Ainsi, le plan national pour l'égalité des sexes met également l'accent sur le rôle à part égale des deux parents dans l'éducation des enfants.

Mme S. Rehman (Pakistan) affirme que les femmes parlementaires ont changé le discours sur l'égalité au Pakistan. Les femmes pakistanaises ont adopté des lois historiques qui visent non seulement à décourager toute discrimination mais aussi à protéger et à autonomiser les femmes. La regrettée Benazir Bhutto a été la première femme Premier Ministre du monde musulman. Elle a signé la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes puis supervisé la promulgation de la législation nationale pour la promotion des droits des femmes. La promulgation de lois doit être suivie d'une application sensible au genre, pour veiller à ce que des ressources suffisantes soient allouées. Deux lois particulièrement importantes au Pakistan sont la Loi sur la protection des femmes contre le harcèlement en milieu de travail, qui est en cours de modification pour tenir compte des nouvelles formes de discrimination, et le programme Benazir de soutien aux revenus (Benazir Income Support Programme), qui établit la norme pour les transferts sociaux, afin de permettre aux femmes chefs de famille défavorisée de recevoir des fonds et une aide au démarrage.

La pandémie de COVID-19 a généré une épidémie « parallèle » de violence conjugale. Il faut redoubler d'efforts au niveau national et international pour mettre en place non seulement des dispositions législatives et un corpus de décisions judiciaires, mais aussi des mécanismes de signalement et de recours. La plupart des abus sexuels à l'égard des femmes sont commis par un partenaire intime ou une personne connue de la famille de la victime. Il convient de s'attaquer à ce fléau. Un autre facteur important à prendre en compte est l'impact de l'ère du numérique sur la vie des femmes. Bien que l'Internet se soit démocratisé et que l'accès à l'information se soit considérablement élargi, les jeunes filles signalent de nombreux actes de cyberharcèlement, ce qui constitue une nouvelle porte d'entrée vers la discrimination. Le Pakistan révise aujourd'hui ses lois sur la cybercriminalité et étudie comment ces lois sont bafouées. Les défis actuels et contemporains constituent une menace claire et directe pour les femmes, et il convient d'y faire face.

Mme N. Arpadarai (Azerbaïdjan) fait observer que la société mondiale traverse de nombreux changements, notamment des mutations économiques et une évolution des modèles sociaux. Bien que le patriarcat en tant que modèle social se métamorphose, la violence et la

discrimination à l'égard des femmes persistent et doivent être éliminées. En Azerbaïdjan, l'égalité des hommes et des femmes devant la loi est garantie dans la Constitution, et la famille est protégée par l'État en tant qu'élément fondamental de la société. La Constitution garantit par ailleurs un ensemble de droits qui protègent contre les violences conjugales, notamment le droit à la vie et le droit à la liberté de mouvement. Une législation spécifique et un plan d'action sur la prévention des violences conjugales ont été adoptés. Les violences conjugales, toutefois, n'ont pas encore été érigées en infraction par le Code pénal. L'éducation et l'émancipation économique des femmes revêtent une importance cruciale. Si les femmes dépendent financièrement des hommes, la violence et la discrimination au sein du foyer peuvent persister.

Mme S.Y. Al-Jufairi (Qatar) estime que les femmes jouent un rôle important dans la vie publique au Qatar. Elles occupent des postes administratifs et scientifiques de haut rang et jouent un rôle majeur dans la société qatarie. En octobre 2021, les femmes ont pu se présenter aux élections municipales pour la première fois depuis 1999. Elles ont été autorisées à participer aux élections législatives en octobre 2021. Bien qu'aucune femme n'ait été élue, elle a été nommée au Conseil de la choura par l'Émir. Les femmes qataries ont contribué au développement de l'entrepreneuriat et se sont lancées dans les affaires, sont associées aux travaux des Nations Unies et jouent un rôle important dans le milieu universitaire. La Fondation du Qatar, centre dédié à la science, à la technologie, au développement communautaire et à l'innovation, a été cofondée et est présidée par son Altesse Sheikha Moza bint Nasser.

Mme K. Slassi (Maroc) déclare que le Maroc a adopté des mesures législatives, notamment dans le cadre d'une réforme constitutionnelle, afin de consacrer le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes devant la loi, et de ratifier la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Les femmes sont représentées dans les partis politiques au Maroc. La dimension de genre est inscrite dans plusieurs textes législatifs, notamment sur des questions telles que la nationalité et la protection des droits des travailleurs étrangers. Bien que des progrès importants aient été accomplis pour augmenter le nombre de femmes au parlement, il faut redoubler d'efforts pour intégrer une dimension de genre dans la législation et imposer la parité.

Mme C. Cano (Panama) explique qu'au Panama des progrès ont été réalisés en matière de droits des femmes et d'égalité entre les sexes. Une loi spécifique a été adoptée en 2020 pour définir et interdire la violence politique à l'égard des femmes, et ainsi accroître la participation des femmes à la vie politique. Une loi contenant des dispositions précises sur la protection des femmes contre la discrimination a également été promulguée afin de définir les conditions de la participation des femmes au marché du travail, et d'apporter un soutien aux femmes victimes de violences conjugales, en leur octroyant notamment un congé payé pour qu'elles puissent bénéficier d'un accompagnement psychologique et suivre des séances de réadaptation, et d'assurer le suivi des procédures judiciaires engagées. La Loi relative à l'égalité des chances pour les femmes interdit toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes et condamne toutes les formes de violence à leur égard. Des lois interdisant les violences conjugales et les féminicides ont également été promulguées.

Axe stratégique 2 : Les partenariats nécessaires pour mener une réforme juridique sensible au genre

Mme P.A. Komarudin (Indonésie), intervenante, fait remarquer que le Parlement indonésien a mis en place un caucus de femmes parlementaires axé sur des actions de plaidoyer afin de garantir au moins 30 pour cent de participation des femmes aux partis et institutions politiques en Indonésie. Des activités de renforcement des capacités sont également menées afin de renforcer les capacités politiques et législatives des membres du caucus. Le groupe parlementaire travaille en collaboration avec des organisations de la société civile, des organisations non gouvernementales et des représentants du monde universitaire et le secteur privé afin de mettre en œuvre des programmes et des activités d'autonomisation des femmes. La collaboration interinstitutionnelle avec les groupes de femmes parlementaires au niveau régional est un moyen de partager des expériences et d'intégrer l'égalité des sexes dans la loi. Le caucus prône une législation soucieuse de l'égalité entre les sexes à travers un engagement et une coopération multipartites.

Le Parlement indonésien est sur le point d'approuver une proposition de loi sur la lutte contre la violence sexuelle et autres problèmes liés. Le caucus a ouvert le débat sur cette proposition de loi au sein et hors du parlement, et suscité un engagement actif au sein de la société civile et du milieu universitaire, permettant ainsi d'enrichir le processus législatif. Le caucus a reçu le soutien de groupes religieux et d'organisations de la société civile afin de préconiser l'inclusion de l'avant-projet sur les listes des priorités législatives, après une interruption en 2020. Le caucus a également joué un rôle de supervision, et un mécanisme d'examen des lois et de leur application dans une perspective de genre a été mis au point. Ce mécanisme servira à identifier les disparités entre hommes et femmes dans la loi aux niveaux national et local. Le caucus est disposé à partager ses expériences et les enseignements tirés avec d'autres parlements à travers le monde.

Mme E. Nyirasafari (Rwanda), intervenante, estime que les partenariats sont importants et nécessaires pour mener une réforme juridique sensible au genre. Les lois sensibles au genre sont une condition préalable à l'autonomisation des femmes. Une forte volonté politique s'avère nécessaire, en comprenant bien l'importance de l'égalité entre les sexes. Le Président rwandais, fervent partisan du mouvement « He for She », est aux avant-postes de la lutte en faveur de l'autonomisation des femmes. La Constitution du Rwanda interdit la discrimination sous toutes ses formes et garantit l'égalité des hommes et des femmes devant la loi, ce qui nécessite au moins 30 pour cent de femmes dans tous les organes décisionnaires. Actuellement, 60 pour cent des parlementaires rwandais sont des femmes, le Président du Parlement est une femme et la moitié des membres du gouvernement sont des femmes. L'appareil législatif rwandais pour l'autonomisation des femmes est constitué du Ministère de la condition féminine et de la promotion de la famille, du Conseil national des femmes, et du Forum des femmes parlementaires rwandaises. Des progrès notables ont été réalisés grâce à ces instances afin d'élaborer un cadre institutionnel qui soutienne l'égalité entre les sexes.

La législation a été révisée ou modifiée et, dans certains cas, des lois ont été abrogées pour intégrer la notion d'équité entre les sexes. À la suite de ces révisions législatives, des droits de succession ont été accordés aux femmes, et les mères rwandaises peuvent transmettre leur nationalité à leurs enfants. La nationalité peut également être obtenue par le mariage, peu importe que le conjoint de nationalité rwandaise soit un homme ou une femme. L'égalité pour les époux est inscrite dans la loi, afin d'accorder aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes pour ce qui est de la gestion des tâches ménagères. Le Code pénal a également été révisé pour garantir des peines égales aux hommes ou aux femmes reconnus coupables d'adultère. La loi sur l'acquisition foncière a été modifiée pour octroyer des droits fonciers aux femmes, qui peuvent désormais posséder des terres et les utiliser à titre de garantie pour obtenir des prêts bancaires. Une réforme juridique aussi complète n'aurait pu être réalisée sans une coopération substantielle et l'implication de la société civile. Il reste encore beaucoup à faire, toutefois, et les obstacles traditionnels et croyances religieuses continuent d'entraver la parité. La sensibilisation du public aux droits des femmes est donc primordiale, et les partenariats entre institutions seront essentiels pour faire progresser la question de l'égalité entre les sexes.

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires invite les participantes à examiner ce qu'il convient de faire pour que les politiques en faveur de l'égalité des sexes portent leurs fruits et à donner des exemples d'engagement parlementaire avec la société civile et des groupes de femmes et de filles.

Mme A. Habibou (Niger) explique qu'au Niger, divers engagements ont été pris pour promouvoir l'égalité entre les sexes. Le principe de l'égalité des hommes et des femmes devant la loi et l'élimination de toutes les formes de discrimination sont ancrés dans la Constitution. Les amendements législatifs ont permis aux femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants. Des quotas ont été fixés pour s'assurer que 25 pour cent des parlementaires élus sont des femmes. Le Code pénal prohibe certains types de violence à l'égard des femmes, notamment les mutilations génitales féminines, le viol et le harcèlement sexuel. Certaines lacunes notables de la législation subsistent toutefois. Le Code de la famille n'a pas été adopté pour des raisons sociales, culturelles et religieuses. Le pluralisme juridique constitue un obstacle de taille ; il n'y a aucune hiérarchie des normes, et les systèmes juridiques sont contradictoires. Les femmes sont donc loin de jouir des mêmes droits, étant donné la diversité des points de vue sur les différents textes législatifs. Si l'on observe généralement une tendance positive en faveur de la scolarisation des enfants, notamment les filles, la participation décline à mesure que les enfants progressent dans le système éducatif. Une loi sur la cybercriminalité a été adoptée.

Mme G. Karelova (Fédération de Russie) fait remarquer que la Fédération de Russie a adopté un plan d'action national en faveur des femmes, dont la mise en œuvre, sous l'égide du Conseil fédéral, implique la participation des organisations internationales, de la société civile, des entreprises et du secteur privé. Ce plan d'action a donné lieu à la création du Forum féminin eurasien qui a tenu des sessions régulières auxquelles ont assisté des participantes du monde entier, notamment issues de plusieurs organisations internationales. Elle remercie l'ensemble des femmes parlementaires qui y ont participé. Le Conseil intersessions des femmes qui a été mis en place constitue une preuve de réel partenariat entre l'État, le secteur privé et la société civile, afin de se mobiliser en faveur de l'autonomisation des femmes. Le Conseil a lancé des projets visant à accroître la participation des femmes dans tous les aspects de la vie. Au-delà de ces projets, on s'emploie à favoriser l'accès des femmes à des postes de responsabilité. Des programmes éducatifs à l'intention des jeunes femmes occupant ce type de postes ont été mis en place. La réussite de tels projets, et d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques avec d'autres, a permis de mettre à jour et de réviser la législation et de renouveler la stratégie d'action.

Mme A. Attalides (Chypre) signale que l'intégration d'une perspective de genre dans le processus participatif passe par un changement de pouvoir et d'influence sur les politiques publiques, et l'identification des sources d'inégalités. Les femmes chypriotes, sous-représentées au sein du Gouvernement et du Parlement, réclament une consultation publique sur les propositions législatives pour leur permettre de partager leurs expériences et leurs compétences, d'exprimer leurs points de vue et préoccupations, et de participer activement à l'élaboration des politiques. Les partenariats veilleront à ce que les politiques répondent aux besoins spécifiques des femmes. Une étroite collaboration entre les parlementaires, les pouvoirs publics et la société civile est essentielle. Une loi historique a été promulguée pour prévenir et lutter contre les violences à l'égard des femmes, notamment les violences conjugales. La législation vise à créer un modèle, fournit un cadre permettant de relever les défis contemporains auxquels les femmes sont confrontées et contient des dispositions pour la protection et le soutien de toutes les victimes, et l'assistance aux organismes de services destinés aux femmes, afin de garantir une coopération efficace.

Mme M.I. Valente (Angola) déclare que le Parlement angolais a constitué un groupe de femmes parlementaires dans le but d'atteindre 30 pour cent de représentation au parlement. Les femmes sont encore largement sous-représentées ; un parti politique en Angola ne compte que trois femmes parmi ses membres. Des mesures législatives sont prises afin de protéger les femmes. La loi a été adoptée pour interdire les violences conjugales, et prévenir et réprimer la violence à l'égard des enfants sur Internet. Des collègues parlementaires masculins sont engagés dans la lutte pour l'égalité des femmes, et au terme d'un long processus, une résolution sur la nécessité d'intégrer une dimension de genre dans le budget de l'État a été adoptée. Avec le soutien d'un projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement, en collaboration avec des homologues du Cap Vert, le Parlement angolais a organisé des ateliers de sensibilisation à l'importance de l'égalité entre hommes et femmes, impliquant les Ministres des finances, de l'économie et de la planification. Le nouveau budget, qui n'a pas encore été adopté, a été conçu pour intégrer des indicateurs sexospécifiques.

Mme N. Al Hamdi (Oman) précise que les femmes sont généralement très respectées et très appréciées dans la société omanaise, et qu'une « Journée de la femme » est célébrée chaque année. Les femmes omanaises jouissent des mêmes droits que les hommes et travaillent à leur côté dans les secteurs privé et public, avec des chances égales. La participation économique, sociale et politique des femmes est jugée bénéfique pour l'ensemble de la société omanaise. Les femmes occupant des postes au sein du gouvernement aux niveaux national et municipal. À Oman, les femmes ont le droit de voter et de se présenter aux élections depuis 1994. En 1997, les quatre premières femmes parlementaires ont été élues. 17 femmes siègent actuellement au Parlement. Les femmes jouent également un rôle non négligeable dans les relations diplomatiques et occupent des postes à responsabilité au niveau ministériel et vice-ministériel. La réalisation de l'ODD 5 sur l'autonomisation des femmes est une priorité, tout comme la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à laquelle Oman est partie.

Mme M.N. Ulenge (République-Unie de Tanzanie) déclare que la Tanzanie a élu sa première Présidente, qui prend des mesures énergiques pour promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles. Des réformes législatives sont en cours, et un programme a été mis en place pour encourager les filles à reprendre leurs études après une grossesse. La loi sur le mariage est en cours de révision pour combler les lacunes en matière de pension alimentaire pour les enfants en cas de négligence des pères, de déni de paternité et de prise en charge des beaux-enfants.

Mme I. Barakat (Parlement arabe) estime que l'égalité hommes-femmes est une condition préalable au développement durable. En dépit des progrès accomplis vers l'autonomisation des femmes dans bon nombre de pays, la condition féminine ne figure pas encore systématiquement au rang des priorités politiques. Aussi longtemps que persiste la violence à l'égard des femmes, il ne peut y avoir d'égalité. Une révision de la législation est nécessaire pour prendre en compte tous les mécanismes de prévention des violences fondées sur le genre. Le guide publié par l'UIP et ONU Femmes fournira de précieuses orientations à cet égard. Les lois à elles seules ne suffisent pas. L'application est la clé du changement. Le Parlement arabe a inscrit l'autonomisation des femmes parmi ses priorités et des mesures concrètes sont prises pour progresser dans ce domaine. Un forum arabe des femmes parlementaires a été créé, avec le soutien de l'UIP, afin d'examiner toutes les questions touchant aux droits des femmes.

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires fait remarquer que 137 femmes dans le monde meurent chaque jour des suites de violences à caractère sexiste, ce qui est absolument inacceptable.

Axe stratégique 3 : Mécanismes et moyens d'action au parlement

Mme C. Mix (Chili), intervenante, fait savoir que les femmes, qui représentent plus de la moitié de la population mondiale, se heurtent à des inégalités constantes, tant dans leur vie quotidienne que dans la représentation politique. Au Chili, il convient de mettre en place des mécanismes afin de remédier aux inégalités de fait dans la vie politique. Le pays a lancé un processus de réforme constitutionnelle historique établissant une commission composée à part égale d'hommes et de femmes, afin de réviser la Constitution en tenant compte de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. La nouvelle constitution du Chili sera la première au monde a être élaborée pour égale moitié par les deux genres. La Commission ouvrira la voie à une réforme de la composition des autres organes de l'État. Bien que les lois sur la parité concernant la représentation parlementaire n'aient pas encore été adoptées, les quotas sont maintenus, si bien que la Chambre des députés compte désormais plus de 50 femmes parlementaires, même si les femmes demeurent sous-représentées au Sénat.

La représentation des femmes n'est pas simplement une question de nombre. La véritable égalité doit être jugée en fonction de leur participation substantielle, leur influence ainsi que les effets tangibles de leur participation sur le respect des intérêts et des droits des femmes. Il faut tenir compte de la forme que prendra un parlement sensible au genre dans la pratique, pour s'assurer qu'il contribuera utilement à remédier aux inégalités et à faciliter la participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité. Le travail qu'effectue l'UIP pour former des parlements sensibles au genre est particulièrement appréciable. Tout doit être fait pour lever les obstacles à la représentation des femmes au parlement, et mettre en lumière des exemples encourageants d'inclusion des femmes dans la société. En dépit des mesures encourageantes adoptées au Chili, il reste encore beaucoup à faire. Afin de mettre en évidence et de véritablement comprendre les inégalités qui persistent, il faut adopter des mesures qui serviront de base pour mettre en place des mesures correctives favorisant l'égalité entre les sexes.

Mme A. Shkrum (Ukraine) indique que depuis l'indépendance de l'Ukraine il y a 30 ans, la proportion de femmes au Parlement est passée de 2 pour cent à 21 pour cent. Bien qu'une telle augmentation constitue un progrès notable, il reste beaucoup à faire pour parvenir à la parité. Il est désormais évident qu'au cours de ces 30 dernières années, le Parlement ukrainien ne s'est pas doté de moyens appropriés pour mettre en place une budgétisation sensible au genre et intégrer une perspective de genre dans l'examen des mesures législatives. L'examen de la législation ukrainienne par la communauté internationale a mis en évidence le fait que les femmes ne sont pas autorisées à occuper près de 100 postes de haut niveau, tels que les généraux dans l'armée ou les conducteurs de métro. Une réforme législative s'est donc avérée nécessaire. Un caucus multipartite sur l'égalité des chances a été créé pour l'examen et la réforme des textes législatifs. La participation des hommes au caucus, et à tous les débats sur l'égalité entre les sexes, est essentielle.

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires reconnaît que le soutien et la mobilisation des hommes sont effectivement essentiels pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Mme E. Abdullah (Maldives) explique qu'aux Maldives, sur 87 parlementaires, seuls quatre sont des femmes, ce qui veut dire que tout travail portant sur les questions d'égalité des sexes nécessite beaucoup de coordination et un soutien tant au sein qu'en dehors du parlement. Une loi sur les violences conjugales, le harcèlement sexuel et l'égalité entre les sexes a été promulguée par la Commission permanente de l'égalité des sexes et des droits de l'homme créée au Parlement. Un quota de 30 pour cent de représentation des femmes dans les conseils locaux a également été établi. La Commission permanente est également chargée d'examiner le budget annuel dans une perspective de genre. Le public peut adresser une pétition au Parlement par l'intermédiaire de la Commission, sur des questions telles que la maltraitance des enfants, les violences à l'école et les mauvais traitements dans des établissements publics. Une enquête nationale a été ouverte pour rechercher les lacunes de la législation et de son application, et déterminer la façon d'y remédier. La Commission met donc tout en œuvre pour exercer ses fonctions législative, budgétaire et de contrôle dans une perspective sexospécifique.

Mme T. Owatemi (Royaume-Uni) fait observer qu'au Royaume-Uni, un engagement multipartite a été pris pour garantir une représentation des hommes et des femmes à la Chambre des communes. À la Chambre des lords, toutefois, les sièges peuvent être transmis, ce qui signifie que de nombreux sièges sont réservés aux hommes. Des mesures sont prises pour faire évoluer ces attributions traditionnelles, et assurer un équilibre plus équitable entre hommes et femmes, mais également une représentation équitable au sein des délégations parlementaires, y compris l'UIP. Une Commission indépendante des femmes et des inégalités a mené des enquêtes parlementaires et demandé au Ministre de la condition féminine et de l'égalité de rendre des comptes. Des lacunes législatives ont été recensées puis comblées, et le travail est réalisé en coordination avec les partis pour lutter contre toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes. Une enquête publiée récemment sur les écarts de rémunération entre les sexes a permis de formuler des recommandations qui vont être mises en œuvre. Il reste cependant fort à faire pour aboutir à une participation égale des femmes dans toutes les sphères, notamment les affaires, et veiller à ce que la question de l'égalité entre les sexes demeure une priorité et soit prônée dans tous les aspects de la vie.

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo) indique que la proportion des femmes représentées au Parlement de la République démocratique du Congo est passée de 5 pour cent à 25 pour cent. Si cela constitue un progrès notable, ce n'est toujours pas suffisant. Les femmes sont encouragées à lutter au sein de leur parti politique pour augmenter le nombre de femmes au Parlement. Elles ne veulent plus jouer un rôle secondaire, mais souhaitent plutôt participer concrètement à la prise de décisions. Lors des prochaines élections, les femmes se battront pour obtenir la parité au Sénat. Elles jouent un rôle de premier plan et président des commissions parlementaires permanentes, et une Commission chargée des questions d'égalité entre les sexes a été créée. Tout est mis en œuvre pour s'opposer à toutes les forces qui visent à décourager les femmes de prendre part à la vie politique. Les hommes sont également encouragés à se joindre à la lutte pour l'égalité des sexes ; les femmes ne peuvent à elles seules obtenir la parité. Des difficultés notables subsistent au sein des partis politiques et dans l'opinion publique et les attitudes sociétales à l'égard des femmes qui jouent un rôle de premier plan dans la vie publique. Les médias mènent donc des activités de sensibilisation du public pour faire changer les mentalités.

Mme F. Ilimi (Algérie) estime que l'égalité des sexes ne concerne pas uniquement les femmes ; elle constitue un pilier de la démocratie et de la bonne gouvernance. En Algérie, on s'est efforcé d'éliminer la violence et le harcèlement à l'égard des femmes. Une loi a été promulguée pour interdire toutes les formes de violence et de harcèlement, notamment les agressions verbales, à tous les niveaux, tant à la maison que sur le lieu de travail ou dans l'espace public. Le Code pénal a été modifié afin d'ériger la violence en infraction, et prévoit des dispositions pour imposer des amendes et des peines plus lourdes. Pour le harcèlement, des peines de prison d'au moins deux mois assorties d'amendes sont prononcées. Le rôle législatif du Parlement est essentiel pour lutter contre la violence, et sensibiliser l'opinion publique. En Algérie, la révision du Code pénal a permis de faire évoluer les mentalités, et donc favorisé les changements de comportement.

Mme E.L. Tongi (Sierra Leone) remarque que si, en Sierra Leone, un quota a été établi pour un minimum de 30 pour cent de femmes au parlement, celui-ci n'a pourtant pas été respecté. Davantage de femmes sont toutefois encouragées à s'exprimer au Parlement, et les femmes parlementaires ont une influence positive pour soumettre des questions à leurs électeurs et encourager la participation des citoyens à la vie politique. À la lumière des conflits passés en Sierra Leone, la politique a toujours été considérée comme dangereuse, si bien que les femmes et les filles craignent de s'engager. Des changements sont apportés, par le biais notamment d'interviews à la télévision et dans les médias, qui rendent la politique plus accessible et encouragent la participation des femmes. La campagne « He for She » (Lui pour elle) encourage les hommes à s'engager dans la lutte pour l'égalité, reconnaissant à quel point les droits et la participation des femmes restent à la traîne. On ne peut parvenir à l'égalité hommes-femmes sans le soutien des hommes. Les femmes veulent s'impliquer, et l'UIP doit poursuivre ses efforts pour encourager les femmes à s'engager en politique dans le monde entier.

Mme S. Carvajal Isunza (Mexique) annonce l'adoption de la loi "Olimpia" contre les violences et les abus en ligne, une loi ainsi nommée après qu'une jeune Mexicaine victime de cyberharcèlement et devenue militante ait appelé en faveur d'une réforme législative afin de punir les violences en ligne et l'utilisation d'images numériques qui portent atteinte à la vie privée des jeunes. Des réformes ont été engagées pour réviser et renforcer les sanctions qui s'appliquent en cas de violence numérique. Près de 90 pour cent des autorités locales au Mexique ont adopté une législation à cet effet, afin d'interdire la prolifération des stéréotypes sexistes, l'incitation à la violence à l'égard des femmes et des filles, la diffusion de propos haineux sexistes, les propos discriminatoires ou les préjugés sexistes.

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires remercie l'ensemble des participantes pour leurs précieuses contributions ; le débat a offert de nombreux exemples et apporté une riche expérience appelant une réflexion plus approfondie.

Contribution aux travaux de la 143e Assemblée dans une perspective de genre
(suite)
Rapports des groupes de travail

Mme M. Baba Moussa Soumanou (Bénin), rapporteure du premier groupe de travail, indique que le groupe de travail a examiné le projet de résolution intitulé *Législation sensible au genre et axée sur les besoins des victimes pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne*. Le groupe qui a rassemblé 80 participantes a été présidé par Mme H. Ramzi Fayez (Bahreïn). Dix-huit délégations ont exprimé leurs opinions et partagé leurs expériences sur le sujet. Le groupe de travail a convenu que les enfants incarnent l'avenir de la société et qu'ils sont particulièrement vulnérables et susceptibles aux violences et à l'exploitation sexuelles en ligne, un phénomène qui s'est considérablement intensifié pendant la pandémie de COVID-19, étant donné que les mesures de confinement et les restrictions imposées pour juguler la pandémie ont amené les enfants à passer de plus en plus de temps à utiliser les plateformes en ligne et les technologies de l'information et de la communication. Il faut de toute urgence pénaliser toutes les formes d'exploitation sexuelle des enfants.

La législation et les politiques doivent protéger les droits et la sécurité des enfants, et promouvoir l'autonomisation des femmes. Il faut créer des centres pour les enfants victimes afin de pourvoir à leur réadaptation physique et psychologique. Des mesures doivent être prises pour recueillir les plaintes et écouter les enfants qui sont victimes de cyberharcèlement, notamment via des permanences téléphoniques et des personnes-ressources en ligne en cas d'urgence. Ils doivent prendre part aux décisions concernant les mesures visant à les protéger. Ces mesures doivent prendre en considération les différents besoins des enfants en fonction de leur âge et de leur sexe. Des mesures spécifiques doivent être mises en place afin de protéger les jeunes filles, qui sont les plus susceptibles d'être exploitées à des fins sexuelles. Les mesures doivent tenir compte des particularités culturelles locales.

Les politiques et mesures destinées à protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne doivent comprendre la formation et le renforcement des capacités des forces de l'ordre à prévenir et à répondre à de tels crimes. Il convient d'encourager la coopération entre États, dans la mesure où la cybercriminalité n'a pas de frontières. Les participantes ont par ailleurs souligné l'importance de renforcer le cadre réglementaire des plateformes en ligne, afin de les

impliquer dans la prévention et l'élimination de l'exploitation et des abus sexuels en ligne à l'encontre des enfants. Il faut apprendre aux enfants à utiliser Internet en toute sécurité. Toutes ces mesures doivent être prises dans le contexte plus large de l'élimination des inégalités entre hommes et femmes, et de l'élimination de toutes les formes de violence fondée sur le sexe.

Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis), rapporteure du deuxième groupe de travail, déclare que le groupe de travail a examiné les *Stratégies sensibles à l'âge et au genre pour éduquer les enfants et leur donner les moyens de se protéger et de signaler toute exploitation sexuelle en ligne*. Le groupe de travail a été présidé par Mme V. Riotton (France) et rassemblé 29 participantes, dont 12 ont échangé leurs points de vue et leurs bonnes pratiques. Les participantes ont débattu de la nécessité d'adopter des mesures législatives fortes et d'établir des cadres de responsabilisation pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, en particulier la nécessité d'agir conformément aux normes internationales, notamment le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Les traités internationaux doivent être intégrés dans la législation nationale.

La législation, toutefois, n'est pas suffisante. La sensibilisation et l'éducation jouent un rôle crucial parmi l'ensemble des personnes et entités concernées, notamment les communautés, les familles, les enfants, les enseignants, les médecins, les juristes et les organes chargés de l'application des lois. Toutes les parties intéressées doivent être mobilisées et travailler en collaboration. Des services de soutien spécifiques doivent être mis en place et toutes les personnes qui sont en contact avec des enfants doivent être formées pour détecter les signes de violence et y répondre en tenant compte de l'âge et du sexe des victimes. Toute stratégie visant à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne doit inclure l'éducation sexuelle et l'acquisition de connaissances numériques. En dehors des écoles, quiconque travaille avec des enfants doit être en mesure d'agir, lorsqu'il y a lieu, pour faire en sorte que les enfants puissent se protéger et demander de l'aide quand cela est nécessaire. Les campagnes de sensibilisation doivent cibler l'ensemble des groupes concernés, pour les encourager à signaler de tels actes et donner l'exemple. Il faut donner de bons exemples pour encourager les changements de comportement non seulement parmi les victimes éventuelles mais également les agresseurs potentiels. Il convient de s'attaquer aux causes profondes de ces formes d'exploitation et d'abus, par l'éducation, pour éviter que ne soient commis de tels crimes à l'avenir.

Le Forum adopte les rapports des deux groupes de travail par acclamation.

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires précise que les deux rapports seront utilisés pour rédiger les propositions d'amendements à la résolution qui sera présentée à la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme. Ce processus d'élaboration aura lieu en consultation avec les présidentes des deux groupes de travail.

Élections au Bureau des femmes parlementaires
(FEM/32/8-Inf.1)

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires fait remarquer que le Forum des femmes parlementaires est tenu de pourvoir le siège vacant du Groupe Asie-Pacifique au sein du Bureau. La candidature de Mme U. Chinbat (Mongolie) a été reçue. S'il n'y a pas de commentaires ou d'objections, elle considérera que le Forum souhaite approuver cette candidature.

Il en est ainsi décidé.

La Présidente fait savoir que le Forum est également appelé à désigner la deuxième Vice-présidente du Bureau. Celui-ci s'est réuni pour examiner deux candidatures, et a approuvé la candidature de Mme W.P. Andrade Muñoz (Équateur). S'il n'y a pas d'objections, elle dit considérer que le Forum approuvera cette nomination.

Il en est ainsi décidé.

Mme W.P. Andrade Muñoz dit qu'elle tient à remercier le Bureau et le Forum pour la confiance qui lui est accordée et affirme sa volonté de collaborer à la réalisation des objectifs communs d'équité et d'égalité entre les sexes, et d'œuvrer pour parvenir à l'égalité des sexes dans les parlements du monde entier.

Lieu et date de la 33e session du Forum des femmes parlementaires

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires annonce que la 33e session du Forum des femmes parlementaires se tiendra immédiatement avant l'ouverture de la 144e Assemblée de l'UIP, qui doit avoir lieu à en mars 2022 à Nusa Dua, en Indonésie.

Mme P.A. Komarudin (Indonésie) dit qu'elle tient à encourager l'ensemble des participantes à assister à la réunion à Nusa Dua. La 144e Assemblée de l'UIP portera sur l'inclusion, qui sera également le thème de la présidence indonésienne du G20.

La Présidente du Bureau des femmes parlementaires remercie l'ensemble des participantes de leurs contributions et prononce la clôture de la 32e session du Forum des femmes parlementaires.

La séance est levée à 17 h 10.

Forum des jeunes parlementaires

SÉANCE DU SAMEDI 27 NOVEMBRE

La séance débute à 14 h 45 sous la conduite de Mme O. Rudenko (Ukraine) et de M. M.A. Rakotomalala (Madagascar), membres du Conseil.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Séance d'ouverture

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, déclare qu'ayant été élu à 25 ans, il se représente l'importance d'élire des jeunes au parlement. Les jeunes ont l'énergie, l'aspiration au changement et le sens de l'innovation essentiels en politique. Ils sont essentiels à la réussite de la démocratie.

L'abstention politique ne fait que croître, tout particulièrement parmi les jeunes. Un grand nombre d'entre eux ne se reconnaissent pas dans la représentation politique. Ils s'éloignent de plus en plus du système politique, ce qui les expose d'autant plus à se tourner vers l'extrémisme. La démocratie doit toutefois constituer un mouvement d'intégration et non d'exclusion. Le Forum des jeunes parlementaires doit aider les parlements à gagner la confiance des jeunes en les incitant à participer à des débats, à adhérer à un parti politique, à lutter pour leurs idées et à voter.

La démocratie a évolué ces dernières années. Les nouvelles technologies jouent désormais un rôle important en politique. La technologie présente de nombreux avantages, notamment la possibilité d'informer tout le monde et d'offrir une plateforme d'expression en retour. Elle peut toutefois aussi être dangereuse, par exemple lorsqu'elle sert à diffuser des propos haineux. Les responsables politiques doivent trouver des solutions permettant de relever les défis des réseaux sociaux sans censure.

Les pays doivent réfléchir aux moyens de faire participer davantage de jeunes à la vie politique et de développer la participation des jeunes au parlement. Il ne suffit toutefois pas que les jeunes fassent acte de présence. Ils doivent avoir la possibilité d'influer réellement sur les décisions gouvernementales. C'est pour les jeunes que nous construisons l'avenir. Les jeunes doivent avoir leur mot à dire dans la définition de l'orientation prise par leur pays.

M. U. Lechte (Allemagne) déplore que l'autonomisation des jeunes n'apparaisse pas comme elle le devrait dans la nouvelle Stratégie de l'UIP pour 2022–2026. L'autonomisation des jeunes, qui était associée à un objectif stratégique à part entière dans la Stratégie précédente, a maintenant été reléguée à un rang inférieur. Cette façon de faire fait fi des efforts et de la lutte de ses prédécesseurs. Cette voie n'est pas la bonne et doit être modifiée. Les jeunes sont l'avenir de la planète. L'UIP ne peut pas approuver une stratégie laissant pour compte les jeunes.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, rappelle les nombreuses occasions offertes d'émettre des critiques à propos de la Stratégie. Le Secrétariat a envoyé le texte à toutes les délégations pour prendre leurs observations, mais aucune n'est revenue concernant l'autonomisation des jeunes. Le Président du Forum des jeunes parlementaires, qui est également membre du Comité exécutif, n'a pas évoqué la question dans ce contexte. L'UIP poursuit de nombreux objectifs, mais a décidé de se concentrer sur cinq d'entre eux uniquement pour que sa mission soit claire. L'un de ces objectifs vise à promouvoir des parlements inclusifs et représentatifs, ce qui est tout particulièrement important pour les jeunes. Le texte n'est toutefois pas définitif et peut être amendé.

Le Secrétaire général précise que le mouvement des jeunes au sein de l'UIP a débuté voici à peu près 11 ans. L'Organisation continuera à donner aux jeunes parlementaires une plateforme leur permettant de contribuer à ses délibérations. Les jeunes sont terriblement sous-représentés dans les institutions politiques, notamment au parlement, où ils ne représentent que 2,6 pour cent des parlementaires. Il est donc important de rajeunir la démocratie, en faisant de l'autonomisation des jeunes partie intégrante du processus démocratique. Les jeunes doivent avoir leur mot à dire car ils sont touchés de façon disproportionnée par les événements actuels, y compris la crise sanitaire et les changements climatiques.

L'UIP va se lancer dans une nouvelle stratégie pour la période 2022-2026. L'autonomisation des jeunes ne fait pas l'objet d'un point à part dans la Stratégie, car elle a été intégrée à l'ensemble des propositions, ce qui signifie que la perspective des jeunes sera prise en compte dans le cadre de tous les objectifs et de toutes les décisions stratégiques. L'UIP espère mettre à profit ses récentes réalisations en matière de représentation des jeunes. La campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !* gagne de l'ampleur et se poursuivra à l'avenir. Il est important de recruter des jeunes dirigeants pour faire augmenter le nombre de jeunes participant au processus de prise de décision.

M. U. Lechte (Allemagne) répète sa précédente observation. Il a conscience que l'autonomisation des jeunes a été intégrée dans l'ensemble de la Stratégie, mais souligne la nécessité de la mettre en valeur plus explicitement. Le Président de l'UIP a déjà accepté de procéder aux changements requis et le Secrétaire général devrait le soutenir.

Mme J. Nemadzinga-Tshabalala (Afrique du Sud) considère important de soutenir les jeunes parlementaires et de les inciter à participer. Il existe toutefois la tentation de considérer que les jeunes possèdent toutes les réponses concernant leur propre autonomisation, ce qui n'est pas forcément le cas. Il serait utile que les parlementaires d'âge mûr fassent connaître leur avis également. Il faut que des hauts responsables tels que les Présidents de parlement parlent du programme pour les jeunes dans leur propre parlement. Il faut donner aux jeunes femmes davantage d'occasions d'occuper des postes d'importance stratégique.

Le Secrétaire général répète que la Stratégie n'a pas encore été adoptée et peut être infléchie dans le sens souhaité par M. Lechte. Les Membres doivent être à l'aise avec la Stratégie et sentir qu'elle leur appartient.

Les observations de Mme Nemadzinga-Tshabalala vont dans le sens du nouvel accent que l'UIP souhaite mettre sur la redevabilité. La nouvelle Stratégie souligne d'ailleurs l'importance de veiller à ce que les parlements mettent en œuvre leurs engagements, notamment en matière d'autonomisation des jeunes. La campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !* invite les parlements à prendre des mesures stratégiques telles que la mise en place de cadres législatifs, de quotas, de sièges réservés, d'initiatives éducatives et d'activités de plaidoyer. Le rapport bisannuel sur la représentation des jeunes contient également des recommandations d'action. Certains pays ont d'ores et déjà pris des mesures positives. En Ouganda, par exemple, un nombre très élevé de jeunes parlementaires ont récemment été élus grâce à des lois et des politiques claires créant un environnement propice à la représentation des jeunes.

Le Secrétaire général convient de la nécessité que des hauts responsables s'engagent en faveur des jeunes. L'importance que revêt la participation des jeunes est systématiquement soulignée lors des rencontres avec les chefs d'État, ce qui a eu des retombées positives. Le Président de l'Ouzbékistan a par exemple organisé une campagne sur la représentation des jeunes qui s'inspire de la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement*.

L'UIP a accumulé au cours de ces dix dernières années beaucoup de connaissances sur l'autonomisation des jeunes, qu'elle espère pouvoir mettre à profit. Elle a trouvé un grand nombre de solutions efficaces et invite les pays à les mettre en œuvre. Ceci étant, le Secrétaire général souligne que les solutions doivent venir des jeunes, et non des générations qui les précèdent. La contribution des jeunes est particulièrement importante en ce qui concerne la révolution numérique.

En tant que Président du Conseil mondial de l'initiative des Défenseurs internationaux de l'égalité des sexes, le Secrétaire général accorde une importance particulière à la parité. L'UIP en tant que telle a accumulé au cours de ces 40 dernières années beaucoup d'expérience en matière d'égalité des sexes, qui pourrait maintenant être appliquée au mouvement en faveur des jeunes. Il n'est pas nécessaire de réinventer la roue sur la question des jeunes.

Mme R.A. Barbarán-Reyes (Pérou) rappelle que le Pérou, malgré l'absence de quotas, a élu un nombre important de jeunes parlementaires lors de ses dernières élections. Le résultat des élections est à mettre au crédit des partis politiques qui ont compris l'importance de recruter des jeunes. La génération précédente commence à prendre conscience de la variété des expériences exigées par le travail parlementaire, ce qui inclut l'expérience des jeunes. L'UIP devrait instaurer des forums en ligne pour les jeunes donnant aux jeunes parlementaires du monde entier un espace d'interaction et d'échange d'expérience. Ces forums doivent être menés par des jeunes.

M. N. Al Alou (République arabe syrienne) estime que la Stratégie doit proposer des solutions permettant de protéger les jeunes et d'accroître leur participation à la vie politique locale. L'émigration des jeunes est un énorme problème, comme en attestent les milliers de jeunes Iraquiens, Syriens et Libanais actuellement massés à la frontière entre la Pologne et le Bélarus.

Le Secrétaire général rappelle que l'un des objectifs centraux de la Stratégie est de promouvoir des parlements inclusifs et représentatifs, ce qui constituera un bon point de départ pour la représentation des jeunes. En outre, le plan de travail pour 2022 contient un grand nombre d'activités et de programmes visant à autonomiser les jeunes. Les jeunes parlementaires doivent être impliqués dans le processus de prise de décision et contribuer à trouver des solutions aux défis que doivent relever les jeunes aujourd'hui. Il ne s'agit toutefois pas uniquement d'accroître la représentation des jeunes au parlement, mais d'aider les jeunes en général, notamment en améliorant leurs perspectives d'emploi et de formation. Il est essentiel de créer un environnement n'exigeant pas des jeunes qu'ils risquent leur vie en migrant d'un pays à l'autre.

Dernières informations sur la participation des jeunes

Le Président rappelle que, voici dix ans, les Parlements membres de l'UIP avaient adopté une résolution ambitieuse concernant la participation des jeunes. Depuis lors, les parlements ont progressivement fait leurs les principes contenus dans ce texte et pris des mesures pour s'ouvrir aux jeunes. En dépit des progrès enregistrés, la représentation des jeunes reste faible. Les jeunes parlementaires de moins de 30 ans ne représentent que 2,6 pour cent des parlementaires.

En 2021, l'UIP a ouvert la voie à la représentation des jeunes à l'échelle mondiale et nationale. Elle a organisé en avril 2021 la Conférence mondiale des jeunes parlementaires, qui s'est soldée par l'adoption d'un document final ayant inspiré le débat de la 142e Assemblée de l'UIP, qui portait sur la conduite à tenir pour surmonter la pandémie et construire un avenir meilleur. Des réunions du Forum et de son Conseil ont également eu lieu, ce qui a permis d'intensifier le travail en faveur de l'autonomisation des jeunes. La cinquième Conférence mondiale des Présidents de parlement qui s'est déroulée à Vienne en septembre 2021 a permis de rallier encore davantage de soutien pour les jeunes.

La nouvelle campagne intitulée *Oui à plus de jeunes au parlement !* a constitué l'initiative phare de l'année. Lancée à l'occasion de la Conférence mondiale des jeunes parlementaires d'avril 2021, ainsi que de la 142e Assemblée de l'UIP et de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement, la campagne a également été mise en valeur le 30 juin, lors de la Journée internationale du parlementarisme, le 12 août, lors de la Journée internationale de la jeunesse, et le 15 septembre, lors de la Journée internationale de la démocratie. Elle bénéficie d'ores et déjà du soutien et de l'engagement forts d'une myriade d'acteurs dans le monde entier. Parmi les 555 acteurs du changement qui se sont engagés à soutenir la représentation des jeunes au parlement, se trouvent 20 présidents de parlement et 190 parlementaires. Nombreux ont été les dirigeants mondiaux à également faire montre de leur soutien , notamment le Premier Ministre du Liechtenstein, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Président de l'Institut national démocratique (NDI) et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette campagne a été lancée dans 20 parlements nationaux, dont les Parlements d'Andorre, de l'Autriche, du Bahreïn, du Bélarus, du Canada, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Inde, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, du Nicaragua, de l'Ouzbékistan, du Pakistan, de la Serbie, de la Thaïlande et de l'Uruguay. Des initiatives telles que des conférences et des ateliers, des plénières avec des jeunes, des messages vidéo des Présidents de parlement, des déclarations de jeunes parlementaires, des communiqués de presse, des vidéos promotionnelles, entre autres, ont été organisées pour marquer le lancement de la Campagne.

Une vidéo présentant la campagne "Oui à plus de jeunes au parlement !" est diffusée.

Mme Z. Hilal (UIP), Secrétaire du Forum, ajoute que la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !* vise à promouvoir la représentation des jeunes au parlement. Elle prie les délégués de participer à la campagne pour attester de leur engagement à l'égard de cette question. La représentation des jeunes n'a pas connu d'amélioration spectaculaire ces dernières années, malgré le soutien exprimé par de nombreux parlementaires pour cette cause. Les jeunes de moins de 30 ans ne représentent toujours que 2,6 pour cent des parlementaires. Il faut donc agir. Toute personne soutenant la campagne s'engagera à agir dans plusieurs domaines clés.

Le premier engagement concerne la promotion des quotas de jeunes. Beaucoup de jeunes se heurtent à des barrières les empêchant de se présenter à des élections ou d'être élus, notamment des entraves culturelles ou liées à la discrimination, à l'absence d'accès aux financements et à leur vie personnelle. Les quotas de jeunes lèvent ces entraves et ouvrent de nouvelles perspectives aux jeunes. Les données de l'UIP révèlent que neuf pays seulement disposent de sièges réservés ou de quotas de jeunes fixés par la législation. Ce chiffre n'a pas bougé depuis 2016, ce qui est extrêmement préoccupant. Les quotas au sein des partis politiques sont moins rares, mais l'objectif visé est que les quotas soient inscrits dans la loi.

Le deuxième engagement concerne l'alignement de l'âge auquel il est possible de se présenter aux élections sur celui auquel il est possible de voter. L'UIP considère que quelqu'un qui est suffisamment âgé pour voter est suffisamment âgé pour se présenter aux élections. Cependant, 69 pour cent des pays dans le monde imposent un délai entre l'âge minimum pour voter et l'âge minimum pour se présenter aux élections. L'âge minimum moyen pour se présenter à des élections est de 23,6 ans, tandis que l'âge minimum pour voter est de 18 ans presque partout dans le monde.

Le troisième engagement concerne le soutien pour les structures réservées aux jeunes au parlement, notamment les commissions, les groupes parlementaires, les réseaux et les forums. Ces canaux sont importants car ils défendent les jeunes au sein du parlement. À l'heure actuelle, 39 pour cent seulement des parlements disposent d'une commission faisant explicitement référence aux jeunes dans son titre. Il existe un forum ou un réseau de jeunes dans seulement 16 pour cent des parlements, qui sont par ailleurs 21 pour cent seulement à s'appuyer sur un groupe de jeunes parlementaires. Les personnes soutenant la campagne pourraient s'engager à améliorer la situation, par exemple en prenant l'initiative de créer un forum de jeunes parlementaires.

Le quatrième engagement consiste à autonomiser les jeunes parlementaires. Une fois élus, les jeunes parlementaires ont besoin d'aide pour renforcer leurs capacités et leurs connaissances. Il est demandé aux Présidents de parlement de proposer aux jeunes parlementaires des formations visant à leur permettre d'exercer leur influence et de se faire entendre. De surcroît, l'ancien Président du Conseil du Forum des jeunes parlementaires a prié l'UIP d'organiser à l'intention des jeunes parlementaires une "série en faveur de l'autonomisation" comportant un volet de formation en ligne.

Le cinquième engagement consiste à jouer un rôle de mentor pour des jeunes désireux de s'impliquer dans la vie politique. Les parlementaires doivent se mettre en contact avec les écoles, les universités et les autres organisations de jeunes pour passer du temps avec les jeunes dans le but de leur prouver qu'ils peuvent tout à fait devenir un dirigeant politique. Les parlementaires pourraient par exemple faire venir des jeunes dans leur permanence ou les emmener lorsqu'ils font campagne pour les élections.

Le dernier engagement concerne le plaidoyer en faveur de la représentation des jeunes, grâce à la promotion de la campagne dans tous les pays et sur tous les continents. Il faut que les délégués encouragent autant de parlementaires que possible, quel que soit leur sexe ou leur âge, à participer à la campagne.

La campagne a d'ores et déjà été lancée par plusieurs parlements, notamment les parlements de l'Autriche, de l'Équateur, du Bahreïn, de l'Uruguay et du Bélarus, ainsi que par certaines organisations internationales telles que le NDI, la Fondation Kofi Annan et le PNUD. Mme Hilal invite une nouvelle fois instamment les délégués à participer à la campagne.

Le Président annonce que l'UIP prendra de nouvelles initiatives passionnantes en 2022. Elle lancera par exemple une initiative phare sous la forme d'une Série Autonomisation proposant aux jeunes parlementaires des séances d'information en ligne, des ateliers et des séminaires de formation. Elle organisera également la prochaine Conférence des jeunes parlementaires, qui aura pour sujet principal l'engagement des jeunes en faveur du climat. Il invite les délégués à s'associer à de telles initiatives.

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo) déplore que de nombreux pays ne disposent pas de lois favorisant la représentation des jeunes. Les parlementaires doivent user de leur pouvoir pour que les lois requises soient adoptées. Il ne s'agit pas juste de faire augmenter la représentation des jeunes, mais d'améliorer l'efficacité de cette représentation. Les jeunes parlementaires doivent pouvoir s'attaquer aux problèmes concrètement rencontrés par les jeunes aujourd'hui. Dans de nombreux pays, l'avis des jeunes parlementaires n'est pas pris en considération.

La République démocratique du Congo dispose d'un forum de jeunes au sein de l'Assemblée nationale et espère en créer un au Sénat. La proportion de jeunes au Sénat, qui atteint 35 pour cent, est élevée. Toutefois, le chiffre mondial de 2,6 pour cent est inacceptable. Les partis politiques doivent faire figurer des jeunes sur leurs listes de candidats. Au lieu de se plaindre aux réunions, les Membres de l'UIP devraient s'inciter les uns les autres à agir. La campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !* devrait être lancée dans tous les parlements.

Mme K. Tsilosani (Géorgie) annonce que le Parlement géorgien compte plus de 50 pour cent de jeunes parlementaires, y compris le Président. Un grand nombre de jeunes prennent en outre part aux élections locales et une large part d'entre eux assume des postes à responsabilités. Les quotas sont une mesure importante pour développer la représentation des jeunes, mais il est aussi nécessaire de promouvoir l'égalité des chances pour tous. Certaines cultures et traditions n'accordent pas de valeur particulière à la représentation des jeunes. Il faut donc sensibiliser la population à l'importance de la participation des jeunes à la vie politique et à l'élaboration des lois. La campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !*, associée à la nouvelle Stratégie de l'UIP, devrait porter des fruits tangibles.

M. V. Tsvangirai (Zimbabwe) déclare que le Zimbabwe a ajouté dix sièges supplémentaires au quota réservé aux jeunes au parlement. Une jeune femme a été placée à la tête de la Commission sur le climat et un groupe de jeunes parlementaires composé de jeunes parlementaires, de jeunes conseillers et de jeunes maires a officiellement été créé. Le groupe de jeunes parlementaires du Zimbabwe invite les autres groupes de jeunes parlementaires du monde entier à s'engager.

Mme M. Grisoul (Monaco) se félicite que Monaco ait enregistré de nombreuses avancées en matière de représentation des jeunes. En sa qualité de jeune parlementaire, elle est la Vice-Présidente de son parti politique. Son pays a instauré un Conseil national des jeunes composé de 12 jeunes, dont 9 femmes. Ce Conseil permet aux jeunes de 15 à 18 ans de présenter des propositions au parlement sur des questions qui les concernent, notamment l'écologie, l'éducation et les bourses d'étude. Le Parlement de Monaco est composé de 24 parlementaires, dont 6 ont moins de 35 ans. De plus en plus de jeunes s'intéressent à la politique à Monaco. Cet intérêt s'explique en grande partie par le fait que tous les débats parlementaires sont diffusés à la télévision et sur les réseaux sociaux.

M. E.L. Barri Wanji (Soudan du Sud) déclare que le Soudan du Sud a 30 parlementaires de moins de 30 ans. Il faudrait mettre davantage l'accent sur le rôle joué par les gouvernements et les partis politiques dans la promotion de la représentation des jeunes. Les jeunes doivent être traités comme des organismes vivants. Ils doivent être soutenus et nourris jusqu'à ce qu'ils expriment intégralement leur potentiel. L'éducation doit être une priorité absolue. À l'heure actuelle, 260 millions d'enfants dans le monde ne fréquentent pas l'école, dont 100 millions en Afrique. Si les jeunes n'ont pas les compétences, attitudes et connaissances voulues, ils ne pourront pas assumer de fonctions parlementaires, y compris si leur pays plaide en faveur de l'accroissement du nombre de jeunes dans la vie politique.

M. R.M.M. Iqbal (Pakistan) félicite l'UIP de ses efforts en faveur de l'accroissement de la représentation des jeunes au parlement. Le Pakistan a créé en 2003 un forum de jeunes parlementaires, qui dispose d'un secrétariat et d'un conseil composé de six membres, dont le Président et le Secrétaire général. Le Conseil est élu au scrutin direct. Les deux extrémités de l'échiquier parlementaire sont représentées à ce forum bipartisan. À ce stade, il a pris de nombreuses initiatives en faveur des femmes et de jeunes, y compris la création de la Loi sur les personnes transgenre. Deux des quatre provinces appliqueront des quotas de jeunes lors des prochaines élections locales. M. Iqbal soutient la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement.* Les jeunes, enthousiastes et foisonnants d'idées nouvelles, sont ouverts au changement et comprennent les problématiques contemporaines.

Mme R. Campain (Équateur) annonce que 54 pour cent des parlementaires équatoriens ont moins de 45 ans. Les jeunes sont donc assurés de prendre part à la prise de décision. L'Équateur a réformé sa législation sur la démocratie pour faire une part plus large aux jeunes.

Il est très important de reproduire les exemples de bonnes pratiques et de passer des mots aux actes. Les jeunes parlementaires doivent entrer directement au parlement et y faire passer eux-mêmes les réformes qui les concernent. Mme Campain soutient la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement.*

M. D.L. Keorapetse (Botswana) regrette que le Botswana, qui est pourtant la plus vieille démocratie d'Afrique sub-saharienne, conserve autant de faiblesses. Le Parlement du Botswana n'est pas inclusif. Les femmes n'y représentent que 10 pour cent des parlementaires et les jeunes de moins de 40 ans également. Il n'existe pas de sièges réservés aux femmes ou aux jeunes. Quatre des six sièges de partis ont toutefois été attribués à des femmes, dont une jeune femme d'une trentaine d'années. Au Botswana, l'âge minimum pour voter est de 18 ans. M. Keorapetse demande l'avis du Forum concernant la diminution à 16 ans de l'âge minimum pour voter. Certains partis politiques du Botswana permettent aux jeunes de 16 ans de voter sur des questions internes alors que l'âge minimum pour voter aux élections est de 18 ans. Il demande ce que l'UIP peut faire pour aider les parlements à créer un forum de jeunes. Les jeunes doivent défendre leurs droits et exiger avec fermeté la place qui leur revient de droit.

M. M.A. Bouchouit (Algérie) annonce que les jeunes représentent 34 pour cent des parlementaires en Algérie. Le pays a réussi à élire un grand nombre de jeunes parlementaires grâce à une loi électorale obligeant tous les partis politiques à présenter 50 pour cent de jeunes sur leurs listes de candidats. Il est important de soutenir tous les jeunes du monde entier qui sont victimes de répression et de persécutions et incapables de participer, comme c'est le cas d'un grand nombre de jeunes Palestiniens.

M. W. Soto Palacios (Pérou) considère que les jeunes ont un rôle très important à jouer et doivent avoir la possibilité de représenter leur pays au parlement. Une fois élus, les jeunes parlementaires doivent s'engager à rédiger des lois protégeant les intérêts des électeurs. Il est également nécessaire de renforcer le rôle des partis politiques en matière de promotion de la représentation des jeunes. Les engagements ne doivent pas se limiter aux mots, mais se transformer en actes.

Mme N. Arpadarai (Azerbaïdjan) se réjouit que de nombreux jeunes parlementaires aient participé aux élections qui se sont récemment déroulées en Azerbaïdjan. Partisane de la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !* pour accroître la représentation des jeunes dans tous les secteurs, elle n'est pas convaincue par les quotas. L'éducation et les connaissances sont fondamentales. La société doit faire éclore ses propres jeunes dirigeants. M. Arpadarai croit au pouvoir de la communication, qui est une façon d'accroître la représentation des jeunes. Les jeunes, tout particulièrement les jeunes femmes, sont confrontés à des difficultés similaires lorsqu'ils tentent de s'impliquer dans la vie politique.

Mme J. Nemadzinga-Tshabalala (Afrique du Sud) se félicite de ce que les jeunes de moins de 45 ans représentent 30 pour cent de l'ensemble des parlementaires sud-africains. Le plus jeune parlementaire a 21 ans et préside le Congrès des jeunes sud-africain. Quatre des 47 commissions parlementaires seulement sont présidées par des jeunes de moins de 45 ans. Les hommes parlementaires sont plus nombreux que leurs homologues de sexe féminin dans toutes les classes d'âge. L'Afrique du Sud ne dispose pas de quotas de jeunes prévus par la législation ni de sièges attribués sur une base préférentielle. Sa Constitution prévoit que toute personne autorisée à voter à des élections nationales ou locales peut être élue parlementaire. Il revient aux partis politiques de désigner des jeunes sur leurs listes de candidats. Il est important de s'attaquer à la question de l'apathie des jeunes et d'inciter plus de jeunes à voter.

Mme J.C. Ng'andwe (Zambie) annonce que l'âge moyen de la 13e Assemblée nationale de Zambie est identique à celui de la 12e Assemblée, à savoir 48 ans. Lors de l'élection de la 13e Assemblée nationale, toutefois, a été enregistrée une légère hausse de la représentation des jeunes, qui est passée de 2 à 4 pour cent. Le niveau de représentation des jeunes est faible au regard du fait que les jeunes de 15 à 35 ans constituent 36,7 pour cent de la population.

Mme Ng'andwe souhaite proposer plusieurs solutions. En premier lieu, les jeunes parlementaires devraient avoir une plateforme leur permettant d'échanger leurs idées et leurs connaissances. En second lieu, il faut créer un groupe parlementaire pour les enfants. En dernier lieu, il est indispensable de soutenir les jeunes parlementaires.

La Zambie a prévu de créer un groupe de jeunes parlementaires permettant aux jeunes d'influer sur la politique et sur les lois. Mme Ng'andwe soutient la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement.*

M. M. Bouva (Suriname), ancien Président du Conseil du Forum, remercie le Président de l'UIP et le Forum pour l'appui qu'ils lui ont apporté pendant sa présidence, qui a eu lieu à une époque très difficile, au cours de laquelle il a fallu travailler en présentiel et en ligne. Le Forum a néanmoins su mettre à profit le temps à sa disposition et mené à bien divers travaux, dont le rapport sur la représentation des jeunes, des propositions pour la nouvelle Stratégie de l'UIP et la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement*.

Le renforcement des capacités doit être au cœur de tous les efforts d'autonomisation des jeunes. Les jeunes parlementaires doivent avoir les connaissances et les compétences requises pour aborder des questions telles que les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 et le Programme 2030. L'éducation est un autre domaine clé. Nombreux sont les jeunes qui ont du mal à étudier en ligne, certains ne disposant même pas d'un ordinateur ou d'une connexion Internet. L'insécurité alimentaire, le chômage et les problèmes de santé figurent au nombre des autres problèmes auxquels les jeunes sont confrontés.

Les jeunes parlementaires devraient s'autonomiser les uns les autres dans les domaines précités. Il faut également que le budget consacré à l'autonomisation des jeunes soit suffisant. M. Bouva invite les délégués à soutenir la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement.*

M. A. Zhupanyn (Ukraine) annonce que le Parlement ukrainien est le deuxième parlement le plus jeune du monde. Environ 12 pour cent des parlementaires ont moins de 34 ans et 58,4 pour cent moins de 45.

Les jeunes parlementaires se heurtent en général à trois obstacles dans leur travail. Tout d'abord, les citoyens et les électeurs pensent souvent que les jeunes n'ont pas les compétences requises. Ensuite, les citoyens et les électeurs ne font souvent pas confiance aux jeunes. Enfin, les jeunes parlementaires ne bénéficient que de peu de soutien, voire aucun. Ceci étant, il est logique que les jeunes s'intéressent à la politique. Les parlements ont besoin des jeunes, qui amènent des idées nouvelles et de la fougue. M. Zhupanyn soutient la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement.*

Mme T. Owatemi (Royaume-Uni) déclare que le Royaume-Uni a 21 parlementaires de moins de 30 ans et 109 parlementaires de moins de 40. Le plus jeune parlementaire a 23 ans. Les jeunes ont amené au parlement de la compassion et des valeurs intersectorielles, ainsi qu'une diversité accrue sur le plan du genre et de l'origine ethnique.

Le Royaume-Uni est engagé depuis toujours en faveur de l'amélioration de la participation des jeunes. Les jeunes de 11 à 18 ans peuvent participer à un parlement qui leur est réservé. Les jeunes peuvent aussi servir dans le cabinet fantôme et s'y familiariser avec divers portefeuilles ministériels. Dans certaines zones, un jeune maire a été élu et il a inscrit la promotion des activités des jeunes au budget. Des jeunes travaillent aussi avec les commissariats de police pour trouver des solutions adaptées aux jeunes.

Un jeune parlementaire a pour mission de combler le fossé intergénérationnel. Il doit être au premier rang de ceux qui cherchent des solutions politiques novatrices aux questions qui concernent tant les jeunes que les générations précédentes.

M. A. Merei (République arabe syrienne) exprime son accord avec M. Zhupanyn pour ce qui est des obstacles auxquels se heurtent les jeunes. La Syrie, qui aimerait intégrer davantage de jeunes dans son Parlement, en est incapable en raison des nombreux problèmes de sécurité auxquels elle est confrontée. Le rôle de l'UIP ne se limite pas à inciter les pays à accroître la représentation des jeunes, il consiste aussi à créer un environnement de travail plus propice à la participation des jeunes.

M. R. Zare (République islamique d'Iran) considère les jeunes comme le catalyseur du changement et de la transformation. L'histoire révèle que les jeunes sont à l'origine d'un grand nombre d'évolutions économiques, politiques, scientifiques et culturelles. Il faut donc les former et les mobiliser afin qu'ils puissent jouer un rôle actif dans la société.

Il est impossible de jeter des bases démocratiques sans la participation active des jeunes. Accroître la participation politique et civique des jeunes est essentiel pour instaurer des systèmes politiques inclusifs et des gouvernements responsables, promouvoir une gouvernance de qualité et assurer la survie des institutions démocratiques. Il est particulièrement important de veiller à la participation des jeunes aux élections législatives et de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle dans des institutions démocratiques.

En Iran, la jeune génération a joué un rôle significatif dans l'innovation économique et scientifique. Le Parlement iranien est composé à plus d'un tiers de jeunes d'origines ethniques et de confessions religieuses diverses. Pour promouvoir la représentation des jeunes, il est indispensable d'investir dans l'épanouissement des talents des jeunes, de leur donner le bon exemple et de les sensibiliser à l'importance de leur rôle et de leur pouvoir.

Les parlements doivent élaborer une feuille de route en faveur de l'autonomisation des jeunes et donner aux jeunes des incitations fortes à participer.

Contribution aux travaux de la 143e Assemblée

Le Président rappelle le thème du débat général, à savoir *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie.* Il invite quelques délégués à apporter leur contribution au débat, qui devra inclure la perspective des jeunes.

M. H. Bouzekri (Algérie) félicite l'UIP d'avoir intégré la perspective des jeunes dans ses activités régulières. Le monde a besoin de renouveau. Les jeunes ouvriront de nouvelles perspectives et de nouvelles pistes de réflexion.

Le monde doit tourner le dos aux conflits et à la haine pour aller vers la coopération. La coopération internationale est indispensable pour développer la paix et la stabilité, construire des institutions respectueuses des droits de l'homme et mettre au point des technologies efficaces.

Les jeunes doivent s'unir pour trouver des solutions aux problèmes, notamment en faisant appel à la numérisation et aux technologiques de l'information et de la communication (TIC). Il faut leur montrer qu'ils sont capables de guider le monde vers une nouvelle phase de l'humanité.

M. R.M.M. Iqbal (Pakistan) estime que la démocratie ne doit pas se contredire ni pratiquer un double jeu. Il arrive souvent que des dirigeants se drapent dans la démocratie alors qu'ils deviennent des dictateurs. La démocratie perdra sa crédibilité si les dirigeants continuent à agir ainsi. Il faut que la démocratie continue à évoluer et à devenir de plus en plus représentative pour conserver la confiance du peuple.

Un délicat équilibre est à trouver pour régler les problèmes posés par les réseaux sociaux. Les citoyens doivent être libres d'utiliser les réseaux sociaux comme plateforme politique sans être pour autant en mesure de diffuser des propos haineux ou des informations fallacieuses. Nombreux sont les dirigeants qui tentent de se préserver de la critique émise sur les réseaux sociaux. Ce faisant, ils invalident les principes de la démocratie, qui ne saurait être qualifiée de telle si elle n'écoute pas le peuple.

Le Président se réfère à la résolution intitulée *La législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants,* qui est en cours d'examen à l'Assemblée. M. Lechte (Allemagne) a été nommé rapporteur du Forum chargé de rédiger un rapport de synthèse présentant le point de vue des jeunes sur le thème de la résolution. Il invite M. Lechte à présenter le rapport.

M. U. Lechte (Allemagne) lit le rapport de synthèse sur le point de vue des jeunes. La numérisation présente de nombreux avantages, qui vont toutefois de pair avec de nombreuses difficultés. La technologie évoluant, une criminalité de type nouveau émerge elle aussi. Le nombre sans cesse croissant de cas d'exploitation sexuelle des enfants en ligne constitue l'une des tendances préoccupantes. Les coupables s'abritent derrière l'anonymat que permet le réseau Internet pour contacter des enfants, partager des images d'abus et dissimuler leur identité et leur profil tout en s'encourageant et en s'incitant les uns les autres à commettre d'autres crimes. Derrière chaque image, vidéo ou écran, toutefois, se cache un enfant en chair et en os victime d'exploitation sexuelle. Ces crimes nuisent aux enfants non seulement physiquement, mais aussi psychologiquement, les laissant souvent traumatisés à vie. La capacité à recycler ce matériel sur Internet expose les victimes à la réitération du préjudice subi des millions de fois.

L'exploitation sexuelle des enfants en ligne se présente sous de nombreuses formes, mais les coupables se servent en général de quatre méthodes, à savoir du matériel présentant des abus sexuels commis sur des enfants, la sollicitation d'enfants à des fins sexuelles, la diffusion en direct sur Internet d'abus sexuels d'enfant et l'extorsion de faveurs sexuelles (qui consiste à contraindre et menacer les enfants à des fins sexuelles). Ce phénomène comporte en outre quatre grandes dimensions, à savoir la production, la distribution, l'achat et la détention de ce matériel. Il faudra prendre des mesures adaptées à chacune de ces dimensions pour combattre efficacement

l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Il est donc indispensable de tenir compte de l'offre et de la demande de contenu exposant des enfants victimes d'exploitation sexuelle. Les États doivent agir en légiférant, en sensibilisant et en passant par les structures chargées de la répression aux échelons national et international.

Le Forum des jeunes parlementaires souhaite : 1) exprimer sa vive inquiétude concernant l'ampleur, la cruauté et les effets physiques et psychologiques à long terme sur les enfants victimes d'exploitation sexuelle ; 2) condamner l'exploitation sexuelle des enfants en ligne sous toutes ses formes ; 3) souligner la nature transfrontière de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne pour ce qui est de la production, de la distribution, de l'achat et de la détention de tel matériel ; 4) reconnaître et réitérer la nécessité de protéger les enfants en luttant contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne sous toutes ses formes et à tous les échelons ; 5) mettre en exergue le cercle vicieux constitué par l'offre et la demande sur le marché de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne et 6) soutenir l'adoption dans le monde entier de lois luttant contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne.

Par conséquent, le Forum des jeunes parlementaires : 1) souligne la nécessité de mieux protéger les enfants en luttant fermement et mondialement contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne ; 2) invite les États à adopter des lois luttant contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne ; 3) plaide en faveur du renforcement et de l'harmonisation des cadres juridiques de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne ; 4) encourage les États à prendre l'initiative de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne dans toutes ses dimensions (production, distribution, achat et détention) ; 5) invite les Parlements membres à légiférer pour réglementer le fonctionnement des réseaux sociaux, en les obligeant à déployer davantage d'efforts pour détecter et effacer immédiatement le contenu en ligne relatif à l'exploitation sexuelle des enfants ; 6) recommande aux États de rejoindre l'association INHOPE, qui coordonne le recueil rapide de preuves grâce à la base de données internationale d'Interpol sur l'exploitation sexuelle des enfants en ligne ; 7) rappelle aux Parlements membres d'inclure la formation aux médias dans les programmes scolaires et de sensibiliser les enfants à l'utilisation personnelle des données ; 8) recommande aux Parlements membres de prendre des mesures de prévention et de sensibilisation permettant d'alerter les enfants, les adolescents, les parents et les enseignants à la question de l'exploitation sexuelle des enfants ; 9) souligne l'importance de la prise en charge des enfants victimes d'exploitation sexuelle et 10) encourage les États, l'industrie de la technologie et les institutions des Nations Unies à nouer des partenariats pour lutter plus efficacement contre ce fléau.

Il est fondamental de se concentrer, non seulement sur les coupables, mais aussi sur les victimes. La résolution doit adopter une perspective holistique incluant tous les aspects de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne.

Mme Kang Sunwoo (République de Corée) estime que la pandémie a accéléré les activités en ligne, ce qui a suscité un intérêt croissant pour le métavers. Le métavers est un espace de réalité virtuelle et physique en ligne permettant aux utilisateurs de virtualiser leur quotidien. Les principaux utilisateurs des plateformes de métavers sont les adolescentes.

Le métavers ne protège pas de la criminalité sexuelle. Grâce à l'évolution rapide de la technologie, les coupables ont étendu leur prédation aux espaces virtuels. Toutefois, la violence sexuelle en ligne, notamment dans le métavers, échappe encore pour une large part à la législation de la majorité des pays du monde. Il est essentiel de durcir les sanctions légales et d'apporter un soutien ferme aux victimes, tout en élaborant des mesures de prévention, notamment en renforçant la responsabilité des fournisseurs de services Internet. Mme Sunwoo invite les délégués à s'unir dans cette lutte afin que tous les enfants puissent vivre protégés de l'exploitation sexuelle et des abus.

M. M. Almheri (Émirats arabes unis) évoque les nombreux efforts consentis par les Émirats arabes unis pour protéger les enfants et les adolescents de la violence en ligne. Son pays a signé divers accords régionaux et internationaux, notamment la Convention sur la protection des enfants contre la cybercriminalité, et adopté un certain nombre de lois à l'échelle nationale. En outre, les Émirats arabes unis ont mobilisé plus de 450 dirigeants religieux, appelés à collaborer pour protéger les sociétés, tout particulièrement les enfants, des cyberrisques. Parmi les autres mesures prises figure l'organisation, en 2015, du deuxième Sommet mondial Webprotect et la désignation, en 2017, par l'Union internationale des télécommunications (UIT), des Émirats arabes unis à la tête de la Commission internationale sur la protection en ligne des enfants. Plusieurs politiques ont été adoptées pour promouvoir le bien-être en ligne, notamment un code de bonne

conduite pour les citoyens et une plateforme permettant aux familles de s'assurer du contenu des jeux vidéo avant qu'ils ne soient commercialisés. Pendant la pandémie de COVID-19, le gouvernement a lancé la plateforme des Émirats pour l'ouverture de perspectives aux jeunes, qui leur donne accès à différents programmes et technologies éducatifs.

Séance de questions-réponses sur le thème : *Quel bilan tirer des forums de jeunes parlementaires et de leurs travaux ?*

Le Président annonce que le nombre de parlements instaurant un forum de jeunes parlementaires va croissant. Les recherches menées par l'UIP ont révélé l'existence de forums dans 16 pour cent des parlements environ. Leur action est généralement axée sur un éventail de questions, parmi lesquelles la mise en réseau et le renforcement des capacités, la coordination de l'action parlementaire concernant les jeunes et la participation des jeunes parlementaires à la société civile. La séance de questions-réponses vise à inciter les jeunes parlementaires à faire part de leur expérience et de leurs bonnes pratiques concernant l'établissement, le fonctionnement et l'impact des forums de jeunes parlementaires dans leurs parlements respectifs. La séance s'ouvrira sur les observations présentées par les intervenants, qui seront suivies des commentaires des participants.

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo), intervenante, se félicite que la République démocratique du Congo ait créé un forum de jeunes au sein de son Assemblée nationale. Le forum des jeunes axe ses travaux sur la promotion de la représentation des jeunes au parlement et dans d'autres institutions. Il s'occupe également des questions concernant les jeunes en général. L'Union africaine a activement encouragé les pays africains à créer des forums de jeunes, ainsi qu'à envoyer des jeunes parlementaires participer à des sommets régionaux. Les parlements du monde entier doivent s'impliquer davantage dans la création de plateformes pour les jeunes. Organiser des conférences destinées à promouvoir les questions intéressant les jeunes est aussi important.

Les jeunes parlementaires siègent au parlement, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour les millions d'autres jeunes dans la société. La population africaine est composée à 60 pour cent de jeunes, qui sont nombreux à ne pas avoir d'emploi ou sont vulnérables à l'endoctrinement de la part de groupes terroristes ou armés. Les jeunes parlementaires doivent s'efforcer d'améliorer les conditions de vie des jeunes.

Les jeunes doivent être en mesure de se faire entendre sans discrimination. Ils doivent influer sur la prise de décision. Ils doivent participer aux débats et contribuer à l'élaboration des lois, tout particulièrement en matière de représentation des jeunes. Sans lois, il est très difficile d'accroître la participation des jeunes à la vie politique.

La lutte en faveur d'une représentation accrue des jeunes doit commencer avec les partis politiques. C'est par l'intermédiaire des partis politiques que les jeunes font leur entrée au parlement. Les partis politiques devraient mettre en place des règles affectant un certain pourcentage de places de leurs listes de candidats aux jeunes.

Il existe un conflit entre les générations, les personnes plus âgées ne faisant pas confiance aux jeunes parlementaires et ne leur accordant pas de crédit. En ce qui concerne Mme Furaha Muyumba , elle est rarement écoutée par ses collègues, qui n'ont que peu de respect pour ses capacités de dirigeante. Elle continuera néanmoins à œuvrer avec confiance, malgré son âge. Les jeunes arriveront là où ils doivent être s'ils croient en eux et font le nécessaire.

Les jeunes parlementaires doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour remplir leur mission parlementaire avec brio. La qualité compte davantage que la quantité. La génération précédente rechignera à laisser entrer davantage de jeunes au parlement si les jeunes parlementaires actuels ne se montrent pas efficaces. C'est aussi grâce à un engagement de qualité que les jeunes parlementaires peuvent devenir des modèles pour les autres jeunes, les incitant à devenir eux-mêmes parlementaires un jour. Il faut former les jeunes parlementaires pour les aider à participer efficacement à l'échelon le plus élevé.

M. K.I. Tukura (Nigéria), Président du Forum des jeunes parlementaires du Nigéria, intervenant, souligne l'importance de créer des forums de jeunes au parlement. Les jeunes parlementaires doivent convaincre leurs collègues, jeunes et moins jeunes, de la valeur et de l'importance de la présence de jeunes au parlement.

Il est indispensable d'être bien formé pour offrir des services de qualité au parlement. C'est la formation qui permettra aux jeunes parlementaires de s'exprimer avec aplomb et autorité. La génération précédente n'aura d'autre choix que d'écouter si les jeunes s'expriment avec autorité.

Il est important d'entretenir l'élan ayant permis de créer un forum de jeunes. Le forum doit continuer à interagir avec les jeunes. Il doit continuer à relayer leur voix, à plaider en faveur de la formation et à donner plus de place aux jeunes dans la gouvernance.

Le forum des jeunes parlementaires du Nigéria, créé en 2016, a pour l'instant enregistré beaucoup de réussites. Il a récemment soutenu un projet de loi contraignant le Président à inclure les jeunes lorsqu'il procède à des désignations. Grâce à ce projet de loi, les jeunes sont mieux placés pour occuper des postes à responsabilités. Un programme de mentorat prévoyant que chaque membre du Forum prenne en charge un jeune dans le but de le préparer à l'avenir a aussi été lancé. Les mentorés suivent les parlementaires dans leurs activités législatives et politiques et lorsqu'ils se rendent dans leur circonscription.

Le Forum est aussi devenu un point de ralliement pour les activités destinées aux jeunes. En 2020, par exemple, il a organisé une table ronde, à laquelle ont assisté le Président du Parlement et le Vice-Président de la République, pour débattre de l'évolution d'une révolte menée par les jeunes dans le pays. Il a aussi tenu une conférence rassemblant plusieurs groupes de jeunes afin que ces derniers puissent faire entendre leur voix.

M. M.A. Rakotomalala (Madagascar), intervenant, rappelle que le Forum des jeunes parlementaires de Madagascar, inspiré du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, a vu le jour au cours du précédent mandat parlementaire (2014–2019). Le Forum a été créé en raison du fait que les jeunes représentent la majorité de la population et ont, de ce fait, un rôle essentiel à jouer dans le développement socio-économique du pays. Il a pour objectif d'influer de façon positive sur la vie des autres jeunes, en les aidant à devenir des citoyens compétents, actifs, unis et épanouis. Il vise aussi à inclure de plus en plus de jeunes dans la prise de décision, tout particulièrement lorsque les problématiques les concernent. Le Forum des jeunes parlementaires de Madagascar, qui a contribué à la prise de conscience de l'importance de la représentation des jeunes, poursuit son œuvre à l'occasion de divers événements, dont des séminaires, des ateliers et des festivals. Ces efforts ont contribué à améliorer la perception des jeunes et incité davantage de jeunes à s'intéresser aux affaires publiques. Une réunion organisée à Antananarive à l'intention des jeunes parlementaires du monde francophone, où les participants ont pu créer des liens et mettre leur expérience en commun, a remporté un franc succès. Le Forum a pu poursuivre ses travaux grâce à la désignation d'un secrétaire administratif.

M. E.L. Barri Wanji (Soudan du Sud) déclare que son pays, auquel s'applique actuellement un accord de paix après la dissolution, puis la réinstauration, du Parlement passe en ce moment par une période de transition. Les jeunes parlementaires, qui ont tenté de former un groupe de jeunes, se sont heurtés à l'écueil de la division partisane. Le parti au pouvoir, majoritaire au parlement, a très peu de jeunes dans ses rangs. L'opposition, minoritaire au parlement, compte beaucoup de jeunes dans ses rangs. Le choix des dirigeants du groupe a constitué la pomme de discorde. L'opposition a fait pression pour que la direction du groupe lui soit confiée, puisqu'elle compte davantage de jeunes parlementaires. Le parti au pouvoir a toutefois refusé, arguant du fait que la direction devrait revenir au gouvernement, conformément au récent accord de paix. La question reste en suspens. M. Barri Wanji demande aux intervenants comment ils ont réussi à s'entendre en dépit de leurs désaccords politiques pour créer un groupe de jeunes parlementaires. L'aide d'autre pays sera la bienvenue.

M. K.I. Tukura (Nigéria), Président du Forum des jeunes parlementaires du Nigéria, intervenant, annonce que le président du Forum a été choisi au terme d'élections rassemblant les candidats de plusieurs partis politiques. Il conseille M. Barri Wanji de ne pas se laisser décourager. S'il est capable de prouver l'importance du Forum, les partis d'opposition n'auront d'autre choix que d'en tenir compte. Le dialogue est aussi très important. M. Barri Wanji peut tenter d'exercer des pressions informelles sur les parlementaires pour trouver une solution. Un examen par les pairs pourrait aussi se révéler utile. Les pays ayant déjà bien avancé dans la création de leur forum de jeunes parlementaires pourraient conseiller les pays qui ne font que démarrer.

M. U. Lechte (Allemagne) demande aux intervenants s'ils bénéficient de financements pour faire vivre le forum des jeunes parlementaires. Il serait intéressant de savoir si la génération précédente a soulevé des objections à l'instauration d'un tel groupe. En Allemagne, il existe déjà au sein des partis politiques des groupes destinés aux parlementaires de moins de 40 ans, ce qui rend difficile la création d'un groupe au niveau du parlement.

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo), intervenante, précise qu'il est indispensable de réfléchir à l'aspect financier du forum avant son instauration. Dans son pays, les fonds alloués au forum des jeunes figurent au budget annuel du parlement. Elle invite les autres pays à faire de même. Il est indispensable de financer les activités du forum avec des ressources nationales plutôt que de compter sur des partenaires extérieurs tels que le PNUD.

Mme C.I. López Castro (Mexique) se dit satisfaite qu'un nombre croissant de pays adoptent des quotas de jeunes. Le Mexique a rendu les quotas de jeunes obligatoires aux échelons local et fédéral, mais ne dispose pas d'un réseau de jeunes parlementaires. Elle s'efforcera de défendre l'idée d'un réseau de jeunes dans son parlement et invite les autres pays à faire de même. Il sera ensuite possible de faire part à l'UIP du résultat de ces efforts. Il doit exister un réseau de jeunes parlementaires dans chaque parlement du monde.

Mme J. Nemadzinga-Tshabalala (Afrique du Sud), complétant les observations de M. Barri Wanji, constate que les démocraties multipartites se généralisent. L'Afrique du Sud s'est par exemple récemment trouvée dans une coalition multipartite. Elle demande aux intervenants d'expliquer comment les parlements peuvent travailler efficacement lorsqu'ils sont composés de partis multiples prônant des politiques et des stratégies divergentes.

L'Afrique du Sud ne dispose pas d'un forum de jeunes parlementaires en tant que tel, mais de groupes de jeunes siégeant une fois par an au cours du "mois des jeunes" (en juin). Des jeunes de toutes les provinces du pays sont invités à assister aux groupes, où ils peuvent aborder les questions qui les préoccupent, voire présider les réunions.

Il est important de nouer des partenariats intergénérationnels au parlement. Des personnes de toutes les générations doivent s'unir pour mettre en commun leurs idées et leur expérience afin de soutenir les jeunes parlementaires dans l'exercice de leur mandat. Les programmes de mentorat constituent un bon moyen de développer des relations de coopération entre les jeunes parlementaires et les parlementaires plus aguerris. Ils pourraient être mis en place au parlement, mais aussi dans la société en général, par exemple dans le monde de l'entreprise.

En Afrique du Sud, le terme de "jeune" se réfère en général à des personnes ayant entre 18 et 35 ans. À l'UIP, cette fourchette va jusqu'à 45 ans. Toutefois, qualifier de "jeune" une personne de 45 ans pourrait ne pas être très juste. Mme Nemadzinga-Tshabalala préfère les considérer comme des personnes d'âge mûr. Le Forum devrait envisager de modifier sa formule pour mieux coller à la définition du terme de "jeune".

Il est important d'imposer des quotas de jeunes dans la législation, de prévoir des sièges réservés et des quotas dans les partis pour faire augmenter le nombre de jeunes parlementaires. Les systèmes politiques les plus efficaces contribuent à abaisser les entraves auxquelles se heurtent les jeunes désireux de se porter candidats et d'être élus. Aligner l'âge minimum pour être candidat sur l'âge minimum pour voter serait aussi favorable. Pour sensibiliser les jeunes à l'importance de leur participation à la vie politique et lutter contre l'apathie qu'ils manifestent, les pays peuvent aussi envisager de rendre le vote obligatoire. Il faut établir des mécanismes en faveur des jeunes parlementaires, notamment des groupes de jeunes défendant les intérêts des jeunes et garantissant que leur perspective sera prise en compte dans toutes les politiques et tous les programmes gouvernementaux. Les jeunes ne doivent pas être considérés uniquement comme des parlementaires, mais plutôt comme un groupe social plus large.

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo), intervenante, se réfère à la Charte africaine de la jeunesse, qui indique très clairement que les personnes considérées comme jeunes sont celles qui ont entre 18 et 35 ans. La majeure partie des pays africains ont ratifié la Charte et devraient donc la respecter. Ceci étant, nombreux sont les partis politiques qui considèrent comme jeunes les personnes de moins de 45 ans. Sans quotas, il sera difficile d'accroître la proportion de jeunes au parlement. Les jeunes parlementaires du Soudan du Sud devraient tenter de dépasser leurs différends politiques et de s'unir autour de questions communes à tous les jeunes.

M. V. Tsvangirai (Zimbabwe) annonce qu'un groupe de jeunes a récemment été créé dans son pays, mais précise qu'il n'en est qu'à ses balbutiements. Les divergences entre partis politiques sont souvent la cause de l'absence de groupes de jeunes. Le Parlement zimbabwéen a donc réparti les compétences de son groupe de jeunes entre les différents partis politiques. Les organisations de la société civile et les groupes de jeunes participent au groupe, tout comme les jeunes parlementaires, conseillers et maires. Les jeunes soumettent des questions au groupe, tandis que les parlementaires écoutent. M. Tsvangirai demande aux intervenants comment ils nouent des liens avec les autres groupes de jeunes dans leur région ou à l'échelle internationale.

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo), intervenante, se déclare prête à créer un réseau de groupes de jeunes parlementaires en Afrique, au sein duquel les jeunes parlementaires pourraient mettre en commun leur expérience et se soutenir les uns les autres.

M. K.I. Tukura (Nigéria), Président du Forum des jeunes parlementaires du Nigéria, intervenant, encourage M. Tsvangirai à prendre contact avec les présidents des autres forums de jeunes parlementaires à l'UIP.

Mme C.I. López Castro (Mexique) se déclare disposée à ajouter M. Tsvangirai au chat de groupe du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP.

Préparatifs de la 144e Assemblée (mars 2022)

Le Président annonce que deux résolutions seront examinées lors de la prochaine Assemblée : 1*) Repenser et redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix en vue de favoriser une paix durable et 2) Tirer parti des technologies de l'information et de la communication en tant que catalyseur pour le secteur de l'éducation, notamment en période de pandémie.* Conformément à ses règles, le Forum doit désigner des rapporteurs chargés de préparer un rapport de synthèse donnant le point de vue des jeunes sur les projets de résolution. Le Conseil du Forum a décidé de désigner M. M.A. Rakotomalala (Madagascar) et M. P.P. Kemper Thiede (Paraguay) comme co-rapporteurs.

Ces désignations sont approuvées.

Divers

Le Président rappelle que la nouvelle Stratégie de l'UIP pour 2022-2026 sera finalisée à l'occasion de l'Assemblée en cours. Elle a été conçue pour anticiper l'évolution du contexte mondial dans les cinq années à venir et mettre l'UIP en position de pouvoir faire face au mieux. Il invite la consultante chargée de superviser la Stratégie à faire part de ses observations.

Mme F. Martonffy (Consultante à l'UIP) rappelle que la révision de la Stratégie de l'UIP a démarré un an plus tôt par une évaluation de l'impact obtenu par l'UIP au cours de la période stratégique 2017–2021. Les Membres ont été en mesure d'apporter leur contribution lors des consultations, qui ont été les plus larges de l'histoire de l'UIP, puisque 900 participants de 107 pays y ont pris part par le biais d'enquêtes, de groupes de discussion ou d'entretiens. Les échos reçus ont permis l'élaboration de plusieurs modèles stratégiques. Le Comité exécutif a choisi et peaufiné l'un de ces modèles, qui a ensuite été vérifié et adapté par le Secrétariat. Le Sous-Comité des finances a alors établi le budget pour l'année à venir. Enfin, le Comité exécutif a approuvé la Stratégie par un vote et recommandé son adoption au Conseil directeur.

Cette Stratégie repose sur cinq objectifs stratégiques. Le premier de ces objectifs vise à renforcer les capacités des parlements et à les rendre plus efficaces. Il passe par l'instauration d'institutions fortes, la défense des droits de l'homme des parlementaires, la mise à disposition d'un soutien technique et institutionnel et la participation à la mise en œuvre, à l'échelon national, des accords mondiaux. D'autres questions plus actuelles, telles que la lutte contre la désinformation, entreront donc dans le cadre de ce premier objectif stratégique, auquel les jeunes pourront apporter une importante contribution. Le deuxième objectif stratégique vise à promouvoir des parlements inclusifs et représentatifs. Il s'appuiera sur les importants acquis de l'UIP concernant le genre et les jeunes en élargissant leur portée pour y inclure des populations plus marginalisées et vulnérables. Il s'agit ici d'améliorer l'accès au parlement pour tous. Le troisième objectif stratégique consiste à soutenir la résilience et la capacité d'innovation des parlements. La crise de la COVID-19 a prouvé à quel point il est fondamental que les parlements puissent s'adapter et se transformer lorsqu'ils font face à des chocs. Il est également important que les parlements soient visionnaires, tournés vers l'avenir et prêts à intégrer les innovations scientifiques et technologiques les plus récentes. Les jeunes auront un rôle important à jouer en matière d'innovation. Le quatrième objectif stratégique vise à favoriser l'action parlementaire collective, notamment en organisant des événements visant à intensifier le dialogue et la coopération entre les parlements du monde entier. Le cinquième objectif stratégique vise à renforcer la redevabilité à l'UIP. Cette redevabilité doit intervenir à deux niveaux, à savoir au Secrétariat et parmi les Membres. Le Secrétariat doit veiller au contrôle et à l'évaluation de la Stratégie, alors que les Membres doivent respecter leurs engagements, y compris les résolutions.

Ces cinq objectifs stratégiques constituent les cinq voies par lesquelles l'UIP développera son action dans le monde. Tous visent à créer "des écosystèmes parlementaires pour la démocratie, pour tous". L'idée de créer des écosystèmes parlementaires permet de ne plus voir les parlements comme des institutions isolées, mais plutôt comme faisant partie intégrante d'un système. Les Membres ont aussi défini quatre domaines d'action prioritaires : 1) les changements climatiques ; 2) la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité des sexes ; 3) la paix et la sécurité et 4) le développement durable pour tous.

La Stratégie de l'UIP précédente a été légèrement retouchée. La première modification concerne l'établissement des quatre domaines d'action prioritaires évoqués ci-dessus. La deuxième concerne l'accent nouveau mis sur les groupes marginalisés, la résilience et le renforcement de la redevabilité. La troisième mise sur l'intégration dans des écosystèmes parlementaires. Nombre des questions dont s'occupe l'UIP sont plurisectorielles et doivent donc être abordées comme un tout. Dans ce contexte, les jeunes seront considérés comme un catalyseur du changement dans tous les domaines et intégrés dans les différents volets de la Stratégie plutôt qu'isolés dans une bulle à part. La quatrième modification concerne le rôle accru dévolu à la communication. Il s'agit de s'assurer que les parlementaires sont en contact les uns avec les autres en ligne. Ils devraient discuter régulièrement les uns avec les autres, prendre part à des groupes de pratique et entretenir l'élan donné par les Assemblées.

Mme C.I. López Castro (Mexique) insiste pour que les jeunes soient ajoutés au domaine d'action prioritaire intitulé "démocratie, droits de l'homme et égalité des sexes". Elle convient que les jeunes sont une question transversale mais ils doivent aussi figurer au nombre des priorités.

M. U. Lechte (Allemagne) rappelle que le Président et le Secrétaire général de l'UIP se sont déjà engagés à accorder davantage d'importance aux jeunes dans le texte de la Stratégie. Les jeunes ne sont mentionnés que rapidement, alors qu'ils devraient constituer le fondement du travail de l'UIP. Il soutient la proposition de Mme López Castro d'intégrer les jeunes dans la priorité intitulée "démocratie, droits de l'homme et égalité des sexes". Il est aussi pensable d'en faire un domaine d'action prioritaire à part. Faire de la question des jeunes une question transversale est une bonne idée, mais c'est insuffisant.

Mme J. Nemadzinga-Tshabalala (Afrique du Sud) soutient les observations de Mme López Castro et de M. Lechte. Il est important d'ajouter la "participation des jeunes" au domaine d'action prioritaire intitulé "démocratie, droits de l'homme et égalité des sexes".

L'Afrique du Sud a proposé plusieurs amendements à la Stratégie se rapportant aux jeunes. La formule "participation/autonomisation des jeunes" devrait être ajoutée à la phrase suivante, qui serait modifiée comme suit : "L'action de l'UIP repose sur un principe fondamental : des parlements forts et efficaces peuvent préserver les droits de l'homme fondamentaux, parvenir au développement durable en ne laissant personne de côté, réaliser l'égalité des sexes et **la participation/l'autonomisation des jeunes**, contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde, et protéger la planète." La formule "participation/autonomisation des jeunes" devrait également être ajoutée à la phrase suivante, qui serait modifiée comme suit : "Ces quatre domaines d'action, qui ont tous la même importance, sont les changements climatiques, la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité des sexes et **la participation des jeunes,** la paix et la sécurité et le développement durable pour tous."

Mme F. Furaha Muyumba (République démocratique du Congo) s'associe aux observations formulées par Mme Nemadzinga-Tshabalala, Mme López Castro et M. Lechte. La thématique des jeunes devrait être transversale, mais elle n'est pas suffisamment visible pour l'instant. Le texte devrait être amendé pour que la question des jeunes apparaisse plus clairement.

M. M. Bouva (Suriname), ancien Président du Conseil du Forum, soutient les observations formulées à ce stade. Il vaut mieux utiliser l'expression "autonomisation des jeunes" que de parler de "participation des jeunes" comme c'était le cas dans la précédente Stratégie de l'UIP, car elle est plus vaste. L'autonomisation des jeunes est un processus en cours, que la Stratégie doit donc prendre dûment en considération.

M. V. Tsvangirai (Zimbabwe) s'associe aux remarques formulées par Mme López Castro, Mme Nemadzinga-Tshabalala et M. Lechte. La population africaine est composée à plus de 70 pour cent de jeunes. Il est donc fondamental de veiller à ce que la Stratégie accorde une place centrale aux jeunes.

Mme F. Martonffy (Consultante à l'UIP) prend note des observations formulées par Mme López Castro et M. Tsvangirai et assure à Mme Nemadzinga-Tshabalala que les amendements proposés par l'Afrique du Sud ont été reçus. En réponse à M. Bouva, elle déclare que l'idée n'est pas uniquement de conserver les anciennes approches, mais de les faire évoluer. L'UIP doit préserver ce qui a donné de bons résultats jusqu'à maintenant et s'appuyer dessus pour devenir aussi inclusive et équitable que possible. En réponse à M. Lechte, elle ajoute qu'attribuer un caractère de transversalité à la thématique des jeunes n'est que l'une des nombreuses dimensions requises pour que le monde change.

La Stratégie est un document qui évolue et tous les échos recueillis seront intégrés dans le texte. Cependant, il est important que le Forum des jeunes parlementaires réfléchisse collectivement à l'impact qu'il souhaite avoir sur la Stratégie. Il doit décider ce qu'il lui semble prioritaire de réaliser dans les cinq années à venir et faire porter ses efforts sur ce point. Les jeunes sont indispensables pour tous les objectifs stratégiques.

M. U. Lechte (Allemagne) considère que les changements requis doivent être apportés au texte de la Stratégie avant qu'il ne soit approuvé par le Conseil directeur à l'occasion de sa dernière réunion. Le Forum ne pourra pas se projeter dans les cinq années à venir tant que les modifications n'auront pas été apportées.

Mme C.I. López Castro (Mexique) déclare que le Forum souhaite voir les changements apportés à la Stratégie avant qu'elle ne soit approuvée. Il est inutile d'envisager les cinq années à venir sans que les modifications ne soient en place.

Mme J. Nemadzinga-Tshabalala (Afrique du Sud) estime elle aussi que les modifications doivent être apportées.

Mme F. Martonffy (Consultante à l'UIP) précise qu'un grand nombre d'organes de l'UIP différents sont en train de présenter des amendements à la Stratégie. Il pourrait ne pas être réaliste d'apporter ces modifications avant l'approbation du texte. Toutefois, la version de la Stratégie qui sera approuvée à l'occasion de la réunion finale du Conseil directeur ne sera pas définitive. Un processus permettra de finaliser la Stratégie plusieurs semaines après l'Assemblée en intégrant les changements.

M. U. Lechte (Allemagne) déclare être parti du principe que la Stratégie serait finalisée à l'occasion de la dernière réunion du Conseil directeur.

M. M. Bouva (Suriname), ancien Président du Conseil du Forum, précise que les délégués voteront sur la version actuelle de la Stratégie. Toutefois, s'il le souhaite, le Forum pourra présenter une note indiquant quels changements il désire apporter.

La séance est levée à 18 h 55.

Séance publique du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire
Pour un monde exempt de mines : universalisation et mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

LUNDI 29 NOVEMBRE 2021

(matin)

La séance est ouverte à 11 h 30 (HNEC), sous la conduite de Mme Á. Vadai (Hongrie), Présidente du Comité.

La Présidente dit que les mines antipersonnel sont des armes dévastatrices qui détruisent des vies pendant et après les conflits. Elles exposent des personnes innocentes au handicap, à l'insécurité et à la peur de faire exploser une mine en accomplissant simplement leurs activités quotidiennes. Fruit d'un long travail destiné à faire cesser les souffrances, à protéger les victimes et à mettre un terme aux pertes humaines, l'adoption de la Convention d'Ottawa (ci-après dénommée "la Convention") en 1997 a suscité l'espoir. Avant l'adoption de la Convention, l'UIP avait organisé des débats et adopté des résolutions appelant à l'établissement d'un cadre juridique global visant à mettre fin à l'utilisation des mines. La rapidité de mise en œuvre et l'impact de la Convention ont été facilités par la volonté politique de nombreux parlementaires et par la priorité accordée par l'UIP aux objectifs de la Convention. Désormais largement ratifiée, la Convention a contribué à réduire à la fois le nombre de victimes civiles et le commerce et l'utilisation des mines antipersonnel. Mais des progrès doivent encore être faits à l'échelle mondiale, comme en témoignent la hausse récente du nombre de victimes de mines, la baisse du nombre de ratifications et le ralentissement des mesures de mise en œuvre.

M. J.C. Ruan (Directeur de l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les mines antipersonnel), illustrant son propos à l'aide d'un diaporama, déclare qu'après que des personnalités de premier plan aient plaidé en faveur de l'élimination des mines antipersonnel, les États se sont unis pour interdire ces mines, et l'UIP a joué un rôle décisif pour encourager les États à adhérer à la Convention. Malgré le succès de la Convention, plusieurs défis extrêmement graves doivent encore être relevés dans un environnement en constante évolution.

Auparavant, les mines antipersonnel étaient largement répandues car elles étaient jugées efficaces sur le plan militaire. Plus récemment, on a estimé que leur utilité militaire était contrebalancée par le fait qu'elles frappent sans discrimination et qu'elles ont des répercussions négatives sur les individus et les populations, notamment en provoquant des décès, des blessures, des handicaps à long terme et des préjudices économiques ainsi que des difficultés en ce qui concerne le retour des personnes déplacées.

Alors qu'il était au plus bas, le nombre de victimes de mines antipersonnel est reparti à la hausse ces cinq dernières années en raison de nouveaux conflits. Si des efforts ont été déployés pour réduire le nombre de cas, la dynamique de mise en œuvre a ralenti dans certains États, mais elle peut être relancée avec le soutien de tous. À cet égard, les États parties ont adopté en 2019 le Plan d'action d'Oslo et se sont fixé comme objectif ambitieux de mettre en œuvre la Convention autant que possible d'ici 2025.

Le succès de l'obligation d'universalisation de la Convention est démontré par les 164 États actuellement parties à la Convention. Néanmoins, certains États non parties à la Convention ont indiqué récemment qu'ils n'étaient pas encore prêts à y adhérer, bien qu'ils soient d'accord avec les objectifs humanitaires de la Convention. M. Ruan encourage ces États à reconsidérer leur position et rappelle que l'adhésion complète à la Convention s'effectue par étapes transitoires.

L'obligation de destruction des stocks de mines antipersonnel prévue par la Convention a conduit à la destruction de 53 millions d'unités. Il est à espérer que plusieurs millions d'autres suivront lorsque les États qui n'ont pas respecté les délais auront trouvé une solution à leurs problèmes logistiques. Au total, 67 États parties détiennent environ 140 000 mines à des fins autorisées. Il a été demandé à ces États de réexaminer chaque année les dispositions prises et d'envisager des solutions de rechange comme la formation des démineurs à l'aide de matériel imprimé en 3D.

En vertu de la Convention, les États touchés par le problème des mines sont tenus d'identifier les zones minées, d'en exclure les civils et de détruire toutes les mines dans ces zones dans un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention. Sur les 63 États soumis à ces obligations, 33 les ont remplies. La liste des États touchés par le problème des mines pourrait s'allonger, dans la mesure où la présence de mines artisanales n'a peut-être pas encore été signalée. Bien que l'on continue à observer des progrès, les États parties sont confrontés à différents défis, notamment l'accès aux zones minées, les contraintes de financement aux plans national et international, les mines nouvellement posées, ainsi que la nécessité d'améliorer les méthodologies, d'accroître le financement et de renforcer l'appropriation au niveau national. Les quatre éléments de l'appropriation nationale sont les suivants: maintenir un niveau élevé d'intérêt national pour la Convention, habiliter les entités étatiques concernées et les doter des capacités humaines, matérielles et financières dont elles ont besoin pour s'acquitter des obligations découlant de la Convention, articuler les mesures destinées à traiter les questions relatives à la Convention et prendre un engagement financier régulier et significatif au niveau national.

La Convention a été la première à inclure des obligations d'aide aux victimes des armes qu'elle vise à interdire. Les États parties ont compris que l'aide aux victimes n'implique pas nécessairement des efforts supplémentaires et qu'elle peut souvent être fournie via des cadres politiques et juridiques nationaux plus larges portant sur des questions telles que l'éducation, la réduction de la pauvreté et les droits des personnes handicapées. Les 30 États qui ont déclaré avoir une responsabilité envers les victimes de mines ont fait des progrès, mais ils se heurtent à des contraintes de mise en œuvre concernant la mobilisation d'importantes ressources aux niveaux national et international, et peinent à accéder aux ressources en raison de l'éloignement de nombreuses communautés touchées par les mines. Il est néanmoins possible de créer des synergies entre les nombreux États qui sont à la fois parties à la Convention d'Ottawa et à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Parmi les autres obligations découlant de la Convention figurent la coopération et l'assistance de la part des bailleurs de fonds, certains États ayant indiqué que ce facteur avait joué un rôle important dans leur décision d'adhérer à la Convention.

Qu'ils soient parties ou non à la Convention, les États remplissent généralement cette obligation. Actuellement, le Président de la Convention accorde la priorité à l'obligation pour les États de rendre compte de la façon dont ils appliquent la Convention, car 52 États n'ont toujours pas présenté de rapport à ce sujet. La date limite de présentation des rapports prévue par le Plan d'action d'Oslo est fixée à fin 2021. Le nombre de pays ayant présenté un rapport sur la transparence est historiquement faible. Seule la moitié environ des États parties ont soumis leur rapport annuel sur la transparence. Certains États sans obligation de mise en œuvre choisissent de ne pas présenter de rapport plutôt que de soumettre des rapports simplifiés. Il est important que tous les États demeurent mobilisés, notamment en raison de la hausse récente du nombre de victimes.

Contrairement à ce que pensent certains États, la Convention n'est pas l'affaire du seul ministère de la défense, mais est une question interministérielle qui touche au développement, aux droits de l'homme, à la santé et à la bonne gouvernance.

Mme J. Dresner (Directrice des Politiques et partenariats internationaux au *Mines Advisory Group* (MAG)), illustrant son propos à l'aide d'un diaporama, explique que le MAG est spécialisé dans l'étude des causes et des conséquences des conflits. Depuis sa création, le MAG a aidé plus de 18 millions de personnes dans 68 pays et a reçu le prix Nobel de la paix en 1997. Le MAG opère actuellement dans 28 pays et emploie plus de 5 000 personnes, dont 95 pour cent sont recrutées localement. Les partenariats qu'il mène avec les États qui œuvrent à la destruction des stocks, ainsi qu'à la gestion des armes et des munitions, permettent souvent de découvrir des mines et de les signaler en vertu de la Convention.

Quatre-vingt-quinze pour cent du travail effectué par le MAG est financé par des bailleurs de fonds internationaux, ce qui souligne l'importance des dispositions de la Convention relatives à la coopération et à l'assistance internationales. Les parlementaires ont joué un rôle important en veillant à ce que le soutien à la lutte contre les mines se poursuive malgré la pression budgétaire due à la pandémie.

En 2020, le nombre de décès et de blessures dus aux mines a atteint son plus haut niveau depuis trois ans. Quatre-vingt pour cent des victimes recensées sont des civils, dont la moitié des enfants. Les pays où le nombre de victimes est le plus élevé sont l'Afghanistan, le Mali, le Myanmar, la République arabe syrienne et le Yémen. Dans les conflits en cours, la présence de mines empêche l'acheminement de l'aide humanitaire et constitue une menace pour les

intervenants de première ligne. Néanmoins, les effets positifs de la Convention dans les États parties qui sortent d'un conflit sont attestés par la diminution du nombre annuel de victimes recensées dans ces pays.

Les mines jouent également un rôle déterminant dans les déplacements de population. Elles empêchent l'accès aux infrastructures clés et aux ressources essentielles, et dissuadent les personnes déplacées de retourner chez elles. Le nombre de victimes a augmenté en Iraq, au Nigéria, au Tchad, dans le bassin du lac Tchad et au Sahel. Le long de la frontière du Soudan du Sud, les mines héritées des conflits passés augmentent le risque de préjudice pour les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays qui franchissent régulièrement la frontière. Les inondations provoquées par les changements climatiques dans des zones fertiles mais contaminées par les mines au Soudan du Sud soulignent également le fait que les mines ont une incidence sur la sécurité alimentaire. Et lorsque les habitants cherchent de nouvelles sources de revenus et de nourriture, cela provoque souvent de nouveaux déplacements.

Les pays les plus contaminés par les mines sont le Cambodge et l'Iraq, suivis par l'Angola, la Bosnie-Herzégovine, la Thaïlande, la Turquie et le Yémen. Ils ont tous plus de 20 km^2 de sol miné.

Dans ces conditions, il est difficile de respecter les délais fixés par la Convention. Rechercher les mines manuellement est un travail minutieux, coûteux et qui requiert beaucoup de main-d'œuvre, même si d'autres méthodes peuvent parfois accélérer les opérations de déminage. La pandémie a freiné les opérations de déminage, les a arrêtées dans certains cas ou en a augmenté le coût.

Bien que certaines informations fassent état d'une poursuite du déploiement des mines conventionnelles, l'utilisation d'engins artisanaux par les acteurs non étatiques est plus répandue. Cette tendance s'explique en partie par le succès du contrôle des armes conventionnelles, qui pousse les acteurs non étatiques à se procurer des armes par des moyens illicites. Les mines artisanales sont apparues pour la première fois en Iraq, en République arabe syrienne et au nord du Liban lors du conflit contre l'organisation dite "État islamique". Néanmoins, des transferts de technologies et de tactiques ont été observés dans d'autres régions où opèrent des groupes affiliés à l'État islamique. On constate ainsi une forte dissémination de mines dans le Sahel et le bassin du lac Tchad, une propagation du phénomène vers l'est, notamment dans le nord du Mozambique, et des problèmes persistants en Somalie. L'imprévisibilité des engins artisanaux a obligé les organisations de déminage à développer de nouvelles méthodologies tout en continuant à privilégier la sécurité du personnel. Les conflits en cours posent un certain nombre de problèmes, notamment le manque de données sur la détection et le déminage, la présence de mines dans des zones inaccessibles, les difficultés de déploiement des équipes et l'augmentation du nombre de travailleurs humanitaires pris pour cible par des combattants non étatiques qui ne respectent pas les principes du droit humanitaire international.

Les parlementaires ont un rôle crucial à jouer dans la lutte contre les mines antipersonnel : ils doivent faire preuve de volonté politique, allouer des ressources suffisantes pour permettre aux autorités nationales compétentes de s'approprier la question et veiller à ce que le respect de la Convention ou l'adhésion à celle-ci demeurent une priorité pour les pays.

Mme S. Ménard April (Conseillère juridique au sein des services consultatifs en droit international humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)), illustrant son propos à l'aide d'un diaporama, dit qu'elle va s'appuyer sur des exemples concrets pour expliquer comment les parlementaires peuvent soutenir la mise en œuvre de la Convention dans leur pays.

L'article 9 dispose que la Convention doit être mise en œuvre par des mesures législatives nationales, des instruments administratifs et des modifications de textes tels que les doctrines militaires. Les mesures de mise en œuvre sont importantes pour les États, qu'ils soient ou non parties à la Convention, car elles renforcent l'état de préparation des États, elles témoignent de l'engagement du pays vis-à-vis de la Convention, elles donnent suite à la résolution du CICR, largement approuvée, intitulée *S'approprier le DIH*, et elles contribuent à mieux soutenir les victimes. Lors de la mise en œuvre de la Convention au niveau national, il est recommandé aux États d'inscrire dans la loi des infractions et des peines bien définies, plutôt que de s'appuyer uniquement sur des politiques ou des plans d'action. Le CICR a publié une liste de contrôle pour aider les États à transposer la Convention en droit interne et à améliorer les dispositions nationales existantes. Par exemple, les États peuvent adopter des lois pour rendre obligatoire le soutien physique et psychologique aux victimes de mines, démontrant ainsi que le législateur peut apporter une valeur ajoutée non seulement en termes de politiques mais aussi par le biais d'obligations contraignantes pour l'État. Le CICR a recensé plusieurs exemples concrets de cette approche afin

de communiquer les bonnes pratiques aux États qui souhaitent suivre cette voie. Certains États ont accordé des incitations financières aux employeurs pour faciliter l'inclusion économique des personnes souffrant de handicaps liés aux mines, tandis que d'autres ont créé de nouvelles autorités statutaires chargées de coordonner les activités de déminage. Toutes ces initiatives nécessitent une allocation budgétaire et des ressources adéquates, que seuls les parlementaires peuvent garantir.

Les parlementaires peuvent également soutenir la Convention (que leurs États y soient ou non partie) en plaidant pour la ratification du texte ; en adoptant les mesures législatives et les autres procédures nécessaires à sa ratification ; en évaluant la qualité des lois existantes en rapport avec la Convention et en comblant les lacunes en améliorant et en complétant la législation ; en veillant à ce que les lois pertinentes soient disponibles dans les langues locales et puissent être comprises par les populations locales ; en mutualisant les bonnes pratiques de mise en œuvre à l'échelle internationale, notamment par le biais des travaux liés à la résolution du CICR *S'approprier le DIH* et de discussions comme celle à laquelle nous participons aujourd'hui ; en approuvant des allocations budgétaires adéquates pour que les mesures prévues par la loi puissent se concrétiser sur le terrain ; en faisant preuve de leadership afin de maintenir la dynamique des travaux liés à la Convention ; en examinant les mesures proposées pour s'assurer qu'elles tiennent compte des besoins de toutes les personnes concernées ; et en plaidant pour le maintien des programmes d'aide aux victimes. Mme Ménard April invite les participants à consulter le Plan d'action d'Oslo pour y trouver d'autres exemples.

M. N. Alalou (République arabe syrienne) indique que, pendant le conflit en Syrie, des personnes ont posé des mines dans plusieurs zones sans en révéler l'emplacement. Cela a eu un impact extrêmement négatif sur de nombreux aspects de la vie quotidienne et a fait de nombreuses victimes civiles dans tout le pays, y compris des enfants. Les armées syrienne et russe ont commencé les opérations de déminage dès que cela a été possible. Dans d'autres régions du monde, les activités de déminage demeurent un travail laborieux qui se poursuit longtemps après la fin des conflits. Tout soutien logistique et technique aux opérations de déminage en cours en Syrie sera vivement apprécié.

M. C. Lacroix (Belgique), membre du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, rappelle que la Belgique a été l'un des premiers États à ratifier la Convention et à adopter une législation nationale visant à interdire les mines antipersonnel. La Belgique privilégie une approche durable et globale en matière de rétablissement de la paix et de promotion de la stabilité, en utilisant ses activités de politique étrangère et de développement pour soutenir des organisations non gouvernementales (ONG) et les États qui souhaitent promouvoir les objectifs de la Convention. Pour mettre en place ce type de soutien, il faut évaluer les besoins humanitaires propres à chaque situation, ainsi que la position du pays des bénéficiaires de l'aide vis-à-vis de la Convention et sa législation nationale en matière de déminage. L'obtention d'un soutien doit être assortie d'un engagement à long terme visant à mettre fin à la contamination des mines. Il est également important d'intégrer les politiques relatives aux mines antipersonnel dans les activités de consolidation de la paix après les conflits, et d'assurer une convergence géographique et thématique entre les politiques des États en matière d'affaires étrangères et de développement international, ce que la Belgique a déjà fait à plusieurs reprises. M. Lacroix demande aux intervenants si la méthode de mise en œuvre des instruments existants du droit humanitaire relatif aux mines antipersonnel gagnerait à être plus exhaustive, en établissant par exemple des liens avec d'autres politiques et initiatives, afin d'obtenir les résultats escomptés.

M. W. David (Royaume-Uni) indique que plusieurs parlementaires britanniques plaident en faveur de l'arrêt des réductions du budget britannique consacré à l'aide au développement. Ces coupes ont eu des effets catastrophiques sur les projets de développement dans le monde entier, notamment en ce qui concerne les opérations de déminage. Il salue le travail effectué par des organisations telles que le MAG ainsi que le dévouement de leurs équipes de première ligne, qui peuvent être blessées, victimes d'attentats voire tuées pendant leurs missions. Soutenir leur action est une obligation morale. Bien que certains travaux d'analyse sur les mines soient effectués par une commission parlementaire britannique spécifique, tous les parlementaires doivent prendre ce travail plus au sérieux.

M. A. Ware (Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires (PNND)) déclare que son organisation a coopéré avec l'UIP en 2020 pour produire en anglais et en français un guide en ligne sur la sécurité du désarmement et le développement durable. Le document

comprend des informations sur les mines dans les zones peuplées et des exemples de bonnes pratiques parlementaires concernant la mise en œuvre de la Convention, comme demander aux fonds souverains et autres fonds contrôlés par l'État d'accroître le financement des opérations de déminage et de soutien, et de s'abstenir d'investir dans l'industrie minière. Il demande aux intervenants s'ils préconisent de telles mesures financières.

M. H. Julien-Laferrière (France) attire l'attention sur un projet d'accord sur une déclaration politique internationale relative à la protection des civils contre les armes explosives dans les zones peuplées. Bien que la pandémie ait retardé le processus, les 90 États qui se sont engagés à renforcer le droit international humanitaire par le biais dudit projet de déclaration poursuivent leurs travaux. L'urbanisation des conflits modernes a entraîné une hausse des pertes civiles, qui sont passées de 15 pour cent au début du XXe siècle à 90 pour cent à l'heure actuelle. L'initiative relative aux armes explosives dans les zones peuplées aborde plusieurs problèmes liés au déminage en milieu urbain, comme les déplacements forcés et la destruction des infrastructures d'éducation et de santé. M. Julien-Laferrière souligne la pertinence, dans le cadre de la présente discussion, du travail mené par plusieurs ONG basées dans sa ville natale, qui sont de ferventes promotrices de la Convention. Lors de sa récente visite dans l'est de la Syrie, il s'est également penché sur les questions relatives à la contamination par les mines.

À l'instar de la Convention d'Ottawa, le projet de déclaration sur les armes explosives dans les zones peuplées a été initié par plusieurs ONG. Le projet a ensuite été repris par les parlementaires d'un groupe de pays essentiellement européens. Les centaines de parlementaires signataires de l'initiative ont été invités à faire pression sur leur gouvernement pour qu'il commence à soutenir la lutte contre les armes explosives dans les zones peuplées ou qu'il s'y implique davantage. M. Julien-Laferrière invite les participants à consulter le site relatif à la déclaration sur les armes explosives dans les zones peuplées, à vérifier si leur pays y participe et à contribuer à l'adoption et à la mise en œuvre de la déclaration.

M. S. Cogolati (Belgique) dit qu'il espère que davantage de parlementaires signeront la déclaration sur les armes explosives dans les zones peuplées, notamment les parlementaires de pays non européens. L'adoption d'une déclaration forte, non juridiquement contraignante et largement soutenue par les parlementaires contribuera à protéger les civils pris dans les conflits urbains.

M. J.W. Kiarie (Kenya), membre du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, rappelle que les parlements plaident pour la mise en œuvre de la Convention depuis son adoption. Si les opérations de déminage demeureront toujours indispensables, il reconnaît que l'aide aux victimes constitue l'aspect le plus important du travail actuellement mené.

Certains parlements n'ont pas pris de mesures significatives depuis l'adoption de la Convention. Pour y remédier, les parlements en question pourraient songer à adopter des lois visant à exploiter les nouvelles technologies et à renforcer l'aide aux victimes de mines. Les parlements qui ont ratifié la Convention depuis un certain temps doivent s'efforcer de jouer le rôle de pionniers et de leaders d'opinion afin que d'autres parlements puissent suivre leur exemple lorsqu'ils légiféreront dans le cadre de la prochaine phase des travaux liés à la Convention.

Mme G. Bañuelos (Mexique), membre du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, s'inquiète du fait que les objectifs de destruction des mines fixés pour la fin de la décennie ne seront pas atteints et que le nombre de victimes a augmenté. Selon certaines informations, de nouvelles mines sont fabriquées dans certains pays et déployées dans d'autres. Rien ne peut justifier l'utilisation de mines antipersonnel. Bien que le Mexique n'utilise pas de mines, il souhaite contribuer activement à la recherche de solutions au niveau international pour mettre fin à l'utilisation des mines et aider les victimes à réintégrer la vie sociale et économique de leurs communautés. Les pays qui continuent à fabriquer des mines doivent être incités à penser au bien-être de l'humanité.

Mme J. Salman (Bahreïn), membre du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, déclare que signer la Convention n'est pas suffisant et que les parlementaires doivent se concentrer sur la mise en œuvre. Elle estime que le problème des mines est lié à la question du trafic illégal, car des groupes criminels armés posent illégalement des mines après se les être procurées via les circuits de trafic d'armes. Le problème ne cessera pas

tant que les parlementaires ne se fixeront pas pour priorité d'exhorter la communauté internationale à contrôler comme il se doit les entités qui poursuivent le commerce d'armes qui font des victimes parmi les populations pauvres et vulnérables, et à appliquer pleinement les instruments qui interdisent le trafic d'armes.

Mr. J.C. Ruan (Directeur de l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les mines antipersonnel) rappelle que les États parties ont l'obligation de créer un environnement propice à l'application de la Convention au niveau national, que ce soit en œuvrant à l'éradication des mines sur leur propre territoire ou en proposant une aide en tant que donateurs. Il souligne l'importance des interventions faites par les participants, notamment en ce qui concerne la nécessité pour les parties prenantes de coopérer régulièrement au niveau national (et le besoin de dialogues transfrontaliers tels que ceux sur les armes explosives dans les zones peuplées), puis d'adopter une législation nationale efficace permettant de mettre en œuvre la Convention, de se désengager des entités associées à la production de mines antipersonnel (bien que seule une poignée d'États continue de fabriquer des mines) et de diffuser largement les idées novatrices en matière d'aide aux victimes. Il ajoute que le commerce licite des mines a pratiquement cessé, même si les transferts illégaux et les opérations de déminage demeurent un problème majeur qui mérite d'être débattu plus avant.

Mme J. Dresner (Directrice des Politiques et partenariats internationaux au MAG) indique que son organisation est activement engagée dans l'initiative relative aux armes explosives dans les zones peuplées et que l'impact de l'initiative se fait sentir sur le terrain. Notamment dans les contextes de conflits urbains, la grande variété de munitions utilisées complique les interventions et accentue encore la nécessité de déployer des initiatives humanitaires. La question des mines est souvent traitée de manière isolée, alors qu'elle recoupe souvent d'autres enjeux tels que le développement, les conflits en général et les processus de stabilisation. Ces chevauchements jouent un rôle essentiel dans la conception de réponses centrées sur les personnes et peuvent parfois générer de nouvelles sources de financement. Cela s'explique par le fait qu'il est généralement plus facile d'obtenir des fonds pour les opérations de déminage dans le cadre d'une stratégie plus large de développement ou de prévention des conflits qu'en tant qu'activité autonome. Il est également important d'afficher un leadership éclairé, car les États qui sont parties à la Convention depuis de nombreuses années possèdent une grande expertise dont ils peuvent faire profiter les nouveaux signataires. Mme Dresner dit que le trafic d'armes est une conséquence regrettable du succès du contrôle des armes licites. Les opérations de déminage ne doivent pas être dissociées des activités liées aux armes illicites, car il apparaît de plus en plus clairement que les champs de mines conventionnels permettent de récupérer des composants utilisés pour la fabrication d'explosifs artisanaux. Il s'agit d'un problème complexe auquel les parties intéressées devraient porter une plus grande attention. Elle remercie tous les parlementaires qui incitent leur gouvernement à agir sur les questions liées aux mines.

Mme S. Ménard-April (Conseillère juridique au sein des services consultatifs en droit international humanitaire du CICR) affirme que le partage des bonnes pratiques lors de la présente réunion constitue un bon exemple du type de démarche à entreprendre. Elle encourage les États parties de longue date à poursuivre la mise en œuvre innovante de la Convention ainsi que les discussions dans le cadre de l'initiative relative aux armes explosives dans les zones peuplées, car le CICR a également constaté les effets positifs d'une telle démarche.

La Présidente indique que le Comité se concentrera sur l'aide aux victimes, organisera des réunions afin de promouvoir l'échange de bonnes pratiques, notamment par le biais de discussions entre experts aux niveaux régional et mondial, encouragera les parlementaires à veiller à ce que les parlements nationaux allouent des fonds suffisants pour soutenir tous ceux qui œuvrent en faveur d'un monde exempt de mines, et continuera à plaider fermement en faveur de l'adhésion universelle à la Convention et de la poursuite des activités de mise en œuvre. Elle espère que l'UIP servira de lien entre les parlements nationaux et l'Unité d'appui à l'application de la Convention, et encourage les membres du Comité à communiquer les résultats de la présente discussion à leur groupe géopolitique et à leur parlement.

M. C. Lacroix (Belgique), membre du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, propose que les membres du Comité envisagent de rédiger un texte qu'ils pourraient soumettre à leurs groupes géopolitiques respectifs en vue de l'élaboration d'une

résolution susceptible de recueillir un large consensus. Cela permettrait de regrouper les connaissances collectives et les différents instruments de mise en œuvre utilisés à travers le monde afin de faciliter les travaux des parlements nationaux.

La Présidente demande aux membres de jouer un rôle de premier plan en tant que parlementaires en vue de résoudre les problèmes liés aux mines. Elle déclare soutenir la proposition de résolution, mais estime qu'il pourrait être plus efficace de mobiliser un appui en faveur de la Convention et de ses objectifs au sein des parlements nationaux.

La séance est levée à 13 h 05 (HNEC).

Atelier sur les changements climatiques

DIMANCHE 28 NOVEMBRE

(Matin)

La séance est ouverte à 11 h 35, sous la conduite de Mme A. Mulder (Pays-Bas).

Mme C. Kinuthia-Njenga (Directrice de la Division Appui intergouvernemental et progrès collectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)) rappelle que la CCNUCC est l'une des trois conventions issues de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. La CCNUCC est un processus dirigé par les Parties qui permet aux États et aux acteurs non étatiques de collaborer pour enrayer la crise climatique et garantir un développement à faible taux d'émission, résilient, inclusif et durable pour tous. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, les Parties se réunissent chaque année à l'occasion des sessions de la Conférence des Parties (COP) afin de faire le point sur sa mise en œuvre. La dernière session en date est la 26e, qui s'est tenue à Glasgow (COP26) en octobre et novembre 2021. Depuis l'adoption du Protocole de Kyoto en 1997 et de l'Accord de Paris en 2015, chaque session de la COP accueille la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA). La COP, la CMP et la CMA sont les organes de décision suprêmes de la CCNUCC. Si ces organes prennent les décisions politiques, une grande partie du travail technique est effectuée par deux organes subsidiaires, à savoir l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, qui se réunissent pendant la première semaine des sessions ainsi qu'entre les sessions.

Lors de la COP26, les délégués ont mené d'intenses négociations et ont participé à des manifestations parallèles sur diverses questions. En marge des négociations, les parties prenantes non Parties, comme les organisations de la société civile et les institutions de l'ONU, ont participé à de nombreuses activités. On constate à cet égard que le nombre d'observateurs n'a cessé d'augmenter au fil des ans, pour atteindre 3 500 aujourd'hui. On peut citer à titre d'exemple le Sommet des dirigeants mondiaux, auquel ont participé 122 chefs d'État et de gouvernement, et une manifestation spéciale du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), au cours de laquelle ont été présentés les résultats du dernier rapport sur les connaissances scientifiques en matière de climat. Ont également eu lieu un atelier sur le genre et les changements climatiques, des rassemblements de détenteurs de savoirs autochtones et des manifestations sur la participation des jeunes, l'énergie, la finance, le sport, les océans, la résilience et les villes.

La COP26 a produit de nombreux résultats fructueux. Des progrès considérables ont été accomplis en matière d'adaptation, donnant lieu à un nouveau débat et à l'élaboration d'un programme de travail sur cette question. On a également assisté à des progrès en matière d'atténuation et de financement. L'une des avancées les plus remarquables a été l'approbation, après six ans de négociations, des points relatifs aux marchés du carbone et à la transparence, qui permet désormais d'appliquer intégralement l'Accord.

Le document final de la COP26, plus connu sous le nom de Pacte de Glasgow pour le climat, constitue un ensemble de décisions de portée historique dans lesquelles les Parties sont convenues d'accroître leurs efforts en vue de réduire les émissions, de favoriser l'adaptation aux changements climatiques et de fournir aux pays en développement des financements et un soutien en matière climatique. L'accent a été mis sur l'urgence de lutter contre les changements climatiques, dans la mesure où l'on dispose déjà des données scientifiques nécessaires. Mme Kinuthia-Njenga a énuméré plusieurs des principales avancées obtenues grâce au Pacte. Premièrement, les Parties ont établi un programme de travail destiné à renforcer les mesures d'atténuation et ont demandé à l'ensemble des Parties d'accroître leurs efforts en vue d'atteindre les cibles à l'horizon 2030, notamment en s'alignant sur l'objectif visant à limiter l'élévation des températures à 1,5 °C. Avant la COP26, plusieurs pays avaient présenté leurs contributions déterminées au niveau national révisées, mais ils étaient encore loin d'avoir atteint les cibles fixées. Mme Kinuthia-Njenga demande aux parlementaires de préparer leurs contributions déterminées au niveau national et de les étayer à l'aide de politiques et de lois. Deuxièmement, les Parties ont mis en place un programme de travail relatif à l'adaptation, ce qui constitue une avancée majeure, notamment pour les pays en développement. L'accent a également été mis sur

le doublement du montant du financement de l'action climatique mis à la disposition des pays en développement pour les mesures d'adaptation. Troisièmement, le Pacte exhorte les pays développés à atteindre pleinement l'objectif de 100 milliards d'USD en faveur des pays en développement et préconise la mise en place d'un nouveau programme de travail afin de fixer un nouvel objectif collectif et quantifié concernant le financement de l'action climatique. Toutefois, la mise en œuvre efficace de la CCNUCC nécessite non seulement un financement adéquat, mais aussi des capacités et des innovations technologiques appropriées, aussi bien en ce qui concerne les mesures d'atténuation que d'adaptation. Quatrièmement, les Parties ont créé le Dialogue de Glasgow relatif au financement des activités destinées à éviter les pertes et préjudices. Ce mécanisme permettra de lutter contre les effets néfastes des changements climatiques, notamment les menaces d'ordre socio-économique et environnemental. La mise en place du Dialogue a rappelé le besoin urgent de renforcer les mesures et le soutien en faveur des sujets précités. Enfin, le Pacte a marqué un tournant décisif pour : 1) traiter les questions relatives aux droits de l'homme ; 2) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; 3) préserver l'intégrité de l'ensemble des écosystèmes, notamment les océans et les terres ; 4) reconnaître le rôle fondamental des peuples autochtones, des communautés locales et de la société civile ; 5) garantir la participation effective des jeunes ; et 6) réfléchir à la notion de justice climatique.

Mme Kinuthia-Njenga conclut son propos en présentant quelques pistes d'action pour l'avenir. Premièrement, la COP26 a mis en évidence l'importance cruciale du multilatéralisme dans la lutte contre la crise climatique, notamment dans le contexte mondial particulier qui prévaut actuellement. Il est donc essentiel de continuer à promouvoir le multilatéralisme. Une collaboration doit être instaurée aux niveaux national, régional et international entre tous les acteurs concernés, notamment les bailleurs de fonds, les concepteurs de technologies et les communautés locales. Deuxièmement, les résultats de la COP26 constituent une bonne base pour réduire les émissions, renforcer les capacités d'adaptation et aider les pays en développement et les groupes vulnérables à mettre en œuvre les politiques climatiques. Néanmoins, il ne sera possible d'opérer une véritable transformation que si les pays traduisent leurs engagements en mesures concrètes. C'est là que le rôle des parlementaires s'avère primordial. Ces derniers doivent veiller à ce que les engagements pris par leur pays soient intégrés dans la législation et les politiques nationales, ainsi que dans les décrets et les plans locaux. Le moment est venu de passer à la mise en œuvre.

Mme S. Sheehan (Royaume-Uni) déclare que les pays doivent agir de toute urgence. Le réchauffement climatique a déjà atteint 1,1 °C. La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a déjà dépassé le seuil recommandé de 400 parties par million. Les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent également de plus en plus fréquents et graves. C'est maintenant qu'il faut agir. Mme Sheehan estime que l'inclusion des termes "combustibles fossiles" dans le document final constitue l'une des principales avancées de la COP26. Le texte a néanmoins été édulcoré en utilisant l'expression "réduire progressivement" plutôt que "cesser progressivement". Il est pour l'heure plus important de garantir la mise en œuvre que d'énoncer de nouveaux objectifs. Les parlementaires doivent mettre en œuvre les engagements pris par les gouvernements, notamment par le biais de la législation.

Un représentant du Zimbabwe fait remarquer que l'Afrique est le continent qui contribue le moins aux changements climatiques, puisqu'elle ne produit que cinq pour cent des émissions mondiales. L'Afrique est tout à fait favorable à un développement respectueux du climat, mais elle ne dispose pas actuellement des capacités nécessaires pour agir en ce sens. Les pays développés doivent tenir leur engagement de fournir aux pays en développement 100 milliards d'USD au titre du financement de l'action climatique. Le représentant demande comment l'Afrique pourrait jouer un plus grand rôle, bien qu'elle ne contribue que très peu aux changements climatiques.

M. W. William (Seychelles) indique qu'il ne connaît pas de système qui permette aux parlementaires de mesurer les progrès accomplis. Il demande quelle est la date jusqu'à laquelle les pays peuvent présenter leurs contributions déterminées au niveau national révisées.

Une représentante de la Finlande déclare que la décision de "réduire progressivement" plutôt que de "cesser progressivement" l'utilisation du charbon est décevante. L'abandon des combustibles fossiles est une condition essentielle pour limiter les changements climatiques. Elle demande ce qui pourrait être envisagé pour renoncer plus rapidement aux combustibles fossiles.

Mme C. Kinuthia-Njenga (Directrice de la Division Appui intergouvernemental et progrès collectifs de la CCNUCC) partage l'avis de la déléguée du Royaume-Uni selon lequel les pays doivent agir de toute urgence. Le Secrétaire général de l'ONU lui-même s'est félicité des résultats de la COP26, en soulignant néanmoins la nécessité d'accélérer les efforts. Le fait que les combustibles fossiles, notamment le charbon, aient été mentionnés dans l'une des grandes décisions – bien qu'édulcorée – constitue en effet une avancée sans précédent. Cette décision montre que les Parties commencent à s'attaquer à l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre. Il sera désormais possible de suivre les progrès accomplis par les pays sur la question du charbon.

En réponse à l'intervention du délégué du Zimbabwe, Mme Kinuthia-Njenga explique que le Secrétariat de la CCNUCC appellera les pays en développement à participer au dialogue sur l'élaboration d'un nouvel objectif mondial en matière de financement, notamment en ce qui concerne les mesures d'adaptation. Les mesures d'atténuation sont tout aussi nécessaires que les mesures d'adaptation, or il apparaît que les pays en développement peinent à mettre en œuvre ces dernières. Mme Kinuthia-Njenga convient que les pays en développement ne disposent pas des capacités nécessaires pour mettre en œuvre les mesures de lutte contre les changements climatiques. Les 100 milliards d'USD promis se font toujours attendre, ce qui ralentit le rythme auquel les pays en développement peuvent mettre en œuvre les mesures d'adaptation et d'atténuation. Il importe d'élaborer de façon systématique des cadres permettant de renforcer les capacités nationales. Les pays en développement doivent utiliser les différents mécanismes disponibles, notamment le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat et le Centre-Réseau des technologies climatiques.

En réponse à la question du délégué des Seychelles, Mme Kinuthia-Njenga indique que la période de soumission des contributions déterminées au niveau national révisées est toujours ouverte. Elle espère que les avancées issues de la COP26, notamment sur la question du charbon, seront prises en compte dans les contributions déterminées au niveau national révisées. L'un des principaux outils destinés à mesurer les progrès accomplis est le bilan mondial. Il s'agit d'un processus qui permet aux Parties et aux parties prenantes non Parties d'évaluer la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Les critères de mesure des progrès sont déjà établis. Il a par exemple été décidé de réduire les émissions de dioxyde de carbone de 45 pour cent d'ici 2030 afin d'atteindre la cible de 1,5 °C. Tout l'enjeu consiste désormais à mettre à disposition les mécanismes, les capacités, les financements et les technologies nécessaires, notamment dans les pays en développement.

Une représentante de la Grèce déclare que les résultats de la COP26 constituent une bonne base pour poursuivre les travaux, mais que des efforts supplémentaires doivent être consentis. Elle demande quelles mesures peuvent être prises pour lutter contre les changements climatiques d'ici 2030, notamment sur des questions telles que la déforestation et le gaz naturel. De nombreux pays, dont la Grèce, ont décidé de réduire leur consommation de charbon mais continuent d'utiliser le gaz naturel, qui est également un combustible fossile.

Un représentant du Bahreïn explique que son pays s'intéresse de près aux questions climatiques. Il a notamment modifié sa législation et collabore avec le secteur privé. Les parlementaires doivent faire front commun et s'attaquer à la question des changements climatiques aux niveaux national, régional et international. Néanmoins, de nombreux pays en développement ne peuvent agir en raison de leurs difficultés financières et de la limitation de leurs capacités. Fixer des objectifs par écrit ne suffit pas, encore faut-il prendre des mesures concrètes pour soutenir les pays qui ont le plus besoin d'aide. Le représentant attire l'attention sur les différences de politique entre la Chine, la Russie, les États-Unis d'Amérique et l'Inde. Ces différences subsistent et entravent les aspirations mondiales en faveur d'un développement vert et durable.

Mme C. Kinuthia-Njenga (Directrice de la Division Appui intergouvernemental et progrès collectifs de la CCNUCC) explique que les divergences politiques peuvent être surmontées en appliquant le principe de responsabilité commune mais différenciée. La transition des combustibles fossiles vers l'économie verte doit s'effectuer de manière équitable, en permettant à chaque pays d'avancer à son propre rythme. Il est particulièrement important de prendre en compte les aspects socio-économiques liés à la transition. Par exemple, comment les pays pourront-ils venir en aide aux millions de personnes dont les moyens de subsistance dépendent du charbon une fois que ce dernier aura été abandonné ? Il en va de même pour le gaz naturel qui est en effet aussi un combustible fossile. Cette problématique est étroitement liée aux Objectifs de développement

durable (ODD). Mme Kinuthia-Njenga insiste sur la nécessité d'adopter une approche globale et intégrée qui prenne en compte la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi l'accélération des progrès technologiques, le maintien du développement socio-économique, la création d'emplois et le reclassement des personnes dans de nouveaux domaines d'activité.

Il est très important de veiller à ce que tous les acteurs clés puissent prendre part au processus jusqu'en 2030, notamment les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les peuples autochtones et les jeunes. En effet, la question des changements climatiques devient un enjeu de plus en plus vaste qui nécessite la mise en place de partenariats et de collaborations. Impliquer l'ensemble des parties prenantes permet de renforcer le sentiment d'appropriation et la participation. En outre, la législation permet généralement d'obtenir de meilleurs résultats lorsqu'elle est élaborée de façon concertée.

Mme Kinuthia-Njenga est aussi d'avis qu'il ne suffit pas de prendre des décisions et qu'il faut agir. Il est important que les négociations, les collaborations et les programmes soient axés autour de demandes spécifiques et menés selon un calendrier précis. Le processus doit se dérouler dans un esprit de confiance, d'intégrité, d'engagement, d'inclusion et de transparence. Afin de parvenir à une réelle transformation sur le terrain, tous les pays – développés et en développement – doivent rendre compte de leurs engagements.

Une représentante de la France indique que, face à la COVID-19, son pays a mis en place un plan de relance très ambitieux d'un montant de 100 milliards d'euros. Pas moins de 30 pour cent du plan sont consacrés à la décarbonisation de l'industrie, notamment dans les domaines des transports et de l'agriculture. La représentante se dit favorable à l'abandon des combustibles fossiles. Elle estime qu'il faut favoriser le dialogue entre pays en matière d'atténuation et d'adaptation, tout en précisant que la question des mesures d'adaptation est plus urgente.

Une représentante de l'Algérie dit que son pays est fortement touché par les changements climatiques et a pris plusieurs mesures pour lutter contre ce phénomène. Le pays s'est engagé à réduire ses émissions de 20 à 22 pour cent et prépare un plan d'action national contenant 155 projets destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir les mesures d'adaptation et à améliorer la gouvernance climatique. Le pays a ratifié plusieurs conventions et instruments internationaux et participe ainsi aux efforts menés au niveau mondial. Il a également adopté un arsenal juridique national relatif aux mesures d'atténuation dans le secteur de l'énergie et aux mesures d'adaptation dans le secteur forestier. Des travaux visant à promouvoir la gouvernance locale en matière de changements climatiques sont également en cours pour permettre aux collectivités locales de contribuer au plan national. Afin de parvenir au développement durable, les parlementaires doivent promouvoir la coopération internationale.

Un représentant de l'Inde déclare que son pays est Partie à la CCNUCC, au Protocole de Kyoto et à l'Accord de Paris et que l'Inde a pris plusieurs mesures pour lutter contre les changements climatiques. Le pays a présenté ses contributions déterminées au niveau national, dans lesquelles figurent huit cibles pour la période 2021-2030. Les contributions comprennent notamment une cible visant à réduire l'intensité des émissions de gaz à effet de serre du pays de 33 à 35 pour cent d'ici 2030 et une autre destinée à créer un nouveau puits de carbone de 2,5 à 3 milliards de tonnes d'équivalent CO_2 en augmentant la couverture forestière et arborée, là aussi à l'horizon 2030. À la COP26, l'Inde a présenté plusieurs autres objectifs clés qu'elle devrait pouvoir atteindre si elle maintient la dynamique actuelle, notamment l'augmentation à 500 gigawatts de sa capacité énergétique en combustibles non fossiles d'ici 2030 et l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2070.

Le représentant de l'Inde rappelle aux délégués que son pays représente 18 pour cent de la population mondiale et qu'il produit moins de cinq pour cent des émissions de carbone. Aux côtés du développement et du transfert de technologies et du soutien au renforcement des capacités, le financement constitue l'un des principaux moyens d'action en faveur du climat dans les pays en développement. L'Inde attend des pays développés qu'ils honorent le plus rapidement possible leur engagement à fournir 100 milliards d'USD par an. Ce financement doit être consacré uniquement à l'action climatique. Les parlements doivent contribuer de façon dynamique au renforcement des mécanismes institutionnels destinés à garantir la justice climatique. L'Inde entend lutter contre les changements climatiques par le biais du multilatéralisme et par l'application de mesures nationales rigoureuses. Le succès du multilatéralisme repose sur le fait que le processus de la CCNUCC est transparent, inclusif, dirigé par les Parties et fondé sur le consensus.

Mme M. Guerra (Mexique) annonce que la Chambre des députés de son pays a créé un groupe de travail sur le rôle des parlements en tant que promoteurs de l'action climatique. Ce groupe de travail vise à garantir la mise en œuvre intersectorielle des 17 ODD dans l'ensemble des commissions, notamment en ce qui concerne les ODD 13, 14 et 15. Son travail s'articule autour de quatre piliers : consensus, budget, renforcement des capacités et parlement ouvert. En l'absence de consensus, il est impossible d'avancer sur des questions telles que la préservation des océans et la régénération des terres. Disposer de budgets suffisants permettra d'atteindre les ODD de façon claire et cohérente. Il est important de renforcer les capacités institutionnelles en organisant des ateliers, des formations et des activités de sensibilisation et en invitant les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales et les universités à y participer. Inclusion, participation, vision et bonne gouvernance sont les maîtres mots d'un parlement ouvert. Mme Guerra recommande aux parlements du monde entier d'appliquer ces principes.

Une représentante d'Andorre explique que le parlement de son pays a collaboré avec des jeunes du pays (citoyens, parlementaires et membres de partis politiques) pour rédiger une déclaration reconnaissant l'urgence de la crise climatique. Le processus a duré un an et a donné lieu à de nombreux débats. Plusieurs mesures de lutte contre les changements climatiques ont été mises en place en lien avec la déclaration. Elles portent notamment sur l'agriculture, le travail, l'éducation, la mobilité durable, l'eau, l'énergie, les changements climatiques, l'économie circulaire, l'environnement, les paysages et la biodiversité. L'Andorre a également adopté de nombreuses lois en matière de changements climatiques, notamment sur la protection de l'environnement, des paysages et de la biodiversité, ainsi que sur la transition énergétique. D'autres lois sont en cours d'élaboration, notamment sur l'économie circulaire, la diversification du secteur agricole et le recyclage des déchets.

Un représentant du Pakistan déclare que chaque citoyen et chaque pays doit agir pour lutter contre les changements climatiques. Le Pakistan est considéré comme l'un des plus petits émetteurs de gaz à effet de serre, avec moins de un pour cent du total mondial des émissions, et pourtant il est particulièrement exposé aux effets des changements climatiques. Le pays a relevé le défi en adoptant un ambitieux programme en matière climatique. Le programme comprend plusieurs initiatives phares, comme le projet *Ten Billion Tree Tsunami*, qui vise à planter 10 milliards d'arbres sur l'ensemble du territoire. Une autre initiative axée sur la restauration des écosystèmes permettra d'accélérer les mesures d'adaptation et d'atténuation dans les domaines du reboisement, de la biodiversité et de la conservation. De même, un mécanisme financier indépendant et transparent, dénommé "Fonds de restauration des écosystèmes", a été mis en place. Le représentant rappelle aux pays développés leurs responsabilités envers les pays en développement.

Mme S. Sheehan (Royaume-Uni) souligne l'importance d'assurer le transfert des financements depuis les pays développés vers les pays en développement. Il est regrettable que l'objectif de 100 milliards d'USD n'ait pas été atteint, même si le Président de la COP26 continuera à y travailler jusqu'à la fin de son mandat. Il importe de saluer la contribution de l'Écosse au Fonds pour les dommages et préjudices ainsi que l'adoption, par ce territoire britannique, d'une méthodologie qui permet aux marchés financiers de mesurer les émissions de carbone. Cette méthodologie jouera un rôle important pour encourager les investissements du secteur privé et aider les gouvernements à abandonner les combustibles fossiles. Le fait que le méthane et les forêts figurent dans le document final constitue également un élément très positif.

Une représentante de la Zambie indique que le principal problème dans son pays est l'utilisation du charbon de bois comme première source d'énergie. L'industrie du charbon de bois contribue largement à la déforestation, mais elle est aussi l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois du pays. La transition vers une économie plus verte est donc source de tensions entre le gouvernement et les citoyens. Mais le gouvernement continuera à faire tout son possible pour satisfaire aux exigences fixées d'ici 2030. Des lois appropriées sur le climat sont déjà en cours d'adoption et le reboisement progresse.

Une représentante du Gabon dit que l'une des principales menaces qui pèse sur son pays est l'élévation du niveau de la mer. Le Parlement renforce son cadre juridique afin d'optimiser la mise en œuvre des ODD. Mutualiser les bonnes pratiques aidera les parlementaires à adopter une législation adaptée.

Une représentante de l'Égypte explique que le Gouvernement égyptien a été parmi les premiers à adopter des mesures appropriées pour lutter contre les changements climatiques. Le pays a lancé plusieurs projets de production d'énergie renouvelable ainsi que des programmes d'atténuation, et a été choisi pour accueillir la COP27. Cette dernière se concentrera sur l'Afrique et ses besoins fondamentaux, notamment les besoins de financement liés aux mesures d'atténuation et de réduction des émissions. L'Égypte a mis en place sa propre stratégie nationale en matière de changements climatiques, laquelle comporte cinq grands volets : 1) réduire l'empreinte carbone du pays ; 2) passer aux énergies propres ; 3) protéger la santé de la population ; 4) promouvoir la bonne gouvernance climatique ; et 5) garantir des investissements plus importants dans les énergies propres et la recherche scientifique. Le pays a également créé le Conseil national sur les changements climatiques, qui est la principale instance nationale chargée de lutter contre la crise climatique.

M. W. William (Seychelles) déclare que la promesse de 100 milliards d'USD doit être envisagée de deux manières : en termes de financement mais aussi en termes de transfert de technologie et d'assistance technique. Vu sous cet angle, l'objectif sera plus facile à atteindre. Les pays doivent collaborer en vue d'élaborer les lois et les politiques nécessaires. Il importe également de prendre des engagements concrets et mesurables plutôt que de parler en termes généraux. Alors seulement les parlementaires pourront-ils remplir leurs fonctions de contrôle et de demande de reddition de comptes et de transparence.

Un représentant de l'Uruguay dit que la Commission permanente du développement durable devrait aider les pays à élaborer des lois efficaces. Le développement économique est source de pollution, mais tous les pays ne polluent pas la planète avec la même intensité. Les pays développés ont deux responsabilités : 1) réduire les émissions et 2) fournir un financement aux pays les moins développés. Si aucune mesure n'est prise, la pollution ne fera qu'empirer.

Un représentant de la Norvège estime que le Pacte de Glasgow pour le climat constitue un pas dans la bonne direction car il établit des mesures concrètes. Néanmoins, des mesures supplémentaires doivent être prises pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C. La Norvège a engagé un débat sur sa propre responsabilité en matière de changements climatiques, tant au niveau national qu'international, notamment en lien avec ses activités d'exploitation du pétrole et du gaz. C'est aux parlementaires qu'il appartient d'adopter des lois et des politiques qui jettent les bases de solutions nouvelles et concrètes. Par exemple, la Norvège s'est fixé pour objectif d'atteindre la neutralité carbone dans l'industrie automobile. Et à l'heure actuelle, les véhicules électriques représentent plus de 60 pour cent du marché des véhicules personnels. Cette avancée a été rendue possible grâce à l'adoption de lois spécifiques. Le représentant dit espérer que d'autres pays suivront l'exemple de la Norvège. Il est important de mutualiser les expériences afin que les pays puissent apprendre les uns des autres.

Un représentant du Zimbabwe explique que la commission parlementaire de son pays sur le climat et l'environnement s'emploie activement à amener les entreprises à adopter des pratiques durables et respectueuses de l'environnement. Il y a une réelle volonté d'utiliser les technologies durables, comme le photovoltaïque. Le représentant lance un appel à la communauté internationale pour soutenir le Zimbabwe dans ce domaine.

Projection d'une vidéo sur la façon dont les parlementaires peuvent promouvoir le développement durable.

M. Y. Tsolov (consultant auprès de l'UIP) indique qu'il lui a été demandé de réaliser une cartographie et un examen des nouvelles pratiques parlementaires concernant la mise en œuvre des ODD. Ses travaux sont axés autour de trois grands domaines : 1) intégration des ODD dans les fonctions fondamentales des parlements ; 2) mécanismes institutionnels au sein des parlements, comme les comités, les commissions ou les groupes de travail consacrés aux ODD ; et 3) activités supplémentaires, comme les outils de suivi, la mobilisation des parties prenantes et la participation aux examens nationaux volontaires (ENV). Sa mission consiste avant tout à renforcer la communauté de pratique et à présenter différents exemples de mise en œuvre des ODD. La principale source de son étude sont les réponses à un questionnaire sur les ODD adressé par l'UIP à l'ensemble des Membres au cours de l'été 2021. Pour étayer ses conclusions,

le consultant a également exploité des informations provenant de documents produits par les parlements nationaux, comme les ENV et les rapports d'avancement sur les ODD. Les conclusions de l'étude seront basées sur les recherches menées par le consultant (études de cas et initiatives prises par certains pays) ainsi que sur les consultations qu'il aura menées lors de la 143e Assemblée de l'UIP à Madrid.

Bien qu'elle soit toujours en cours, l'étude a déjà permis de dégager des premiers résultats. La plupart des pays ont créé une commission, un groupe de travail ou un comité parlementaire spécifiquement consacré aux ODD. Certains pays utilisent des méthodes ou des outils spécialisés pour examiner la conformité de la législation et des budgets alloués avec les ODD. On constate également qu'il existe plusieurs procédures de contrôle systématiques qui permettent de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des ODD. Face au manque de données, certains pays ont mis en place des outils numériques innovants pour améliorer le suivi des ODD. La plupart des pays participent activement aux délibérations sur les ENV et aux mécanismes nationaux de coordination interinstitutionnelle. Certains parlements ont mis au point des mécanismes spécifiques qui permettent aux parties prenantes et aux citoyens d'agir en faveur des ODD. De nombreux parlements œuvrent pour adapter les ODD au contexte local. Des partenariats ont également été établis entre les différentes parties prenantes, notamment les partenaires de développement. Enfin, certains pays collaborent avec des institutions de contrôle et d'audit et contribuent activement à l'élaboration des plans nationaux de développement.

L'étude porte sur deux domaines thématiques : 1) la mise en œuvre des cibles relatives à la couverture sanitaire universelle contenues dans l'ODD 3 sur la santé ; et 2) les mesures relatives aux changements climatiques et la manière dont ces mesures ont été intégrées dans la législation nationale. S'agissant des changements climatiques, le consultant a pu observer la volonté de créer un environnement juridique inclusif qui favorise la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national, des plans d'adaptation et des cadres relatifs au climat. Certains pays disposent d'une législation spécifique en matière de gouvernance climatique, notamment pour réglementer la répartition des responsabilités entre les différentes parties prenantes. De nombreux pays ont accru le financement des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces derniers, et certains ont créé des fonds nationaux de lutte contre les changements climatiques. Les processus législatifs participatifs constituent un autre élément important, même s'ils demeurent peu répandus. Le Mexique a mis en place une initiative particulièrement intéressante dénommée "Parlement ouvert", qui permet aux jeunes d'apporter des contributions concrètes aux projets de loi, notamment à la législation relative aux changements climatiques.

Le consultant demande aux délégués de fournir des contributions supplémentaires sur les domaines interdépendants suivants : 1) les méthodes et outils qui permettent d'intégrer les considérations relatives aux changements climatiques dans l'ensemble de la législation ou d'évaluer les corrélations et la compatibilité ; 2) les mécanismes parlementaires destinés à analyser l'impact des cibles fixées, notamment celles relatives à certaines sous-régions ou populations vulnérables ; 3) les lois qui favorisent l'élaboration d'indicateurs spécifiques permettant d'évaluer les progrès accomplis et de présenter régulièrement des rapports d'étape ; 4) les initiatives parlementaires destinées à améliorer la sensibilisation aux changements climatiques en général et à promouvoir le renforcement des capacités des principales entités nationales responsables des politiques en matière de changements climatiques ; et 5) les méthodes appliquées par les parlements pour favoriser la participation des parties prenantes concernées.

La séance est levée à 13 h 15.

Atelier : *Les bonnes pratiques parlementaires en matière de promotion du dialogue interconfessionnel*

SÉANCE DU DIMANCHE 28 NOVEMBRE

La séance est ouverte à 16 h, sous la conduite de Mme A. Sabaté Gauxachs (Vice-Directrice de l'Observatoire Blanquema sur les médias, la religion et la culture à l'Université Ramon Llull).

La Présidente se présente et explique que l'Observatoire Blanquema sur les médias, la religion et la culture à l'Université Ramon Llull, à Barcelone, est un centre de recherche se consacrant à la couverture médiatique des sujets religieux. Le Centre collabore directement avec diverses communautés religieuses dans le but de rapprocher la recherche de la société.

L'atelier offre aux participants l'occasion de mener un dialogue, tout particulièrement pour écouter, partager, comprendre et apprendre les uns des autres. Le cadre dans lequel se déroule l'événement est très important. L'Espagne, centre mondial de la cohabitation interreligieuse au cours du Moyen-Âge, a accueilli ces dernières années un grand nombre de manifestations interconfessionnelles et interculturelles d'importance historique. L'héritage de ce passé, visible dans le patrimoine culturel du pays, guide l'action de toutes ses institutions. À l'heure actuelle, l'Espagne est une nation plurielle diverse sur le plan religieux, qui abrite un solide réseau de communautés religieuses de différentes confessions. Ces communautés sont en mesure de pratiquer leur foi en lien avec l'État, qui œuvre pour garantir la liberté de religion et de croyance. L'Espagne a en outre joué un rôle clé à l'échelle internationale dans la création de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC) et du Centre international du Roi Abdallah ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel (KAICIID).

Le dialogue est indispensable à l'instauration d'une société mondiale harmonieuse. Il est important de créer des espaces inclusifs permettant une interaction interconfessionnelle significative tenant compte de la religion, de la confession, du genre, de l'âge et du domaine de compétences, entre autres choses. Cette tâche n'est toutefois pas toujours aisée. Jusqu'à présent, les parlements ne participaient pas au dialogue interconfessionnel. Cela étant, il existe beaucoup d'exemples inspirants de parlementaires participant à des échanges interconfessionnels positifs, notamment avec des dirigeants religieux. L'UIP souhaite donc offrir un espace à l'intérieur duquel puisse se nouer un dialogue plus nourri concernant le rôle important des parlements dans la promotion d'une coexistence pacifique entre les peuples pratiquant des religions différentes, ainsi que ceux qui n'en pratiquent aucune. Au cours de l'atelier, les parlementaires et les experts œuvrant dans des contextes culturels, géographiques et religieux différents partageront leur vision de la question. La discussion sera aussi inclusive et nuancée que possible. La Présidente présente les intervenants.

M. K. Kosachev (Fédération de Russie), intervenant, prend l'exemple des membres du Groupe Eurasie de l'UIP, dont certains sont chrétiens, tandis que d'autre sont musulmans. Ces différences religieuses n'interfèrent en rien dans le travail du groupe, ses membres se considérant comme des partenaires. La Communauté des États indépendants (CEI), formée par d'anciens pays soviétiques connaît la même situation.

La Fédération de Russie a une expérience unique du dialogue interconfessionnel. Il existe quatre religions "traditionnelles" en Russie, à savoir la chrétienté (plus précisément l'Église orthodoxe), l'islam, le judaïsme et le bouddhisme. Toutes ces religions bénéficient du même statut, sont totalement acceptées par tous et ne sont pas en conflit entre elles. Bien qu'elle abrite plus de 200 groupes ethniques et 140 langues, la Russie n'a jamais connu de guerre de religions dans sa longue histoire. D'après la Constitution, 20 des 85 provinces sur le territoire de la Russie sont des "républiques nationales" héritées de certaines minorités ethniques. Chaque minorité ethnique a ses propres religions, traditions, culture et langue, toutes protégées par la Constitution. La Russie est très fière de son patrimoine religieux multiple. Aucun autre pays du monde n'abrite une telle variété de cultures, de nationalités, de langues et de religions.

Voici quatre ans, la délégation de la Fédération de Russie à l'UIP a proposé la tenue d'une Conférence mondiale sur le dialogue interculturel et interconfessionnel. Cette conférence, dont la tenue a été soutenue par l'UIP, puis par les Nations Unies, aura lieu sous trois bannières, à savoir celle de l'UIP, des Nations Unies et de la Fédération de Russie. La date retenue pour organiser la conférence à Saint-Pétersbourg était dans un premier temps mai 2022. Elle a été choisie pour

deux raisons. En premier lieu, l'année 2022 marquera la fin de la Décennie internationale pour le rapprochement des cultures. Ensuite, la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement est célébrée au mois de mai. Toutefois, la conférence devra malheureusement être reportée étant donné la précarité de la situation entourant la pandémie de COVID-19. Le but de cette conférence est d'ouvrir un espace de dialogue. Il ne sera possible de mener un authentique dialogue que face à face, et non en ligne ou dans un format hybride. La Fédération de Russie n'en reste pas moins enthousiaste à l'idée d'organiser cette conférence et la reprogrammera dès que les circonstances le permettront. L'organisation de cette manifestation et la préparation de son programme préliminaire ont déjà bien avancé. Il est notamment prévu d'inviter des chefs d'État, des présidents de parlement, des organisations non gouvernementales et des représentants de différentes religions. M. Kosachev espère que cette conférence permettra à la Russie de montrer au monde comment elle a réussi, par sa législation et sa pratique quotidienne, à établir une coexistence religieuse pacifique, qui fait encore défaut à un grand nombre d'autres pays.

M. P.S. Rudana (Indonésie), intervenant, déclare être né et avoir grandi à Bali, plus précisément dans le village d'Ubud, qui est un centre de culture et d'art balinais. Il souhaite commencer par prononcer une formule d'accueil balinaise traditionnelle (*om swastiastu*), qui signifie "Je vous souhaite à tous le meilleur" ou "paix à tous".

Les Balinais, qui viennent de contextes religieux divers, vivent harmonieusement ensemble depuis la nuit des temps. Certaines notions de base de la culture balinaise favorisent l'harmonie et servent de fondement à la vie quotidienne à Bali. La première de ces notions est *tatvamasi,* qui repose sur l'idée que tous les êtres humains sont reliés les uns aux autres. La seconde est *tri hita karana*, qui définit trois types de relations harmonieuses, à savoir : 1) l'harmonie entre les êtres humains, 2) l'harmonie entre un être humain et la nature et 3) l'harmonie entre un être humain et le créateur. Elle invite activement à la tolérance à l'égard des autres peuples, y compris s'ils pratiquent une autre religion, tout en garantissant la durabilité environnementale et la connexion spirituelle à l'univers. M. Rudana souhaite citer quelques exemples d'application pratique de ces concepts. Une fois par an, Bali célèbre le *Nyepi*, le jour du silence complet. Il s'agit d'inciter les gens à ralentir leur exploitation des ressources naturelles et humaines en donnant à la terre le temps de récupérer et aux êtres le temps de méditer en harmonie avec l'univers. Bali possède également un système traditionnel d'irrigation et de gestion de l'eau et appelé *subak*, reconnu par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) comme étant un site du patrimoine mondial. Le *subak* permet de faire couler, par la force de la gravité, l'eau des montagnes dans les rivières et dans la mer, en irriguant toutes les rizières au passage. Il prouve le pouvoir absolu de la nature et sa synergie avec l'humain, dont elle assure la survie. Ce système remonte au neuvième siècle.

Bali fait partie des 17 000 îles composant l'archipel indonésien. La population indonésienne est principalement composée de Musulmans (86 pour cent), mais elle comporte plus d'un millier de groupes ethniques parlant plus de 700 langues. L'Indonésie constitue donc un excellent exemple de société pluriculturelle vivant unie et en harmonie. Elle est fière de cette identité culturelle multiple, comme l'indique sa devise, à savoir *Bhinneka Tunggal Ika* ou "unité dans la diversité". Bien que les Indonésiens n'aient pas tous les mêmes convictions politiques, la même culture, ni la même religion, ils se considèrent comme un peuple uni et ont opté pour un système démocratique.

En 2012, la Chambre des représentants a adopté une loi visant à prévenir les tensions sociales, qui chapeaute toute la gestion des conflits religieux. Elle examine actuellement un projet de loi destiné à garantir l'harmonie entre les adeptes de religions différentes. Ce projet de loi a vocation à protéger les minorités religieuses de la violence et à prévenir l'intolérance religieuse. La Chambre joue également un rôle important dans le contrôle exercé sur un programme du gouvernement baptisé Forum de l'harmonie interreligieuse. Il s'agit d'une enceinte rassemblant des dirigeants religieux de diverses confessions dans le but de promouvoir le dialogue interconfessionnel, le respect mutuel, la compréhension et l'harmonie. L'Indonésie, qui souhaite jouer un rôle actif dans la promotion du dialogue interconfessionnel à l'échelle mondiale, mène depuis 2004 des activités de coopération bilatérale avec 32 pays différents. Elle a également activement contribué à l'UNAOC en accueillant en 2014 le Forum mondial de l'UNAOC.

À l'échelle nationale, l'Indonésie a réussi à établir une confiance et une entente réciproques entre les différents groupes de sa population, ainsi qu'à favoriser la coopération entre eux. L'expérience indonésienne prouve que religion et démocratie ne s'excluent pas. M. Rudana espère que l'Indonésie pourra inciter d'autres pays à collaborer au nom de la paix, de la fraternité et de l'harmonie.

M. D. Verga (Ordre souverain de Malte), intervenant, déclare que l'Ordre souverain de Malte a été fondé à Jérusalem au onzième siècle. Institution de l'Église catholique vieille de 900 ans, l'Ordre est un sujet souverain du droit international. Il a une longue histoire du service et sa mission consiste à porter assistance aux plus vulnérables, aux populations marginalisées et aux malades. Dès sa création, l'Ordre a eu vocation à aider les personnes dans le besoin et à protéger leur dignité quelles que soient leur origine, leurs convictions religieuses ou leur origine ethnique. L'Ordre est neutre, impartial et indépendant. Il ne poursuit aucun objectif économique ni politique. Il vient en aide à des centaines de milliers de personnes vivant en situation de crise, par exemple lors de conflits armés ou de catastrophes naturelles, en offrant des soins médicaux, en s'occupant des réfugiés et des migrants, en distribuant des médicaments et en fournissant du matériel assurant la survie de base. Il collabore fréquemment avec les organisations locales, qui sont souvent de confessions différentes. Les activités humanitaires de l'Ordre de Malte sont soutenues par son réseau de missions diplomatiques bilatérales et multilatérales dans plus de 110 pays. Trente de ces pays sont membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), avec laquelle l'Ordre entretient une relation de longue date. L'Ordre a également une mission permanente auprès des Nations Unies, de l'Union européenne et d'autres organisations internationales.

Il mène un grand nombre d'opérations au Moyen-Orient. Il réalise des projets humanitaires, médicaux et sociaux en Iraq, en Jordanie, au Liban, en Palestine, en Syrie et en Turquie, notamment un projet visant à assurer la prise en charge médicale des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des réfugiés grâce à des unités médicales mobiles, des centres médicaux et des hôpitaux de campagne. Il dispose d'un programme d'intégration des communautés iraquiennes déplacées au cours des guerres récentes, assure l'éducation et la scolarisation des enfants de réfugiés et soutient les femmes traumatisées par Daesh. L'un des principaux objectifs de l'Ordre consiste à plaider en faveur du rôle joué par les institutions d'inspiration religieuse, à faciliter le dialogue interreligieux, tout particulièrement au Moyen-Orient et à promouvoir le droit international humanitaire, la cohésion sociale et la coexistence pacifique.

L'Ordre est convaincu que tous les peuples de paix et de bonne volonté doivent s'unir pour relever les nombreux défis auxquels la société moderne est confrontée. Le rôle des dirigeants religieux est essentiel à cet égard. D'ici 2015, le pourcentage mondial de croyants devrait augmenter, passant de 84 à 87 pour cent. Il est donc d'autant plus important de se pencher sur les questions religieuses. La politique étrangère et la diplomatie sont étroitement liées à la religion. Toutefois, le rôle de la religion dans les affaires étrangères des États reste assez peu développé.

L'Ordre s'engage à répondre à l'appel lancé par Sa Sainteté le Pape François et le Grand Imam d'Al-Azhar, Ahmad Al-Tayyib, dans le *Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune*, publié en 2019. Ce document contient un appel, non pas au dialogue verbal, mais à un vrai dialogue d'action. Dans cette perspective, l'Ordre de Malte a rédigé, avec la contribution de dirigeants musulmans et chrétiens, le pacte intitulé *Religions in Action*, qui a pour objectif d'attirer l'attention sur la géopolitique mondiale de la religion. Les principales conclusions de ce pacte découlent de l'expérience glanée par l'Ordre dans son travail de terrain. L'Ordre a constaté que le succès de la diplomatie dans les zones de crise dépend invariablement de la capacité des négociateurs à dialoguer avec les communautés et les dirigeants religieux, qui peuvent jouer un rôle clé dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix. Ce pacte vise à donner un cadre auquel les communautés religieuses et les organisations confessionnelles peuvent se référer pour calmer les tensions, renforcer le dialogue et prêter assistance. Ce document en appelle aux valeurs morales universellement partagées par toutes les confessions, notamment la compassion et la miséricorde.

Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis), intervenante, qualifie de très important le rôle incombant au parlement dans l'intensification du dialogue interconfessionnel. La principale contribution que les parlements peuvent apporter concerne la lutte contre les discours de haine et le renforcement de la coexistence pacifique entre les différentes catégories de la société. La législation doit combattre la discrimination et promouvoir la tolérance. Les parlementaires doivent faire participer différents dirigeants religieux à ce dialogue.

Les Émirats arabes unis appliquent une politique de dialogue, d'ouverture, de tolérance, de coexistence pacifique et de fraternité humaine, tant sur le plan national qu'international. Plusieurs mesures importantes ont été prises. En 2015, le Président a publié un décret criminalisant tous les actes de haine religieuse. En 2019, Sa Sainteté le Pape François et le Grand Imam d'Al-Azhar, Ahmad Al-Tayyib, ont signé à Abou Dhabi le *Document sur la fraternité humaine pour la paix*

mondiale et la coexistence commune, qui sert de fondement à la nouvelle orientation stratégique du pays, à savoir les Principes des 50. Le gouvernement a également nommé un ministre de la tolérance et de la coexistence et lancé un programme national en faveur de la tolérance. Le Centre Sawab, créé dans le but de lutter contre la diffusion des idéaux extrémistes en ligne, est venu s'ajouter au Centre Hedayah, qui a vocation à développer la collaboration et la formation dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme. Les Émirats arabes unis ont également accueilli le Forum pour la promotion de la paix dans les communautés musulmanes et le Sommet interreligieux mondial à l'occasion de l'Expo 2020 à Dubaï.

Tout ce qui précède fait des Émirats arabes unis une terre de paix et de sécurité et un exemple dont d'autres peuvent s'inspirer. En 2021, le pays est arrivé en tête de l'Index mondial sur la sécurité et l'ordre public de Gallup et dans les premiers rangs de huit autres index internationaux portant sur la tolérance et la coexistence publiés en 2020.

Les parlements doivent renforcer le principe de la citoyenneté, actuellement battu en brèche. Ils doivent notamment souligner l'importance de l'éthique numérique, tout particulièrement les droits et les responsabilités des citoyens en ligne.

M. M. Omar (Conseiller principal auprès du Secrétaire général de l'UIP), intervenant, précise que le sujet de la discussion devrait plutôt être le dialogue intraconfessionnel que le dialogue interconfessionnel. Il n'y a plus de conflits interreligieux depuis l'époque des Croisades, voici environ 1000 ans. Les conflits intrareligieux sont, pour leur part, très intenses. Les atrocités ayant par exemple lieu au Sahel sont le fruit de la concurrence inhérente aux différentes branches de la même religion.

La philosophie de la coexistence islamique a commencé à s'effriter. Le mésusage de la religion en tant que telle explique cet affaiblissement. Les individus ont commencé à appliquer des concepts erronés, qui ont alimenté la haine. Le premier d'entre eux est *hakimiiyyah* ou "règne divin", qui suggère que c'est Dieu, et non l'État, qui est l'autorité ultime. Ceux qui ne croient pas au règne divin sont considérés comme des mécréants. L'une de ces autres notions est *jahiliyyah* ou "la société ignorante", qui désigne ceux qui ne pratiquent pas l'islam. La notion de *dar ul kufr*, qui signifie "le refuge du non-croyant", à savoir une société non islamique, opposé au *dar ul-islam*, qui signifie "le refuge de l'Islam", à savoir une société islamique, également invoquée, incite certaines personnes à rejeter l'État en faveur de leur religion. Enfin, il existe la conviction que la vie réelle commence après la mort, ce qui justifie la tactique des attentats suicides contre l'État. Les concepts ci-dessus sont appliqués par des groupes tels que l'État islamique en Iraq et au Levant (DAESH), Boko Haram, Al-Shabaab, voire les Talibans. Ce sont toutefois des visions erronées de l'Islam.

La notion de citoyenneté est la mieux adaptée pour entraver la dissolution de la coexistence islamique. Les groupes extrémistes ont dénoncé la citoyenneté, affirmant qu'un individu ne pouvait être croyant et citoyen en même temps. La citoyenneté, toutefois, peut développer le sentiment d'appartenance et empêcher les individus de croire qu'ils doivent choisir entre l'État et la religion. Elle peut également favoriser l'égalité entre les religions. Les parlementaires ont un rôle crucial à jouer pour sensibiliser la population à l'importance de la citoyenneté.

La Présidente résume la discussion par des mots et des expressions clés tels qu'harmonie, diversité, unité dans la diversité, confiance réciproque, entente, fraternité, consolidation de la paix, durabilité environnementale, dialogue interconfessionnel et dialogue intraconfessionnel et citoyenneté. Elle souhaite poser un certain nombre de questions aux intervenants pour poursuivre la discussion. Pour commencer, elle les prie de préciser quels sont les défis à relever pour concilier identité religieuse et citoyenneté et comment elles peuvent l'être.

M. D. Verga (Ordre souverain de Malte), intervenant, revient sur la migration, qu'il considère comme un défi en lien avec la notion de citoyenneté. Il est indispensable de s'attaquer aux causes profondes de la migration, tout en respectant vis-à-vis des migrants des valeurs universelles telles que les droits de droits de l'homme et la dignité des personnes, la générosité et la solidarité. L'une des façons d'autonomiser les migrants consiste à les inclure. L'inclusion est une exigence de base pour le développement global des sociétés. Toutefois, la notion d'inclusion a évolué dans le contexte de la mondialisation et des nouvelles technologies, telles que la téléphonie mobile, Internet, les réseaux sociaux et les billets d'avion bon marché. Les gouvernements doivent mettre en œuvre les mesures législatives, économiques, sociales et éducatives requises pour promouvoir l'inclusion des migrants et des réfugiés, tout en respectant leur histoire, leur culture et leurs traditions. Le dialogue avec les bénéficiaires de telles mesures est également indispensable afin

de dégager une volonté commune de permettre l'inclusion et l'entente mutuelle. La migration bénéficie aux migrants eux-mêmes, mais aussi aux communautés d'accueil et d'origine. Toutefois, si elle est mal gérée, elle peut créer des difficultés importantes. Construire des murs et fermer les frontières ne fera pas diminuer le flux des migrants et ne constitue donc pas une solution à long terme. L'Ordre de Malte peut citer de nombreux exemples de bonnes pratiques ayant facilité l'inclusion des migrants et des réfugiés en Europe et créé ainsi des sociétés interculturelles et interreligieuses réellement harmonieuses.

M. M. Omar (Conseiller principal auprès du Secrétaire général de l'UIP), intervenant, répond que l'un des pires problèmes pour concilier religion et citoyenneté est l'instrumentalisation et la manipulation de la religion à des fins politiques. Le manque d'éducation, la misère et la mauvaise gouvernance comptent également au nombre des difficultés.

Les individus ne souhaitent pas appartenir à un État incapable de leur fournir ce dont ils ont besoin, notamment un abri et un revenu. Ils préfèrent se tourner vers d'autres sources de soutien, notamment les groupes extrémistes. Telle est la situation qui est en train de se développer au Sahel, en Afghanistan et en Iraq. Les États doivent faire le nécessaire pour protéger la citoyenneté en répondant aux besoins de la population. Le rôle des parlementaires, gardiens de l'État et de l'état de droit, est particulièrement important sur ce plan.

La Présidente prie les intervenants de citer les mesures requises pour renforcer la citoyenneté, l'état de droit et l'État dans le but d'instaurer des sociétés robustes, résilientes et pluriconfessionnelles.

M. K. Kosachev (Fédération de Russie), intervenant, souligne qu'il est fondamental de ne pas tenir un double langage. Un pays qui exige quelque chose d'un autre pays sans lui rendre la pareille peut créer des conflits et de l'hostilité. La Russie traverse actuellement une période de tension avec l'Occident, qui l'accuse de commettre une agression. Il s'agit là d'une erreur évidente d'interprétation des inquiétudes réelles de la Russie. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, environ 25 millions de Russes vivant sur certains territoires sont brusquement devenus étrangers. Ils ont perdu une grande partie de la protection dont ils bénéficiaient du point de vue de leurs droits religieux, culturels et linguistiques. La Russie ne peut pas permettre que ces populations soient laissées sans protection. M. Kosachev appelle l'Union européenne (UE), qui prétend être un exemple en matière de protection des droits de l'homme, à cesser de jouer un double jeu et à laisser la Russie protéger ses citoyens.

M. P.S. Rudana (Indonésie), intervenant, rappelle que l'instauration de la paix et de l'harmonie exige des pays qu'ils misent sur le dialogue, préservent la sagesse locale et protègent la nature. Trois facteurs ont contribué à rendre la société indonésienne résiliente et pluriconfessionnelle. En premier lieu, l'Indonésie protège tout le monde, quelle que soit sa religion. L'État indonésien s'inspire du principe de la "foi en un Dieu", sans référence à une religion particulière, mais quelle que soit la religion. De surcroît, la Constitution reconnaît toutes les religions, défend la liberté religieuse et garantit l'égalité des droits des citoyens quelle que soit leur confession. Il est cependant important de relever que le droit à pratiquer une religion doit être exercé de façon responsable, qui respecte les droits des autres et sans perturber l'ordre public. Par ailleurs, la société indonésienne repose sur la philosophie d'État *du pancasila,* cinq préceptes qui incluent la religion*.* La devise nationale de l'Indonésie, à savoir *Bhinneka Tunggal Ika*, qui signifie "l'unité dans la diversité" résume ces cinq principes. Enfin, le pays a instauré un mécanisme visant à préserver la communication et les consultations interreligieuses, qui passe notamment par le Forum de l'harmonie interreligieuse. En Indonésie, les parlementaires jouent un rôle actif dans la promotion d'un dialogue multipartite destiné à préserver l'union de la nation et à inviter à la tolérance et à l'harmonie, non seulement en Indonésie, mais dans le monde entier.

Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis), intervenante, considère que l'élément le plus important pour créer une société forte et résiliente est la participation des dirigeants religieux, y compris au processus de prise de décision. Les minorités religieuses se sentent fréquemment exclues. Elles feraient preuve d'une plus grande loyauté à l'égard de l'État si ce dernier dialoguait avec leurs dirigeants.

La Présidente donne la parole aux délégués.

M. M. Agha Tehrani (République islamique d'Iran) considère comme important de définir ce qui rassemble les peuples plutôt que ce qui les divise. Le dialogue est indispensable, tant sous sa forme interconfessionnelle qu'intraconfessionnelle. Le dialogue interconfessionnel a pour objectif de définir un terrain commun entre différentes religions. C'est la façon la plus efficace de promouvoir l'entente mutuelle. Le dialogue interconfessionnel ne se limite pas à garantir la coexistence des religions, mais vise également à trouver des solutions à des problèmes communs grâce à l'entente mutuelle. Le dialogue doit porter prioritairement sur des objectifs communs, par exemple l'objectif de surmonter les crises mondiales. Les religions doivent prendre des mesures concrètes pour s'unir et collaborer autour de questions telles que la coexistence pacifique et l'éducation religieuse. Elles doivent également s'efforcer de rédiger une charte commune visant à donner un nouveau souffle à la vie religieuse en la fondant sur des valeurs pures.

L'Iran a joué un rôle de premier rang dans la promotion du dialogue entre les communautés islamiques aux échelons national et international. Le pays a organisé 35 sessions de la Conférence internationale sur l'unité islamique, créé le Forum mondial pour la proximité des écoles de pensée islamiques, lancé la Semaine de l'unité islamique et créé l'Organisation de la culture et de la communication islamiques. L'Iran a aussi lancé aux Nations Unies plusieurs initiatives destinées à faciliter le dialogue entre les civilisations et les cultures.

Les parlements, sous la houlette de l'UIP, pourraient jouer un rôle irremplaçable dans le dialogue interconfessionnel. Il pourrait être bon d'envisager la création d'un parlement des religions du monde, qui serait une branche de l'UIP se consacrant à promouvoir un dialogue interreligieux permanent.

M. M. Omar (Conseiller principal auprès du Secrétaire général de l'UIP), intervenant, précise que M. Agha Tehrani s'est référé à l'idée d'une "chambre de rapprochement", où les peuples collaboreraient sur la base de ce qui les rapproche et se pardonneraient pour leurs désaccords. L'idée a été évoquée à l'époque où il existait un dialogue réel entre les Sunnites et les Chiites. Il souligne que la meilleure façon de séparer les peuples est d'investir dans leurs différences. La Conférence mondiale sur le dialogue interculturel et interconfessionnel devrait s'inspirer du principe du rapprochement.

M. M. Agha Tehrani (République islamique d'Iran) convient que les peuples devraient miser sur ce qui les unit. Dieu est le dénominateur commun de toutes les religions, qui reposent toutes sur la foi en Dieu. L'unité serait possible en s'appuyant sur le principe divin.

Mme N. Arissian (République arabe syrienne) explique que la Syrie est une nation diverse rassemblant des peuples de différentes traditions culturelles et religieuses, notamment des Arméniens, des Syriens, des Chaldéens, des Catholiques, des Chrétiens orthodoxes, des Évangélistes et des Musulmans. Les Chrétiens et les Musulmans ont bâti une entente dont pourrait s'inspirer le reste du monde.

La vision nationale qui prédomine en Syrie est que les différentes communautés doivent vivre dans l'harmonie. Le dialogue interconfessionnel, la citoyenneté et l'égalité sont des priorités pour la Syrie. La Constitution syrienne garantit également la protection de la diversité culturelle.

Le terrorisme a tenté de détruire, mais en vain, l'harmonie que la Syrie s'est efforcée de créer. Mme Arissian prie les parlements de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et de créer une culture de tolérance et de dialogue. Les parlements et les centres de recherche peuvent jouer un rôle majeur dans la promotion du dialogue et de la coexistence interconfessionnels

M. V. Dayal Ram (Inde) rappelle les paroles d'un grand nombre de participants, qui ont affirmé que toutes les religions pointaient dans la même direction. Toutefois, en pratique, beaucoup de haine se manifeste entre les religions, ce qui a entraîné une radicalisation. Les États devraient inciter les dirigeants religieux à entamer un dialogue interconfessionnel, auquel devraient cependant aussi participer les dirigeants de la société civile. La société civile, constamment aux prises avec des problématiques affectant l'échelon local, pourrait ainsi contribuer à ce que ces difficultés soient mieux comprises. Le dialogue interconfessionnel doit débuter dans l'éducation secondaire et supérieure. Les enseignants et les chercheurs devraient intégrer dans leurs programmes académiques et leurs activités périscolaires des enseignements sur la bonne volonté et la paix. Les parlementaires ont aussi un rôle très important à jouer dans la promotion d'une culture du dialogue interconfessionnel. Il est important que les parlementaires pratiquent ce qu'ils prêchent. Il est évident que le dialogue interconfessionnel est le besoin principal du moment. Il doit s'établir entre les différentes religions, mais aussi entre les diverses branches d'une même religion.

M. M. Kabtouleh (République arabe syrienne) explique que toutes les religions de la Syrie se sont rassemblées pour reconstruire le pays après les ravages faits par les extrémistes. Ensemble, les peuples de toutes les religions reconstruisent églises et mosquées. Tout un chacun fait sa part, quelle que soit sa religion. En Syrie, toutes les religions sont sur un pied d'égalité. M. Kabtouleh félicite l'UIP d'avoir organisé un atelier aussi important sur le dialogue interconfessionnel, tout en déplorant le petit nombre de parlementaires présents.

M. G. Migliore (Président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, (PAM)) déclare que le respect et le dialogue en tant que tel constituent deux éléments clés du dialogue interreligieux. Le dialogue est une rencontre entre des sujets différents, qui se confrontent les uns aux autres sans renier leurs propres caractéristiques et spécificités. Le dialogue leur permet de mûrir et de mieux se connaître dans la relation à l'autre. En optant pour le dialogue, les sociétés pluriethniques et pluriculturelles se donneront davantage de chances de développer la paix politique et civile. Le dialogue est une alternative réaliste au choc des civilisations que décrit Samuel Huntington. Il pourrait jeter un pont entre les communautés religieuses et permettre de dépasser les stéréotypes. La méprise, la distance et l'ignorance font souvent le lit de l'intolérance et de la violence.

Mme S. Tanus (Finlande) est d'avis que le respect profond de l'autre et de la liberté d'expression devraient former le fondement du dialogue interconfessionnel et intraconfessionnel. Elle demande aux intervenants s'ils partagent son opinion.

M. M. Omar (Conseiller principal auprès du Secrétaire général de l'UIP), intervenant, répond qu'il préfère parler de liberté religieuse. La liberté d'expression est importante, mais elle doit être limitée pour que les religions ne puissent pas s'insulter les unes les autres. Diffamer une religion qui n'est pas la sienne n'est pas une marque de liberté d'expression, mais une agression. La solution pour préserver la liberté religieuse consiste à légiférer, par exemple pour criminaliser les propos haineux. Les parlementaires ont un rôle important à jouer sur ce plan. Il faut aussi que les individus aient le droit de ne pas avoir de religion. Ce n'est pas la religion qui est responsable de la situation en Syrie, mais bien le désir de détruire l'une des plus vieilles civilisations du monde. Citant Ibn Arabi, il invite les participants à accueillir les individus de toutes les religions.

Mme M. Al Suwaidi (Émirats arabes unis), intervenante, considère que la liberté d'expression relève de la liberté de croyance. Les Émirats arabes unis sont un modèle de liberté de croyance. Ils abritent plus de 200 nationalités vivant en harmonie et tout un chacun peut pratiquer la religion qui est la sienne. À Abou Dhabi, il existe un carrefour où sont réunis une église, une synagogue et une mosquée. Le pays compte en outre 75 églises, y compris l'une des églises catholiques les plus fréquentées au monde. Pour que les peuples vivent dans l'harmonie, l faut qu'ils puissent coexister harmonieusement.

M. D. Verga (Ordre souverain de Malte), intervenant, déclare que la liberté religieuse doit inclure la liberté de pratiquer la religion de son choix. Le dialogue interconfessionnel et l'action interconfessionnelle sont tous deux nécessaires. Le pacte intitulé *Religions in Action* a vocation à inciter les dirigeants religieux et les organisations de nature religieuse à agir dans les situations de crise pour prêter assistance, non seulement, à leurs propres fidèles, mais à tous ceux qui ont besoin d'aide, quelle que soit leur confession. Les bonnes pratiques en matière de dialogue interconfessionnel comprennent l'adoption de dispositions et de règles législatives.

M. P.S. Rudana (Indonésie), intervenant, annonce que la prochaine Assemblée de l'UIP aura lieu à Bali, en Indonésie. Ce sera le moment rêvé pour faire l'expérience de la vraie diversité et de la coexistence harmonieuse. Il est important de mettre en avant l'expérience de nations ayant réussi à promouvoir le dialogue interconfessionnel. M. Rudana convient qu'il faut agir. La liberté est importante, mais il faut qu'elle aille de pair avec les responsabilités.

La Présidente invite instamment les participants à communiquer leurs bonnes pratiques au Secrétariat de l'UIP, qui a l'intention de créer une boîte à outils sur le sujet du dialogue interconfessionnel.

La séance est levée à 18 h 10.

Atelier: *La participation du public au travail des parlements : défis, opportunités et bonnes pratiques*

Session organisée conjointement par l'UIP et l'ASGP, en partenariat avec le PNUD

SÉANCE DU DIMANCHE 28 NOVEMBRE

(Après-midi)

La séance est ouverte à 15 h 00 sous la conduite de Mme P. Tyawa (Afrique du Sud).

La Présidente souhaite la bienvenue aux participants et présente les objectifs de la réunion.

M. A. Richardson (Secrétariat de l'UIP), accompagnant ses commentaires d'une projection de diapositives numériques, remercie l'ASGP pour cette tribune d'échanges. L'UIP et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) œuvrent de concert à l'élaboration du troisième Rapport parlementaire mondial, qui aura pour thème la participation du public au travail des parlements et traitera des questions suivantes : informer le public sur le travail du parlement ; sensibiliser les citoyens, notamment les jeunes, au rôle du parlement dans le système démocratique ; et trouver de nouvelles méthodes de consultation du public dans le cadre de l'activité législative et de contrôle du parlement. Le thème a été choisi lors de la dernière réunion UIP-ASGP (Belgrade, 2019) au cours de laquelle les participants avaient identifié les principaux défis auxquels les parlements doivent faire face, à savoir la perception du parlement par les citoyens, la confiance du public dans l'institution et comment associer le public plus étroitement aux travaux du parlement. Les parlements développent depuis de nombreuses années de nouveaux moyens d'associer le public à différents échelons et à des niveaux d'intensité divers. Le moment semble donc venu d'évoquer les réalisations antérieures, les changements futurs à mesure que la société se développe ainsi que les technologies nécessaires pour appuyer ces changements.

En dépit de la pandémie, le Rapport parlementaire mondial est élaboré sur la base de centaines d'entretiens avec entre autres des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires et des organisations de la société civile. Le rapport comprendra par conséquent de nombreuses études de cas approfondies réalisées au niveau des pays, ainsi que des recommandations et un guide pratique sur la participation du public. La traduction du rapport débutera bientôt, et sa publication est prévue pour la prochaine Assemblée de l'UIP (Mars 2022).

Le rapport s'articulera autour des thèmes retenus lors des entrevues de recherche, à savoir : comment renforcer le soutien et la participation du public au travail des parlements ; comment veiller à ce que le public ait les mêmes chances d'accéder au processus de décision et aux structures parlementaires, indépendamment de facteurs tels que le niveau d'expérience parlementaire, d'influence ou de financement d'un individu, son genre ou l'éloignement physique du parlement ; dans quelle mesure les parlements mettent à profit les progrès technologiques et les exploitent au mieux afin d'interagir avec le public ; comment s'impliquer sérieusement auprès des jeunes et développer les initiatives actuelles en leur faveur de sorte qu'ils soient davantage susceptibles de collaborer avec leur Parlement et ses processus sur le long terme ; comment fixer des objectifs de mobilisation du public, évaluer dans quelle mesure ils ont été atteints et dégager les succès et les changements nécessaires pour s'améliorer ou évoluer. Ne laisser personne de côté, être ouvert à l'innovation et apprendre les uns des autres et s'engager dans d'autres formes d'échange figureront également au premier plan des questions abordées dans le rapport

Le Rapport parlementaire mondial comprendra une introduction traçant l'avenir de la participation et cinq chapitres couvrant l'importance de celle-ci, la manière dont les parlements s'impliquent, les principales tendances et les pistes d'amélioration, les questions stratégiques sur la participation et l'orientation qui lui sera donnée. Le rapport se veut être un document pratique dont les recommandations aideront les parlements de façon tangible à renforcer, à élargir et à améliorer leurs méthodes de participation avec différentes couches de la société.

En 2022 par conséquent, l'UIP, en partenariat avec le PNUD notamment, traitera la question essentielle de la volonté politique de s'impliquer en sensibilisant les parlementaires, les Secrétaires généraux et le personnel parlementaire, en mettant en place des réseaux pour régulièrement échanger des expériences, et en répondant aux manifestations d'intérêt des parlements qui souhaitent aller plus loin sur la question de la participation.

Un événement de lancement du Rapport parlementaire mondial est prévu en mars 2022, après quoi tous les parlements seront invités à organiser une présentation du rapport dans leur propre pays. Un réseau en ligne qui établira des liens entre les membres du personnel de différents parlements chargés d'élaborer des programmes de sensibilisation, des initiatives participatives et des outils d'engagement communautaire sera prochainement créé. Les membres de ce réseau seront chargés des programmes de consultation et d'éducation. L'UIP poursuivra les discussions engagées avec les membres du réseau tout au long de l'année 2022 et au-delà dans le cadre de webinaires, ainsi que les missions d'assistance pour réaliser un état de la situation actuelle des parlements et identifier les améliorations à apporter en priorité. Il invite les participants à transmettre à l'UIP les coordonnées des agents qui seront membres du réseau au sein de leur propre parlement.

M. C. Chauvel (Point focal Asie-Pacifique et Responsable mondial du département institutions et processus inclusifs au PNUD), s'exprimant par liaison vidéo depuis Bangkok, déclare que le mandat du PNUD de travailler sur les questions de gouvernance justifie sa collaboration avec l'UIP sur le Rapport parlementaire mondial. Il ne peut y avoir de développement humain durable sans une bonne gouvernance. Les parlements efficaces et inclusifs qui obligent l'exécutif à rendre compte de la réalisation des Objectifs de développement durable font partie intégrante de la mission du PNUD à cet effet.

Au vu des commentaires recueillis auprès des 65 parlements avec lesquels le PNUD travaille, les deux premiers rapports parlementaires mondiaux ont été d'une grande utilité pour modifier certains documents comme les règles de procédure, les règlements et certaines dispositions de la Constitution dans certains cas. L'objectif du troisième Rapport parlementaire mondial sur la participation est particulièrement opportun puisque de nombreux acteurs nationaux du PNUD, comme la société civile, le pouvoir exécutif, les institutions indépendantes de surveillance, les organes judiciaires et les instances chargées de l'application des lois, y figureront.

Il y a quelques années, il a rédigé un discours analysant comment les formes non traditionnelles de gouvernance élaboraient de nouvelles méthodes de communication avec les individus que les institutions traditionnelles n'étaient pas parvenues à atteindre par des voies plus classiques, telles que susciter des commentaires du public sur un sujet précis. Les progrès technologiques et les changements générationnels dans ce que l'on attend des parlements signifient qu'au lieu de *soumettre* au parlement, le public recherche une interaction, une communication et la validation du processus démocratique sur une base continue. Pour de nombreux parlementaires, amener ce changement est un véritable défi. Dans le cadre du groupe de travail chargé du Rapport parlementaire mondial, les programmes de pays du PNUD ont fourni de nombreux exemples inspirants d'interaction communautaire avec le parlement. Les exemples ne reflètent pas la réalité traditionnelle des demandes ou des cycles électoraux standard et contribueront, espérons-le, à rajeunir la démocratie et les interactions liées à la gouvernance entre les détenteurs de droits et d'obligations.

La Présidente invite les participants à réfléchir à quel point leur parlement peut être inclusif, et à se demander si les parlementaires s'engagent de manière pertinente envers les citoyens, et quels sont les niveaux de confiance du public au parlement.

Un représentant de l'Inde souligne l'importance de l'éducation, de la consultation et de la participation du public aux processus de prise de décisions. Il présente la gouvernance démocratique comme l'expérience politique la plus aboutie dans l'histoire de l'humanité. En partant du principe que le pouvoir émane du peuple, la participation citoyenne s'inscrit dans l'idée même de la démocratie, alors que les attentes des citoyens vis-à-vis de leurs représentants ne cessent d'augmenter. Concilier les obligations législatives avec les intérêts et les opinions des électeurs reste un défi majeur pour les parlementaires. Il est également important de faire face aux attentes des électeurs, même avant d'entrer en fonction pendant la durée de la campagne, lorsque les programmes sont publiés et que les engagements sont pris.

En Inde, il existe un certain nombre de procédures législatives permettant aux parlementaires d'attirer l'attention sur les préoccupations des électeurs et d'obliger le gouvernement à rendre des comptes, notamment : poser au gouvernement une question parlementaire ; attirer l'attention sur une question précise au cours d'un débat parlementaire d'une durée maximale de 90 minutes ; et animer un débat de deux à quatre heures. Toutes les propositions de loi présentées au Parlement sont accompagnées de mémoires expliquant aux parlementaires et au public les nuances d'une mesure législative.

Au sujet de la consultation, chaque proposition de loi présentée au Parlement est scrupuleusement examinée par la commission parlementaire compétente. Les invitations du public à formuler des observations sur les propositions de loi sont publiées dans la presse par chaque commission dès lors qu'elle envisage d'instaurer de nouvelles dispositions. Tout est fait pour connaître l'opinion des différentes couches de la société en ciblant différentes régions du pays. Tous les citoyens quels qu'ils soient ont également la possibilité de donner leur avis sur des textes législatifs ou des déclarations d'intention du Gouvernement par le biais de la chaîne de télévision parlementaire indienne.

La Présidente sollicite le point de vue des participants sur la confiance du public envers le Parlement : dans quelle mesure les parlements inspirent-ils confiance dans la manière dont ils communiquent, interagissent ou associent le public à l'élaboration des lois et lui confère un droit de regard ?

Un représentant du Pérou fait remarquer que les citoyens péruviens posent constamment des questions sur le travail du parlement. Il demande comment la faible cote de popularité des parlements enregistrée dans plusieurs pays peut être améliorée. Une partie de la solution consiste à faire confiance aux citoyens et à leur rester proches, en se rendant notamment dans des zones ou les communautés difficilement accessibles ne sont généralement pas consultées. Écouter les préoccupations des électeurs et s'employer à résoudre leurs problèmes contribuera à redorer l'image des parlements.

M. M. Bin Madi (Yémen) explique que, par le passé, le vote d'un électeur signifiait qu'il avait accordé sa confiance à un candidat en particulier et lui avait confié des responsabilités législatives. Récemment cependant, les nouvelles technologies ont amené les parlementaires à échanger avec les citoyens. En dépit des progrès accomplis, la guerre a malheureusement empêché les parlementaires yéménites de s'investir pleinement auprès de leurs électeurs. Il dit espérer que la guerre prendra fin rapidement, et que les élus seront bientôt en mesure de répondre aux normes régissant la participation du public.

M. L. Laurence Smyth (Royaume-Uni) fait remarquer que beaucoup de femmes au Royaume-Uni sont mécontentes du traitement médical qu'elles ont reçu durant la ménopause. Un parlementaire a fait campagne pour remédier à la situation. Toutefois, les pétitions publiques se sont révélées être le meilleur moyen de soulever la question, qui n'a jamais été débattue au parlement. Les pétitions ont donné lieu à un débat à la Chambres des communes où la question a reçu l'appui des deux partis. À l'issue du débat, le Gouvernement a promis de réduire le coût des prescriptions pour les thérapies de substitution hormonale, qui s'est avéré un obstacle financier pour certains. Il a également promis de constituer un groupe de travail chargé d'examiner dans quelle mesure les employeurs pourraient se montrer plus indulgents à l'égard des femmes durant la ménopause. Sans les pétitions publiques, la question n'aurait vraisemblablement pas été débattue au Parlement. Les pétitions ont permis aux femmes qui souffrent de montrer que beaucoup d'autres partagent leurs préoccupations. L'exemple montre à quel point la participation du public peut déboucher sur des actions concrètes.

La Présidente note les effets positifs qu'il peut y avoir à sensibiliser les parlementaires à la mission qu'il leur est confiée de rester en contact avec leurs électeurs, et à enseigner au public comment accéder au Parlement pour représenter ses intérêts, et comment mettre en lumière les besoins individuels par le biais du système parlementaire.

Un représentant de Bahreïn fait remarquer que le Parlement bahreïnien a accordé un financement central pour les bureaux des parlementaires et le personnel dans leur circonscription. Compte tenu des raisons avancées pour informer le public, il est préférable pour les parlementaires d'établir leurs propres plans de communication publique sur le terrain, plutôt que de faire adresser l'ensemble des communications par le Secrétaire général. Les parlementaires peuvent alors adapter leur style de communication aux besoins des électeurs, et statuer sur des questions logistiques comme les heures d'ouverture des bureaux.

La Présidente demande aux participants dans quelle mesure les différentes couches de la société, notamment les femmes, ont accès au Parlement et estime qu'il répond à leurs besoins.

Un représentant de l'Inde déclare que, dans la mesure où les femmes constituent la moitié de la société, nul ne peut se permettre de les ignorer. Le Parlement indien dispose d'une commission de l'émancipation des femmes qui peut examiner toute question qu'il juge opportune. Pour les femmes qui n'y siègent pas, il est également prévu de soutenir leur inclusion financière, et de nombreux groupes d'entraide de femmes ont été créés pour apporter un soutien à tous les niveaux de la société. En outre, lorsqu'une mesure législative axée sur les femmes est débattue, celles-ci sont régulièrement consultées, au parlement ou lors de visites sur le terrain. Les femmes participent également au débat sur d'autres questions.

M. A. Richardson (Secrétariat de l'UIP) demande aux participants quelles sont les mesures prises (le cas échéant) pour s'assurer que les parlements entendent s'exprimer différentes couches de la société, notamment les femmes et les hommes, ou des personnes particulièrement concernées par une question faisant l'objet d'un débat. Les parlements disposent-ils d'informations sur les types de personnes qui prennent généralement part aux consultations, notamment leur genre et leur niveau de pouvoir et d'influence dans la société ?

Mme S. Kauvee (Forum parlementaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe) dit être informée des directives qui recommandent aux organisateurs des consultations d'éviter d'exclure par inadvertance des franges de la société en programmant par exemple des audiences publiques à certaines heures de la journée. Elle demande si des données ventilées sur les participants aux audiences publiques sont disponibles, de manière à pouvoir évaluer l'impact de ces directives.

La Présidente, s'exprimant en qualité de membre du Parlement sud-africain, déclare que l'organe législatif de son pays organise des séances parlementaires sectorielles afin d'encourager les gens à s'exprimer sur des sujets qui les concernent. Par exemple, tous les travaux parlementaires de juin sont consacrés aux questions liées à la jeunesse au sein de ce que l'on appelle le Parlement des jeunes, alors que le mois d'août est dédié aux femmes et adoubé Parlement des femmes. Les événements peuvent inclure des présentations de services ministériels expliquant comment est utilisé le budget consacré à la jeunesse, celui alloué aux droits des femmes, ou abordant d'autres aspects pertinents. Le Parlement s'appuie sur diverses données pour évaluer les niveaux de satisfaction du public et les dispositions nécessaires aux séances parlementaires sectorielles.

Un représentant du Bahreïn estime que les questions examinées par les parlementaires reflètent généralement les opinions de ceux qu'ils représentent. De nombreux parlementaires utilisent les réseaux sociaux pour encourager leurs électeurs à exposer leur point de vue sur les sujets débattus. Les propositions de loi sont également publiées pour une période de consultation publique. Les projets et politiques mis en place par le gouvernement tiennent compte des opinions des organisations de la société civile qui représentent les acteurs concernés de la société.

Mme R.A. Barbarán Reyes (Pérou) explique qu'il existe différents niveaux de participation du public dans son pays. Les plateformes de participation en ligne, par exemple, permettent aux gens de débattre de la meilleure manière d'utiliser un budget municipal, et des questions auxquelles les autorités locales doivent accorder la priorité. Par ailleurs, toutes les propositions de loi présentées au Congrès national sont publiées sur un portail afin de permettre aux citoyens de faire part de leurs observations sur les projets de textes législatifs. Les commissions parlementaires organisent par ailleurs des *tables de concertation citoyenne* auxquelles des personnes ayant des intérêts spécifiques, comme les droits des femmes, peuvent être invitées pour débattre sur des sujets pertinents. Cette approche sectorielle peut donner des résultats différents par rapport aux consultations menées auprès du grand public.

Un défi de taille de la politique péruvienne se pose toujours lorsque le Président et le parti ayant la majorité parlementaire viennent d'horizons politiques différents. Elle demande quelles solutions les autres pays ont trouvé en pareille situation et s'ils peuvent prodiguer des conseils.

Il est primordial de demeurer en contact avec ses électeurs, ce qui explique pourquoi les parlementaires péruviens passent chaque mois une semaine dans leur circonscription.

Un représentant du Pérou fait remarquer que dans les années 1990, on comptait 240 parlementaires représentant quelque 12 millions d'habitants. À titre de comparaison, 130 parlementaires représentent aujourd'hui 33 millions de citoyens. Étant donné que chaque parlementaire représente plus de 250 000 électeurs, donner la parole à chacun d'entre eux est l'un des défis les plus importants à relever par les parlementaires péruviens.

S'agissant d'encourager la participation du public à l'élaboration des propositions de loi, toutes les commissions parlementaires du Parlement péruvien disposent de structures pour encourager le public, par le biais notamment des organisations de la société civile, à formuler des observations sur les propositions de loi déposées au Parlement. Cela permet aux parlementaires de légiférer sur la base des opinions directement exprimées par les citoyens. Il tient absolument à savoir comment les autres participants ont abordé des questions du même ordre.

La Présidente précise que les discussions montrent la détermination des parlements à s'impliquer véritablement et à offrir aux citoyens la possibilité de participer au processus parlementaire.

Elle invite l'UIP à examiner les outils et méthodologies que les parlements utilisent ou pourraient efficacement déployer afin d'intensifier leurs efforts pour informer, sensibiliser et consulter les citoyens. Ces outils sont conçus pour assurer la participation des citoyens au processus législatif, l'engagement sans réserve des parlementaires à collaborer avec ceux qui les ont élus, et le respect des promesses de campagne.

M. A. Richardson (Secrétariat de l'UIP) fait remarquer qu'en qualité de représentants élus du peuple, il incombe aux parlementaires d'échanger avec les électeurs, d'expliquer comment fonctionne le Parlement et d'associer les citoyens aux processus décisionnels parlementaires. Il demande comment les administrateurs aident les parlementaires à s'acquitter de leurs responsabilités grâce aux outils, systèmes et services qu'ils fournissent, notamment lorsque les systèmes ne peuvent être gérés par des parlementaires à titre individuel, comme les plateformes de pétitions en ligne. Dans la mesure où un certain nombre de parlements ont aujourd'hui mis en place des systèmes de pétitions, il demande aux participants comment ils planifient leurs propres arrangements, et si le potentiel des technologies nouvelles pour augmenter le nombre de personnes susceptibles de prendre part à une pétition a simplifié ou compliqué les choses.

En menant les recherches nécessaires au Rapport parlementaire mondial, l'UIP a constaté que les parlements convient de plus en plus le public à s'exprimer sur les propositions de loi via les plateformes en ligne. Il note les défis que représente la chance considérable de pouvoir formuler des observations sur des documents mis en ligne, en dépit des avantages qu'offre la possibilité d'accéder aux plateformes web. Il demande aux participants quelles approches ils jugent les plus efficaces pour encourager les électeurs à consulter et à interagir avec les espaces en ligne dédiés au parlement.

Des assemblées citoyennes sont par ailleurs organisées dans certains pays. Celles-ci se composent de citoyens ordinaires, choisis au hasard, qui débattent d'importantes questions d'intérêt public pour leur société. L'objectif est d'aboutir à des propositions politiques formulées par les citoyens et pouvant être développées plus avant au Parlement. Dans la mesure où les assemblées citoyennes sont relativement récentes, il demande aux participants s'ils en ont fait l'expérience, et s'ils estiment que des mécanismes semblables peuvent s'avérer utiles dans leur propre institution parlementaire et dans le milieu où ils vivent.

M. M. Tiwari (Inde) dit que la commission des pétitions du Parlement indien reçoit de nombreuses doléances des citoyens et peut ouvrir des enquêtes à sa guise. En raison de la pandémie, les pétitions peuvent désormais être envoyées par courriel et n'exigent pas la présence physique du requérant devant la commission.

Les possibilités de consultation sur les propositions législatives ne manquent pas. Par exemple, les propositions de loi sont mises en ligne pendant 30 jours afin de permettre au public de de faire part de ses observations. Elles sont ensuite scrupuleusement examinées par les commissions parlementaires, au cours desquelles de nouvelles consultations publiques sont possibles. Il est également important pour les citoyens de formuler des observations sur les actes législatifs subordonnés. Tandis que la législation primaire a tendance à traiter des principes généraux de façon plus concise, les actes législatifs subordonnés peuvent compter jusqu'à plusieurs milliers de pages de texte susceptibles d'avoir une incidence sur la vie quotidienne des citoyens. Par conséquent, le public est sensibilisé par l'entremise des médias, et les commissions chargées d'examiner les actes législatifs subordonnés consultent les groupes intéressés dans toute la société. L'intérêt de ces consultations a été démontré lorsque les règlements concernant les droits des citoyens à l'information ont été modifiés sur la base des suggestions reçues lors d'une consultation en ligne.

Le Parlement indien organise des simulations de parlement, notamment dans les écoles, afin d'amener les étudiants et le grand public à participer à des débats thématiques. Le musée parlementaire permet également aux gens de découvrir le climat dans lequel les questions sont débattues au parlement.

La Présidente explique que, si différents parlements ont recours à diverses méthodes de participation, l'on s'accorde généralement à reconnaître que l'ensemble du personnel doit en permanence aider les parlementaires à s'engager envers les citoyens qui les ont élus. Le Rapport parlementaire mondial offre un large éventail d'outils pour soutenir les efforts entrepris.

Mme K. Jabre (Secrétariat de l'UIP) remercie les participants pour la richesse des échanges et la diversité des opinions exprimées. Les discussions semblent confirmer que la participation du public constitue une priorité essentielle pour les parlementaires et le personnel parlementaire. En dépit des problèmes soulevés, la participation est reconnue comme un moyen nécessaire d'améliorer la pertinence et l'efficacité des parlements. Les membres ont partagé des exemples d'effets bénéfiques qui peuvent découler d'une intégration des idées exprimées par les citoyens. Les consultations publiques offrent de nombreuses autres possibilités pour explorer et tester de nouvelles voies.

Les expériences partagées montrent que les parlements sont unis dans leur engagement à mener des consultations constructives. En permettant à des protagonistes très divers de se faire entendre, les débats peuvent donner lieu à des changements dans les politiques publiques qui font la différence.

Le Rapport parlementaire mondial constituera une source précieuse d'idées concrètes puisqu'il contient une multitude de pratiques du monde entier. Elle espère que le rapport ne finira pas sur une étagère à prendre la poussière mais qu'il deviendra un outil dynamique au service des parlementaires pour les aider à tester et faire évoluer les idées, à échanger des pratiques et à innover autrement. Elle encourage l'ensemble des participants à diffuser à grande échelle le Rapport parlementaire mondial, à organiser des opérations de lancement et des groupes de discussion sur des points précis du rapport, et à faire part de ses commentaires à l'UIP sur ce qui a été testé et appris suite aux propositions qui y sont formulées.

L'UIP se tient toujours à la disposition des parlements pour les aider à lancer le rapport et à suivre ses recommandations. Le Rapport parlementaire mondial s'appuie sur l'expérience vécue par les parlements et peut être enrichi davantage en fonction de leurs exploits futurs. L'UIP entend conserver le rapport en tant que ressource évolutive et pertinente.

La séance est levée à 16 h 20.

Adoption des résolutions, documents finaux et rapports

SÉANCE DU MARDI 30 NOVEMBRE

(Après-midi)

La séance est ouverte à 17 h 30 sous la conduite de Mme M. Batet Lamaña, Présidente du Congrès des députés espagnol et Présidente de la 143e Assemblée.

Point 3 de l'ordre du jour

Déclaration de Madrid : *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie* (Débat général)

La Présidente déclare que le débat général a donné lieu à des débats intéressants et substantiels. Les délégués d'une centaine de parlements nationaux et d'une douzaine d'organisations partenaires ont pris la parole. Le document final, la Déclaration de Madrid, est intitulé *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie.* La Déclaration de Madrid reflète les principaux messages issus des délibérations et définit des pistes d'action parlementaire concrètes pour l'avenir. La Présidente de l'Assemblée invite le Président de l'UIP à présenter la déclaration.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, dit que la Déclaration de Madrid rend compte des contributions des Membres au débat général. Elle met en exergue la nécessité, pour les parlements, de trouver de nouvelles méthodes pour faire de la politique, combattre la désinformation et les discours de haine, réduire les polarisations, rapprocher les citoyens de leurs institutions démocratiques et montrer la voie en période de crise.

L'Assemblée fait sienne cette déclaration.

Point 4 de l'ordre du jour

Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants
(Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme)
(A/143/4-DR)

Mme A. Gerkens (Pays-Bas), co-rapporteure, indique que la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme a retenu le thème de sa prochaine résolution qui sera débattu à la 144e Assemblée, à savoir *L'impulsion parlementaire en faveur du développement local et régional des pays à taux de migration internationale élevé et de la cessation de toutes les formes de traite des êtres humains et de violation des droits de l'homme, y compris celles commanditées par les États.* Elle se propose aussi de tenir une réunion-débat sur *Le rôle des parlements pour concilier les exigences sanitaires en période de pandémie et la préservation des libertés publiques.* Enfin, deux ateliers sont prévus : le premier sur les mutilations sexuelles féminines et le second sur l'intelligence artificielle.

Elle remarque que si l'univers en ligne a beaucoup d'avantages il a aussi beaucoup d'inconvénients. Parmi ces inconvénients figure le problème de l'exploitation sexuelle en ligne des enfants. C'est la raison pour laquelle, il y a deux ans, elle a proposé une résolution intitulée *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants.* La Commission, qui a débattu de ce sujet, a bénéficié des apports de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants et de l'organisation ECPAT International. Le projet de résolution a été préparé par les trois rapporteurs, c'est-à-dire elle-même, M. P. Limjaroenrat (Thaïlande) et Mme J. Oduol (Kenya) qui ont travaillé avec beaucoup de passion et de dévouement. Les propositions d'amendements, au nombre de 80, ont été étudiées pour aboutir à une résolution qui trouve un juste équilibre entre les droits des enfants et le droit à la vie privée en ligne. Elle exhorte l'UIP à produire un guide répertoriant les meilleures pratiques en la matière. Elle estime en effet que la résolution doit servir de tremplin à des travaux ultérieurs. Ce problème ne pourra être réglé que par un engagement commun de tous les parlementaires.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Point 5 de l'ordre du jour

Rapports de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, de la Commission permanente du développement durable et de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies

M. J.I. Echániz (Espagne), Président par intérim de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, indique que cette commission a mené deux opérations particulièrement importantes les 28 et 29 novembre en organisant une audition d'experts et une réunion-débat.

L'audition d'experts portait sur le thème de la prochaine résolution : *Repenser et redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix en vue de favoriser une paix durable.* Quatre experts ont exposé leurs points de vue respectifs avant que la discussion ne soit ouverte aux participants. Les deux co-rapporteures ont aussi présenté leurs premières idées concernant le projet de résolution, soulignant qu'il était grand temps d'adopter une résolution sur le rôle des parlements dans les processus de paix. En effet, la signature d'un accord ne garantit pas nécessairement l'établissement de la paix. Le monde subit d'ailleurs actuellement les conséquences de l'échec de certains processus de paix. Une approche unique ne saurait convenir à tous les cas : le contexte local doit être pris en compte, notamment les aspects historiques et linguistiques. Comme l'ont indiqué les participants, les processus de paix doivent englober la totalité des personnes concernées, notamment les femmes, les jeunes et les communautés autochtones. On constate un consensus sur le fait que les processus de paix ne peuvent avoir des conséquences durables que s'ils sont accompagnés d'efforts de formation, d'éducation et de mesures visant à éviter la tension sociale.

Une réunion-débat a aussi été tenue sur le thème *Le rôle du parlement dans la lutte contre les risques de détournement dans les transferts d'armes.* Les membres de la Commission ont visionné un message du Président de la septième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes. Trois autres experts ont présenté des points de vue différents, mais se sont finalement accordés sur le fait que la circulation illicite d'armes était à l'origine de tueries de masse dans le monde. Les participants sont convenus que les parlements devaient agir pour mettre fin à la violence armée en transposant le cadre juridique international dans le droit national. Les lois nationales doivent traiter les causes profondes du problème et instituer des moyens de contrôle suffisants. Il convient d'infliger des sanctions internationales aux trafiquants, aux vendeurs et aux acheteurs d'armes. Il faut aussi établir une définition unique, universellement admise du détournement d'armes. Les participants ont salué la nouvelle publication intitulée *Défendre notre avenir commun : Guide d'action parlementaire à l'appui du désarmement, pour la sécurité et le développement durable* qui met en lumière des pratiques parlementaires particulièrement utiles dans ce domaine.

S'agissant des affaires intérieures, le Bureau s'est réuni pour discuter de la nouvelle stratégie de l'UIP pour 2022-2026 ainsi que du plan de travail de la Commission. La Commission est convenue de consacrer entièrement son temps, lors de la 144e Assemblée, à la préparation de la résolution suivante. Dans le cadre d'élections, la Commission a élu son nouveau président, M. M. Al-Ahbabi (Qatar) et sa nouvelle vice-présidente, Mme H. Hakobyan (Arménie). Le président sortant remercie, quant à lui, l'UIP, ses Membres et tous ses partenaires pour l'appui qu'ils lui ont apporté pendant ses quatre années à la tête de la Commission.

L'Assemblée prend acte du rapport.

M. W. William (Seychelles), Président par intérim de la Commission permanente du développement durable, indique que cette Commission a tenu deux séances les 27 et 29 novembre. Lors de la première, la Commission a d'abord assisté au lancement d'une nouvelle publication de l'UIP intitulée *Gestion optimisée des ressources publiques : lignes directrices à l'usage des parlementaires pour la budgétisation des ODD.* Après la communication d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), un débat a été engagé sur le thème de la résolution suivante intitulée *Tirer parti des technologies de l'information et de la communication en tant que catalyseur pour le secteur de l'éducation, notamment en période de pandémie*. Bien qu'il existe différents instruments internationaux visant à garantir l'inclusion, l'égalité et l'éthique des services d'instruction, les inégalités numériques subsistent dans le domaine de l'éducation. La pandémie de COVID-19 a

révélé l'étendue de la fracture numérique au sein des pays et entre eux. Les co-rapporteurs (délégués de la Finlande et de l'Inde) ont aussi présenté leur point de vue sur le sujet en observant que des écarts éducatifs existaient déjà dans le monde avant la pandémie. Il incombe aux parlementaires d'agir pour combler ce fossé à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

La seconde séance de la Commission a donné lieu à une réunion-débat sur le thème *L'impact des changements climatiques sur les ressources naturelles : Comment les parlements peuvent-ils veiller à ce que l'eau soit accessible et disponible pour tous ?* Des contributions d'experts ont été apportées par des représentants du Fonds mondial pour la nature (WWF) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ceux-ci ont expliqué qu'il fallait s'attendre à ce que les changements climatiques compliquent la gestion des terres et des ressources en eau, et menacent la sécurité alimentaire. Des participants sont intervenus pour rappeler que l'accès à de l'eau propre était un droit fondamental et que la coopération transfrontalière était essentielle à la gestion des ressources naturelles, à un accès et une répartition équitables. La Commission a procédé à l'élection de ses nouveaux président et vice-président et a pourvu les sièges vacants au Bureau. Elle a également adopté un plan de travail pour l'Assemblée suivante et décidé d'y consacrer tout son temps à la préparation de la résolution suivante.

Le Bureau de la Commission s'est réuni et a assisté à une présentation de la nouvelle stratégie de l'UIP. Il s'est déclaré favorable à l'adoption par l'UIP d'une politique sur les changements climatiques, estimant que dans un premier temps il serait intéressant d'évaluer l'empreinte carbone des activités internes et de recourir à la technologie pour réduire les émissions à court terme. Il soutient également l'idée d'élaboration d'une trousse à outils pour aider les parlementaires à adopter des politiques et des lois sur les changements climatiques.

L'Assemblée prend acte du rapport.

M. P. Katjavivi (Namibie), Président par intérim de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies, indique que cette Commission s'est réunie le 29 novembre. La séance a été consacrée à deux réunions-débat. La première, qui portait sur la campagne de vaccination mondiale pour mettre fin à la pandémie de COVID-19 et sur les leçons qui en ont été tirées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a donné lieu à des interventions de représentants de l'OMS et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Cette réunion-débat a été suivie par 34 délégations parlementaires et les représentants de 14 Membres s'y sont exprimés. Les Membres ont, globalement, soutenu la réponse apportée à la pandémie par l'OMS et ONUSIDA tout en signalant certaines déficiences de la réponse multilatérale nécessitant une intervention urgente. Les experts ont unanimement encouragé les parlementaires à faire bon usage des possibilités offertes par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et à exiger une plus grande transparence des contrats d'achat de vaccins passés par les gouvernements auprès de fabricants privés. La nécessité d'une plus large solidarité mondiale a été soulignée à plusieurs reprises. À une exception près, tous les intervenants se sont déclarés favorables à une levée des brevets sur les vaccins dans le cadre de l'ADPIC. Plusieurs parlementaires ont évoqué la nécessité de combattre la diffusion, via les médias sociaux, de fausses informations relatives aux vaccins, indiquant qu'il fallait la contrer par des campagnes d'information du public basées sur des faits probants tout en respectant la liberté d'expression.

La seconde réunion-débat portait sur le rapport du Secrétaire général de l'ONU intitulé *Notre programme commun*, lequel a été présenté par une conseillère politique du Cabinet exécutif du Secrétaire général de l'ONU. Le rapport comprend 90 recommandations visant à aider la communauté internationale à mieux s'unir pour répondre aux dangers multiples qui menacent la paix et le développement durable du monde, notamment les changements climatiques, la pandémie actuelle, l'accroissement des inégalités et la montée des conflits. Il invite les gouvernements, les parlements, la société civile et les autres parties prenantes à rompre avec la routine, à adopter une nouvelle trajectoire et à apporter des réponses effectives aux populations, de manière à rétablir la confiance de celles-ci dans les gouvernements et la communauté internationale. Dix parlementaires ont pris la parole au cours de la séance. Ils ont souligné le rôle essentiel des parlements dans l'application des accords internationaux, à l'instar du programme commun, par l'exercice de leurs fonctions de représentation, de contrôle et de législation. Les intervenants ont globalement reconnu l'importance de la mise en œuvre de solutions multilatérales dans un monde de plus en plus interdépendant. Les parlements peuvent en outre contribuer aux activités de l'ONU et encourager le multilatéralisme en créant des groupes parlementaires

interpartis sur les affaires des Nations Unies. Les parlementaires sont en mesure de promouvoir la solidarité internationale en évitant de propager des rumeurs alarmistes et d'avoir des réactions trop impulsives vis-à-vis d'autres pays.

Enfin, la Commission a élu quatre nouveaux membres du Bureau : Mme H. Tigranyan (Arménie), Mme C.I. López Castro (Mexique), Mme E Qatrawi (Moldova) et Mme E. Lindh (Suède). Mme S.A. Noor (Kenya) a été élue Présidente et M. L. Wehrli (Suisse) a été élu Vice-Président.

L'Assemblée prend acte du rapport.

Point 6 de l'ordre du jour

Approbation du thème d'étude de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme pour la 145e Assemblée de l'UIP et nomination des rapporteurs
(A/143/6-R.1)

La Présidente énonce le thème proposé par la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme pour sa résolution suivante : *L'impulsion parlementaire en faveur du développement local et régional des pays à taux de migration internationale élevé et de la cessation de toutes les formes de traite des êtres humains et de violation des droits de l'homme, y compris celles commanditées par les États.* Trois co-rapporteurs ont été chargés de préparer la résolution, M. J. Wadephul (Allemagne), M. F. Zon (Indonésie) et Mme S. Nane (Uruguay).

La Présidente considère que l'Assemblée est disposée à approuver ce thème de résolution et ces nominations.

Il en est ainsi décidé.

Divers

Mme P. Maharani (Indonésie) indique que le Parlement de l'Indonésie accueillera la 144e Assemblée de l'UIP du 20 au 24 mars 2022. Cette Assemblée sera l'occasion de faire le point sur les mesures déjà prises pour assurer la reprise après la pandémie. Les Membres pourront vérifier si l'avancement du programme mondial de vaccination est bien conforme aux objectifs. Ils pourront évaluer les conséquences sociales et économiques de la pandémie. Ils pourront aussi étudier l'impact de la pandémie sur la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. Elle souligne combien il est important que les Parlements se montrent prêts à apporter une réponse aux défis majeurs de notre époque. Elle indique que l'Indonésie a fait de grands progrès dans le traitement de la pandémie et que la totalité de sa population devrait être vaccinée d'ici mars 2022. Elle se réjouit d'accueillir les délégués en Indonésie.

Une vidéo est présentée pour souhaiter la bienvenue aux délégués qui se rendront en Indonésie pour la 144e Assemblée de l'UIP.

Clôture de l'Assemblée

M. K.B. Abdullahi (Nigéria), qui s'exprime au nom du Groupe africain, remercie le Gouvernement et le Parlement de l'Espagne pour leur hospitalité, et remercie également le Président et le Secrétaire général de l'UIP, ainsi que tous les Membres de l'UIP, en particulier ceux qui ont contribué à l'approbation du point d'urgence. Il exhorte les pays qui n'ont pas encore payé leur contribution à le faire au plus vite.

M. A. Al Nuaimi (Émirats arabes unis), qui s'exprime au nom du Groupe arabe, remercie tous ceux qui ont contribué au succès de l'Assemblée, en particulier le Parlement espagnol, le Président et le Secrétariat de l'UIP. Il observe que le Parlement espagnol a fait preuve d'un grand courage en accueillant l'Assemblée durant une période aussi difficile. Il réitère son total soutien à la nouvelle Stratégie de l'UIP et salue le consensus réuni autour du point d'urgence. Il estime que les parlements devraient davantage défendre les priorités et les valeurs qui leur sont communes pour promouvoir la démocratie et la diplomatie.

M. B. Mahtab (Inde), qui s'exprime au nom du Groupe Asie-Pacifique, félicite le Gouvernement et le Parlement de l'Espagne ainsi que l'UIP pour avoir réussi à organiser une Assemblée en présentiel dans le contexte des restrictions liées à la COVID-19, et ce, en l'espace d'à peine trois mois. Il considère qu'il s'agit d'un accomplissement historique et d'un formidable exemple de l'esprit d'entreprise humain. La tenue de cette Assemblée est la preuve du pouvoir de la solidarité qui a permis de mobiliser la coopération parlementaire malgré les difficultés créées par la pandémie. Le consensus suscité par le point d'urgence sur l'équité vaccinale met en lumière la volonté et la détermination des parlements de la planète à se montrer solidaire dans des circonstances aussi extraordinaires. Il exprime le souhait que les discussions de l'Assemblée contribuent aux travaux futurs de tous les parlementaires.

M. M. Yerman (Kazakhstan), qui s'exprime au nom du Groupe Eurasie, déclare que l'Assemblée a mené ses travaux avec succès. Les délégués se sont réunis en dépit de la pandémie pour débattre de questions aussi importantes que le rôle des parlements dans le monde moderne, le développement des opportunités offertes aux femmes et aux jeunes, l'écologie et la stabilité de la croissance. Toutes ces questions sont prises en compte dans la nouvelle stratégie de l'UIP. Des débats intéressants ont également eu lieu dans le cadre des réunions des groupes géopolitiques. Le Groupe Eurasie a élu le représentant du Kazakhstan à sa présidence. Il félicite le Secrétaire général pour sa réélection et remercie l'Espagne pour son hospitalité. Il se dit convaincu que la mission commune des Membres de l'UIP se poursuivra lors des futures réunions.

M. B. Llano (Paraguay), qui s'exprime au nom du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), remercie la Présidente du Congrès des députés espagnol et son équipe pour l'organisation et la réussite de l'Assemblée. Il remercie aussi le Président et le Secrétaire général de l'UIP, qui sont toujours à l'écoute des Membres. S'il est important de souligner les points positifs, il estime qu'il est aussi utile d'apporter une critique constructive pour contribuer à l'amélioration de l'Organisation. Il rappelle que l'Assemblée n'aurait pas pu se tenir sans les dons de certains Parlements membres comme le Qatar, les Émirats arabes unis, la Chine et la Suisse. Il précise que douze délégations du GRULAC ont participé à l'Assemblée.

Mme A. Gerkens (Pays-Bas), qui s'exprime au nom du Groupe des Douze Plus, remercie l'Espagne, qui a accueilli l'Assemblée et a montré à l'ensemble de la planète que les parlementaires pouvaient se réunir pendant la pandémie. Elle remercie aussi le Président de l'UIP, remarquant que sa formidable capacité de susciter l'union est pour beaucoup dans la tenue de l'Assemblée. Enfin, elle remercie le Secrétaire général pour sa contribution solide et constante à l'Organisation. Elle remarque que le Secrétaire général a prouvé que la démocratie pouvait continuer à fonctionner en période de pandémie. Elle se dit convaincue de l'important rôle qui incombera à l'UIP dans les temps qui viennent.

M. D. Pacheco (Portugal), Président de l'UIP, déclare que la 143e Assemblée de l'UIP a mené ses travaux à bien. Malgré les doutes, malgré les incertitudes, l'Assemblée a pu se dérouler grâce aux efforts et à l'engagement de toutes les personnes concernées. Il remercie tous ceux qui

ont contribué à son succès, et en particulier les Espagnols. Plus d'un millier de parlementaires venus de 120 pays se sont réunis non seulement pour dialoguer, mais aussi pour diffuser un message d'espoir. Les parlementaires ont prouvé qu'il était possible de continuer à travailler en une période particulièrement difficile.

Au cours de l'Assemblée, des partenariats se sont noués, des coalitions ont été constituées et des mesures ont été décidées sur différentes questions : la reprise économique, les changements climatiques, le multilatéralisme et la démocratie. De nombreux résultats positifs ont été enregistrés. La Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale a discuté de la refonte des processus de paix. La Commission permanente du développement durable a débattu de l'emploi des technologies de l'information et de la communication pour renforcer le secteur de l'éducation. La Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme a adopté une importante résolution intitulée *Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants.* La Commission permanente des Affaires des Nations Unies a recherché des moyens de promouvoir la campagne mondiale de vaccination contre la COVID-19. Le Comité des droits de l'homme des parlementaires s'est également réuni pour assurer la défense des droits des parlementaires partout dans le monde. Les Forums ont débattu des questions de l'égalité entre les sexes et de la participation des jeunes. Enfin, l'Assemblée a fait sienne la Déclaration de Madrid.

Il observe que la démocratie se trouve confrontée à de nombreux défis et qu'il faut se battre pour réussir à les relever. Les parlementaires doivent donner suite aux engagements qu'ils ont pris pendant l'Assemblée. L'UIP est très bien équipée pour s'adapter et fonctionner en une période aussi perturbée. Sa mission, ses valeurs sont essentielles, à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Il encourage les parlementaires à unir leurs efforts pour créer un monde meilleur, sachant qu'ils pourront toujours compter sur l'appui de l'UIP.

La Présidente de l'Assemblée remercie les participants pour les paroles de reconnaissance, d'amitié et de gratitude qui viennent d'être prononcées. Alors que la 143e Assemblée de l'UIP arrive à son terme, elle se dit très fière de l'avoir présidée. Les participants s'y sont montrés particulièrement aptes à traiter des problèmes contemporains.

Parmi les nombreux succès de l'Assemblée, elle souhaite souligner les travaux du Forum des femmes parlementaires. Celui-ci a tenu sa 32e session qui a attiré 200 personnes, dont 86 femmes parlementaires et 28 hommes. Le Forum, qui a une action pionnière en matière d'égalité des sexes, a souligné, en particulier, que l'égalité des sexes concernait aussi bien les hommes que les femmes. La question d'un engagement équilibré sur la question de l'égalité des sexes de la part des hommes comme des femmes a donné lieu à un intéressant débat paritaire. Elle remercie tous les hommes qui ont manifesté leur soutien à l'égalité des sexes, en particulier le Président et le Secrétaire général de l'UIP.

Le débat général sur le thème *Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie* est aussi un point saillant de l'Assemblée. Elle se dit rassérénée de lire dans le document final des affirmations solennelles, telles que : "Une politique fondée sur la confrontation et la division sape la légitimité du système dans son ensemble" ou "Nous réaffirmons que le compromis politique est au cœur du processus démocratique et nous sommes d'avis que la capacité à parvenir à des accords, à coopérer au-delà des divergences politiques et à privilégier l'intérêt général plutôt que les politiques partisanes contribue à désamorcer la polarisation et à instaurer une paix sociale durable". Elle estime, quant à elle, que tout parlementaire se doit d'œuvrer à l'intégration politique et à la recherche du consensus, et qu'il est essentiel de créer des espaces permettant aux différents acteurs politiques de rencontrer des citoyens ayant des convictions politiques diverses. Elle ajoute que la défense de la démocratie est entre les mains des parlementaires.

Elle remercie tous les délégués de leur participation à l'Assemblée.

Un cadeau est remis à la Présidente de l'Assemblée.

La séance est levée à 18 h 50.

Déclaration de Madrid

Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie

que la 143e Assemblée de l'UIP a fait sienne
(Madrid, 30 novembre 2021)

En notre qualité de parlementaires et de représentants du peuple, notre responsabilité suprême est de servir les populations dans le cadre d'un système de gouvernance démocratique au sein duquel chaque voix compte. Le monde se mobilise pour surmonter toute une série de défis liés à des bouleversements sociaux, politiques, économiques et sanitaires. Les clivages sociétaux et la détérioration de la paix sociale ont des répercussions sur l'état de la démocratie, notamment sur les institutions qui mettent en pratique les valeurs démocratiques.

Avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, les gouvernements de la planète se sont engagés à promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, donnant à tous un accès à la justice et disposant d'institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. En tant que parlements, nous partageons l'engagement de réalisation de ces objectifs.

Ce faisant, nous renforcerons la démocratie aux niveaux national et mondial. Nous sommes convaincus que, pour relever les défis qui menacent aujourd'hui la démocratie, il faut impérativement surmonter les divisions sociales, s'unir au lieu de diviser, inspirer l'espoir et non la haine, joindre nos forces et chercher des terrains d'entente.

Et les défis sont nombreux. L'idée d'une classe politique de plus en plus déconnectée de la population a gagné du terrain, favorisant la montée du populisme et accentuant les clivages sociétaux. Partout dans le monde on constate un fléchissement de la confiance dans les systèmes politiques, une aggravation des inégalités économiques et structurelles, un désengagement croissant et une polarisation accrue. Tandis qu'ils représentent près d'une moitié de la population du monde, les jeunes de moins de 30 ans sont peu présents dans le processus décisionnel. Les jeunes d'aujourd'hui seront les adultes de demain : notre incapacité à les impliquer véritablement aura pour effet de saper encore davantage la cohésion de nos sociétés.

Les avancées technologiques, dont les réseaux sociaux sont l'émanation, ont eu d'incroyables répercussions sur la capacité d'accès du public à l'information et ont créé de nouvelles formes d'échange. Ces mêmes outils ont cependant facilité la diffusion de fausses informations, ce qui a suscité colère et frustration et abîmé le tissu social. Dans le contexte de la pandémie, ces outils ont parfois servi à contester des faits scientifiques et à saper les campagnes nationales de vaccination, nuisant ainsi à la santé publique. Ils sont trop facilement utilisés intentionnellement comme des vecteurs de défiance et de haine. Les discours de haine sexistes et le harcèlement en ligne ciblent tout particulièrement les femmes, remettant en cause leur légitimité et leur droit à prendre part au processus démocratique.

Les concepts de polarisation et de populisme ne sont pas nouveaux, mais le contexte actuel leur est propice. Le niveau de polarisation atteint de nouveaux sommets. Si la concurrence entre partis est normale et saine, la polarisation excessive présente des risques importants. Elle s'insinue dans la société tout entière et influence les interactions au quotidien, risquant ainsi de fragiliser la culture de tolérance, d'aggraver les conflits et d'amplifier la défiance. Elle peut aussi gravement compromettre l'efficacité de nos institutions démocratiques.

La pandémie de COVID-19, qui a exacerbé les problèmes existants et nui aux processus démocratiques, a mené à la remise en cause d'un mode de prise de décision fondé sur les faits et a, en définitive, affaibli la capacité du modèle démocratique à affronter les situations d'urgence et à rebondir ensuite.

Vers de nouvelles approches de la politique

Une politique fondée sur la confrontation et la division sape la légitimité du système dans son ensemble. Nous sommes préoccupés par l'idée qu'une polarisation accrue risque d'entraver la création de larges coalitions au sein de la société ainsi que la mise en œuvre de politiques publiques audacieuses pour s'attaquer à des problèmes aussi urgents que celui des changements climatiques.

Un effort concerté est indispensable pour relever les défis auxquels la démocratie est aujourd'hui confrontée. La solidarité et le leadership politique sont des éléments essentiels de la recherche de nouvelles approches en politique. Notre réponse doit s'ancrer dans un engagement renouvelé envers les valeurs démocratiques de base, l'inclusion, le recours au dialogue et aux faits probants pour régler les problèmes.

Lutter contre la désinformation et les discours de haine

Des mesures législatives et politiques sont nécessaires pour renforcer la résilience démocratique et créer un écosystème dynamique et informatif qui appuie la démocratie, l'état de droit et le respect des droits fondamentaux. Dans nos parlements, nous devons nous montrer vigilants vis-à-vis des menaces qui pèsent sur l'espace civique, et résolus dans notre défense de la liberté d'expression et du respect de la diversité des opinions, tout en luttant contre la désinformation et les pratiques préjudiciables en ligne.

Les démocraties ont besoin que les citoyens soient bien informés, aient une idée claire de la façon dont fonctionne la démocratie et disposent des compétences nécessaires pour y participer. De même que nous vaccinons les populations contre la COVID-19, il nous faut développer une immunité contre la désinformation et les tentatives de manipulation de l'opinion publique. Il nous faut donc investir dans la formation aux médias et l'éducation civique à toutes les périodes de la vie et dans tous les secteurs de la société, pour faire en sorte que les populations soient bien informées et capables d'une réflexion critique.

Nous reconnaissons l'important rôle des médias et des journalistes, qui sont des sources d'information et constituent une part essentielle de nos sociétés libres et ouvertes. Certains changements économiques sous-jacents menacent la pérennité d'un journalisme indépendant aux niveaux local et national. Il nous faut donc rechercher de nouveaux modèles qui protègent la diversité des opinions et l'expression de perspectives critiques dans les médias.

Il incombe aux médias traditionnels comme aux réseaux sociaux de veiller à ce que des opinions divergentes puissent s'exprimer sans crainte de représailles ou de harcèlement. Le respect de la diversité doit être encouragé par ceux qui informent et favorisent le débat public. À nous parlementaires, il revient de créer les conditions de la liberté d'expression tout en protégeant les personnes qui prennent part au débat public de toute forme de violence, de sexisme et de harcèlement, y compris en ligne.

Nous sommes conscients du rôle déterminant que joue le secteur privé dans l'innovation et l'évolution technologique. Mais dans le même temps, nous ne pouvons pas laisser le pouvoir s'accumuler entre les mains d'un petit nombre de plateformes en ligne. Nous devons engager un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes et définir des mesures réglementaires appropriées. Le modèle économique des plateformes de réseaux sociaux repose sur la mobilisation et la popularité, et tend à privilégier la polémique et l'émotion. Entretenir un dialogue ouvert et inclusif pourrait permettre d'accélérer la réorientation du paradigme actuel vers un modèle davantage centré sur l'humain, qui protégerait en outre les données personnelles.

Atténuer la polarisation

Les problèmes à l'origine du phénomène de polarisation, tels que les disparités et les inégalités économiques croissantes, l'exclusion de certains groupes sociaux du discours politique et le bouleversement du secteur des médias en raison des progrès technologiques, ne peuvent être surmontés que grâce à une forte volonté politique.

L'une des fonctions centrales de l'écosystème parlementaire est de promouvoir la confiance dans la démocratie et d'accroître la pertinence des institutions représentatives. Le fait de disposer de systèmes politiques et parlementaires efficaces favorise la coopération et le dialogue, permettant ainsi de dépasser les clivages, de bâtir des sociétés inclusives et de renforcer la confiance.

Les responsables politiques et les élus se doivent, aussi bien dans leurs paroles que dans leurs actes, de montrer l'exemple pour ce qui a trait au respect des valeurs démocratiques. S'abstenir de distiller des discours venimeux, manifester sa volonté de coopérer au-delà des clivages politiques et favoriser les prises de décision fondées sur les faits sont autant de moyens qui contribuent à renforcer la cohésion sociale. Les parlementaires, hommes et femmes, doivent s'évertuer à réduire cette polarisation en créant au parlement des espaces de dialogue multipartite. À cet égard, les forums de femmes donnent souvent l'exemple d'un climat moins hostile et d'un mode de travail législatif qui gomme les clivages entre partis et s'appuie davantage sur des faits probants. Il faudrait appliquer des méthodes similaires à toutes les activités parlementaires.

Les partis politiques ont également un rôle à jouer en vue de redonner confiance aux citoyens dans les systèmes démocratiques et de mettre en place des institutions fortes. Ils doivent pour cela améliorer leur représentativité sociale, mieux répondre aux besoins de la société et tenir leurs promesses électorales.

Nous réaffirmons que le compromis politique est au cœur du processus démocratique et nous sommes d'avis que la capacité à parvenir à des accords, à coopérer au-delà des divergences politiques et à privilégier l'intérêt général plutôt que les politiques partisanes contribue à désamorcer la polarisation et à instaurer une paix sociale durable.

Les parlements doivent créer les conditions nécessaires à ce que toutes les voix, toutes les opinions politiques soient entendues au sein de l'institution, celles qui émanent de l'opposition comme celles de la majorité. Le règlement intérieur des parlements doit garantir une représentation équilibrée qui tienne compte de la diversité – appartenance politique, sexe, âge ou tout autre critère –, tout en appliquant une tolérance zéro à l'égard des discours ou des comportements irrespectueux, discriminatoires et sexistes au sein de l'institution.

Les parlements doivent appuyer ou diriger les initiatives destinées à promouvoir l'utilisation de données factuelles dans l'élaboration des politiques, par exemple en renforçant les capacités nationales dans le domaine des statistiques, en soutenant les sources indépendantes de recherche et d'analyse, et en mettant au point des méthodes de consultation publique qui permettent de prendre en compte l'avis des personnes les plus directement concernées par la législation et les politiques adoptées. Ils doivent également tisser des liens étroits avec les milieux universitaires afin d'améliorer l'accès aux meilleures données scientifiques disponibles, par exemple dans le domaine des changements climatiques. En outre, les parlements doivent investir dans leurs propres services de recherche parlementaire afin de produire des travaux non partisans et d'apporter un soutien à l'ensemble des parlementaires.

Reconnecter les citoyens aux institutions démocratiques

Pour que les systèmes démocratiques puissent fonctionner, les citoyens doivent avoir la possibilité et le souhait d'y participer. En outre, maintenir la confiance dans la démocratie parlementaire nécessite des échanges réguliers entre les instances dirigeantes et les citoyens. Nous devons encourager la participation active de ces derniers aux travaux du parlement, afin de renforcer la confiance et de faire en sorte que leurs intérêts soient pris en compte dans les politiques. Nous sommes convaincus de la nécessité d'instaurer une culture de la participation dans l'ensemble de nos parlements en vue d'élargir et d'approfondir la mobilisation des citoyens grâce à des efforts unis et concertés.

L'implication des citoyens contribue également à promouvoir des processus décisionnels inclusifs. Nous devons œuvrer pour rendre les politiques plus inclusives, en établissant des liens solides entre les parlements et un large éventail de citoyens, et en accordant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés. Les parlements se doivent d'être davantage représentatifs, notamment en ce qui concerne les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les minorités et les autres groupes de la société sous-représentés. Renforcer la collaboration intergénérationnelle permet non seulement de consolider la solidarité entre les acteurs politiques de tous âges, mais aussi de faciliter la prise en compte du point de vue des jeunes dans l'élaboration des politiques.

Prendre l'initiative en période de crise

La pandémie de COVID-19 nous a cruellement rappelé que les crises frappent souvent quand on s'y attend le moins. Elle a défié nos systèmes de gouvernance et notre aptitude à gérer les situations d'urgence. Nous devons tirer les enseignements de cette expérience pour être mieux préparés à affronter la prochaine crise.

Les parlements ont un rôle essentiel à jouer pour renforcer la qualité de cette préparation et être en mesure de gérer les crises dès qu'elles frappent. Ils doivent, en outre, s'assurer que les processus démocratiques ne sont pas affaiblis par de telles situations.

Les plans de gestion de crise doivent faire partie intégrante de notre système de gouvernance. Les règlements et procédures, les fonctions et responsabilités des différents acteurs politiques doivent être clairement définis dans des politiques ou des cadres juridiques. L'équilibre des pouvoirs doit être préservé en période de crise. Les parlements doivent pouvoir continuer d'exercer leurs fonctions et contrôler les actions du gouvernement en permanence.

Surtout, réactivité et inclusion sont des principes qui doivent faire partie intégrante de toute stratégie de gestion de crise. Les parlements doivent communiquer avec les citoyens, montrer qu'ils sont à l'écoute de ce que les citoyens ont à dire et qu'ils traitent les questions d'intérêt public.

Pendant la pandémie de COVID-19, les parlements sont nombreux à s'être adaptés aux nouvelles réalités en adoptant des modes de fonctionnement innovants. Nous devons cependant apporter encore plus de soin à notre préparation. Il nous faut intensifier l'usage des technologies numériques dans l'activité parlementaire afin d'assurer la continuité de nos travaux en période d'urgence, rechercher de nouvelles méthodes de participation citoyenne et de nouveaux moyens d'établir un lien entre la société et les autorités.

Nous sommes conscients que les défis auxquels se heurte aujourd'hui la démocratie ont des causes profondes. Nous assumons néanmoins notre rôle et notre responsabilité face à ces défis, conscients de la nécessité de protéger la démocratie pour le bien commun. Nous savons qu'il nous faudra déployer un leadership efficace, mener des initiatives audacieuses et novatrices, et tirer les enseignements de nos succès et de nos échecs respectifs.

À ce titre, nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir, individuellement et collectivement, pour résoudre ces problèmes, renforcer la cohésion, et protéger et promouvoir nos valeurs et institutions démocratiques.

Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants

Résolution adoptée à l'unanimité par la 143e Assemblée de l'UIP
(Madrid, 30 novembre 2021)

La 143e Assemblée de l'Union interparlementaire,

condamnant toute forme d'exploitation et d'abus sexuels en ligne à l'égard des enfants,

rappelant la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, acceptée à l'échelle mondiale, et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que les lignes directrices du Comité des Nations Unies des droits de l'enfant concernant l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants**,**

rappelant également la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote), largement reconnue,

rappelant en outre en particulier l'article 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur la protection des enfants contre toutes les formes de violence, d'atteinte et de négligence, d'exploitation et d'abus, y compris les abus sexuels,

réaffirmant que les principes généraux de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment ceux de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la non-discrimination, de la participation, de la survie et du développement, devraient servir de cadre à toutes les décisions qui concernent les enfants**,**

notant que la vente et la traite, et l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants constituent une préoccupation croissante et internationale qui nécessite une collaboration et une coordination transfrontalières, et reconnaissant que la lutte contre ces pratiques doit être une initiative mondiale de haute priorité,

reconnaissant la nécessité d'une approche multidimensionnelle pour prévenir et lutter efficacement contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants à tous les niveaux afin de protéger les enfants contre une telle exploitation en premier lieu

gardant à l'esprit que de nombreux États ne disposent pas d'un cadre juridique suffisant, notamment de dispositions légales qui érigent en infraction pénale toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, ni du budget, des connaissances techniques et de la main-d'œuvre nécessaires pour lutter efficacement contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants,

reconnaissant qu'il est nécessaire de sensibiliser le public, en particulier les parents, les enseignants, les enfants, les dirigeants communautaires, les législateurs, les organes chargés de l'application des lois et tous les autres décideurs concernés, aux mesures préventives et aux effets néfastes de l'exploitation et des abus sexuels en ligne à l'égard des enfants,

considérant que la parole des enfants est généralement peu ou mal considérée, et que les agents de police et les magistrats sont encore souvent peu ou pas formés aux affaires concernant l'exploitation et les abus sexuels en ligne dont les enfants peuvent être victimes**,**

reconnaissant l'importance de proposer des programmes d'éducation (sexuelle) appropriés et des campagnes de communication et d'éducation aux médias comme base de la prévention dans tout milieu culturel, ainsi que de l'éducation sur le rôle que jouent les capacités numériques accrues dans l'augmentation de la vulnérabilité des victimes et la facilitation des agissements des personnes responsables d'exploitation et d'abus sexuels en ligne à l'égard des enfants,

reconnaissant également l'importance des technologies de l'information et de la communication dans la vie des enfants en tant que nouvel outil d'apprentissage, de socialisation, d'expression, d'inclusion et de réalisation des droits de l'enfant et des libertés fondamentales, tels que le droit à l'éducation et le droit à la liberté d'expression,

profondément préoccupée par les risques que présentent les formes nouvelles et changeantes de violences, d'abus sexuels et d'exploitation sexuelle envers les enfants, qui sont liées à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, et par le cyberharcèlement,

prenant note de la situation précaire de l'enfant dans les cas d'exploitation et d'abus sexuels en ligne, et de l'importance d'une approche axée sur la victime dans la lutte contre ces pratiques, ainsi que de processus de réadaptation centrés sur l'enfant,

considérant que les victimes mineures d'atteintes sexuelles, que ce soit par l'exploitation directe ou par des abus en ligne, mettent le plus souvent de nombreuses années avant de parler de ce qu'elles ont subi, lorsqu'elles en parlent, et plus encore avant d'entamer des démarches auprès de la justice**,**

sachant que, même si les filles semblent être les principales victimes de l'exploitation et des abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, de nombreux garçons sont également concernés, et que les filles et les garçons doivent faire l'objet d'une approche différenciée nécessitant des programmes de prévention et des financements distincts,

consciente que l'exploitation des enfants est également un acte commercial et qu'elle peut donc être motivée par des raisons économiques,

notant que la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants est compliquée par l'accès accru à Internet, l'évolution rapide des nouvelles technologies, telles que les crypto-monnaies et la blockchain, qui sont intraçables dans la vente de contenus liés à l'exploitation des enfants, le nombre de plateformes et d'applications en ligne, ainsi que par le caractère anonyme des plateformes de réseaux sociaux, en raison duquel il est plus difficile de cibler les auteurs d'abus,

soulignant l'importance de la collaboration intersectorielle, multidisciplinaire et internationale dans la stratégie de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, et saluant le travail mené par des organisations comme INTERPOL et l'Union internationale des télécommunications,

insistant sur la responsabilité sociale que les entreprises du secteur privé des technologies de l'information et des communications doivent assumer dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, ainsi que dans la prévention et la surveillance de ces pratiques,

1. *exhorte* les parlements qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ainsi que le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ;

2. *exhorte* les parlements à adopter des cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, en prenant le modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme modèle d'orientation pour la législation, tout en veillant à protéger la liberté d'expression, ainsi qu'à accroître les ressources nécessaires correspondantes et à échanger entre eux les bonnes pratiques en la matière ;

3. *souligne* qu'un tel cadre juridique devrait protéger tous les enfants de moins de 18 ans, quel que soit l'âge légal du consentement aux relations sexuelles, préciser qu'un enfant ne peut être considéré comme étant en capacité de consentir à se livrer à des actes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne, et prévoir des dispositions permettant d'éviter aux victimes la réactivation du traumatisme et un nouveau préjudice tout au long de l'enquête et de la procédure judiciaire ;

4. *exhorte* les parlements à veiller à ce que le cadre juridique national définisse de façon exhaustive et érige en infraction pénale toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne à l'égard des enfants à des fins lucratives, ainsi que la production, la possession et la diffusion de contenus pédopornographiques et l'accès répété à des sites web contenant de telles images ; en outre, la législation doit considérer les infractions sexuelles en ligne contre les enfants comme donnant lieu à extradition et doit établir une base juridique permettant l'entraide judiciaire entre États concernant les enquêtes sur les infractions commises en ligne ;

5. *exhorte également* les parlements à veiller à ce qu'une coopération et une coordination transfrontalières entre les autorités chargées de l'application des lois soient mises en place pour empêcher les auteurs d'abus avérés de sévir dans d'autres pays en tenant compte des mesures déjà prises par INTERPOL, l'Union internationale des télécommunications et d'autres organisations internationales ;

6. *demande* aux parlementaires d'insister sur la nécessité d'une coopération internationale et de mesures répressives rapides et efficaces, consistant par exemple à supprimer les obstacles qui empêchent les organes chargés de l'application des lois de partager des informations cruciales, et de s'attaquer à l'utilisation illégale croissante des crypto-monnaies pour le commerce de contenus liés à l'exploitation sexuelle des enfants ;

7. *souligne* l'importance d'un engagement stratégique du secteur privé à coopérer avec les organes chargés de l'application des lois, notamment en ce qui concerne le signalement, la prévention, la détection, la conduite d'enquêtes et la poursuite des auteurs d'actes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, et de renforcer et d'équiper les organismes chargés de l'application des lois et le système judiciaire afin de garantir la mise en place d'un système adapté aux enfants, notamment en dispensant des formations spécialisées dans la détection des crimes contre les enfants et les enquêtes sur ces crimes et en prévoyant un traitement, des soins et des modalités d'audition spécifiques pour les enfants victimes ;

8. *exhorte* les parlements à veiller à ce que les entreprises technologiques s'engagent à accroître les mesures de transparence et de responsabilisation en matière de prévention, de modération, de signalement et de retrait des cas d'exploitation et d'abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, notamment en accordant la priorité à la sécurité dès la conception ;

9. *exhorte également* les parlements à mettre en place une infrastructure complète pour soutenir les enfants victimes d'exploitation, d'abus et de chantage sexuels en ligne dans leur rétablissement physique et psychologique et leur intégration sociale, avec notamment des professionnels de santé formés spécialement, tout en garantissant un environnement sain et favorable au signalement de telles pratiques dans leur pays, en évitant que les enfants et les adolescents qui ont été victimes d'actes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne ne subissent un nouveau préjudice, et en veillant à ce que les ressources financières et humaines soient suffisantes pour, entre autres, les programmes éducatifs, également accessibles aux enfants handicapés, les services d'assistance téléphonique destinés au signalement succinct de contenus présumés pédopornographiques et les lignes d'aide aux victimes ;

10. *exhorte en outre* les parlements à promouvoir l'éducation aux médias pour les enfants, les parents et les tuteurs afin de renforcer leurs connaissances et compétences en matière d'utilisation des médias et d'assurer ainsi la protection des enfants et des jeunes ;

11. *exhorte* les parlements à s'assurer que les mesures prises pour prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants tiennent compte des besoins et des expériences différenciés des enfants selon leur âge et leur sexe, notamment en veillant à ce qu'ils participent à l'élaboration desdites mesures ;

12. *demande* à l'UIP de rédiger une loi type à l'intention des États, formulant des dispositions législatives claires, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, qui accordent une place privilégiée aux droits, à l'éducation, à la parole, aux besoins et à la sécurité des enfants dans l'ensemble des procédures ayant trait à leur bien-être ;

13. *demande également* à l'UIP d'élaborer un guide à l'usage des parlementaires qui définisse des mécanismes de travail clairs pour les parlements, et de débattre de la législation relative à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants ; ce guide devra en outre proposer des outils de contrôle permettant de surveiller les politiques publiques en matière de protection des enfants, et prévoir des mécanismes d'action spécifiques pouvant être appliqués par les parlements des différentes régions du monde ;

14. *reconnaît* le rôle actif des hommes et des garçons en tant que partenaires et alliés stratégiques dans le changement des normes et des pratiques qui favorisent toutes les formes de violence fondée sur le sexe, y compris l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants ;

15. *demande* aux parlements de s'engager à favoriser, par tous les moyens nécessaires, le repérage des violences faites aux enfants par tous les professionnels qui les entourent en les mobilisant en ce sens, notamment en les formant à cette détection et en mettant à leur disposition des ressources et conseils en matière de transmission d'information préoccupante et de signalement ;

16. *insiste* sur le fait que les enfants ne doivent jamais être tenus pour responsables des abus et que la culpabilisation des victimes doit être évitée par tous les moyens possibles ;

17. *souligne* l'importance de la pauvreté, de l'iniquité des structures socio-économiques, du manque d'éducation, de la discrimination fondée sur le sexe et des pratiques traditionnelles préjudiciables dans l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants et insiste sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes, et appelle par conséquent la communauté internationale à accentuer ses efforts pour lutter contre la pauvreté, ce qui constitue un bon point de départ pour combattre ces crimes ;

18. *demande* aux parlements de légiférer pour que les entreprises de l'industrie numérique mettent au point des programmes et des mécanismes afin d'identifier et de signaler automatiquement les contenus préjudiciables relatifs à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne à l'égard des enfants, et pour que celles-ci soient tenues de détecter et de supprimer immédiatement ces contenus ;

19. *demande également* aux parlements de faciliter les méthodes de détection automatisée, tout en garantissant le respect de l'intégrité de la personne, en gardant à l'esprit l'article 16 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur le droit à la vie privée, ainsi que l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit le droit à la vie privée et à la famille ;

20. *demande* aux parlements, aux organes chargés de l'application des lois, aux fournisseurs d'accès à Internet et aux responsables de l'infrastructure d'Internet, notamment le Forum sur la gouvernance d'Internet, de s'unir et d'œuvrer à la mise en place d'un mécanisme spécifique et efficace permettant de lutter contre toutes les activités malveillantes en ligne ;

21. *insiste* sur la nécessité d'une éducation continue axée sur le changement de culture numérique chez les jeunes, à l'intention des décideurs politiques, des organes chargés de l'application des lois**,** des professionnels de l'éducation et des personnes qui travaillent avec les enfants et les jeunes, ainsi que du public, notamment les enfants et leurs parents ;

22. *invite* l'UIP à prévoir des réunions et des ateliers périodiques avec la Rapporteure spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes et militants du monde entier qui luttent contre ce phénomène, en mettant l'accent sur les initiatives mondiales de prévention et de lutte contre les pratiques en question, et invite également les parlements à échanger, dans le cadre des activités de l'UIP, des informations sur les bonnes pratiques et les expériences fructueuses en matière de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants.

Rapport de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale

dont la 143e Assemblée de l'UIP a pris acte
(Madrid, 30 novembre 2021)

La Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale a tenu deux séances, respectivement les 28 et 29 novembre 2021, sous la conduite de son Président (par intérim), M J.I. Echániz (Espagne).

Le 28 novembre, après avoir passé en revue les questions de procédure et les communications officielles, la Commission a tenu une audition d'experts sur le thème *Repenser et redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix en vue de favoriser une paix durable.* Ce thème avait été retenu par la Commission comme thème d'étude de sa prochaine résolution, qui sera négociée à l'occasion de la 144e Assemblée de l'UIP.

Les membres de la Commission ont visionné un film présentant les conclusions préliminaires d'une équipe de quatre étudiants de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, qui collaborent avec l'UIP depuis mars 2021 dans le cadre d'une étude sur la sécurité humaine en tant qu'approche de politique étrangère. Le film présentait la sécurité humaine comme une approche globale, spécifique à un contexte, axée sur la prévention, plurisectorielle et centrée sur les personnes.

Les avantages que présente une telle approche pour les travaux quotidiens des parlements ont été énoncés, en particulier s'agissant de la possibilité d'associer davantage la population aux processus décisionnels, car ce sont les bénéficiaires de ces politiques qui sont les mieux placés pour identifier les priorités.

Le Président a rappelé que les objectifs de l'audition d'experts consistaient à : 1) renforcer les connaissances des Membres de l'UIP sur le thème et 2) apporter des idées et des contributions aux co– rapporteurs pour l'élaboration du projet de résolution, en l'occurrence Mme C. Widegren (Suède) [participant à distance] et M. A. Bagbin, (Ghana), représenté lors de la 143e Assemblée par Mme D. Gomashie.

Le Président a présenté la modératrice de la table ronde d'experts, Mme H. Qasas, Chef du secrétariat de l'initiative *Principles for Peace*. Mme Qasas a rappelé que 56 conflits ont actuellement cours dans le monde – un niveau jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale. La plupart de ces conflits ont connu un processus de paix ayant échoué. Les conséquences sur le plan humain, telles que les déplacements de masse ou la polarisation, sont catastrophiques et accentuées par les effets des changements climatiques. C'est dans ce contexte que Mme Qasas a réitéré que "redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix" était un thème on ne peut plus pertinent. Elle a ensuite présenté les intervenants :

- M. B. Koenders, ancien Ministre néerlandais du commerce extérieur et de la coopération au développement (participant à distance),
- Mme N. Bagayoko, Présidente du Réseau africain pour le secteur de la sécurité,
- Mme J. Lilja, Directrice d'études sur la paix et le développement de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (participant à distance],
- Mme B. Nepram, cofondatrice de la *Control Arms Foundation of India* et du *Manipur Women Gun Survivor Network*.

Dans leurs exposés liminaires, les intervenants ont notamment évoqué les aspects non viables des processus de paix contemporains. Ils ont recensé les failles des efforts de consolidation de la paix devant être corrigées pour instaurer une paix durable. L'importance du dialogue a été soulignée, notamment s'agissant du devoir des parlementaires de faire participer les femmes et les jeunes et d'aller au-delà de l'inclusion, en permettant aux personnes concernées d'élaborer elles-mêmes les solutions aux problèmes qui les touchent directement. Au lieu d'imposer des solutions purement théoriques élaborées par des acteurs extérieurs, les parlementaires dialoguent avec les populations et les communautés locales, et veillent à ce que des experts locaux, qui connaissent la complexité de la situation, de la langue et de la culture, soient associés aux processus de paix.

M. Koenders a insisté sur la nécessité et le bien-fondé d'associer des parlementaires aux processus de paix. En tant qu'ancien parlementaire, il a expliqué que les parlementaires non seulement représentent le peuple, mais qu'ils doivent aussi jouer un rôle de garants de la paix. Des outils comme la médiation sont importants, de même que la nécessité d'inviter des groupes non armés, des acteurs de la société civile, des femmes et des jeunes à la table des négociations. Il a rappelé l'utilité des processus de grande envergure tels que les consultations, des commissions d'experts et de la collaboration avec les chefs tribaux et religieux. Afin de bâtir une paix plus durable, la communauté internationale doit songer à élaborer une charte ou un pacte visant à définir le rôle des acteurs internationaux et nationaux.

Mme Bagayoko a insisté sur le caractère inapproprié des solutions dites universelles et s'est fait l'écho de la nécessité de mieux prendre en compte les contextes locaux, notamment en termes d'histoire et de langues, dans les processus de maintien de la paix. Les échecs des opérations contemporaines de maintien de la paix au niveau local ont des retombées sur les États frontaliers et déstabilisent la région touchée. Ces conséquences dramatiques montrent l'importance de la réussite de ces processus au niveau international.

Mme Lilja a souhaité que la notion de processus de paix soit élargie et a mis en garde contre le fait qu'aucune société n'est à l'abri de conflits. Les gens recourent à la violence lorsque leurs doléances ne sont jamais prises en compte. Le risque de conflit étant également exacerbé par les changements climatiques, tout pays se trouve exposé à ce risque. Elle a conclu en affirmant qu'en tant qu'institution favorisant le dialogue, le parlement avait la capacité de limiter les conflits. Le dialogue avec l'opposition et des groupes marginalisés dans la société est essentiel à la promotion de la paix.

L'intervention de Mme Nepram était un bouleversant rappel de la dure réalité qui prévaut en zones de conflit. Elle a rappelé que 378 conflits oubliés ont cours dans le monde, dont bon nombre dans des territoires autochtones, et elle a insisté sur le fait que dans de tels contextes, toute personne vit un véritable enfer quelle que soit la couverture médiatique que reçoit le conflit. Elle a conclu en indiquant que les femmes étaient de puissants facteurs de paix et qu'il convenait d'adopter une vision élargie pour les associer, ainsi que les communautés autochtones, aux processus de paix.

Le point suivant a été traité par les deux co-rapporteures, Mme D. Gomashie (Ghana) et Mme C. Widegren (Suède), qui ont présenté leurs premières idées concernant le projet de résolution. Elles ont rappelé le rôle crucial que le parlement peut jouer pour contribuer aux processus de paix. Le parlement et les parlementaires ont notamment pour fonction de favoriser des conditions de dialogue et ils ont la capacité d'être à l'écoute de toutes les idées, même de celles qu'ils n'approuvent pas. L'inclusion est au cœur même de la notion de parlement et le recours à des institutions représentatives en tant que principaux interlocuteurs ne peut que renforcer la pérennité des efforts de consolidation de la paix. Pour soutenir davantage les processus de paix, les parlements peuvent aussi adopter des lois en matière d'autonomisation et d'éducation et prendre d'autres mesures sociales visant à réduire les tensions. Les co-rapporteures ont expliqué qu'elles s'emploieraient à élaborer une résolution très concrète qui pourrait prendre la forme d'un ensemble de lignes directrices à l'usage de tous les parlementaires œuvrant dans le domaine de la paix et de la sécurité internationale.

Lors de la discussion qui a suivi, les participants se sont accordés sur la nécessité de recadrer les processus de paix et étaient tous d'avis que l'échec des efforts de paix actuels avait laissé trop de gens au bord du chemin. Les participants ont rappelé les conséquences désastreuses de la montée du terrorisme et les énormes difficultés que ce fléau posait à l'humanité tout entière. Insistant sur le fait que différents conflits touchent leurs régions respectives, les parlementaires ont tous salué les efforts déployés par les co-rapporteures pour faire en sorte que la résolution prenne la forme d'un ensemble de lignes directrices visant à aider les parlements à instaurer et à maintenir la paix en faveur de leurs électeurs. Des participants ont estimé que si la paix, en plus de la stabilisation, était une condition préalable au développement, le parlement devrait aussi s'attaquer aux causes économiques et sociales à long terme des conflits. La question de la réduction des dépenses militaires a également été abordée, car, le cas échéant, ces fonds pourraient être affectés à des activités liées à la paix et au développement durable.

Les participants sont convenus que la médiation politique était un outil précieux pouvant être utilisé par les parlements aux niveaux local, national, régional et même international. Ils ont également fortement insisté sur l'importance du dialogue public, en particulier avec les acteurs locaux, qui, par leur connaissance de l'histoire, de la langue et des effets des changements climatiques dans une zone donnée, peuvent contribuer à adapter les mesures de paix au contexte. Faisant écho aux experts, les participants ont reconnu que les jeunes et les femmes comptaient parmi les principaux

acteurs de la résolution de conflits et de la consolidation de la paix et qu'ils devaient être associés aux négociations de paix. Les participants ont déclaré qu'en termes de consolidation de la paix, les parlements devaient d'une part se tourner vers le passé pour tenter de résoudre les conflits de longue date et d'autre part regarder vers l'avenir pour anticiper et prévenir les tensions que feront immanquablement naître les changements climatiques, dans le cyberespace, et l'affaiblissement des institutions internationales et des processus démocratiques. Ce faisant, ils doivent coopérer et faire connaître leurs pratiques pour que chacun s'emploie à relever ces nouveaux défis.

Le 29 novembre, la Commission a examiné son deuxième point à l'ordre du jour dans le cadre d'une réunion-débat sur le thème *Le rôle du parlement dans la lutte contre les risques de détournement dans les transferts d'armes.*

Les membres de la Commission ont visionné un message vidéo de M. L. Gberie, Ambassadeur, Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Président de la septième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes. Dans son message, M. Gberie a rappelé combien l'action parlementaire était importante pour limiter les flux d'armes détournées. Le Forum d'échange d'informations sur le détournement (DIEF) est un outil utile pouvant être utilisé pour tenter de régler ce problème. Il a salué les travaux de l'UIP sur la participation des parlements à l'universalisation du Traité.

Le Président a présenté le modérateur de la réunion-débat, M. A. Ware, Coordonnateur mondial du forum Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires (PNND). M. Ware a présenté la publication *Défendre notre avenir commun – Guide d'action parlementaire à l'appui du désarmement, pour la sécurité et le développement durable*, qui a été élaborée conjointement par le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), l'UIP, l'Action mondiale des parlementaires (PGA), le PNND, le Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre (FP-ALPC) et le World Future Council (WFC), avec l'appui du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU (UNODA). M. Ware a ensuite présenté les intervenants :

- Mme B. Nepram, cofondatrice de la *Control Arms Foundation of India* et du *Manipur Women Gun Survivor Network*,
- Mme K. Olofsson, Secrétaire générale du FP-ALPC,
- M. R. del Picchia, ancien Sénateur français et ancien membre du Comité exécutif de l'UIP.

Dans leurs exposés liminaires, les intervenants ont insisté sur les conséquences à long terme de la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC) sur les sociétés – un phénomène accentué par le détournement d'armes.

M. del Picchia a insisté sur l'importance du Protocole contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, complémentaire à la Convention contre la criminalité transnationale organisée, qui est le seul accord juridiquement contraignant contre la circulation des ALPC. Parmi les pays producteurs d'armes les plus importants au monde, la France est le premier à avoir ratifié le Protocole, en 2019.
M. del Picchia a appelé de ses vœux l'universalisation du Traité sur le commerce des armes, afin de lutter encore plus intensément contre le trafic des armes légères et de petit calibre et de rendre le monde plus sûr pour les populations civiles. Mme Olofsson a rappelé que le détournement était une préoccupation majeure en matière de sécurité internationale et que la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre constituait une violation grave des droits de l'homme et du droit international. Même s'il existe des accords et des programmes internationaux sur cette question, le "détournement" ne fait pas l'objet d'une définition universellement admise. Mme Olofsson a souligné le rôle clé des parlements pour traiter cette question dans le cadre de leurs différents mandats constitutionnels et a encouragé l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Mme Nepram a évoqué le rôle des parlementaires consistant à veiller à ce que l'argent des contribuables soit bien affecté à la sûreté et à la sécurité. Le désarmement mondial devrait également être redéfini en fonction des conditions sur le terrain. Elle a donné l'exemple d'associations locales de femmes qui comptent sur le contrôle des armes pour bâtir des communautés pacifiques où les enfants peuvent être scolarisés et les individus se forger un avenir.

Dans la discussion qui a suivi, les parlementaires ont accueilli favorablement les recommandations, les outils parlementaires et les anecdotes présentés par les intervenants, notamment s'agissant de la nécessité de renforcer la traçabilité, un moyen considéré par beaucoup comme le plus efficace pour lutter contre la menace que les flux illicites d'armes représentent pour la sécurité nationale.

Ils sont convenus que la prolifération des ALPC contribuait pour beaucoup à l'instabilité des pays en développement et à l'insécurité qui y règne. Plusieurs parlementaires ont insisté sur le lien entre détournement d'armes et terrorisme et souligné la nécessité d'éliminer les flux illicites d'armes, qui tuent en masse. Les participants se sont tous prononcés en faveur d'une plus grande transparence de la part des gouvernements mais aussi des fabricants, qui ont les moyens de renforcer la traçabilité des armes qui sortent de leurs usines. Ils ont également abordé la question des accords internationaux et la nécessité d'associer le parlement dès les premiers stades des négociations. Si la signature des textes relève plutôt du gouvernement, leur ratification ne peut se passer de l'appui du parlement. Surtout, leur mise en œuvre au niveau local doit être encadrée par des lois adaptées. Le rôle clé des femmes en matière de désarmement sur le terrain a été fortement souligné. Enfin, les discussions ont porté sur la quantité de ressources allouées à la militarisation, à l'armement et aux dépenses militaires globales quand, par ailleurs, il devient urgent d'investir davantage dans la santé, l'éducation et les mesures de développement durable.

Le rapport sur les travaux de la Commission a été présenté à l'Assemblée à sa dernière séance, le 30 novembre, par le Président de la Commission permanente, M. Echániz (Espagne).

Le Bureau de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale s'est réuni le 28 novembre 2021, en présence de neuf de ses 18 membres, ainsi que de la représentante de la Présidente du Bureau des femmes parlementaires.

Au cours de la réunion, le Bureau a débattu de son plan de travail. Il a été décidé de consacrer tout le temps à disposition lors de la 144e Assemblée à la négociation de la résolution. Ces propositions ont par la suite été approuvées par la Commission permanente à la fin de sa dernière plénière, intervenue le 29 novembre.

Rapport de la Commission permanente du développement durable

dont la 143e Assemblée de l'UIP a pris acte
(Madrid, 30 novembre 2021)

La Commission permanente du développement durable s'est réunie les 27 et 29 novembre. Les deux séances étaient présidées par M. W. William (Seychelles). Mme H. Järvinen (Finlande) et M. S. Patra (Inde) ont contribué en tant que co-rapporteurs de la résolution.

Débat sur le thème *Tirer parti des technologies de l'information et de la communication en tant que catalyseur pour le secteur de l'éducation, notamment en période de pandémie*

Le débat était organisé autour du thème de la résolution de la Commission qui sera présentée à la 144e Assemblée au printemps 2022. Il a permis aux co-rapporteurs d'obtenir des informations préliminaires sur la manière dont les Parlements membres de l'UIP abordent cette question. Le thème et les principales questions à traiter et à examiner ont été présentés par Mme I. Kharkova, chargée de projet associée à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et spécialiste des liens entre éducation et transformation numérique.

L'éducation est l'épine dorsale du développement humain. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent contribuer à un enseignement et un apprentissage inclusifs et de qualité. Les innovations en matière de technologies numériques ont refaçonné nos méthodes d'apprentissage. Mais loin d'être neutres, les technologies ne sauraient régir l'enseignement et l'apprentissage, qui doivent rester tournés vers l'humain. Dans le domaine de l'éducation, les TIC remplissent une double fonction, en tant que plateforme de diffusion et outil pédagogique. Les TIC ont tous les atouts requis pour élargir et renforcer l'accès à l'éducation, améliorer la qualité de l'apprentissage et proposer des parcours d'apprentissage au moyen de modalités formelles et informelles tout au long de la vie.

Bien qu'il existe plusieurs instruments internationaux visant à garantir le caractère inclusif, équitable et éthique de l'éducation et énonçant les possibilités offertes par les TIC, des inégalités persistent en matière d'accès aux technologies numériques dans le domaine de l'éducation. Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 a révélé combien la fracture numérique était marquée au sein des pays et entre eux. Pour améliorer l'usage des TIC au service de l'éducation, il convient de dégager des fonds appropriés et d'élaborer des politiques de facilitation. Les innovations technologiques devraient promouvoir l'inclusion numérique dans le domaine de l'éducation, combler la fracture numérique et les inégalités entre les sexes, donner la priorité aux personnes les plus marginalisées, favoriser une approche humaniste, prendre en compte les besoins des enseignants et des apprenants, notamment en matière de protection des données personnelles, et créer des écosystèmes où les technologies, les contenus numériques et les compétences sont intégrés pour bâtir des systèmes éducatifs résilients.

Les co-rapporteurs ont également exposé leur point de vue, indiquant que l'écart en matière d'éducation dans le monde était déjà béant avant la pandémie et que la principale voie pour combler celui-ci était de tirer parti des bonnes pratiques tout en fournissant des moyens d'aller de l'avant. En outre, l'apprentissage en ligne nécessite des enseignants spécialisés.

Au total, 30 délégués de Slovénie, des Émirats arabes unis, d'Inde, de Roumanie, du Koweït, du Royaume-Uni, de Macédoine du Nord, d'Égypte, de la République islamique d'Iran, de la République arabe syrienne, des Pays-Bas, d'Afrique du Sud, d'Arabie saoudite, d'Indonésie, du Burundi, du Pakistan, du Mexique, du Portugal, de la République démocratique du Congo, d'Algérie, de Bahreïn, du Cameroun, de Palestine, du Liban, de Saint-Marin, du Soudan du Sud, du Zimbabwe, de Zambie, d'Ukraine et d'Afrique du Sud (par ordre d'intervention) ont pris la parole pour faire part de leurs observations et exposer les bonnes pratiques adoptées par leur pays pour promouvoir les TIC en tant que moteur de l'éducation pendant la pandémie de COVID-19.

Les TIC ont la capacité de renforcer la résilience du système scolaire et éducatif. Il est ressorti de toutes les interventions que l'accès à des appareils et à une connexion était tout aussi important que la formation des enseignants. Les formations à distance ne garantissent pas forcément une meilleure adhésion ni une meilleure production d'informations. L'apprentissage à distance doit avant tout être pertinent. Les contenus doivent être adaptés aux nouvelles modalités d'enseignement et d'apprentissage. Un autre thème important était la nécessité d'exploiter le potentiel de partenariats multipartites, ainsi que la vaste gamme de systèmes de prestation d'enseignement, comme la télévision, la radio et les réseaux sociaux.

En conclusion, Mme Järvinen, co-rapporteure, a rappelé qu'un soutien économique adapté était indispensable pour améliorer les systèmes de TIC à des fins éducatives et qu'il fallait garder à l'esprit que la transformation numérique était susceptible de creuser les inégalités sociales et économiques si elle n'était pas accessible à tous. Les co-rapporteurs travailleront à l'élaboration d'un projet de résolution, en y incorporant les contributions issues du débat.

Réunion-débat sur le thème *L'impact des changements climatiques sur les ressources naturelles : Comment les parlements peuvent-ils veiller à ce que l'eau soit accessible et disponible pour tous ?*

La préservation des ressources naturelles contribue à répondre aux besoins croissants de la planète. La demande mondiale en nourriture et en eau devrait doubler au cours des 30 prochaines années et les changements climatiques ont des effets directs et indirects sur la productivité agricole, notamment la modification du régime des pluies, les sécheresses, les inondations et la redistribution géographique des parasites et des maladies. La réunion-débat visait à identifier les mesures clés que les parlements peuvent prendre pour répondre à ces phénomènes.

Les experts ayant contribué à la réunion-débat sont M. D. Muruven, Responsable de la politique mondiale de l'eau douce au Fonds mondial pour la nature (WWF), et M. Lifeng Li, Directeur de la Division de la mise en valeur des terres et des eaux à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

M. Muruven a abordé le lien entre l'eau et les changements climatiques et exposé les effets néfastes de ces derniers sur l'accès à l'eau. Les systèmes hydrographiques se heurtent à de nombreux obstacles qui doivent être pris en considération dans leur ensemble, ce qui implique d'accorder une attention équivalente à la gestion des ressources naturelles et aux infrastructures pour y accéder. La résilience aux changements climatiques n'est pas innée. L'innovation sociale pourrait offrir une approche intégrée inédite pour bâtir des sociétés résilientes et traiter les problèmes d'ordres social, économique et hydrologique, en conjuguant les aspects technologiques et non technologiques de l'innovation. Différents acteurs doivent être impliqués pour tirer parti des possibilités d'innovation. Le gouvernement et le secteur public ont une longue expérience en la matière, mais leurs efforts doivent intégrer les connaissances autochtones et locales.

M. Lifeng Li a insisté sur le fait que les changements climatiques allaient accentuer la complexité des systèmes topographiques et hydrographiques, ce qui risquait de compromettre la sécurité alimentaire. La productivité agricole subit les conséquences directes et indirectes des changements climatiques. La pénurie d'eau menace le monde entier et les ressources en eau subissent de plus en plus de pressions. Pour renforcer la résilience et l'adaptation aux changements climatiques par l'agriculture notamment, il convient d'adopter une approche intégrée s'agissant des politiques relatives aux terres et à l'eau et des processus décisionnels en matière de gestion inclusive des ressources. Des accords politiques coordonnés et systématiques doivent être conclus dans tous les secteurs. Par ailleurs, il faut investir dans l'innovation et les technologies adaptées aux changements climatiques pour garantir la durabilité.

Dans le débat qui a suivi, 25 délégués d'Arabie saoudite, de République démocratique du Congo, d'Inde, de République arabe syrienne, d'Égypte, du Viet Nam, d'Afrique du Sud, du Burkina Faso, de Roumanie, du Koweït, de la République islamique d'Iran, du Royaume-Uni, du Parlement arabe, des Émirats arabes unis, de Madagascar, du Mexique, de Palestine, de France, de Zambie, du Zimbabwe, de Finlande, du Gabon, du Niger, du Portugal et d'Israël (par ordre d'intervention) ont pris la parole pour exposer les priorités et les enjeux de la gestion des ressources naturelles dans leur contexte national. L'eau est un bien essentiel à tous les aspects de la vie et elle joue un rôle majeur dans la sécurité humaine. L'accès à l'eau potable est un droit fondamental. Des interventions ont souligné l'importance de la coopération transfrontière dans la gestion des ressources naturelles et la nécessité d'œuvrer collectivement pour que les populations puissent bénéficier des retombées du financement du développement.

Élections au Bureau, plan de travail pour la 144e Assemblée de l'UIP et questions diverses

La Commission a élu sa Présidente et son Vice-Président et a pourvu les postes vacants du Bureau.

Le Bureau s'est réuni le 28 novembre. Des membres de l'Inde, de Monaco, du Pakistan et des Pays-Bas ont fait le point sur des activités menées à l'échelle nationale depuis la dernière réunion. La Stratégie de l'UIP pour les cinq prochaines années a été présentée. L'idée initiale d'adopter une politique interne de l'Organisation et de ses Membres sur les changements climatiques a été bien accueillie par le Bureau. Le point de départ serait de comprendre l'empreinte carbone des activités internes et de tirer parti des technologies pour réduire les émissions. À cette fin, la participation à distance aux réunions de l'UIP pourrait être encouragée et renforcée. Il a également été proposé que le Bureau se concentre chaque année sur un ODD spécifique en recensant les mesures prises par les parlements nationaux pour sa mise en œuvre et en exposant leurs pratiques exemplaires. Ces informations pourraient être transmises dans le cadre de réunions en ligne.

Au cours de la première séance de la Commission, Mme K. Jabre, Directrice de la Division des programmes de l'UIP, a présenté et lancé une nouvelle publication de l'UIP intitulée *Gestion optimisée des ressources publiques : lignes directrices à l'usage des parlementaires pour la budgétisation des Objectifs de développement durable.* La publication fournit des informations sur les éléments clés de la budgétisation des ODD et recense des mesures concrètes que les parlementaires peuvent prendre pour progresser vers leur réalisation. M. C. Chauvel, Responsable du département Institutions et processus inclusifs au (PNUD, a pris la parole à distance pour insister sur l'importance de trouver de nouvelles sources d'investissement et de nouveaux outils de financement. Les parlements doivent également miser sur des partenariats avec différentes parties prenantes (comme les universités, la société civile, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques) pour renforcer leurs capacités de surveillance et leur fonction de contrôle.

Rapport de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies

dont la 143e Assemblée de l'UIP a pris acte
(Madrid, 30 novembre 2021)

M. P. Katjavivi (Namibie) a ouvert la séance en indiquant qu'il agissait en qualité de Président de la Commission et que l'élection pour les postes de président et de vice-président aurait lieu en fin de séance.

Après l'adoption de l'ordre du jour et des comptes rendus de la session de la Commission d'avril 2021, le Président a présenté les deux réunions-débat prévues pour la séance. Trente-quatre délégations parlementaires comprenant quelque 80 parlementaires étaient présentes.

Réunion-débat 1 : La campagne mondiale de vaccination pour mettre fin à la pandémie de COVID-19 : enseignements de l'OMS et l'OMC

Aucun expert de l'OMC n'étant disponible, la réunion-débat s'est déroulée en présence de représentants de l'OMS et d'ONUSIDA. Mme S. Swaminathan, Scientifique en chef, et Mme K. O'Brien, Directrice du Département Immunisation, vaccins et produits biologiques se sont exprimées au nom de l'OMS, et M. E. Gomez, Chef du personnel, a représenté ONUSIDA. Leurs interventions ont porté sur l'équité dans l'accès aux vaccins ainsi que sur les moyens mis en œuvre par leurs organisations pour lutter contre la pandémie.

L'objectif consistant à immuniser 70 pour cent de la population mondiale d'ici juin 2022 est en mauvaise voie, en raison de la capacité de production limitée du vaccin et, dans une moindre mesure, de l'hésitation chez bon nombre de citoyens à se faire vacciner. La capacité de fabrication est limitée par les difficultés inhérentes à l'expansion de la production de ce type de produit médical hautement sophistiqué et au transfert du savoir-faire technique nécessaire, mais aussi par les contraintes liées aux droits de propriété intellectuelle qui découlent de l'Accord sur les ADPIC.

L'Accélérateur ACT et le mécanisme COVAX de l'OMS ont été créés pour rendre le vaccin largement accessible aux pays en développement qui ne disposent pas des ressources financières ou des capacités de production nécessaires pour fabriquer leurs propres doses de vaccin. Bien que ces initiatives soient très utiles, elles ne sont pas utilisées à leur pleine capacité. L'Afrique est le continent où le nombre de personnes vaccinées est le moins élevé. Seul un pour cent de la production de vaccins s'effectue en Afrique. Le processus d'approbation des vaccins de l'OMS ne favorise aucun fabricant ou pays en particulier. À ce jour, huit vaccins sur 17 présentés ont été autorisés par l'OMS. Tout pays souhaitant obtenir l'autorisation de l'OMS peut le faire en soumettant la documentation requise et en autorisant l'inspection – par l'OMS – des sites de production.

Pour ONUSIDA, la lutte contre la pandémie de COVID-19 doit tenir compte des enseignements tirés de la pandémie de VIH, comme la nécessité de renforcer les systèmes de santé publique afin de pouvoir fournir toute une série de services médicaux et pas seulement des vaccins ou des médicaments. ONUSIDA est l'un des principaux fondateurs de l'Alliance populaire pour les vaccins visant à mettre fin à l'apartheid vaccinal. Parmi les principales revendications de l'Alliance figurent la levée des brevets sur les vaccins dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que des investissements publics directs afin d'accroître la production de vaccins. L'OMS et ONUSIDA ont tous deux encouragé les pouvoirs publics à faire davantage usage des souplesses prévues dans l'Accord sur les ADPIC et ont appelé à une plus grande transparence concernant les contrats d'achat de doses de vaccin par les autorités auprès des producteurs privés.

Les délégations des parlements des 14 pays suivants ont pris la parole à la suite des exposés présentés pendant la réunion-débat : Arabie saoudite, Bahreïn, Belgique, Égypte, Émirats arabes unis, Inde, Namibie, Pérou, Philippines, Qatar, Slovénie, Turquie, Zambie et Zimbabwe. Ces réactions et les échanges avec les intervenants ont souligné la nécessité de renforcer la solidarité mondiale et de lutter de façon beaucoup plus énergique contre la pandémie. Comme l'ont rappelé plusieurs intervenants, "personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas", et l'apparition récente du variant Omicron du coronavirus, potentiellement plus agressif, a rappelé brutalement la nécessité de renforcer la riposte mondiale à la pandémie. À une exception près, les intervenants se sont

prononcés en faveur d'une renonciation aux brevets dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. L'utilisation des réseaux sociaux en vue de diffuser des informations erronées sur les vaccins doit être contrée par des campagnes d'information publique fondées sur des faits et qui respectent le droit des personnes à la liberté d'expression. Certains intervenants ont rappelé la solidarité dont leur pays a fait preuve en faisant don de doses de vaccin au mécanisme COVAX ou directement aux pays dans le besoin.

Réunion-débat 2 : Le rapport du Secrétaire général de l'ONU – Notre programme commun

Cette réunion-débat ne comportait qu'une seule intervenante, Mme M. Griffin, Conseillère politique au Bureau du Secrétaire général de l'ONU. Mme Griffin a présenté les principaux points du rapport du Secrétaire général publié en septembre 2021, dont le titre fait référence au Programme commun adopté à l'issue de la réunion de haut niveau organisée à l'occasion du 75e anniversaire de l'ONU (Sommet ONU75). Les douze engagements contenus dans le Programme commun visent à répondre aux menaces croissantes qui pèsent sur la durabilité du monde, depuis les changements climatiques jusqu'aux futures pandémies en passant par les questions relatives à la paix et à la sécurité. Le document réaffirme l'engagement politique des pays à l'égard des ODD pour lesquels du retard a été pris. Le fil conducteur du Programme commun est la nécessité de renforcer le multilatéralisme, seule solution pour lutter efficacement contre ces menaces, comme l'a récemment illustré la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Le rapport du Secrétaire général contient quelque 90 recommandations sur la façon dont l'ONU, les pays et l'ensemble des partenaires, y compris les parlements, peuvent collaborer pour rompre avec le *statu quo* et adopter un nouveau paradigme qui permette de répondre véritablement aux besoins des citoyens et de rétablir leur confiance dans les gouvernements et la communauté internationale. Les recommandations du Secrétaire général sont le fruit de plusieurs séries de consultations avec des parlementaires, des organisations de la société civile, des jeunes et d'autres groupes. L'un des principaux messages du rapport est que la solidarité entre les pays n'est pas une simple question de générosité mais aussi d'intérêt personnel : lorsque les pays font cavalier seul, ils sont davantage perdants que lorsqu'ils collaborent avec la communauté internationale.

Bien que le rapport du Secrétaire général appelle à une plus grande contribution des parlements aux processus décisionnels de l'ONU, les parlementaires doivent considérer le rapport dans son ensemble et prendre les mesures qui s'imposent pour contribuer à la mise en œuvre des diverses recommandations. Si bon nombre de recommandations peuvent être mises en œuvre directement sous l'autorité du Secrétaire général de l'ONU, d'autres, comme la proposition d'organiser un Sommet de l'avenir en 2023, devront être approuvées par les États membres. Mme Griffin a fait remarquer que si les institutions multilatérales ont besoin d'être réformées, elles ont réussi dans l'ensemble à tenir bon face à la pandémie de COVID-19 d'une manière totalement inimaginable il y a encore dix ans.

Les délégations des parlements des 10 pays suivants ont pris la parole à la suite de l'exposé de Mme Griffin : Algérie, Chypre, Émirats arabes unis, Inde, Iran, Kenya, Madagascar, Mexique, Royaume-Uni et Zimbabwe. Lors de leurs interventions, les délégués ont rappelé l'importance des fonctions représentative, législative et de contrôle du parlement dans l'application des accords internationaux, comme le Programme commun, et la ratification des traités internationaux. De manière générale, les intervenants ont souligné l'importance des solutions multilatérales dans un monde de plus en plus interdépendant. Les parlements peuvent contribuer aux processus de l'ONU et au multilatéralisme de diverses manières, notamment en créant leurs propres groupes parlementaires multipartites sur les affaires des Nations Unies.

Outre leur rôle institutionnel, les parlementaires doivent contribuer à promouvoir un climat de solidarité internationale qui permette de prévenir les peurs et les réactions impulsives à l'encontre d'autres pays. Plusieurs délégués ont salué le rapport du Secrétaire général pour l'accent mis sur les jeunes et l'avenir. Ils ont également invité le Secrétaire général à accorder une plus grande attention aux questions relatives à la migration, au terrorisme et aux monnaies numériques, ainsi qu'à la nécessité d'appliquer et de respecter de façon cohérente les principes fondamentaux du droit international, tels que la souveraineté nationale et la non-ingérence.

À l'issue des deux réunions-débat, le Président a communiqué à la Commission les candidatures présentées par les groupes géopolitiques en vue de pourvoir les postes vacants au sein du Bureau : Mme H. Tigranyan (Arménie), Mme E. Qatrawi (République de Moldova) Mme C. López Castro (Mexique) et Mme E. Lindh (Suède). En l'absence d'objection aux candidatures présentées, le

Président a invité la Commission à élire la présidente et le vice-président du Bureau conformément aux propositions des groupes géopolitiques, à savoir Mme S. Noor (Kenya) à la présidence et M. L. Wehrli (Suisse) à la vice-présidence. Les deux candidatures ont été approuvées par acclamation. En outre, M. A. Almutairi (Koweït) a été nommé pour remplacer M. Al-Hamad jusqu'à la fin de son mandat.

Le Président a annoncé qu'un Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) a été ouvert au cours de l'année. Mme B. Brenner, Ambassadrice et représentante de l'UIP auprès de l'ONUV, a été invitée à se présenter en sa qualité d'observatrice de l'UIP chargée des relations avec la communauté des Nations Unies dans la capitale autrichienne. Elle a expliqué en quoi consiste sa mission et a précisé les thématiques sur lesquelles elle prévoit de travailler, comme la corruption, le désarmement et l'énergie nucléaire.

Le Président a clos la séance après que tous les points de l'ordre du jour ont été traités.

Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19

Résolution adoptée à l'unanimité par la 143e Assemblée de l'UIP
(Madrid, 29 novembre 2021)

La 143e Assemblée de l'Union interparlementaire,

se félicitant de la résolution 2565 (2021) du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 26 février 2021,

rappelant que le droit de jouir du meilleur état possible de santé et de bien-être d'ordre physique, mental et social est un droit humain fondamental consacré par l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, l'Objectif de développement durable 3, la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, la plupart des constitutions nationales et d'autres traités et accords internationaux dont les Membres de l'UIP sont signataires,

rappelant également que ce droit est accordé à tous les êtres humains sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de handicap, de naissance ou de toute autre situation,

consciente que le 23 septembre 2019, les dirigeants du monde entier ont approuvé une déclaration politique générale sur la santé lors de la réunion de haut niveau de l'ONU sur la couverture sanitaire universelle, intitulée *Couverture sanitaire universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé*, dans laquelle ils se sont engagés à coopérer pour renforcer les systèmes de santé afin de les rendre équitables, résilients et capables de répondre aux besoins de tous, ce qui constitue une priorité essentielle en matière de développement international,

rappelant que l'UIP a adopté lors de sa 141e Assemblée, tenue en octobre 2019 à Belgrade (Serbie), une résolution historique intitulée *Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé,* laquelle prie les parlements de prendre toutes les mesures juridiques et politiques nécessaires pour la mise en place de la couverture sanitaire universelle et pour lever les entraves s'opposant à l'accès universel à la santé,

notant que la pandémie de COVID-19 met durablement à l'épreuve les systèmes de santé et la sécurité sanitaire partout dans le monde, tout comme notre engagement, en paroles et en actes, à réaliser la couverture sanitaire universelle et à lever les entraves s'opposant à l'accès universel à la santé en pareille période de crise,

reconnaissant que la vaccination fait partie d'une stratégie globale visant à réduire la transmission et sauver des vies, et est l'un des outils les plus importants dans la lutte contre la pandémie, et réaffirmant le rôle de l'immunisation à grande échelle contre la COVID-19 en tant que bien public mondial,

saluant le fait que le Mécanisme pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID19 (COVAX) a déjà permis de distribuer plus de 550 millions de doses de vaccins à des pays à revenu faible ou moyen inférieur, y compris des quantités considérables de dons de vaccins provenant de pays à revenu élevé, et qu'il a permis d'obtenir suffisamment de vaccins pour couvrir 43 pour cent des populations concernées,

préoccupée par les retards prolongés dans la reconnaissance et l'enregistrement des vaccins qui compliquent la crise sanitaire et du développement, aggravent le ralentissement économique et la souffrance provoqués par la pandémie de COVID-19 en Afrique et dans d'autres régions parmi les plus touchées, et par la crainte que l'absence d'équité vaccinale ne se traduise par des inégalités économiques et sociales se soldant par de nouveaux décès et une hausse de la pauvreté,

en conséquence, la 143e Assemblée,

1 *prie* la communauté internationale et l'OMS de poursuivre leurs efforts conjoints pour garantir un accès rapide, équitable et universel à des vaccins sûrs, abordables, de qualité et efficaces, en tenant particulièrement compte des besoins des pays à revenu faible ou intermédiaire et des régions les plus touchées ;

2. *prie* les pays de reconnaître l'importance du principe d'équité, qui signifie que chaque personne doit être vaccinée en fonction de son niveau de risque et de ses besoins, et de veiller à ce que ce principe soit reflété aux niveaux national et mondial en ce qui concerne l'accès aux vaccins essentiels ;

3. *encourage* les fabricants de vaccins à publier des prévisions de fourniture régulières et claires, en précisant comment ils vont respecter et prioriser leurs contrats dans le cadre de l'initiative COVAX et d'autres initiatives régionales pertinentes ;

4. *encourage également* les fabricants de vaccins à accroître la production de vaccins en utilisant des modèles de coopération flexibles permettant de développer des capacités productives de remplissage et de finition, des partenariats technologiques et des activités de licence ;

5. *engage* les gouvernements à harmoniser toutes les obligations réglementaires afin d'accélérer la fourniture de vaccins et à fournir les moyens logistiques et la formation nécessaires à la mise en œuvre de programmes de vaccination à grande échelle ;

6. *prie instamment* les parlementaires de travailler avec les gouvernements nationaux afin d'exercer une influence mondiale et collective sur l'OMC pour supprimer toute restriction d'exportation ou autre barrière commerciale portant sur les vaccins contre la COVID-19 et les intrants essentiels à leur production ;

7. *insiste* sur le fait que les efforts nationaux et internationaux de sensibilisation à l'efficacité des vaccins, de mobilisation des populations et de réduction de la réticence à la vaccination sont indispensables pour atteindre un degré d'immunisation suffisant au niveau mondial et qu'il est nécessaire d'en faire beaucoup plus dans ce domaine.

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

Mr./M. Duarte Pacheco

President of the Inter-Parliamentary Union
Président de l'Union interparlementaire

Ms./Mme Meritxell Batet

Speaker of the Congress of Deputies
Présidente du Congrès des Députés

Mr./M. Ander Gil

President of the Senate
Président du Sénat

Mr./M. Martin Chungong

Secretary General of the Inter-Parliamentary Union
Secrétaire général de l'Union interparlementaire

I. MEMBERS - MEMBRES

ALGERIA – ALGERIE

BENNAI, Ahmed (M.) Chef de la délégation	Vice-Président du Conseil de la Nation
BENBADIS, Fawzia (Mme.) Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient	Membre du Conseil de la Nation
BOUDEN, Monder (M.)	Vice-Président de l'Assemblée populaire nationale (RND)
BOUCHOUIT, Mohamed Anouar (M.)	Membre de l'Assemblée populaire nationale (I)
ILIMI, Farida (Mme.)	Membre de l'Assemblée populaire nationale (FLN)
KHARCHI, Ahmed (M.) Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale	Membre du Conseil de la Nation (FLN)
BENZIADA, Mounia (Mme.) Secrétaire	Cadre administratif, Conseil de la Nation
TOUTAOUI, Abderaouf (M.)	Chargé du protocole
BOUZEKRI, Hamid (M.)	Conseiller

(RND: National Democratic Rally / Rassemblement national démocratique)
(FLN: National Libération Front / Front de libération nationale)
(I : Independent / Indépendant)

ANDORRA – ANDORRE

PALMITJAVILA, Meritxell (Mme.) Leader of the delegation	Vice-Présidente du Conseil général (DA)
COSTA, Ferran (M.)	Membre du Conseil général (L'A) Président de la Commission de l'éducation, de la recherche, de la culture, de la jeunesse et des sports Commission des finances et du budget
NAUDI, Carles (M.)	Membre du Conseil général (CC) Commission des finances et du budget Commission des affaires étrangères
VELA, Susanna (Mme.)	Membre du Conseil général (PS) Commission de l'éducation, de la recherche, de la culture, de la jeunesse et des sports Commission de la santé
COMA, Berna (Mme.)	Membre du Conseil général (DA) Vice-Présidente de la Commission des affaires étrangères Commission de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement Commission de la santé
RODRIGUEZ, Arantxa (Ms.) Secretary of the Group and to the delegation	

(DA: Democrats for Andorra / Démocrates pour Andorre)
(L'A: Liberal Party / Parti Libéral)
(CC: Committed Citizens / Citoyens engagés)
(PS: Social Democratic Party / Parti Social-démocrate)

ANGOLA

VALENTE, Maria Idalina (Ms.) President of the Group, Leader of the delegation	Member of the National Assembly (MPLA)
PELIGANGA, Isabel (Ms.)	Member of the National Assembly (MPLA)
CHIMBINDA, Arlete (Ms.)	Member of the National Assembly (UNITA)
GASPAR, João (Mr.)	Member of the National Assembly (MPLA)
DE NERI, Pedro Agostinho (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General
BARRICA, Nildeice (Ms.)	Adviser, National Assembly

(MPLA: Popular Movement for the Liberation of Angola / Mouvement populaire pour la libération de l'Angola)
(UNITA: National Union for the Total Independence of Angola / Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola)

ARMENIA – ARMENIE

SIMONYAN, Alen (Mr.) Leader of the delegation	Speaker of the National Assembly (CC)
HAKOBYAN, Hasmik (Ms.)	Member of the National Assembly (CC)
KONJORYAN, Hayk (Mr.)	Member of the National Assembly (CC)
MAMIJANYAN, Hayk (Mr.)	Member of the National Assembly (RPA)
VARDANYAN, Tsovinar (Ms.)	Member of the National Assembly (CC)
VARDEVANYAN, Aram (Mr.)	Member of the National Assembly
NARIBEKYAN, Vahan (Mr.)	Secretary General
HAJI-HAKOBYAN, Hakob (Mr.)	Head of the Protocol Department
ARAKELYAN, Davit (Mr.)	Assistant to the President of Parliament
ISRAELIAN, Arman (Mr.)	Head of the Foreign Relations Department, National Assembly
GHAZARYAN, Zabela (Ms.) Secretary of the Group	Senior Specialist of the Foreign Relations department, National Assembly
KARMIRSHALYAN, Vladimir, Ambassador	

(CC: Civil Contract / Contrat civil)
(RPA: Republican Party of Armenia / Parti républicain arménien)

AUSTRIA – Autriche

LOPATKA, Reinhold (Mr.) Chair, High-Level Advisory Group on Countering Terrorism and Violence Extremism Leader of the delegation	Member of the National Council (ÖVP)
MATZNETTER, Christoph (Mr.)	Member of the National Council (SPÖ)
GRAF, Martin (Mr.)	Member of the National Council (FPÖ)
STÖGMÜLLER, David (Mr.)	Member of the National Council (Grüne)
BRANDSTÖTTER, Henrike (Ms.)	Member of the National Council (NEOS)
BAYR, Petra (Ms.) Advisory Group on Health	Member of the National Council (SPÖ)
WINTONIAK, Alexis (Mr.) Member of the ASGP	Deputy Secretary General, National Council
RUND, Petra (Ms.) Adviser to the Group	Head of International Relations Department
MATUSCHEK, Matthias (Mr.) Secretary to the delegation	
GABRON, Nadine (Ms.)	Adviser
EBNER, Christian (Mr.) Ambassador	

(ÖVP: Austrian People's Party / Parti populaire)
(NEOS: Austrian Liberal Party / Parti libéral autrichien)
(FPÖ: Austrian Freedom Party / Parti de la liberté)
(Grüne: The Greens / Les verts)
(SPÖ: Austrian Social Democratic Party / Parti social-démocrate autrichien)

AZERBAIJAN – AZERBAIDJAN

GAFAROVA, Sahiba (Ms.) Leader of the delegation	Speaker of the National Assembly
BAYRAMOV, Kamran (Mr.)	Member of the National Assembly (YAP) Regional Affairs Committee
ALLAHVERDIYEV, Elnur (Mr.)	Member of the National Assembly (YAP)
ARPADARAI, Nigar (Ms.)	Member of the National Assembly
HASANGULIYEV, Gudrat (Mr.)	Member of the National Assembly (Cons)
TAGHIYEV, Teymur (Mr.)	Head of the Secretariat
HUSEYNOV, Elmar (Mr.)	Assistant to the Speaker on International Affairs
CHALABIZADA, Lala (Ms.) Secretary to the delegation	Head of the Division on Work with International Parliamentary Organizations
ALI-ZADE, Mir Kamal (Mr.)	Chief Adviser of the International Relations
MALIKOVA, Gamar (Ms.)	Adviser of the International Relations Department
HASANOV, Ramiz (Mr.) Ambassador	

(YAP: New Azerbaijan Party / Nouveau parti de l'Azerbaïdjan)
(Cons: Whole Azerbaijan Popular Front Party / Conservateurs)

BAHRAIN – BAHREIN

ZAINAL, Fawzia (Ms.)	Speaker of the Council of Representatives
High-Level Advisory Group on Countering Terrorism and Violent Extremism	
President of the Group, Leader of the delegation	
FAKHRO, Jamal (Mr.)	First Deputy Speaker of the Shura Council
SALMAN, Jameela (Ms.)	Second Deputy Speaker of the Shura Council
Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law	
SALMAN, Abdulnabi (Mr.)	Deputy Speaker of the Council of Representatives
ALTHAWADI, Abdullah Khalifa (Mr.)	Member of the Council of Representatives
Working Group on Science and Technology	
RAMZI FAYEZ, Hala (Ms.)	Member of the Shura Council
First Vice-President of the Bureau of Women Parliamentarians	
ALABBASI, Mohammed (Mr.)	Member of the Council of Representatives
BUNAJMA, Rashed (Mr.)	Secretary General of the Shura Council
Member of the ASGP	
ALENEZI, Hanadi (Ms.)	Senior Parliamentary Relations Development Specialist,
Secretary to the Delegation	Council of Representatives
ALJEEB, Fawzia (Ms.)	Shura Council
Secretary to the delegation	
ABDULAZIZ, Mustafa (Mr.)	Council of Representatives
Secretary to the delegation	
ABED, Hussain (Mr.)	Senior Political Researcher, Council of Representatives
ALHAMDI, Saleh (Ms.)	Protocol and Public Relations Coordinator
MOHAMED, Ali (Mr.)	Senior Communication and Media Specialist

BELARUS

VASILEVICH, Maryia (Ms.)	Member of the House of Representatives
Bureau of Women Parliamentarians	
Forum of Young Parliamentarians	

BELGIUM – BELGIQUE

COGOLATI, Samuel (M.)	Member of the Chamber of Representatives (Ecolo)
President of the Group,	Committee on Energy, Environment and Climate
Leader of the delegation	Foreign Affairs Committee
Committee on the Human Rights of Parliamentarians	Advice Committee regarding EU Matters
GRYFFROY, Andries (Mr.)	Member of the Senate (N-VA)
Bureau, Standing Committee on UN Affairs	Committee on Transversal Matters - Powers of the Regions
JADIN, Kattrin (Ms.)	Member of the Chamber of Representatives (MR)
	National Defense Committee
	Foreign Affairs Committee
LACROIX, Christophe (Mr.)	Member of the Chamber of Representatives (PS)
Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law	National Defense Committee
	Foreign Affairs Committee
	Committee on Economy, Consumer Protection and Digital Agenda
LANJRI, Nahima (Ms.)	Member of the Chamber of Representatives (CD&V)
	Committee on Social Matters, Employment and Pensions
DEBOUTTE, Reinhilde (Ms.)	Deputy Secretary General, Chamber of Representatives
Member of the ASGP	
REZSÖHÁZY, André (Mr.)	Director General, Senate
Member of the ASGP	
VERCAMMEN, Peter (Mr.)	Deputy Director, Senate
Secretary of the Group	
DANG-DUY, Liêm (Mr.)	Senior Adviser, Chamber of Representatives
Deputy Secretary of the Group	

(Ecolo:Green Party / netherlÉcologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales)
(N-VA: New Flemish Alliance / Nouvelle alliance flamande)
(MR: Reformist Movement / Mouvement réformateur)
(PS: Socialist Party / Parti Socialiste)
(CD&V: Flemish Christian Democrats / Démocrates chrétiens flamands)

BENIN

BAKO-ARIFARI, Nassirou (M.) Président du Comité des droits de l'homme des parlementaires	Membre de l'Assemblée nationale, Président de la Commission des Relations extérieures
BABA MOUSSA, Mariam (Mme.) Bureau of Women Parliamentarians	Membre de l'Assemblée nationale (BR) Deuxième rapporteur de la commission des finances

(BR: Bloc républicain)

BOLIVIA – BOLIVIE

MENDOZA LEIGUE, Adolfo (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Chamber of Deputies (MAS-IPSP)
RUIZ FLORES, Martha (Ms.) President of the Group	Member of the Chamber of Deputies (MAS-IPSP)
TICONA QUISPE, Alicia (Ms.)	Member of the Chamber of Deputies (MAS-IPSP)
ZUÑIGA ROJAS, Luis (Mr.)	Member of the Chamber of Deputies (CC)
PADILLA SOLIS, Clotilde (Ms.)	Member of the Chamber of Deputies (Creemos)

(MAS-IPSP: Movement for Socialism / Mouvement pour le socialisme)
(CC: Comunidad Ciudadana)
(CREEMOS)

BOSNIA AND HERZEGOVINA - BOSNIE-HERZEGOVINE

SOFTIC, Safet (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Parliamentary Assembly of Bosnia & Herzegovina
MEHMEDOVSKI, Enida (Ms.) Secretary to the delegation	

BOTSWANA

MAKWINJA, Nnaniki W.T. (Ms.) Leader of the delegation	Member of the National Assembly (BDP)
KEORAPETSE, Dithapelo L. (Mr.)	Member of the National Assembly (UDC)
LETSHOLO, Thapelo (Mr.)	Member of the National Assembly (BDP)
SAUBI, Babui (Ms.) Secretary to the delegation	Principal Clerk Assistant I (Parliamentary Committees

(UDC: Umbrella for Democratic Change / Collectif pour le changement démocratique)
(BDP: Botswana Democratic Party / Parti démocratique botswanais)

BRAZIL – BRESIL

LINS, Átila (Mr.) Leader of the Delegation Bureau, Standing Committee on UN Affairs	Member of the Chamber of Deputies (PP) President of the Committee on National Integration, Regional Development and the Amazon
CUNHA, Sergio (Mr.)	Member of the Federal Senate (PSD)
NOGUEIRA LIMA, Eliane (Ms.)	Member of the Federal Senate (PP)
PORTELLA, Iracema (Ms.)	Member of the Chamber of Deputies (PP)
RIBEIRO, Daniella (Ms.)	Member of the Federal Senate (PP)
SILVESTRE FILHO, Iraja (Mr.)	Member of the Federal Senate (PSD)
ROCHA, Jose (Mr.)	Member of the Chamber of Deputies (PL)
CAMPOS, Jefferson (Mr.)	Member of the Chamber of Deputies
ARAUJO, Silvia (Ms.)	Coordinator, Federal Senate
ALBUQUERQUE, Ana (Ms.) Secretary of the Group	Chamber of Deputies
OLIVERA, Nadja (Ms.)	Chamber of Deputies

(PP: Progressive Party / Parti progressiste)
(PSD: Social Democratic Party / Parti social-démocrate)
(PSDB: Brazilian Social Democratic Party / Parti social-démocrate brésilien)
(PL: Liberal Party / Parti libéral)

BURKINA FASO

BASSIERE, Bation Nestor (M.)	Vice-Président de l'Assemblée nationale (UNIR/PS)
OUATTARA, Lassina (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (MPP)
YE, Luc (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (MPP)
DIALLO, Ahmed Aziz (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (PDS/METBA)
KOMBOIGO, W. Eddie Constance Hyacinthe (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (CDP)
OUEDRAOGO, Zounongo Nafissatou (Mme.)	Membre de l'Assemblée nationale (MPP)
MEDAH, Manignan Roxane Adams (Mme.)	Directrice
Secrétaire de la délégation	

(Unir/PS: Union pour la Renaissance/Parti Sankariste)
(MPP: People's Movement for Progress / Mouvement du peuple pour le progrès)
(PDS/METBA: Party for Democracy and Socialism-Builders' Party / Parti pour la démocratie et le Socialisme-Parti des Bâtisseurs)
(CDP: Congress for Democracy and Progress / Congrès pour la démocratie et le progrès)

BURUNDI

SINZOHAGERA, Emmanuel (Mr.)	President of the Senate
Leader of the delegation	
GASUNZU, Pascal (M.)	Member of the Senate
NITERETSE, Spéciose (Mme.)	Member of the Senate
HARERIMANA, Jeanne Chantal (Mme.)	Secretary General, National Assembly
Member of the ASGP	
NIYONZIMA, Renovat (M.)	Secretary General, Senate
Member of the ASGP	
BUGAGA, Gabby (Mr.)	Spokesperson for the President of the Senate
KAVUYE, Aimable (Mr.)	Protocol to the President of the Senate

CABO VERDE

CORREIA, Austelino Tavares (Mr.)	Speaker of the National Assembly (MPD)
President of the Group, Leader of the Delegation	
MONTEIRO DE PINA, Alcides (Mr.)	Member of the National Assembly (MPD)
MONTEIRO RAMOS, Eveline Nair (Ms.)	Member of the National Assembly (PAICV)
MONTEIRO DE ANDRADE LOPES, Leila Leonor (Ms.)	Executive Secretary to the Speaker

(MPD: Movement for Democracy / Mouvement pour la démocratie)
(PAICV: African Party for the Independence of Cabo Verde / Parti africain pour l'indépendance du Cabo Verde)

CAMBODIA – CAMBODGE

YANG, Sem (Mr.)	Member of the Senate
Leader of the delegation	Chairman of the Commission on Human Rights, Complaint Reception, Investigation
CHHIT, Kimyeat (Mr.)	Member of the Senate Vice-Chair of the Committee on Foreign Affairs, International Cooperation, Information and Media
OUM, Sarith (Mr.)	Secretary General, Senate
Member of the ASGP	
KIM YEAT, Dararith (Mr.)	Executive Director of the Parliamentary Centre of Asia
Member of the ASGP	
KIM, Sochetra (Mr.)	Deputy Director General of Research of the Senate
KOY, Malayvireak (Mr.)	Director of International Relations Department of the Senate
SENG, Thy (Mr.)	Chief of International Relations Office of the National Assembly
Secretary to the delegation	
HENG, Sonya (Mr.)	Staff of the Parliamentary Centre of Asia

CAMEROON – CAMEROUN

NIAT NJIFENJI, Marcel (M.)	Président du Sénat (RDPC)
Chef de la délégation	
HANGLOS TJOUES, Geneviève (Mme.)	Vice-Présidente du Sénat (RDPC)
AHIDJO, Oumoul Koultchoumi (Mme.)	Membre de l'Assemblée nationale (RDPC)
EMAH ETOUNDI, Vincent De Paul (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (RDPC)

EBANGHA NTUI, Johanna (Mme.)	Membre de l'Assemblée nationale (RDPC)
NKEZE KALEBONG, Emilia (Mme.)	Membre du Sénat (SDF)
ZANG OYONO, Calvin (M.)	Membre du Sénat (RDPC)
KOMBA, Gaston (M.) Membre de l'ASGP	Secrétaire général de l'Assemblée nationale
MEVA'A m'EBOUTOU, Michel (M.) Membre de l'ASGP	Secrétaire général du Sénat
MVONDO, Médard (M.) Secrétaire administratif	Directeur de l'Administration générale, Assemblée nationale
NJOMATCHOUA, Justin (M.)	Directeur du Cabinet du Président du Sénat
MEDOUANE AWOLE ETOGA, Edwige Ursule (Mme.)	Conseillère
NDO ABOLO, Daniel Kevin (M.)	Conseiller

(RDPC: Cameroon People's Democratic Movement / Rassemblement démocratique du peuple camerounais)
(SDF: Social Democratic Front / Front social démocratique)

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC - REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

NGAMANA, Evariste (M.)	Vice-Président de l'Assemblée nationale (MCU)
PATASSE, Marie Christiane (Mme.)	Membre de l'Assemblée nationale (NEC)

(MCU: United Hearts Movement / Mouvement des Cœurs Unis)
(NEC: Nouvel Elan de Centrafrique)

CHILE – CHILI

FLORES, Iván (Mr.)	Speaker of the Chamber of Deputies (PDC)
Second Vice President of GRULAC, Leader of the delegation	President of the Internal Regime and Administration Committee
COLOMA, Juan Antonio (Mr.) President of the IPU Group	Member of the Chamber of Deputies (UDI) Constitution, Legislation and Justice Committee
LETELIER, Juan Pablo (Mr.) Member of the Executive Committee Sub-Committee on Finance	Member of the Senate (PS) President of the Treasury Committee
MIX, Claudia (Ms.) Bureau of Women Parliamentarians	Member of the Chamber of Deputies (Com) Human Rights and Native Peoples Committee Committee on Social Development, Overcoming Poverty and Planning
GARCÍA, René Manuel (Mr.) Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Member of the Chamber of Deputies (RN)
LANDEROS, Miguel (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General, Chamber of Deputies
BUSTOS LATORRE, Roberto (Mr.) Member of the ASGP	Deputy Secretary General, Senate
PEILLARD, Jacqueline (Ms.)	Director International Affairs of the Chamber of Deputies

(PDC : Christian Democratic Party / Parti démocrate-chrétien)
(UDI : Independent Democratic Union / Union démocratique indépendante)
(PS : Socialist Party / Parti socialiste)
(Com : Comunes)
(RN : National Renewal / Renouveau national)

CROATIA – CROATIE

ĆELIĆ, Ivan (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Croatian Parliament (HDZ) Deputy Chairperson of the Health and Social Policy Committee
MARTINČEVIĆ, Natalija (Ms.)	Member of the Croatian Parliament (NS)
VUKAS, Stjepan (Mr.) Secretary of Group Member of the ASGP	Advisor, Croatian Parliament

(HDZ : Croatian Democratic Union / Parti démocratique croate)
(NS: People's Party - Reformists)

CUBA

FERRER GÓMEZ, Maria Yolanda (Ms.) President of the Group, Leader of the delegation	Member of the National Assembly of the People's Power (CPC) Chair of the Foreign Affairs Committee
LUNA MORALES, Estela Cristina (Ms.) Advisory Group on Health	Member of the National Assembly of the People's Power Health and Sports Committee (CPC)
GONZÁLEZ PATRICIO, Rolando Miguel (Mr.)	Member of the National Assembly of the People's Power (CPC) Vice Chair of the Foreign Affairs Committee
MORA GONZÁLEZ, Jesús Rafael (Mr.) Secretary of the Group	Officer, National Assembly of the People's Power
CABALLERO RODRIGUEZ, Eumelio (Mr.) Ambassador/Permanent Representative	

(CPC: Communist Party of Cuba / Parti communiste cubain)

CYPRUS – CHYPRE

NEOFYTOU, Averof (Mr.) Leader of the delegation	Member of the House of Representatives (DISY) House Standing Committee on Financial and Budgetary Affairs
GAROYIAN, MARIOS (Mr.)	Member of the House of Representatives (DIPA)
ATTALIDES, Alexandra (Ms.)	Member of the House of Representatives (KOP)
CHRISTOU, Avgousta (Ms.) Secretary to the delegation	Senior International Relations Officer, House of Representatives
KOULLAPIS, Kostas (Mr.) Secretary to the delegation	International Relations Officer, House of Representatives

(DISY: Democratic Rally Party / Rassemblement démocratique)
(KOP: Cyprus Greens-Citizens' Cooperation / Parti vert de Chypre)
(DIPA: Democratic Alignment / Front démocratique)

CZECH REPUBLIC – REPUBLIQUE TCHEQUE

HORSKÁ, Miluše (Ms.)	Member of the Senate
NYTRA, Zdenek (Mr.)	Member of the Senate
PETŘÍK, Milan (Mr.)	International Relations Department, Senate
TUČKOVÁ, Alena (Ms.) Secretary of the Group	

(ODS: Civic Democratic Party / Parti démocrate civique)

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO – REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MUNDELA, Eddy (M.) Président du Groupe, Chef de la délégation	Premier Vice-président du Sénat (UDPS)
FURAHA MUYUMBA , Francine (Mme.)	Sénatrice, Présidente de la Commission permanente des relations extérieures (PPRD)
GERENGO N'VENE Valentin (M.)	Sénateur (MLC)
MABAYA, Jean Philibert (M.)	Sénateur
MAVUZI MISENGI, Flory (M.)	Membre de l'Assemblée nationale, Expert en développement durable
TSHIALA MAYEMBE, Célestin (M.) Secrétaire administratif du Groupe	Conseiller Coordonnateur du Bureau d'études du Sénat
TSHIYAYA, Francis (M.)	Secrétaire particulier du Premier Vice-Président du Sénat
NZANGA, Louise Ramazani (Ms.) Ambassador	

(UDPS : Union for Democracy and Social Progress / Union pour la Démocratie et le Progrès social)
(PPRD : People's Party for Reconstruction and Democracy / Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie)
(MLC: Movement for the Liberation of Congo / Mouvement de Libération du Congo)

DENMARK – DANEMARK

SOENDERGAARD, Soeren (Mr.) Leader of the Delegation	Member of the Danish Parliament (EL) Cultural Affairs Committee European Affairs Committee
HEITMANN, Jane (Ms.)	Member of the Danish Parliament (V)
OEKTEM, Fatma (Ms.)	Member of the Danish Parliament (V)
SCHMIDT, Hans Christian (Mr.)	Member of the Danish Parliament (V) Vice Chairman of the Transport and Housing Committee Cultural Affairs Committee
VALENTIN, Kim (Mr.)	Member of the Danish Parliament (V) Cultural Affairs Committee European Affairs Committee
LARSON, Claudius (Mr.)	Higher Executive Officer, Danish Parliament
RIIS, Peter (Mr.) Secretary	International Consultant, Danish Parliament

(EL: The Red-Green Alliance / Unité-Alliance rouge-verte)
(V : Liberal Party / Parti libéral)

DOMINICAN REPUBLIC – REPUBLIQUE DOMINICAINE

FERNANDEZ, Maria Mercedes (Ms.)	Member of the Chamber of Deputies (PLD)
POLANCO, Rosendy Joel (Mr.)	Member of the Chamber of Deputies (PRM)

PLD: (Partido de la Liberación Dominicana)
PRM: (Partido Revolucionario Moderno)

ECUADOR – EQUATEUR

ANDRADE MUÑOZ, Wilma (Ms.) Leader of the delegation Bureau of Women Parliamentarians	Member of the National Assembly (ID)
MUÑOZ, Pabel (Mr.) Bureau, Standing Committee on Sustainable Development	Member of the National Assembly (UNES)
CAMPAIN, Rina (Ms.) Working Group on Science and Technology	Member of the National Assembly (CREO)
NOBOA, Daniel (Mr.)	Member of the National Assembly
ABEDRABBO, Amira (Ms.) Secretary to the delegation	International Relations Specialist
GELLIBERT, Cynthia	Adviser
PESANTES, Ana María (Ms.)	Adviser

(ID: Izquierda democrática)
(UNES: Unión por la esperanza)
(CREO: Creando Oportunidades)

EGYPT – EGYPTE

EL GEBALY, Hanafi Ali (Mr.) Leader of the delegation	Speaker of the House of Representatives
DARWISH, Karim (Mr.)	Member of the House of Representatives (MW) Chair of the Foreign Relations Committee
ATTIA, Sahar (Ms.) Vice-Chair, Working Group on Science and Technology	Member of the House of Representatives
NASSIF, Aida (Ms.) Bureau of Women Parliamentarians	Member of the Senate (MW)
SAAD, Ragia (Ms.)	Member of the House of Representatives
MANAA, Ahmed (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General
NOUR ELDEEN, Haytham (Mr.)	Director, House of Representatives

(MW : Nation's Future Party / Parti de l'avenir de la nation (Mostakbal Watan)

EQUATORIAL GUINEA – GUINEE EQUATORIALE

NTUGU NSA, Atanasio-Ela (Mr.)	Member of the Senate (PDGE)
OBONO EDJANG, Silvia-Paloma (Ms.)	Member of the Senate (PDGE)

(PDGE: Democratic Party of Equatorial Guinea / Parti Démocratique de Guinée Equatoriale)

ESTONIA – ESTONIE

KIVIMÄGI, Toomas (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Estonian Parliament (RP) Deputy Chairman of the Legal Affairs Committee
TUUS-LAUL, Marika (Ms.)	Member of the Estonian Parliament (EceP) Social Affairs Committee
HABICHT, Antero (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General
SEPP, Regina (Ms.) Secretary to the delegation	Staff

(RP : Estonian Reform Party / Parti de la réforme)
(SD : Estonian Social Democratic Party / Parti social-démocrate estonien)
(EKRE : Conservative People's Party of Estonia / Parti populaire conservateur)
(EceP : Estonian Centre Party / Parti estonien du centre)

ESWATINI

BUJELA, Nokunceda (Ms.) Bureau od Women Parliamentarians	Member of the House of Assembly

FINLAND – FINLANDE

JÄRVINEN, Heli (Ms.) President of the Group Leader of the delegation Rapporteur to the Standing Committee on Sustainable Development	Member of Parliament (G)
TYNKKYNEN, Sebastian (Mr.) Vice-President of the Group	Member of Parliament (PS)
KALMARI, Anne (Ms.)	Member of Parliament (CP)
LÖFSTRÖM, Mats (Mr.)	Member of Parliament (RKP)
TANUS, Sari (Ms.)	Member of Parliament (PDC)
EESTILÄ, Markku (Mr.)	Member of Parliament (KoK)
HUTTUNEN, Marja (Ms.) Secretary of the Group	Assistant for the International Affairs, Parliament
VUOSIO, Teemu (Mr.) Secretary of the Group	Secretary for the International Affairs, Parliament

(G : The Greens / Les Verts)
(PS : The Finns Party / Parti des Finlandais)
(CP : Centre Party / Parti du Centre)
(RKP : Swedish People's Party / Parti populaire suédois)
(PDC : Christian Democratic Party / Parti démocrate-chrétien)
(KoK : National Coalition Party / Parti de la coalition nationale)

FRANCE

JULIEN-LAFERRIERE, Hubert (M.) Chef de la délégation Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient	Membre de l'Assemblée nationale (EELV) Commission des affaires étrangères
DUMONT, Laurence (Mme.) Comité des droits de l'homme des parlementaires	Membre de l'Assemblée nationale (PS)
BLANC, Etienne (M.)	Sénateur (LR)
MARIE, Didier (M.) Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme	Sénateur (PS)
LARIVE, Michel (M.) Président du Groupe de travail sur la science et la technologie	Membre de l'Assemblée nationale (FI)

RIOTTON, Véronique (Mme.) Bureau des femmes parlementaires	Membre de l'Assemblée nationale (LREM)
BAY, Marianne (Mme.) Membre de l'ASGP	Secrétaire général du Sénat
VANCE, Loïc (M.) Secrétaire exécutif du Groupe	Conseiller, Sénat
SADOUN, Mohamed (M.)	Conseiller, Assemblée nationale
TAVERNIER, Eric (M.)	Conseiller, Sénat
PREUVOT, Perrine (Ms./Mme) Secrétaire administrative de l'ASGP	Administratrice des services, Assemblée nationale
VELASCO, Karine (Ms./Mme) Secrétaire administrative de l'ASGP	Conseillère, Assemblée nationale

(EELV: Ecologic Europe, the Greens / Europe Ecologie, les Verts)
(PS : Socialist Party / Parti Socialiste)
(LR : The Republicans / Les Républicains)
(FI : La France insoumise)
(LREM : The Republic on the Move / La République en Marche)

GABON

NDOUMA MBADINGA Jean Victor (M.) Chef de la délégation	Membre du Sénat
NGABIKOUMOU WADA MESMIN MESMIN, Boris (M.)	Membre de l'Assemblée nationale
BEKALLE AKWE, Henri (M.) Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme	Membre de l'Assemblée nationale
SAKOUSSOU, Felicite (Mme.)	Membre de l'Assemblée nationale
NDONG OBAME, Serges (M.)	Membre de l'Assemblée nationale
NTOUTOUME, Aurelien (M.)	Membre de l'Assemblée nationale
MAKOMBO NEMBE, Magaly (M.)	Conseiller juridique

GAMBIA (THE) – GAMBIE

TUNKARA, Billay G. (Mr.) Leader of the delegation	Member of the National Assembly (NPP)
MAJANKO, Samusa (Mr.)	Member of the National Assembly (NCP)
SECKA SALLAH, Ndey Yassin (Ms.)	Member of the National Assembly
NYASSI, Musa Amul (Mr.)	Member of the National Assembly (APRC)
MBOWE, Mamat (Mr.) Secretary to Delegation	Editor, National Assembly

(NPP : National People Party / Parti populaire national)
(NCP : National Convension Party / Parti national de la conversion)
(APRC : Alliance for Patriotic Reorientation and Construction / Alliance patriotique pour la réorientation et la construction)

GEORGIA – GEORGIE

KUCHAVA, Kakha (Mr.) Leader of the delegation	Speaker of Parliament (GD)
SAMKHARADZE, Nikoloz (Mr.)	Member of Parliament (GD)
RAKVIASHVILI, Aleksandre (Mr.)	Member of Parliament (Girtchi)
TSILOSANI, Khatia (Ms.)	Member of Parliament (GD)
BROKISHVILI, Irakli (Mr.) Secretary to the Delegation	Chief Specialist, International Relations Department, Parliament
CHUBINIDZE, Tea (Ms.)	Adviser
KOLBAIA, Tamar (Ms.)	Director
MAKHASHVILI, Levan (Mr.)	Deputy Head of the Speaker's Cabinet

(GD-DG: Georgian Dream – Democratic Georgia / Rêve géorgien – Géorgie démocratique)
(Girtchi: Girtchi Party)

GERMANY – ALLEMAGNE

WADEPHUL, Johann (Mr.) Leader of the delegation	Member of the German Bundestag (CDU/CSU) Deputy Chairman of the CDU/CSU Parliamentary Group for Foreign Affairs, Defence Policy and Council of Europe
WALTER-ROSENHEIMER, Beate (Ms.)	Member of the German Bundestag (Büdnis90/Die Grünen)
MANSMANN, Till (Mr.)	Member of the German Bundestag (FDP)
LECHTE, Ulrich (Mr.) Forum of Young Parliamentarians	Member of the German Bundestag (FDP)
MÜLLER, Lorenz (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General of the German Bundestag
KLEEMAN, Georg (Mr.) Member of the ASGP	Deputy Secretary General of the Federal Council
ZÁDOR, Katalin (Ms.) Secretary to the Delegation	International Parliamentary Assemblies Department, German Bundestag
BRAMMER, Claudia (Ms.) Assistant to the delegation	International Parliamentary Assemblies Department, German Bundestag
DOLD, Wolfgang (Mr.) Ambassador	

(CDU/CSU : Christian Democratic Union/Christian Social Union / Union chrétienne démocrate/Union chrétienne sociale)
(Bündnis90/Die Grünen: Green Party / Les Verts)
(FDP: Free Democratic Party / Parti libéral-démocrate)

GHANA

KYEI-MENSAH-BONSU, Osei (Mr.) Leader of the delegation	Member of Parliament Chairman of the Special Budget Committee Chairman of the House Committee Chairman of the Business Committee (NPP)
Gomashie Abla Dzifa, (Ms.)	Member of Parliament (NDC)
IDDRISU, Haruna (Mr.)	Member of Parliament Vice Chairperson of the special Budget Committee Business Committee Appointment Committee (NDC)
IDDRISU, Habib (Mr.)	Member of Parliament, Majority Deputy Whip (NPP)
CUDJOE GHANSAH, Comfort (Ms.)	Member of Parliament, Minority Deputy Whip (NDC)
KWABENA OTENG, Nsiah Cyril (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General
GOMBILLA, Ibrahim (Mr.) Member of the ASGP	Deputy Clerk, Committee, Parliamentary Relations & Protocol & Public Affairs, Parliament
ACHEAMPONG, Richard Kwame (Mr.) Member of the ASGP	Director
YENDAW, Fredrik (Mr.) Member of the ASGP	Assistant Director

(NPP : New Patriotic Party / Nouveau parti patriotique)
(NDC : National Democratic Congress / Congrès démocratique national)

GREECE – GRECE

GKIKAS, Stefanos (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Hellenic Parliament (ND) Standing Committee on National Defence and Foreign Affairs Special Standing Committee on Armament Programs and Contracts Committee on Parliament's Finances
GIOGIAKAS, Vassileios (Mr.)	Member of the Hellenic Parliament (ND) Standing Committee on Social Affairs Standing Committee on Production and Trade Special Permanent Committee of the Regions
KAFANTARI, Charoula (Ms.)	Member of the Hellenic Parliament (SYRIZA)
GEORGIOS, Mylonakis (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General of the Hellenic Parliament
PAPADOPOULOU, Thaleia (Ms.) TSOUNI, Foteini (Ms.)	Secretary, Hellenic Parliament

(ND : New Democracy / Nouvelle démocratie)
(SYRIZA :Coalition of the Radical Left / Coalition de la gauche radicale)

GUINEA-BISSAU – GUINEE-BISSAU

COSTA PEREIRA, Maria Paula (Mme.) Chef de la délégation	Vice-Présidente de l'Assemblée nationale populaire (PAIGC)
DJALO NANDIGNA, Maria Adiatu (Mme.) Chef de la délégation	Membre de l'Assemblée nationale populaire (PAIGC)

(PAIGC: Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert)

HUNGARY – HONGRIE

BALLA, Mihály (Mr.) Leader of the delegation	Member of the National Assembly (FIDESz) Vice-Chair of the Foreign Affairs Committee
BARTOS, Mónika (Ms.)	Member of the National Assembly (FIDESz) Committee on Legislation Committee on Foreign Affairs
GURMAI, Zita (Ms.)	Member of the National Assembly (MSZP) Committee on Foreign Affairs
VADAI, Ágnes (Ms.) President of the Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law High-Level Advisory Group on Countering Terrorism and Violent Extremism	Member of the National Assembly (DK) Vice Chair of the Committee on Defence and Law Enforcement
KOCSIS-CAKE, Olivio (Mr.)	Member of the National Assembly (P) Vice Chairman of the Committee on Immunity
SOMFAINÉ ÁDÁM, Katalin (Ms.) Secretary of the Group	Head of IPU Office, Directorate for Foreign Relations, National Assembly

(FIDESz: Hungarian Civic Union / Union civique hongroise)
(KDNP: Christian Democratic People's Party / Parti poopulaire chrétien-démocrate)
(Jobbik: Movement for a Better Hungary / Mouvement pour une meilleure Hongrie)
(MSZP : Hungarian Socialist Party / Parti socialiste hongrois)
(DK : Democratic Coalition / Coalition démocratique)
(LMP : Politics can be different / Faire de la politique autrement)
(P: Párbeszéd)

ICELAND – ISLANDE

GUNNLAUGSSON, Sigmundur Davíð (Mr.) Leader of the delegation	Member of Parliament (CP)
BANG, Arna Gerður (Ms./Mme) Secretary of the Group	Adviser, Parliament

(CP : Centre Party / Parti du Centre)

INDIA – INDE

MAHTAB, Bhartruhari (Mr.) Leader of the delegation Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Member of the House of the People (BJD)
DAYAL RAM, Vishnu (Mr.) Bureau, Standing Committee on Sustainable Development	Member of the House of the People (BJP)
JAISWAL, Sanjay (Mr.) Advisory Group on Health	Member of the House of the People (BJP)
KUMARI, Diya (Ms.) Bureau, Standing Committee on UN Affairs	Member of the House of the People (BJP)
MAADAM, Poonamben (Ms.) Bureau of Women Parliamentarians	Member of the House of the People (BJP)
PATRA, Sasmit (Mr.) Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law, Rapporteur to the Standing Committee on Sustainable Development	Member of the Council of States (BJD)
KUMAR, Ajay (Mr.)	Chief of Protocol and Joint Secretary, House of the People
TIWARI, Mahesh (Mr.)	Joint Secretary, Council of States

RAMANA, Lingala Venkata (Mr.) Delegation Coordinator	Director, House of the People
SINGH, Yogendra (Mr.)	Deputy Secretary, House of the People
KUMAR, Goutam (Mr.)	Deputy Secretary, Council of States

(BJP: Bharatiya Janata Party / Parti Bharatiya Janata)
(BJD: Biju Janata Dal)

INDONESIA – INDONESIE

MAHARANI, Puan (Ms.) Leader of the delegation	Speaker of the House of Representatives (PDI-P)
HONORIS, Charles (Mr.)	Member of the House of Representatives (PDI-P)
ZON, Fadli (Mr.)	Member of the House of Representatives (Gerindra)
Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Chair of the Committee for Inter-Parliamentary Cooperation
SERA, Mardani Ali (Mr.)	Member of the House of Representatives (PKS) Vice-Chair of the Committee for Inter-Parliamentary Cooperation
RUDANA, Putu Supadma (Mr.)	Member of the House of Representatives (PD) Vice-Chair of the Committee for Inter-Parliamentary Cooperation
TOHIR, Achmad Hafidz (Mr.)	Member of the House of Representatives (PAN) Vice-Chair of the Committee for Inter-Parliamentary Cooperation
KOMARUDIN, Puteri Anetta (Ms.) Bureau of Women Parliamentarians	Member of the House of Representatives (GOLKAR)
SYAMSUDDIN, Didi Irawadi (Mr.)	Member of the House of Representatives (PD)
ISKANDAR, Indra (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General
SOETIKNO, Toferry Primanda (Mr.) Adviser to the Head of the Delegation	
DIANTI, Elvira (Ms.) Secretary to the delegation	
WIJAYANTI, Amelia (Ms.) Adviser to the delegation	
NAJIB, Muhammad (Mr.) Ambassador	

(PDI-P: Indonesian Democratic Party-Struggle / Parti démocrate indonésien en lutte)
(Gerindra : Great Indonesia Movement Party / Mouvement pour une grande Indonésie)
(PKS : Justice and Prosperous Party / Parti de la justice et de la prospérité)
(PD : Democratic Party / Parti démocratique)
(PAN : National Mandate Party / Parti du populaire national)
GOLKAR

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) – IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

NIKZAD SAMARIN, Ali (Mr.) Leader of the delegation	Deputy Speaker of the Islamic Parliament of Iran
NADERI, Hamad (Mr.) Head of the IPU Group Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Member of the Islamic Parliament of Iran
AGHA TEHRANI, Morteza (Mr.)	Member of the Islamic Parliament of Iran
ZARE, Rahim (Mr.)	Member of the Islamic Parliament of Iran
ABOULHASSANI CHIMEH, Jalal (Mr.)	Director of Foreign Missions of the Protocol Department, Islamic Parliament of Iran
SHARIFI, Seyed Mostafa (Mr.) Secretary of the delegation	Senior Expert of Department of Protocol, Islamic Parliament of Iran
ALAMATI, Hamed	Adviser
ERFANIAN, Hossein (Mr.)	Adviser
KIANPOUR, Vahid (Mr.)	Adviser
MONAZZAM, Saeid (Mr.)	Adviser
GHASHGHAVI, Hassan (Mr.) Ambassador	

IRELAND – IRLANDE

O'REILLY, Joe (Mr.) Leader of the delegation	Deputy Speaker of the House of Representatives (FG)
FARRELL, Mairéad (Ms.)	Member of the House of Representatives (SF)
NAUGHTEN, Denis (Mr.) Working Group on Science and Technology	Member of the House of Representatives
O'SULLIVAN, Pádraig (Mr.)	Member of the House of Representatives (FF)
PRUNTY, Brian (Mr.) Secretary to the delegation	Adviser

(FG: Fine Gael)
(SF: Sinn Féinn)
(FF: Fianna Fáil)

ISRAEL

DICHTER, Avi (Mr.) Leader of the delegation Committee on Middle East Questions	Member of Parliament (Likud)
ROFFE OFIR, Sharon (Ms.)	Member of Parliament (IB)
RETTMAN, Hanan (Ms.) Acting Secretary to the delegation	

(Likud: Conservative / Conservateur)
(IB: Israel Beiteinu)

ITALY – ITALIE

CASINI, Pier Ferdinando (Mr.) IPU Honorary President President of the Group Leader of the delegation	Member of the Senate Foreign Affairs Committee
GRANDE, Marta (Ms.) Bureau of Women Parliamentarians	Member of the Chamber of Deputies Foreign Affairs Committee (M5s)
FANTINATI, Mattia (Mr.)	Member of the Chamber of Deputies (M5s)
MIGLIORE, Gennaro (Mr.) High-Level Advisory Group on Countering Terrorism and Violent Extremism Committee on Middle East Questions	Member of the Chamber of Deputies (IV) Foreign Affairs Committee
QUARTAPELLE PROCOPIO, Lia (Ms.) Committee on the Human Rights of Parliamentarians Group of Facilitators for Cyprus	Member of the Chamber of Deputies (PD) Foreign Affairs Committee
SORBELLO, Roberto (Mr.) Secretary General of the Group	Adviser, Chamber of Deputies
RADONI, Susanna (Ms.) Secretary of the Italian IPU Group	Official, Protocol, Chamber of Deputies
GUARIGLIA, Riccardo (Mr.) Ambassador	

(M5S: Movimento 5 Stelle / Five Stars Movement / Mouvement Cinq Etoiles)
(PD: Partito Democratico / Democratic Party / Parti Démocrate)
(IV: Italia Viva)

KAZAKHSTAN

YERMAN, Mukhtar (Mr.)	Member of the Mazhilis of the Parliament of the Republic of Kazakhstan (Nur Otan) Chairman of the Committee on International Affairs, Defence and Security
ZHIGALOV, Konstantin (Mr.) Ambassador	

(Nur Otan : People's Democratic Party "Nur Otan" / Parti populaire et démocratique " Nur Otan ")

KENYA

LUSAKA, Kenneth (Mr.)	Speaker of the Senate
Leader of the delegation	Chairperson of the Senate Business Committee
KASANGA, Sylvia (Ms.)	Member of the Senate (WDM-K)
Working Group on Science and Technology	
ODUOL, Jacqueline (Ms.)	Member of the National Assembly (ODM)
High-Level Advisory Group on Countering Terrorism and Violent Extremism	National Cohesion and Equal Opportunities Departmental Committee on Sports, Culture and Tourism
Rapporteur to the Standing Committee on Democracy and Human Rights	
LESUUDA, Naisula (Ms.)	Member of the National Assembly (JP)
Bureau, Standing Committee on Sustainable Development	Chairperson of the Sessional Committee on Regional Integration Budget and Appropriations Committee
KIARIE, John Wawedu (Mr.)	Member of Parliament (JP)
Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law	
NYEGENYE, Jeremiah (Mr.)	Clerk of the Senate
Member of the ASGP	
OMOLLOH, Roselynne (Ms.)	Director, Senate
KIRUI, Kipkemoi Arap (Mr.)	Deputy Director, National Assembly
Secretary to the delegation	
OSUNDWA, Lillian (Ms.)	Parliamentary Officer (Clerk Assistant)
CHEKWANDA, Ben Solomon (Mr.)	Research Officer, Speaker's Office, Senate

(WDM-K : Wiper Democratic Movement / Mouvement démocratique Wiper)
(ODM : Orange Democratic Movement / Mouvement démocratique orange)
(JP : Jubilee Party / Parti Jubilee)
(PDR : Party for Development and Reform / Parti pour le développement et la réforme)

KUWAIT – KOWEIT

ALGHANIM, Marzouq (Mr.)	Speaker of the National Assembly
President of the Group	
ALAZEMI, Salman (Mr.)	Member of the National Assembly
AL MUTAR, Hamad (Mr.)	Member of the National Assembly
ALMUNAWER, Osama (Mr.)	Member of the National Assembly
ALMUTAIRI, Abaid (Mr.)	Member of the National Assembly
ALMUTAIRI, Fayez (Mr.)	Member of the National Assembly
ALLOUGHANI, Adel (Mr.)	Secretary General of the National Assembly of Kuwait
ALNUSIF, Jasem (Mr.)	Secretary General of the Arab ASGP
ALDOWAIHI, Nasser (Mr.)	Head of the Media Section, National Assembly
ALHARBAN, Talal (Mr.)	Head of the IPU Affairs Section, National Assembly
ABDULLAH, Amer (Mr.)	Director
ALAJMI, Mobarak (Mr.)	Head Section of Protocol, National Assembly
ALBEHBEHANI, Ahmed (Mr.)	Political Researcher – IPU Affairs Section at the
Secretary of the delegation	National Assembly of Kuwait
ALSUBAIE, Sara (Ms.)	Political Researcher – Inter-Parliamentary Organization Department, National Assembly
ALZAMEL, Hessah (Ms.)	Adviser
ALSAIDI, Ayadah (Mr.)	
Ambassador	

LATVIA – LETTONIE

DAUDZE, Gundars (Mr.)	Member of Parliament (ZZS)
President of the Group, Leader of the delegation	Legal Affairs Committee Secretary of the Parliamentary Inquiry Committee
DOMBROVSKIS, Vjaceslavs (Mr.)	Member of Parliament (I)
TEIRUMNIEKS, Edmunds (Mr.)	Member of Parliament (NA) Social and Employment Matters Committee Secretary of the Sustainable Development Committee
PAURA, Sandra (Ms.)	Head of the Interparliamentary Relations Bureau,
Secretary of the Group	Parliament
KLISANS, Maris (Mr.)	
Ambassador	

(ZZS: Union of Farmers and Greens / Union des Verts et des paysans)
(NA : National Alliance / Alliance nationale)
(I : Independent)

LEBANON – LIBAN

FERZLI, Elie (Mr.) Leader of the delegation	Deputy Speaker of the National Assembly

LIECHTENSTEIN

FRICK, Albert (Mr.) President of the Group, Leader of the delegation	Speaker of the Diet (FBP)
BÜHLER-NIGSCH, Dagmar (Ms.)	Member of the Diet (VU)
WACHTER, Gabriele (Ms.) Secretary of the Group	Secretary, Diet

(FBP : Progressive Peoples Party / Parti des citoyens progressistes)
(VU : Patriotic Union / Union patriotique)

LITHUANIA – LITUANIE

BUROKIENE, Guoda (Ms./Mme) Leader of the Delegation	Member of Parliament (LVZS) Chair of the Committee on State Administration and Local Authorities
PINSKUS, Jonas (Mr.)	Member of Parliament (LRP)
SKIRMANTIENÉ, Asta (Ms.) Secretary to the delegation	

(LVZS : Lithuanian Peasant and Green Union / Union populaire des paysans de Lituanie)
(LRP: Lithuanian Regions Party)

LUXEMBOURG

MUTSCH, Lydia (Mme.) Chef de la délégation	Membre de la Chambre des députés (LSAP)
TENNINA, Tania (Mme.) Secrétaire du Groupe	

(LSAP: Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei)

MADAGASCAR

RAKOTOMALALA, Miarintsoa Andriantsitonta (M.) Chef de la délégation Forum des jeunes parlementaires	Membre de l'Assemblée nationale Président du Réseau des jeunes parlementaires de Madagascar
RAZARINDRIATSARA, Johnson (M.)	Membre du Parlement
MAMIHAJA, Charlot (M.)	Mambre du Parlement
RAKOTOARISOA, Nirina Fenohery Johnny (M.)	Membre du Parlement
RANDRIAMAHAFANJARY, Calvin (M.) Secrétaire du Groupe, Membre de l'ASGP	Secrétaire de l'Assemblée nationale

(TGV: Tanora MalaGasy Vonona)

MALAWI

MLOMBWA, Claude Clement (Mr.) Leader of the delegation	Member of the National Assembly (MCP)
JOLOBALA, Esther (Ms.)	Member of the National Assembly (UDF)
KANDODO, Kenny (Mr.)	Member of the National Assembly (MCP)
KAPICHILA MUSSA, Misolo (Mr.)	Member of the National Assembly (UDF)
MUSOWA, Victor (Mr.)	Member of the National Assembly (DPP)
KALEMBA, Fiona (Ms.) Member of the ASGP	Clerk, National Assembly
MWENYEHELI, Jeffrey (Mr.) Secretary to the delegation	Deputy Clerk of Parliament, National Assembly
CHIKANDIRA, Nancy (Ms.)	Adviser

(MCP :Malawi Congress Party / Parti du Congrès du Malawi)
(UDF : United Democratic Front / Front démocratique unifié)
(DPP : Democratic Progressive Party / Parti démocratique progressiste)

MALDIVES

ABDULLA, Eva (Ms.) Leader of the delegation	Deputy Speaker of the People's Majlis (MDP)
HUSSAIN, Ali (Mr.)	Member of the People's Majlis (JP)
MUGHNEE, Abdul (Mr.)	Member of the People's Majlis (MDP)
THARIQ, Ahmed (Mr.)	Member of the People's Majlis (PPM)
WAHEED, Mariyam (Ms.) Secretary to the delegation	

(MDP :Maldivian Democratic Party / Parti démocratique des Maldives)
(JP: Jumhooree Party / Parti Jumhooree)
(PNC: People's National Congress / Congrès national populaire)
(PP: Progressive Party of Maldives / Parti progressiste des Maldives)

MALTA – MALTE

FARRUGIA, Angelo (Mr.) Leader of the delegation	Speaker of the House of Representatives
GALEA, Mario (Mr.)	Member of the House of Representatives (PN)
MIZZI, Joseph (Mr.)	Member of the House of Representatives (PL)
VELLA, Andre (Mr.) Secretary of the Group	Manager II (Research), House of Representatives

(PN : Partit Nazzjonalista)
(PL : Partit Laburista)

MEXICO – Mexique

CARVAJAL IZUNZA, Sofía (Ms.)	Member of the Chamber of Deputies (PRI)
NÚÑEZ CERÓN, Saraí (Ms.) Advisory Group on Health	Member of the Chamber of Deputies (PAN)
LÓPEZ CASTRO, Cynthia Iliana (Ms.)	Member of the Chamber of Deputies (PRI)
HERRERA, Mauricio Jesús (Mr.)	Adviser

(PRI : Institutional Revolutionary Party / Parti révolutionnaire institutionnel)
(PAN : National Action Party / Parti de l'Action nationale)
(Morena : National Regeneration Movement / Mouvement de la régénération nationale)

MONACO

NOTARI, Fabrice (M.) Chef de la délégation Président du Groupe Commission permanente du développement durable	Membre du Conseil national (PM) Président de la Commission pour le suivi de la négociation avec l'Union Européenne
GRISOUL, Marine (Mme.)	Membre du Conseil national (PM)

(PM: Primo! Monaco as Priority / Primo! Priorité Monaco)
(HM: Monaco Horizon / Horizon Monaco)

MONGOLIA – MONGOLIE

SANDAG, Byambatsogt (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Ulsiin Ih Hural (State Great Hural)
NYAM-OSOR, Uchral (Mr.) Bureau, Standing Committee on UN Affairs	Member of the Ulsiin Ih Hural (State Great Hural)
JAMIYANKHORLOO, Sukhbaatar (Mr.)	Member of the Ulsiin Ih Hural (State Great Hural)
TSERENPIL, Davaasuren (Mr.)	Member of the Ulsiin Ih Hural (State Great Hural)
LUVSANDORJ, Ulziisaikhan (Ms.) Member of the ASGP	Secretary General of the Ulsiin Ih Hural (State Great Hural)
MARUUSH, Batbold (Mr.)	Secretary
ERDENE-OCHIR, Anujin (Ms.)	Secretary

MONTENEGRO

BOGAVAC, Jovanka (Ms.) Leader of the delegation	Member of Parliament (PZP)
SEPANOVIC, Marta (Ms.)	Member of Parliament (DPS)
SEHOVIC, Damir (Mr.)	Member of Parliament (SD)
VUJOVIC, Tamara (Ms.)	Member of Parliament (Dem)
GRDINIĆ, Lidija (Ms.) Member of the ASGP	Deputy Secretary General
VUKOVIC SEKULOVIC, Milena (Ms.) Member of the ASGP	Deputy Secretary General
CABARKAPA, Vanja (Ms.) Deputy Secretary to the delegation	
MIHAJLOVIĆ, Milena (Ms.)	Adviser
ROSANDIĆ, Tijana (Ms.)	Adviser

(PZP: Movement for Change)
(DPS: Democratic Party of Socialists)
(SD: Social Democrats of Montenegro)
(Dem: Democrats of Montenegro)

MOROCCO – MAROC

TALBI EL ALAMI, Rachid (M.) Président du Groupe, Chef de la délégation	Président de la Chambre des Représentants (RNI)
MIYARA, Enaam (M.) Président du Groupe, Chef de la délégation	Président de la Chambre des Conseillers (PI)
BENMASSOUD, Mohamed Salem (M.)	Membre de la Chambre des Conseillers (PI)
SLASSI, Khaddouj (Mme.)	Membre de la Chambre des Représentants (USFP)
TOUIZI, Ahmed (M.)	Membre de la Chambre des Conseillers (PAM)
EL KHADI, Najib (M.) Vice-Président de l'ASGP	Secrétaire général, Chambre des Représentants
SATRAOUY, Said (M.) Secrétaire administratif du Groupe	Chef de la Division des relations multilatérales, Chambre des Représentants
DRIOUCHE, Abdelwahad (M.) Secrétaire de la délégation	Conseiller général chargé de la diplomatie parlementaire, Chambre des Conseillers
GHAZI, Saad (M.)	Directeur, Chambre des Conseillers
CHAQRI, Ahmed (M.)	Chef de Cabinet du Président de la Chambre des Représentants
LAHNINI, Zakaria (M.)	Chef du Cabinet du Président de la Chambre des Conseillers

(RNI : Rassemblement national des indépendants)
(PI : Istiqlal Party / Parti Istiqlal)
(USFP : Socialist Union of Popular Forces / Union socialiste des forces populaires)
(PAM : Authenticity and Modernity Party / Parti Authenticité et Modernité)

MOZAMBIQUE

MULEMBWE, Eduardo (Mr.) President of the Group, Leader of the delegation	Member of the Assembly of the Republic (FRELIMO)
MALEMA, Lucinda Bela (Ms.)	Member of the Assembly of the Republic (FRELIMO Vice Chairman of the Social Affairs Committee)
MUSSAGY, Gania (Ms.)	Member of the Assembly of the Republic (RENAMO)
MANJATE, Narcisio (Mr.) Secretary of the Group, Member of the ASGP	
BONIFACIO, Cesar Joao (Mr.) Secretary of the Group, Member of the ASGP	Director of Committee's Supporting Division, Assembly of the Republic
CHAPO, João (Mr.)	Adviser
MADROBA, José (Mr.)	Adviser
VELHO, Victor (Mr.) Diplomatic corps	

(FRELIMO : Mozambique Liberation Front / Front de libération du Mozambique)
(RENAMO : Mozambican National Resistance / Résistance nationale du Mozambique)

NAMIBIA – NAMIBIE

KATJAVIVI, Peter (Mr.) Leader of the delegation President of the Group Bureau, Standing Committee on UN Affairs	Speaker of the National Assembly Chairperson of the IPU; Standing Committee on Standing Rules and Orders and Internal Arrangements; Standing Committee on Privileges (SWAPO)
KAUMA, Victoria Mbawo (Ms.)	Vice-Chairperson of the National Council (SWAPO)
DIENDA, Elma Jane (Ms.)	Member of Parliament (PDM)
MASUA, Patience Tisha (Ms.)	Member of Parliament (SWAPO)
JANE, Efraim Gwai (Mr.) Member of the ASGP	Deputy Secretary, National Council
KANDETU, Lydia (Ms.) Secretary, Member of the ASGP	Secretary, National Assembly
UIRAB, Simon Johannes (Mr.)	Director, Office of the Speaker
SHALI, Auguste Tegelela (Ms.)	Parliamentary Clerk, National Council
NGHILEENDELE, Ndaningaweni Protasius (Mr.) Secretary of the Group	Deputy Director, National Assembly

(SWAPO: South West Africa People's Organization / Organisation du peuple du Sud-Ouest africain)
(PDM :Popular Democratic Movement / Mouvement démocratique populaire)

NEPAL

SAPKOTA, Rt.Hon Agni Prasad (Mr.) Leader of the delegation	Speaker of the House of Representatives
BANTAWA Rai, Agam Prasad (Mr.)	Member of the National Assembly
CHAUDHARY, Laxmi Kumari (Ms.)	Member of the House of Representatives
GURUNG, Dev Prasad (Mr.)	Member of the House of Representatives
KUMARI, Pramila (Ms.)	Member of the National Assembly
GAUTAM, Bharat Raj (Mr.) Member of the ASGP	General Secretary of the Federal Parliament
SEDHAI, Suresh Raj (Mr.)	Adviser
YOGI, Gopal Nath (Mr.) Secretary to the delegation	Secretary, House of Representatives
KHATRI K.C., Arjun (Mr.)	Adviser
ADHIKARI, Arjun (Mr.) Ambassador	

NETHERLANDS – PAYS-BAS

ATSMA, Joop (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Senate (CDA)
GERKENS, Arda (Ms.) Rapporteur to the Standing Committee on Democracy and Human Rights	First Deputy Speaker of the Senate (PS)
GEERDINK, Paulien (Ms.) Working Group on Science and Technology	Member of the Senate (VVD)
RAVEN, Ton (Mr.)	Member of the Senate (OSF)
MULDER, Agnes (Ms.) Bureau, Standing Committee on Sustainable Development Forum of Women Parliamentarians	Member of the House of Representatives (CDA)
ALSHARIFI, Farah (Ms.)	House of Representatives
REINDERS, Reinder (Mr.)	House of Representatives

(CDA : Christian Democratic Appeal / Appel chrétien-démocrate)
(PS : Socialist Party / Parti socialiste)
(VVD: People's Party for Freedom and Democracy / Parti populaire pour la liberté et la démocratie)
(OSF: Independent Senate Faction)

NIGER

KARIDIO, MAHAMADOU (M.) Chef de la délégation	Membre de l'Assemblée nationale (PNDS)
ABDALLAH, Mahamadou (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (MPR Jamhouria)
DOGARI MOUMOUNI, Oumarou (Mr.)	Membre de l'Assemblée nationale (FA-Lumana))
HABIBOU, Aminatou (Mme.)	Membre de l'Assemblée nationale (PNDS)
MADOUGOU, Ousseyna (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (Fallala)

MAHAMADOU, Abdallah (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (MPR Jamhouria)
OUSMANE, Moussa (M.)	Membre de l'Assemblée nationale
TOUDJANI IDRISSA, Abdoulaye (M.)	Conseiller

(PNDS : Niger Party for Democracy and Socialism / Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme)
(FA-Lumana : MODEN/FA-Lumana – Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine)
(MPR Jamhouria : Patriotic Movement for the Republic / Mouvement patriotique pour la République)
(Fallala : Parti Fallala pour la République)

NIGERIA

ABDULLAHI, Kabir Barkiya (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Senate (APC)
GALADIMA, Zakariyau M. (Mr.)	Member of the House of Representatives (APC)
FULATA, Abubakar Hassan (Mr.)	Member of the House of Representatives (APC) Chairman of the Rules and Businesses Committee
WAZIRI ABBA IBRAHIM, Khadijat (Ms.)	Member of the House of Representatives (APC)
TUKURA, Kabir Ibrahim (Mr.)	Member of the House of Representatives (APC)
ESEKE, Augustine (Mr.)	Secretary, Senate

(APC: All Progressive Congress / Congrès progressiste)

NORTH MACEDONIA – MACEDOINE DU NORD

XHAFERI, Talat (Mr.) President of the Group, Leader of the delegation	Speaker of the Assembly of the Republic (DUI)
VELKOVSKI, Dime (Mr.)	Member of the Assembly of the Republic (SDSM)
MICEVSKI, Nikola (Mr.)	Member of the Assembly of the Republic (VRMO-DPME)
PANOVA, Eli (Ms.)	Member of the Assembly of the Republic (VRMO-DPME)
ADEMI, Arber (Mr.)	Member of the Assembly of the Republic (DUI)
REXHEPI, Skender (Mr.)	Member of the Assembly of the Republic (A)
OGNENOVSKA, Biljana (Ms.) Co-Secretary to the Delegation	Head of Division, Assembly of the Republic
SELMANI, Ilir (Mr.)	Head of the Cabinet of the President of the Assembly
BAJRAMI, Vjollca (Ms.)	Deputy Head of the Cabinet of the President, Assembly of the Republic
PANKOVSKA, Bojana (Ms.)	Protocol Officer of the President of the Assembly

(DUI : Democratic Union for Integration / Union démocratique pour l'intégration)
(SDSM: Social Democratic Union of Macedonia / Union social-démocrate de Macédoine)
(VMRO-DPME : VMRO-Democratic Party for Macedonian National Unity / VMRO-Parti démocratique pour l'unité nationale de Macédoine)
(A: Alternative)

NORWAY – NORVEGE

MØRLAND, Tellef Inge (Mr.) President of the Group, Leader of the delegation	Member of Parliament
ALMELAND, Grunde (Mr.)	Member of Parliament (Lib)
ERIKSEN, Even (Mr.)	Member of Parliament (L)
FOSS, Ingunn (Ms.)	Member of Parliament (C)
HJEMDAL, Silje (Ms.)	Member of Parliament (P)
MYKJÅLAND, Gro Anita (Ms.)	Member of Parliament (CP)
FRASER, Thomas (Mr.)	Senior Adviser
Secretary to the delegation STOCK, Lisbeth (Ms.)	Adviser

(L : Labour Party / Parti du travail)
(C : Conservative Party / Parti Conservateur)
(Lib : Liberal Party / Parti libéral)
(P : Progress Party / Parti du progrès)
(CP : Centre Party / Parti du centre)

OMAN

AL MAWAALI, Khalid Hilal (Mr.) Leader of the delegation	Chairman of the Shura Council
AL AWADI, Maryam (Ms.)	Member of the Shura Council
AL FANAH, Jihad (Mr.)	Member of the Shura Council
AL HOSANI, Khalil (Mr.)	Member of the Shura Council
AL-MAKHMARI, Ali (Mr.)	Member of the Shura Council
AL-RUSHIDI, Faisal (Mr.)	Member of the Shura Council
AL HAMDI, Nahlah (Ms.)	Member of the Shura Council
AL SAADI, Khalid (Mr.)	Secretary General, State Council
AL NADABI, Ahmed (Mr.)	Secretary General, Shura Council
AL OWSI, Aiman (Mr.) Secretary of the Group	
AL HABSI, Abdullah (Mr.)	Director
AL RAISI, Kifaya (Ms.) Ambassador	

PAKISTAN

QAISER, Asad (Mr.) President of the Group, Leader of the Delegation	Speaker of the National Assembly Président de l'Assemblée nationale (PTI)
AYUB, Muhammad (Mr.)	Member of the Senate
CHAUDHARY, Ejaz Ahmad (Mr.)	Member of the Senate
IQBAL, Rai Muhammad Murtaza (Mr.)	Member of the National Assembly
KHAN, Haider Ali (Mr.)	Member of the National Assembly (PTI)
KHAR, Hina Rabbani (Ms.)	Member of the National Assembly
MARRI, Shazia Jannat (Ms.) High-Level Advisory Group on Countering Terrorism and Violent Extremism	Member of the National Assembly (PPPP)
NAEK, Farooq (Mr.) Bureau, Standing Committee on UN Affairs	Member of the Senate (PPPP)
PASHA, Aisha Ghaus (Ms.)	Member of the National Assembly
REHMAN, Sherry (Ms.) Bureau, Standing Committee on Sustainable Development	Member of the Senate
SHAD, Abdul Shakoor (Mr.)	Member of the National Assembly
HUSSAIN, Tahir (Mr.) Secretary of the Group, Member of the ASGP	Secretary, National Assembly
CHAUDHRY, Waseem Iqbal (Mr.) Advisor to the delegation	Director General (International Relations)
ALI, Muhammad (Mr.)	Assistant Director, International Relations
HASHMI, Syed Shamoon (Mr.)	Additional Secretary (Special Initiatives)
HAIDER, Syed (Mr.) Member of the ASGP	Secretary
SHAHWANI, Yawer Kadir (Mr.)	Adviser

(PTI: Pakistan Tehreek-e-Insaaf / Pakistan Tehreek-e-Insaf)
(PPPP : Pakistan Peoples Party Parliamentarians / Parlementaires du Parti du peuple pakistanais)

PALESTINE

ALAHMAD, Azzam (Mr.) Leader of the delegation President of the Group Committee on Middle East Questions	Member of the Palestinian National Council Member Political Affairs Committee (F)
ALWAZIR, Intisar (Ms.)	Member of the Palestinian National Council Member Committee on Social Affairs (F)
QASEM, Belal (Mr.)	Member of the Palestinian National Council Member Social Affairs Committee (PLF)
HAMAYEL, Omar (Mr.)	Member of the Palestinian National Council Member Committee on Economic Affairs (F)
QASEM, Mohammad (Mr.)	Member of the Palestinian National Council
KHRISHI, Ibrahim (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General, Palestinian National Council
SULAIMAN, Bashar (Mr.) Secretary of the Group	Director General of Inter-Parliamentary Relations, Palestinian National Council

(F : Fatah)
(PLF : Palestine Libération Front / Front de libération de la Palestine)

PANAMA

GONZÁLEZ, Alina (Ms.) Leader of the delegation	Member of the National Assembly (PRD)
CANO, Corina (Ms.)	Member of the National Assembly (MOLIRENA)
AGUILA, Nancy (Ms.) Secretary to the delegation	Director, International Relations
SELLERS, Allen (Mr.) Chargé d'affaires	

(PRD : Democratic Revolutionary Party / Parti révolutionnaire démocratique)
(MOLIRENA : Nationalist Republican Liberal Movement / Mouvement libéral républicain et nationaliste)

PARAGUAY

LLANO, Blas (Mr.) Leader of the delegation	Member of the Senate
KEMPER, Patrick (Mr.) Forum of Young Parliamentarians	Member of the Senate
SALDIVAR ROMERO, Maria Soledad (Ms.) Diplomatic corps	

PERU – PEROU

ALVA PRIETO, María del Carmen (Ms.) President of the Group, Leader of the delegation	Speaker of the Congress of the Republic (AP)
BUSTAMANTE DONAYRE, Ernesto (Mr.)	Member of the Congress of the Republic (FP)
BARBARÁN REYES, Rosangella Andrea (Ms.)	Member of the Congress of the Republic (FP)
SOTO PALACIOS, Wilson (Mr.)	Member of the Congress of the Republic (AP)
PÉREZ DEL SOLAR, Eduardo (Mr.)	Diplomatic Corps

(AP: Acción Popular)
(FP: Fuerza popular)

PHILIPPINES

CAYETANO, Pia (Ms.) Leader of the delegation	Member of the Senate (NP)
MENDOZA, Mark Llandro (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General of the House of Representatives
DE GUZMAN JR., Antonio (Mr.) Secretary of the Group	Director General, Office of International Relations and Protocol, Senate
IÑIGO, Rose Virginie (Ms.)	Director II, House of Representatives
REGINALDO, Maria Elizabeth Cheryl (Ms.)	Chief Political Affairs Officer, Office of Senator Pia Cayetano
MENDOZA, Ronyll (Mr.) Secretary to the delegation	Legislative Staff Officer
LHUILLIER, Philippe Jones (Mr.) Ambassador	

(NP: Nacionalista Party / Parti nationaliste)

POLAND – POLOGNE

BARTUŚ, Barbara (Ms.) Leader of the delegation	Member of the Sejm (PiS)
MORAWSKA-STANECKA, Gabriela (Ms.)	Vice-President of the Senate (S)
GOŁOJUCH, Kaziemierz (Mr.)	Member of the Sejm (PiS)
ZWIEFKA, Tadeusz (Mr.)	Member of the Sejm (CC)
KACZMARSKA, Agnieszka (Ms.) Member of the ASGP	Secretary General, Sejm
NIEMCZEWSKI, Adam (Mr.)	Secretary General of the Senate
KARWOWSKA-SOKOLOWSKA, Agata (Ms.) Member of the ASGP	Director of the Analysis and Documentation Office, Senate
GRUBA, Wojciech (Mr.) Secretary of the Group	Sejm
WÓJCIK, Agata (Ms.)	Expert, Chancelery of the Senate

SKORUPA-WULCZYŃSKA, Aneta (Ms.)	Adviser
WĘGRZYNOWSKA, Karina (Ms.)	
Diplomatic corps	

(PiS : Law and Justice / Droit et justice)
(S: Spring)
(CC: Civic Coalition / Coalition civique)

PORTUGAL

MARTINS, Hortense (Ms.)	Member of the Assembly of the Republic (PS)
Leader of the delegation	Economy Committee
Committee on Middle East Questions	
PEREIRA, Carlos (Mr.)	Member of the Assembly of the Republic (PS)
URBANO DE SOUSA, Constança (Ms.)	Member of the Assembly of the Republic (PS)
Committee on the Human Rights of Parliamentarians	
CARNEIRO, Hugo (Mr.)	Member of the Assembly of the Republic (PS)
LACÃO, Jorge (Mr.)	Deputy Speaker of the Assembly of the Republic (PS)
	Constitutional Affairs Committee
SANTOS, Suzana (Ms.)	Adviser of the International Relations and Cooperation
Secretary of the Group	Division Department, Assembly of the Republic

(SDP : Social Democratic Party / Parti social-démocrate)
(PS : Socialist Party / Parti socialiste)

QATAR

AL-GHANIM, Hassan Abdulla (Mr.)	Speaker of the Shura Council
Leader of the delegation	
AL-MARRI, Ali Fetais (Mr.)	Member of the Shura Council
AL-AHBABI, Mohammed Bin Mahdi (Mr.)	Member of the Shura Council
Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	
AL-HITMI, Ahmad Hitmi (Mr.)	Member of the Shura Council
AL-JUFAIRI, Shaikha Yousouf (Ms.)	Member of the Shura Council
AL-MANNAI, Mohammed Omar (Mr.)	Member of the Shura Council
AL-FADALA, Ahmad Nasser (Mr.)	Secretary General
Member of the ASGP	
BOUCHKOUJ, Noureddine (Mr.)	Legal Expert, Shura Council
AL-HASSAN, Mohammed (Mr.)	International Affairs Researcher, Shura Council
AL-HAMAR, Abdullah (Mr.)	
Ambassador	

REPUBLIC OF KOREA – REPUBLIQUE DE COREE

PARK, Byeong-seug (Mr.)	Speaker of the National Assembly
Leader of the Delegation	
CHO, Taeyong (Mr.)	Member of the National Assembly
JUN, Hyesook (Ms.)	Member of the National Assembly
KANG, Sunwoo (Ms.)	Member of the National Assembly
KIM, Hoi Jae (Mr.)	Member of the National Assembly
KIM, Honggul (Mr.)	Member of the National Assembly
KWAK, Hyunjun (Ms.)	Director General
PARK, Seohnyeon	Protocol Officer
Secretary of the delegation	
KIM, Yun Choong (Mr.)	Protocol Officer
KO, Yun Hee (Mr.)	Adviser
CHO, Koo Rae (Mr.)	Adviser
SAHNGHOON, Bahk (Mr.)	
Ambassador	

ROMANIA – ROUMANIE

STAN, Ioan (Mr.)	Member of the Senate (SDP)
Leader of the delegation	
DINICĂ, Silvia-Monica (Ms.)	Member of the Senate (SRUPLUS)
Working Group on Science and Technology	Chair, Committee for Economic Affairs, Industries and Services
	Committee for Information Technologies and Communications

FLOREA, Daniel (Mr.)	Member of the Chamber of Deputies (SDP)
FULGEANU-MOAGHER, Laura-Mihaela (Ms.)	Member of the Senate (SDP)
DINU, Cristina-Elena (Ms.)	Member of the Chamber of Deputies (SDP) Committee for Human Rights, Cults and National Minorities Issues Committee for Health and Family
DUMITRESCU, Cristina (Ms.) Secretary of the Group	Director, External Multilateral Relations Directorate, Senate
POTERAȘU, Teodora (Ms.) Secretary of the Group	Parliamentary Adviser, General Directorate for Foreign Affairs, Chamber of Deputies
IONESCU, Cristina (Ms.)	Director of Cabinet of the Secretary General
TEODOREL, Luminița (Ms.) Secretary of the delegation	Parliamentary Adviser, Secretariat of the Romanian IPU Group, Senate
VLAD, Florin Diplomatic corps	

(SDP : Social Democratic Party / Parti social-démocrate)
(SRUPLUS : Save Romania Union PLUS / Union Sauvez la Roumanie)
(NLP: National Liberal Party / Parti libéral national)

RUSSIAN FEDERATION – FEDERATION DE RUSSIE

KOSACHEV, Konstantin (Mr.) Leader of the delegation High-Level Advisory Group on Countering Terrorism and Violent Extremism	Deputy Speaker of the Council of the Federation
KARELOVA, Galina (Ms.)	Deputy Speaker of the Council of the Federation
TOLSTOY, Petr (Mr.) Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Deputy Speaker of the State Duma (UR)
GAVRILOV, Sergei (Mr.) Bureau, Standing Committee on UN Affairs	Member of the State Duma (CP) Chairman of the Committee on Development of Civil Society
GUMEROVA, Liliia (Ms.) Working Group on Science and Technology Bureau of Women Parliamentarians	Member of the Council of the Federation
VTORYGINA, Elena (Ms.) Bureau of Women Parliamentarian Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law	Member of the State Duma (UR) Deputy Chairperson of the Committee on Family, Women and Children Affairs
AFANASIEVA, Elena (Ms.) Bureau of Women Parliamentarians	Member of the Council of the Federation
SLUTSKIY, Leonid (Mr.)	Member of the State Duma (LDP) Chairman of the Committee on International Affairs
KLIMOV, Andrei (Mr.)	Member of the Council of the Federation
SHMACHKOVA, Olga (Ms.) Secretary to the delegation	Adviser, International Relations Department, Council of the Federation
SHCHERBATKINA, Mariia (Ms.)	Head of the Secretariat of the Deputy Speaker
KHODYREV, Oleg (Mr.)	Deputy Head of the Secretariat of the Deputy Speaker
ZHOLOBOVA, Maria (Ms.) Secretary of the Group	Senior Counsellor International Relations Department, Council of the Federation
KORCHAGIN, Yuri (Mr.) Ambassador	

(UR : United Russia / Russie unifiée)
(CP: Communist Party / Parti communiste)
(LDP: Liberal Democratic Party / Parti libéral-démocrate)

RWANDA

NYIRASAFARI, Esperance (Ms.) Leader of the delegation	Vice-President of the Senate (RPF)
DUSHIMIMANA, Lambert (Mr.)	Member of the Senate (RPF)
MUZANA, Alice (Ms.) Working Group on Science and Technology	Member of the Chamber of Deputies (PSD)
TURIKUMANA, Emmanuel (Mr.) Member of the ASGP	Deputy Secretary General

(RPF : Rwanda Patriotic Front / Front patriotique rwandais)
(PSD: Social Democratic Party / Parti social-démocrate)

SAN MARINO – SAINT-MARIN

ANDRUCCIOLI, Carlotta (Ms.)	Member of the Great and General Council (DML)
BUGLI, Lorenzo (Mr.)	Member of the Great and General Council (PDCS)
ROSSI, Matteo (Mr.)	Member of the Great and General Council (NPR)

(DML: Domani – Motus Liberi)
(PDCS: Christian Democratic Party of San Marino / Parti chrétien-démocrate saint-marinais)
(MIS Independent Group)
(NPR : Noi per la Repubblica)

SAO TOME AND PRINCIPE – SAO TOME-ET-PRINCIPE

DAS NEVES, Delfin (Mr.)	Speaker of the National Assembly
D'ALVA, Filomena (Ms.)	Member of the National Assembly (MLSTP-PSD)
COTÚ, Danilson (Mr.)	Member of the National Assembly (PDC/MDFM/UDD)
BARROS, António (Mr.)	Member of the National Assembly (MLSTP-PSD)
De CARVALHO, Paulo Jorge (Mr.)	Member of the National Assembly (ADI)
FERREIRA, Samora (Mr.)	Secretary General, National Assembly
Member of the ASGP	
MOTA, Darine (Ms.)	Adviser

(MLSTP-PSD : Sao Tome and Principe Liberation Movement / Mouvement de libération de Sao Tomé-et-Principe)
(PDC/MDFM/UDD : Democratic Convergence Party / Force for Democratic Change Movement – Union of Democrats for Citizenship and Development / Parti de la convergence démocratique / Mouvement pour les forces de changement démocratique – Union des démocrates pour la citoyenneté et le développement)
(ADI: Acção Democrática Independente)

SAUDI ARABIA – ARABIE SAOUDITE

ALSHEIKH, Abdullah (Mr.)	Speaker of the Consultative Council
Leader of the delegation	
ALSULAMI, Meshal (Mr.)	Deputy Speaker of the Consultative Council
ALHELAISSI, Hoda (Ms.)	Member of the Consultative Council
Advisory Group on Health	
ALBAWARDI, Khalid (Mr.)	Member of the Consultative Council
BINZAGR, Ghazi (Mr.)	Member of the Consultative Council
ALSENAN, Maha (Ms.)	Member of the Consultative Council
ALMETAIRI, Mohammed (Mr.)	Secretary General, Consultative Council
Member of the ASGP	
ALQAHTANI, Faris (Mr.)	Researcher
ALMANSOUR, Khalid (Mr.)	Consultative Council
Adviser	
ALTURKI, Khalid (Mr.)	Director of Ceremonies to the President
ALGAIN, Azzam A.A.(Mr.)	
Ambassador	

SENEGAL

CISSE, Date Niass (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (APR)
Chef de la délégation	
MERGANE KANOUTÉ, Adji Diarra (Mme.)	Vice-Présidente de l'Assemblée nationale (BBY)
Vice-Présidente du Comité exécutif	
Sous-Comité des finances	
KANE, Mor (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (PDS)
SOW, Yoro (M.)	Membre de l'Assemblée nationale (APR)
SALL, Fanta (Mme.)	Membre de l'Assemblée nationale (APR)

(APR : Alliance for the Republic / Alliance pour la République)
(BBY : Benno Bokk Yaakaar)
(PDS : Senegal Democratic Party / Parti démocratique sénégalais)

SERBIA – SERBIE

DACIC, Ivica (Mr.) President of the Group, Leader of the delegation	Speaker of the National Assembly (SPS)
GRUJIC, Mladen (Mr.) Member of the Executive Committee	Member of the National Assembly (SNS) European Integration Committee Foreign Affairs Committee
MIJATOVIC, Milorad (Mr.) Group of Facilitators for Cyprus	Member of the National Assembly (SDPS) Foreign Affairs Committee Security Services Control Committee Committee on Finance, State Budget and Control of Public Spending
MIJATOVIC, Jelena (Ms.)	Member of the National Assembly (SNS) Committee on the Economy, Regional Development, Trade, Tourism and Energy Committee on Kosovo-Metohija Committee on the Rights of the Child
POPOVIC, Ivana (Ms.)	Member of the National Assembly (SNS)
OGNJANOVIC, Olivera (Ms.)	Member of the National Assembly (SNS)
DJURASINOVIC RADOJEVIC, Dragana (Ms.) Secretary of the Group	
ILIC, Ana (Ms.)	Adviser to the Speaker of the National Assembly
JAKSIC, Olivera (Ms.)	Adviser
LALIC, Katarina (Ms.) Ambassador	

(SPS: Socialist Party of Serbia / Parti socialiste serbe)
(SNS: Serbian Progressive Party “For our children” / Parti progressiste serbe “Pour nos enfants”)
(SDPS: Social Democratic Party of Serbia / Parti social-démocrate serbe)
(PUPS: Party of United Pensioners of Serbia / Parti des retraités unis de Serbie)

SEYCHELLES

WILLIAM, Waven (Mr.) Bureau, Standing Committee on Sustainable Development	Member of the National Assembly (LDS)

(LDS : Seychelles Democratic Alliance / Union démocratique seychelloise)

SIERRA LEONE

BUNDU, Abass Chernor (Mr.) Leader of the delegation	Speaker of Parliament (SLPP)
GEORGE, Edward (Mr.)	Member of Parliament (SLPP) President of the Young Legislators Network
LANSANA-MINAH, Matilda Yayu (Ms.)	Member of Parliament
NYUMA, Mathew Sahr (Mr.)	Member of Parliament, Leader of Government Business (SLPP)
TONGI, Emilia Lolloh (Ms.)	Member of Parliament (I) Committee on Transparency Committee on IPU Committee on Public Accounts Committee on Labor
SESAY, Hassan Abdoul (Mr.)	Member of Parliament (APC)
TARAWALLY, Paran Umar (Mr.) Member of the ASGP	Clerk of Parliament
KOROMA, Mary (Ms.) Secretary of the delegation	Clerk of the IPU Committee
VANDY, Hawa (Ms.)	Adviser
SAMBA, Agustine (Mr.)	Public Relations Officer
MUSTAPHA, Khallow Suraya (Ms.) Diplomatic corps	

(SLPP : Sierra Leone Peoples Party / Parti populaire de la Sierra Leone)
(I : Independent / Indépendant)
(APC : All People’s Congress / Congrès du peuple réuni)

SLOVENIA – SLOVENIE

RAJIĆ, Branislav (Mr.) Leader of the delegation	Member of the National Assembly (Unaffiliated)
LINDIČ, Lea (Ms.)	Adviser

SOUTH AFRICA – AFRIQUE DU SUD

MAPISA-NQAKULA, Nosiviwe (Ms.) Leader of the delegation	Speaker of the National Assembly (ANC)
LUCAS, Sylvia (Ms.)	Deputy Speaker of the National Assembly (ANC)
NTOMBELA, Madala Louis (Mr.)	Member of the National Assembly (ANC)
LOTRIET, Annelie (Ms.)	Member of the National Assembly (DA)
SHIVAMBU, Nyiko Floyd (Mr.)	Member of the National Assembly (EFF)
NEMADZINGA-TSHABALALA, Judith (Ms.)	Member of the National Assembly (ANC)
TYAWA, Penelope Nolizo (Ms.) Member of the ASGP	Secretary General
NOJOZI, Nogolide (Ms.)	Advise
SITHOLE, Dumisani Job (Mr.)	Adviser
JENKINS, Frank (Mr.)	Adviser
MVULANE, Sebolelo (Ms.)	Adviser
KULA, Zuki (Ms.)	Adviser
TEMBE, Sithembiso (Mr.)	Adviser

(ANC: African National Congress / Congrès national africain)
(DA : Democratic Alliance / Gauche démocratique)
(EFF : Economic Freedom Fighters / Combattants de la liberté économique)

SOUTH SUDAN – SOUDAN DU SUD

NUNU KUMBA, Jemma (Ms.)	Speaker of the Transitional National Legislative Assembly (SPLM)
BARRI WANJI, Eche Likai (Mr.)	Member of the Transitional National Legislative Assembly (SPLM)
ACIEN, Gabriel (Mr.)	Member of the Transitional National Legislative Assembly (SPLM)
WANI, Mary (Ms.)	Member of the Transitional National Legislative Assembly
YOH, John (Mr.)	Member of the Transitional National Legislative Assembly (SPLM)
NGONG, Makuc (Mr.)	Clerk of the Transitional National Legislative Assembly
ROMAI, Anita (Ms.)	Speaker's Protocol Officer
TUU, Janet (Ms.) Member of the ASGP	Secretary

(SPLM : Sudan People's Liberation Movement / Mouvement populaire de libération du Soudan)

SPAIN – Espagne

ECHANIZ, José Ignacio (Mr.) Leader of the delegation President of the Group Vice-President of the Advisory Group on Health Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Member of the Congress of Deputies (PP)
CEPEDA, José (Mr.) Vice-President of the Spanish IPU Group	Member of the Senate (PSOE)
GARCÍA DÍEZ, Joaquín (Mr.)	Member of the Congress of Deputies (PP)
MARTÍNEZ ZARAGOZA, Ana (Ms.)	Member of the Congress of Deputies (PSOE)
SÁNCHEZ del REAL, Victor (Mr.)	Member of the Congress of Deputies (Vox)
ROSIQUE, Marta (Ms.)	Member of the Congress of Deputies (ERC)
GUTIÉRREZ VICEN, Carlos (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General of the Congress of Deputies
CAVERO GÓMEZ, Manuel (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General of the Senate
BOYRA, Helena (Ms.) Secretary of the Group	Adviser, Congress of Deputies
DE PINIÉS, Francisco Javier (Mr.) Secretary to the delegation	Adviser

GOMEZ-BERNARDO, María Teresa (Ms.)	Secretary
GARCÍA DE ENTERRÍA, Andrea (Ms.)	Adviser, Congress of Deputies

(PP: People's Party / Parti populaire)
(UP: Unidas Podemos)
(PSOE: Spanish Socialist Workers' Party / Parti socialiste ouvrier espagnol)
(Vox)
(ERC: Republican Left of Catalonia / Gauche républicaine de Catalogne)

SURINAME

GAJADIEN, Asiskumar (Mr.) Leader of the Delegation Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law	Member of the National Assembly (VHP)
BOUVA, Melvin (Mr.) Working Group on Science and Technology	Member of the National Assembly (NDP)
ETNEL, Patricia (Ms.)	Member of the National Assembly (NPS)
DE WINDT, Ruth (Ms.) Member of the ASGP	Secretary General
JAIRAM, Asna (Ms.)	Advisor International Relations DNA

(VHP : Progressive Reform Party / Parti progressiste et réformiste)
(NDP : National Democratic Party / Parti national démocratique)
(NPS: Nationale Partij Suriname)

SWEDEN – SUEDE

WIDEGREN, Cecilia (Ms.) Leader of the delegation Member of the Executive Committee Chair of the Sub-Committee on Finance	Member of Parliament (M) Committee on Foreign Affairs
LARSSON, Dag (Mr.) Bureau, Standing Committee on Democracy and Human Rights	Member of Parliament (SDP)
LINDH, Eva (Ms.)	Member of Parliament (SDP)
LÖBERG, Petter (Mr.)	Member of Parliament (SDP)
SONDÉN, Björn (Mr.) Acting Secretary to the delegation	International Adviser
HERMANSSON, Ralph (Mr.) Deputy Acting Secretary to the delegation	International Adviser

(M: Moderate Party / Parti modéré)
(SDP: Social Democratic Party / Parti social-démocrate)

SWITZERLAND – SUISSE

LOHR, Christian (M.) Chef de la délégation Président du Groupe	Membre du Conseil national (M/C) Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
JOSITSCH, Daniel (M.) Vice-Président du Groupe	Membre du Conseil des Etats (SP/PS) Vice-Président de la Commission des affaires juridiques Commission de politique extérieure, Commission de la politique de sécurité Commission des institutions politiques
FEHLMANN RIELLE, Laurence (Mme.) Membre du Comité exécutif Bureau des Femmes parlementaires	Membre du Conseil national (SP/PS) Présidente de la Commission des affaires juridiques, Commission de l'immunité
WEHRLI, Laurent (M.) Commission permanente des Affaires des Nations Unies Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient	Membre du Conseil national (FDP/PLR) Commission de politique extérieure Président de la Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
SCHWAB, Philippe (M.) Président de l'ASGP	Secrétaire général de l'Assemblée fédérale
EQUEY, Jérémie (M.) Secrétaire du Groupe et de la délégation	Relations internationales

GNÄGI, Anna Lea (Mme.)	Relations internationales
Secrétaire adjointe du Groupe,	
Secrétariat de la delegation	
MOCK, Hanspeter (M.)	
Ambassadeur	

(M/C : Die Mitte / The Centre / Le Centre)
(SP/PS : Socialist Party / Parti socialiste)
(FDP/PLR : The Liberals / Les Libéraux-Radicaux)

SYRIAN ARAB REPUBLIC – REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

ALAJLANI, Mhd. Akram (Mr.)	Deputy Speaker of the People's Assembly
Leader of the delegation	
ALSALEH, Maysaa (Ms.)	Member of the People's Assembly (BAP)
ABRACH, Mhd. Sulaiman (Mr.)	Member of the People's Assembly (NCP)
AL ALOU, Nedal (Mr.)	Member of the People's Assembly
ARISSIAN, Nora (Ms.)	Member of the People's Assembly
KABTOULEH, Mohamad (Mr.)	Member of the People's Assembly
MEREI, Ahmad (Mr.)	Member of the People's Assembly (BAP)
DIAB, Abdul Azim (Mr.)	Director of P.R., People's Assembly
Secretary of the Group	
ALKASSIR, Samir (Mr.)	
Ambassador	

(BAP: Baath Arab Party / Parti Baath arabe)
(NCP : Parti du Pacte national)

TUNISIA – TUNISIE

MADHIOUB Maher (M.)	Membre de l'Assemblée des Représentants du Peuple
Chef de la délégation	
KHLIFI, Oussama (M.)	Membre de l'Assemblée des Représentants du Peuple
AYADI, Fathi (M.)	Membre de l'Assemblée des Représentants du Peuple
HACHMI, Zied (M.)	Membre de l'Assemblée des Représentants du Peuple

TURKEY – TURQUIE

SENTOP, Mustafa (Mr.)	Speaker of the Grand National Assembly of Turkey
Leader of the delegation	
KAVAKCI KAN, Ravza (Ms.)	Member of the Grand National Assembly of Turkey (AK)
President of the Group	
Committee on Middle East Questions	
EMIR, Murat (Mr.)	Member of the Grand National Assembly of Turkey (CHP)
OZSOY, Hisyar (Mr.)	Member of the Grand National Assembly of Turkey (HDP)
KARAKAYA, Mevlut (Mr.)	Member of the Grand National Assembly of Turkey (MHP)
ANDICAN, A. Ahat (Mr.)	Member of the Grand National Assembly of Turkey (İYI)
YILDIZ, Zeynfp (Ms.)	Member of the Grand National Assembly of Turkey (AK)
ARSLAN, Ednan (Mr.)	Member of the Grand National Assembly of Turkey (CHP)
KUMBUZOGLU, Mehmet Ali (Mr.)	Secretary General, Grand National Assembly of Turkey
Member of the ASGP	
KOCAK, Konur Alp (Mr.)	Deputy Director, Grand National Assembly of Turkey
Member of the ASGP	
HAKI, Enes Malik (Mr.)	Adviser to the Speaker
GUNER, Mumtaz (Mr.)	
Secretary to the delegation	
BULBUL, Kudret (Mr.)	Director
OZDEMIR, Huseyin (Mr.)	Advisor to the Speaker
AKCAPAR, Burak (Mr.)	
Ambassador	

(AK : Justice and Development Party / Parti de la justice et du développement)
(CHP : Republican People's Party / Parti populaire républicain)
(HDP : People's Democratic Party / Parti démocratique populaire)
(MHP : Nationalist Movement Party / Parti d'action nationaliste)
(ÍYI: İyi Parti)

UGANDA – OUGANDA

AMONG, Anita Annet (Ms.) Leader of the delegation President of the Group	Deputy Speaker of Parliament (NRM)
ANYAKUN, Esther (Ms.) Member of the Executive Committee	Member of Parliament
ACORA ODONGA, Nancy (Ms.)	Member of Parliament
KATO, Mohamed (Mr.)	Member of Parliament (NRM)
MUTUMBA, Abdul (Mr.)	Member of Parliament (NRM)
NSANJA, Patrick (Mr.)	Member of Parliament
KAGANZI, Martha (Ms.) Secretary of the Group	Principal Clerk Assistant, Parliament
ARIKO, Herbert (Mr.)	Executive Secretary to the Deputy Speaker
BAMUWAMYE, James (Mr.)	Adviser to the Deputy Speaker
WABWIRE, Paul (Mr.) Member of the ASGP	Deputy Clerk
NUWABINE, Meshach (Mr.)	Senior Research Staff

(NRM : National Resistance Movement / Mouvement de la résistance nationale)
(NUP : National Unity Platform / Plateforme de l'unité nationale)

UKRAINE

RUDENKO, Olga (Ms.) Leader of the delegation Forum of Young Parliamentarians	Member of the Verkhovna Rada of Ukraine (SN) Committee on Foreign Policy and Inter-Parliamentary Cooperation
VASYLENKO, Lesia (Ms.) President of the Bureau of Women Parliamentarians	Member of the Verkhovna Rada of Ukraine (Holos) Budget Committee
SHKRUM, Alona (Ms.) Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Member of the Verkhovna Rada of Ukraine (BP) Chairwoman of the Committee on State Building, Regional Policy and Local Self-Government
ZABRODSKYI, Mykhailo (Mr.)	Member of the Verkhovna Rada of Ukraine (ES)
ZHUPANYN, Andrii (Mr.)	Member of the Verkhovna Rada of Ukraine (SN)
ZHMERYNETSKY, Oleksiy (Mr.)	Member of the Verkhovna Rada of Ukraine (SN)
SHTUCHNYI, Viacheslav (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General
KOZACHENKO, Yevgenii (Mr.)	Chief consultant of the Interparliamentary Department, Secretariat of the Verkhovna Rada of Ukraine
MYKHALIUK, Oksana (Ms.)	Chief consultant of the Inter-Parliamentary Department, Secretariat of the Verkhovna Rada of Ukraine

(SN : Servant of the People / Le Serviteur du peuple)
(Holos : Voice / Voix)
(BP : Batkivschyna Party / Parti Batkivshyna)
(ES : European Solidarity / Solidarité européenne)

UNITED ARAB EMIRATES – EMIRATS ARABES UNIS

ALNUAMI, Ali (Mr.) IPU Vice-President Member of the Executive Committee Sub-Committee on Finance Leader of the delegation	Member of the Federal National Council
AL SUWAIDI, Meera (Ms.) Bureau of Women Parliamentarians	Member of the Federal National Council
FALAKNAZ, Sara (Ms.) Bureau, Standing Committee on Peace and International Security	Member of the Federal National Council
ALMHERI, Marwan (Mr.)	Member of the Federal National Council
ALAQILI, Ahmed (Mr.)	Chief Specialist International Relations, Federal National Council
ALMUHAIRI, Juma (Mr.)	Head of Protocol
ALYAFEI, Mubarak (Mr.)	Protocol
ALMUHAIRI, Ahmed (Mr.)	Protocol

UNITED KINGDOM – ROYAUME-UNI

BALDWIN, Harriett (Ms.) Leader of the delegation	Member of the House of Commons (C)
BRADLEY, Karen (Ms.)	Member of the House of Commons (C)
DAVID, Wayne (Mr.)	Member of the House of Commons (L)
HOOPER, Gloria (Baroness)	Member of the House of Lords (C)
OWATEMI, Taiwo (Ms.)	Member of the House of Commons (L)
SHEEHAN, Shas (Baroness)	Member of the House of Lords
NIMMO, Rick (Mr.)	Director of BGIPU
LIBEROTTI-HARRISON, Gabriella (Ms.)	Head of Multilateral Programme of BGIPU
EDWARDS, Rhiannon (Ms.)	International Project Manager of BGIPU
LAURENCE SMYTH, Liam (Mr.) Representative to the ASGP from the House of Commons	
BURTON, Simon (Mr.) Representative to the ASGP of the House of Lords	
MOELLER, Daniel (Mr.) Assistant to the ASGP Secretariat	
GARVIE-ADAMS. Elektra (Ms.) Secretary of the ASGP	
BIRKETT, James (Mr.) Diplomatic corps	

(C : Conservative / Parti conservateur)
(L : Labour / Parti travailliste)
(Lib Dems : Liberal Democrats / Démocrates libéraux)

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA – REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

NDUGAI, Job Yustino (Mr.) Leader of the Delegation	Speaker of the National Assembly (CCM)
MATIKO, Esther Nicholus (Ms.)	Member of the National Assembly (CHADEMA)
MHAGAMA, Joseph Kizito (Mr.)	Member of the National Assembly (CCM)
KINGU, Elibariki Immanuel (Mr.)	Member of the National Assembly (CCM)
ULENGE, Mwanaisha Ng'azi (Ms.)	Member of the National Assembly (CCM)
RAMADHAN, Ramadhan Suleiman (Mr.)	Member of the National Assembly (CCM)
MWIHAMBI, Nenelwa Joyce (Ms.) Member of the ASGP	Clerk of the National Assembly
CHAMWELA, Joshua Willson (Mr.) Member of the ASGP	Secretary to the Speaker
KIHANGE, Zainab Issa (Ms.) Secretary to the delegation	
MZEE, Mohamedi Mzee (Mr.)	Official to the Speaker
LUPEMBA, Ligwa Masele (Mr.)	Official to the Speaker
CHOHOLO, Lukindo Zuberi (Mr.)	Official to the Speaker
MAKUNGU, Ruth Stanley (Ms.)	Secretary to the Clerk

(CCM: CHAMA CHA MAPINDUZI)
(CHADEMA: CHAMA CHA DEMOKRASIA NA MAENDELEO)

URUGUAY

ARGIMÓN, Beatriz (Ms.) IPU Vice-President Member of the Executive Committee Leader of the delegation President of the Group	Speaker of the General Assembly and the Senate (PN) Vice-President of the Republic
COUTINHO RODRIGUEZ, Germán (Mr.)	Member of the Senate (PC)
GANDINI, Jorge (Mr.) High-level Advisory Group on Countering Terrorism and Violent Extremism	Member of the Senate (PN)
BONOMI, Eduardo (Mr.)	Member of the Senate (FA)
NANE, Silvia (Ms.) Committee on Democracy and Human Rights	Member of the Senate (FA)
ASIAÍN, Carmen (Ms.) Member of the Committee on the Human Rights of Parliamentarians	Member of the Senate (PN)

SÁNCHEZ, Gustavo (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General, Senate
RIPOLL, Fernando (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General of the House of Representatives
MONTERO, José Pedro (Mr.) Member of the ASGP	Secretary General, Senate
GALVALISI, Carina (Ms.) Secretary of the Group and of GRULAC	Head of International Relations, General Assembly
PIQUINELA, Oscar (Mr.) Secretary of GRULAC	
AYALA, Ana Teresa (Ms.) Ambassador	

(PN : National Party / Parti national)
(FA : Frente Amplio / Front élargi)
(PC: Partido Colorado)

UZBEKISTAN – OUZBEKISTAN

NARBAEVA, Tanzila Kamalovna (Ms.) Leader of the delegation	Chairwoman of the Senate
SAIDOV, Akmal (Mr.) IPU Vice-President Member of the Executive Committee Sub-Committee on Finance	First Deputy Speaker of the Legislative Chamber
ATANIYAZOVA, Aral (Ms.) Advisory Group on Health	Member of the Senate Committee on the Development of the Aral Sea Region
TILAVOLDIEV, Nodir (Mr.) Bureau, Standing Committee on Democracy and Human Rights	Member of the Legislative Chamber
LITVINOVA, Olga (Ms.)	Member of the Legislative Chamber
LAPASOV, Ulugbek (Mr.) Ambassador	

VIET NAM

VU HAI, Ha (Mr.) President of the Group, Leader of the delegation	Member of the National Assembly (CPV) Chairman of the Foreign Affairs Committee
DON, Tuan Phong (Mr.)	Member of the National Assembly (CPV)
PHAM, Thuy Chinh (Ms.)	Member of the National Assembly (CPV)
LE, Thu Ha (Ms.)	Member of the National Assembly (CPV)
BUI, Hoai Son (Mr.)	Member of the National Assembly (CPV)
TRAN, Kim Chi (Ms.) Secretary of the Group	Head of the Multilateral Division, National Assembly
VU, Dai Phuong (Mr.)	Adviser
NGUYEN, Thi Quynh (Ms.)	Adviser

(CPV: Communist Party of Vietnam / Parti communiste vietnamien)

YEMEN

AL-SHADADI, Mohamed Ali (Mr.) Leader of the delegation	Deputy Speaker of the House of Representatives
AL-AHMAR, Hamid Abdullah (Mr.)	Member of the House of Representatives
AL-GASSUSS, Abdulmalek Abdullah (Mr.)	Member of the House of Representatives
AL-SAAR, Ali Mohammed (Mr.)	Member of the House of Representatives
ALASALI, Mohammed Thabet (Mr.)	Member of the House of Representatives
BIN-MADI, Mabkhout (Mr.)	Acting Secretary General of the House of Representatives
DARWESH, Abdullah Salah (Mr.) Secretary to the delegation	

ZAMBIA – ZAMBIE

MUTTI, Nelly B K (Ms.) Leader of the delegation	Speaker of the National Assembly
KATUTA, Given (Ms.) Chair of the Advisory Group on Health	Member of the National Assembly Transport, Works and Supply Committee Cabinet Affairs Committee (I)
KAMBONI, Harry (Mr.)	Member of the National Assembly (UPND)
NG'ANDWE, Jean C (Ms.)	Member of the National Assembly (PF)
SABAO, Jacqueline (Ms.)	Member of the National Assembly (UPND)
ZULU, Menyani (Mr.)	Member of the National Assembly (I)
MBEWE, Cecilian Nsenduluka (Ms.) Secretary of the Group, Member of the ASGP	Clerk of the National Assembly, National Assembly
BWALYA, Barnabas (Mr.)	Adviser, National Assembly
KAWIMBE, Stephen (Mr.)	Adviser, National Assembly
SAMUWIKA, Sage (Mr.)	Adviser, National Assembly
MONGA, Pauline (Ms.)	Adviser, National Assembly

(FDD: Forum for Democracy and Development / Forum pour la démocratie et le développement)
(UPND: United Party for National Development / Parti uni pour le développement national)
(PF: Patriotic Front / Front patriotique)
(I : Independent)

ZIMBABWE

MUDENDA, Jacob Francis Nzwidamilimo (Mr.) Member of the Executive Committee Leader of the delegation	Speaker of Parliament (ZANU/PF)
CHINOMONA, Mabel Memory (Ms.)	President of the Senate
MNANGAGWA, Tongai Mafidi (Mr.)	Member of the National Assembly (ZANU/PF)
MAKONI, Roselyn Roseweater (Ms.)	Member of the National Assembly (ZANU/PF)
MUZENDA, Tsitsi Veronica (Ms.)	Member of the Senate (ZANU/PF)
TSVANGIRAI, Vincent (Mr.)	Member of the National Assembly (MDC-T)
GUVI, Kudakwashe Califinos (Mr.)	Director, Senate President's Office
MUSHANDINGA, Martha (Ms.)	Principal Executive Assistant to the Speaker of the National Assembly
CHISANGO, Rumbidzai Pamela (Ms.) Secretary to the delegation	Principal External Relations Officer
JENJE, Asha (Mr.)	Director in the Clerk's Office
SHONIWA, Abgail (Ms.) Ambassador	

(ZANU/PF: Zimbabwe African National Union - Patriotic Front / Union nationale africaine - Front patriotique du Zimbabwe)
(MDC-T: Movement for Democratic Change (T) / Mouvement pour un changement démocratique)

II. ASSOCIATE MEMBERS - MEMBRES ASSOCIES

ARAB PARLIAMENT
PARLEMENT ARABE

ALASOOMI, Adel Bin Abdul Rahman (Mr.)	Speaker
President of the Group, Leader of the delegation	
EL MOGHAZY, Yousry (Mr.)	Member of Parliament
BARAKAT, Ihssan (Ms.)	Member of Parliament
AL AIFAN, Abdullah (Mr.)	Member of Parliament
ALSHUROOQI, Nabil (Mr.)	Deputy Secretary General
ABD EL AZIZ, Ashraf (Mr.)	Adviser

EAST AFRICAN LEGISLATIVE ASSEMBLY (EALA)
ASSEMBLEE LEGISLATIVE EST-AFRICAINE

NGOGA, Karoli Martin (Mr.)	Speaker
Leader of the delegation	Chairperson of the EALA Commission
NOORU, Adan Mohamed (Mr.)	Member of Parliament
RUTAZANA, Francine (Ms.)	Member of Parliament
KAKOOZA James (Mr.)	Member of Parliament
AMODING, Priscilla (Ms.)	Senior Administrative Assistant to the Speaker

LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN PARLIAMENT (PARLATINO)
PARLEMENT DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

PIZARRO SOTO, Jorge (Mr.)	Speaker
CASTILLO G., Elias A. (Mr.)	Commission of Public Infrastructure and Channel
Executive Secretary	Affairs
PINTO, Noreixa (Ms.)	Adviser

WEST AFRICAN ECONOMIC AND MONETARY UNION (WAEMU)
UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA)

COSTA PEREIRA, Maria Paula (Mme.)	Vice-Présidente

III. OBSERVERS - OBSERVATEURS

PARTNERSHIP FOR MATERNAL, NEWBORN AND CHILD HEALTH
FOGSTAD, HELGA (Ms.), Executive Director
MUSTAFA, Tahira (Ms.), Technical Officer

AFRICAN PARLIAMENTARY UNION (APU)
UNION PARLEMENTAIRE AFRICAINE
IDI GADO, Boubacar (Mr.), Secretary General
CHEROUATI, Samir (Mr.), Director

ARAB INTER-PARLIAMENTARY UNION (AIPU)
UNION INTERPARLEMENTAIRE ARABE
AL-SHAWABKEH, Fayez (Mr.), Secretary General
NIHAWI, Samir (Mr.)

ASIAN PARLIAMENTARY ASSEMBLY (APA)
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE ASIATIQUE
MAJIDI, Mohammad Reza (Mr.), Secretary General
HASHEMI, Seyed Javad (Mr.), Director of International Affairs

COMMONWEALTH PARLIAMENTARY ASSOCIATION (CPA)
SALIK, Matthew (Mr.), Head of Parliamentary Development
DAVIES, Tom (Mr.)

FORUM OF PARLIAMENTS OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION (FP- ICGLR)
FORUM DES PARLEMENTS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS (FP-CIRGL)
KAKOBA, Onyango (Mr.), Secretary General
BOTHA, Jeni (Mr.), Programme Manager

G5 SAHEL INTER-PARLIAMENTARY COMMITTEE
COMITÉ INERPARLEMENTAIRE DU G5 SAHEL
TRAORE, Karamoko Jean Marie (M.), Secrétaire exécutif
ABDOU, Issaka (M.)

GLOBAL ORGANIZATION OF PARLIAMENTARIANS AGAINST CORRUPTION (GOPAC)
ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION (GOPAC)
RETNOASTUTI TJAHJANI DWIRINI, Endah (Ms.), External Relations and Regional Engagement Manager
LISTYA, Anindita Kusuma (Ms.), Programme Manager)

PARLIAMENTARIANS FOR NUCLEAR NONPROLIFERATION AND DISARMAMENT (PNND)
PARLEMENTAIRES POUR LA NON PROLIFERATION NUCLEAIRE ET LE DESARMEMENT (PNDN)
WARE, Alyn (Mr.) Global Coordinator

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN (PAM)
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE
MIGLIORE, Gennaro (Mr.), PAM President
ROQUE, Pedro (Mr.), President Emeritus and Vice President
PIAZZI, Sergio (Mr.) Secretary General

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE UNION OF BELARUS AND RUSSIA
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'UNION DU BELARUS ET DE LA FEDERATION DE RUSSIE
RACHKOV, Sergei (Mr.), Member of the Council of the Republic of Belarus
MAZURKEVICH, Maksim (Mr.)

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF TURKIC SPEAKING COUNTRIES (TURKPA)
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES PAYS DE LANGUE TURCIQUE
SÜREYYA ER, Mehmet (Mr.), Secretary General
HASANOV, Emin (Mr.), Secretary of the Commission

PARLIAMENTARY FORUM ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS
FORUM PARLEMENTAIRE SUR LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE
EMAH ETOUNDI, Vincent De Paul (M.), Board Member
OLOFSSON, Karin (Ms.) Secretary General

PARLIAMENTARY UNION OF THE OIC MEMBER STATES (PUIC)
UNION PARLEMENTAIRE DES ETATS MEMBRES DE L'OCI (UPCI)
NIASS, Mouhamed Khouraichi (Mr.), Secretary General
MOHAMMADI SIJANI, Ali Asghar (Mr.), Deputy Secretary General

SOUTHERN AFRICAN DEVELOPMENT COMMUNITY PARLIAMENTARY FORUM (SADC PF)
FORUM PARLEMENTAIRE DE LA COMMUNAUTE (SADC)
MARIMO, Ndamuka (Mr.), Coordinator
KAUVEE, Samueline (Ms.)

GLOBAL FUND TO FIGHT AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA
FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME
BOULE, Scott (Mr.), Senior Specialist, Parliamentary Affairs

SOCIALIST INTERNATIONAL
AYALA, Luis (Mr.), Secretary General
PERRY, Latifa (Ms.), Coordinator

INTERNATIONAL IDEA
WALKER, Ingrid (Ms.)

SOVEREIGN ORDER OF MALTA
ORDRE SOUVERAIN DE MALTE
VERGA, Daniele (Mr.), Ambassador
MUSY, Jean-Marie (Mr.), Ambassador
GALEAZZI, Yannick (Mr.), Attaché

ADVISERS TAKING PART IN THE WORK OF THE 143rd ASSEMBLY
CONSEILLERS PARTICIPANT AUX TRAVAUX DE LA 143ème ASSEMBLEE

ARGENTINA – ARGENTINE

METAZA, Franco (Mr.)	General Director of Foreign Affairs of the Senate

BULGARIA – BULGARIE

KILFANOVA, Gabriela (Ms.) Member of the ASGP	Secretary General, National Assembly
ALEXANDROVA, Stefka (Ms.) Administrative Secretary to the delegation	State Expert, International Relations and Protocol, National Assembly

IRAQ

ISMAIL, Serwan Abdullah (Mr.)	Secretary General of the Council of Representatives
MOHAMMED, Ahmed (Mr.)	Adviser

SLOVAKIA

GUSPAN, Daniel (Mr.)	Secretary General of the National Council

ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)

EZA, Mireille (Mme.)	Directrice

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION/PABSEC
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE DE LA MER NOIRE

HAJIYEV, Asaf (Mr.)	Secretary General

SPECIAL GUESTS TAKING PART IN ACTIVITIES FORESEEN ON THE OCCASION OF THE 143rd ASSEMBLY OF THE INTER-PARLIAMENTARY UNION
INVITES SPECIAUX PRENANT PART A DES ACTIVITES PREVUES A L'OCCASION DE LA 143ème ASSEMBLEE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

Assembly

TURK, Danilo (Mr.), President of the World Leadership Alliance – Club de Madrid
CUEVAS BARRON, Gabriela (Ms.), Honorary IPU President
DEL PICCHIA, Robert (Mr.), former Senator, France

Standing Committees

BAGAYOKO, Niagale Natou (Ms.), Chair of the African Security Sector Network
GOMEZ, Efraim, Chief of Staff, UNAIDS
GRIFFIN, Michele (Ms.), Policy Advisor, Executive Office of the Secretary-General
KHARKOVA, Iaroslava (Ms.), Associate Project Officer, UNESCO
KOENDERS, Bert (Mr.), Former Minister for Foreign Trade and Development Cooperation of the Netherlands and former UN SRSG
LI, Lifeng (Mr.), Food and Agriculture Organization (FAO)
LILJA Jannie (Ms), Director of Studies, Peace and Development of the Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI
MENTSCHEL, Binalakshmi Nepram (Ms.), Co-founder of the Control Arms Foundation of India and of the Manipur Women Gun Survivor Network
MURUVEN, Dean (Mr.), World Wide Fund for Nature (WWF)
O'BRIEN, Katherine (Dr.), Director of Department of Immunization, Vaccines and Biologicals, World Health Organization (WHO)
QASAS, Hiba (Ms.), Head of Secretariat, Principles for Peace
SWAMINATHAN, Soumya (Dr.), Chief Scientist, World Health Organization (WHO)

Other Events

CHAUVEL, Charles (Mr.), Global Lead and Asia-Pacific Focal Point, Inclusive Processes and Institutions, UNDP
FOUDA, Mohamed (Mr.), Programme Officer, Terrorism Prevention Branch, of the UNODC
JORRO MARTINEZ, Gonzalo (Mr.), Policy Officer, European Commission (EC)
KINUTHIA-NJENGA, Cecilia, Director of the Intergovernmental Support and Collective Progress Division, UNFCCC
RUAN, Juan Carlos (Mr.), Director Anti-Personnel Mine Ban Convention Implementation Support Unit
SABATÉ GAUXACHS, Alba (Ms.), Deputy Director of the Blanquerna Observatory on Media, Religion and Culture, in Ramon Llull University (Barcelona)
SCHREY, Denis (Mr.), European Network of Political Foundations (ENOP), Programme Director, KAS Multinational Development Policy Dialogue (MDPD)
STROOBANTS, Serge (Mr.), Director Europe & MENA at the Institute for Economics and Peace

GLOSSARY / *GLOSSAIRE*

English	***Français***
Titles/Functions:	***Titres/Fonctions :***
Speaker of Parliament	*Président du Parlement*
President of the Group	*Président(e) du Groupe*
Adviser	*Conseiller*
Chair/Chairman/Chairperson	*Président(e)*
Clerk	*Secrétaire général/Greffier*
Deputy Speaker	*Vice-Président(e)*
Head	*Chef*
Leader of the Delegation	*Chef de la délégation*
Officer	*Fonctionnaire*
Researcher	*Chercheur*
Secretary of the Group/delegation	*Secrétaire du Groupe/ de la délégation*
Spokesman	*Porte-parole*
Parliaments:	***Parlements :***
House of Commons	*Chambre des Communes*
House of Representatives	*Chambre des représentants*
National Assembly	*Assemblée nationale*
People's Representatives	*Représentants du peuple*
Parliamentary Committees:	***Commissions parlementaires :***
Abroad	*A l'étranger*
Agreements	*Approbations*
Broadcasting	*Radiodiffusion*
Building	*Bâtiment*
Citizenship	*Citoyenneté*
Complaint Reception	*Instruction des plaintes*
Computer Science	*Informatique*
Cross-cutting Issues	*Matières transversales*
Directive Board	*Comité directeur*
Elderly	*Aînés*
Fishery	*Pêche*
Food	*Alimentation*
Foreign Affairs	*Affaires étrangères*
Freedoms	*Libertés*
Funding	*Financement*
Gender Equality	*Egalité entre les sexes*
Growth	*Croissance*
Health/Healthcare	*Santé*
Heritage	*Patrimoine*
Home Affairs	*Affaires internes*
Housing	*Logement*
Human Rights	*Droits de l'homme*
Intelligence	*Renseignement*
Investigation/Inquiry	*Enquête*
Joint Committee	*Comité mixte*
Labour/Work	*Travail*
Law	*Lois*
Legal	*Juridique*
Local Self-government	*Autonomie locale*
Missing, Adversely Affected Persons	*Personnes disparues ou lésées*
Oversight	*Surveillance*
People with Disabilities	*Personnes handicapées*
Physical Planning, Land Use Planning, Country Planning	*Aménagement du territoire*
Public Expenditure	*Dépenses publiques*
Public Works	*Travaux publics*
Rehabilitation	*Réinsertion*
Social Welfare	*Protection sociale*
Standing Committee	*Comité permanent*
Standing Orders/Rules	*Règlement*
State Device	*Dispositif étatique*
Sustainable Development	*Développement durable*
Trade	*Commerce*

Training	*Formation*
Truth	*Vérité*
Underprivileged	*Défavorisés*
Ways and Means	*Voies et moyens*
Wildlife	*Faune*
Women, Children and Youth	*Les femmes, les enfants et les jeunes*

IPU Committees:	***Commissions et Comités de l'UIP :***
Advisory Group on Health	*Groupe consultatif sur la santé*
Bureau of Women Parliamentarians	*Bureau des femmes parlementaires*
Committee on the Human Rights of Parliamentarians	*Comité des droits de l'homme des parlementaires*
Committee on Middle East Questions	*Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient*
Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law (IHL)	*Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire (DIH)*
Executive Committee	*Comité exécutif*
Forum of Young Parliamentarians	*Forum des jeunes parlementaires*
Gender Partnership Group	*Groupe du partenariat entre hommes et femmes*
Group of Facilitators for Cyprus	*Groupe de facilitateurs concernant Chypre*
Standing Committee on Peace and International Security	*Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale*
Standing Committee on Sustainable Development, Finance and Trade	*Commission permanente du développement durable, du financement et du commerce*
Standing Committee on Democracy and Human Rights	*Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme*
Standing Committee on UN Affairs	*Commission permanente des affaires des Nations Unies*